

ETIENNE MOLLEVAVT

et

la Vie Politique en Lorraine

(1744 - 1816)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE *le* **18 DEC 1933**

A LA

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

PAR

André CLAUDE

Licencié ès-Lettres

Principal du Collège de Clamecy

CLAMECY

IMPRIMERIE D'ÉDITIONS ANDRÉ FOURNIER

1933

*Thèse Nancy
1933.*

ETIENNE MOLLEVAUT

et

la Vie Politique en Lorraine

(1744-1816)

ETIENNE MOLLEVAUT

et

la Vie Politique en Lorraine

(1744-1816)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE

A LA

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

PAR

André CLAUDE

Licencié ès-Lettres

Principal du Collège de Clamecy

CLAMECY

IMPRIMERIE ANDRÉ FOURNIER

1933

DOYEN : M. LAURENT

ASSESSEUR : M. COLIN

DOYEN ET PROFESSEUR HONORAIRE : M. AUERBACH

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. DIEHL, LICHTENBERGER, PFISTER

PROFESSEURS

MM. COLIN	Langue et Littérature grecques.
LAURENT	Histoire ancienne.
REYHER	Langues et Littératures anglaises.
BRUNEAU	Histoire des parlars lorrains.
VULLIOD	Langue et Littérature allemandes.
BRAESCH	Histoire moderne et contempor ^{ne} .
BULARD	Archéologie et Histoire de l'Art.
GAIN	Histoire de l'Est de la France.
MATHIEU	Philologie classique.

CHARGÉS DE COURS

MM. SOURIAU	Philosophie.
DIMOFF	Langue et Littérature françaises.
FRÈRE	Langue et Littérature latines.
CAPOT-REY	Géographie.

MAÎTRES DE CONFÉRENCES

MM. MICHEL	Langue et Littérature allemandes.
BOUCHARD	Langue et Littérature françaises.

SECRÉTAIRE : M. BERTRAND



A L'UNIVERSITÉ DE NANCY

Notre « *alma mater* »,

*Décorée de la Légion d'Honneur
et de la Croix de Guerre*

A. C.

AVANT-PROPOS

« Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent...
.....

Ceux dont le cœur est bon, ceux dont les jours sont pleins ».

VICTOR HUGO.

Cette pensée de notre grand poète national nous est plus d'une fois venue à l'esprit, quand nous écrivions la biographie d'Etienne Mollevaut, et c'est pour ce motif que nous la plaçons en tête de cet ouvrage.

Car elle suffit, croyons-nous, à caractériser parfaitement la vie de ce personnage, qui travailla sans souci des fatigues et des dangers, qui compatit sans cesse aux misères de ses semblables et mit son intelligence au service de son pays dans les domaines les plus divers de l'activité humaine.

Ce sont ces raisons qui ont déterminé notre choix au milieu de tous ces Conventionnels meurthois, les Salle, les Mallarmé et les Zangiacomi, qui eurent une existence parfois aussi longue, mais moins complètement et diversement remplie.

Ce récit d'une vie laborieuse et ardente, nous le livrons avec plaisir à la curiosité de tous ceux qui aiment le passé de leur petite patrie, parcelle de l'histoire de la grande France.

A. C.

BIBLIOGRAPHIE

ABRÉVIATIONS

- AD : Archives départementales de Meurthe-et-Moselle.
AE : Annales de l'Est, puis de l'Est et du Nord, de nouveau Annales de l'Est.
AM : Archives municipales de Nancy.
AN : Archives nationales.
BM : Bibliothèque municipale de Nancy.
BN : Bibliothèque nationale.
BU : Bibliothèque universitaire de Nancy.
PL : Pays Lorrain.
PV : Procès-verbal.
MAS : Mémoires de l'Académie de Stanislas.
MSAL : Mémoires de la Société d'Archéologie lorraine.
SAL : Société d'Archéologie lorraine.

La vie d'Etienne Mollevaut embrasse une des plus importantes époques de notre histoire; aussi nous a-t-il fallu compiler beaucoup de documents.

Ceux-ci, à la vérité, ne manquent pas, et, si l'histoire révolutionnaire présente quelque difficulté, ce n'est pas certes par l'absence de textes; c'est plutôt par leur surabondance.

La plupart de nos recherches se sont faites à Nancy naturellement; mais le rôle joué par Mollevaut dans les différentes assemblées nationales nous a fait prendre aussi le chemin de la Capitale.

Beaucoup de cartons, de liasses et de registres ne nous ont rien donné; et, bien entendu, nous ne les indiquerons pas dans cette bibliographie.

I

OUVRAGES OU ARTICLES
DE MÉTHODOLOGIE HISTORIQUE

- AULARD (A.), L'histoire provinciale de la France révolutionnaire (Révolution française, année 1900).
CARON (P.), De l'étude du gouvernement révolutionnaire (Revue de synthèse historique, année 1910).

II

RÉPERTOIRES, INVENTAIRES
OUVRAGES DE BIBLIOGRAPHIE,
CATALOGUES DES VENTES
ET DES BIBLIOTHÈQUES

1) Généraux :

- LANGLOIS (Ch.-V.), et STEIN, Les Archives de l'Histoire de France, Paris, 1891, in-8°.
TOURNEUX (M.), Les sources bibliographiques de l'histoire de la Révolution, Paris, 1898, in-8°.
CARON (P.), Manuel pratique pour l'étude de la Révolution française, Paris, 1912, in-8°.
PFISTER (Ch.), Les régions de la France, VIII : La Lorraine, le Barrois et les Trois-Evêchés, Paris, 1912, in-8°.

2) Pour les sources manuscrites :

- TUETÉY (A.), Répertoire général des sources manuscrites de Paris pendant la Révolution française, Paris, 1890-1914, II volumes, grand in-8°. (Le plus important pour nous est le tome VIII).
SCHMIDT (Ch.), Les sources de l'Histoire de France depuis 1789 aux Archives nationales, Paris, 1907, in-8°.
SERVOIS (G.), Etat sommaire par séries des documents conservés aux Archives nationales, Paris, 1891, in-4°.
Catalogue des manuscrits conservés aux Archives nationales, Paris, 1892, in-8°.

Inventaires des différentes séries des Archives nationales.

Etat sommaire par fonds des Archives départementales :
Ancien Régime et période révolutionnaire, Paris, 1903, in-4°.

Etat sommaire des papiers de la période révolutionnaire conservés dans les Archives départementales, série L.

LE GRAND (L.), Les sources de l'Histoire religieuse aux Archives nationales, Paris, 1913, in-8°.

BOURGIN (G.), Les sources manuscrites de l'Histoire religieuse de la France moderne, Paris, 1925, in-8°.

LEPAGE (H.), Inventaire manuscrit de la série L des Archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

Inventaires imprimés des autres séries des Archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

ROUSSEL, Table chronologique des délibérations de l'autorité municipale de Nancy depuis 1789 (continué manuscrite par M. Denis).

OMONT (H.), Catalogue général des manuscrits français de la Bibliothèque nationale, Paris, 1895-1902, 12 volumes in-8°.

Catalogue général des manuscrits des bibliothèques de France (publié par le Ministère de l'Instruction Publique).

Manuscrits relatifs à l'histoire de la Révolution et de l'Empire dans les bibliothèques publiques des départements (publié par la Société de l'histoire de la Révolution, 1913).

Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque municipale de Nancy, avec suppléments.

Catalogue des autographes du Fonds Lorrain à la Bibliothèque municipale de Nancy.

FAVIER (J.) et LAPRÉVOTE, Catalogue des manuscrits de la Société d'archéologie lorraine.

3) Pour les sources imprimées :

TOURNEUX (M.), Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution, Paris, 1890-1906, 5 volumes in-4°.

FAVIER (J.), Catalogue du Fonds lorrain de la bibliothèque municipale de Nancy. (Nous le désignerons sous le nom de catalogue Favier).

4) Catalogues des ventes :

BOVET. - CHARAVAY. - FILLON. (Ces catalogues indiquent la trace de quelques pièces intéressantes).

5) Noël, Catalogue raisonné des collections lorraines :

C'est tout ce qui reste d'une inestimable collection réunie par le notaire NOËL et dispersée à sa mort en 1858; les deux premiers tomes ont été édités à Nancy de 1850 à 1851 et le troisième formant supplément, de 1855 à 1856.

III

SOURCES MANUSCRITES

1) Archives nationales :

a) *Série B* (section législative) : élections et votes.

B^a 57 : PV des élections aux Etats Généraux (registre : bailliage de Nancy).

b) *Série C* (section législative) : PV des assemblées nationales et pièces annexes.

C 355 Convention, n° 1866 : PV de la Commission des Douze (n° 2543 de TUETÉY, tome VIII.)

C 251 Convention, n° 423 *bis* : correspondance de Salle.

n° 424-425 : rapports, motions... 18 au 30 avril 1793.

C 46 Assemblée Constituante, n° 449 : décret organisant le tribunal de Cassation.

C 253 Convention, n° 457 : liste de la Commission des Douze (n° 2501 de TUETÉY, tome VIII).

C 254 Convention, n° 473 : lettres des membres de la Commission des Douze (n° 2504 de TUETÉY, tome VIII).

C 256 Convention, n° 488 : lettres, adresses des sociétés populaires (mai 1793), (n° 2606 et 2591 de TUETÉY, tome VIII).

n° 495 : décret de la Convention mettant en arres-

- tation les membres de la Commission des Douze (n° 2851 de TUELEY, tome VIII).
- C 263 Convention, n° 587 : décret autorisant le Comité des domaines à reprendre ses papiers (n° 3235 de TUELEY, tome VIII).
- C 472 Conseil des Cinq-Cents : Commission législative : pétitions, adresses et minutes (nivôse an VIII)
- C 635 Corps législatif : notes et minutes pour la rédaction du PV (nivôse - pluviôse an VIII).
- C 637 id. (germinal an VIII).
- C 649 Corps législatif : lettres d'excuses, correspondance, etc..., (ventôse an XI).
- C* I 73, f° 4525 : décret de la Convention (n° 3219 de TUELEY, tome VIII).
- c) *Série D* (section législative) : missions des représentants du peuple et comités des Assemblées.
Comité de législation (Convention).
- D III 383-389 : tribunal de cassation : organisation, pouvoirs et référés, états de jugements.
- D XXIX M 59 : mémoire d'un citoyen de Nancy, sur l'affaire de Nancy. Fédération du Mont Sainte-Geneviève.
Dossier envoyé par GENAUDET, relatif aux réunions de la Garde nationale au sujet de la Coalition.
- d) *série F* (section administrative) : administration générale de la France.
- 1) F¹ : administration générale :
F^{1c} III : esprit public et élections : Meurthe 6, 7, 8, 15, 16.
- 2) F⁷ : police générale :
3682¹² : statistique personnelle et morale : Série départementale 1790-1830.
3645³ : statistique personnelle et morale : fonctionnaires de divers ordres, Meurthe, 1807-1813.
4566 : arrestations, détentions, mises en liberté : série départementale.
4774⁴⁸ : dossier MOLLEVAUT (n°s 3337, 3345, 3643, 3644, 3646, 3647, 3648, 3649, 3650, 3651 et 3652 de TUELEY, tome VIII).
7155, n° 5391 : affaires diverses, dossier Meurthe.
7436, n° 7361 : id.
7450, n° 8770 : id.

7477, n° 202 : id.
7865, n° 9639 : id.

3) F¹⁷ : instruction publique. (Cette série ayant été reclassée deux fois depuis le début de nos recherches, nous indiquons les cotes de 1924).

5590	}	Lycée et Académie de Nancy.
5268		
5676		
5700		
^a 1315 ^a		

^c M 108 : dossier de Charles-Louis MOLLEVAUT.

e) *Série AA* (section législative et judiciaire : collection particulière.

10 n° 417 : ordre de mise en arrestation de MOLLEVAUT (n° 3019 de TUETEX, tome VIII).

11 n° 491 et 499 : pièces relatives au tribunal de cassation.

34 n° 1003 : pièces relatives au tribunal de cassation.

48 n° 1384 : pétition de MOLLEVAUT pour réclamer le paiement de son indemnité de député (n° 3838 de TUETEX, tome VIII).

48 n° 1387 : lettre de MOLLEVAUT pour son rappel à la Convention (n° 3645 de TUETEX, tome VIII).

f) *Série BB* (section législative et judiciaire) : versements du ministère de la Justice.

1) BB⁶ : organisation judiciaire et personnel :
23 : tribunal de Cassation.

2) BB¹⁹ : division criminelle :
1 à 10 : tribunal de Cassation (documents d'ordre juridique et peu intéressants).

3) BB³ 30 : lettres de MOLLEVAUT, président de la Commission des Douze (n° 2567, 2585, 2586 et 3847 de TUETEX, tome VIII).

74 : rapport pour l'évasion de MOLLEVAUT (n° 3076 et 3101 de TUETEX, tome VIII).

4) BB¹⁶ 703 : état des députés en arrestation et évadés (n° 3089 de TUETEX, tome VIII).

g) *Série AF* : secrétairerie d'Etat :

AF* II 286 f° 17 : arrêté de mise en arrestation des députés... MOLLEVAUT (n° 3658 de TUETEX, tome VIII).

AF* II 46 f° 160 : projet de décret déclarant qu'il y avait lieu à accusation contre MOLLEVAUT (n° 3120 de TUELEY, tome VIII).

AF* III 248 : affaires départementales : Meurthe n° 1042.

h) *Série AD* (section administrative) : bibliothèque administrative :

AD V : tribunal de Cassation :

1 : requêtes en cassation : organisation et personnel, 1791-1815.

2 : jurisprudence : états des jugements, 1791-1815.

2) Archives départementales de Meurthe-et-Moselle :

a) *Série B* :

170 : registre contenant les lettres patentes des ducs Léopold et François III.

b) *Série D* :

32, 61 à 66, 70 : registres de l'Université de Pont-à-Mousson (inscriptions des étudiants).

c) *Série H* :

1597 : registre d'entrée et de sortie des séminaristes.

d) *Série Q* :

555 n° 53 à 56 (1 carton) : estimation, adjudication de biens nationaux, 2^e origine.

e) *Série T* :

6 liasses non classées, intitulées : 1) Instruction supérieure; 2) Instruction secondaire : lycées nationaux, collèges communaux : personnel; 3) Instruction publique, sciences et arts : pièces communes à l'instruction primaire, secondaire et supérieure; 4) Instruction secondaire : lycée national, collèges communaux : pièces collectives; 5) Instruction secondaire : lycée de Nancy; 6) Lycées et collèges : personnel.

f) *Série L* :

a) Documents émanant de l'administration du département :

1) Procès-verbaux des séances :

L 68-69 (2 registres) : minutes des PV du Conseil

général du département de la Meurthe du 29 juillet 1790 au 25 brumaire an II.

L 69-70 (2 registres) : délibérations du Conseil général du département de la Meurthe du 28 juillet 1790 au 25 brumaire an II (copie des deux registres précédents).

L 72 (1 registre) : recueil des délibérations de l'Assemblée et du Directoire du département dans les affaires générales, du 2 août 1790 au 12 octobre 1791.

L 73, 74, 78, 79 (4 registres) : originaux des PV des séances du Directoire du département du 2 août 1790 au 25 brumaire an II.

L 84 (1 registre) : copie des PV des séances du Directoire du département.

L 102 (1 liasse) : extraits des PV du Directoire et réquisitions à lui présentées par le Procureur-général-syndic (1790-93).

Tous ces documents font souvent double emploi, mais parfois aussi, ils se complètent. Les deux registres les plus importants sont L 67 (ou 69) et L 73 ; ils concernent l'année 1790, pendant laquelle Mollevaut fit partie du Directoire de Meurthe. Ces PV donnent, au moment de l'affaire de Nancy, une idée de l'affolement des autorités ; pour les journées les plus fameuses de la rébellion, il y a un PV rétrospectif du 27 au 31 août, qui a été rédigé sous la protection de « l'armée libératrice » de Bouillé : c'est dire avec quelle précaution il faut l'utiliser. Enfin ces PV étant rédigés sans mention de noms de personnes, le rôle de Mollevaut est parfois difficile à établir. Dans les registres de l'année 1793 — époque de la chute de la Gironde, — on trouve quantité de faits intéressants qui permettent de juger de l'attitude du département de la Meurthe en face de l'arrestation des députés meurthois.

2) Correspondance :

L 125 à 129 (5 registres) : lettres émanant du Directoire ou adressées à lui avec ses réponses (1790 à an IV).

L 142 (1 liasse) : adresses du Conseil général du département à l'Assemblée nationale.

L 143 (1 liasse) : lettres des commissaires du Roi au département de la Meurthe accompagnant

l'envoi des lettres patentes du Roi et des décrets de l'Assemblée nationale (1790-91).

- L 144 à 145 (2 liasses) : lettres officielles et réponses du Directoire (1790-92).
- L 151 (1 liasse) : correspondance du département avec les députés de la Meurthe (1790-an VIII).
- L 156-157 (2 liasses) : lettres des districts et des particuliers au département (1793-an VIII).
- L 158 (1 registre) : transcription des lettres envoyées par le Procureur-général-syndic à la Convention, aux ministres et aux départements (1792-1793).
- L 159 (1 registre) : transcription des lettres circulaires aux districts (1792-1793).
- L 160-168 (9 registres) : transcription des lettres circulaires aux districts (jusqu'au 21 floréal, an III). — 1 recueil par district.

Ces registres et ces liasses nous renseignent soit sur l'activité du département à l'époque où Mollevaut faisait partie de son administration, soit sur l'attitude des autorités au moment de la chute de la Gironde et de la Terreur.

b) Elections et assemblées électorales de la Meurthe :

- L 188 (1 liasse) : tableau des membres élus pour composer les 9 districts (1790-91).
- L 189 (1 liasse) : refus de places, options... (1791 an III).
- L 199 (1 liasse) : PV des assemblées primaires pour l'élection des administrateurs du département et des districts (1790).
- L 201 (1 liasse) : élections législatives, judiciaires et autres (1790-92).
- L 202 et 203 (2 liasses) : liste des électeurs (1791-92).
- L 204 (1 liasse) : PV des élections faites par les assemblées primaires (an III).
- L 205 (1 liasse) : nomination des députés à la Convention (an IV).
- L 206 (1 liasse) : liste des candidats pour l'assemblée électorale de l'an V.
- L 207 (1 liasse) : élections par l'assemblée électorale de germinal, an V.

L 208 (1 liasse) : PV des assemblées primaires électorales de l'an VI.

L 209 (1 liasse) : liste des électeurs nommés par les assemblées primaires de l'an VI.

L 210 (1 liasse) : PV des élections de germinal, an VII.

La plupart de ces documents ont été reproduits par M. PRISTER, dans ses deux ouvrages : « *Les assemblées électorales de la Meurthe* » et « *Les élections à Nancy...* »

c) Documents divers contenant l'Histoire de la Révolution dans le département de la Meurthe :

L 121 (1 liasse) : arrêtés et discours des représentants en mission dans le département (1793-an III).

L 122 (1 liasse) : PV des séances des corps administratifs et judiciaires de Nancy en présence des citoyens Antoine et Levasseur (1793).

L 211 (1 liasse) : pièces et correspondances sur l'affaire de Nancy (1790-91).

L 427 (1 liasse) : pièces relatives à la garde nationale (1790-91).

d) Documents provenant des 9 districts de la Meurthe (pour l'année 1793) :

1) District de Blâmont :

L 601-602 (2 liasses) : correspondance du Directoire.

L 587 (1 registre) : enregistrement de la correspondance.

2) District de Château-Salins :

L 772 et 775 à 781 (1 cahier et 7 registres) : PV des délibérations du Conseil général.

3) District de Dieuze :

L 984 (1 cahier) : correspondance générale du Directoire.

4) District de Lunéville :

L 1192 (1 registre) : PV des séances du Directoire.

5) District de Nancy :

L 1483 et 1486 (2 registres) : PV des séances du Conseil général.

- L 1487 et 1490 (2 registres) : PV des séances du Directoire.
- L 1497 (1 liasse) : arrêtés des représentants en mission (ans II et III).
- L 1511 (1 liasse) : minutes de lettres et rapports du district.
- L 1520 (1 liasse) : élections des députés à la Convention (1792).
- L 1525 (1 liasse) : état des personnes détenues dans les maisons d'arrêt de Nancy (1793-an III).
- L 1541-1548 (8 registres) : recensement de la population de Nancy (an IV).
- L 1596 (1 liasse) : rôle des impositions de la commune de Nancy (1790).
- L 1676 (1 liasse) : tableau des citoyens actifs inscrits à la garde nationale (1791).
- 6) District de Pont-à-Mousson :
- L 1769 (1 registre) : délibérations et arrêtés du Conseil général.
- L 1775 (1 registre) : délibérations et arrêtés du Directoire.
- 7) District de Sarrebourg :
- L 2102-2103 (2 registres) : correspondance du district avec le département.
- L 2129 (1 liasse) : lettres de districts à celui de Sarrebourg.
- L 2131 (1 registre) : correspondance du Directoire.
- 8) District de Toul :
- L 2362 (1 registre) : PV des délibérations du Directoire.
- L 2371, 2372 et 2375 (3 liasses) : lettres, pétitions, délibérations...
- 9) District de Vézelize :
- L 2537 (1 liasse) : correspondance du Directoire.

Nous avons complètement compulsé tous les papiers provenant des districts de la Meurthe, soit pour comprendre l'action de Mollevaut comme membre de l'administration du département, soit surtout pour rechercher l'état d'esprit du département au moment de l'arrestation du député

girondin. Les documents indiqués ci-dessus nous ont seuls fourni des indications.

Pour les événements de 1790, les papiers du district de Nancy étaient à voir; et pour ceux de 1793, de tous les districts, ceux de Toul où Mollevaut avait des propriétés, de Vézelize et de Pont-à-Mousson qui prirent violemment parti pour les Girondins, et de Sarrebourg qui se révéla farouche Montagnard, devaient nous fournir des renseignements très intéressants.

e) Documents relatifs aux Sociétés populaires et à la police:

L 3131 (1 liasse)	}	Société réintégrée des Amis de la Liberté et de l'Egalité.
L 3132 (1 registre)		
L 3133 (1 liasse).		

L 3280 (1 liasse)	}	Comité révolutionnaire et de surveillance. - Tri- bunal révolutionnaire (1793, ans II et III).
L 3283-84 (2 registres)		
L 3286 (1 registre)		
L 3287 bis (1 registre)		
L 3289 (1 liasse)		
L 3292 (1 registre)		
L 3294-95 (2 registres)		
L 3296-98 (3 cahiers)		
L 3299 (1 liasse)		

L 3305 (1 registre)	}	Sorties et entrées à la mai- son d'arrêt des Prêcheresses.
L 3306 (1 liasse)		
L 3307 (1 liasse)		

L 3329 (1 liasse) : PV d'apposition de scellés chez les individus suspects (1794).

L 3330 (1 liasse) : PV d'arrestation et de recherche d'individus (an II).

L 3321 (1 liasse) : mandats d'arrêt et de sortie pour la maison des Tiercelins (an II).

L 3335 (1 registre) : registre des détenus de la maison des Tiercelins (an III).

L 3337 (1 liasse) : travail de la commission créée par le représentant Michaud pour le jugement des détenus (an III).

Beaucoup de documents manuscrits relatifs aux Comités révolutionnaires et aux Sociétés populaires se retrouvent imprimés au Fonds lorrain de la Bibliothèque municipale.

3) Archives municipales de Nancy :

Nancy a la bonne fortune de posséder des archives nombreuses et d'un intérêt de premier ordre; soigneusement classées, elles ont été utilisées avec fruit.

a) *Pièces relatives aux assemblées préparatoires aux Etats généraux :*

AA 20 (1 liasse) : (tous les PV des séances ne se trouvent pas dans cette liasse; mais les autres se trouvent soit à la BM, manuscrit 851 (407) — voir ci-dessous, — soit à la SAL : recueils de la Révolution).

b) *Registres des PV des différentes assemblées municipales depuis juillet 1789 :*

D 1 (Les tables de M. Roussel en facilitent le maniement).

c) *Correspondance du Comité permanent :*

AA 21 à 22 (2 liasses).

d) *Election du maire (novembre 1790) :*

K 1 (1 liasse).

e) *Affaire de Nancy :*

I 2 (2 liasses). (La plupart de ces pièces figurent au Fonds lorrain de la BM).

f) *Garde nationale (1790-94) :*

H 3 (2 liasses).

g) *PV des séances du Club des Amis de la Constitution :*

I 2 (1 liasse 1790-1796). (Très incomplets parce que la Société a perdu des registres au moment de l'affaire de Nancy et en a brûlé d'autres en 1792, lors de l'invasion prussienne).

h) *Correspondance de Zangiacomi (1792-1797) :*

D 3 (1 liasse) : (Zangiacomi, député de la Meurthe, correspondait avec la municipalité au nom de ses collègues à la Convention).

i) *Police générale : Commission de Sûreté générale et de Salut public (12 pluviôse an II au 29 fructidor an II) et Comité du surveillance : registre des délibérations (du 30 fructidor an II au 29 ventôse an III) :*

I 2 (1 liasse).

j) *Enseignement secondaire (1802-1882) et Enseignement supérieur (1804-1855).*

R 1 (1 liasse).

4) Bibliothèque municipale de Nancy :

a) *Catalogue des manuscrits :*

n° 958 (543) : recueil de pièces provenant de l'abbé Grégoire.

n° 851 (407) : PV de la réunion des 3 ordres du bailliage de Nancy des 30, 31 mars, 5 et 6 avril.

n° 852 (382) : affaire de Nancy, recueil de 105 pièces. (Beaucoup sont imprimées et sur plusieurs figurent des annotations manuscrites du fougueux abbé Guilbert, curé de Saint-Sébastien de Nancy).

n° 885 (341) : histoire manuscrite de Nancy (par de Gironcourt).

n° 1324 (902) : l'affaire des Suisses de Châteauvieux à Nancy.

n° 1326-1330 (901) : extraits des journaux de Paris.

n° 1061 (662) : journal des opérations relatives à la réunion et à la description des bibliothèques des différentes maisons religieuses et autres, vacantes dans l'étendue du district de Nancy (mai 1791-novembre 1792).

n° 920-921 (703) : tableaux synoptiques et annuels des PV de l'Académie de Stanislas, de 1750 à 1880.

n° 919 (414) : société d'Emulation de Nancy, du 10 ventôse an IX au 2 thermidor an XIII.

n° 972 (434) : autobiographie de M. Fachot (très intéressante pour l'affaire de Nancy).

b) *Autographes du Fonds lorrain :*

Lettres d'Etienne, de Gabriel et de Charles-Louis Mollevaut.

5) Bibliothèque du Grand Séminaire de Nancy :

a) *Papiers et correspondance de l'abbé Guilbert, curé de Saint-Sébastien :* recueil en 2 volumes in-4° cartonnés; le 1^{er} en deux parties de 508 et 150 pages contient des discours et des sermons; le 2^e se partage en 3 parties : 1.312 feuillets : correspondance de Guilbert avec l'abbé Verdet,

député du clergé du bailliage de Sarreguemines aux Etats généraux puis à l'Assemblée Constituante, ainsi que des lettres adressées à ou par Grégoire. — 2) 48 pages, relatant la conduite des curés du bailliage de Nancy du 8 juillet 1787 jusqu'à la députation aux Etats généraux. — 3) 166 pages : renseignements et lettres sur la conduite du clergé pendant la Révolution. (Après Mgr. Jérôme, nous dirons que c'est là un document de premier ordre qui mérite d'être publié un jour, parce qu'il jette une vive lumière sur la vie nancéienne de l'époque; l'auteur, d'un tempérament combattif, est souvent partial, mais ses jugements sont parfois aussi très justes).

b) Dans ces mêmes papiers figure également l'ouvrage de Léonard : « *Relation exacte et impartiale de ce qui s'est passé à Nancy le 31 août et les jours précédents, avec un détail circonstancié des événements qui ont précédé et accompagné l'insurrection de la garde citoyenne et qui l'ont occasionnée.* » (Nancy, 1790, in-4°). Cette relation imprimée que l'on trouve en plusieurs endroits tire ici toute sa valeur des notes manuscrites de Guilbert qui, en marge, corrige les exagérations de cet officier aristocrate, hostile à tout ce qui est révolutionnaire. Les annotations de Guilbert touchent directement à notre sujet et sont donc très importantes).

6) Bibliothèque de l'Ordre des Avocats:

Tableau de l'ordre des avocats (avant 1789).

Registre des délibérations du Conseil de l'Ordre (année 1814 et suivantes).

7) Archives de Saint-Sulpice :

A la succursale du Séminaire de Saint-Sulpice, 6, rue du Regard, à Paris, se trouvent le « Mémorial et le « Nécrologe » de l'abbé Gabriel-Etienne Mollevaut, ainsi que des lettres (originaux ou copies).

De plus, on y trouve quantité de notes manuscrites rassemblées par M. Gamon pour la rédaction de son ouvrage et provenant de parents de Mollevaut (notamment de l'abbé Conteaux et de Mme de Vaudrecourt)

ou d'amis ou personnes ayant connu Gabriel-Etienne Mollevaut (comme Lamoureux, Gamon, etc...).

8) Archives de l'Académie de Nancy :

Depuis 1929, ces archives ont reçu un commencement de classement, sans numérotation cependant; nous y avons consulté :

Lettres de l'Université : 1810 (1 liasse).

id. : 1881 (1 liasse).

Nominations de 1810 à 1820 (1 liasse).

PV et arrêtés du 7 juin 1810 au 15 janvier 1827 (1 registre).

Correspondance : 1810-1811 (1 registre).

id. : 1811 (1 registre).¹

id. : 1811-1812 (1 registre).

id. : 1813-1816 (1 registre).

Inscription des membres de l'Académie : années 1810 et suivants (1 registre).

9) Archives départementales des Vosges :

Série Q :

8 Q 18 : émigrés : ventes d'immeubles (1 liasse).

10) Renseignements provenant des descendants de Mollevaut:

Nous avons retrouvé les descendants actuels d'Etienne Mollevaut, mais ils n'ont pu nous mettre de papiers en mains et leurs renseignements ne sont constitués que de souvenirs transmis de génération à génération.

IV

SOURCES IMPRIMÉES

1) Recueils de documents :

Réimpression de l'Ancien Moniteur, en 32 volumes. (Le 1^{er}, en dehors de la tomainson, est intitulé « Introduction historique » et les tomes 30 et 31 sont des volumes de tables).

Archives parlementaires (en cours de publication) : les volumes concernant la Convention vont du tome 50 au tome 82 (le dernier paru, au moment où nous achevons notre travail), mais les plus intéressants pour nous s'arrêtent au tome 70 (table au tome 71).

BUCHEZ et ROUX, Histoire parlementaire de la Révolution française (40 volumes).

Procès-verbaux des Assemblées nationales (dont les tables alphabétiques aux Archives nationales facilitent le maniement). (Les PV des séances de la Convention, du Conseil des Cinq-Cents, du Conseil des Anciens et du Corps législatif nous ont fourni des renseignements que nous n'avions pas trouvés dans les recueils précités).

AULARD (A.), La Société des Jacobins, 6 volumes in-8° Paris, 1899-1918 (1 volume de tables pour les tomes 1 à 5).

AULARD (A.), Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire, 5 volumes in-8°, Paris, 1898-1902.

DEBIDOUR (A.), Recueil des Actes du Directoire, 2 volumes in-8°, Paris, 1910-1911.

TOURNEUX (M.), Procès-verbaux de la Commune de Paris, 1 volume in-8°, Paris, 1894.

PFISTER (Ch.), Les Assemblées électorales dans le département de la Meurthe : procès-verbaux originaux, 1 volume in-8°, Nancy-Paris, 1912.

BRETTE (A.), Recueil des documents relatifs à la convocation des Etats généraux de 1789, Paris, 3 volumes et 1 atlas.

SCHMIDT (A.), Tableaux de la Révolution française, traduction française, Paris, 1894, 3 volumes.

Ami de la religion, journal et revue ecclésiastique, Paris, tome 164 (année 1854), p. 166 sqq.

2) Bibliothèque municipale de Nancy :

Elle est très riche en brochures et plaquettes de l'époque révolutionnaire; tous les documents qui nous ont été utiles se trouvent mentionnés au catalogue du Fonds lorrain dont nous indiquons les numéros.

- a) Documents concernant les assemblées préparatoires aux Etats généraux (n^{os} 1001, 1004, 1005 et 1018).

Documents concernant le Comité permanent et les assemblées municipales suivantes (n^{os} 1276, 1277, 1291 et 1611).

Documents concernant le « Cabinet littéraire de Nancy » (n° 1632).

Documents concernant l'assemblée du département de la Meurthe (n° 1176).

- b) Affaire de Nancy : au rayon 35 de la BM figure une série de 10 volumes (3 in-4° et 7 in-8°) que M. Noël (déjà cité) a confectionnés avec toutes les brochures qui concernent cet épisode et la période révolutionnaire. (Ces documents, plus d'une fois partiels, expriment souvent l'opinion d'un parti).

Rapport de MM. Duveyrier et B.-C. Cahier, commissaires nommés par le Roi pour l'exécution des décrets de l'Assemblée nationale, relatifs aux troubles de Nancy (n° 1076). (C'est le rapport officiel de l'affaire, qui contient un bon exposé des événements, mais dont il faut se défier).

Réponse au rapport de MM. les Commissaires du Roi sur les troubles de Nancy, contenant l'exposé de la conduite des administrateurs composant le Directoire de la Meurthe (n° 1078). (C'est la réfutation par le Directoire, si tremblant au moment des troubles, des accusations dirigées contre lui par les Commissaires du Roi; essai de justification inutile et souvent tendancieux).

Rapport des Comités réunis, militaire, des rapports et des recherches sur l'affaire de Nancy, par M. de Sillery, du 7 décembre 1790 (n° 1120). (Sillery, avec Barnave, blâma à la tribune de l'assemblée l'attitude des autorités constituées de Nancy).

Autres documents se référant à l'affaire de Nancy (n°s 1059, 1142, 1143, 1584, 1092, 1158, 1637, 1638, 1052, 1053, 1060 à 1065).

- c) Documents relatifs à l'Académie de Stanislas et à la Société d'Emulation de Nancy (n°s 5158, 5314, 5357 et 5383).

d) Autres documents consultés: n°s 1291 et 1600.

3) Société d'Archéologie lorraine :

Recueils de la Révolution, n°s 2, 3, 5, 6, complément 1790-1792 et complément 1798-1830. (Beaucoup de pièces incluses dans ces recueils sont intéressantes du fait qu'elles ont été annotées par l'abbé Guilbert).

4) Journaux et Almanachs :

a) *Journaux lorrains* (catalogués dans le Fonds lorrain) :

Journal du département de la Meurthe, rédigé par C.-S. Sonnini, du 15 juillet 1790 au 7 juillet 1791 (Nancy, 46 numéros en 2 volumes in-8°). (Journal avancé, qui cependant évite de s'aventurer trop loin, lorsque cela pourrait lui nuire, comme lors de l'affaire de Nancy, dont il ne dit rien, en alléguant le refus de l'imprimeur de publier une relation de ces funestes journées). (N° 5460 du catalogue Favier).

Journal des frontières pour l'instruction des habitants des villes et des campagnes, du 10 juin 1792 au 6 juin 1793 (Nancy, 80 numéros en 1 volume in-8°). (Journal du club des Amis de la Constitution, mais moins important pour nous en raison de l'époque de sa fondation). (N° 5461).

Journal de la Meurthe, du 22 septembre 1797 au 29 novembre 1816. (Changea plusieurs fois de nom durant cette période). (N° 5464).

Affiches de Metz, feuille périodique publiée sous le nom d'Affiches des Evêchés et Lorraine, de 1779 à 1790 (11 volumes in-4°), puis sous celui de Journal des départements de la Moselle, de la Meurthe, des Ardennes et des Vosges, du 15 juillet 1790 au 28 juillet 1797 (6 volumes in-4°).

Tous ces journaux ne fournissent d'ailleurs que peu de renseignements sur la vie locale.

b) *Journaux parisiens* :

Les plus intéressants pour nous ont été :

Les Révolutions de France et de Brabant, par C. Desmoulins (28 novembre 1789 au 12 décembre 1791, 8 volumes. (Tomes IV et V sur l'affaire de Nancy).

Les Révolutions de Paris (1789-1794, 17 volumes). (Tome V sur l'affaire de Nancy et tome XVI pour la chute de la Gironde).

Journal des Clubs ou sociétés patriotiques, dédié aux Amis de la Constitution, par J.-J. Le Roux, J. Charon et D.-M. Revol (1790-1791, 4 volumes).

c) *Almanachs* :

De la Garde citoyenne — année 1790 — (n° 5527 du Fonds lorrain); du département de la Meurthe 1792-93 (n° 5538); des départements de la Meurthe, Vosges, Meuse et Moselle, année 1791 (n° 5529); de Lorraine et de Barrois, années 1762, 1763, 1765 à 1790 (n° 5519); du père Gérard pour l'année 1792, par J.-M. Collot d'Herbois (n° 5530); de Nancy pour la III^e année de la République française (n° 5531); du peuple pour la 4^e année de la République (n° 5533); du département^o de la Meurthe, ans V, VII, VIII (n° 5535).

Almanach royal, année 1792.

Almanach de l'université impériale (1810, 1811 et années suivantes).

5) **Mémoires, Brochures, Récits contemporains** :

a) *Sur l'affaire de Nancy* :

Mémoires de Bouillé (éd. Barrière, Paris, 1859); de La Fayette (tome IV).

b) *Sur la chute de la Gironde* :

Mémoires de Petion (éd. Dauban, 1866), de Brissot (éd. Perroud, 1910, 2 volumes, in-8°), de Barbaux (éd. Chabaud, 1923), de Louvet (éd. Aulard, 1889, 2 volumes, in-12°), de Meillan (éd. des mémoires relatifs à la Révolution française, 1823, in-8°), de Buzot (éd. Guadet, 1823, et éd. Dauban, 1866), de Garat (éd. Maron, 1862, in-18°), de Mme Roland (éd. Perroud, 1905, 2 volumes in-8°, avec la correspondance, 1900-1915, 4 volumes in-8°), de Thibaudeau (éd. Plon-Nourrit, 1913, in-8°), de Levasseur (1829, 4 volumes in-8°), de Dumont (Souvenirs sur Mirabeau et sur les deux premières assemblées législatives, 1832, 1 volume in-8°), de Mme Cavaignac (Mémoires d'une inconnue, 1894, in-8°), de Mme Jullien de la Drôme. (Journal d'une bourgeoise pendant la Révolution, 1881, in-16°).

Desgenettes : Souvenirs de la fin du 18^e siècle et du commencement du 19^e (Paris, 1835, in-8°). (BN: L b²⁷ 5928).

Réponse de Jacques-Charles-Gabriel Delahaye, député par le département de la Seine-Inférieure

à la Convention nationale et mis hors la loi, aux calomnies portées contre lui par Lecoindre (de Versailles) et compagnie (Paris, Maret, an III, 30 pages in-8°). (BN: L b⁴¹ 1611).

V

DICTIONNAIRES BIOGRAPHIQUES

- a) Biographie moderne ou Dictionnaire biographique de tous les hommes morts et vivants qui ont marqué à la fin du XVIII^e siècle (connue sous le nom de biographie de Leipzig); Biographie universelle et portative des contemporains... publiée sous la direction de MM. Rabbe...; Petite biographie des Conventionnels... par un Jacobin converti; Biographie des hommes vivants (publiée chez Michaud); Biographie moderne ou Galerie historique... (connue sous le nom de biographie Psaume); Biographie nouvelle des contemporains... par MM. A.-V. Arnault, A. Jay, E. Jouy et J. Norvins.

(Ces biographies ont paru entre 1806 et 1834 et contiennent toutes un article sur Mollevaut; plusieurs renferment des erreurs).

Comme biographies postérieures, citons simplement la biographie Didot-Hœfer et le dictionnaire des Conventionnels de Kuscinski (Paris, 1919).

- b) MICHEL: Biographie des hommes marquants de l'ancienne province de Lorraine.

PAGINOT: Notices biographiques et bibliographiques sur les membres de l'Académie de Stanislas (nombreuses erreurs de dates).

VI

OUVRAGES DE SECONDE MAIN (1)

1) Bibliographie :

CARON (P.), Bibliographie de l'Histoire de France pour les travaux publiés de 1866 à 1897. Cette bibliographie a été continuée par des Répertoires métho-

(1) Nous ne citerons que les principaux.

diques qui, depuis 1912, paraissent annuellement dans la Revue d'histoire moderne et contemporaine, supprimée en 1914. En 1923, MM. Caron et Stein ont repris la publication d'un « Répertoire bibliographique de l'Histoire de France ».

Bibliographie lorraine (éditée par Annales de l'Est et publiée par la Faculté des Lettres de Nancy).

Bibliographies des revues :

a) Générales : Révolution française, Annales Révolutionnaires (Annales historiques de la Révolution française, depuis 1924), Revue historique, Revue de Synthèse historique, Revue des Questions historiques, Revues rétrospectives, Revue historique de la Révolution française, Revue d'histoire moderne et contemporaine (supprimée en 1914 et devenue, depuis 1926, Revue d'histoire moderne).

b) Locales : Annales de l'Est, puis de l'Est et du Nord, Pays lorrain, publications de la Société d'Archéologie lorraine et de l'Académie de Stanislas.

2) Articles des revues précitées :

a) Sur la période prérévolutionnaire à Nancy :

PFISTER (Ch.), Les préliminaires de la Révolution à Nancy: l'agitation parlementaire en 1788 (MAS, année 1909-1910, p. 88-161).

PFISTER (Ch.), Les préliminaires de la Révolution à Nancy : l'élection aux Etats généraux et le cahier de la ville de Nancy (MSAL, année 1910, p. 5-106).

JÉROME (abbé), Les élections et les cahiers du clergé des bailliages de Nancy... (Annales de l'Est, tome XI, p. 345-382; tome XII, p. 176-239; tome XIII, p. 17-86).

b) Sur l'Affaire de Nancy :

BOURDEAU (G.), L'affaire de Nancy (Annales de l'Est, tome XII, p. 280-292).

c) Sur la formation du club et les sociétés populaires à Nancy :

MANSUY (A.), Les Sociétés populaires de Nancy pendant la Révolution (Annales de l'Est, tome XIII, p. 432-448).

TOURNÈS (R.), Les débuts à Nancy d'un général robespierriste : Lavalette. (Annales Révolutionnaires, tome VI, p. 361-374).

d) Sur la nomination de Mollevaut comme maire de Nancy :

PFISTER (Ch.), Les premières élections municipales à Nancy (Pays Lorrain, année 1910, p. 385-403).

AURIAC (J. d'), Le Constituant Charles Voidel (Révolution française, tome XXIII, p. 36-54 et 124-148).

e) Sur l'organisation religieuse dans la Meurthe :

CONSTANTIN (C.), Le serment constitutionnel dans le département de la Meurthe (Revue des Questions historiques, tome 90, p. 434-469).

CONSTANTIN (C.), L'élection de l'évêque constitutionnel de la Meurthe. (Revue des Questions historiques, tome 94, p. 382-412).

FLOQUET, Le mouvement religieux à Nancy sous la Révolution (Annales de l'Est, tome XIV, p. 531-596).

f) Sur la période conventionnelle :

AULARD (A.), L'organisation intérieure de la Gironde (Révolution française, tome VII, p. 406-424).

AULARD (A.), Le club des Jacobins sous la monarchie (Révolution française, tome XXIII, p. 106-123).

AULARD (A.), Le détronement de Louis XVI (Révolution française, tome XXXVI, p. 25-69).

PERROUD (Cl.), Quelques notes sur le club de 1789 (Révolution française, tome XXXIX, p. 255-262).

LINTILHAC (C.), Le salon girondin de Mme Dodun (Révolution française, tome LXXI, p. 5-20).

HÉMON (P.), Le Deist de Botidoux a-t-il trahi les députés girondins ? (Annales révolutionnaires, tome II, p. 285-286).

MATHIEZ (A.), Girondins et Montagnards (Annales révolutionnaires, tome XII, p. 334-338).

MAGNAC, Le fédéralisme en 1793 et 1794 (Revue des Questions historiques, tome LXXXII, p. 38-56 et 467-489).

- FURCY-RAYNAUD (M.), Les mésaventures de l'acteur Brisse (Revue des Etudes historiques, année 1912, p. 557-566).
- BROUILLARD (R.), Nouvelles recherches sur les Girondins proscrits (Revue historique de Bordeaux, année 1912, p. 308, 327 et 379).
- DENIS (A.), Le Conventionnel Jagot (Annales de l'Est, tome XI, p. 278-282).
- DUVERNOY (E.), Les Conventionnels en mission dans la Meurthe (Pays Lorrain, année 1904, p. 129-133).
- GODCHOT (J.), Le Comité de surveillance révolutionnaire de Nancy (Révolution française, tome LXXX, p. 249-262 et 295-311).
- JARDIN (G.), P.-A. Mauger (Annales de l'Est, tome XIII, p. 265-289).
- POULET (H.), Le sans-culotte Philip (Annales de l'Est, tome XX, p. 248-283, 321-366 et 501-529).
- POULET (H.), François-René-Auguste Mallarmé (Pays Lorrain, année 1911, p. 129-152, 212-228 et 284-305).
- PFISTER (Ch.), Les députés du département de la Meurthe sous la Révolution (1791- 1799) (MSAL, année 1911, p. 309-425).
- g) Sur l'administration du département de la Meurthe :
- POULET (H.), L'administration centrale du département de la Meurthe (Révolution française, tome LI, p. 438-457 et 517-542; tome LII, p. 48-64 et 144-165).
- PARISOT (H.), L'organisation de l'administration... par le 1^{er} préfet de la Meurthe Marquis (Annales de l'Est, tome XXII, p. 399-412 et 578-591).
- h) Sur l'enseignement et l'Université impériale :
- AULARD (A.), L'université impériale (Révolution française, tome LIX, p. 390-437 et 481-520).
- COLLIGNON (A.), Les premiers Recteurs de l'Académie de Nancy (Empire et Restauration). (Pays Lorrain, année 1914-1919, p. 418-429 et 465-471).
- KUSCINSKI (A.), Les Conventionnels fonctionnaires après le 18 brumaire (Révolution française, tome XXVII, p. 193-205).

i) Sur les avocats de Nancy :

MENGIN (L.), Le barreau lorrain (MSAL, année 1872, p. 323-382 et année 1873, p. 1-93).

3) Histoires de la période révolutionnaire :

Nous avons trouvé quelques indications intéressantes dans les ouvrages anciens (Toulongeon, Prudhomme, Lacretelle), comme dans de plus récents (Quinet, Michelet, Blanc, Thiers et Taine). Mais nous ont été précieux :

AULARD (A.), Histoire politique de la Révolution française (1789-1804), Paris, 1901, in-8°.

LAVISSE (E.), Histoire de France de la Révolution à la paix de 1919, tomes I et II.

MATHIEZ (A.), La Révolution française, 3 volumes (Collection Armand Colin).

4) Principaux ouvrages consultés (par ordre alphabétique) :

AULARD (A.), Napoléon et le monopole universitaire, Paris, 1911.

AULARD (A.), Les orateurs de la Révolution, tomes I et II, Paris, 1906.

BIRÉ (E.), La légende des Girondins, Paris, 1881.

BLANC (abbé), Monographie du lycée de Nancy, depuis 1789 jusqu'à nos jours, Paris, 1879.

CHALLAMEL (A.), Les clubs contre-révolutionnaires, Paris, 1895.

COURBE (Ch.), Promenades historiques dans les rues de Nancy, Nancy, 1883.

DAUBAN (C.-A.), Etudes sur Mme Roland et son temps, Paris, 1864.

DENIS (P.), Les municipalités de Nancy (1790-1910), Nancy, 1910.

DOTTIN, Etude littéraire sur C.-L. Mollevaut, Clermont (Oise), 1845.

GAMON, Vie de Mollevaut, prêtre de Saint-Sulpice, par un prêtre de Saint-Sulpice, Paris, 1875.

GAIN (A.), L'Ecole centrale de la Meurthe (Annales de l'Est, 35^e et 36^e années), 1921-1922).

GUIFFREY (J.), Les Conventionnels, Paris, 1889.

HÉRISSAY (J.), François Buzot, Paris, 1907.

- KRUG-BASSE (J.), Histoire du parlement de Lorraine et Barrois, Nancy, 1899.
- LALLEMENT (L.), Les maisons historiques de Nancy, Nancy, 1859.
- LENOTRE (G.), La proscription des Girondins, Paris (collection Hachette : « Récits d'autrefois »).
- LEPAGE (H.), Histoire de Nancy — ville vieille et ville neuve, — Nancy, 1858.
- LEUPOL (L.), La Lorraine : antiquités, Nancy, 1839-40, 3 volumes.
- MAHUET (de), Biographie de la Cour souveraine de Lorraine et du Parlement de Nancy (1641-1790), Nancy, 1911.
- MAIRE (X.), Histoire de l'Affaire de Nancy, Nancy, 1861.
- MARTIN (abbé), L'université de Pont-à-Mousson, Nancy, 1891.
- MATHIEZ (A.), Girondins et Montagnards, Paris, 1930.
- MORTIMER-TERNAUX, Histoire de la Terreur, Paris, 1862-1881, 8 volumes.
- PARISOT (R.), Histoire de Lorraine, Paris, 1919-1924, 3 volumes plus 1 volume de tables.
- PERROUD (Cl.), La proscription des Girondins, Toulouse-Paris, 1917.
- PFISTER (Ch.), Les élections à Nancy et dans le département de la Meurthe sous le Consulat et l'Empire (1799-1815), Nancy, 1912.
- PFISTER (Ch.), Histoire de Nancy, Paris, 1902-08, (tome III).
- POULET (H.), Les Volontaires de la Meurthe, Paris, 1910.
- RENAULD (J.), Nancy en 1790, Nancy, 1876.
- THIRIET (abbé), L'abbé Gabriel Mollevaut, 1^{er} curé de la paroisse Saint-Fiacre, Nancy, 1866.
- TOURNÈS (R.), La garde nationale de la Meurthe pendant la Révolution (1789-1802), Angers, 1920.
- VATEL (Ch.), Charlotte de Corday et les Girondins, Paris, 1864-1872, 3 volumes.
- WALLON (H.), Histoire du tribunal révolutionnaire de Paris, Paris, 1880-82.

Nous adressons ici tous nos remerciements à ceux qui nous ont facilité notre travail : à M. Duvernoy et à son successeur, M. Marot, archivistes paléographes, qui nous ont ouvert si aimablement les portes des Archives départementales de Meurthe-et-Moselle; à M. Denis qui nous a guidé avec tant de bonne grâce dans nos recherches aux Archives municipales de Nancy; à MM. les Recteurs Adam et Bruntz qui nous ont autorisé à compiler les archives de l'Université; à Mgr Jérôme enfin qui a bien voulu avoir l'amabilité de nous introduire au Grand Séminaire de Nancy comme au Séminaire de Saint-Sulpice. Notre gratitude va également à M. le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats ainsi qu'à MM. les bibliothécaires de la Ville et de l'Université de Nancy; dans le personnel de cette dernière, nous mentionnerons tout particulièrement M. Grémillet, dont la vieille et fidèle amitié nous a été si précieuse. A tous, merci !

PREMIÈRE PARTIE

Les débuts d'Étienne Mollevaut Son rôle à Nancy de 1788 à 1791

CHAPITRE I

Les origines d'Etienne Mollevaut ⁽¹⁾ 1744-1763

C'était en Normandie que se trouvait le berceau de la famille Mollevaut; là, sur cette terre aux riches pâturages, les ancêtres d'Etienne menaient une vie de petits gentilshommes. Mais à chaque génération, selon l'usage établi par le droit d'aînesse, toute la fortune passait au premier né de la famille, de sorte que les

(1) Sur les origines de la famille, cf: a) THIRIET (H.-J.), *L'abbé Gabriel Mollevaut, 1^{er} curé de la paroisse Saint-Vincent-Saint-Fiacre, à Nancy* (l'auteur, ecclésiastique lui-même, était né en 1837 au faubourg des Trois-Maisons; après avoir enseigné l'histoire de l'Eglise et le droit canon au grand séminaire de Nancy, il devint bibliothécaire au même établissement; il est mort le 11 février 1890. Travailleur consciencieux, il a puisé de nombreux renseignements, tant auprès de la famille que dans les archives mêmes du Séminaire); b) GAMON, *Vie de M. Mollevaut, prêtre de Saint-Sulpice*. (M. Gamon était un Sulpicien; avec des notes fournies par la famille d'Etienne Mollevaut et que l'on retrouve manuscrites à la succursale de Saint-Sulpice, rue du Regard, à Paris, il a pu reconstituer la vie du fils du Conventionnel et par là-même toucher à la biographie de celui-ci. Son ouvrage se trouve à la bibliothèque du Grand Séminaire de Nancy); c) Paulin DU CHESNE, *M. Mollevaut, supérieur de la Solitude, à Issy* (article paru dans *L'Ami de la Religion*, journal et revue ecclésiastique, tome 164, pages 166 sqq., qui a été publié l'année même de la mort du Sulpicien, en 1854); d) enfin une descendante du député de la Meurthe, M^{me} DE TRUCUS, a bien voulu compléter nos renseignements par quelques souvenirs extraits d'un livre de famille qui passe malheureusement trop vite sur la vie de l'ancêtre.

cadets n'avaient d'autre ressource que de se faire prêtres ou soldats. Un de ceux-ci, ne voulant embrasser ni l'une ni l'autre de ces carrières ouvertes aux enfants pauvres de la noblesse, préféra déroger et c'est ainsi que dans les dernières années du XVII^e siècle, à une date qu'on ne peut préciser davantage, Guillaume Mollevaut, abandonnant la « particule », vint s'établir en Lorraine pour s'y livrer au commerce des produits agricoles.

On ne sait au juste quel fut le lieu qui abrita, à son arrivée dans notre province, le fondateur de la branche lorraine des Mollevaut. Sans doute peut-on deviner que ce fut aux environs de Commercy; l'abbé CHATRIAN (1) et la tradition locale de Jouy-sous-les-Côtes indiquent même Ligny-en-Barrois (2).

Quoi qu'il en soit, Guillaume Mollevaut se mit à cultiver la terre, vivant du produit de ses récoltes et sans doute aussi de l'élevage qui lui rappelait le sol natal.

Sans regretter son titre de gentilhomme dont il avait fait volontairement le sacrifice, Guillaume montra beaucoup d'intelligence dans l'exploitation de son bien et put ainsi s'élever peu à peu dans la hiérarchie sociale. Marié une première fois à Catherine Gobert, qui mourut en 1721, en deuxièmes noces avec Anne de la Croix, il nous est cité dans un acte de 1721 comme marchand à Rangéval, puis après son second mariage, il est dit admodiateur de la seigneurie de Jouy-sous-les-Côtes; enfin, en 1734, à peu près un avant sa mort, un document lui donne le titre de « contrôleur de son Altesse royale François III », dernier duc de la maison héréditaire de Lorraine.

En mourant, Guillaume Mollevaut laissait deux

(1) Laurent Chatrian, curé de Saint-Clément à la fin du XVIII^e siècle, connu parfaitement les Mollevaut, puisqu'il participa aux assemblées préliminaires des Etats Généraux et fut envoyé comme député à Versailles. Il ne tarda pas d'ailleurs à émigrer. Chatrian a laissé de nombreux manuscrits, — plus d'une centaine — qui ont été légués par son petit-neveu à la Bibliothèque du Grand Séminaire de Nancy. Les plus intéressants, sont, sans conteste, des notices biographiques et un Journal qui nous montre souvent son auteur comme une bien mauvaise langue.

(2) En l'an VI, il y avait encore des Mollevaut à Ligny; nous avons trouvé aux AD (Q 966), une pièce qui mentionne le nom d'un Mollevaut créancier d'un noble évadé de prison.

enfants à qui il avait fait donner une éducation soignée, comme pour les indemniser, dit l'abbé Thiriet, « de la perte de leur titre nobiliaire, par une culture aussi perfectionnée que possible de l'esprit et du cœur ». D'ailleurs, il semble que la nature ait été assez généreuse pour ces Mollevaut et leur ait dispensé toutes sortes de dons intellectuels et moraux. De ces deux enfants, l'un, Gabriel-François fut curé de Barisey-au-Plain et mourut en 1758. L'autre, Antoine, nous intéresse davantage puisqu'il fut le père de notre héros. Dirigé du côté du Droit, Antoine Mollevaut passa ses examens à l'ancienne Université de Pont-à-Mousson, obtint la licence (1) et fut reçu en 1734 avocat à la cour souveraine de Nancy. Mais il retourna bien vite, semble-t-il, au pays natal où nous le trouvons juge seigneurial de Jouy-sous-les-Côtes. Petit village, situé à quelques kilomètres de Commercy, Jouy, placé sous le patronage de l'Invention de Saint-Etienne, comptait, en 1749, 85 ménages (2); il formait une seigneurie qui appartenait à cette époque à Messire Etienne de Conty de la Pierre, ancien lieutenant du Roi à Boulogne-sur-Mer, époux de « haute et puissante » dame Anne-Catherine-Eude de Catteville d'Aulnoy et Vertuzey, comtesse de Vauzelle baronne de Jouy; ces châtelains de Jouy paraissent avoir vécu en bonnes relations avec leurs sujets : c'étaient des gens charitables, si l'on en juge par cet hospice Saint-Joseph qu'ils fondèrent le 4 janvier 1745 et où ils entretenaient deux sœurs de Charité. La paroisse de Jouy dont le collateur était l'abbé de Rangéval, avait pour annexe Corniéville, sur le territoire de laquelle se trouvait dans une solitude profonde, au pied des monts et au milieu de terrains fertiles, l'abbaye de Rangéval, de l'ordre de Prémontré. Fondé vers 1145, dit Benoît Picard, par Olderic, doyen de Toul, et le chapitre de la cathédrale, ou, selon dom Calmet, vers 1152, par

(1) Dominus Antonius Mollevaut, Rangevallensis diocesis Tullensis promotus est ad licentiatum in utroque jure, die 20 octobris, 1733 (AD, D 61).

(2) GILLANT (abbé), *Pouillé du Diocèse de Verdun*, tome III, page 109; Dom Calmet y notait 80 habitants en 1766.

Hadvige, dame d'Apremont, au voisinage de ces bois giboyeux qui portent encore le nom de Forêt la Reine (1) et abritent de nombreux étangs, « *Reginae Vallis* » avait connu la ruine vers 1436, pendant la guerre de René d'Anjou contre Antoine de Vaudémont. Mais, quinze ans après, un moine avait relevé le monastère auprès duquel se groupèrent quelques maisons.

C'est dans ce cadre pittoresque, au site placé « sous les côtes » qu'Antoine passa la plus grande partie de sa vie; en possession d'une situation stable, pourvu par surcroît, depuis 1728, en vertu d'une lettre patente du duc Léopold de Lorraine, d'un brevet de distillateur d'eau-de-vie qui lui avait coûté 75 livres (2), Antoine Mollevaut s'était marié à Ruppes, petit village des Vosges, le 4 août 1738; il y avait rencontré la fille unique d'une riche et bonne famille, demoiselle Marie-Anne Mengeot, femme de tête et d'énergie, nous conte Gamon, que l'Evêque de Toul et le roi Stanislas disaient capable « de régir et de commander une armée ». Ce fut un mariage fécond, puisque neuf enfants en naquirent : quatre garçons et cinq filles.

L'aîné, Gabriel Mollevaut, qu'il ne faut pas confondre avec son neveu, naquit le 6 février 1741; ayant fait ses humanités au collège des Jésuites de Pont-à-Mousson, il prit à l'université de cette même ville le grade de maître ès arts (1759); puis il entra au séminaire de Toul où l'ordination sacerdotale lui fut donnée le 20 septembre 1766. Docteur en théologie, il fut d'abord envoyé comme vicaire à Ligny-en-Barrois, puis il vint deux ans après à Saint-Nicolas de Nancy. Et comme une ordonnance épiscopale venait en 1771 d'ériger la succursale de Saint-Vincent-Saint-Fiacre en cure indépendante, Gabriel en devint le premier titulaire. C'est là que le surprirent les premiers symptômes de la Révolution; au milieu de l'agitation du clergé nancéien, le curé de Saint-Fiacre sut se faire une place à part et son rôle dans les assemblées préliminaires fut,

(1) Derrière cette forêt se trouvait encore Royaumeix, « *Regalis hortus* » !

(2) AD, B 170, f° 31.

nous le verrons, assez important. Mais délaissant bientôt la voie où il s'était engagé de concert avec son frère Etienne, il se tourna contre la Révolution, refusa le serment et partit pour l'exil en septembre 1792; tour à tour Trèves, Munster et Bâle l'abritèrent; puis, profitant d'une période d'accalmie, il rentra furtivement à Nancy en juin 1795, exerçant en cachette son ministère dans le quartier de Boudonville; Mgr. de la Fare, évêque réfractaire de Nancy, réfugié à l'étranger, lui avait confié, en qualité de provicaire général, le soin de veiller sur un diocèse dont il se considérait toujours comme l'administrateur légitime. Le Concordat rendit à Gabriel Mollevaut le droit d'exercer ouvertement le culte; Mgr d'Osmond, nouvel évêque de Nancy, était disposé à lui rendre sa paroisse de Saint-Vincent Saint-Fiacre; mais l'administration s'y opposa et l'ancien provicaire général fut désigné pour la cure de Ligny-en-Barrois, berceau de sa vie ecclésiastique. Il se préparait au départ, quand la maladie le cloua sur son lit. Il ne se releva pas et mourut le 12 mars 1803, entouré de l'estime générale.

Deux autres garçons du juge seigneurial de Jouy : Charles-Antoine et Guillaume, ont laissé peu de traces : le premier mourut jeune.

Des cinq filles, l'une, Marie-Thérèse, née en 1739, épousa Claude-Joseph Conteaux, un rentier de Nancy qui possédait de grandes propriétés à Maizières-les-Toul et dont nous retrouverons le nom au début de la Révolution; deux autres, Anne-Marguerite-Thérèse, née en 1742, et Françoise, de dix ans plus jeune, prirent le voile, l'une à la Congrégation de Neufchâteau, l'autre à la Visitation de Pont-à-Mousson; la quatrième, Marie-Anne-Françoise, née en 1746, ne nous est pas connue; par contre, nous savons que la plus jeune des filles, Elisabeth-Agathe, née en 1755, épousa Jean-Baptiste-Dominique Maury, avocat à la cour souveraine de Nancy.

Mais de toute cette belle famille, le grand homme fut Etienne Mollevaut. Son acte de naissance (1) nous

(1) Archives de la Mairie de Jouy-sous-les-Côtes. Nous reproduisons le document avec son orthographe.

apprend que « Etienne, fils légitime du s^r Antoine Molveaux, avocat à la cour, juge, garde et prévôt de Joüis et de Marie-Anne Mangeot, son épouse et paroisiens de Joüis, est né le vingt juillet de l'an mil sept cent quarente-quatre et a été baptisé le mesme jours des dits mois et an; il a eû pour parein messire Ettienne de Conti Delapierre, ancien Lieutenant de Roy et Commandant de Boulogne, sgr de Joüis, Représenté par le S^r Sébastien Molveaux, Contrôleur du Roy, et pour marreine Mademoiselle Barbe de Joüis de Vauzelle, dame de ce lieu qui ont signez » (1).

Il faut avouer que nul homme ne pouvait naître sous des auspices plus favorables qu'Etienne Mollevaut. Le fait d'avoir été tenu sur les fonds baptismaux par la charmante Dame de Jouy, à l'âme si compatissante, ne lui présageait-il pas un avenir magnifique ? Et les qualités de cœur d'un père et d'une mère si tendrement unis ne devaient-elles pas faire d'Etienne ce bon chef de famille que nous apprendrons peu à peu à connaître ?

Tel fut le milieu où Mollevaut passa sa première enfance, à une époque où la Lorraine vivait encore de sa vie indépendante et où il n'était pas possible de prévoir les rudes événements auxquels le jeune garçon devenu homme allait se trouver mêlé (2).

(1) Le prêtre qui baptisa Etienne Mollevaut était Jean-Baptiste Cordier, curé de Joüis et de Cornéville, qui mourut le 30 mars 1756 et fut enterré à Rangéval.

(2) Le nom de Mollevaut, bien entendu, se trouve écrit de façons diverses; dans un même acte, il n'est pas rare de trouver deux orthographes; ainsi dans l'acte de naissance d'Etienne, où l'on trouve à la fois Molveaux et Mollevaux. Pendant longtemps, et même à l'époque révolutionnaire, on a écrit Mollevault. Il faut une fois pour toutes rayer cette lettre *l* devant le *t*. Etienne signait toujours: Mollevaut.

CHAPITRE II

Les études du jeune Mollevaut et son entrée au Barreau 1763-1788

Ses années d'études élémentaires terminées, Etienne Mollevaut, voué au droit comme son père, fut envoyé à l'Université de Pont-à-Mousson.

Ce vieil établissement qui avait été institué par la bulle du 5 décembre 1572, grâce à l'appui du cardinal Charles de Lorraine-Guise (1), et qui, par la bienveillance des ducs de Lorraine et en particulier de Charles III, avait rapidement atteint un rare degré de prospérité, venait de connaître une période d'agitation; des intrigues avaient été en effet nouées pour le transférer à Nancy, et des démarches pressantes avaient été faites dans ce sens auprès du roi Stanislas. La volonté du pape Clément XIII seule avait maintenu l'Université Lorraine à Pont-à-Mousson, mais la mort du dernier Duc, puis celle du pape devaient rendre courage aux adversaires de l'établissement mussipontain.

La Faculté de Droit, dont Mollevaut suivit les cours, était dirigée par des laïques; son règlement, ébauché par Charles III, avait été remanié et perfectionné par Grégoire de Toulouse (2), puis modifié à nouveau plusieurs fois — notamment en 1699 — par le duc Léopold.

C'est dans les vieux bâtiments situés à proximité du couvent des Clarisses, où reposent la plupart des

(1) Né à Joinville en 1525, archevêque de Reims en 1538 et évêque de Metz en 1550. Cf. MARTIN (abbé E.), *L'Université de Pont-à-Mousson*.

(2) Célèbre docteur de l'Université de cette ville.

doyens de la Faculté, et reconstruits en 1726, que les professeurs, choisis par le duc de Lorraine ou nommés au concours, enseignèrent à Etienne, de 1763 à 1765, les notions de la science du Droit.

Comme tous les étudiants qui désiraient être admis à la Faculté, Mollevaut suivit d'abord durant un an les cours de philosophie, puis après s'être présenté au chancelier de l'Université, il prit sa première inscription au secrétariat du Droit: « Ego Stephanus Mollevaut, ex Jouy dioecesis tullensis, audio lectiones publicas D. D antecessorum in utroque jure. Die 7 septembris 1763 » (1).

A cette Faculté, dont Etienne allait désormais suivre les cours, l'enseignement portait sur le droit canonique et sur le droit civil. Les trois grades qu'il conférait: baccalauréat, licence et doctorat, étaient en somme la sanction de chacune des trois années d'études; souvent d'ailleurs, on les donnait en même temps, mais en tous cas « pour chaque grade, en chacun des droits, il y avait un examen privé et éliminatoire sur les matières du cours et une discussion publique des thèses imposées par le professeur » (2). Le doctorat comportait en outre une leçon sur un sujet imposé par un jury que formaient les professeurs de la Faculté. Chacun de ces examens donnait lieu d'ailleurs à un cérémonial inflexible: le candidat, avant de comparaître devant ses examinateurs, allait au collège des Jésuites faire sa profession de foi devant le recteur ou son représentant; alors seulement avait lieu la soutenance des thèses qui durait plus ou moins longtemps: deux heures pour le baccalauréat, trois heures pour la licence et quatre pour le doctorat. L'examen terminé, le jury délibérait, puis proclamait le résultat, après quoi le président félicitait les étudiants reçus.

(1) AD, D 32. Dans ce vieux « registre vingt et unième des inscriptions commençant au 21 du mois de juin de l'année 1763 », figurent six inscriptions de Mollevaut: 7 septembre 1763, 17 novembre 1763, 13 juin 1764, 8 juillet 1764, 23 février 1765 et 20 avril 1765.

(2) MARTIN (abbé E.), *op. cit.*

Etienne Mollevaut se conforma à cette étiquette traditionnelle que l'ambiance rendait d'ailleurs naturelle; en même temps, l'enseignement de maîtres renommés comme P.-A. Dumat, doyen depuis 1762, Cl.-Fr. Breton et Fr.-X. Chavane (1), habitua peu à peu son esprit à se diriger dans ce que l'avocat Fachot appelle « les sentiers épineux de la chicane ». Mollevaut devint ainsi un des bons étudiants de la vieille Faculté mussipontaine. Et dans les vieux registres poussiéreux où nous avons noté la promotion d'Antoine Mollevaut au grade de licencié, nous trouvons un peu plus loin le nom du fils qui marchait ainsi dignement sur les traces de son père.

Etienne reçut d'abord le baccalauréat : « Dominus Stephanus Mollevaut ex Jouy diocesis tullensis promotus est ad baccalaureatum in utroque jure die vigesima (sic) septima septembris 1764 » (2).

Puis la licence vint à son tour couronner ses efforts : « Dominus Stephanus Mollevaut ex Jouy diocesis tullensis promotus est ad licentiatum in utroque jure die vigesima septima septembris 1765 » (3).

A cette date, le jeune Mollevaut avait un peu plus de 21 ans; il ne poussa pas plus loin ses études, car il pouvait maintenant réaliser son vœu le plus cher : se faire recevoir avocat à la Cour souveraine de Nancy. En effet, depuis un certain nombre d'années, à côté de procureurs non gradués qui pendant longtemps en Lorraine avaient suffi à assurer la défense des justiciables, il y avait des avocats licenciés en droit. Mais encore fallait-il, pour être reçu « avocat en la cour », avoir été présenté par un « ancien ». A cette formalité Mollevaut se soumit de bonne grâce : il avait fait la connaissance d'un célèbre jurisconsulte de Nancy, maître Jean-Baptiste Maury, dont les plaidoyers remarquables étaient très appréciés, et qui se faisait un plaisir d'accueillir dans

(1) Chavane, professeur de Droit à l'Université mussipontaine, était très estimé pour son excellent commentaire des Institutes de Justinien, imprimé en 1768; il mourut six ans plus tard.

(2) AD, D 65.

(3) AD, D 70.

son cabinet ses jeunes confrères avides de conseils (1). Désireux de se perfectionner dans sa profession et d'occuper rapidement une place honorable au barreau, Etienne Mollevaut travailla donc un moment aux côtés de Maury et se fortifia bien vite dans la pratique du Droit. Sûr de lui, il put alors se présenter à la Cour souveraine et lui « rendre ses devoirs », c'est-à-dire faire une visite en robe de palais à un président de cette haute juridiction. Quelques jours après, le 14 novembre 1765, Mollevaut, accompagné de son mentor, se rendit à la Cour tenant audience à la Grand'Chambre; devant les juges en robe rouge, maître Maury supplia la Cour de bien vouloir admettre au nombre et serment des avocats la personne de M. Etienne Mollevaut, licencié ès-droits de l'Université de Pont-à-Mousson (2). Et l'avocat général ayant donné son consentement, le président invita le jeune maître à prêter le serment traditionnel dont la formule, donnée par le procureur général Nicolas Rémy, datait de 1604 : Mollevaut jura donc : 1) de révéler les magistrats « avec telles marques de respect et d'honneur qu'il appartiendra et notamment lorsqu'ils sont en justice pour l'administration d'icelle » ; 2) de ne pas défendre une cause apparemment injuste ou de l'abandonner si elle lui apparaît ensuite comme telle ; 3) de ne pas se laisser aller à la calomnie ou à l'impertinence ; 4) de ne pas retarder le cours des procès ; 5) de ne demander aux parties qu'un salaire convenable ; 6) enfin de ne pas interrompre les plaidoyers de la partie adverse et de n'user avec elle « de propos aigres et immodestes » (3).

Cette formalité remplie, Etienne Mollevaut put alors exercer la profession dont il avait fait choix. Le moment pour lui était propice, car d'une part ce ne fut

(1) Jean-Baptiste-Dominique Maury devait d'ailleurs devenir le beau-frère d'Etienne Mollevaut, par son mariage avec la sœur de ce dernier, Elisabeth-Agathe, née en 1755 ; Maury mourut le 30 décembre 1787.

(2) BM, Manuscrit 972 (434) : *autobiographie de Claude Fachot, avocat*, 1810, Nancy.

(3) KRUG-BASSE, *Histoire du Parlement de Lorraine et Barrois*. Cf. aussi MAHUET (comte de), *Biographie de la Cour souveraine de Lorraine et du Parlement de Nancy* (1641-1790).

qu'à ce moment « que le barreau de Nancy devint brillant tant par le nombre de ses membres que par l'éloquence et la science de la plupart d'entre eux » (1), et d'autre part, les événements allaient donner aux hommes de loi une importance qu'ils n'avaient jamais connue.

Le jour fatal de la réunion de la Lorraine à la France, en effet, approchait; déjà la province ne se sentait plus elle-même; à la douceur bienveillante de Stanislas se mêlait la brutalité du chancelier de la Galaizière (2), trop mal informé du caractère de ses administrés, et la Cour souveraine de Lorraine se fit l'interprète du peuple en défendant le restant d'autonomie.

L'introduction des vingtièmes en Lorraine avait provoqué une vive irritation et, en 1758, les magistrats lorrains osaient résister au chancelier et au roi Stanislas lui-même : onze conseillers furent exilés. Ce fut alors un grand cri de colère dans la province : noblesse, clergé, tiers-état, tous les ordres se levèrent pour prendre la défense de la Cour souveraine; et une délégation s'en fut à Versailles porter les doléances du pays. Le roi de France eut peur de cette fermentation spontanée et un arrangement survint. Tout un peuple vibrant d'enthousiasme se pressa sur le passage des conseillers rappelés d'exil. L'un d'eux, Aristay de Châteaufort (3), qui avait été envoyé au pied du Haut-Kœnigsbourg, en Alsace, fut particulièrement acclamé. C'était l'époque où les veilleurs de nuit criaient dans les rues : « Éveillez-vous, gens qui dormez, priez Dieu pour Châteaufort, — et préparez vos jarrettières pour étrangler la Galaizière » (4).

(1) KRUG-BASSE, *op. cit.*

(2) Chaumont de la Galaizière (Antoine-Martin), né en 1697, mort en 1787. D'une famille de robe, il fut conseiller au Parlement de Metz, puis intendant de Soissons avant de devenir chancelier garde des sceaux et intendant, sous le règne de Stanislas, en Lorraine.

(3) Aristay de Châteaufort (François de), né à Troussey en 1704, seigneur de Delouze et de Vaudrecourt, fit ses études à l'Université de Pont-à-Mousson; avocat, il reçut en 1743 l'office de conseiller à la Cour souveraine. Ame de la résistance contre le gouvernement de Chaumont de la Galaizière, il connut une popularité immense. Mort à Paris le 15 mars 1765. M. Pfister a pu dire que sa rentrée à Nancy — le 12 septembre 1785 — marquait la première journée révolutionnaire de la capitale lorraine.

(4) PFISTER, *Histoire de Nancy*, tome III, pages 814 sqq.

Ce conflit apaisé, d'autres surgirent, notamment à propos d'un libelle rédigé par un jésuite contre un avocat de Nancy, M^e de Nicéville (1) : la Cour souveraine voulut poursuivre son auteur, mais le duc de Lorraine s'y opposa et l'effervescence ne se calma qu'au jour où, Stanislas mort, les magistrats reçurent de Louis XV l'ordre de continuer leurs fonctions.

Car, en même temps que Stanislas rendait le dernier soupir, la Lorraine, conformément au traité de Vienne, perdait définitivement son indépendance. Bien loin de calmer les nerfs des magistrats, l'événement ne fit que provoquer un regain d'agitation. En effet, malgré l'édit de Louis XV, qui maintenait la Cour souveraine de Nancy, celle-ci se crut sur le point de disparaître. Le Parlement de Metz, comme mû par le sentiment de son droit d'aînesse dans la famille française, demanda la suppression de la juridiction nancéienne, mais celle-ci, invoquant sa « haute antiquité », rappela que les traités de Vienne avaient garanti le maintien de toutes les institutions de l'ancien duché. Heureusement pour elle, Choiseul, « Nancéien né sur la place Carrière (2), prit sa défense, et l'opiniâtreté que montra contre Maupeou le Parlement de Metz la sauva définitivement : ce fut en fait ce dernier que l'on supprima — pour quelques années seulement, il est vrai — et son ressort fut réuni à celui de la Cour souveraine érigée en Parlement de Lorraine.

Cependant l'ère de l'agitation n'était pas close : la royauté s'empêtrait de plus en plus dans les difficultés de tous genres, et le Parlement de Nancy, comme ses pareils, en ébranla la base : l'on a pu dire avec juste raison que « si les légers pamphlets des philosophes ont contribué à discréditer l'ancien régime, à coup sûr les massives remontrances des gens de justice ont fait plus encore pour répandre dans le peuple l'irrespect et la haine de l'ordre établi » (3). A Nancy, il en fut ainsi.

(1) Pays Lorrain, tome 1, pages 4 et 38 : article de M^e H. MENGIN.

(2) MAS, 1909-1910 : PFISTER, *L'agitation parlementaire*, page 90.

(3) MATHIEZ (A.), *La Révolution française*, tome 1, pages 7 et 8.

Contre les édits de mai 1788, qui restreignaient considérablement ses prérogatives, le Parlement lorrain s'insurgea : avocats, bailliages, populations, tous prirent fait et cause pour les conseillers, et malgré les lettres de cachet, malgré l'ordre donné au lieutenant général Mengin (1) et au procureur de Bertinet de venir se faire tancer d'importance à Versailles, le Parlement ne céda pas. Necker, revenu au pouvoir, le rétablit en septembre 1788 et le retour de Mengin et de Bertinet rappela la rentrée triomphale d'Aristay de Châteaufort. A ce moment, la révolte couvait, les orages s'amoncelaient à l'horizon déjà sombre : la monarchie jouait ses derniers dés.

Voilà au milieu de quelle intense agitation Etienne Mollevaut fit son entrée à la Cour souveraine si violemment secouée. Il était, croyons-nous, utile de le montrer, car ce fut là le fait déterminant de sa carrière. Mêlé à ce corps remuant, à une époque où son âge lui donnait tout l'enthousiasme et toute la fougue primesautière de la jeunesse, Mollevaut devait recevoir de ces événements une profonde impulsion ; son caractère allait se forger au creuset de l'effervescence parlementaire et, désormais, il était prêt à se mêler aux remous de la Révolution qui changerait le sort de la France et du monde.

Cela était d'autant plus inévitable qu'Etienne devint bientôt personnage d'importance en cette Cour souveraine de Nancy : en peu de temps, il sut y prendre une place de premier plan et s'y faire remarquer par une éloquence rare et par un profond désintéressement. Un de ses cadets dans la carrière nous dit qu'Etienne Mollevaut s'était acquis de bonne heure au Palais une « haute réputation » par ses habiles plaidoyers (2) ; il semblait qu'aucune question de droit ne lui fût étrangère ; il démêlait les affaires avec un soin scrupuleux et la plus parfaite conscience. Aussi ne nous étonnons pas que sa science juridique ait bravé le temps et l'oubli jusqu'en plein

(1) Mengin (Jean-Baptiste), né à Nancy le 20 juillet 1718, seigneur de La Neuveville, Faulx et Jarville, avocat, substitut du procureur général en la Cour en 1742, grand gruyer de Lorraine en 1745, lieutenant général du bailliage de Nancy en 1754.

(2) BM, Manuscrit 972 (434) : *op. cit.*

dix-neuvième siècle, puisqu'on pouvait encore voir à ce moment ses mémoires et plaidoyers orner la bibliothèque des hommes de loi (1). Cette valeur d'ailleurs, il la devait en partie aux bons conseils de l'avocat Maury. Mollevaut s'en souvint toujours et pensa payer sa dette de gratitude en faisant pour ses jeunes confrères ce que son « ancien » avait fait pour lui. De son côté, Maury avait une telle estime pour Etienne Mollevaut qu'il s'empressait de lui envoyer les jeunes gens désireux d'être introduits à la Cour par un avocat de talent. Ainsi Fachot nous raconte (2) qu'il avait demandé à Maury, « célèbre avocat consultant », son voisin et ami, de bien vouloir se charger de sa présentation; mais ce dernier se récusa, « attendu que depuis longtemps il ne fréquentait plus le barreau et qu'il se bornait à la consultation et au travail du Cabinet » ; par contre il s'empressa de prier Mollevaut de le remplacer; et c'est alors que ce dernier, le jeudi 22 mai 1783, à 10 heures du matin, présenta le futur bibliothécaire aux Robes rouges de la Cour souveraine que présidait ce jour-là Messire Nicolas-Joseph Doré de Crépy, « président à mortier » (3). Cette même faveur, Mollevaut l'avait accordée cinq ans plus tôt, le 16 juin 1778, à Augustin Piroux (4); celui-ci s'était adressé à Régnier, le futur duc de Massa (5) qui ne put

(1) BLANC (abbé), *Monographie du lycée de Nancy*, page 49.

(2) BM, Manuscrit 972 (434): *op. cit.*, pages 44 sqq.

(3) Fachot alla remercier Mollevaut qui lui offrit l'entrée de son cabinet pour y travailler sous sa direction: « après lui avoir témoigné toute la reconnaissance que m'inspiraient des offres aussi avantageuses, je lui dis que M. Maury, qui avait été son mentor, voulait bien avoir pour moi les mêmes bontés qu'il avaient (sic) eues pour lui, et que dans ce moment il avait la complaisance de me faire part de ses conseils et de m'aider de ses lumières. »

(4) Piroux (Augustin), né en 1749 à Lunéville, mort à Epinal en 1805. Elève du collège de sa ville natale, il y devint commis d'architecte. Ayant réussi à se faire nommer architecte-juré, il suivit les cours de la Faculté de Droit de Nancy et devint avocat. Reçu à la Cour souveraine, il voyagea, avant de revenir à Lunéville où il fut lieutenant de maire et de police à partir de 1785. Nommé officier municipal en décembre 1792, il se rendit dans les Vosges et se fixa à Epinal en 1802 (cf. Pays Lorrain, tome XX, articles de M. HOTTENGER).

(5) Régnier (Claude-Ambroise) était né à Blâmont le 5 novembre 1746 d'une modeste famille; après des études de droit à l'Université de Strasbourg, il se fit inscrire au barreau de Nancy en 1765. Choisi par les avocats comme l'un de leurs représentants aux assemblées préliminaires de 1789, il fut élu député aux Etats Généraux. Membre de la

accepter parce qu'il n'avait pas « dix ans de palais » à la Cour; c'est ainsi que Mollevaut se chargea de le remplacer.

En même temps, notre personnage s'élevait peu à peu dans la hiérarchie des hommes de loi; le 12 mai 1770, il recevait le titre de banquier expéditionnaire en cour de Rome, à la place de Pierre-Dominique-Guillaume de Rogéville (1); cette fonction consistait alors à faire revenir de Rome les bulles, dispenses ou actes divers qui provenaient de la daterie du Vatican. Un an après (1771), ses confrères l'envoyaient siéger au Conseil de l'Ordre des avocats dont il resta membre jusqu'en 1789. Peut-être même fut-il élevé à la dignité de ce que nous appelons aujourd'hui le bâtonnat ! (2). En tous cas, Etienne Mollevaut resta jusqu'au bout fidèle au Parlement de Nancy; le lundi 24 août 1789, cette Cour tint sa dernière séance, au milieu de l'émotion de tous ceux qui avaient fréquenté son palais. Et l'on put voir une dernière fois, dans la cohorte des avocats qui entouraient le bâtonnier Henry (3), Mollevaut deviser avec ses

Constituante, il s'intéressa à la nouvelle organisation judiciaire de la France. Revenu en Lorraine à l'expiration de son mandat, il manqua d'être élu maire de Nancy en 1792 et présida le tribunal du district de Nancy; destitué par Lacoste, Baudot et Bar, représentants en mission, il reprit ses fonctions après thermidor. Envoyé en 1795 au Corps législatif, il fut désigné pour les Anciens qu'il présida. L'appui qu'il donna à Napoléon Bonaparte pour son coup d'Etat de brumaire, fit sa fortune; il devint Grand-Juge et ministre de la Justice, fut élevé à la dignité de comte d'empire puis de duc de Massa. Président du Corps législatif, il adhéra à la Restauration, mais mourut peu après, le 25 juin 1814.

(1) Fils d'un professeur de la Faculté de Pont-à-Mousson, Guillaume de Rogéville naquit dans cette ville en 1737; avocat, puis substitut du procureur général en 1758, il fut agréé comme banquier expéditionnaire en Cour de Rome en 1767 en attendant de devenir, deux ans après, conseiller à la Cour souveraine. D'une grande valeur intellectuelle et morale, de Rogéville a laissé de nombreux ouvrages de droit; il est mort dans sa ville natale en 1804.

(2) M. KRUG-BASSE, dans son ouvrage (*op. cit.*) dit que Mollevaut fut bâtonnier avant la révolution; et l'abbé BLANC, dans sa *Monographie du Lycée de Nancy* donne à Etienne le titre de « doyen des avocats au Parlement de Nancy en 1789 ».

(3) Henry (Joseph-Armand), surnommé le jeune, avait été reçu avocat en 1754; plus tard, membre de l'assemblée des Représentants de la Commune, il deviendra ensuite président du directoire de la Meurthe, puis du tribunal d'appel, enfin premier président de la cour impériale et baron d'Empire. (Ne pas le confondre avec Timothée-Arnould Henry, également avocat à la Cour souveraine, puis professeur à la Faculté de droit).

collègues Mallarmé (1), Jacqueminot (2), Saladin (3) et Zangiacomi (4).

Des affaires qu'Etienne eut l'occasion de plaider devant la Cour défunte, nous dirons peu de choses, car cela dépasse notre compétence. Constatons seulement que ses avis étaient très écoutés et que les grandes causes semblent avoir été son apanage.

L'abbé François Rémy de Ravinel « chanoine de l'Insigne Eglise primatiale de Lorraine, ancien trésorier dignitaire du Chapitre de Saint-Georges et aumônier de L. A. R. les ducs de Lorraine », demeurant place Carrière, n° 26, avait décidé de créer dans une de ses propriétés du faubourg des Trois-Maisons un établissement de Charité et d'Instruction en faveur des pauvres

(1) Mallarmé (Claude-Joseph), né à Nancy le 3 avril 1758, cousin du futur conventionnel; après des études à la Faculté de Droit de Nancy, il s'inscrivit au barreau du Parlement où il reçut ensuite de son père la charge de substitut du procureur général. Procureur syndic du district de Nancy en 1790, il devint maire de la ville en frimaire an III, puis procureur général syndic du département. Envoyé au Corps législatif en l'an IV, il fit partie des Cinq-cents; rallié à Napoléon, il siégea au Tribunal en attendant de devenir préfet de la Vienne et baron d'Empire. A la Restauration, il fut maintenu dans ses fonctions, ce qui lui valut, durant les Cent Jours, d'être envoyé en disgrâce comme préfet de l'Indre. Ensuite, abandonné des gouvernants, il se retira à Nancy et participa à la vie intellectuelle de la cité. Mort à Saint-Max en 1835.

(2) Jacqueminot (Jean-Jacques-Ignace), né le 14 janvier 1754 à Naives-devant-Bar; fit des études de droit qui le menèrent au barreau de Nancy. Investi par ses confrères de la mission de les représenter en 1789 à l'assemblée du Tiers de la ville de Nancy, il participa à la rédaction des cahiers des doléances du Tiers de la ville et du Tiers du Bailliage. Retiré à Naives, il fut rangé parmi les suspects et arrêté sur l'ordre d'Anthoine et de Levasseur, en avril 1793. Elu aux Cinq-Cents en l'an V, il favorisa, comme Régnier, le coup d'Etat de brumaire. Cela lui valut la faveur de Napoléon qui l'appela au Sénat conservateur et le créa comte de Ham. Mort à Paris en 1813.

(3) Saladin (Charles-Antoine), né le 24 mars 1761; fils d'un procureur à la Cour souveraine; plus tard, baron d'Empire et président de la Cour impériale de Nancy, député de 1824 à 1827.

(4) Zangiacomi (Joseph), né en 1766 à Nancy de parents étrangers; brillant étudiant en droit, il fut admis comme avocat au Parlement dès 1785. Se lançant avec ardeur dans le mouvement révolutionnaire, il fut tout à tour substitut du procureur, puis procureur de la commune de Nancy. Envoyé, à 26 ans, comme député à la Convention, il sut, tout en manifestant des idées modérées, ne déplaire à personne. Membre des Cinq-Cents en 1795, non réélu en l'an VI, il fut nommé substitut près le Tribunal de Cassation, puis membre de cette haute juridiction dont il présida la Chambre des Requêtes. Napoléon lui avait donné le titre de baron d'Empire, ce qui le fit mettre de côté par la Restauration; mais la Révolution de 1830 lui valut d'être envoyé à la Chambre des Pairs; il mourut à l'âge de 80 ans.

de la paroisse Saint-Vincent-Saint-Fiacre, dont le frère d'Etienne Mollevaut était curé. Or, après la mort de l'abbé de Ravinel, des réclamations vinrent de ses héritiers. Le Conseil des Avocats s'occupa du différend et ce fut Etienne Mollevaut qui, après avoir étudié la question, fit le rapport. Le Conseil adopta entièrement ses conclusions qui, déclarant la donation légale, rejetaient la réclamation des héritiers (1).

A cette époque, Mollevaut s'était créé un foyer : il avait épousé une jeune fille qui « se recommandait par de belles qualités personnelles et par les vertus héréditaires dans sa famille » (2) : Marie-Thérèse Bliard, née à Saint-Mihiel le 15 octobre 1744, fille de Louis-Charles, « avocat, écuyer, conseiller du Roi, Trésorier de France au bureau des Finances de la généralité de Metz et d'Alsace », et de Marie-Jeanne Housselot. Le jeune ménage s'installa d'abord rue des Quatre-Eglises, n° 307 (3) : c'est là que naquit en 1773 le premier enfant qui fut suivi de neuf autres, tant sur la paroisse Saint-Nicolas que sur la paroisse Saint-Sébastien : Mollevaut changea en effet plusieurs fois de domicile et les almanachs de l'époque nous permettent de le suivre dans ses déménagements : de 1776 à 1787, nous le trouvons au n° 311, rue des Quatre-Eglises (4), puis au n° 297, rue Neuve de la Hache (5). Enfin, dès 1788,

(1) SAL, recueil de la Révolution, tome 1, f° 41.

(2) GAMON, *op. cit.* : « La famille Bliard était connue fort avantageusement en Lorraine ; plusieurs de ses membres, entrés aux gardes du Corps, y avaient été honorés de l'estime et de la bienveillance du Roi. » Le beau-frère d'Etienne en effet qui signera comme témoin son acte de décès y figure avec les titres d'ancien garde du roi, chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis.

(3) N° 49 à l'époque de COURBE. (Cf. ses *Promenades historiques à travers les rues de Nancy*).

(4) LALLEMEND (*Les Maisons historiques de Nancy*) fait naître Charles-Louis au n° 297 (48 de son temps), rue de la Hache. COURBE (*op. cit.*) discute longuement cette affirmation et la combat en faisant remarquer qu'en 1776, Etienne Mollevaut habitait encore rue des Quatre-Eglises. En réalité, Courbe a raison, car Lallemend commet une erreur initiale en donnant 1789 comme l'année de la naissance de Charles-Louis, et de fait, en 1780, la demeure des Mollevaut se trouvera au n° 297, rue de la Hache.

(5) On appelait ainsi la portion de cette rue comprise entre la rue des Quatre Eglises et la rue Saint-Nicolas.

le ménage se fixa pour un long temps près de l'Eglise Saint-Sébastien, sur la place, au n° 512 : c'est là que le tableau de l'ordre des avocats — année 1789 — fait résider Mollevaut et c'est là que nous le trouvons par conséquent au début de la Révolution.

Les Enfants d'Etienne Mollevaut

Marie-Thérèse-Louise : née le 27 février 1773. Parrain : M. Bliard, écuyer, conseiller du Roi, trésorier de France, aïeul maternel, demeurant à Saint-Mihiel, représenté par Charles-Victor Anthoinet. — Marraine : Dame Marie-Thérèse Mollevaut, tante paternelle, épouse du sieur Claude-Joseph Conteaux, négociant à Nancy.

Gabriel-Etienne-Joseph : né le 10 mars 1774. Parrain : Gabriel Mollevaut, prêtre, curé de la paroisse Saint-Vincent Saint-Fiacre de Nancy, oncle paternel, représenté par M. Joseph-Claude Conteaux, aussi oncle paternel à cause de Marie-Thérèse Mollevaut, son épouse. — Marraine : Dame Marie-Jeanne Housselot, épouse de M. Charles-Louis Bliard, avocat à la cour, écuyer, conseiller, trésorier de France au bureau des Finances de la généralité de Metz et d'Alsace, aïeule maternelle, demeurant à Saint-Mihiel, représentée par Dame Elisabeth-Agathe Mollevaut, épouse de M. Jean-Baptiste-Dominique Maury, avocat à la cour, tante paternelle.

Joseph-Antoine-Louis : né le 21 avril 1775. Parrain : Claude-Joseph Conteaux, oncle paternel, représenté par Claude-Joseph Conteaux, son fils. — Marraine : Dame Marie-Jeanne-Victoire Houzelot, tante maternelle, épouse de M. Jean-François Anthoinet, avocat à la Cour, représenté par demoiselle Marie-Jeanne-Françoise Anthoinet, sa fille.

Charles-Louis : né le 26 septembre 1776, baptisé le 27. Parrain : Charles-Louis Bliart, ancien gendarme du Roy, son oncle maternel, domicilié à Saint-Mihiel, représenté par Christophe Lhermite de Nancy. —

Marraine: Dame Catherine-Charlotte Mollevaut, épouse de M. Brigeot de Lambert, tante paternelle, domiciliée à Ligny-en-Barrois, représentée par Marguerite Tous-saint.

Tite-Vincent : né le 10 janvier 1778, baptisé le 11. Parrain : M. Joseph Bliart, garde du corps de S. M., oncle maternel, représenté par Joseph Lhermite, jardinier aux Trois-Maisons. — Marraine: demoiselle Marie-Anne-Françoise Mollevaut, tante maternelle, représentée par Marie-Barbe Linget, domestique chez les parents de l'enfant.

Thérèse-Françoise-Rosalie : née le 18 janvier 1780, baptisée le 19. Parrain : Gaspard-François Housselot, écuyer, chevalier de Saint-Louis, brigadier des Gardes du Roi, pensionné de Sa Majesté et lieutenant du Roi à Saint-Mihiel, son oncle maternel, représenté par M. Claude-Joseph Bontoux, vivant de ses rentes à Nancy. — Marraine : Jeanne-Françoise de Lambinet de Fleury, épouse du parrain, représentée par dame Marie-Thérèse Mollevaut, tante paternelle.

Marie-Thérèse-Angélique : née le 17 octobre 1781, baptisée le 18. Parrain : Gaspard-Joseph Briard, oncle maternel, garde du Corps du Roi, actuellement à Saint-Mihiel, représenté par François Bernard, jeune garçon demeurant chez M. Mollevaut, prêtre, curé de Saint-Vincent-Saint-Fiacre. — Marraine : Demoiselle Marie-Angélique Housselot, grand-tante maternelle, demeurant à Saint-Mihiel, représentée par Barbe Leingre, cuisinière chez les parents de l'enfant.

Marie-Joséphine : née le 15 janvier 1783. Parrain : Gabriel Mollevaut, son frère. — Marraine : Marie-Thérèse-Joséphine Conteaux, cousine germaine du côté paternel.

Etienne-Augustin : né le 5 juillet 1784. Parrain : Etienne-Antoine Conteaux, licencié ès-lois, cousin germain paternel. — Marraine : Marie-Anne Carbon, épouse de Nicolas Barbey, avocat au Parlement.

Marie-Eléonore-Victoire : née le 30 juin 1785. Parrain : Nicolas Bailly, conseiller du Roi, garde-marteau

en la maîtrise des Eaux et Forêts de Neufchâteau, représenté par Gabriel Mollevaut, frère aîné de l'enfant.
— Marraine : demoiselle Marie-Anne-Victoire Antoine, épouse du parrain, représenté par demoiselle Joséphine Conteaux, cousine germaine du côté paternel (1).

(1) Beaucoup de ces enfants moururent jeunes ; GUILBERT, au début de 1790, sur l'imprimé de l'adresse du Cabinet aux représentants de la Commune écrivait en parlant de Mollevaut : « il a quatre enfants ». Donc à ce moment déjà, Etienne n'avait plus que ses trois fils : Gabriel-Etienne, Joseph-Antoine, Charles-Louis, et une fille Thérèse-Françoise-Rosalie.

CHAPITRE III

Mollevaut et les élections aux Etats généraux ⁽¹⁾ 1788-1789

Dès le début du grand bouleversement qui changea la face de la France et du monde, Etienne Mollevaut se plaça au premier plan des événements. Les circonstances l'y avaient préparé; ses fonctions et sa position sociale l'y aidèrent : de cette caste parlementaire qui livra le premier assaut à la monarchie et donna le signal de la rébellion — sans se douter qu'elle en serait la victime —, de cette bourgeoisie avide qui, détenant la richesse et le savoir, veut le pouvoir — sans penser qu'elle pourra un jour être débordée —, Etienne avec cette intelligence remarquable dont la nature l'avait doté, devait fatalement se lancer dans la lutte, et il s'y jeta avec ardeur. Aussi son nom est-il inséparable des événements qui forment le prélude de la Révolution à Nancy.

Des assemblées provinciales, la royauté française n'avait rien su tirer; bien plus, elle avait simplement irrité le peuple pour qui, « à l'amertume des abus s'ajoutait la désillusion du remède » (2). En Lorraine, comme ailleurs, l'assemblée provinciale n'avait donné que peu

(1) Cf. à ce sujet : AM : AA20 : Procès-verbal des Assemblées du Tiers du 24 novembre 1788 au 15 mars 1789.

BM : Manuscrit 851 (407) : Assemblée du Tiers des 30 et 31 mars, et des 5 et 6 avril 1789.

SAL : Procès-verbal de l'Assemblée des Communes de Nancy : 18 et 19 juillet 1789.

BU : n° 60.299 : Assemblée des deux premiers Ordres du 22 décembre 1788.

BM : n° 1004 du catalogue FAVIER : Assemblée des Trois Ordres du 20 au 25 janvier 1789.

(2) MATHIEZ, *La Révolution française*, tome I, page 20.

de résultats : au lieu de soulager le peuple et d'apporter des réformes, ses délibérations avaient semé des germes de discorde au sein même des ordres privilégiés, et en particulier du clergé où les curés se plaignaient de ne pas avoir une représentation proportionnelle à leur nombre (1). Aussi, dans cette province depuis si peu de temps réunie à la France, mais qui se sentait déjà française jusqu'au bout des ongles, on attendait, comme partout, des Etats généraux le remède aux maux dont souffrait le pays; le retour de Necker y fut salué avec enthousiasme et toutes les conversations roulaient sur ce sujet. Une question agitait principalement les esprits : c'était celle de la représentation du Tiers : aurait-il un nombre de représentants égal à celui de chacun des deux autres ordres, ou bien lui accorderait-on le doublement ? Des écrits, des placards traitaient de ces points délicats avec la même chaleur que partout. De plus, quel serait le mécanisme des élections ? A ce sujet, on fut bientôt fixé. En effet, à la seconde assemblée des notables réunie à Versailles le 6 novembre 1788, où la Lorraine était représentée en particulier par le marquis de Choiseul La Baume, commandant en chef de la province (2), de Cœurderoy, premier président du Parlement de Nancy (3), de Marcol, procureur général (4), et de

(1) Sur cette question, il faut lire l'intéressante étude de Mgr JÉRÔME, *Les élections et les cahiers du clergé des bailliages de Nancy* (Annales de l'Est, tomes 11, 12 et 13).

(2) Le gouverneur général de Lorraine et Barrois était Louis-Georges Erasme, marquis de Contades (né en 1704, mort en 1793; colonel du régiment d'Auvergne, il se distingua en Italie, en Westphalie, puis sur le Rhin et en Flandre; pendant la guerre de Sept ans, il devint maréchal de France, mais l'ennemi le battit à Minden en 1759). Claude-Antoine, marquis de Choiseul la Baume, joignait à ses fonctions celles de lieutenant-général des armées du Roi et des provinces de Champagne et de Brie, et de gouverneur des ville et citadelle de Verdun; il avait pour second dans son commandement en chef de Lorraine, Joseph-Louis-Bernard, comte de Clairon d'Haussonville. Enfin, l'intendant de la province était Jean-Baptiste-François Moulins de la Porte, chevalier et conseiller du Roi en ses conseils.

(3) Cœurderoy (Michel-Joseph de), fils d'un président aux requêtes en la Cour du Parlement de Bourgogne, était né à Dijon en 1738; d'abord conseiller au Parlement de sa province natale, il fut nommé à 29 ans président de la Cour souveraine de Lorraine. Savant juriconsulte, il s'intéressa à la vie intellectuelle de Nancy et fut reçu à l'Académie de Stanislas. Il mourut en 1800 au château d'Einvillle.

(4) Marcol (Pascal-Joseph de), fils d'un conseiller d'Etat, né en 1710, mort en 1795; avocat, il s'éleva peu à peu dans la hiérarchie judiciaire

Manésy, maire royal de Nancy, il fut décidé que la convocation des Etats généraux aurait lieu par bailliage. Mais comme la Lorraine et le Barrois, depuis l'édit de 1751, étaient composés de 34 bailliages, il était évidemment impossible d'accorder à chacun d'eux, comme pour le reste de la France, une députation à Versailles, d'autant plus que ces bailliages étaient fort inégaux en population. Aussi convint-on que les députations des bailliages de Lorraine et Barrois se réduiraient, dans des assemblées spéciales, au nombre fixé par le règlement royal : deux députations pour la Lorraine allemande, deux pour la Vôge et trois pour le Barrois — on ne tenait pas compte de l'existence de grandes villes comme Nancy. — Quant à la double représentation du Tiers, un seul bureau sur six que comprenait l'assemblée des notables s'en montra partisan; les autres réclamèrent la mode de convocation de 1614.

Aussi, quand le maire royal de Nancy, qui, bien que noble, déplorait cette décision, eut averti ses échevins des dispositions prises par l'assemblée de Versailles, ce fut de Briey à Nancy un cri de colère et de stupeur. Les officiers municipaux de la capitale lorraine, par ordre du maire, se réunirent à l'Hôtel de Ville le 24 novembre 1788 et décidèrent de montrer au Roi « la lésion inestimable qu'elle (Nancy), son bailliage et son territoire éprouveraient s'ils n'entraient en proportion de leur population comparée avec les autres bailliages de la province, dans la nomination des représentants du Tiers Etat qui doivent élire les députés de la province aux Etats généraux » ; de plus, le Roi sera prié d'accorder le doublement du Tiers (1). Cette décision, prise par l'Hôtel-de-Ville et constituant le premier acte révolutionnaire à Nancy, devait être communiquée à une assemblée des nobles du Tiers Etat, véritable réunion de protestation.

Ainsi Nancy, tout comme la plus grande partie du

et fut successivement substitué du procureur général, conseiller à la Cour souveraine, conseiller d'Etat. Il fut au Parlement de Nancy le dernier titulaire de la charge de procureur général.

(1) AM, AA20 : séance du 24 novembre 1788.

royaume, n'admettait ni qu'on usât du mode de convocation de 1614 ni que le Tiers fût écrasé entre les deux autres ordres; elle réclamait avec insistance de ne pas être mise sur le pied des autres petites villes et d'avoir un nombre de députés proportionnel à sa population, si bien que pour mettre en évidence l'injustice, toutes les communautés : maîtres-chapeliens, maçons, tailleurs, serruriers, ferblantiers, fondeurs, perruquiers, etc... se tinrent prêtes à défendre les « intérêts de la cité » (1).

L'assemblée de protestation eut donc lieu dans la salle des Redoutes, le jeudi 27 novembre 1788, à trois heures de l'après-midi : Mollevaut, qui avait suivi avec intérêt les événements des jours précédents, y assistait (2). Après un discours « du procureur du Roi de la Municipalité », M. Varinot, qui exposa les mesures prises à Versailles par les notables, M. Puiseur, « président de la municipalité en l'absence du maire », protesta contre ces dispositions qui blessaient « les droits et les intérêts du Tiers Etat ». Une discussion suivit que nous ne connaissons pas dans ses détails. Puis l'Assemblée prit d'énergiques décisions : rappelant que la date récente de l'incorporation de la Lorraine à la France empêchait qu'on pût lui opposer aucune loi, elle observait d'une part que « la majeure partie de l'impôt pèse sur l'ordre du Tiers-Etat, dont les sueurs fertilisent les campagnes et l'industrie vivifie, nourrit et soutient les villes »; d'autre part, que si les distinctions des ordres étaient respectables, elles ne pouvaient être conformes aux intérêts du Tiers; enfin elle ajoutait que « le traité de Vienne de 1736 qui unit la Lorraine à la France porte expressément qu'elle ne cessera de former un gouvernement séparé et que ses privilèges seront conservés »; or « un des privilèges les moins équivoques de la Lorraine est d'être un pays d'Etat » et « la suspension de la tenue des Etats de la Province n'a pas détruit son droit de les avoir encore ». De plus « si dans les temps reculés, l'on ne voit pas que l'ordre du Tiers y ait été admis,

(1) AM, AA20 : PV. des délibérations des négociants en gros et en détail et des « fabricants » de la ville de Nancy, 26 novembre 1788.

(2) Le PV. porte sa signature.

c'est qu'alors cet ordre n'existait réellement pas, puisque les peuples étaient esclaves... » (1). En conséquence, faisant écho aux vœux venant d'autres régions françaises, cette assemblée de protestation réclamait des Etats provinciaux où le Tiers serait en nombre double des ordres privilégiés, où l'on voterait par tête, et dont les membres nommeraient les députés aux Etats Généraux; avant de se séparer enfin, elle chargeait les officiers municipaux de désigner douze de ses membres pour rédiger ses vœux. Ce fut fait le même jour. Les douze commissaires furent pris dans tous les corps et Mollevaut y représenta l'Ordre des Avocats avec ses confrères Régnier, Prugnon (2) et Jacqueminot (3) : dès ce moment apparaît ainsi la prédominance de ces hommes de loi, qui ne fera que croître sans cesse lors des premières années de la Révolution, prédominance dont il ne faut point s'étonner d'ailleurs : ces gens, habitués aux considérants, versés dans l'étude du droit, n'étaient-ils pas les plus aptes à devenir les interprètes de la masse ignorante ?

Le 2 décembre suivant, une nouvelle assemblée du Tiers se réunit à quatre heures de relevée, dans une salle de l'hôtel de ville. En l'absence du procureur du roi, elle était présidée par l'échevin Brévilier : en un discours fort sensé, il montra qu'aucune affaire plus importante ne pouvait se présenter pour l'intérêt du Tiers-Etat : « elle nous prépare, déclara-t-il, à un de ces

(1) AM, AA20 : PV. de l'Assemblée du Tiers du jeudi 27 novembre 1788.

(2) Prugnon (Louis-Pierre-Joseph), né à Nancy le 14 août 1745, était le fils d'un substitut du procureur général; après des études de droit à la Faculté de l'Université de Pont-à-Mousson, il fut reçu dans l'Ordre des Avocats et peu après succéda à son père dans sa charge. Travailleur et versé dans les questions économiques, il prit part aux assemblées préliminaires de Nancy et fut choisi comme député du Tiers-Etat du bailliage de cette ville aux Etats généraux de 1789. Rentré dans la vie privée, après la séparation de la Constituante, il alla s'établir comme avocat à Paris. En 1816, les Bourbons le nommèrent maître des requêtes en service extraordinaire. Sa santé déclina rapidement et revenu à Nancy, il y mourut le 18 octobre 1828 à l'âge de 83 ans. (Il était le beau-frère de Coster, le collaborateur de Necker).

(3) Parmi les autres commissaires, il y avait un conseiller au bailliage, un procureur du Roi en la Maîtrise, deux officiers de l'Hôtel-de-Ville, un médecin, un procureur au Parlement et deux commerçants.

grands et rares événements qui font époque dans l'histoire de la Monarchie française, je veux dire à l'assemblée des Etats généraux du royaume » ; et après avoir rendu hommage à tous les délégués du Tiers, en particulier — fait qui témoigne de son influence — à l'ordre des Avocats « dont le nom seul fait un éloge », l'officier de l'hôtel de ville rappelait les vœux que l'Assemblée précédente avait résolu de porter « aux pieds du trône » : rétablissement des états provinciaux, doublement du Tiers, vote par tête, fixation du nombre des électeurs chargés de choisir les députés aux Etats généraux en proportion de la population. Ces vœux, ajouta Brévillier, sont rédigés, « et nous devons ici à l'hommage de MM. les avocats qui formaient partie de ce comité d'annoncer que la rédaction du procès-verbal qui renferme tout le vœu de votre délibération du 27 novembre dernier est particulièrement le fruit de leur travail ». Encore faut-il, pour réussir, qu'à l'exemple de plusieurs provinces ces désirs soient exprimés à Paris par deux députés : « MM. Mollevaut et Prugnon veulent bien faire le sacrifice de leurs occupations précieuses au bien général de la ville et de la province et se charger de cette importante et patriotique commission; nommez, MM., ces deux avocats : *ce sera dans tous les temps justifier votre choix*, et nous leur devons tous des remerciements ».

Brévillier donna ensuite lecture du texte qui serait déposé aux pieds du trône : dans un long préambule, il était dit notamment : « La Lorraine, ancien pays d'Etat, gouvernement séparé, a le plus grand intérêt à ne députer à l'assemblée nationale qu'en cette qualité de pays d'Etat. C'est alors seulement que sa députation aura cette unité qui doit exister entre les Représentants d'un même corps; c'est alors que tous et chacun de ses députés seront réellement ceux de la Province entière; ils seront dépositaires de l'intérêt de tous; tous doivent donc participer à leur élection : l'artisan qui peuple nos ateliers, le cultivateur qui fertilise nos campagnes, sont des citoyens utiles, même nécessaires et précieux à la Société; ils sont des sujets fidèles, ils ont des droits particuliers aux soins

du gouvernement ». Ensuite le texte notait les différences de spectacles qu'offrent la Lorraine allemande, la Vôge, le comté de Vaudémont, la « Voivre », le Pays Plat, le Barrois, les capitales des deux duchés : autant de populations et d'industries différentes. Ceci fait, le préambule poursuivait : « Etre citoyen, être du Tiers-Etat, payer une contribution médiocre, ou bien exercer un état honnête sont sans doute des qualités suffisantes pour être électeur et éligible : mais la prudence doit choisir, la confiance nommer, et les talents réunis à l'impartialité être élus. Les privilégiés pèsent sur le Tiers-Etat : le vœu général est qu'il n'use qu'avec réserve de la liberté qu'il doit conserver d'élire des privilégiés ». Et après avoir posé nettement ces quelques principes, le texte énumérait une série de vœux rigoureusement classés qui, dépassant leur but, constituaient un véritable projet de règlement pour les élections en Lorraine : les députés du Tiers aux Etats provinciaux, puis aux Etats généraux, seraient choisis par des électeurs pris dans tous les bailliages, proportionnellement à leur population ; ces électeurs, choisis eux-mêmes par des élus, nommés par la population et non par les municipalités des paroisses de chaque bailliage (1 élu pour 50 feux ; 1 électeur pour 5.000 feux), se réuniraient à Nancy. Le nombre des députés aux Etats généraux serait fixé par le Roi, mais là, comme dans les Etats Provinciaux, le tiers serait toujours en nombre double des deux autres ordres. Toute personne imposée pourrait élire, mais pour être éligible, il faudrait payer au moins dix livres d'imposition réelle dans les campagnes et trente dans les villes ; en plus, vingt - cinq ans d'âge et le domicile dans la province seraient exigés. Bien entendu, les Etats Provinciaux auraient la faculté de se réformer s'ils le jugeaient bon.

L'Assemblée approuva la rédaction de cet important document, se rallia à l'idée du Comité qui avait décidé d'envoyer à Versailles des députés chargés « d'y présenter des mémoires, d'y faire les démarches avec le *Comité permanent* à Nancy », applaudit au choix de Mollevaut et de Prugnon qui « réunissaient toutes les

qualités nécessaires pour remplir dignement une Commission aussi importante », et arrêta enfin d'envoyer une députation au Clergé et à la Noblesse pour leur communiquer cette décision.

Rendus à Paris, nantis de leur mission, Mollevaut et Prugnon qui étaient descendus à l'Hôtel Royal, rue Royale, adressèrent au gouvernement du Roi la lettre suivante : « Les députés des Tiers-Etats de la ville de Nancy vous supplient de vouloir bien leur accorder une audience. Mais comme il serait possible que la multitude des affaires ne leur permît pas de l'espérer en ce moment, ils ont l'honneur de vous adresser, Monseigneur, un procès-verbal qui contient leurs pouvoirs et l'objet de leur mission. Il en renferme aussi les motifs qu'ils ont l'honneur de soumettre à votre haute sagesse ». Cinq jours après, Necker leur répondait : « J'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite le 20 de ce mois pour me demander une audience à l'effet de conférer sur les objets énoncés dans la délibération dont un exemplaire était joint à cette lettre. Je n'irai point à Paris de l'année. Si vous avez l'occasion de venir à Versailles, je vous recevrai très volontiers le jour que vous y serez sur les deux heures après-midi » (1).

Les deux avocats se rendirent donc au palais. Mais pendant leur séjour auprès du roi, l'idée révolutionnaire fit de grands progrès en Lorraine : d'abord les deux ordres privilégiés répondirent à l'appel du Tiers-Etat et décidèrent de se réunir le 22 décembre 1788; ensuite une agitation fébrile se manifesta parmi les curés dont les chefs étaient l'abbé Guilbert (2), de Saint-Sébastien de Nancy, et Gabriel Mollevaut, le frère d'Etienne ; en prévision du rétablissement des Etats provinciaux, ils réclamaient une place digne de leur nombre. Et quand le Clergé et la Noblesse se réunirent au jour susdit à l'hôtel de ville, ce fut aussi pour prier le Roi « d'accorder à ses sujets des deux duchés le rétablissement de

(1) AN, Ba 57 : bailliage de Nancy.

(2) Guilbert (Charles-Louis), né en 1729, curé de Saint-Sébastien, mourra comme doyen du chapitre de la cathédrale de Nancy en 1813.

leurs Etats dont l'exercice ne fut que suspendu par les révolutions successives que leur Province a essayées ». Et après avoir désigné un président et deux syndics, les deux ordres se prononcèrent contre la convocation des Etats généraux par bailliages, attendu que ceux-ci, ayant été multipliés dans un but fiscal, étaient trop nombreux et trop inégaux en étendue; ils demandèrent en outre au roi de leur permettre de se réunir au Tiers-Etat en Assemblée générale le 20 janvier prochain « pour y délibérer sur la forme d'organisation des Etats provinciaux qui paraîtra la plus avantageuse » pour eux (1).

Ainsi Mollevaut et Prugnon, bien que délégués du Tiers, étaient en réalité les porte-parole de la province entière : d'un bout à l'autre du pays, on réclamait ces antiques Etats, souvenirs d'un temps lointain où soufflait encore le vent de l'indépendance qu'on ne regrette point cependant, et, sur la demande de Nancy, toutes les villes de la province applaudissaient aux résolutions prises, non sans laisser percer parfois un brin de jalousie contre l'ancienne capitale ducale.

Cette unanimité est frappante chez les trois ordres; évidemment, il existe des rivalités de personnes, des rivalités de clans même : le bas clergé s'oppose aux évêques et aux abbés : « les curés, écrit l'abbé Mollevaut le 23 décembre, espèrent *que ce qu'on appelle le haut-clergé* ne réussira pas à les exclure des Etats »; et dans ce bas clergé, Guilbert, le curé de Saint-Sébastien, et le frère d'Etienne se disputent la prédominance avec une âpreté étonnante (2). Mais au milieu de ces divergences, on sent qu'à ces heures lourdes passe en Lorraine un souffle terrible d'égalité qui entraîne les esprits et pousse ces gens, la veille encore si distants les uns des autres, à se réunir pour revendiquer les mêmes droits et faire place à la justice.

On le vit bien à l'assemblée des trois ordres de Lorraine qui se tint le 20 janvier 1789 dans la salle des

(1) B U, n° 60.299 : *Mélanges lorrains*.

(2) Cf. JÉRÔME, *op.cit.* — CONSTANTIN, *La Campagne électorale du clergé dans le bailliage de Nancy en 1789* (Annales historiques de la Révolution française, tome IV, 1927, page 254).

Redoutes. Le Roi, dépassé par les événements et incapable de réagir, n'avait pas autorisé la réunion, mais les « sondages » de Mollevaut et de Prugnon à Versailles leur avaient permis de dire à Nancy que le gouvernement tolérerait une assemblée « où les choses se passeraient modérément ». Aussi, à trois heures de l'après-midi, 60 membres du clergé, 130 nobles, venus de tous les coins de la province et plus de 300 représentants du Tiers-Etat, délégués de Nancy et des villes lorraines (Pont-à-Mousson, Bruyères, Blâmont, Briey, Boulay, Sarreguemines, etc...), répondirent aux convocations qu'on leur avait adressées. Ce fut au président de l'assemblée des deux premiers ordres, le comte de Custine d'Auflance (1) que revint l'honneur d'ouvrir la séance; dans son discours, il rappela le but de la réunion « qui est de hâter le moment heureux où il sera permis de se former en Etats »; pour cela, on pouvait compter sur les « intentions bienfaisantes de Sa Majesté » qui « promettent à l'empire français une heureuse restauration »; il fallait donc d'abord établir des Etats provinciaux, mais pour les obtenir, le moyen le plus efficace était « l'évidence de la concorde et de l'union des différents ordres de la province ». Puis, Custine, ayant été confirmé définitivement et d'une voix unanime dans sa mission de président, pria MM. Mollevaut et Prugnon « d'exposer à l'assemblée le résultat des démarches qu'ils ont faites près des Ministres, au nom du Tiers-Etat de la capitale et des villes qui ont adhéré à sa délibération ». Leur réponse fut assez vague et nous ne pouvons pas en savoir plus que ce que nous dit le procès-verbal de l'assemblée : « MM. Mollevaut et Prugnon, déférant à cette invitation, ont annoncé que le Ministre des Finances les a assurés que la province obtiendra ses Etats, et que la convocation sera précédée d'une assemblée consultative; *le tout néanmoins, sauf les circonstances qu'il est absolument impossible de prévoir* ». Ces termes ambigus, qui

(1) Custine d'Auflance (Joseph-Nicolas-Edmond, comte de), chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine de cavalerie dans le régiment Royal Pologne; il était, en 1789, président de la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale de Lorraine et Barrois. Maire de Nancy en 1790, il se retira bien vite du mouvement révolutionnaire.

sont tout ce qui nous reste de cette mission importante, nous donnent une idée imparfaite du but atteint par les deux délégués. Que faut-il entendre d'abord par assemblée consultative ? Que devait-elle décider ? Nous n'en savons rien. Au surplus, il nous semble que la machine gouvernementale était bien disloquée, que les événements allaient plus vite que ne l'aurait désiré la monarchie et que cette réunion du 20 janvier était avant la date cette assemblée consultative entrevue. Ce qui est clair, par contre, c'est que Mollevaut et Prugnon rapportaient la promesse du rétablissement des Etats Provinciaux, et à cette époque d'enthousiasme et de fièvre, où la moindre concession royale eût pu éviter la catastrophe, ce résultat était aux yeux de tous ce qui importait le plus. Aussi, immédiatement après la réponse de Mollevaut et de son confrère que Custine remercia au nom des trois ordres, l'assemblée se sépara par ordre pour délibérer et voter, sans toutefois cesser de former un seul corps dont toutes les délibérations seraient communes (1). Le lendemain 21 janvier, à 9 heures du matin, l'Assemblée générale des trois ordres se réunit à nouveau; elle décida de nommer une commission de quarante-huit membres, douze de chacun des deux premiers ordres et vingt-quatre du Tiers-Etat, pour préparer « les objets à mettre en délibération à l'assemblée générale » et de choisir quatre syndics, selon les mêmes règles de doublement. Le clergé, prenant huit commissaires parmi les séculiers et quatre parmi les réguliers, désigna notamment les deux antagonistes : Guilbert et Gabriel Mollevaut, puis

(1) A cette réunion du 20 janvier 1789, les divisions du clergé s'étaient encore accusées. Le fougueux Guilbert avait revendiqué, au nom des curés, tant aux Etats provinciaux qu'aux Etats généraux une représentation proportionnelle à leur nombre : « *Notre Ordre*, déclare-t-il à la grande colère des prélats, a donc le même droit que les autres ordres du clergé ». Sa péroraison fut un chaud témoignage de sympathie pour cet ordre du Tiers Etat « parmi lequel, dit-il, nous aurions trouvé beaucoup de ces hommes de science et de lumières, qui, bien mieux que nous, l'auraient développé, ce droit incontestable, avec cette solidité, cette énergie, cette éloquence, qui nous étonne et que nous admirons tous les jours. Oui, le Tiers nous eût donné des défenseurs. Cet ordre, beaucoup plus nombreux que les deux autres, nous connaît plus particulièrement; il est plus à portée d'apprécier ce que nous pouvons pour la chose publique, et de quelle utilité seront nos représentants aux Etats provinciaux » (BM, catalogue FAVIER, n° 1018).

Grégoire, curé d'Emberménil (1), et se donna l'abbé de Dombasle pour syndic (2); la noblesse de son côté élut syndic le marquis de Lattier, tandis que le Tiers décidait que sur ses vingt-quatre commissaires, dix seraient de Nancy et quatorze des autres villes; il y aurait de même un syndic choisi parmi les habitants de la capitale lorraine et un pris au dehors : des dix Nancéiens choisis, six étaient avocats (3), et ce fut encore deux de leurs confrères qui occupèrent les places de syndic : Etienne Mollevaut représentait Nancy et Duquesnoy, le reste de la province. Ainsi de nouveau s'affirmait la prépondérance des hommes de loi dans le mouvement révolutionnaire. Cette journée du 21 fut féconde d'ailleurs en résultats : les trois ordres en effet décidèrent qu'aux Etats provinciaux, le Tiers aurait autant de députés que les deux autres ordres réunis et qu'on y opinerait par tête et non par ordre; de plus, les membres du clergé se déclarèrent prêts « à supporter à l'avenir toutes les impositions pécuniaires quelconques, en proportion de leurs forces et facultés, conformément au vœu déjà formé prononcé à cet égard par M. le curé de Saint-Sébastien à l'assemblée générale du 20 de ce mois »; cette résolution fut également adoptée par les officiers de bailliage, les officiers de la maîtrise de Nancy et les officiers municipaux. Ainsi la révolution en Lorraine

(1) Grégoire (Henri), né le 4 décembre 1750 à Vého; après avoir étudié aux Jésuites de Nancy, puis à l'Université de Pont-à-Mousson, il devint régent de 6^e au collège de cette dernière ville. Très instruit, il participa aux assemblées préliminaires de Nancy et fut envoyé comme député du clergé aux Etats généraux. Partisan de la fusion du clergé et du Tiers, il vota la Constitution civile et prêta le serment. Elu évêque constitutionnel dans la Sarthe et le Loir-et-Cher en 1791, il opta pour ce dernier. Député à la Convention, il demanda l'abolition de la royauté et se prononça pour la condamnation de Louis XVI, en refusant la peine de mort en raison de sa qualité de prêtre. Membre du Comité de l'Instruction publique et chef de l'Eglise constitutionnelle, il passa ensuite aux Cinq-Cents, au Corps législatif et enfin au Sénat conservateur. Délaissé par Napoléon, il applaudit à sa déchéance, mais la Restauration le persécuta. Réduit à la misère, il mourut à Paris en avril 1831.

(2) Dombasle (Charles-Louis du Houx de), né à Nancy en 1737, chanoine de la Primatiale de Nancy en 1762, vicaire général de Laon en 1782, abbé commendataire d'Airvaux en 1786, mort à Nancy le 29 avril 1813.

(3) Jacquemin, Prugnon, Régnier, Jacqueminot; Lacretelle, Henry le jeune.

était sur le point de s'accomplir dans le calme le plus complet et du libre consentement de la majorité.

Sur ces paroles de joyeux accord, la séance fut renvoyée au samedi 24, afin de permettre aux Commissaires de préparer leur rapport, mais l'assemblée, ce jour-là, se contenta d'examiner dans deux séances le travail de sa commission et s'ajourna au dimanche 25, à quatre heures du soir. Dans cet intervalle de vingt-quatre heures, un revirement se produisit : la commission, dont on attendait de fermes résolutions, jugea « imprudent d'entreprendre de rédiger dans un si court espace un projet d'organisation » des Etats provinciaux, et se borna à demander au Roi de convoquer une assemblée préparatoire pour rédiger ce projet. Néanmoins si les Commissaires n'avaient pas trouvé le temps d'accomplir leur tâche, ils tinrent à dire au monarque comment, à leur avis, il devait réunir cette assemblée préparatoire : la convocation d'abord devrait se faire par bailliage ; mais le nombre des députés serait en proportion de l'importance de ce dernier, le plus petit bailliage devant toujours en avoir au moins quatre : un du clergé, un de la noblesse et deux du Tiers. Chaque bailli recevrait les lettres de convocation, mais en aucun cas ne serait président de droit, s'il était lorrain. Les communautés procéderaient à l'élection de leurs députés à l'assemblée de bailliage à raison d'un représentant par cinquante feux, de deux par cent, etc... Quant aux villes, elles seraient divisées en paroisses, chacune de celles-ci nommant également un député par cinquante feux. Ceci fait, députés des villes et députés des campagnes se réuniraient au chef-lieu de bailliage pour désigner leurs délégués à l'assemblée préparatoire.

En ce qui concerne le clergé, tous ses membres se rendraient individuellement au chef-lieu de bailliage et désigneraient leurs députés.

Enfin, la noblesse se réunirait à Nancy même et procéderait à l'élection de ses représentants.

Ces opérations terminées, les députés des trois ordres de tous les bailliages se rassembleraient à Nancy au jour indiqué, sous la présidence d'un collègue élu par

eux, mais pris dans les deux premiers ordres : les membres des trois ordres délibéreraient « ensemble, individuellement et par tête ».

La commission indiquait aussi au roi dans quelles conditions il devrait accorder le droit de vote et d'éligibilité : dans les assemblées de campagnes, « tout habitant majeur, domicilié et compris avec effet dans les rôles des cotisations » aurait voix active et pourrait être envoyé à l'assemblée du bailliage ; par contre, ne serait désigné comme représentant à l'assemblée préparatoire que celui qui paierait au moins quinze livres d'impositions ou qui exercerait « un état honnête ». Dans les assemblées des villes, pourrait voter quiconque serait inscrit sur un rôle de cotisation, mais ne serait éligible que celui qui paierait au moins vingt livres d'impositions ou exercerait une fonction ou un métier honorables.

Enfin, tout clerc majeur ou bénéficiaire, tout ecclésiastique séculier ou régulier, tout noble de race, résidant dans la province, aurait le droit de vote et d'éligibilité.

Ainsi, ce texte, où l'on sent encore l'influence de Mollevaut et de ses confrères, faisait mieux que de donner un plan de convocation pour une assemblée préparatoire ; il indiquait à vrai dire comment en Lorraine on concevait la formation des Etats provinciaux. Mais, se dépouillant de toute brutalité, les commissaires empruntaient un détour, véritable rouerie d'hommes de loi.

Quatre députés, toujours nommés selon la règle du doublement, devaient se rendre à Versailles pour solliciter du roi la convocation de l'assemblée préparatoire (1) ; et afin de correspondre avec eux et de prendre les mesures que les circonstances nécessiteraient, une commission de douze membres, présidée par Custine d'Auflance,

(1) Pour le Clergé, l'abbé de Dombasle ; pour la Noblesse, le marquis de Raigecourt-Gournay (né à Nancy le 10 février 1763 ; militaire, il fut aide de camp du maréchal de Broglie. Elu député suppléant aux Etats généraux, il ne tarda pas à se séparer de la Révolution et émigra. Après avoir servi dans les armées ennemies, il rentra en France en 1800 ; Louis XVIII le gratifia à titre honorifique du grade de maréchal de camp et le nomma pair de France. Mort en 1833). Pour le Tiers Etat, Prugnon et Febvrel, procureur du roi à Bruyères.

fut nommée : parmi les six représentants du Tiers, nous retrouvons Etienne Mollevaut, dont le rôle dans la rédaction du projet avait, sans aucun doute, été important.

Avant de clore cette séance du 25 janvier, le comte de Custine déclama un discours enthousiaste où il jetait des fleurs à chacun des trois ordres et reportait sur leur union les succès présents et futurs de l'assemblée : Mollevaut et Duquesnoy, en tant que syndics, apposèrent ensuite avec le président et leurs collègues des ordres privilégiés leurs signatures au bas du procès-verbal de cette journée mémorable. Etienne sanctionnait ainsi avec ses amis un des faits les plus importants de l'histoire révolutionnaire de Nancy : une assemblée des trois ordres, sans avoir été convoquée par le roi, avait pris des résolutions qui étaient en contradiction avec toutes les règles fondamentales de la monarchie absolue.

Certes les résultats étaient plus faibles que les vœux émis, et les hommes qui composaient l'assemblée n'avaient pas osé réaliser tous leurs secrets désirs. Mais la timidité séculaire était disparue et l'esprit révolutionnaire faisait sa trouée à la faveur des secousses qui ébranlaient l'édifice monarchique. Mollevaut, dont le rôle personnel, sans être formellement souligné dans les procès-verbaux, apparaît par les places où ses collègues le mirent, est un de ceux qui contribuèrent le mieux au succès local de ce lever de rideau sur les Etats généraux.

En définitive, toute cette préparation ne servit à rien, car la date de convocation des Etats Généraux fut fixée par le roi, et, en février 1789 parut le règlement spécial à la Lorraine pour les élections à cette grande assemblée : dès lors Nancy oublia son assemblée préparatoire.

Le règlement général avait spécifié que les élections aux Etats généraux se feraient par bailliage, chacun envoyant à Versailles quatre députés : un du Clergé, un de la Noblesse et deux du Tiers-Etat. Mais en Lorraine où l'on comptait 34 bailliages, il ne pouvait s'agir de suivre la règle générale : c'est pourquoi le roi spécifia que les bailliages lorrains nommeraient des députés pro-

visoires en proportion de leur importance (quatre pour les plus petits, douze pour les plus grands) (1), et que ceux-ci se réuniraient ensuite au chef-lieu indiqué pour se réduire au nombre fixé par le roi, soit trente-six.

Ainsi le mécanisme électoral était connu quand en mars 1789 Nancy reçut le texte officiel des lettres de convocation pour les bailliages de Lorraine : les officiers municipaux en adressèrent une copie à tous les syndics des corporations des commerçants et des autres citoyens réunis en corps constitués, avec l'invitation de se grouper pour désigner leurs députés à l'assemblée électorale du Tiers de la ville de Nancy ; dans la première quinzaine de mars furent ainsi nommés ceux qui devaient constituer cette assemblée et rédiger en même temps le cahier de la ville : en particulier, l'ordre des avocats se réunit le 8 mars à trois heures de relevée, dans la salle de l'auditoire de MM. du Bailliage de Nancy ; composée de plus de 200 membres, la corporation se choisit six députés, parmi lesquels nous trouvons tout naturellement Étienne Mollevaut (2). Les autres corporations ou corps constitués firent de même et il y eut en tout 76 électeurs nommés (3) ; mais le Tiers-Etat de Nancy ne devait avoir d'après le règlement que vingt-quatre députés pour le représenter à l'assemblée électorale du bailliage ; il fallait donc que ces 76 électeurs choisissent parmi eux ces vingt-quatre personnages et rédigeassent le cahier de doléances du Tiers de la ville de Nancy.

C'est dans ce but que les électeurs tinrent une nouvelle réunion le 11 mars à l'hôtel de ville, vers huit heures du matin ; l'ordre des avocats y était représenté par Mollevaut, Régnier, le bâtonnier Henry le jeune, Jacquemin, Jacqueminot et Lacretelle ; dans cette séance, les assistants se jugèrent trop nombreux pour pouvoir mener à bien la rédaction du Cahier « des remontrances » et décidèrent de désigner de suite leurs vingt-quatre députés à l'assemblée électorale du bailliage qui devait

(1) En tout 208.

(2) AM, AA20, séance de l'Ordre des Avocats, 8 mars 1789.

(3) C'est le nombre porté dans le procès-verbal. M. PFISTER en compte 78 en y ajoutant les deux représentants de l'Hôtel de Ville.

se tenir primitivement le 16, sous la présidence du bailli ou, en son absence, du lieutenant-général; ces vingt-quatre hommes auraient en même temps la mission de rédiger un projet de cahier qui serait soumis à l'approbation d'une seconde réunion de l'assemblée électorale du Tiers de la Ville. Séance tenante, on procéda donc à l'élection des Vingt-quatre : Mollevaut fut élu le troisième, après Régnier et Jacquemin, tous deux avocats, qui obtinrent respectivement les premier et deuxième rangs, et avant deux autres de ses confrères : de nouveau s'affirmait l'influence de cette caste dont le rôle ne cessait de grandir au fur et à mesure des événements (1).

Le 15 mars, l'assemblée électorale du Tiers de la ville se réunit à nouveau pour examiner le projet de cahier qu'en cet espace de trois jours, les vingt-quatre députés avaient eu le temps de rédiger : les doléances qui y étaient formulées n'étaient pas excessives, mais la modération dans le ton n'excluait pas une certaine fermeté : témoin cette phrase par laquelle l'assemblée défendait « expressément à ses députés de consentir aux distinctions humiliantes qui avilirent les Communes dans les Etats généraux de Blois et de Paris »; après discussion, divers amendements furent apportés au texte proposé et ce fut seulement le 25 mars que l'assemblée adopta définitivement la rédaction de son cahier de vœux.

Celui-ci était donc prêt pour l'assemblée électorale du bailliage dont la date de convocation avait été reportée du 16 au 30 mars; à une heure de relevée, les trois

(1) Prugnon, le compagnon de Mollevaut à Versailles, n'avait pas été désigné comme représentant de l'ordre par ses confrères avocats; son nom ne figure pas parmi les 76. Il fut cependant élu 23^e député du Tiers, mais au milieu de vives protestations. Le docteur Blaise, agrégé au Collège royal, publia une protestation qui fut lue à l'assemblée du 15 mars, où il était dit que l'assemblée devait prendre les 24 commissaires parmi ses membres et non au dehors; mais Blaise ne fut point écouté. Cependant sa protestation était surtout basée sur le fait qu'on accusait Prugnon de s'être laissé circonvenir par la Cour lors de son voyage à Versailles, d'avoir reçu des faveurs gouvernementales, notamment des lettres de noblesse dont le brevet ne fut pas enregistré (cf. à ce sujet : PRISTER, *L'élection aux Etats généraux*, MSAL, 1910, pages 38-39). Rappelons que Prugnon était le beau-frère de Coster, alors employé dans les bureaux de Necker, et remarquons à l'éloge de Mollevaut, qu'aucune accusation de ce genre ne fut formulée contre lui et que les faveurs qu'il reçut par la suite de ses pairs sont une preuve de la loyauté de sa conduite.

ordres du bailliage de Nancy se réunirent dans la grande salle de « l'Hôtel commun » de la ville, sous la présidence du bailli d'épée, le chevalier de Boufflers (1) : Mollevaut, un des représentants du Tiers, était présent (2).

En ouvrant la séance, le bailli prononça un discours où après avoir rendu hommage au roi et résumé en trois mots : liberté, sûreté et propriété, les vœux des populations, il demanda : 1) des Etats généraux pour s'occuper des intérêts de la Nation ; 2) des Etats provinciaux pour veiller à ceux des provinces ; 3) enfin des Municipalités pour administrer les villes et les campagnes, toutes ces assemblées devant être librement élues. A ces vœux qui constituaient tout un programme de rénovation politique, Boufflers en ajouta d'autres non moins intéressants : paiement de l'impôt pour tous, responsabilité des ministres, liberté de la presse, etc...

A ce discours très applaudi, de la Fare, évêque de Nancy (3), au nom de l'Assemblée, répondit en remerciant le bailli.

Puis les trois ordres, après avoir procédé à la vérification des pouvoirs en commun, se séparèrent pour décider s'il serait procédé conjointement ou séparément à la rédaction d'un cahier et à l'élection des députés aux

(1) Boufflers (Stanislas-Jean de), né à Nancy le 31 mai 1738 ; destiné à l'Eglise, il fut nommé abbé commendataire des abbayes de Longeville et de Belchamp ; fin lettré, il se plaisait déjà à écrire des poésies galantes. Entré dans l'ordre de Malte, il fut désormais chevalier de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem ; alors il combattit, gravit les échelons de la hiérarchie militaire jusqu'au grade de maréchal de camp (1784) après quoi il se fit nommer gouverneur du Sénégal pour payer ses dettes. Quand il rentra en France, en 1788, il devint bailli d'épée du bailliage de Nancy ; député de la noblesse aux Etats généraux, il vécut longtemps à Paris qu'il ne quitta qu'après le 10 août 1792 pour l'émigration. Rentré en 1800, il fut délaissé et mourut le 18 janvier 1815.

(2) Sur cette séance, voir BM, manuscrit 851 (407).

(3) La Fare (Mgr Anne-Louis-Henri de), né à Luçon le 8 septembre 1752 ; destiné à la prêtrise, il devint vicaire général à Dijon et fut envoyé en 1787 comme député des Etats provinciaux de Bourgogne à l'Assemblée des Notables. Successeur de Mgr de Fontanges à l'évêché de Nancy en 1788, il fut nommé député du clergé aux Etats généraux où il fit le sermon à la messe d'ouverture. Hostile à la Constitution civile, il émigra en 1791, mais continua à diriger le clergé réfractaire de son diocèse. Il se déclara également contre le concordat de 1801 et ne rentra en France que sous la Restauration. Archevêque de Reims en 1817, pair de France, puis cardinal, il mourut en décembre 1829.

Etats généraux. — Le Tiers d'ailleurs s'ajourna au lendemain; mais le clergé entama aussitôt la discussion qui fit réapparaître les rivalités passées : haut-clergé contre bas-clergé, et, dans celui-ci clan Guilbert contre clan Gabriel Mollevaut. Ce dernier reprochait à son adversaire de parler au nom des curés sans y être autorisé, et le curé de Saint-Sébastien répliquait en accusant son confrère de Saint-Vincent-Saint-Fiacre de chercher à se faire élire député : « il intriguait sans cesse, dit Guilbert dans sa « conduite des Curés »; il avait l'envie d'aller aux Etats généraux avec son frère; celui-ci, par l'entremise des curés pour lesquels il avait été employé (comme avocat au Parlement) aurait les communautés pour lui et les curés pour son frère » (1). En somme, cette rivalité des deux clans portait principalement sur cette question : « Fallait-il nommer l'évêque comme député du clergé ? » (2); mais, en définitive, chacun s'efforçait de faire échec à son adversaire : ainsi le 31 mars, l'abbé Mollevaut triompha de Guilbert en réussissant à se faire élire par le clergé commissaire à la rédaction du cahier; le curé de Saint-Sébastien en fut naturellement très aigri, et s'employa à préparer sa revanche qu'il obtint en évinçant son rival de la députation aux Etats Généraux (3).

Le 31 mars, à huit heures du matin, l'assemblée du Tiers du bailliage se réunit à nouveau; comprenant 184 délégués : 24 de Nancy et 160 des campagnes, elle décida de proposer aux deux autres ordres de se joindre à elle pour rédiger le cahier et nommer les députés en commun, car, disait sa résolution, « s'agissant de se liguer en quelque sorte pour la Patrie, il fallait porter à cette grande assemblée (des Etats généraux) plutôt l'intérêt général que des intérêts particuliers et divers,

(1) Bibliothèque du Grand Séminaire de Nancy, Manuscrit, page 34.

(2) De la Fare, esprit distingué, était un ultramontain décidé : aussi avait-il de nombreux ennemis parmi les curés.

(3) Dans sa *Conduite des Curés*, page 47, GUILBERT déclare que l'abbé Mollevaut n'était, « dans la vérité la plus exacte, qu'un homme faux et conséquemment très dangereux ». Ce fut Grégoire, le curé d'Embeiménil, qui eut la place de député convoitée par le curé de Saint-Fiacre.

et y arriver avec une parfaite unité de pensée parce que ce n'était ni des ecclésiastiques ni des gentilshommes, ni des membres du Tiers qui devaient la composer, mais de généreux patriotes. » Cette proposition eut l'heur de plonger les deux ordres privilégiés dans un grand embarras. Le clergé et la noblesse, l'un avec des formes et même des regrets, l'autre plus brutalement, signifièrent au Tiers-Etat une fin de non-recevoir, en accordant toutefois qu'ils se concerteraient avec lui sur les points à contestation; le Tiers en fut donc quitte pour nommer les douze commissaires qui seraient chargés de réduire en un seul les cahiers de la ville et de la campagne. Etienne Mollevaut fut encore désigné.

Dès le 2 avril, le clergé adopta le texte de son cahier de doléances, après une nouvelle altercation entre Gabriel Mollevaut et Guilbert; et le 3, ses députés à l'assemblée de réduction furent nommés. Le 4, la noblesse procéda à la même opération. Quant au Tiers du bailliage, il se réunit le dimanche 5 avril, à 8 heures du matin, pour entendre la lecture du cahier de doléances, rédigé par les douze commissaires : cinq de ceux-ci étaient de Nancy et sept avaient été choisis parmi les ruraux; sur les cinq Nancéiens, quatre étaient comme Mollevaut, avocats, et il n'est pas besoin de dire que ce furent eux qui élaborèrent le texte définitif : la précision du style, sa forme même reflètent l'esprit de ces hommes de loi, de même que la comparaison entre le cahier de la ville de Nancy et le cahier du bailliage montre clairement que celui-ci n'était guère que celui-là, un peu amélioré et élargi. L'assemblée ne fit qu'adopter la rédaction proposée, puis elle procéda, après désignation des scrutateurs, à l'élection de ses six députés à l'assemblée de réduction (1).

Le 6 avril, à huit heures du matin, une dernière assemblée générale des trois « Etats » (2) se tint à l'Hôtel de Ville pour que les députés prêtassent serment devant le bailli en présence de leurs électeurs; et l'après-

(1) Régnier et Prugnon furent les seuls avocats choisis.

(2) C'est le terme que l'on trouve dans le procès-verbal.

midi du même jour, eut lieu à Nancy, l'assemblée de réduction des bailliages réunis de Nancy, Lunéville, Blâmont, Rosières, Vézélise et Nomeny : après l'appel des délégués, chaque ordre décida de procéder séparément à l'élection de ses députés aux Etats généraux : à cinq heures, les représentants du Tiers — en tout vingt personnes : 6 pour le bailliage de Nancy, 14 pour les autres bailliages — désignèrent les scrutateurs : Mollevaut recueillit 28 voix. Ensuite on passa au vote ; les quatre députés aux Etats généraux furent élus avec leurs deux suppléants. La Noblesse et le Clergé procédèrent de leur côté à la même opération. Et bientôt les huit représentants de la circonscription électorale de Nancy quittèrent la capitale lorraine pour Versailles, porteurs des cahiers de leurs ordres respectifs (1).

Les assemblées préparatoires du Bailliage de Nancy étaient terminées, et le rôle de Mollevaut était fini : il avait été considérable. Certes nous n'avons pu suivre notre personnage d'aussi près que nous l'aurions voulu ; nous avons dû laisser son nom mêlé à celui de ses confrères, sans arriver à dégager complètement son action personnelle ; mais celle-ci ressort des faits mêmes. Cet homme qui, avec son bon sens lorrain et son esprit de justice, s'était enthousiasmé pour les idées nouvelles, nous le voyons sans cesse là où il faut de la décision et de l'intelligence. Le Tiers a-t-il besoin d'un homme pour défendre ses intérêts auprès du Roi ? C'est Mollevaut qu'il envoie à Versailles. S'agit-il de faire les besognes les plus importantes : rédaction de vœux, élaboration de cahiers ? C'est encore à lui qu'on s'adresse au milieu de tant d'autres compétences. Et alors on peut s'étonner qu'il n'ait pas été envoyé aux Etats généraux ; y a-t-il eu chez ceux qui l'avaient soutenu de leur sympathie un revirement subit ? Nous ne pouvons le croire puisque le 31 mars dans les douze hommes nécessaires pour la réduction des cahiers, le Tiers désigna Mollevaut.

(1) Les cahiers des bailliages réunis à Nancy ne furent pas fondus en un seul. A propos de ces cahiers, Régnier, député du Tiers, eut même une belle aventure : on lui vola la malle qui contenait les cahiers et il dut en demander des doubles. Avec lui, étaient élus pour le Tiers : Prugnon, Salle, médecin à Vézélise, et Regneault, avocat du roi à Lunéville.

Comment l'admettre de plus, en voyant élire comme député un Prugnon dont l'attitude lors de sa mission à Versailles avait été critiquée, alors qu'aucun reproche du même genre n'avait été adressé à Etienne Mollevaut ? Non, à notre avis, ce dernier ne fut pas envoyé aux Etats généraux, parce qu'il avait décliné cet honneur. Ambitieux, nous ne croyons pas qu'Etienne le fût à ce moment ; tandis que son frère, le curé, s'époumonnait contre Guilbert et visait, à n'en pas douter, la députation à Versailles, Etienne semble n'avoir voulu que mettre son intelligence au service de ce peuple qu'il aimait : la brigue, l'intrigue ne lui étaient pas familières, et peut-être considéra-t-il que sa présence à Nancy, par des temps qui s'annonçaient troubles, serait plus utile que dans la capitale ! (1).

Et tandis que se terminait à Nancy cette période d'agitation fébrile, prélude de tant de bouleversements, tandis qu'avec elle finissait aussi l'esprit d'union, qui

(1) Le manuscrit 851 (407) renferme les feuilles de papier sur lesquelles Noël, secrétaire de l'Assemblée du Tiers du bailliage de Nancy, indiqua les voix obtenues pour l'élection de six députés à l'Assemblée de réduction ; il y avait 183 présents :

a) Pour la place de 1^{er} député, il y eut deux tours : au 1^{er}, les voix se répartirent ainsi : Régnier : 61 voix ; Perrin : 28 voix ; Prugnon : 12 voix. Mollevaut en recueillit 5. Le second tour donna 90 voix à Perrin qui fut proclamé élu contre 87 à Régnier.

b) Régnier fut proclamé second député par 143 voix (Mollevaut : 1 voix).

c) La place du 3^e député fut vivement disputée : au 1^{er} tour, Plassiart eut 40 voix, Prugnon 42, et Mollevaut 10. Au 2^e tour, Plassiart recueillit 59 voix, Prugnon, 34, Mollevaut, 12. Le 3^e tour donna la majorité à Plassiart (98 voix contre 80 à Prugnon).

d) Prugnon fut désigné comme 4^e député par 113 voix (Mollevaut : 4).

e) Une nouvelle bataille se déclancha pour l'élection du 5^e député : au 1^{er} tour, Jeandel eut 30 voix, Collière, 50, et Mollevaut, 10 ; au 2^e tour, Collière obtint 83 voix contre 27 à Jeandel (Mollevaut : 3). Enfin, au 3^e tour, Collière fut élu contre Jeandel.

f) Celui-ci eut la 8^e place.

Nous ne nous sommes pas contenté d'indiquer ici les suffrages recueillis par Mollevaut ; il fallait, en face des voix qu'il recueillit, mettre le nom des concurrents et le nombre de voix obtenu par eux. Car deux faits ressortent de ce tableau, qui confirment notre hypothèse : d'une part, il est clair que les élus n'avaient pas plus de titres à leur désignation qu'Etienne Mollevaut, et d'autre part, la faveur constante que le Tiers de Nancy lui avait manifestée lui aurait certainement donné plus de douze voix — c'est le maximum obtenu par Etienne, — s'il avait été candidat.

A l'élection pour les Etats généraux, Mollevaut n'obtint naturellement aucun suffrage.

avait animé le Tiers, pour faire place à la rivalité des classes, retentissait à Versailles cet avertissement de l'évêque de Nancy : « Je ne troublerai point, Sire, les cendres de votre aïeul. Il fut bon, généreux, sensible... mais faible, faible ! Considérez, Sire, ce mot sous toutes ses acceptions, et craignez d'être jamais faible ! Dans les hommes ordinaires, la faiblesse n'est qu'un léger défaut.. mais dans les Rois, la faiblesse est un vice, et peut-être le plus dangereux de tous » (1).

(1) Le mécanisme électoral, appliqué à la Lorraine pour ces élections aux Etats généraux, fut, on le voit, assez compliqué ; les rédacteurs eux-mêmes des procès-verbaux des séances des 5 et 6 avril 1789 (manuscrit 851) en perdaient la tête et confondaient les termes à employer. Peut-être n'est-il pas inutile en conséquence de fixer ce mécanisme électoral sur le tableau ci-contre.

CHAPITRE IV

Le Comité Permanent et l'Assemblée des Représentants de la Commune La Garde nationale et le club Rôle de Mollevaut 1789-1790

En ces mois de printemps 1789, Nancy, qui comptait 30.000 habitants, portait encore profondément la marque de l'ancien régime; ville de Stanislas, à qui elle devait son cachet aristocratique et artistique, elle était restée, malgré l'audace de quelques hommes voués au culte des idées nouvelles, le foyer des belles manières et des esprits attardés. Tous les contemporains sont unanimes à ce sujet : Marquis écrira plus tard, comme préfet de la Meurthe : « Je ne crois pas qu'au moment de la Révolution, il existât une ville de France où les distinctions sociales fussent plus fortement marquées qu'à Nancy. » Et le sans-culotte Philip, en 1793, dira que notre cité était, quatre ans auparavant, « le respectable antique de la ci-devant noblesse, d'une foule de robins, de juifs, de riches marchands, de prêtres, de moines, de religieuses et pénitents ». C'était bien là l'aspect caractéristique de Nancy : une ville remplie de gens d'église, de robe ou d'épée, à côté de qui se tenait une classe de bourgeois laborieux et aisés, enrichis par un commerce actif; tandis qu'au dernier échelon social languissait une masse peu éclairée et superstitieuse, sans direction aucune, se laissant aller au gré des événements, disposée seulement à applaudir ceux qui amélioreraient son existence.

Les trois classes, dont nombre d'historiens, par excès de simplicité, ont fait la France de cette époque,

il faut en réalité, à Nancy comme ailleurs, les dédoubler : d'abord la vieille noblesse, attachée aux idées conservatrices comme un aveugle à son bâton, puis une classe où voisinent les jeunes nobles d'épée, souvent épris d'un idéal nouveau, et les magistrats, du Parlement, tout imbus du prestige de leur rôle ; dans les salons de ces familles, où l'on se pique de littérature et où règne en maîtresse la frivolité, vient papillonner la jeunesse turbulente des officiers de la garnison, rejetons des grandes familles de France ou de Suisse. Dans le clergé, nous avons déjà vu qu'au monde des abbés et des évêques s'oppose avec vigueur la foule des curés dont le cœur et l'esprit sont plus près de ceux du troisième ordre que de ceux de leurs chefs hiérarchiques. Enfin, le Tiers lui-même manque d'unité : au sommet et toute proche des nobles se trouve la bourgeoisie que le commerce et l'exercice des fonctions lucratives ont enrichie ; commerçants, hommes de loi ont depuis un moment l'argent que les nobles de race ont dépensé follement ; ils ont aussi le savoir et ils aspirent maintenant à mieux : ils veulent le pouvoir. Enfin, dans ce même Tiers-Etat se trouve la masse des travailleurs, des ouvriers et des paysans ; certes le temps n'est plus où ces gens ignorent tout de la machine gouvernementale ; les assemblées provinciales et les municipalités rurales, créées par Bienne, ont fait pénétrer dans la masse quelques lumières sur les rouages de l'administration ; mais l'instruction est lente à se diffuser chez eux : rares sont ceux qui comprennent tout ce que cette agitation signifie ; ils n'ont qu'une pensée : c'est que ces mouvements qui remuent la France puissent apporter un peu de baume à leurs douleurs. Or, c'est précisément cette amélioration de leur sort que leurs frères plus instruits du Tiers : avocats, hommes de loi, que leurs curés des paroisses font miroiter à leurs yeux ; c'est encore pour améliorer leur existence que les nobles semblent faire cause commune avec leurs défenseurs, clercs et bourgeois. Alors la foule des pauvres gens, en face de cette étoile miraculeuse qui paraît scintiller à l'horizon, cette masse, avide de mieux-être, se jette dans les bras de ses défenseurs sincères ou non ;

elle s'en remet à eux du soin de la soulager : Nancy aime donc ses prêtres et ses avocats, Nancy aime aussi ses nobles.

Mais, le premier moment d'enthousiasme passé, la marche vers le nouvel ordre de choses marque un temps d'arrêt : d'une part, les sincères partisans de la Révolution font encore preuve d'une circonspection légitime, de l'autre, les privilégiés de toutes catégories, effrayés de l'allure que prennent les événements de Paris, se mettent en travers des idées en marche. Or, de ces deux partis en présence, le dernier seul a son organisation propre : fort de l'ancienne suprématie jusque-là exercée, fort des fonctions qu'il occupe en majorité dans l'administration locale, il peut résister un moment avec succès ; et comme la Constituante semble vouloir confirmer son autorité, le parti réactionnaire se sent le maître et s'apprête à frapper ses adversaires.

Heureusement pour les partisans de la Révolution, Paris veille et arrête d'un coup les velléités de réaction : et tandis que les membres des assemblées municipales de Nancy, arrivés au but qu'ils s'étaient proposé, cherchent pour le moins à modérer l'allure du mouvement révolutionnaire, celui-ci avance d'une cadence que rien ne peut arrêter : et « la figure farouche du 4^e Etat » (1) apparaît à Nancy ; Paris lui donne de l'assurance : bientôt le peuple élève la voix, poussé par les Camille Desmoulins de Nancy, Mollevaut et les autres. Il demande des chefs : ceux-ci sont prêts ; ils viennent du club, ils viennent de la Garde citoyenne, où l'on professe les idées avancées, où se trouve le plus solide reimpart de la Révolution.

Certes cette transformation des esprits se fit avec lenteur ; les événements de Paris s'irradièrent sans doute dans toute la France, mais à la façon de ces cercles qui, autour d'une pierre lancée dans l'eau, se font de plus en plus légers et flous ; Nancy ne devait jamais se montrer une ville avancée. Mais on peut se demander si elle n'aurait pas été un foyer de réaction sans le club et la garde citoyenne, sans des hommes comme Etienne

(1) MATHIEZ, *La Révolution française*, tome I, page 65.

Mollevaut qui contribua puissamment dans la ville à la progression des idées révolutionnaires et à cette évolution des esprits.

.....

Depuis le début de 1789, Nancy, comme les autres villes de France, était en proie à un grave malaise : le ravitaillement en pain et en vivres se faisait mal. Certes on n'avait plus à payer les deux impôts si lourds de la taille et de la capitation, et le peuple aurait pu se croire heureux ; mais l'année 1788 avait été mauvaise : les blés avaient souffert du mauvais temps, si bien que sur la question de la transformation politique du pays se greffait le redoutable problème des subsistances qui se posera sans cesse durant la Révolution : le pain manquait, le pain était cher, le peuple souffrait et la masse des travailleurs grondait (1). Dans de telles circonstances, l'Hôtel de Ville, composé d'un maire royal, de six échevins, d'un échevin trésorier-receveur, d'un procureur royal, d'une secrétaire-greffier, d'un huissier-audier et d'un caissier, tous propriétaires de leurs charges, se montrait impuissant et n'avait aucune autorité sur la population.

C'est alors qu'arriva à Nancy la nouvelle de la prise de la Bastille :

« Le peuple est d'une joie inexprimable, écrit GUILBERT (2), il a gagné son procès et n'a cessé que bien avant dans la nuit de crier : vive le Tiers, vive le Roi, nous sommes tout, et quelques jeunes gens avaient arboré la cocarde et se promenaient fièrement dans nos rues comme des vainqueurs en un jour de triomphe ». Mais cet enthousiasme ne mit pas fin à la misère, et, après des transports de joie, le peuple reprit ses cris de

(1) Cf. TOURNÈS, *La garde nationale de la Meurthe*.

(2) Il s'agit toujours du curé de Saint-Sébastien, qui entretenait avec l'abbé Verdet, curé de Vintrange et député des Trois-Évêchés à l'Assemblée nationale, une correspondance fort intéressante qui nous est conservée au Grand Séminaire de Nancy. Ce passage que nous reproduisons (tome II, folio 27) est un extrait d'une lettre du 21 juillet adressée à Verdet ; par conséquent, Nancy aurait connu la prise de la Bastille plus tôt que ne le dit M. PFISTER (*Assemblées électorales*, page 2).

colère ; bientôt même, il fit entendre des menaces, et, notre cité fut à la veille d'une émeute ; des campagnes arrivait la nouvelle que les paysans menaçaient les nobles ; à Nancy, les employés des fermes et octrois étaient l'objet d'insultes dans les faubourgs où garçons charrons et maréchaux fabriquaient en série des bâtons à bouts ferrés.

Les autorités, apeurées, ne bougaient point ; c'est alors que la bourgeoisie comprit le danger d'une telle effervescence, et les privilégiés ne demandèrent pas mieux que de participer au maintien de l'ordre. Les 18 et 19 juillet, les Communes, c'est-à-dire les vingt-quatre électeurs du Tiers, choisis le 11 mars pour rédiger les cahiers de doléances, s'assemblèrent ; elles pensèrent « qu'il ne suffisait pas de se réunir pour rendre des actions de grâce au souverain arbitre de la destinée des empires de l'heureux événement qui présageait le calme à la France, mais qu'il fallait, à l'exemple de quelques villes, former un comité des trois ordres réunis pour veiller à la tranquillité, à la sûreté publiques qui avaient déjà essuyé quelques secousses » (1).

Etienne Mollevaut et ses collègues députèrent donc aux deux autres ordres et les invitèrent à désigner dix membres de chacun de leur ordre respectif pour se réunir aux délégués du Tiers : sur la motion du clergé et de la Noblesse, le Tiers appela en outre dix syndics des corporations, et, le 24 juillet, les trois ordres réunis s'assemblèrent en Comité Permanent, à l'hôtel de ville de Nancy, animés « d'un zèle inaltérable pour la tranquillité publique et le succès des opérations de l'Assemblée nationale, que le trouble et le désordre arrêteraient dans sa marche » (2).

« Faire régner sans altération la tranquillité publique, resserrer les nœuds qui doivent unir des citoyens

(1) SAL, recueil n° 1 de la Révolution. Annotations de GUILBERT sur son exemplaire du procès-verbal de l'assemblée des Communes, 18 et 19 juillet 1789.

(2) AM, DI : registre des délibérations ; voir aussi BM, Manuscrit 499 (le comte de Cardon de Vidampierre, maréchal des camps et armées du Roi et l'abbé Anthoine, chanoine de la Primatiale, au nom de la Noblesse et du Clergé, affirmèrent leur désir de collaborer avec le Tiers).

tous frères, tous enfants d'une même famille », tel était le but du Comité Permanent. Il fonctionna aux mois d'août et de septembre; sa tâche essentielle fut d'organiser la milice citoyenne, dont nous reparlerons dans ce chapitre, et de veiller à l'approvisionnement de la ville.

Dès sa formation, il se mit en relations avec toutes les communes de Lorraine et même avec celles d'autres provinces : c'est ainsi qu'il correspondit avec « L'Orient »; le 25 juillet, il invita les communautés du bailliage à admirer « la bonne harmonie qui règne entre les ordres de Nancy » et à imiter la cité; ainsi tendait-il à diriger le mouvement révolutionnaire en Lorraine. Le mercredi 29 juillet, le Comité, allant plus loin, décidait de tenir désormais un procès-verbal imprimé de ses séances et de l'envoyer à toutes les villes de la province, pour leur montrer les bienfaits d'un tel programme. Pour la rédaction de ces sommaires, Mollevaut fut nommé commissaire avec son confrère Jacquemin (1) et deux représentants des ordres privilégiés; ce fut même lui qui eut l'honneur de rédiger le premier procès-verbal; il s'en tira sans peine.

Chaque semaine, la présidence passait à un autre membre (2). Quant aux rapports avec l'Hôtel de Ville, ils furent assez corrects, du moins au début : un des membres du Comité, M. Brévillier, était d'ailleurs échevin; le 19 août même, le Comité Permanent invita le maire royal, de Manésy, à venir siéger sur ses bancs. Les séances n'eurent plus lieu, à partir du 5 août, que le soir, chaque jour à cinq heures; tous les matins, cinq commissaires assuraient la permanence.

(1) Jacquemin (Jacques-Alexis), né le 4 août 1750, à Nancy; bachelier en théologie, il reçut la prêtrise en 1774 et, en raison de son éloquence, devint professeur de l'Université de Nancy. Rédacteur du cahier de doléances du clergé du bailliage de Nancy, membre du Comité Permanent, puis de l'Assemblée des Représentants de la commune de Nancy, il refusa le serment civique et s'exila. Rentré en 1795, il fut avec l'abbé Mollevaut, frère d'Etienne, le représentant secret de Mgr de la Fare. En 1808, il enseigna la philosophie au lycée de Nancy, puis deux ans après, il reçut une chaire de la Faculté des Lettres. Nommé évêque de Saint-Dié en 1823, il se retira bientôt à Nancy, pour raisons de santé, et y mourut en juin 1832.

(2) Les présidents successifs furent : de Vidampierre, abbé Anthoine, Henry le jeune, avocat, du Montet, abbé de Dombasle, Michelant, avocat, de Moulon, curé Guilbert, Lallemand, médecin, Renault d'Ubexi.

Le Comité, une fois organisé, prit activement en main les intérêts de Nancy, et, le 5 septembre 1789 par exemple, il désignait cinq de ses membres, dont Etienne Mollevaut, pour rédiger un mémoire demandant le maintien de l'Université de Nancy et s'élevant contre sa réintégration possible à Pont-à-Mousson.

Mais la tâche essentielle du Comité fut l'amélioration des subsistances et la question du ravitaillement de la Cité.

L'agitation provoquée à Nancy par les événements de Paris se prolongeait dans la masse; le 26 juillet, le Comité devait forcer la foule à se retirer dans ses maisons et faisait fermer les cafés où les têtes s'échauffaient; le lendemain, défense était faite de fabriquer des « bâtons armés », et, pour arrêter le libre cours des écrits séditieux, on décidait de faire visiter les lieux suspects; afin d'être sûr du succès et d'arrêter le mauvais temps, le Comité ordonnait de prier l'Eternel ! En dehors de Nancy, les campagnes étaient engagées à faire cesser les excès de la Grand'Peur qui désolait particulièrement les environs de Vézelize. Au mois d'août, la foule était cependant encore énervée; le jeudi 20, on parlait d'une émeute contre l'intendant et ses agents pour le dimanche suivant; des mesures furent prises; et comme le 8 septembre, les voituriers refusaient de payer les droits domaniaux, le Comité les y obligea.

Ainsi l'ordre fut maintenu; mais la question des subsistances était un problème autrement difficile à résoudre. Le 22 août, le Comité de Saint-Dié se plaignait à celui de Nancy qu'on laissât toujours passer le blé de l'autre côté du Rhin; le Comité Permanent de notre ville décida de faire une enquête à ce sujet, et, parmi les neuf commissaires chargés de ce soin, nous trouvons Etienne Mollevaut. Cependant le blé devenait rare à Nancy et l'on y craignait la famine; le mercredi 26 août, il n'y avait plus que quarante résaux en magasin (1), juste de quoi vivre jusqu'au dimanche.

(1) Le résal de Nancy contenait 117 litres 29 et correspondait à 180 livres.

Alors le Comité se pressa : employant les procédés révolutionnaires qui seront en honneur plus tard sous la Convention, il fit visiter les maisons pour évaluer les réserves de farine ; la garde citoyenne, de son côté, alla chercher du grain aux environs. Puis, le 14 septembre, le Comité décida de s'occuper lui-même des moyens d'approvisionner en grain la « capitale », et Mollevaut, avec quelques-uns de ses collègues, fut chargé de cette mission ; deux solutions furent envisagées : ou bien les citoyens seraient invités à établir des magasins partiels, ou bien le Comité en constituerait avec les fonds d'une souscription volontaire.

En résumé, le Comité rendit tous les services voulus et préserva la ville de mille maux que la Municipalité eût été impuissante à écarter (1). Cependant de nombreuses critiques étaient adressées à ce Comité Permanent ; on lui reprochait d'être un organisme révolutionnaire, sans existence légale ; on prétendait que les délégués du Tiers — c'étaient eux, semble-t-il, que l'on visait surtout — étaient irrégulièrement membres de l'Assemblée, attendu qu'ils n'avaient pas été élus pour en faire partie (2) ; le 6 septembre, Febvé, fougueux polémiste, tout en rendant hommage aux qualités personnelles des membres du Comité, exprima le désir de la population de voir les membres du Tiers désignés régulièrement par une assemblée des Communes. Les officiers municipaux, qui n'avaient jamais vu sans jalou-

(1) GUILBERT écrivait à Verdet le 6 août 1789 (Correspondance, tome II, f^o 28) : « Depuis ma dernière (lettre), mon cher confrère, il y a eu bien du mouvement dans notre province ; on a établi ici un Comité Permanent avec une garde citoyenne pour veiller à la sûreté de la ville de concert avec le militaire... Le Comité Permanent a fait un excellent effet par la confiance qu'il a inspirée, il a tenu, sans désemparer, trois jours de suite, faible image de vos douloureuses séances » ; et il ajoutait (f^o 29) que le Comité avait fait observer une si bonne justice « qu'au milieu du tumulte presque universel, nous jouissons d'un calme profond. » Mais, partisan de la légalité, Guilbert avouait qu'il voyait avec plaisir la constitution d'un organisme plus régulier. [l'assemblée des Représentants de la Commune] (f^o 33).

(2) Dès le 13 août, ces bruits parvenaient au Comité ; et les membres des Communes s'empressaient de protester, en justifiant leur nomination et en déclarant rester au Comité ; les réclamations se poursuivant, le Comité décidait, le 1^{er} septembre, de provoquer une réunion des Communes.

sie le Comité empiéter sur leurs pouvoirs, prirent alors le 16 septembre, un arrêté par lequel ils décidaient de procéder à l'élection d'un nouveau Conseil : la désignation de ses membres aurait lieu, selon le mode adopté pour les Etats Généraux, c'est-à-dire par ordres, et, pour le Tiers, par corporations et corps constitués. Mais le Comité permanent ne l'entendit pas ainsi, et, fort de de l'appui de la garde, provoqua une réunion pour le 18 septembre (1) : l'Hôtel de Ville céda, et, sur l'avis du Comité qui se prononça pour la convocation par district, prit le 24 septembre un arrêté qui appelait au vote dans leur district respectif tous les citoyens des trois ordres « portés aux rôles de l'aumône publique et des sous des paroisses ». Nancy était divisée en douze districts (2) qui devaient élire 48 députés.

Les élections eurent lieu aux jours fixés par l'arrêté. Pour la première fois, à Nancy, l'on voyait voter tous les citoyens remplissant la simple condition ci-dessus indiquée, et âgées sans doute, quoiqu'on n'en dise rien, de 25 ans, comme cela avait eu lieu pour la désignation des députés aux Etats Généraux.

Etienne Mollevaut faisait partie du deuxième district de Saint-Sébastien; le 29 septembre, à neuf heures du matin, les citoyens de ce district se réunirent à l'église paroissiale, sous la présidence provisoire de M. Luxer, officier municipal, qui exposa les motifs de la convocation; puis l'assemblée, après avoir constitué son bureau définitif (3), renvoya la séance à l'après-midi; comme ces assemblées avaient pouvoir délibératif, le deuxième district déclara approuver le mode de convocation adopté et enjoignit aux représentants qu'il allait nommer : de veiller à l'approvisionnement de la ville en

(1) A la séance du Comité Permanent du 18 septembre, une discussion s'engagea au sujet de la formation du Conseil de la Ville; l'avis du Comité était demandé; Mollevaut et Charvet, qui avait signé la déclaration de « MM. des Communes » (18 et 19 juillet 1789), demandèrent en toute loyauté s'ils devaient participer à la délibération; leurs collègues répondirent que non seulement ils le devaient, mais qu'il serait utile de « profiter de leurs lumières ».

(2) Notre-Dame (1 district) — Saint-Sébastien (1) — Saint-Roch (2) — Saint-Nicolas (2) — Saint-Pierre (2) — Saint-Fiacre (1) — Saint-Epvre (1).

(3) Guilbert, curé de Saint-Sébastien, fut élu président définitif.

faisant au besoin un emprunt, d'aviser aux moyens d'établir des greniers d'abondance, de contrôler les finances et de rendre compte de ces dernières à la population. Puis on procéda à l'élection des quatre représentants du district : Mollevaut fut un des élus. C'était une grande marque d'estime de ses concitoyens, si l'on songe surtout que sur les quarante-huit membres élus dans toute la ville, il n'y en eut que huit appartenant au Comité Permanent (1).

L'assemblée des Représentants de la Commune de Nancy ouvrit ses séances le 3 octobre 1789; installée par le maire royal, elle élut le curé Guilbert président (2), puis décida de siéger en dehors des officiers municipaux et proclama l'incompatibilité entre les fonctions de représentant et celles de garde-citoyen (3); Mollevaut opta pour celles-ci, et dès le 4, son suppléant, Chevalier, avocat au Parlement, le remplaça à l'assemblée.

De même que le Comité Permanent, les Représentants eurent surtout à veiller aux subsistances; mais ils surent prendre la défense des intérêts de la ville. Un des leurs, l'abbé Jacquemin, rentrant le 12 octobre d'une mission à Paris, annonça que la province allait avoir à se prononcer sur de graves questions et le compte-rendu de sa mission prit plus d'une fois l'allure d'un réquisitoire contre Paris; c'est ainsi qu'il déclara à propos du projet de la division de la France en départements : « Il est évident qu'on veut abaisser du plutôt détruire toutes les capitales de province et qu'en éparpillant les forces, les lumières, les ressources qui s'y rencontrent, on ne veut laisser à tout le royaume qu'un centre, qu'un chef et bientôt qu'un maître : la Ville de Paris » (4). Ainsi,

(1) Le Tiers eut une forte majorité : plus de trente sièges sur quarante-huit; les hommes de loi étaient moins nombreux que précédemment.

(2) Les présidents successifs de l'assemblée furent : Guilbert, Grandjean, de Moulon, abbé Anthoine, abbé Jacquemin; Chevalier, Henry le jeune qui refusa et fut remplacé par Luxer, Grandjean, Nicolas, abbé Jacquemin, Nicolas, Poirson, Henry.

(3) C'était un coup intentionnellement porté aux membres avancés de l'assemblée, dont on voulait se débarrasser.

(4) Jacquemin disait encore à propos de l'impôt du quart du revenu : « Quoique Paris, en donnant le 1/4 de son revenu, offre une forte contribution, il recevra cependant plus qu'il n'aura donné; les provinces au

dès la fin de 1789, Nancy se montrait hostile à l'action de Paris, sans d'ailleurs remarquer qu'elle-même voulait à l'égard de la Lorraine, jouer le rôle de Paris à l'égard de la France : le 21 décembre, en effet, l'assemblée des Représentants s'inquiétait des demandes de Pont-à-Mousson et de Lunéville, la première au sujet du retour de l'Université, la seconde pour devenir le siège du Conseil suprême; enfin, elle protestait contre une suppression éventuelle de l'évêché. Et le 22, les Représentants provoquaient une réunion des délégués du Chapitre, de l'Université et de l'ordre des Avocats, si bien que quatre jours après, on décidait d'envoyer une députation à Paris pour soutenir les intérêts de la ville; le lendemain, les délégués recevaient leurs pouvoirs, rédigés d'ailleurs d'une façon ambiguë (1).

Somme toute, l'assemblée des représentants, composée d'hommes en majorité fort modérés, sut maintenir le calme et veiller aux intérêts de la ville; cependant cette tâche devenait chaque jour plus difficile, car en face de l'autorité municipale se dressaient deux pouvoirs nouveaux, de plus en plus puissants : la garde citoyenne et le club. Ce furent les deux foyers du mouvement populaire à Nancy, dont Etienne Mollevaut entretenait la flamme.

Dès le soir du 24 juillet, le Comité Permanent, à peine né du matin, organisait une garde citoyenne « destinée à entretenir entre le militaire et les habitants l'union et la confiance » et dont l'effectif serait de 1.400

contraire, ne retireront presque rien de leurs avances. La nôtre, en particulier, n'a presque rien dans les offres du Roy, et après qu'elle a payé les dettes anciennes de ses souverains, il faudra qu'elle contribue encore à l'acquittement de celles que contractèrent les Roys de France, avant que nous leur fussions soumis ». Mêmes récriminations contre le projet d'aliénation des biens ecclésiastiques : la Lorraine en a beaucoup; ne seront-ils pas achetés par les « capitalistes » des autres provinces et par Paris ? Enfin, à propos des biens domaniaux : notre Province est plus riche que toute autre en biens domaniaux; Paris est sans biens; il profitera donc des nôtres, et « ses capitalistes... envahiront le sol de notre province ».

(1) L'article 7 était ainsi conçu : « arrête que toutes les observations et termes dont pourront se servir les députés, on ne pourra en induire aucune adhésion ni opposition aux décrets en général ou à aucun des décrets particuliers de l'Assemblée Nationale, et que dans aucun cas, ces pouvoirs ne pourront être montrés en personne, pas même à nos députés de l'Assemblée Nationale et ni à tous autres ».

hommes (1); mais il ne suffisait pas de créer : il fallait organiser. Le recrutement fut facile, car chacun se serait cru déshonoré de ne pas être garde-citoyen. Mais comment les autorités légales allaient-elles accueillir ce nouvel organisme ? En dépit de cette inquiétude, le Comité chargea trois de ses membres de veiller à l'organisation de la milice : ce furent le comte de Lavalette, de Bré villier, échevin, et Krantz, plombier; dès le lendemain, 25 juillet, cent hommes des diverses corporations se trouvèrent à quatre heures du matin devant l'hôtel de ville pour recevoir les ordres des trois commissaires. Le Comité Permanent négocia ensuite avec le comte de Choiseul, commandant de la province, qui ne consentit d'abord à donner que cent fusils pour les cent hommes de garde, ces armes devant passer à tour de rôle à la garde montante. Mais, devant les menaces de la foule, il fut décidé que tous les gardes seraient armés; le comte de Choiseul signerait le règlement de la milice et verrait les citoyens pour se renseigner sur leur esprit (2). Le dimanche 26 juillet, le comte de Lavalette lut un projet de règlement au Comité Permanent et l'envoya au Commandant de la Province; mais après une série de modifications, le texte définitif ne fut adopté finalement que le 10 août. On put alors parfaire l'organisation, et le 19, le deuxième bataillon de la garde était en voie de formation, ce qui allait permettre d'atteindre l'effectif primitivement fixé, chaque bataillon comptant sept cents hommes. Le 23 août, le Comité assistait à la bénédiction du drapeau du 1^{er} bataillon, et huit jours après, la même cérémonie se renouvelait autour de l'enseigne du 2^e bataillon.

Désormais la garde était organisée; elle avait pour commandant en chef un de ses fondateurs, membre du Comité Permanent, le comte de Lavalette, et pour

(1) « Afin de contenter toutes les corporations », dit le procès-verbal.

(2) La foule devait encore manifester le lendemain, dimanche 26 juillet, à tel point qu'on put redouter une émeute. Devant les hésitations de Choiseul, on se mit à fabriquer des bâtons ferrés, et le Comité Permanent dut intervenir.

commandant en second, Aimé-François Poincaré (1). M. de Jobart obtenait le grade de major, avec Conteaux, beau-frère d'Etienne Mollevaut (2), et Thouvenin comme aides-majors. Etienne avait lui-même l'honneur d'être premier portre-drapeau, avec Charvet, de Blénod, premier avocat général au Parlement, pour second. Enfin, pour que rien ne manquât, la garde citoyenne avait sa musique, et parmi les « petites flûtes », nous voyons figurer les deux jeunes Mollevaut, âgés respectivement de 15 et 13 ans, tandis que leurs cousins Conteaux prenaient la place modeste de caporal dans une compagnie de chaque bataillon. Tous les chefs avaient été nommés à l'élection; ils étaient tous de l'élément le plus avancé de la bourgeoisie, celui qui s'appuyait sur le peuple; d'ailleurs l'intervention de Choiseul dans le recrutement n'avait pu empêcher que la garde ne fût en majorité composée de ces petits négociants et de ces hommes de loi si favorables aux idées révolutionnaires. Et en face de ce parti réactionnaire qui siégeait à l'hôtel de ville, la Garde, qu'enflammait l'esprit nouveau, apparaissait comme l'espoir des petites gens : les relations avec les Représentants de la Commune devaient donc fatalement s'envenimer.

La Garde, en effet, tendait à échapper à l'autorité municipale, et par contre-coup, à l'autorité militaire; car si les chefs de troupes de ligne étaient du même côté de

(1) Poincaré (Aimé-François), né le 15 juillet 1739 à Nancy. Cadet au régiment d'infanterie du Grand Duc de Toscane en 1759, lieutenant en 1766. Après un séjour en Pologne, il servit sous Dumouriez en 1770 comme capitaine de chasseurs. Major de la légion Potocki, capitaine au 4^e chasseurs en 1779, capitaine des chasseurs à cheval des Cévennes en 1784, capitaine réformé en 1788. Capitaine de la garde citoyenne de Nancy, il devint commandant en second en septembre 1789, puis commandant en chef en juin 1790. Plus tard, il commandera le 4^e bataillon des volontaires de la Meurthe (août 1791), puis se retirera en mai 1795 (D'après POULET : *Les volontaires de la Meurthe*). Aimé au Amé Poincaré était un arrière petit-fils de Nicolas, fondateur de la souche néocastrienne des Poincaré, (cf. à ce sujet les études de M. PFISTER : *M. Raymond Poincaré, président de la République française*, Annuaire de Lorraine, 1913, page I-X; de M. BOYÉ, *Les Poincaré à Lunéville*, Pays Lorrain, novembre-décembre 1931, pages 574-591; enfin, notre article : *Les Poincaré de Landaville et de Neufchâteau*, Pays Lorrain, décembre 1930, tome XXII, pages 657-670).

(2) Conteaux (Claude-Joseph) avait épousé la sœur aînée de Mollevaut, Marie-Thérèse, née en 1739.

la barrière que la plupart des Représentants de la Commune, les soldats, acquis aux idées nouvelles, fraternisaient avec le peuple de Nancy. Ni d'un côté, ni de l'autre, on ne mettait d'aménité dans les rapports réciproques : les officiers de la garnison toisaient avec mépris ces citoyens affublés d'un costume militaire; ceux-ci, à leur tour, avaient volontiers l'insulte aux lèvres.

Lavalette (1), le commandant de la garde, ne faisait lui-même que pousser à la discorde : fort du progrès des idées révolutionnaires, il s'affranchissait de tout contrôle, introduisait dans la garde les éléments turbulents, soutenu d'ailleurs par le parti avancé dont Etienne Mollevaut était un des chefs; en dépit de la loi, il ne consultait plus l'assemblée des Représentants sur l'emploi qu'il voulait faire de la Garde; il tendait même à devenir le chef de toutes les gardes de Lorraine.

L'Assemblée des Représentants voulut mettre un frein à ces incartades du commandant en chef de la garde nationale de Nancy (2) ; mais celui-ci prit les observations

(1) Sur ce personnage, cf. *Annales Révolutionnaires*, 1913, pages 361-374, TOURNÈS, *Les débuts à Nancy d'un général robespierriste : Lavalette*. Voir aussi CHASSIN et HENNET, *Les volontaires nationaux pendant la Révolution*, pages 767-768.

Louis-Jean-Baptiste Thomas de la Lavalette était né à Paris le 27 octobre 1753; destiné au métier des armes, il l'abandonna et épousa vers 1776 ou 1777 Henriette-Elisabeth de la Tour Taxis, de famille princière allemande et une Nancéienne; le jeune ménage s'établit à Nancy, faubourg Saint-Pierre, n° 196 bis. En 1788, Lavalette devint membre de l'Académie Royale de Nancy; député de l'assemblée des Trois Ordres en 1789, il devint membre du Comité Permanent, puis de l'assemblée des Représentants; commandant de la garde citoyenne de Nancy, il alla à Paris après sa démission et y devint commandant du bataillon de l'Oratoire, dans la garde nationale parisienne; en 1792, il commanda la section armée des Gardes françaises; le 4 septembre de la même année, il est lieutenant-colonel en chef du bataillon des Lombards. Commandant de la place de Bruxelles, lors de l'occupation de la Belgique, il devint après la retraite, commandant de la place de Lille où il fut général de brigade. Puis il eut des démêlés avec ses troupes; défendu par Robespierre et Bentaïole, il fut rétabli dans ses fonctions; arrêté en décembre 1793, puis relâché, il fut placé dans la 17^e division militaire à Paris, sous les ordres de Hanriot. Mis hors la loi avec ce dernier, le 9 Thermidor, il fut condamné à mort et exécuté le lendemain.

(2) Le 20 octobre, l'Assemblée arrêta que Lavalette serait prié de bien vouloir, à l'avenir « se conformer au règlement qui veut qu'il prenne toujours les ordres de l'assemblée avant de faire marcher la garde qui lui est confiée ». En signe de protestation contre l'attitude du chef de la garde, Grandjean de Bouzanville donna même sa démission de membre des Représentants de la Commune; il la reprit d'ailleurs peu après,

de très haut, et l'assemblée, excédée, décida de faire la Garde juge entre elle et Lavalette : quelques compagnies en effet étaient modérées et soutenaient plutôt l'autorité municipale. Quant au parti avancé, il n'intervint pas en faveur de Lavalette : peut-être désapprouvait-il son attitude et songeait-il à faire donner le commandement en chef à Poincaré, homme estimé de tous !

Bref, Lavalette, « fatigué des efforts » qu'il avait faits « pour combattre l'aristocratie », donna sa démission le 16 novembre 1789 (1).

De cet homme, on a beaucoup parlé; on l'a classé dans « ces aventuriers qui profitent des moments de crise pour se pousser et arriver au premier rang » (2); c'est là un jugement un peu sévère. Esprit brouillon ? C'est certain : Lavalette a créé une certaine agitation à Nancy; mais en somme, c'était un chaud partisan de la Révolution; il voulait que celle-ci fût complète; c'était peut-être le meilleur moyen d'écourter la crise et d'épargner le sang. Et puis, l'assemblée des Représentants était modérée : raison de plus pour la taquiner ! Cependant reconnaissons que Lavalette semblait dépourvu de tout esprit d'organisation, et on peut, en toute justice, suivre le jugement de GUILBERT : « Mauvaise tête, mais incapable de former ni d'exécuter un projet : il a fait du mal sans le savoir ni le vouloir ».

La démission du premier commandant de la Garde citoyenne de Nancy ne rétablit pas le calme tout de suite : la garde se divisa en partisans et adversaires de Lavalette (3) et le choix d'un nouveau commandant fit redoubler l'agitation : l'autorité municipale, appuyée sur

(1) AM, H3 (1790-94) : Proclamation imprimée de Lavalette. L'ancien commandant se retira dans sa maison du faubourg Saint-Pierre; en février 1790, lors de l'élection du maire, les assemblées de quartier lui refuseront le droit d'être citoyen actif de la ville de Nancy, en se basant sur une attestation du directeur de l'abonnement de Lorraine : celui-ci déclarait qu'il n'y avait pas de numéro 196 bis faubourg Saint-Pierre, mais cette maison était située sur le ban de Vandœuvre, tandis que la demeure du jardinier se trouvait, elle, sur le territoire de Nancy.

(2) POULET, *Les volontaires de la Meurthe*.

(3) L'abbé Jacquemin, représentant de la commune, fit même faire une proclamation défendant à tout garde de discuter sur la démission de Lavalette.

les compagnies modérées de la Garde, songea à appeler à la tête de la milice le marquis de Bassompierre, neveu du prince de Beauvau (1); de son côté, le parti avancé, dirigé par Poincaré, Jobart et Mollevaut, menait campagne contre Bassompierre et l'assemblée des Représentants; des scènes tumultueuses eurent lieu et Poincaré prit même sur lui de convoquer les deux bataillons à l'hôtel de ville (2).

Néanmoins, Bassompierre l'emporta et devint commandant de la garde, au grand contentement des autorités qui avaient désormais un homme à leur dévotion. Le parti avancé cependant ne se tenait pas pour battu et le désaccord dans la Garde provoqua une scission dans la 1^{re} compagnie de Saint-Roch, dont une partie des gardes résolut de former une 28^e compagnie, malgré l'opposition de Poincaré et de Jobart qui qualifiaient cette nouvelle unité de « pomme de discorde » (3).

A cette époque, les révolutionnaires avaient dans notre ville un autre point d'appui : c'était le club de Nancy.

Dans les premiers jours de décembre 1789, un certain nombre d'officiers de la Garde citoyenne se réunirent et constituèrent un « Cabinet littéraire national ». Parmi ses fondateurs, on trouve au premier plan Etienne Mollevaut; aidé de ses collègues Poincaré, Jobart, André, Coligny, Fontenoy, il s'efforça de donner

(1) « M. le Maréchal-prince de Beauveau, chevalier des Ordres du Roi, Grand d'Espagne de la 1^{re} classe... » devint commandant d'honneur de la garde (*Almanach de la garde citoyenne de Nancy*, année 1790).

(2) Le 8 décembre, l'Assemblée des Représentants posa un certain nombre de questions à Poincaré : « Pourquoi sans réquisition a-t-il invité les gardes citoyens de bonne volonté sans armes et non les compagnies de s'assembler le 8 dans la salle de l'Hôtel de Ville ? Pourquoi a-t-il invité ceux qui seraient du parti de M. de Lavalette de rester dans la salle et ceux qui seraient ingrats envers cet ex-commandant de se retirer dans la salle voisine, et si M. le Commandant ne devait pas sentir les suites fâcheuses de la formation de deux partis opposés ? » Une délégation des Représentants essaya de porter à cette réunion des gardes des paroles de paix ; elle fut mal accueillie et il fallut prononcer la dissolution de l'assemblée. Poincaré vint le lendemain demander aux Représentants l'oubli de la journée du 8 et Charlot, capitaine, embrassa Poincaré « de qui il avait eu à se plaindre ».

(3) Une réconciliation devait d'ailleurs s'opérer entre les gardes de Saint-Roch.

au Cabinet l'autorité que tous enviaient aux clubs de Paris. Mais cela n'alla pas sans heurts, et le Cabinet littéraire dut se contenter de débuts modestes. Composé de peu de membres, n'ayant que des séances privées, il avait en plus à redouter l'hostilité de l'autorité municipale. Le 26 décembre 1789, M. de Fontenoy et plusieurs autres officiers de la Garde citoyenne se présentèrent à l'Hôtel de Ville « pour dénoncer qu'ils étaient sur le point de tenir un Cabinet littéraire et qu'ils désiraient avoir le vœu de l'assemblée à ce sujet » (1). Les Représentants ne se réunissant que le soir, M. de Barbarin, qui avait reçu la délégation, fit part de cette démarche à ses collègues, mais, témoignant aussitôt de leur antipathie pour la nouvelle institution, ceux-ci déclarèrent qu'aucune pétition ne pouvait être faite oralement et qu'en conséquence ils priaient M. de Fontenoy de transmettre une demande écrite (2). Cela fut fait sans doute. Cependant l'assemblée des Représentants n'était pas complètement rassurée; GUILBERT, bien placé pour être renseigné, nous dit (3) : « On avait parlé dans notre assemblée de ce club; des gens mal intentionnés en avaient dit beaucoup de mal; moi, qui ne le crois qu'à regret, j'avais opiné que l'on prît des informations précises avant de rien statuer; mais le président qui ne voyait que des ennemis redoutables en tout ce qui n'était pas aristocrate décidé, sans être autorisé, écrivit, sans rien communiquer, une lettre au gardien des Tiercelins » (4). Cette enquête provoqua, de la part du club, une adresse, signée de vingt-trois noms — c'était sans doute à peu près tout l'effectif du Cabinet —, en tête desquels venait celui de Mollevaut, nommé président dès la fondation (5) : « On vient de

(1) AM, D1 : registre des délibérations.

(2) Le président des Représentants était l'échevin Luxer.

(3) SAL, recueil 1 de la Révolution : annotations de GUILBERT sur un exemplaire imprimé de l'adresse du Cabinet aux Représentants de la Commune.

(4) Le club siégea successivement aux Prémontrés (temple protestant actuel), puis aux Tiercelins (où se trouve aujourd'hui la maison des apprentis), enfin derrière l'Hôtel de Ville, impasse Saint-Thiébaud.

(5) Les autres signataires étaient : Puypéroux, secrétaire, Balison, Coliny, Didelin, Morin, Thouvenin, Jacquemin, Colin, Masson, Barbier,

nous communiquer une lettre que votre président a adressée au Supérieur des Tiercelins de cette ville. Il paraît qu'il vous est parvenu des avis réitérés sur des assemblées qui se tiennent dans leur maison, et que vous n'en connaissez ni la cause ni les motifs.

« Vous avez cité la Loi et les Décrets de l'Assemblée nationale relatifs aux convocations extraordinaires des citoyens, et vous avez fini par demander des instructions sur ce qui se passait dans ces assemblées.

« Nous savions bien que notre Société déplaisait à certains esprits; nous nous attendions à être en butte (sic) à la calomnie, mais nous étions loin de penser qu'elle dût prendre faveur dans l'assemblée des Représentants de la Commune; n'avons-nous pas eu l'honneur de vous envoyer une députation pour vous communiquer notre projet de réunion? M. de Barbarin, l'un de vos membres, n'a-t-il point accueilli le comte de Fontenoy, chargé de vous présenter nos hommages? A la vérité, nous vous annonçâmes alors que nous nous assemblerions dans la maison des Prémontrés; mais pour avoir changé de local nous n'avons pas cru devoir vous importuner de nouveau.

« Puisque notre juste déférence pour les Représentants de cette Cité n'a pas produit tout l'effet que nous devions en attendre, nous venons de nouveau, MM., vous instruire, et de l'objet de notre association, et des principes qui nous animent.

« Nous avons vu depuis longtemps, et même avant le règne de la Liberté, se former des Clubs et des Cabinets littéraires; sous les yeux mêmes des Ministres les plus despotes, ces institutions ont pris naissance; aujourd'hui, mieux que jamais, elles ont pris la plus grande faveur, sous la sauvegarde de l'Assemblée nationale.

« Cet avantage n'est pas même envié aux ennemis secrets ou publics de la Révolution; pourquoi nous serait-il interdit? Lorsque, surtout, la Déclaration des Droits de l'Homme a mis en principe que tout ce qui n'est pas

Conteaux le jeune, Thouvenin le jeune, Thouvenin père, Vauthier, André, avocat, Zangiacomi, Mathieu, Charlemont, Conteaux l'ainé, Genaudet, Demangeot et Fontenoy, capitaine de la garde nationale (AM, H3 et BM, manuscrit 852 (382), f^o 92).

défendu par la Loi ne peut être empêché. On abuserait étrangement de l'article LXII du décret rendu sur les municipalités, si l'on confondait les assemblées dont il parle avec celles que le commerce doux et paisible de la Société fait naître.

« Comment aurions-nous pensé que nous donnerions de l'ombrage aux vrais citoyens, nous qui sommes entièrement voués aux principes de l'Assemblée nationale, qui manifestons publiquement nos sentiments ? Cette idée devait être d'autant plus loin de nous, que déjà nous nous sommes fait connaître des Représentants de la Nation : à peine étions-nous réunis que notre premier soin a été de les instruire de notre association et de leur exprimer notre reconnaissance et nos respects.

« Le patriotisme et un dévouement sans bornes à la Loi sont les bases de notre réunion, ces principes sont les vôtres, MM.; vous les avez manifestés d'une manière authentique par votre fidélité à exécuter les Décrets de l'Assemblée nationale et surtout par votre adhésion consignée dans l'avis sur les dons patriotiques.

« De malignes insinuations ont pu seules vous allarmer (sic) sur nos vues, et si on vient encore vous importuner à cet égard, dites à ces hommes inquiets : « cette Société s'est formée pour jouir de l'avantage inappréciable d'une franche communication; c'est là que l'on professe hautement l'amour de la liberté, le respect pour l'Assemblée nationale, la soumission la plus absolue aux lois qu'elle donne en ce moment à la France, de concert avec le Roi qu'elle chérit; c'est là que l'on s'occupe des moyens de propager cet esprit public qui doit faire le bonheur des Français.

« Voilà, MM., les sentiments qui nous animent tous. Comme Protecteurs des citoyens, comme Surveillans de la tranquillité publique, vous nous devez votre estime et votre bienveillance ».

Cette adresse, où l'on sent une dialectique rigoureuse mêlée parfois d'une pointe d'ironie à l'adresse des Représentants modérés, est certainement l'œuvre d'un homme de loi et nous sommes tentés de dire qu'elle porte la marque d'Etienne Mollevaut, qui, à ce moment

même, présidait aux destinées du Cabinet littéraire. Quoiqu'il en soit, lorsque ce texte fut transmis à l'Assemblée communale le 9 janvier 1790, le Président fut bien obligé de dire que ses collègues et lui voyaient « avec plaisir » l'existence de cette Société et l'appuieraient de tout leur pouvoir; mais GUILBERT, malicieux personnage doué de psychologie, qui aimait à observer à son aise, écrivait au dos de l'exemplaire imprimé de cette adresse : « et le président d'approuver *bien malgré lui* une association *qu'il détestait*. Quand on n'agit que par esprit de parti, presque toujours on fait des bêtises.. » (1).

La victoire du Cabinet devait d'ailleurs être bientôt complète. Au début de janvier, il avait envoyé une adresse à l'Assemblée nationale en lui demandant d'approuver son règlement; les représentants du peuple français entendirent la lecture de ce texte le 14 janvier 1790 et marquèrent leur approbation, malgré l'hostilité évidente des députés lorrains non jacobins. Enfin, le 23 janvier, une dernière adresse était envoyée à la Société des Amis de la Constitution de Paris : « L'Empire français écrasé sous le joug accablant d'un despotisme de plusieurs siècles, allait enfin succomber; sa destinée se trouvait dans la main d'un seul homme, à qui l'exemple de ses prédécesseurs avait persuadé qu'il avait seul le droit d'en disposer. Tout à coup, il se sent effrayé par la grandeur du mal et l'insuffisance de ses forces; il cherche à s'envelopper de la Nation pour résister au torrent qui l'entraîne.

« Nous étions tous plongés dans le sommeil profond d'un léthargique (sic) esclavage. A sa voix, nous nous sentons électrisés, nous courons à la liberté, nos premiers pas sont encore des mouvements d'esclaves. Nous traçons le plan de notre liberté, nos esquisses se ressentent de la dureté d'une main qui ne sait encore agir librement.

« C'est avec de tels matériaux que vous allez travailler à la restauration du Royaume. Tout était perdu, si celui qui tient en ses mains les destinées de l'Univers

(1) SAL, recueil n° 1 de la Révolution. (Le président de l'assemblée des Représentants était alors Grandjean de Bouzanville).

ne nous avait fait trouver en vous de ces hommes rares, également recommandables par leurs lumières et leurs vertus, par leur patriotisme et leur courage.

« Vous avez terrassé le Despotisme : ses vils suppôts se sont enfui devant vous ; ils vont cacher au loin leur ignominie et leur rage.

« Parmi ceux qui nous restent, n'en doutez pas, l'espoir de vous vaincre est le seul sentiment qu'ils éprouvent ; mais, si dans leur fureur aveugle, ils essaient encore de reparaître, des millions d'hommes sont prêts à purger la France de cette race maudite et perverse.

« Au milieu de tant d'orages, vous avez cependant posé les premiers fondements de la plus belle Constitution de l'Univers ; elle fera notre bonheur, elle est déjà l'admiration de l'Europe et l'objet de leur envie.

« Tels sont les importants travaux auxquels vous vous êtes livrés avec autant de génie que de courage ; ils passeront aux siècles les plus reculés, et nos arrière-neveux s'en étonneront encore. Ce n'était point à l'histoire seule à leur transmettre tous vos faits : une Société qui se renouvellera sans cesse est bien plus propre à perpétuer la mémoire d'une révolution aussi éclatante.

« C'est à ceux qui ont travaillé directement à la restauration de la France, à s'occuper des moyens d'apprendre aux générations qui nous suivent, ce que c'était que le Royaume avant qu'ils en changeassent la face ; ce qu'il leur a fallu faire pour préparer le bonheur que l'ont tint d'eux. C'est aux généreux Fondateurs de la Liberté Française à choisir les hommes propres à perpétuer leurs principes ; c'est à eux à chercher des mains fidèles, qui en conservent constamment le dépôt ; c'est à eux à former des hommes toujours prêts à réveiller la France, si, ivre de bonheur, elle allait à la suite s'endormir au sein de la félicité et ne pas repousser, dès les premiers pas, ceux qui voudraient la replonger dans les fers.

« L'institution de votre club sera aussi utile à la France que l'a été à l'Angleterre la création de celui qu'elle possède ; c'est là où se rallieront les amis de l'humanité ; c'est là où l'on ira chercher les hommes propres à en maintenir les droits.

« Dévoués entièrement au succès de la Révolution, connaissant tout l'avantage d'une réunion de vrais Patriotes, nous avons formé un Cabinet Littéraire national, dont vos principes étaient l'âme. Le feu qui nous anime a besoin de devenir sacré; nous serait-il permis de prendre une étincelle de celui qui vous chauffe? Nous l'entretiendrions (sic) avec un respect religieux; en nous affiliant, vous serez toujours les maîtres d'en tempérer la chaleur, ou d'en augmenter l'action. Cette adoption resserrerait (sic) les liens qui doivent unir tous les bons citoyens, répandus sur la France, aux défenseurs de la Patrie.

« Nous avons l'honneur de vous envoyer le règlement que nous nous étions donné : dès ce moment, il n'est plus que provisoire pour nous; c'est à vous maintenant qu'il convient de le modifier, de l'étendre ou de le changer : dictez-nous les lois que nous devons suivre, nous les recevrons comme un bienfait. Nous prions M. Regnault, votre associé, votre collègue, de vous porter nos vœux; nous invitons également nos autres compatriotes qui sont parmi vous d'appuyer notre demande. Il est heureux pour nous d'arriver à vous par des intermédiaires qui sûrement vous sont aussi agréables qu'ils nous sont chers. Ils vous diront sans doute que personne ne fut plus digne que nous, par les sentiments que nous professons, d'obtenir l'affiliation que nous sollicitons avec ardeur.

« Les Membres du Cabinet littéraire de Nancy.

« Signé : Mollevaut, président,
Zangiacomi, Mangeot et Regnault, secrétaires (1) ».

En réponse à cette demande, Lechapelier, président de la Société des Amis de la Constitution, écrivait de Paris, le 3 février 1790, qu'il accordait l'affiliation et félicitait les citoyens de Nancy; alors le Cabinet s'intitula désormais: « Société des Amis de la Constitution »; fort de l'appui de l'Assemblée nationale et des Jacobins de

(1) BM, Manuscrit 852 (382), f° 94 (Nancy, 23 janvier 1790).

Paris, il s'organisa plus solidement et se posa en représentant de la doctrine révolutionnaire; ce fut vers lui que se tournèrent dorénavant les gardes citoyens favorables au progrès des idées nouvelles, et avec ce bloc puissant : Garde et club, les autorités municipales durent alors compter.

Le club grandit; ses membres devinrent plus nombreux : autour du petit noyau des fondateurs, pour la plupart officiers de la Garde, se pressaient maintenant les hommes de loi, les négociants, les ouvriers; des hommes pondérés, apôtres sincères de la foi nouvelle, voisinaient avec des ambitieux, des intrigants qui cherchaient un tremplin pour arriver : et ceux-ci jetaient le discrédit sur ceux-là.

Etienne Mollevaut fut de la catégorie des premiers : profondément attaché à la Révolution, il avait voué sa force et son talent à la cause populaire, sans se soucier des attaques, en se moquant de la calomnie; l'adresse qu'il avait envoyée au nom du club à la Société des Jacobins de Paris avait fait grand bruit et mis en émoi, dit GUILBERT, « la noblesse, la robe, le clergé, les financiers, les militaires en grade; on regarda dès lors maître Mollevaut comme chef de bande et on lui voua dans le cœur une haine implacable; *quant à moi, je n'ai vu en lui qu'un homme préoccupé de son opinion, qui la croit bonne et utile pour la Nation, mais qui n'a pas une prudence proportionnée à son amour patriotique*. Je crains bien que ce M. Mollevaut, avocat, homme assez estimable d'ailleurs et instruit, *quoiqu'un peu faux*, ne se perde par son ardeur ». Et en homme prudent, GUILBERT conseille à Mollevaut de réfléchir un peu, de songer « qu'il n'est pas riche, qu'il a quatre enfants et qu'il nuira infailliblement à sa fortune; je ne suis point ami avec lui, et je suis peiné de lui voir des torts : il ne faut fronder l'opinion publique qu'avec beaucoup de ménagements; nos 1.200 députés ne sont pas tous des Catons auxquels il faille croire comme à des oracles sacrés » (1).

(1) SAL, recueil n° 1 de la Révolution : annotations de GUILBERT sur l'adresse du Cabinet Littéraire aux Représentants de la Commune.

Ainsi se présentait la situation de Nancy en ce début de 1790, précisément au moment où allait paraître la loi sur l'organisation des municipalités : en face du parti réactionnaire qui n'avait triomphé et ne détenait l'autorité que par le manque d'organisation de ses adversaires, se dressait maintenant un pouvoir nouveau, illégal mais puissant, que possédaient des hommes énergiques et enthousiastes.

CHAPITRE V

Mollevaut notable de la ville et Membre du Directoire du Département L'affaire de Nancy. 1790

Le 14 décembre 1789, l'Assemblée votait le décret sur l'organisation des municipalités : c'était, à Nancy, la fin de l'ancien Hôtel de Ville et des Représentants de la Commune.

Les municipalités nouvelles devaient être élues; étaient électeurs les seuls citoyens actifs, c'est-à-dire tous les Français domiciliés depuis un an, âgés de 25 ans et payant un impôt égal à la valeur locale de trois journées de travail, soit pour Nancy 45 sols de France. Chaque ville devait avoir autant de sections de vote qu'elle comptait de fois 4.000 habitants ou fractions de 4.000 : avec ses 29.108 habitants officiels, Nancy en aurait huit (1). Dans chacune d'elles, les citoyens actifs, domiciliés sur le territoire de la section, se réunissaient sans distinction et votaient. N'étaient éligibles à Nancy que ceux qui payaient un impôt égal à 150 sols de France ou 7 livres 10 sous (2).

Nancy avait à élire : 1) un corps municipal de quatorze citoyens; 2) un maire, chef de la municipalité, un procureur de la commune et un substitut, tous trois

(1) Le chiffre était inférieur à la réalité; GUILBERT note : « Nous avons à Nancy, sans les troupes, passé 32.000 »; il suffit d'ailleurs d'additionner d'après le règlement, la population des huit sections pour trouver 29.509 âmes.

(2) Etienne Mollevaut, comme propriétaire foncier, était imposé à 29 livres 11 sous 6 deniers; le fisc, bon enfant, ne lui réclamait pour 1790 que 9 livres 17 sous 3 deniers; comme taille personnelle, Etienne devait 5 livres 16 sols 8 deniers (AD, L 1596 : rôle des impositions pour 1790).

élus directement pour deux ans par les citoyens actifs; 3) un Conseil de trente notables, soit au total quarante-sept personnes. Notables et officiers municipaux formaient le Conseil général de la commune; ils étaient aussi élus pour deux ans et se renouvelaient par moitié chaque année; ils avaient deux rôles à remplir : l'un vis-à-vis de la cité, l'autre vis-à-vis de l'Etat.

La loi, adressée le 7 janvier à l'Assemblée des Représentants, fut enregistrée à la Chambre des Vacations du Parlement de Nancy le 16. Mais une question se posa : qui devait convoquer ? Les Représentants ou les Officiers municipaux ? Si ces deux corps avaient été en bons termes, il n'y eût pas eu de difficultés; mais l'accord ne régnait plus entre eux, si bien qu'on décida d'attendre les instructions de l'Assemblée Nationale, tout en procédant au dénombrement de la population (1); finalement, sur le Conseil des Constituants lorrains, les Représentants décidèrent de procéder, de concert avec l'Hôtel de Ville, à la convocation des citoyens actifs (2) : le 6 février paraissait le règlement relatif aux élections, et le jeudi 18, les assemblées des huit quartiers de la ville se réunissaient, au milieu d'une grande agitation dont témoignent les nombreux pamphlets parus à ce moment. L'élection du maire devait avoir lieu la première, mais divers incidents la retardèrent; de plus, à cette époque, on ne faisait pas, comme de nos jours, acte de candidature, de sorte que les suffrages se portaient sur une quantité de noms et qu'il fallait chaque fois les trois tours de scrutin prévus (3) : ce fut seulement au troisième tour que fut élu le premier maire de Nancy : Custine d'Auflance (4), avec 1273 voix sur 2235 votants.

(1) PV. de l'assemblée des Représentants : séance du 23 janvier 1790.

(2) PV. de l'assemblée des Représentants : séance du 29 janvier 1790 (la convocation des nouveaux officiers municipaux se ferait d'accord avec les anciens officiers municipaux pris comme « adjoints » à la Commune, dit le texte).

(3) Au troisième tour, la majorité relative suffisait pour être élu.

(4) Custine d'Auflance (Théodore-Charles), capitaine de cavalerie au régiment de Royal-Pologne, puis guidon et enseigne de gendarmerie, membre honoraire de l'Académie de Nancy, président de la Cour intermédiaire de Lorraine; marié à sa cousine, il perdit sa femme le 12 avril 1790 et délaissa dès lors la mairie.

Etienne Mollevaut, qui n'ambitionnait pas cette place et veillait consciencieusement, comme secrétaire, sur les opérations de vote du 5^e quartier (1), recueillit 18 voix, dont la plupart lui vinrent de la paroisse Saint-Fiacre, où présidait son frère (1^{er} quartier).

Les jours suivants, les sections procédèrent de même aux élections du procureur et du substitut; cette fois, le nom d'Etienne Mollevaut fut plus souvent porté sur les « billets » : et il fut le concurrent le plus sérieux pour Mourot qui ne fut élu qu'au second tour procureur de la commune, et pour Rollin, proclamé substitut dans les mêmes conditions; c'était encore la paroisse du frère aîné qui apportait à Etienne le plus fort appoint.

Du 3 au 17 mars, eurent lieu les élections des 14 officiers municipaux : Etienne Mollevaut recueillit encore un grand nombre de voix, sans atteindre toutefois la majorité absolue ou relative; enfin, le 23, l'Assemblée des Représentants procéda au recensement général des notables : Etienne Mollevaut, cette fois, arriva en tête avec 597 voix (2).

Au demeurant, ces élections avaient peu modifié le personnel municipal; si une demi-douzaine de clubistes, amis politiques d'Etienne, entraient dans la nouvelle municipalité, celle-ci n'en portait pas moins encore la marque de l'ancien régime : ne trouvait-on pas d'ailleurs plus de la moitié des nouveaux élus dans les assemblées

(1) Il comprenait la partie de la paroisse Saint-Sébastien qui allait du numéro 207 au numéro 584, soit 3627 âmes; l'assemblée de ce quartier se tenait à l'Université.

(2) Pour l'élection du maire : 1^{er} tour : 2092 votants; majorité absolue : 1.047. Mollevaut obtint 18 voix dont 4 sans indication de qualité (11 dans le 1^{er} quartier, 3 dans le 2^e, 3 dans le 3^e et 1 dans le 4^e). 2^e tour : 2.235 votants; majorité absolue : 1.118. Mollevaut obtint 1 voix (1^{er} quartier). Au 3^e tour, aucune voix.

Pour l'élection du procureur de la Commune : 1^{er} tour : 1.955 votants; majorité absolue : 978. Mourot : 922 voix; Mollevaut : 432 (dont 202 dans le 1^{er} quartier). 2^e tour : 1.911 votants; majorité absolue : 956. Mourot : 1.640 voix, élu; Mollevaut : 197 voix (dont 110 dans le 1^{er} quartier).

Pour l'élection du substitut du procureur : 1^{er} tour : 1.774 votants; majorité absolue : 888. Rollin : 325 voix; Mollevaut : 243 voix (dont 110 dans le 1^{er} quartier). 2^e tour : 1.757 votants; majorité absolue : 879. Rollin : 952 voix, élu; Mollevaut : 179 voix (dont 100 dans le 1^{er} quartier).

Pour l'élection des officiers municipaux : 1^{er} tour : 2.038 votants; majorité absolue : 690. Mollevaut : 431 voix. 3^e tour (à la pluralité relative) : Mollevaut : 590 voix (AM : K 1, élections municipales).

précédentes ? Et ne voyait-on pas le Corps municipal presque exclusivement formé d'anciens Représentants ? Et, afin même d'éloigner des affaires publiques les quelques hommes avancés qui venaient d'être élus, les Représentants déclarèrent incompatibles les fonctions de garde citoyen et de notable; c'était renouveler le coup du 3 octobre 1789 et exclure ainsi de la municipalité neuf des nouveaux magistrats; mais Mollevaut, Jobart et cinq autres optèrent pour les fonctions de notable, tandis que Colin et Coliny déclaraient rester capitaines de la garde.

Le 28 mars, le nouveau Conseil général de la Commune prêta serment sur la place Royale, et, dès le lendemain, il entra en fonctions. La municipalité s'organisa aussitôt : le maire Custine ne tarda pas à abandonner la mairie, par suite de la mort de sa femme, survenue le 12 avril, et céda dès lors la présidence au premier officier municipal : M. Poirson; c'était une victoire pour le club dont ce dernier faisait partie et les Amis de la Constitution s'en félicitèrent (1).

Pour hâter le travail qui l'attendait, le Conseil général se divisa en cinq bureaux; le plus important — celui des subsistances — comprit deux officiers municipaux et quatre notables; les autres n'étaient composés que d'officiers municipaux. Le 24 avril, la municipalité examina un projet de règlement pour la tenue de ses séances : Mollevaut et trois de ses collègues furent chargés de procéder à un examen plus détaillé, de concert avec deux officiers municipaux, et quelques jours après, le règlement fut adopté.

Des affaires importantes que Mollevaut eut à examiner avec ses collègues, il faut retenir : l'achat des biens nationaux et la question des impositions de la ville.

Le 1^{er} juin 1790, le Conseil général, appelé à faire des soumissions pour l'achat des biens nationaux, chargea Mollevaut et sept autres de ses membres de rapporter

(1) AM, 12. Une adresse fut envoyée par la Société des Amis de la Constitution à la municipalité : « Souffrez, MM. à la Société des Amis de la Constitution de s'enorgueillir du lustre que vous reflétez sur elle; elle voit à la tête de MM. les officiers de la Municipalité un de ses membres qui n'eût d'autre titre que ses vertus ».

la question, et le 9, sur leur conseil, la ville décidait de ne faire de soumissions que pour les biens situés dans l'arrondissement; les huit commissaires déjà nommés devaient en fixer le taux.

La question des impôts ne fut pas aussi promptement réglée : Nancy devait payer une somme énorme : 78.656 livres, pour 1790, alors qu'on n'avait pas encore réussi à percevoir les vingtièmes de l'année précédente. Or le Conseil général faisait remarquer que le peuple n'était pas encore si malheureux en 1789 qu'à présent, que maintenant la misère était à son comble et qu'il serait dangereux de lever les impôts et à fortiori de les augmenter; malgré ces observations, la Chambre des Comptes maintint le paiement intégral des impôts pour l'année 1790, consentant seulement à surseoir trois mois à la levée du reliquat de 1789.

Cependant la municipalité n'était pas au bout de ses peines; elle recueillait le lourd héritage de l'Assemblée des Représentants, dont elle était le reflet, et avait à craindre l'hostilité de la garde citoyenne et du club; bien plus, la tentative malheureuse que les Représentants avaient faite avait encore approfondi l'abîme qui séparait le parti conservateur du parti avancé; et non seulement cette manœuvre avait échoué, mais, malgré la déclaration d'incompatibilité entre les fonctions de garde et de notable, Mollevaut et les autres avaient repris leur place dans la Garde nationale, tandis que Colin et Coliny, qui avaient opté pour celle-ci, réclamaient et obtenaient provisoirement leur entrée au Conseil général. C'était déjà de la part de la municipalité un acte de faiblesse : ce ne devait pas être le dernier !

Le conflit entre la garde et la municipalité éclata à propos de la « Coalition »; depuis longtemps, les gardes de Nancy avaient l'idée de se fédérer, mais l'hostilité des corps municipaux avait jusque-là empêché la réalisation de ce projet. Cependant, enhardi par les événements et par l'exemple des autres provinces, le parti avancé de la garde songea de nouveau à la Coalition.

A cette époque, l'alliance entre la garde citoyenne et le club des Amis de la Constitution était plus étroite

que jamais; Mollevaut avait abandonné la présidence de ce dernier, sans que l'on puisse dire exactement à quelle époque ni pour quelle raison (1); mais il est probable qu'il n'avait fait que reprendre sa place dans le rang, car nous retrouverons Mollevaut à la tête du club au moment de l'affaire de Nancy. Bref, au mois d'avril 1790, un M. de la Vallée (2) dirige le club (3); c'est un bien curieux personnage que cet individu (4). De son vrai nom, marquis de Bois-Robert, Joseph de la Vallée était né le 23 août 1747, à Bois-Robert, près de Dieppe; il avait d'abord servi au régiment de Champagne, mais « s'étant déshonoré par une passion honteuse familière aux Grecs et condamnée par nos mœurs » (5), le mar-

(1) On peut supposer qu'il avait renoncé à la présidence au moment de son élection comme notable, de même qu'il avait démissionné en principe de la garde citoyenne.

(2) La véritable orthographe serait : de la Valée.

(3) M. MANSUY, dans son mémoire sur les *Sociétés populaires* (Annales de l'Est, tome 13), ne semble pas avoir eu connaissance de ce fait.

(4) Sur la Vallée, voir RENAULD, *Nancy en 1790*, pages 90 sqq. — Biographie Firmin DIDOT, tome 29. — QUÉRARD, *La France littéraire*, tome 4. — Voir aussi ses œuvres qui figurent au Fonds Lorrain (EM, n^{os} 9086, 9242, 327 du catalogue FAVIER). Nous avons eu aussi des renseignements provenant des Archives administratives de la Guerre, grâce à l'obligeance de M. le général Tournès, que nous remercions ici.

Il est très important de remarquer qu'un grand nombre d'historiens anciens ou contemporains ont confondu Lavalette avec La Vallée. M. Renault (*Nancy en 1790*, page 32, note 1) se demande si Lavalette et La Vallée ne sont pas un seul et même personnage. M. POULET, dans son étude sur les *Volontaires de la Meurthe* fait la même confusion. Or Lavalette et La Vallée sont deux personnages distincts; la comparaison de leurs deux signatures suffirait à le démontrer.

Une seule chose étonne, c'est que La Vallée ait passé presque inaperçu à Nancy; à part Renault, qui par ses relations et les récits des vieillards était bien documenté sur la période révolutionnaire. — ce qui n'est pas une garantie de véracité — presque personne ne parle de La Vallée.

M. Renault tombe par contre dans l'excès contraire : il présente La Vallée comme le fondateur du club; erreur puisqu'il n'a pas signé l'adresse aux Représentants (9 janvier 1790).

LA VALLÉE quitta Nancy vers le mois d'août 1790, sans doute au moment de l'affaire; il parcourut alors la France ainsi qu'en témoignent ses œuvres : *Le Serment civique* (Nancy, 1790); *Tableau philosophique du règne de Louis XIV* (Strasbourg, 1791); *Voyages dans les départements de la France : Meurthe, Moselle, Vosges* (Paris, 1792); *Départ des Volontaires villageois* (Lille, 1793); *Manlius Torquatus* (Paris, 1794).

Chevalier de la Légion d'honneur à sa création, il devint chef de division à la Chancellerie de l'Ordre, puis se retira à Londres sous la Restauration; il y mourut le 28 février 1816.

(5) C'est M. RENAULD qui parle; mêmes allusions dans QUÉRARD.

quis avait été, sur la demande de sa famille, enfermé à la Bastille, d'où il ne sortit qu'à la Révolution. Indigné de la sévérité de ses parents, de Bois-Robert embrassa avec ardeur les principes de la Révolution et prit le nom moins reluisant de Joseph de la Vallée, puis avec le progrès des idées démocratiques, celui plus plébéien de Joseph Lavallée. C'est sous le premier de ces noms qu'il apparaît à Nancy vers le mois d'avril 1790, où il se présente comme ancien capitaine au régiment de Bretagne; son ancien et réel régiment étant sous les ordres de Bouillé, il eût été imprudent de se dire ex-officier au régiment de Champagne.

De la Vallée, on ne sait pourquoi (1), eut de suite ses entrées au club; et au moment de la coalition du 19 avril, il portait même le titre de « Président de la Société des Amis de la Constitution ».

En tous les cas, son accession à la présidence semble avoir donné plus de courage aux révolutionnaires nancéiens, heureux sans doute de se donner un paravent facile; peut-être, après tout, était-il plus combattif que Mollevaut ! A coup sûr, il fut moins pondéré.

Fort de cette aubaine, encouragé par le succès de la Fédération des Vosges (7 mars), le parti avancé de la Garde se réunit le 5 avril à l'hôtel de ville, afin de réclamer la Coalition : un caporal, Conteaux l'aîné (le neveu d'Etienne Mollevaut), membre du Club, rédigea un arrêté où il blâmait fortement la municipalité et fixait la Coalition au dimanche 18 avril; cet écrit fut imprimé et adressé par courrier à toutes les villes voisines (2). Lorsque le Conseil général l'apprit, il entra dans une

(1) Peut être parce que, comme l'affirme RENAULD, il était affilié au club breton de Paris (Jacobins Saint-Honoré).

(2) FACHOT, devenu secrétaire du marquis de Bassompierre, nous raconte [BM, Manuscrit 972 (434)] que c'est lui qui, sur l'ordre du commandant de la Garde, écrivit la lettre d'invitation au pacte fédératif; pendant qu'il tirait les copies de cette lettre, le Conseil d'administration de la Garde lui adressa plusieurs imprimés de l'arrêté Conteaux, avec prière de les insérer dans les enveloppes; mais Fachot et les personnes présentes jugèrent l'écrit séditionnel et ne l'envoyèrent pas. Il y avait d'ailleurs mésentente entre Poincaré et Bassompierre; celui-ci était sans cesse attaqué par la majorité de la Garde « parce que, dit Fachot, il était d'une haute noblesse et surtout parce qu'il avait refusé d'entrer dans la Société des Amis de la Constitution établie à Nancy ».

belle fureur, et, protestant contre la lettre envoyée sans la permission de la municipalité, sans même la participation générale de la Garde (1), il manda devant lui le commandant de Bassompierre et le rédacteur de l'arrêté. En attendant l'arrivée de ces deux messieurs, une discussion assez vive s'engagea : un membre du Conseil général demanda si les notables appartenant à la Garde pouvaient participer à la séance, « vu que malgré leurs options pour les fonctions de notables, ils ont pensé depuis qu'il pouvaient exercer celles de gardes-citoyens » ; Etienne Mollevaut et Jobart, visés par leur collègue, protestèrent de leur bonne foi, déclarèrent qu'ils n'avaient point signé l'arrêté et ne l'avaient connu que par la « voix publique ». Mollevaut ajouta même que cet arrêté n'avait point été pris par la Garde entière, que le Conseil d'administration n'en avait point été informé. Deux autres notables, membres également de la Garde citoyenne, dirent qu'ils avaient signé l'arrêté, mais sans l'avoir lu. A ce moment arriva le marquis de Bassompierre : il avait entendu, dit-il, une lecture rapide de l'arrêté, mais il ne pensait pas qu'on allait l'imprimer ; il ajouta qu'il le blâmait. Conteaux, de son côté, déclara que, convoqué par le sieur Mirouffle, caporal de service, il avait été obligé de rédiger l'arrêté, après que le commandant eût été prévenu. Sur ce, les deux hommes se retirèrent, sévèrement blâmés par la municipalité. Mais l'incident devait rebondir : le 12 avril, en effet, au Conseil général, Mollevaut protesta contre le texte du procès-verbal du 7, dont les termes semblaient inculper la Garde entière et non les quelques individus qui avaient signé l'arrêté.

Cependant l'agitation continuait de plus belle ; tandis qu'une délégation de toutes les compagnies de la Garde réclamait la Coalition pour le 18 avril, le Conseil général s'occupait encore de l'arrêté Conteaux ; celui-ci eut un chaleureux défenseur en la personne de M. Bigelot ; dans l'après-midi du 12 avril, la municipalité prit une

(1) Deux cents gardes avaient participé à la réunion d'où sortit l'arrêté Conteaux (AM, délibération du Conseil général de la Commune, 7 avril 1790).

décision : la Coalition fut reportée au 25, l'arrêté Con-
teaux, déclaré nul et illégal, et on fit défense à la Garde
de se réunir ou d'imprimer sans l'autorisation des auto-
rités municipales.

Cela mit le feu aux poudres ! Le lendemain 13, à
7 heures et demie du matin, une députation, conduite
par Blaise, médecin et membre du Club, et formée de
dix citoyens actifs, vint déposer une pétition sur le bureau
de l'assemblée, demandant que les délibérations de la
municipalité fussent soumises à la décision des sections
de la cité, mais elle ne fut pas prise en considération.
Alors, la même délégation vint informer l'assemblée
qu'elle allait tenir une réunion en attendant la décision
des édiles; peu après, ceux-ci avertissaient les citoyens
actifs réunis que leur pétition était refusée et que la
Coalition était définitivement reportée au 25; cette
nouvelle déclencha un beau tumulte.

Blaise se présenta une troisième fois au Conseil
général avec dix citoyens actifs : le président Aubert (1)
lui annonça qu'il allait faire dissoudre l'assemblée des
citoyens.

Peu de temps après, Anthoinet fils, avocat et cousin
germain de Mollevaut (2) revint à la tête d'une députa-
tion et demanda au Conseil acte de son refus d'accorder
l'assemblée des sections. Les mêmes personnes réappa-
rurent encore une fois pour annoncer que la première
assemblée était dissoute, mais qu'une deuxième se
réunirait l'après-midi, à trois heures de relevée, salle des
Redoutes.

Effectivement, à trois heures, une députation de dix
citoyens actifs conduite par Cognel fils l'aîné, homme de
loi, déposa une pétition signée de 150 noms pour la

(1) Aubert, deuxième officier municipal, présidait en l'absence de
Poirson.

(2) Anthoinet (Charles-Victor), avocat en 1775, élu substitut du
procureur de la Commune de Nancy le 9 avril 1791, puis procureur en
novembre de la même année; en juin 1792, nommé secrétaire du
département de la Meurthe, il devint ensuite juge au tribunal de district
en l'an II et en l'an III. Administrateur en l'an VI, il fut réélu en l'an
VII et conserva ses fonctions jusqu'à la nomination du préfet Marquis
(1800).

convocation des sections; le Conseil municipal demanda les noms, prénoms, qualités et demeures des signataires, et par une suprême mesure de défiance, il délégua deux de ses membres pour vérifier le nombre des citoyens réunis : il y en avait plus de 150, et tous offraient de signer la pétition ! Peu après, une nouvelle députation ayant à sa tête Cléret, avocat, demanda une réponse du Conseil général par oui ou par non; Cléret s'exprima avec une telle véhémence que le président Aubert dut le rappeler à l'ordre; Cléret, d'ailleurs désavoué par ses collègues, s'excusa !

Cependant l'agitation grandissait; la Place royale, le péristyle de l'hôtel de ville étaient envahis par une foule de gens en effervescence. Au milieu de ce vacarme, sans cesse interrompu par des députations qui l'insultaient, le Conseil général délibéra sur la pétition des citoyens actifs et fixa l'assemblée des sections au jeudi 15 avril (1).

Malgré cette décision et malgré l'ordre de dissoudre l'assemblée des citoyens, celle-ci, « composée d'un très grand nombre de personnes de l'un et l'autre sexe, de soldats, d'enfants, de domestiques », refusa d'obéir aux exhortations de son président : J.-B. Genaudet, avocat et clubiste, et ne se sépara qu'à onze heures du soir, peut-être sous la crainte des régiments de ligne qu'on avait alertés (2).

Dans cette journée houleuse, quelle fut la part de Mollevaut ? Il n'est guère possible de le dire; en tous les cas, en constatant que la plupart des chefs des délégations étaient des clubistes, parents ou amis d'Etienne, que le

(1) A cette réunion, les sections demandèrent pourquoi l'on avait distribué des cartouches au régiment suisse et pourquoi on avait ordonné aux deux autres régiments le 13, à onze heures du soir, de se tenir prêts à prendre les armes, « ce qui a été fait, puisque les soldats sont restés habillés et bottés sur leur lit » (AM, K1, 1790, élections de mars).

(2) Genaudet (Jean-Baptiste), avocat, fut officier municipal en 1790 dans la municipalité Mollevaut, puis en 1792 dans la municipalité Lallemand; administrateur du district en l'an III, il entra au directoire le 26 floréal an III (15 mai 1795). Administrateur municipal en l'an IV il présida la municipalité, mais démissionna en mars 1797.

Enfin, en l'an VIII, il était juge au tribunal civil de la Meurthe. Aux Archives nationales (DXXIX M 59), on trouve un rapport de GENAUDET sur les journées relatives à la Coalition.

motif de cette agitation était l'arrêté de Conteaux, neveu de notre personnage, il est permis de croire que ce dernier ne resta pas étranger à cette effervescence populaire; cette journée du 13 avril fut une vraie journée révolutionnaire, comme on n'en avait point encore vu à Nancy : elle marquait un progrès du parti démocratique contre l'esprit rétrograde qui animait la municipalité, et Mollevaut, présent aux séances qui se tinrent le matin et l'après-midi du 13, dut en être satisfait.

Emu par l'agitation qui régnait dans la cité, le Conseil, sur le vœu de la Garde citoyenne exprimé par Bassompierre, adopta la date du 19 pour la Coalition.

La morale de cette histoire est donnée par GUILBERT (1) : « La garde citoyenne eut des torts; la municipalité, pas assez de courage; elle céda après avoir refusé sur de pitoyables motifs. Elle ne veut pas que la Coalition ait lieu au jour indiqué par la garde, faute de vivres, et elle l'autorise deux jours après, sans avoir reçu aucun convoi. La vérité est qu'elle avait de l'humeur que la convocation ait été faite sans son attache; elle avait raison, mais il ne fallait pas céder si rapidement. C'est faiblesse! »

La Coalition eut lieu le 19 sur la Butte Sainte-Geneviève; dès le 18 étaient arrivées des délégations des départements voisins et les gardes citoyennes du département. La fête fut célébrée au milieu d'un grand enthousiasme, après une messe solennelle dite par l'abbé Anthoine (2). Nous ne savons quelle part y prit Mollevaut. Le club en tous cas y resta étranger. La Vallée, président des Amis de la Constitution, écrivit cependant une pièce intitulée « Le Serment civique ou les Lorrains patriotes », qu'il donna en représentation le soir du 19 (3).

Cette Coalition eut de grandes conséquences :

(1) Grand Séminaire de Nancy : Recueil manuscrit de GUILBERT; annotations sur la *Relation exacte et impartiale...* de Léonard.

(2) Anthoine (François-Pascal-Marc), né le 11 mars 1732 à Nancy d'une famille de magistrats. Chanoine de la Primatiale en 1753, puis grand-chantre de l'église cathédrale.

(3) Voir aux AN, (DXXIX M 59) un compte rendu de la fête.

d'abord, c'était la première manifestation solennelle de l'attachement de Nancy aux idées révolutionnaires; de plus, c'était le début de cette agitation populaire dont l'épilogue devait être la malheureuse affaire de Nancy : à dater du 19, les passions sont déchaînées; la garde nationale, si unie jusque là, va s'user en discussions orageuses, les haines de classe vont s'aviver; enfin le parti avancé de Nancy, celui qui tire son inspiration du club et sa force de la garde, contracte une alliance étroite avec les soldats de la garnison que leurs officiers s'amusaient sottement à exaspérer. La municipalité elle-même constatant la force du club, qui se réclame sans cesse de l'Assemblée nationale, tend à se rapprocher des Jacobins nancéiens.

Quelques mois après, le 22 juin, l'abbé de Dombasle démissionnait de sa place d'officier municipal; le 26, le Corps municipal décida donc d'inviter M. Mollevaut, premier notable, à le remplacer (1); mais le 28 juin, Etienne, qui venait d'être nommé administrateur du département, adressait la lettre suivante à la municipalité (2) :

« Nommé à l'administration du département, je ne puis me charger des fonctions municipales. Je vous prie, Messieurs, d'inviter un autre de Messieurs les notables à réparer la perte que vous venez de faire. Si les circonstances m'eussent permis de me réunir à vous, Messieurs, la vue continuelle de vos exemples et une connaissance particulière de vos talents et de vos vertus m'eussent beaucoup indemnisé des peines inséparables d'un zèle vif et désintéressé tel que celui qui m'animerait constamment et ne cessera de me diriger pour le bien public... »

L'année 1790 devait en effet apporter nombre d'honneurs à Mollevaut et, après son passage à l'Hôtel de Ville, il entra à l'assemblée départementale.

(1) Le corps municipal ne s'était résigné à appeler Mollevaut qu'après avoir tenté de faire revenir l'abbé Dombasle sur sa démission; et l'intervalle de quatre jours marque suffisamment la répugnance que les officiers municipaux mettaient à s'adjoindre Etienne.

(2) AM, D 1 : registre de délibérations, 30 juin 1790, matin; d'ailleurs à partir du 14 avril, Mollevaut n'avait plus assisté régulièrement aux séances du Conseil général.

C'est le 22 décembre 1789 que l'Assemblée nationale décida de diviser la France en départements; le 27 janvier 1790, elle décrétait, sur l'avis du Comité de Constitution, que le département de Lorraine (1) serait divisé en 9 districts : Nancy, Lunéville, Blâmont, Sarrebourg, Vic, Dieuze, Pont-à-Mousson, Toul et Vézelize. Nancy serait le chef-lieu du département, mais provisoirement, elle alternerait avec Lunéville.

L'administration du département devait se composer de 36 membres, choisis parmi les citoyens éligibles de tous les districts, de façon qu'il y en eût au moins deux par district; sur la proposition d'un électeur, l'assemblée électorale de Nancy décida qu'on prendrait trois membres par district, au total 27; quant aux 9 qui resteraient à nommer, on les choisirait dans la généralité du département. Les membres de l'administration départementale étaient élus par une élection à deux degrés : les citoyens actifs réunis en assemblées primaires nommaient des électeurs à raison de 1 par 100 citoyens actifs, présents ou non à l'assemblée de vote; pour être électeur, il fallait payer une contribution égale à la valeur de dix journées de travail; les électeurs ainsi nommés par toutes les assemblées primaires du département devaient se réunir au chef-lieu pour choisir les 36 départementaux au scrutin de liste double; et n'étaient éligibles que les gens remplissant les conditions d'électeur. Enfin, en plus des trente-six membres, les électeurs choisissaient au scrutin individuel, un procureur général syndic.

L'assemblée départementale, une fois constituée, se divisait en deux corps : 1) le Directoire du département, composé de huit membres, présidé par le président de l'assemblée ou, en son absence, par un vice-président élu par les directeurs; 2) le Conseil général, assemblée de contrôle qui ne devait se réunir que par intervalles (2).

Avant de procéder aux élections, il fallait organiser

(1) C'est là la première dénomination donnée à la Meurthe future : voir à ce sujet une pièce aux AM, AA22.

(2) En somme, cette organisation était calquée sur celle des Assemblées provinciales; le Directoire ressemblait beaucoup à la Commission intermédiaire.

le département; pour ce travail préparatoire et pour trancher les difficultés éventuelles, le Roi nomma Commissaires l'abbé de Dombasle, chanoine de la Primatiale, M. Gouvion, commandant la garde nationale de Toul et M. Jadelot, professeur à l'Université de Nancy; ils se mirent aussitôt au travail : les principales contestations portèrent sur l'établissement des listes de citoyens actifs. Cependant, le 1^{er} mai 1790, tout était terminé (1), et tout en donnant des conseils aux citoyens actifs pour qu'ils désignassent de bons électeurs, les trois Commissaires convoquèrent les assemblées primaires aux endroits fixés (2). Nancy devait avoir 9 assemblées primaires : 8 pour la ville (autant de sections) et 1 pour les campagnes; elles se tinrent du 10 au 13 mai et nommèrent en tout 30 électeurs; tout se passa dans le plus grand calme. La première section, réunie le 10 mai dans une salle des RR. PP. Cordeliers, après avoir, suivant le cérémonial d'usage, constitué un bureau provisoire, élu son bureau définitif; président et secrétaire prêtèrent le serment que les membres de l'assemblée répétèrent à leur tour; le lendemain 11 mai, on vota; sur 407 citoyens actifs que comptait la section, il n'y eut que 84 votants; néanmoins, l'assemblée nomma ses quatre électeurs : Etienne Mollevaut eut la troisième place par 54 voix; deux de ses amis clubistes, Colin et Coliny, triomphèrent avec lui.

Partout les abstentions furent aussi nombreuses (3) et GUILBERT s'en plaint (4) : « Les gens en place, la

(1) Les Commissaires furent assez critiqués; GUILBERT déclare qu'ils « ont déplu par leur partialité aristocratique ou démocratique ».

(2) Les citoyens actifs de Nancy, Lunéville, Toul et Pont-à-Mousson, pour le 10 mai; ceux des autres villes et communautés pour le 14.

(3) Le 1^{er} avril, un décret signé du Roi portait que les citoyens dont le revenu était supérieur à 400 livres et qui étaient astreints à la contribution patriotique, seraient tenus de présenter, pour pouvoir voter, un extrait de leur déclaration pour cette contribution; les autres, ayant un revenu inférieur et ne payant pas la contribution susdite, n'auraient rien à fournir en plus d'un extrait de leur cote d'imposition. Malgré plusieurs placards de la Municipalité, ce décret fut encore mal compris et beaucoup de citoyens s'abstinrent de venir voter: sur 3.033 citoyens actifs que comptaient les 8 sections de Nancy, 850 à 900 seulement se présentèrent aux urnes.

(4) SAL, recueil 3 de la Révolution, f^o 15.

noblesse, le clergé et le haut-tiers n'ont pas voulu réfléchir sur les conséquences des élections à faire; je n'y comprends rien. Qu'est-il arrivé ? Qu'à Nancy, le choix des électeurs a été presque généralement pitoyable et que nous avons eu la douleur de voir choisir des gens diffamés et dangereux... Voilà les suites fâcheuses de la division de la cité en aristocrates et démocrates... »

Le 26 mai 1790, les électeurs se réunirent à l'hôtel de ville pour procéder à l'élection des membres de l'administration départementale; mais, en raison des opérations préliminaires et des discussions, ce ne fut que le 30 que l'on nomma le procureur général syndic : Le Lorrain, avocat (1), procureur de la commune de Pont-à-Mousson, fut élu par 268 voix sur 472 votants.

Dès lors, les scrutins se poursuivirent, souvent sans résultats. Pendant ce temps, l'assemblée électorale avait chargé quelques-uns de ses membres de rédiger une adresse à l'Assemblée nationale et une autre au Roi. Mollevaut, membre de la Commission, procéda lui-même à la rédaction de la première : en assurant les Constituants « d'une adhésion parfaite à leurs décrets », il célébrait avec enthousiasme cet heureux temps où l'on voyait « renaître enfin la grandeur de l'homme, la dignité du citoyen, l'âme du Français » (2).

Cependant, les opérations électorales se prolongeaient au grand déplaisir des gens de la campagne retenus si longtemps à Nancy; on accéléra le vote en disposant trois urnes sur le bureau; mais ce ne fut que le 6 juin que se termina le choix des 27 administrateurs pris dans les 9 districts; il restait à en choisir 9 dans la généralité du département : Etienne Mollevaut fut un des élus, avec 289 voix sur 478 votants.

On eut fini le 10 juin; ce même jour, les Commissaires du Roi adressaient une lettre à La Tour du

(1) Le Lorrain, d'une famille de professeurs de l'Université de Pont-à-Mousson, deviendra par la suite juge au tribunal d'appel, puis président de la cour d'appel de Nancy.

(2) Cf. PFISTER, *Les assemblées électorales de la Meurthe*, pages 57-58.

Pin (1), où ils disaient notamment : « C'est avec la plus vive satisfaction que nous vous assurons, M. le Comte, que tout s'est passé dans cette assemblée avec le plus grand ordre et la plus grande décision et qu'en général le département aura lieu d'être satisfait des choix qui y ont été faits ». En réalité, les Commissaires travestissaient un peu la vérité, car GUILBERT écrivait à son ami Verdet en date du 18 juin 1790 : « Nous venons de nommer nos 36 départementaires, ainsi que son procureur syndic (sic) et tous les officiers du district; nous étions pour les premiers environ 330 électeurs et 92 pour les autres. Je me suis malheureusement trouvé seul en soutane violette dans ces orageuses assemblées composées pour près des deux tiers des gens de campagne; ils avaient pris en grippe mon violet sans savoir pourquoi et m'appelaient hautement aristocrate à tout hasard; c'est aujourd'hui la plus grave injure; les autres ecclésiastiques n'y étaient pas en faveur jusque là que pour en mettre un au département (sic); ceux qui le désiraient ont été forcés de taire ses qualités sur leurs billets et aux électeurs villageois : on y avait mis ces deux seuls mots : Châtelain, électeur; ce digne ecclésiastique d'un mérite distingué, excellent ouvrier et chanoine de la collégiale de Saint-Gengoult à Toul » (2).

GUILBERT au reste n'était guère satisfait du choix des électeurs : « Cette compagnie, dit-il, en parlant de l'administration départementale, est l'enfant de la cabale la plus vive : aussi Dieu sait comme elle est composée. »

Ce qui est remarquable, tout au moins, c'est encore

(1) AD, L 143.

(2) Ces paroles de GUILBERT répondent à un fait certain : le clergé, si puissant au début de la Révolution, si fort encore au commencement de 1790, avait peu à peu perdu la sympathie du peuple peut-être à cause de l'hostilité de son évêque, de la Fare, au progrès des idées révolutionnaires. Cela n'empêchait point Guilbert de rester un fervent ami de la Révolution. Le 4 juillet 1790, il écrivait à propos de la prochaine fête de la Fédération : « Ce sera dans mon idée un spectacle bien imposant et qui convertira, j'espère, le peu d'incrédules qui reste encore. Ce jour mémorable sera le tombeau de l'aristocratie, de ce monstre infernal dont la destruction vous a coûté de si pénibles travaux; nous ne serons plus qu'une seule et même famille; plus d'aîné, tous égaux en droit, on ne sera plus divisé par de frivoles distinctions : nous nous secourerons en bons frères et il n'y aura plus de malheureux dans aucun Etat ».

et toujours cette prédominance des gens de robe, de ces avocats, procureurs ou conseillers au bailliage, qui sur 36 places en enlevaient plus de 20, dont 12 étaient dévolues à des avocats : c'est donc « toujours cette bourgeoisie de robe... qui continue à avoir la confiance des habitants des campagnes aussi bien que des villes » (1).

Le 28 juillet, quelques jours après la fête enthousiaste de l'anniversaire de la prise de la Bastille, l'assemblée des membres composant le département de la Meurthe se réunissait à l'ancien hôtel de l'Intendance (2); après avoir assisté à une messe du Saint-Esprit, célébrée à la Cathédrale par un de leur collègues, M. Chatelin, les 36 administrateurs et le procureur général syndic procédèrent à l'élection de leur président qui fut M. Collenel, président à mortier du Parlement (3), puis à celle des 8 membres du Directoire : Mollevaut fut appelé à une de ces 8 places.

Ici encore s'affirmait la prépondérance des hommes de loi qui recevaient 7 sièges sur 9. Telle allait être, sans de grands changements, la composition du Directoire jusqu'à la fin de 1791 : dans l'ensemble, il était formé d'hommes craintifs et d'esprit réactionnaire; Collenel, président du Directoire et de l'Administration, avait la timidité du vieillard et le cœur de l'aristocrate profondément attaché à l'ancien régime. Fisson du Montet (4) qui sera élu vice-président le 2 août, n'était pas plus enthousiasmé du nouvel ordre de choses; seuls, Mollevaut, Grandjean, Foissac étaient attachés aux conquêtes de la Révolution; à côté d'eux, Le Lorrain

(1) POULET, *L'administration centrale de la Meurthe* (Révolution française, tome 51, page 444.

(2) Place Stanislas : Grand Hôtel actuel.

(3) Collenel (Jean-Baptiste-Charles), avocat, occupa pendant 17 ans les fonctions d'avocat général, puis devint en 1786 président à mortier; président du Directoire du département, il émigra après Varennes; plus tard, Collenel sera nommé chef du personnel au ministère de la justice, grâce à l'appui de son ami Régnier, à ce moment grand juge.

(4) Fisson (Jean-Charles-Ferdinand de), né à Nancy en 1748, fut successivement conseiller à la Cour souveraine (1771), syndic de la noblesse à l'Assemblée provinciale de 1787; président à mortier (1788); émigré pendant la Terreur, il se retira à Vienne.

se montrera également zélé défenseur du nouveau régime (1).

Vers la même époque, se formèrent aussi les administrations de district; c'est le 11 juin que les électeurs du district de Nancy se réunirent pour élire leurs administrateurs; Mollevaut faillit présider l'assemblée électorale, mais Henry le jeune, son concurrent, obtint la place par priorité d'âge.

Le Directoire du Département entra en fonctions dès le 29 juillet (2); après avoir décidé que son sceau porterait « Trois fleurs de lys entourées d'une couronne de feuilles de chêne avec ces mots en légende : Département de la Meurthe », il reçut les hommages de la garde nationale représentée par Jobart qui lui offrit une sentinelle d'honneur devant l'Hôtel de Ville. Cinq jours auparavant, la municipalité avait remis à l'administration du département la bannière portée à la Fête de la Fédération et Saladin, officier municipal, et Collenel, au nom du département, avaient fait assaut de compliments.

Après ces échanges de congratulations, le Directoire s'organisa : Mollevaut fut un des membres les plus assidus jusqu'à l'affaire de Nancy; durant le mois de septembre 1790, son nom paraît plus rarement au bas des procès-verbaux, mais à partir du 24, il assiste de nouveau à toutes les séances.

Il est difficile de dégager son action personnelle du texte des procès-verbaux des séances; néanmoins nous

(1) L'élection de Le Lorrain déplut aux modérés et le Commandant de la province, de Noue, lui aurait bien préféré le bâtonnier Henry et surtout M. de Collenel; il faut reconnaître que Le Lorrain remplit fort bien sa tâche.

(2) C'était en pleine période de nervosité : des bruits circulaient, pareils à ceux qui avaient secoué la France entière lors de la Grand'Peur; « La municipalité de Vézelize, écrivait GUILBERT le 22 juillet 1790, répand l'alarme que 5.000 hommes se répandent dans les campagnes pour faucher les blés; les troupes sont alertées, mais bientôt on apprend que c'est une fausse nouvelle. Des châteaux sont pillés; ceux de nos citadins qui ont des demeures à la campagne y volent pour les défendre. Nancy sera bientôt désert; il ne nous restera que les femmes retenues par la peur. Quand donc l'union et la concorde jurée si solennellement, si universellement nous ramèneront-elles la paix et la tranquillité ? N'aurons-nous donc plus de beaux jours ? »

constatons qu'il jouit de l'estime de ses collègues; le 2 août, le Directoire décidait d'envoyer une adresse aux municipalités du département afin de faire appel à leur bonne volonté pour le maintien de l'ordre et le respect des lois : ce fut à Mollevaut qu'il confia la tâche de la rédiger, de concert avec Foissac. Lorsque le Directoire qui siégeait toujours à l'ancien Hôtel de l'Intendance, se divisa en bureaux sur le rapport de deux de ses membres, afin d'accélérer le travail, il confia le rôle de rapporteur de la 7^e division à Etienne Mollevaut : les affaires qui le concernaient se rapportaient aux bâtiments nationaux, à la liquidation des dîmes inféodées, au casernement et au logement des troupes; toute pièce se rattachant à un de ces objets devait être recensée au greffe, puis remise au rapporteur qui faisait son enquête et la soumettait ensuite au Directoire; ce ne fut pas certes le 7^e bureau qui eut le plus de travail; ce qui, en effet, occupa surtout le Directoire, ce fut la quantité de lettres patentes ou de proclamations royales sur des décrets de l'Assemblée qui avait la lourde tâche de construire le nouvel édifice. Cependant Etienne Mollevaut eut à faire d'assez nombreux rapports sur des mesures relatives au passage et à la nourriture des troupes.

Ce fut encore lui que l'on désigna avec deux autres directeurs pour faire partie du Comité provisoire chargé de connaître du Contentieux des affaires confiées auparavant aux Commissaires départis, en attendant la mise en activité des juges de district.

Enfin, lors de la session de novembre du Conseil général, Mollevaut fut chargé avec 7 de ses collègues de constituer le troisième bureau et de rapporter les affaires concernant les matières dont il s'était déjà occupé depuis la création du Directoire.

Mais, à côté de ces questions administratives au service desquelles Mollevaut mit son intelligence, le Directoire eut à faire face au terrible événement connu sous le nom de l'affaire de Nancy : Mollevaut y fut étroitement mêlé et non seulement comme membre du Directoire du département; il nous faut dégager ainsi

l'attitude qu'il eut dans cette affaire et pour cela, rapporter l'essentiel de ce triste événement.

En cette année 1790, l'armée était dans tout le pays en proie à un grand malaise : détestée des amis de la Révolution, elle n'était pas non plus très bien vue de l'Assemblée nationale; composées d'étrangers, commandées par des aristocrates, les troupes consentiraient-elles à se battre pour la Révolution contre les souverains hostiles ?

Ces mauvaises dispositions de l'Assemblée pour l'armée hâtèrent sa décomposition : déjà les principes révolutionnaires pénétraient dans les rangs des soldats qui demandaient une discipline moins sévère, une solde plus élevée et surtout une comptabilité plus régulière de leur « masse ». Or les officiers, la plupart fils de famille, aristocrates endurcis déclamant tout haut contre la Révolution, traitaient leurs soldats avec la même rigueur qu'auparavant, et recherchaient la sympathie des défenseurs de l'ancien ordre de choses : officiers municipaux, députés modérés. Et cela amenait les soldats, tout naturellement, à se rapprocher des gardes citoyens, et, par contre-coup, des clubs où ceux-ci avaient entrée libre. Ainsi se formaient deux camps adverses prêts aux conflits; la brutalité des officiers qui distribuaient force cartouches jaunes, l'encouragement du bas-peuple et des révolutionnaires ardents les précipitèrent. Et les diverses villes de France eurent des mutineries militaires.

Mais, à coup sûr, la plus sanglante fut celle de Nancy.

Notre ville possédait 3 régiments qu'elle aimait toujours et qu'elle s'était efforcée de conserver : c'était le régiment d'Infanterie du Roi (caserne Sainte-Catherine), celui de Lullin de Châteauvieux (quartier des Suisses, aujourd'hui gendarmerie nationale), et celui de Mestre de camp général Cavalerie (caserne Saint-Jean). Là comme ailleurs, la Révolution avait fait naître des espérances chez le soldat, peut-être même plus qu'ailleurs, car Châteauvieux et Mestre de Camp avaient assisté à Paris aux premiers événements de la Révolution.

Pourtant ce n'est pas chez eux que devaient naître les premiers symptômes d'agitation, puisque dès le mois d'août 1789, parmi les soldats du Régiment du Roi, GUILBERT signalait à son ami Verdet « des mouvements fâcheux » (1).

Ce ne fut cependant qu'au début de 1790 qu'éclata le premier grave incident; mais la situation empira bien vite : c'est que les soldats parlaient davantage politique, les officiers se montraient plus hautains, se targuaient tout haut d'être aristocrates, ridiculisaient l'Assemblée et l'uniforme des braves gardes citoyens; à la Coalition du 19 avril, ils manifestèrent sottement leur hostilité aux principes nouveaux, alors que cette cérémonie marquait, nous l'avons vu, l'alliance plus étroite des troupes de ligne et du peuple. Et les différences de sentiments s'accusèrent désormais chaque jour davantage : la discipline évidemment en pâtit (2). Les officiers voulurent alors briser l'union conclue entre les soldats et les gardes : ils imaginèrent des expédients plus ou moins grossiers, comme ce bretailleur de premier ordre, nommé Rousière, qu'ils poussaient à provoquer, sous l'uniforme de soldat, les gardes citoyens, et, sous celui de garde, ses camarades de la ligne; stratagème ridicule qui se retourna contre eux (3).

Exaspérés, les soldats du régiment du Roi créèrent alors un Comité des amis de la Paix et de la Constitution,

(1) Lettres de GUILBERT à Verdet, 31 août 1789; déjà le 21 août, Guilbert disait : « Les soldats décidaient de ne plus se soumettre à l'appel qui se fait à 4 heures, et que les officiers avaient cru devoir ajouter à l'ordonnance militaire. Le 18 [août], tous les soldats sont sortis de la ville sans trouble et ne sont rentrés que pour le dernier appel. *Les officiers ont été assez intelligents pour régler le différend avec leurs hommes* ».

(2) Cette opposition entre officiers et soldats était aggravée par les commentaires de la presse; ainsi, le 14 juillet 1790, les soldats du régiment du Roi avaient envoyé du pain aux pauvres de Nancy; les officiers, de leur côté avaient fait don d'une certaine somme d'argent, et la municipalité avait remercié ces derniers. Aussitôt, l'organe clubiste (*Journal de la Meurthe*, 22 juillet 1790), imprimait : « Nous présumons que MM. les soldats auront aussi part à l'expression de la reconnaissance publique; ils ont offert le denier de la veuve et il n'a pas moins d'éclat que l'or des Miltiades... »

(3) Annotations de GUILBERT sur la *Relation...* de Léonard (page 8) Guilbert ajoute que les soldats chassèrent le coupable du corps et le promenèrent en ville avec, sur un écriteau, ce mot : « Iscariote ! »

à la tête duquel étaient des « gens instruits », dit GUILBERT; « ces messieurs politiquent et traitent de leurs affaires; ils y établissent que tous les trois ans, on leur doit un habit neuf qu'ils n'ont reçu que tous les quatre, une paire de culottes chacun an qu'ils n'ont eu (sic) que tous les dix-huit mois » (1).

Au vrai, le but de ce Comité (2) était le commentaire des papiers publics; de là à parler d'affaires militaires, de la discipline, il n'y avait qu'un pas et ce pas fut franchi. Les officiers voulurent alors détruire ce Comité, et, sur leurs conseils, des soldats dociles crièrent dans le quartier : « Point de Comité ! Nous ne voulons être gouvernés que par nos officiers ! » : le club fut déclaré dissous. Mais le lendemain, 20 juillet, querelle à ce sujet dans un cabaret entre deux membres du Comité et neuf autres soldats; l'inégalité du nombre indique assez les agresseurs; les provocateurs furent arrêtés par les grenadiers qui accoururent au secours de leurs deux camarades, mais les officiers refusèrent de les punir.

Cette fois les soldats se fâchèrent, d'autant mieux qu'à ce mécontentement s'ajoutait la surexcitation consécutive à ces mystérieux mouvements de la Grand'-Peur, qui avaient secoué toute la France et se prolongeaient en Lorraine (3).

Alors, de Noue (4), commandait en troisième la province, intervint; esprit craintif et prédisposé à l'exagération, il pria le Corps municipal de concourir au maintien de l'ordre; les soldats se calmèrent, sur le conseil des édiles (5).

(1) Lettre à Verdet : 22 juillet 1790.

(2) Cf. le rapport de Duveyrier et Cahier sur l'affaire de Nancy (BM, n° 1076 et n° 1077 du catalogue FAVIER).

(3) Voir note, page 94.

(4) Anne-Armand Bidal de la Granche, comte de Noue de Malmaison, né à Villers-en-Prayère (Aisne), le 2 juin 1733, officier depuis son entrée en service au Régiment du Roi.

(5) Saladin, Malglaive et Mourot, envoyés par le Corps municipal, s'étaient rendus au quartier, et le premier, « avec cette éloquence qui lui est familière », réussit à calmer les esprits; le lendemain, de Noue réclamait encore des mesures; les mêmes délégués, accompagnés de Jobart, André et Gœury, de la Garde nationale, retournaient à la caserne du Régiment du Roi; tout était calme. Mais de Noue insistait à nouveau; la municipalité, cette fois, lui opposa une fin de non-recevoir.

Mais les officiers ne perdaient aucune occasion de se débarrasser des soldats d'opinion avancée : cartouches jaunes (1), congés en masse, etc...

Le 1^{er} août, nouvel incident à la Porte Royale : le brigadier Bourguignon, un des meneurs du Comité, étant puni de prison, ses camarades s'opposent à son incarcération : de Noue interdit le service à la compagnie, puis à tout le régiment ; mais celui-ci s'assemble en armes ; de Noue réclame le secours de la municipalité et le concours de la garde pour monter la faction à la place des grenadiers ; le corps municipal refuse, demande même à de Noue de lever l'interdiction ; le Commandant cède et tout rentre dans l'ordre.

Sur ces entrefaites, à l'exemple de leurs camarades d'autres régions de France, les soldats réclamèrent le règlement de leurs comptes ; chaque régiment avait une « masse », formée du prélèvement quotidien fait sur la solde de chaque militaire pour suppléer à l'insuffisance des allocations de l'Etat, tant au point de vue de la nourriture que de l'habillement ; or cette masse, placée dans une caisse surveillée par le Conseil d'administration du corps était bien mal gérée ; depuis longtemps, les soldats accusaient leurs officiers d'indélicatesse ; ce qui est certain, c'est que ces derniers, « très négligents, très distraits, ennemis des écritures, nullement calculateurs » (2), ne tenaient plus aucune comptabilité. Les réclamations des soldats étaient donc justes, selon l'expression même de Bouillé.

Aussi l'Assemblée nationale, sur un alarmant discours de La Tour du Pin et sur le rapport d'Emery, prit un décret, tant pour corriger l'abus des cartouches jaunes de la part des officiers que pour obliger ceux-ci à régler leurs comptes ; des officiers généraux iraient sur place vérifier l'état des masses (3).

(1) Mauvaises notes des officiers, qui empêchaient les soldats de trouver facilement de l'embauche à leur libération.

(2) MICHELET : *Histoire de la Révolution*, éd. Rouff, page 295.

(3) « L'exécution (de ce décret), dit Lafayette dans une lettre à Bouillé (8 août 1790), doit être entière et nerveuse ».

Le décret du 6 août ne parvint à Nancy que le 11 ; dans cet intervalle, le régiment du Roi avait exigé ses comptes, consigné ses officiers au quartier et arrêté le trésorier ; de Noue sollicita l'appui du Directoire, installé depuis peu, qui s'informa près de la municipalité, responsable de l'ordre ; celle-ci, sur le rapport de Saladin, envoyé à la caserne, déclara que tout se calmait ; le trésorier fut remis en liberté, moyennant le paiement aux soldats d'une somme de 150.000 livres : ce fut là une faute grave, car ces 150.000 livres furent dépensées en orgies, de concert avec la lie de la population ; et les deux autres régiments, alléchés, cherchèrent à bénéficier aussi de versements identiques : dès le 10 en effet, Châteaueux délégua deux de ses hommes, Delisle et Emery, pour transmettre ses doléances à ses officiers ; mais le 11, les deux Suisses furent passés aux courroies en public, sur la terrasse de la Pépinière ; « Ce coup de rigueur a été généralement désapprouvé... et a, je crois, empiré le mal » (1). Ce fut en effet le signal d'une prodigieuse fermentation : de la boue, des pierres furent lancées sur les officiers par une foule en colère, composée d'hommes, de femmes et d'enfants. De Noue réclama les secours du département et de l'Hôtel de Ville, mais en vain : les deux Suisses furent libérés par la foule.

Afin de ramener le calme, la Municipalité décida de faire proclamer le décret du 6 à la tête des troupes ; celles-ci et la garde furent rassemblées le matin du 12 août à différents emplacements (2). Mais les soldats étaient surexcités : ils réclamèrent des excuses de de Noue qui avait traité leur attitude de « brigandage » ; la Municipalité, inquiète, pria le Directoire de venir l'assister, et celui-ci, au complet, — avec par conséquent Mollevaut — se rendit à la cérémonie ; sur les instances des deux corps, de Noue à qui la troupe reprochait véhémentement son langage, fit des excuses publiques ; puis la proclamation du décret eut lieu ; mais aussitôt

(1) GUILBERT : Annotations sur la *Relation* de Léonard, page 16.

(2) Régiment du Roi : place Royale, régiment de Châteaueux : Pépinière ; Mestre de Camp : rue de l'Esplanade ; bataillons de la garde : rue des Doms et rue de la Congrégation.

après, les deux Suisses que leurs camarades avaient eu soin de mettre au premier rang des troupes, furent promenés en triomphe dans la ville entière; tout le jour et même la nuit se passèrent en une cavalcade effrénée.

Le décret du 6 n'avait donc produit aucun effet : le 13, les Suisses réclamèrent leurs comptes et consignèrent leurs officiers de qui ils obtinrent 27.000 livres; le lendemain, le régiment du Roi enleva sa caisse et la déposa intacte, il est vrai, chez le major.

Cette fois, les autorités nancéiennes s'effrayèrent; Directoire et Corps municipal s'adressèrent à l'Assemblée; de Noue et les militaires écrivirent à leur ministre; tous poussèrent le tableau au noir. Pendant ce temps, Mestre de Camp réclamait et obtenait à son tour de l'argent.

Sous l'effet des lettres parvenues de Nancy, l'Assemblée nationale s'émut (1); poussée par La Tour du Pin, La Fayette et les autres, elle rendit alors le décret du 16 août : emploi de la force armée sous les ordres de Bouillé, ordre de casser et de licencier les régiments de Nancy si les rebelles ne se soumettaient pas; dès le lendemain 17, huit soldats députés à l'Assemblée nationale par le régiment du Roi étaient arrêtés par ordre du ministre (2).

A ce moment, la garde nationale prit franchement parti pour les soldats : le 18, les deux Suisses condamnés furent placés, sous l'uniforme de garde citoyen, comme sentinelles à l'Hôtel de Ville : Jobart, commandant en

(1) A la séance du 16 août, présidée par Dupont de Nemours, Régnier, député de Nancy, déclare : « La députation de Nancy vient de recevoir des lettres de la municipalité qui l'informent des dangers que court la ville par suite de l'insubordination des régiments du Roi, infanterie, Mestre de camp, cavalerie, Châteaueux Suisse. Les officiers municipaux craignent le sac et le pillage. Nancy se met sous la protection et l'autorité de l'Assemblée nationale. Je demande en conséquence que les Comités des rapports militaires et des recherches soient convoqués à l'instant pour rendre compte de cette malheureuse affaire dans le cours de la séance ». Prugnon, collègue de Régnier, ajouta : « Chaque heure est un siècle dans ces tristes circonstances qui affligent la ville de Nancy. Je demande la plus grande célérité et que l'Assemblée prononce sans désemparer » (*Archives parlementaires*, tome 18, page 90).

(2) *Archives parlementaires*, tome 18, page 138 : lettre du ministre de la guerre au président de l'Assemblée.

second, les avait acceptés dans le corps sur le vœu des compagnies (1).

C'est le lendemain, 19 août, que le décret du 16 parvint à Nancy; il fut imprimé et de nombreux exemplaires furent distribués dans les casernes, mais les autorités militaires et civiles réunies renoncèrent à le publier officiellement ou à le proclamer à la tête des troupes, de sorte que beaucoup de gens en ignorèrent les termes exacts : des bruits se glissèrent dans la foule, avec cette déformation habituelle qui atteint toute nouvelle transmission de bouche à bouche.

Le 20, au matin, la municipalité apprit alors la détention des 8 soldats députés à Paris; afin d'atténuer l'effet qu'immanquablement produirait une telle nouvelle, le corps municipal pria la garde d'en avertir elle-même la garnison et de s'engager vis-à-vis du régiment du Roi à aller solliciter de l'Assemblée la libération des 8 prisonniers (2), à condition que la garnison rentrât dans l'ordre.

Cette médiation porta ses fruits : le même jour, les trois régiments firent acte de repentir officiel et tout se calma (3). Le 21, deux des huit soldats arrêtés à Paris arrivèrent à Nancy avec Pescheloche, capitaine de la

(1) Le 19 août, Jobart, appelé par la municipalité, lui déclara qu'il avait été forcé d'admettre les deux Suisses dans la garde nationale. lieutenant; celui-ci, interrogé, répondit qu'il avait dû accepter les deux hommes, fut à son tour convoqué; mais absent, il fut remplacé par son lieutenant; celui-ci, interrogé, répondit qu'il avait dû accepter les deux anciens soldats sur la demande formelle des gardes de la compagnie.

(2) La députation de la garde partit donc à Paris; elle devait primitivement se composer de Dominique-Fidel Jadelot, avocat au Parlement, « beau-père du modéré Duquesnoy », dit GUILBERT, et de Blaise, « le médecin pacifique cousin de Salle »; mais en définitive, ce furent André Thomassin, avocat, notable, membre de la garde et du club et Henry, homme de loi, qui partirent à Paris; d'après GUILBERT, ils étaient soupçonnés d'être, dès le 24, des instigateurs. Arrivés à Paris, ils furent entendus à la barre de l'Assemblée le 31 août sur les instances de Robespierre et de Salle. A ce moment même commençait à Nancy la fameuse journée. Le Directoire du département, tout en félicitant la garde de son dévouement refusa de participer aux frais de la députation envoyée à Paris.

(3) Les autorités ne crurent pas à la sincérité de cette soumission; il semble cependant que, sans l'arrivée de Malseigne, l'affaire se fût terminée.

garde nationale de Paris, et annoncèrent les dispositions de l'Assemblée.

Trois jours après, se présentait M. de Malseigne, maréchal de camp, dont la mission était de vérifier les comptes des trois régiments : le vœu des soldats allait donc se réaliser; mais ce fut précisément cet événement destiné à les satisfaire qui fut la cause d'une nouvelle agitation. C'est que Malseigne, ainsi que le dit GUILBERT, était « un bon officier, honnête homme, mais peu apte pour une commission aussi délicate; il ne l'a que trop prouvé » (1).

Dès l'après-midi du 24, Malseigne alla aux Suisses, leur accorda plusieurs articles de leurs réclamations, mais il y en avait un « qu'il ne se croyait pas en droit de juger, parce qu'il ne regardait pas le régiment de Châteaueux seul, mais encore tous les régiments suisses » (2). Malseigne, pour calmer les murmures qui s'élevaient, proposa aux soldats d'écrire au Comité militaire ou de rédiger un mémoire; ils refusèrent et Malseigne, par un discours inopportun, excita davantage leur mécontentement (3).

Le 25, au milieu d'une grande fermentation, Malseigne se rendit au quartier; on lui reprocha d'avoir, la veille, insulté les soldats; des cris s'élevèrent : « de l'argent ». Malseigne, pour sortir, dut dégainer et blessa trois soldats : l'agitation atteignit son comble.

Toute la journée du 26 se passa en pourparlers infructueux : les Suisses ne voulurent rien entendre et il est assez curieux de noter que leurs camarades désapprouvaient hautement leur conduite et consentaient même à protéger la personne de Malseigne. Mais, à 7 heures du soir, ce dernier, manquant totalement de psychologie, donnait aux Suisses l'ordre de partir pour Sarrelouis; ils refusèrent; alors, cette fois, Malseigne jugea la rébellion « caractérisée ».

(1) GUILBERT, Annotations à la *Relation* de Léonard, page 60.

(2) AM, Nancy, D¹ : délibérations du Corps municipal, 24 août 1790.

(3) Malseigne proposait aussi aux soldats d'envoyer des députés à Paris; mais ils refusèrent, pour ne pas faire subir, disaient-ils, à ceux-ci le sort des députés du régiment du Roi.

Un acte malencontreux vint ensuite augmenter le trouble : le 26, vers 10 heures du soir, Malseigne, voyant que toutes ses mesures ne produisaient aucun effet, pria le Directoire de lancer une réquisition aux gardes citoyens du département; mais le Directoire attendit toute la nuit la confirmation de Bouillé, qui n'arriva que le 27 à 7 heures du matin : les gardes nationales de la Meurthe devaient être requises de se rendre « sans délai et armées de fusils » à Nancy, pour « forcer le régiment suisse de Châteauvieux à rentrer dans l'obéissance » (1). Or à peine la réquisition était-elle rédigée, à peine la connaissait-on à Nancy, que vers 10 heures arrivait des campagnes une foule de gardes nationaux, les uns armés de fusils, les autres munis de bâtons et sans munitions; les autorités s'en étonnèrent à juste titre, mais apprirent bientôt que dès le 26 une convocation avait été lancée, sans les prévenir, aux gardes du département, de concert avec Malseigne, par Desmottes, un aide de camp de la Fayette, muni de pleins pouvoirs par celui-ci.

Comme, dès le 19, le procureur général syndic avait fait prévenir par les districts les commandants de gardes nationales de se tenir prêts à marcher à toute réquisition, les municipalités, aussitôt reçu l'ordre de Desmottes, avaient mis leurs gardes en route pour Nancy (2).

L'arrivée de ces braves gens à Nancy échauffa les têtes : les régiments du Roi et de Mestre de Camp qui, depuis trois ou quatre jours, étaient redevenus sages, se demandèrent à quoi allait servir cette force imposante ; suspectait-on leur patriotisme ? Dans la population, même inquiétude (3). Et aucun des corps administratifs

(1) L'original de la réquisition du département se trouve aux AD, L. 211 ; il est signé de Mollevaut et de ses collègues.

(2) Voici ce que dit à ce propos le procès-verbal des séances du Directoire du 27 au 31 août : « Mais ces gardes nationales, rassemblées, par le zèle précipité de M. Desmottes, aide de camp de M. de la Fayette, trois jours avant le temps fixé par la réquisition du Directoire... » La rédaction de la réquisition par le Directoire ne fut terminée que le 27 à 11 heures ; les derniers messagers ne partirent qu'à 2 heures de l'après-midi ; Nancy, ville la plus proche, ne fut prévenue qu'à 10 heures. Or tandis qu'on procédait à la rédaction du texte, les membres du Directoire entendirent des tambours : c'étaient les gardes de Toul, Vézelize et Lunéville qui arrivaient.

(3) Le 27 août, Genaudet, à la tête d'une députation de 10 citoyens

ne songea à rappeler les motifs de la mission de Malseigne, à faire connaître le but du rassemblement des gardes : alors les têtes s'exaltèrent davantage, on parla de contre-révolution, on déclara que Malseigne voulait mener les Suisses à Sarrelouis pour les vendre aux Autrichiens, que c'était un provocateur, que Bouillé voulait laisser aux ennemis de la patrie la route de Paris absolument libre; bref, tout le monde faisait des suppositions plus ou moins alarmistes, et, pendant ce temps, les braves gardes des villes et des villages, sans emploi, indécis, ne sachant que croire, fraternisaient avec la foule et les troupes, fréquentaient les tavernes, et, d'armée destinée à la répression, devenaient un renfort pour les rebelles.

C'est dans cette foule en effervescence qu'arriva tout à coup, le 28, la nouvelle de la fuite de Malseigne; cela acheva « de tout mettre sans dessus dessous » (1). Malseigne, en effet, n'avait fait part à personne de son intention; aussi, plus que jamais, crut-on à la contre-révolution : nul doute ! « Il » allait vers la frontière pour chercher les régiments étrangers !

Alors de Noue, soupçonné de connivence avec le fuyard, est arrêté et jeté sur la paille à la caserne du régiment du Roi. Cent cavaliers de Mestre de Camp se lancent sur la route de Lunéville; à ceux qui restent, la garde de Nancy cherche à faire entendre raison, mais arrive la nouvelle que les Carabiniers de Lunéville ont pris la défense de Malseigne; alors, le 28, à 7 heures et demie du soir, tandis que la populace et les gardes des campagnes pillent l'arsenal, toute la garnison de Nancy marche sur Lunéville; « pour 8 heures, plus un soldat de ligne dans la ville, excepté quelques traînards qui se hâtent de rejoindre leurs camarades, les malades même. Nos gardes citoyens sont presque tous restés pour la garde de la ville qui a été illuminée en entier toute la

actifs vient demander au Conseil général le motif de l'arrivée des gardes citoyens des campagnes; on lui répond que c'est sur l'ordre du Directoire du département. Genaudet déclare alors qu'il va former une pétition de 150 noms pour la convocation des sections; mais le Conseil parvient à le calmer.

(1) GUILBERT : lettre à Verdet, 30 août.

nuît : dès que les lampions s'éteignaient, on éveillait pour en faire mettre des nouveaux. Quel jour et quelle nuit pour des citoyens paisibles ». (1).

La garnison de Nancy arrivée à Lunéville, une transaction intervint : Malseigne serait ramené à Nancy ; mais le 29, vers 3 heures, ce dernier, parvenu place des Carmes, à Lunéville, alors que la garnison de Nancy avait déjà regagné notre ville, se dégagea de son escorte et se réfugia de nouveau près des Carabiniers : des coups de feu furent échangés entre ceux-ci qui eurent des tués et des soldats de Nancy qui se replièrent en désordre.

L'ancienne capitale de la Lorraine était à ce moment en proie à une véritable panique : on s'enfuyait et « déjà, à 8 heures, dit GUILBERT, il n'y avait plus un cheval à la poste ».

Cependant, Malseigne ne fut pas longtemps en sûreté au milieu des Carabiniers, car ceux-ci, gagnés à leur tour par les bruits de contre-révolution, se tournèrent contre lui et, sous bonne escorte, le conduisirent à Nancy où il arriva le 30, vers midi, au milieu des menaces et des cris : « A la lanterne ! » ; les corps administratifs parvinrent néanmoins à le protéger en déployant toutes les forces de la garde nationale de Nancy.

De son côté, Bouillé, tenu au courant de ces faits et chargé de réprimer la rébellion, avait quitté Metz le 28 et était arrivé à Toul dans la même journée ; décidé à agir, il était encore incertain sur les moyens dont il disposerait : il ne pouvait en effet compter ni sur les troupes de Metz ni sur celles des environs, qui avaient eu les mêmes velléités d'insurrection ; il ne pouvait pas non plus se fier aux gardes et par conséquent, il ne lui restait qu'à utiliser les régiments étrangers. Mais, lorsque la garnison et la garde de Metz connurent l'objet de l'expédition de Bouillé, toutes deux, sans doute poussées par cette

(1) GUILBERT : lettre à Verdet, 30 août : ce même jour, les soldats avaient arrêté un cavalier de la Maréchaussée porteur de lettres et, en faisant état d'un « axiome » d'un garde citoyen, le sieur Genaudet : « Salus Populi suprema lex », ils avaient forcé la municipalité à décacheter les lettres adressées à Bouillé ; celles-ci contenaient les dispositions de la maréchaussée pour la conduite des soldats de Châteaувieux hors du royaume.

hostilité déjà vieille entre les deux villes lorraines, demandèrent à servir sous les ordres du général. Toutes les troupes reçurent l'ordre de se concentrer à Frouard.

A leur tour, les rebelles de Nancy se préparaient à la résistance; il n'était plus aucune autorité qui pût leur faire entendre raison et les efforts du Directoire ou de la municipalité restèrent vains; en plein désarroi, redoutant la guerre civile, les corps administratifs députèrent à Bouillé, dans l'espoir de retarder l'arrivée des troupes expéditionnaires à Nancy. La députation, composée de M. Foissac pour le département, de M. Saladin pour la municipalité, et de M. Coliny, major de la garde, partit de Nancy dans la matinée du 30 et arriva à Toul vers midi : elle avait une double mission : mission publique, imposée par la troupe, qui était d'inviter Bouillé à faire reculer son expédition (1), mission secrète qui avait pour objet de lui représenter les dangers que courait la ville, de lui montrer la résistance formidable à laquelle il allait se heurter et de l'amener à accorder quelque délai. Bouillé d'ailleurs répondit par un refus formel, déclarant qu'il lui fallait profiter de l'ardeur de ses troupes tant qu'elles avaient un bon moral; il dévoila en outre quel était son plan d'attaque, mais il ne cacha pas son inquiétude au sujet du sort de Malseigne sur qui il comptait pour commander les carabiniers; en prenant congé des députés, le général les pria de lui faire donner des nouvelles de cet officier et leur remit un certain nombre d'exemplaires de sa proclamation qu'un citoyen de Toul, M. Poirot de Scelliers, avait déjà, dès le matin du 30, fait connaître à Nancy, sans succès d'ailleurs. Foissac, Saladin et Coliny prirent alors le chemin du retour, mais à la poste de Velaine, ils rencontrèrent Pescheloche qui regagnait Paris; ce dernier leur apprit que les Carabiniers avaient fait alliance avec les rebelles et que Malseigne devait être ramené ce même jour à Nancy. A cette nouvelle, Foissac et Saladin décidèrent de retourner à Toul pour avertir Bouillé, tandis que Coliny rejoindrait

(1) Les soldats forcèrent d'ailleurs les autorités à expédier des gardes sur les routes pour faire refluer les troupes de Bouillé.

seul Nancy pour renseigner les corps administratifs; le major de la garde alla effectivement au Directoire et à la municipalité, leur remit des exemplaires de la proclamation de Bouillé, en répétant le désir de celui-ci de la voir publier; mais les autorités firent preuve d'une telle lenteur que la proclamation ne fut divulguée que le lendemain de l'affaire. En plus, Coliny avait apporté une lettre où les députés exagéraient la nature des mesures préparées par Bouillé et les moyens dont il disposait, dans l'espoir que les rebelles, qui fouillaient tous les voyageurs et interceptaient toutes les correspondances, saisiraient celle-ci et pourraient être effrayés par son contenu. Mais, par une malchance exceptionnelle, Coliny ne fut ni arrêté ni fouillé : le stratagème échouait.

Bouillé, averti de la défection des Carabiniers par Saladin et Foissac se décida à faire prendre des nouvelles de Malseigne; M. Petitjean, receveur du district et électeur du département, voulut bien se charger de cette mission; mais, à moitié chemin de Nancy, il rencontra M. Gouvion qui ramenait sa garde à Toul, et, par ce dernier, apprit l'emprisonnement de l'officier général; dès lors, sa mission était inutile : Petitjean revint renseigner Bouillé avec Gouvion.

Dans la nuit du 30 au 31 août, deux nouvelles députations de Nancy arrivèrent à Toul : d'abord, des délégués des soldats vinrent essayer d'adoucir le général, mais celui-ci exigea avant toute chose la mise en liberté de de Noue et de Malseigne. Ensuite, tandis que Saladin et Foissac, « abîmés de mille fatigues » (1), reposaient tout habillés sur des lits de l'auberge de la Cloche d'Or, quelqu'un ouvrit la porte avec vivacité : c'était Etienne Mollevaut, qui « d'après la nullité de l'effet de la première réquisition du Directoire, nullité dont M. Colliny avait rendu compte, venait réitérer à M. Bouillé les mêmes prières », et lui remettre une lettre d'un officier des Carabiniers pour le renseigner sur la défection de ceux-ci. Bouillé, néanmoins, refusa de changer quoi que

(1) Réponse du Directoire au rapport des Commissaires (BM, n° 1078 du catalogue FAVIER, pages 82 sqq.) Nous avons également trouvé cette pièce dans un carton des Archives nationales, F⁷ 3682¹².

ce soit à ses dispositions. Mollevaut, interrogé par Saladin et Foissac, ne put dire à ces derniers si la lettre portée par Coliny avait été saisie par les rebelles ; en présence de cette incertitude, ils décidèrent de rester à Toul, mais ils prièrent Mollevaut d'en avertir le Directoire qui jugerait de ce qu'ils devaient faire, et de leur faire tenir une réponse par un exprès. Mollevaut quitta Toul en poste, entre 4 et 5 heures du matin, le 31 ; ne put-il rendre réponse à ses deux collègues restés à Toul ? Le désarroi des autorités et l'état de la ville rendent la chose possible ; en tous les cas, Foissac et Saladin attendirent en vain une lettre toute la journée.

Durant cette matinée du 31, Nancy était toujours dans le même état alarmant : une lettre adressée par Bouillé à de Noue et exigeant la liberté de Malseigne fut imprimée par les soins de la municipalité, mais n'eut aucun effet ; bien au contraire ; les soldats forcèrent la Commune à battre la générale à 8 heures du matin, le Directoire à requérir les Carabiniers de venir se joindre aux rebelles (1) ; et ces mesures, encore qu'elles fussent imposées aux autorités, n'en produisaient pas moins un mauvais effet sur le peuple et les gardes qui pouvaient croire à la légalité de la résistance contre Bouillé et contre ses projets réactionnaires. Cependant, sur les 10 heures du matin, les soldats semblèrent hésiter ; ébranlé quelque peu par les instances des officiers municipaux, le régiment du Roi donna sa parole d'honneur qu'il ne serait pas fait de mal à Malseigne et qu'il demanderait le jugement de l'Assemblée nationale ; et il invita la municipalité à porter ce vœu à Bouillé ; après entente des édiles avec le Directoire, des délégués des soldats furent invités à se joindre à ceux des corps administratifs : on avait encore l'espoir que la vue des forces de Bouillé ferait réfléchir les rebelles (2). Vers 11 heures du matin, le 31, Mourot, Nicolas, Gœury et Desbourbes, délégués de la municipalité et ceints de leur écharpe, Fisson du Montet, vice-président du Directoire et Bre-

(1) Les officiers des Carabiniers parvinrent à retenir la majorité de leurs soldats à Lunéville (AM, 12, séance du Conseil général du 31 août).

(2) AD, L 73, séances du Directoire du 27 au 31 août.

ton, secrétaire, quatre soldats du régiment du Roi et deux autres de chacun des trois corps rebelles : Châteauvieux, Mestre de Camp et Carabiniers (1), se dirigèrent vers Frouard; il faisait une chaleur torride; deux voitures avaient été mises à la disposition des députés, mais tandis que les soldats ne se refusaient pas « les honneurs du carrosse » (2), les pauvres magistrats allèrent à pied jusqu'à Frouard.

C'était là en effet, au château du village, que Bouillé avait installé son quartier général : entre 8 et 9 heures du matin, toutes ses troupes étaient arrivées à Frouard, et dès 10 heures, prenaient leur poste. Peu après 11 heures et demie, Bouillé reçut la députation nancéienne; il se montra intransigeant et exigea : 1) que la garnison de Nancy sortît de la ville; 2) qu'elle remît Malseigne et de Noue entre les mains du détachement qui allait reconduire les députés; 3) que quatre des plus mutins de chaque régiment et reconnus pour chefs de la discorde lui fussent remis pour être jugés par l'Assemblée nationale; à ces conditions, il ne sera pas fait de mal aux soldats, sinon, dans deux heures, le général entrera dans la ville et passera au fil de l'épée quiconque sera trouvé les armes à la main.

Pendant ce colloque, les soldats de Bouillé couvrirent d'injures et d'imprécations les députés des rebelles; ceux-ci, venus avec le secret espoir de corrompre leurs camarades, furent décontenancés; ils regagnèrent Nancy sous la protection d'une escorte fournie par le général (3).

(1) Un détachement de ce corps était à Nancy et suivait les rebelles, bien que le reste du régiment fût demeuré à Lunéville.

(2) Réponse du Directoire au rapport des Commissaires, page 98.

(3) Les forces de Bouillé se répartissaient ainsi :

Gardes nationaux de Metz :	450 hommes.
Gardes nationaux de Toul :	300 —
Gardes nationaux de Pont-à-Mousson :	300 —
Régiment suisse de Vigier :	
Régiment suisse de Castella :	
Régiment suisse de Vigier :	
Régiment suisse de Castella :	
Régiment de Royal Liégeois ;	} de Metz
4 compagnies de grenadiers ;	
4 compagnies de chasseurs ;	

La délégation des autorités ne rejoignit pas Nancy en même temps que les députés de la garnison (1) ; elle se contenta d'expédier une lettre à Nancy (où elle arriva vers 3 heures de l'après-midi) pour faire connaître les conditions de Bouillé.

Vers 1 heure de l'après-midi, fort de l'enthousiasme de ses troupes, le général donna l'ordre de marche : l'infanterie se prépara à dépasser la cavalerie et les différentes unités prirent leurs places respectives. Le plan d'attaque était simple : l'armée, en arrivant près de la ville, se partagerait en deux colonnes : l'une, sous les ordres de Frimont, maréchal de camp, tournerait la ville pour attaquer la porte Stanislas : l'autre, composée à l'avant-garde de deux pièces de canon et de 30 gardes nationaux de Metz et d'autres éléments, commandée par M. de la Tour, colonel de Royal Liégeois, attaquerait la porte Stainville ou Porte Neuve ; avec cette deuxième colonne marcherait Bouillé ; aussitôt après l'entrée en ville, les deux détachements gagneraient la terrasse de la Pépinière pour dominer le quartier des Suisses.

Tandis que les troupes de Bouillé s'avançaient ainsi sur Nancy, une nouvelle députation composée de quatre gardes nationaux et de quatre soldats par régiment, mêlés d'officiers que les rebelles avaient entraînés de force, fut reçue vers 2 heures et demie par le général sur la route de Champigneulle à une demi-lieue de la ville ; Bouillé leur répéta ses conditions et accorda, sur la

200 hussards de Lauzun ;
 Régiment de Royal Normandie Cavalerie ;
 200 hommes du Royal allemand Cavalerie ;
 200 cavaliers du régiment de Monsieur ;
 300 cavaliers du régiment de Condé ;
 Un détachement de chasseurs de Hainaut ;
 2 compagnies de canonniers avec 6 pièces de campagne ;
 Soit, en tout, 6 à 7.000 hommes.

Voir, pour plus de détails, BM. Nancy, Manuscrit 852 (382) : *relation manuscrite de l'expédition de Bouillé*, par un témoin oculaire (M. FASNOT).

(1) Pour quelles raisons ! Est-ce par suite de la fatigue de la marche, comme le disent les procès-verbaux de la Municipalité (31 août) ou la réponse du Directoire au rapport des Commissaires (pages 100, 101 et note w). Ou bien est-ce par crainte d'être l'objet de menaces, à leur retour à Nancy, de la part des rebelles ? C'est ce que Bouillé affirme en disant que les magistrats lui firent part de leur inquiétude ; sur quoi, il leur ordonna de rester auprès de lui ! (*Mémoires*, éd. Barrière, page 194).

demande des députés, un délai d'une heure. A leur retour à Nancy, la ville eut connaissance des ordres du général. Jusque-là elle s'était ardemment préparée à la lutte et des pièces de canon étaient installées aux portes en état de défense. Mise de nouveau au courant des conditions de Bouillé, la municipalité convoqua la garde place Royale et lui en donna lecture; et comme des détachements de gardes étaient aux portes, on décida qu'on les prierait de déposer les armes lorsque Bouillé paraîtrait (1).

L'effet de ce dernier événement faillit être salubre; car les trois régiments manifestèrent l'intention de se soumettre; ils en firent part à la municipalité un peu avant 4 heures. Une délégation alla aussitôt porter cette nouvelle à Bouillé (2).

Pendant ce temps, on délivrait Malseigne et de Noue (3) qu'il fallait ensuite conduire à Bouillé : on jugea prudent de ne pas passer par la porte Stainville, mais de faire sortir les deux officiers par la porte Sainte-Catherine; arrivés sur le chemin qui menait de cette dernière à la porte Stainville, de Noue et Malseigne, escortés d'officiers municipaux, de gardes et d'une compagnie du régiment du Roi, furent soudain environnés par un détachement de cavalerie de l'armée de Bouillé; de Noue déclara aussitôt loyalement qu'il avait promis une grâce générale aux soldats rebelles; mais Bouillé refusa de se départir de la moindre condition. En vain les citoyens de Nancy cherchèrent-ils à obtenir qu'il

(1) Cet ordre fut malheureusement donné trop tard et ne parvint à la porte Stainville qu'au moment de l'action.

(2) C'est cette députation qui se sauva au moment de l'action avec d'autres officiers municipaux et gardes citoyens venus pour escorter de Noue et Malseigne; pour voir le désarroi de ces pauvres gens, il suffit de lire le procès-verbal de la municipalité (31 août): « Les officiers municipaux et les gardes qui les escortaient n'eurent d'autre parti que de chercher un asile dans les villages voisins, et ce n'est qu'à 9 heures du soir qu'ils ont appris qu'ils étaient réunis dans le lieu de Maxéville, au nombre de six officiers municipaux, un notable et six gardes »; que dire d'une autorité qui après coup, — car ce procès-verbal fut rédigé après l'affaire — ose avouer à ce point qu'elle avait perdu la tête? Ne pas savoir qu'on se trouvait à Maxéville (1800 mètres de la porte Stainville), le village le plus proche de Nancy!

(3) La libération de Malseigne fut assez difficile: beaucoup de gens surexcités criaient à la trahison.

renonçât à se faire livrer quatre coupables par régiment : le général resta intransigeant; de Noue voulut alors retourner à Nancy, ce dont on l'empêcha.

Sur ces entrefaites, les trois régiments sortirent de la ville par la porte Sainte-Catherine et celle de la Citadelle; et Bouillé pouvait les apercevoir rangés dans la plaine de Malzéville, face à Jéricho, de l'autre côté du pont, à une portée de ses canons; ses troupes étaient en effet arrivées à 4 heures dans le faubourg de la porte Stainville; rangées à droite et à gauche de la chaussée, le long des murs, elles attendaient : l'avant-garde se trouvait à 30 pas de la porte.

Celle-ci était toujours gardée par des soldats (une cinquantaine du Régiment du Roi et quelques Suisses) et par un petit nombre de gardes nationaux incertains, ne connaissant pas encore l'ordre de retraite, auxquels se mêlait d'ailleurs nombre de gens sans aveu.

Bientôt, sous le coup de la surexcitation des jours passés, tandis que Bouillé, rassuré, envoyait des gardes messins pour préparer les logements en ville et alors que les deux partis se frôlaient, des menaces sortirent de chaque rang, et des gestes de défi ravivèrent la haine. Bouillé, qui se trouvait à ce moment sur le chemin de la porte Sainte-Catherine pour recevoir les deux captifs délivrés, revint en hâte.

Mais brusquement, un coup de canon suivi d'une violente fusillade retentit : ce fut le signal de la bagarre.

De quel côté vint cet acte d'hostilité ? Les récits sont tellement contradictoires qu'il est difficile de juger. M. Fachot, avocat et garde national, a recopié la relation de l'expédition du général Bouillé et y a ajouté des notes manuscrites (1) ; il n'était pas à la porte de Stainville, nous dit-il, mais il a fait son enquête et recherché la vérité; il nous dit textuellement, page 227, note 3 : « De quel côté ont commencé les premiers actes d'hostilité ? Cette question a été longtemps problématique. Mais le fait que je puis rapporter suffira pour la résoudre. MM. de Malseigne et de Noue ayant été remis à M. de

(1) BM, Manuscrit 852 (382).

Bouillé, 50 Mestres du régiment de Royal Normandie eurent ordre de les environner. Alors on a entendu l'officier qui était à leur tête, dire en menaçant de son épée le détachement qui avait amené les deux généraux : « Patience, Messieurs des....., vous allez dans un moment payer bien cher vos sottises, attendez-vous à être étrillés en enfants de bonne maison » (1). Si ces paroles ont été prononcées, il est certain qu'elles ont dû énerver ces soldats pourtant bien près du repentir !

Mais sont-ce bien ces derniers qui tirèrent les premiers ? Au numéro 62 du tome 5 des *Révolutions de Paris*, nous lisons : « Il y a une petite différence dans ce récit de M. de Bouillé avec les lettres des patriotes de Nancy : c'est que le détachement qui gardait la porte Notre-Dame (2) n'a point tiré le premier sur l'avant-garde de l'armée; ce sont, au contraire, les hussards de Lauzun qui ont fait une décharge de mousqueterie, à laquelle on a répondu par un coup de canon » (3).

Le problème reste donc entier : fut-ce un coup de fusil des soldats de Bouillé ou un coup de canon des révoltés qui déclancha l'action ?

Si cette question est insoluble, du moins comment fut tiré le coup de canon ? Les soldats de garde à la porte étaient très surexcités et voulaient mettre le feu aux pièces; c'est alors que MM. Delort et Désilles, respectivement capitaine et lieutenant au régiment du Roi et de garde à la porte, s'élancèrent devant les canons et exhortèrent les soldats à ne pas tirer; ils sont aidés dans cette tâche que MM. Gœury, Nicolas et Desbourbes qui reviennent de Frouard; mais les rebelles se jettent sur les notables et les entraînent vers la ville. A ce moment, la

(1) FACHOT ajoute : « Je ne garantis point l'authenticité de cette circonstance, quoiqu'elle m'ait été rapportée par des témoins dignes de foi, parce que je ne l'ai point vue ».

(2) Erreur : c'est la porte Stainville.

(3) Les commissaires du Roi, dans leur rapport, déclarent que le feu partit de la porte; furent-ils bien renseignés ? Quant aux allégations des *Révolutions de Paris*, sont-elles bien les témoignages de gens impartiaux ? Reste le texte de FACHOT qui, en raison de la personnalité même de l'auteur, aurait plus facilement notre faveur; mais ce n'est pas lui qui a vu !!

femme du portier Humbert lance un seau d'eau sur une pièce pour noyer la poudre. Désilles se couche sur la lumière d'une autre; les soldats tirent sur lui; l'officier en tombant, étend la main vers la bouche du canon (1); alors, en un geste vif comme l'éclair, un nommé Canone, cavalier de Mestre de Camp, « *ancien ordonnance de Malseigne* » lors de sa fuite à Lunéville, saute à bas de son cheval, appuie son mousqueton contre une des pièces qui part, remonte à cheval et se sauve (2) : plusieurs dizaines de soldats de Bouillé roulent à terre. Il était 4 heures et demie du soir.

Bouillé fait alors tirer ses canons à balle, les volontaires gagnent la porte et pénètrent sur la place de Grève, pendant que la deuxième colonne sous Frimont, se hâte vers la porte Stanislas.

Des rues actuelles de la Monnaie, de la Pépinière et des Michottes part un feu effréné; et pourtant, Bouillé n'avait affaire qu'à un petit nombre de rebelles, car si, au bruit de la mitraille, les trois régiments étaient rentrés précipitamment en ville, leurs officiers avaient réussi à les maintenir dans leurs casernes, de sorte que quelques centaines de soldats seulement purent se joindre à ceux qui étaient déjà en train de tirer sur Bouillé. Mais à ces troupiers s'étaient mêlés des gardes de Nancy ou des environs et surtout une partie de la populace (3). Bouillé cependant parvint à neutraliser les centres de résistance et cerna le bastion de la Citadelle d'où partait un feu très nourri.

Frimont, de son côté, après avoir délogé les rebelles de la porte Stanislas, rejoignit la première colonne; la place Royale fut occupée et les diverses rues de Nancy furent balayées par la cavalerie.

Vers 7 heures du soir, tout était fini; une heure après l'affaire, dit GUILBERT (4), on allait et venait tranquillement « dans les rues malgré l'effroi, comme si rien

(1) Désilles vécut encore quelques mois.

(2) FACHOT (BM Nancy, Manuscrit 852 (382).

3) Presque tous les gardes de Nancy avaient obéi à l'ordre de ne pas s'opposer à l'entrée de Bouillé.

(4) Lettre à Verdet, 10 septembre 1790.

ne s'était passé » ; peu après, les trois régiments quittaient Nancy.

C'est alors que commença dans notre ville une effroyable période de réaction : le Directoire, jusque-là si timide, lança une proclamation enflammée aux « citoyens soldats et aux soldats citoyens de l'armée Libératrice » de Bouillé (1) ; la municipalité, aussi pusillanime, retrouva sa voix, et, en phrases dithyrambiques, loua le général victorieux. Et, le 3 septembre, l'Assemblée nationale remercia les deux corps administratifs de leur zèle (2).

Rivalisant maintenant d'énergie, autorités départementales et municipales voulurent alors donner au bailliage le pouvoir de juger les rebelles en dernier ressort (3) : tous les citoyens quelque peu patriotes furent considérés comme complices de la révolte, et, contre eux,

(1) BM Nancy : NOEL, *Recueil factice*, tome III in-4° : « C'est aux soins, au zèle infatigable de M. de Bouillé... que Nancy est redevable de la paix ». Et plus loin, la proclamation ajoutait : « Immortel Bouillé, chef heureux d'une troupe aguerrie et fidèle, vous ajouterez à vos bienfaits, en empêchant nos bons voisins, nos frères, de se méprendre sur les sentiments de notre malheureuse cité ». (Il s'agissait des Messins dont l'hostilité coutumière vis-à-vis de Nancy alarmait les autorités de la Meurthe).

(2) Original de ce décret aux AD, L 211 ; cf. aussi le *Moniteur universel*. Dès le 21 août, d'ailleurs, sur la proposition de Prugnon, l'Assemblée nationale avait voté un témoignage de satisfaction à la municipalité de Nancy et au directoire de la Meurthe (*Archives parlementaires*, tome 18, page 197) ; et dans sa séance du 3 septembre, après la lecture d'une lettre du Directoire, Prugnon s'était encore levé : « Je demande l'impression de la lettre du Directoire pour deux raisons : 1° les gardes nationaux ont montré la plus grande valeur ; il est bien important d'apprendre aux nations étrangères que nous avons un million d'hommes de cette trempe ; 2° il est nécessaire d'instruire le peuple que l'armée est la première vengeresse de la Constitution et que 150.000 hommes sont prêts à marcher contre les ennemis des lois. Je demande qu'il soit voté des remerciements à la garde nationale, accordé des tributs de regrets aux citoyens qui ont péri et assuré que l'Assemblée nationale veillera au sort de leurs veuves et de leurs enfants. J'en dirais peut-être davantage, mais les grandes douleurs sont muettes... Je demande également que l'Assemblée applaudisse au zèle et au courage du Directoire, de la municipalité et de M. Bouillé ». (L'Assemblée applaudit). (*Archives parlementaires*, tome 5, page 556).

(3) « Il s'est trouvé dans l'Assemblée nationale, écrivent les *Révolutions de France et de Brabant* (n° 43), un homme assez infâme, nommé Prugnon, pour proposer de dispenser de tels monstres des formes ordinaires de la justice, pour demander que le bailliage fut autorisé à juger prévétalement toute cette affaire, c'est-à-dire à faire périr, avant l'arrivée des commissaires, tous ceux qui pouvaient déposer contre eux ».

l'on dirigea la procédure ordonnée par le décret du 16 août; des gens furent emprisonnés au hasard, sans preuves précises : « Les couleurs nationales étaient prosrites, la corade et l'uniforme forcés de se cacher » (1); personne ne voulait plus servir dans la garde; le club fut dénoncé et fermé, et ses membres se virent inculpés. Nancy, selon le mot de Bouillé, « était donc devenue royaliste » (2).

Le 5 septembre arrivèrent les Commissaires chargés par le Roi de faire l'enquête sur les troubles; annonçant leur choix, La Fayette écrivait à Bouillé : « Ce sont deux hommes fort honnêtes, et dont, j'espère, vous serez content » (3); bien vus de La Fayette, les deux commissaires étaient également bien agréés du parti avancé (4). Dès le 6, Duveyrier et Cahier de Gerville se présentèrent à la municipalité et au Directoire : logés à l'Hôtel des Halles, une des principales auberges de la ville, ils restèrent à Nancy jusqu'à la fin du mois; au cours de leur séjour dans la capitale lorraine, ils interrogèrent quantité de personnes, sans peut-être faire preuve de toute la prudence nécessaire; Léonard, à ce sujet, déclare : « Je suis bien éloigné de vouloir scruter la conduite de ces Messieurs; personne n'est plus persuadé que moi de la pureté de leurs intentions, du zèle et de l'infatigable activité qu'ils ont mis à découvrir les véritables sources de la rébellion de la garnison. Comme je suis naturellement très franc, sans craindre de manquer au respect que je leur dois, je leur dirai qu'il est fort à craindre qu'ils n'aient pas été eux-mêmes à l'abri de fausses insinuations. On a cherché à leur faire perdre la confiance des gens de bien, tromper leur bonne foi et leur religion autant qu'on a pu... ils ont toujours été entourés de gens suspects et des membres du club entr'autres de MM. Mollevaut et Blaise, médecin, personnages sur lesquels on avait de violents soupçons. On n'aura pas manqué (et

(1) Rapport des Commissaires, page 95.

(2) *Mémoires de BOUILLÉ*, éd. Barrière, page 206.

(3) *Mémoires de BOUILLÉ*, éd. Barrière, page 203.

(4) Cf. *Révolutions de France*, tome 4, n° 43.

leur rapport à l'Assemblée nationale nous le prouvera) de leur dire du mal des officiers municipaux... MM. Mollevaut, Blaise et de Jobart étaient trop intéressés à ne pas quitter MM. les Commissaires... MM. les Commissaires ont donc été exposés à de fausses insinuations, ils sont hommes, ils ont pu être trompés, sans qu'on ait aucun reproche à leur faire... S'ils ont pu se plaindre du peu d'empressement qu'ont témoigné les honnêtes gens à aller les voir, et de ce qu'ils leur ont même montré de l'éloignement, c'est que les personnes qui n'ont cessé de les entourer ont éloigné tout le monde... » (1). Il est vrai que GUILBERT, hostile au club, mais esprit plus impartial que Léonard, note en face des allégations de Léonard (2) : « Voilà bien des faits accumulés dont je voudrai (sic) voir les preuves, sans lesquelles je ne puis me permettre de juger ces deux commissaires, quoi qu'on ait pu dire du caractère de leur partialité » (3). Ce qui est certain, c'est que les deux députés, par leur présence, rétablirent la confiance et mirent fin à la réaction qui désolait la cité.

Leur enquête condamna l'attitude des corps administratifs et fut la base du rapport que Brulart, ci-devant Sillery, lut, durant quatre heures, au nom des Comités militaires, des rapports et des recherches réunies, à la tribune de l'Assemblée, présidée par Petion (4). Au cours de l'ardente discussion qui suivit, on entendit l'abbé Grégoire déclarer : « Je ne puis m'empêcher de remarquer dans le rapport une grande prodigalité d'éloges quand je crois voir dans la conduite de M. Bouillé une précipitation qui a fait verser le sang des citoyens (applaudissements) », et l'ancien curé d'Embermenil, après avoir pris la défense des soldats et proclamé « le

(1) *Relation exacte et impartiale...* de Léonard (Grand Séminaire de Nancy).

(2) Annotations de GUILBERT sur l'exemplaire ci-dessus indiqué.

(3) Le 30 septembre, Cahier de Gerville était venu de nouveau au Conseil général et avait dit au nom de son collègue et de lui-même : « Nous nous sommes interdit toutes communications intimes et jusqu'aux simples délassements qu'on avait bien voulu nous offrir ».

(4) *Moniteur Universel* : réimpression, tome VI, séance des 6 et 7 décembre 1790. Cf. aussi la lettre de GUILBERT à Verdet, 7 décembre 1790.

patriotisme pur d'une société respectée » (1), rappela que l'Assemblée avait le 3 septembre voté des témoignages d'approbation à la Municipalité de Nancy; « plusieurs de ses membres sont dignes de vos éloges; mais ce corps n'a pas développé tout le civisme qu'on attendait de lui, et je crois que vous devez aujourd'hui déclarer ces témoignages d'approbation comme nonavenus ». Ce fut aussi l'avis de Louis Noailles qui proclama : « Cette municipalité a de grands torts à nos yeux, si elle n'est pas criminelle... Le département a aussi commis de grandes fautes... » Cazalès par contre prit la défense de Bouillé et s'attaqua aux soldats, ce qui lui valut, sur la demande de Barnave, d'être rappelé à l'ordre. Enfin après une diatribe de Salle contre la municipalité, Prugnon et Régnier, députés de la Meurthe, s'efforcèrent en vain de disculper les corps administratifs, le premier se refusant à les dissocier, le second défendant plutôt le Directoire (2); mais, sur l'intervention de Barnave, un décret fut voté qui abolissait les procédures ordonnées à la suite du 31 août et révoquait toutes les approbations données à la conduite des corps administratifs (3).

Ainsi se terminait cette sanglante affaire de Nancy: encore le décret de l'Assemblée ne calma-t-il pas les passions, et nous apprenons par GUILBERT (4) que le rapport de Sillery indigna naturellement les aristocrates

(1) Il s'agit du club de Nancy.

(2) Le 18 septembre 1790, le Conseil général prenait connaissance d'une lettre de Régnier l'invitant à envoyer une députation à Paris pour aller se justifier; mais les membres présents répondirent qu'ayant été remerciés de leur zèle, par l'Assemblée nationale, ils estimaient cette démarche inutile; le 26, Prugnon et Régnier revenaient à la charge; mais la municipalité ne crut pas « devoir s'abaisser à une justification dont les remerciements de l'Assemblée nationale, les éloges des honnêtes gens la mettent infiniment au-dessus » des insinuations méchantes; enfin, le 2 octobre, une dernière démarche était tentée par les deux députés; les membres du Conseil général répondirent qu'ils s'en tenaient à leur attitude première; puisque les commissaires du Roi leur avaient dit: « qu'ils n'avaient rien reconnu dans leur conduite ni dans celle des citoyens qui ne méritât l'estime et la reconnaissance publiques ».

(3) Sillery, dans la séance du 26 février 1792, confessa son erreur sur le « fatat rapport de Nancy qui, depuis l'exécration de M. Bouillé, a fait le tourment de sa vie ».

(4) Lettre à Verdet, 16 décembre 1790.

et satisfit peu les démocrates qui auraient voulu une condamnation plus nette de l'attitude de Bouillé et des réactionnaires.

Il nous reste à rechercher les responsabilités de la rébellion et de l'affaire, si tant est que la chose soit facile; M. Leupol (1) a parfaitement vu la difficulté : « Les journaux de l'époque ont répandu mille fables; les procès-verbaux ne me sont parvenus que tronqués; M. Duveyrier n'arriva dans notre ville que 5 jours après l'affreuse catastrophe qu'il raconte; M. André, qui lut en présence des membres de l'Assemblée nationale un discours sur les premiers troubles de Nancy, M. André n'aimait pas les officiers de la garnison; M. Léonard, qui fit au général Bouillé le rapport des principales circonstances de la révolte, M. Léonard était lieutenant de cavalerie et détestait la garde citoyenne. Celui-ci plaide pour sa haine, celui-là pour son orgueil, l'un parle en républicain, l'autre en royaliste... » Néanmoins, tentons la chose : et voyons en premier lieu si Mollevaut à une part de responsabilité dans les troubles d'août 1790.

Il a été considéré en effet comme un instigateur, du fait qu'il avait fondé le club de la ville. Quel fut donc le rôle de ce dernier ?

Nous avons vu que, lors de la réaction qui accabla notre cité, le club avait été fermé; les autorités départementales et municipales avaient demandé cette grâce à Bouillé, mais celui-ci avait refusé (2). Alors de Noue, accompagné d'un officier de Royal Normandie, se présenta le 3 septembre à la municipalité et dénonça « le club qui se tient dans la petite rue derrière l'Hôtel de Ville, » en déclarant qu'on y attirait déjà les soldats de la nouvelle garnison; deux officiers municipaux, MM. Luxer et Chaillon, s'y rendirent avec cinquante hommes des régiments suisses de Vigier et de Castella, « pour faire la visite du club, pour y connaître ce qu'il renfermait, s'il y a des armes et s'il s'y trouve des

(1) *La Lorraine*, tome II, pages 301 sqq.

(2) Cf. le rapport des Commissaires, page 96.

papiers dangereux que l'on fasse lire aux soldats et de s'en saisir (sic) » (1). Les portes furent enfoncées, les armoires ouvertes par un serrurier, et les registres, la correspondance et des papiers, enlevés, sans inventaire, et en dehors de la présence d'un membre quelconque de la Société; le club fut ensuite dénoncé au bailliage comme « coupable de séduction envers les militaires de cette ville » et une information fut ouverte (5 septembre) (2). Dès le 9, tandis qu'à Paris, André, député de la garde de Nancy et membre du club, protestait aux Jacobins (3), le club, représenté par Mollevaut et trois autres membres, faisait entendre à la municipalité une ferme protestation contre le procédé illégal de la perquisition : « on veut informer contre une Société d'hommes hautement et publiquement voués à l'étude et à la pratique de la Constitution, et des principes de l'auguste Assemblée nationale, tous conservateurs de l'ordre et de la tranquillité publique » ? Attitude bien extraordinaire, car, 1) le 9 janvier dernier, l'Assemblée des représentants de la commune déclara qu'elle voyait cette Société avec plaisir; 2) le 12 avril, une députation de la Société fut reçue au Conseil général, y déposa son règlement, et la municipalité l'assura de toute sa bienveillance; 3) la Société a dénoncé un libelle contre l'Assemblée, par conséquent contre l'ordre et la tranquillité publique. Alors, pourquoi cette inculpation ? Pourquoi cette procédure irrégulière ? C'est ce que demandait le club dans une adresse à la municipalité, le 9 septembre, adresse qui portait en tête des signatures celle de Mollevaut. Et pour rendre la protestation plus énergique encore, une députation était envoyée à l'Hôtel de Ville où elle déposa sur le bureau une pétition tendant à connaître : 1) quels étaient les motifs de l'enlèvement des papiers du Cabinet; 2) quels étaient les faits précis relevés à la

(1) AM, Nancy, D 1 : registres des délibérations, 3 septembre, 2 heures de relevée.

(2) Voir à ce sujet le dossier de la Société des Amis de la Constitution, 1790-96 (AM, Nancy, 12).

(3) Révolution française, tome 59 (*Le club des Jacobins*, séance du 8 septembre).

charge des membres de ce club; 3) comment on se proposait de faire l'inventaire des papiers saisis et de ceux qui étaient restés dans le local servant de lieu de réunion. Le Président répondit que la municipalité examinerait cette demande, mais la députation partie, l'assemblée municipale, peu sûre évidemment d'elle-même, décidait de communiquer la pétition à MM. les commissaires du Roi. Ceux-ci répondirent que de « justes précautions avaient pu décider la municipalité à se saisir des papiers de cette Société, mais qu'une fois assurée que ces papiers ne renfermaient rien de contraire à la Nation, à la Loi et au Roi, il conviendra de les faire remettre » (1). En conséquence, la municipalité envoya le Substitut de la commune au Procureur du Roi pour l'engager à faire la remise de ces papiers, au cas où ils ne seraient plus indispensables à la procédure qui s'instruisait; mais le Procureur fit savoir qu'il ne pouvait se dessaisir des pièces qu'après un décret de Chambre; alors, sur une nouvelle intervention des Commissaires du Roi, le corps municipal fit remettre la pétition du club aux officiers du Baillage avec invitation de rendre les papiers.

Le 13 septembre, le club tenant séance, — car en dépit de la dénonciation, il subsistait — protesta contre la perquisition : « La Société, justement affectée de la dénonciation faite contre elle au Corps municipal, par M. de Noue, commandant en troisième de la ci-devant province de Lorraine, dénonciation qui ne précise aucun fait, qui n'est appuyée d'aucune preuve, pas même du moindre indice; de l'invasion à main armée dans le lieu de ses séances, par Messieurs de Luxer et Chaillon, officiers municipaux; de l'enlèvement de la clef de sa salle, de ses registres, de sa correspondance et de ses papiers publics, opéré par les mêmes officiers municipaux, sans en dresser l'inventaire, sans appeler aucun membre de la Société; enfin, du système de persécution inventé et exécuté contre les vrais Amis de la Constitution et de la tranquillité publique :

(1) AM, Nancy, D 1 : séance du 10 septembre 1720, de relevée.

« Déclare que ces vexations sont incapables d'affaiblir son patriotisme, ni d'abattre son courage; que forte de ses principes et de son innocence, elle continue exactement ses séances; déclare qu'elle n'a jamais professé d'autres principes que ceux de l'Assemblée nationale et de la Constitution; qu'elle défie solennellement et ceux qui la dénoncent et ceux qui insultent à son patriotisme, de poser contre elle la plus légère preuve, le plus léger fait, le plus léger indice; déclare qu'elle proteste contre la dénonciation de M. de Noue, contre la spoliation de ses papiers, contre la clôture de sa salle, contre tout ce qui pourrait être fait au mépris de la liberté et des formes qui la garantissent. Se réservant tous les droits que la justice lui assure, arrête que la présente délibération sera imprimée, envoyée à l'Assemblée nationale, remise à MM. les Commissaires du Roi, aux corps administratifs de cette ville, à toutes les Sociétés des Amis de la Constitution établies dans les différentes villes du royaume » (1).

Finalement, devant ces protestations, le bailliage (2), reconnaissant que « jusqu'à présent les papiers ne paraissent pas nécessaires à la procédure instruite à l'encontre des instigateurs, fauteurs et complices de l'insubordination » ordonna que les papiers du club fussent rendus à la municipalité, qui en disposerait à sa guise (18 septembre) : celle-ci était prête à les remettre aux clubistes, mais ces derniers exigeaient une attestation prouvant leur civisme. Ne l'obtenant pas, ils envoyèrent une adresse, le 24 septembre à l'Assemblée, adresse qui portait cette fois la signature de Mollevaut, président (3) : « Après les troubles qui ont agité cette ville, un des commandants de la ci-devant Province de Lorraine s'est permis de dénoncer les Amis de la Constitution comme instigateurs de ces malheureux événements. La municipi-

(1) BM Nancy, NOEL, *Recueil factice*, tome III, in-4°. (Cette pièce ne porte pas les noms des membres présents; une seule signature : celle de Charlemont, secrétaire). Le 27 septembre, la Société prévenait le corps municipal qu'elle quittait l'impasse Saint-Thiébaud pour la rue Neuve Saint-Nicolas, n° 196.

(2) AM, I², dossier de la Société des Amis de la Constitution, 1790-96.

(3) BM Nancy, NOEL, *Recueil factice*, tome III, in-4°.

palité a accueilli cette délation qui n'était appuyée d'aucune preuve : elle s'est portée contre nous à des actes de violence. Nous n'avons pas besoin, Messieurs, de vous en faire connaître les motifs ? Vous savez quels sont ceux qui amènent la persécution contre les citoyens qui professent et publient les principes de l'Assemblée nationale.

« Veuillez, Messieurs, accueillir notre délibération. Un attentat à la Liberté, commis par ceux qui doivent la défendre, est la cause de tous les Français ; c'est surtout l'opinion de ceux qui, comme vous, sont les gardiens et les appuis de la Constitution que le patriotisme doit appeler des outrages qu'il essuie. »

En résumé, la tentative des adversaires du club se retournait contre eux : on avait accusé la Société d'avoir cherché à corrompre la nouvelle garnison : or, on put s'apercevoir, par l'examen des papiers, que les membres du club ne s'étaient pas assemblés depuis quinze jours et que par conséquent, ils n'avaient pu attirer des soldats de la garnison nouvelle à des séances qui n'avaient pas existé (1). Bien plus, la lecture des pièces saisies, révélant que l'on ne professait au club que les « principes purs de la constitution », fournit « la preuve non suspecte des efforts faits pour ramener la garnison à l'obéissance, à l'exécution de la loi » (2). Non seulement donc, le club était lavé de l'accusation qui avait motivé la persécution, mais on reconnaissait même qu'il n'avait pas poussé les troupes à la rébellion. Au reste, n'avons-nous pas vu que dès le 21 août 1789, GUILBERT annonçait à Verdet des « mouvements fâcheux parmi les soldats du Roi » (3) ? A cette époque, le club n'existait pas encore. Et peut-on dire qu'en août 1790, la Société endoctrina les soldats de Nancy ? GUILBERT, peu suspect de tendresse envers les clubistes, note en face des assertions de Léonard, auteur de cette « Relation » qu'il qualifie

(1) Rapport des Commissaires, page 99.

(2) Rapport des Commissaires, page 100.

(3) Lettre à Verdet, 21 et 31 août 1789.

d'exacte et d'impartiale et qui l'est si peu (1), GUILBERT, disons-nous, écrit : « (Le Club) reçut en effet des soldats, on ne peut le disculper de ce tort, mais il ne prouve pas qu'ils y ont été endoctrinés pour l'insubordination », et, plus loin, alors que Léonard, dans sa conclusion, pique de nouveau une charge contre la Société : « Où sont les preuves de cette assertion ? J'en ai demandé aux anticlubistes décidés : ils ne m'en ont administré aucune » (2). Et GUILBERT, ennemi du club, mais juge impartial, condamne même le geste des autorités municipales : « Ne firent-ils pas une faute (les officiers municipaux), la ville étant aussi divisée ? J'en doute encore. Quoi qu'il en soit, il n'y avait que des ouï-dire sur le compte des clubistes et la municipalité ne devait pas agir sans certitude... Cet acte d'autorité n'a servi qu'à compromettre les municipaux et à irriter Messieurs les clubistes qui ont triomphé en se justifiant par là même des inculpations dont depuis longtemps ils étaient chargés par le parti contraire : d'autant même qu'on n'a pu prouver qu'ils aient soustrait les papiers *ni appuyé en matière quelconque l'insurrection des troupes de ligne; j'ai connu et je connais encore plusieurs clubistes, zélés partisans de la Révolution, mais incapables de ce dont on les accusait dans plusieurs sociétés de la ville* » (3).

Poursuivi en tant que collectivité, le club le fut encore dans la personne de ses membres : Etienne Mollevaut, fondateur de la Société, fut lui-même en butte aux pires persécutions : le 2 septembre, lors des obsèques à Saint-Vincent-Saint-Fiacre, en présence des Corps administratifs, des deux commandants des gardes de Toul et de Metz, de Gouvion et de Vigneulle, tués le 31 août, des gens murmurèrent sur le passage de

(1) Elle est datée du 18 octobre 1790 : GUILBERT, au-dessous du titre de la *Relation* de Léonard, écrit : « Il aurait dû dire : parfois peu exacte et rarement impartiale ».

(2) *Relation* de Léonard (Grand Séminaire de Nancy), p. 9 et 174.

(3) *Relation* de Léonard : note de GUILBERT, page 158. Il est à remarquer que BOUILLÉ, dans ses *Mémoires*, n'inculpe nulle part le club de Nancy ; il dit simplement que les députés de la garnison étaient soutenus par les Jacobins de Paris.

Mollevaut, entouré de ses collègues du Directoire; et un citoyen, nommé Messin, vint même le prier de se retirer; comme Mollevaut ne déférait pas à cette invitation, M. d'Ubexi, conseiller au Parlement, vint lui dire : « Monsieur, je suis fâché de la commission qu'on vient de me donner : elle est de vous avertir que le vœu de toute l'assemblée est que vous vous retiriez d'ici » (1). Le curé de Saint-Vincent, frère d'Etienne, décida celui-ci à ne point assister à la cérémonie; Conteaux, aide-major de la garde et beau-frère d'Etienne, dut également quitter l'église. Ce ne devait pas être le seul affront : lorsque le Bailliage commença son information contre le club, Mollevaut fut décrété d'instigation avec Conteaux l'aîné, son neveu, accusé de sédition, et le docteur Blaise (2); quatre personnes, dont on retrouve d'ailleurs les noms pour chaque accusé, soutenaient l'accusation portée contre Mollevaut. Celui-ci fut donc entendu le 9 septembre par les officiers du Bailliage qui instruisaient chaudement l'affaire et dont le chef parlait d'envoyer pendre à Metz douze citoyens de Nancy pour apaiser les Messins (3) : on entendit des témoins par centaines, quelques-uns chargèrent le fondateur du club, mais on ne put lui faire aucune inculpation grave. Léonard lui-même est bien forcé de l'avouer, mais c'est à contre-cœur et en affirmant que le peuple reste convaincu de sa culpabilité, ce qui lui attire cette note de GUILBERT : « Pourquoi revenir encore sur maître Mollevaut; il semble que son innocence peine le rédacteur » (4). Et un peu plus haut, à propos de l'injure faite à Mollevaut à Saint-Fiacre, le curé de Saint-Sébastien avait déjà écrit : « Dès que le rédacteur n'avait pas approfondi la cause de l'injure grave faite à M. Mollevaut, pourquoi la relater ? Je ne puis que le blâmer et le soupçonner de vouloir transmettre à la postérité une note humiliante à un citoyen, père de 4 enfants, peut-être

(1) *Relation* de Léonard : note de GUILBERT, pages 159-160.

(2) BM Nancy, pièce manuscrite, n° 1506 du catalogue FAVIER : liste des individus accusés d'avoir pris part à la rébellion du 31 août 1790.

(3) Prud'homme, *Histoire de la Révolution*, tome III.

(4) *Relation* de Léonard : note de GUILBERT, pages 166 sqq.

calomnieusement accusé par quelques têtes exaltées. Depuis longtemps, M. Mollevaut passait pour être le créateur du fameux club dont il avait été fait président le jour de sa naissance : il était cru l'auteur d'une adresse d'adhésion envoyée par les clubistes à l'Assemblée nationale : *inde irae*; à dater de cette époque, Maître Mollevaut a été en but (sic) aux anticlubistes : ils en disaient des horreurs, on le fuyait comme un pestiféré; on fait une information, on entend des témoins par centaines et cet homme exécration n'est inculpé dans aucune déposition d'aucun fait dont il ait à rougir et le rédacteur ne pouvait l'ignorer » (1).

Mollevaut fut donc, comme le club, lavé de toute accusation : il demanda copie de son interrogatoire (2) aux officiers du Bailliage qui la lui accordèrent le 28 septembre. Bientôt après, toute la procédure entamée contre lui, ses amis et le club, fut brûlée sur la place Royale à la garde montante, et les noms des accusés furent biffés des registres d'érou du geôlier, en présence du substitut du Procureur de la Commune (3).

Ainsi échouait cette vaste tentative de vengeance contre le club et les plus fidèles défenseurs de la Révolution : Mollevaut, frappé comme le symbole de cette Société patriote, sortait grandi de l'épreuve et pouvait mériter d'être appelé par M. de Sillery, à la tribune de l'Assemblée, « un des meilleurs citoyens de Nancy ».

Au surplus, Mollevaut aurait-il été responsable des agissements du club si celui-ci se fût trouvé coupable ? Nous avons dit plus haut qu'il avait cédé la présidence de la Société à M. de la Vallée, et, au mois de Juillet 1790, le journal de Sonnini publiait encore une ode à La Vallée « président de la Société des Amis de la Constitution » : c'est donc ce dernier qui dirigeait le club au moment où il aurait pu endoctriner les soldats; il est

(1) *Relation* de Léonard : note de GUILBERT, pages 159-160; au verso, Guilbert dit encore : « Il me paraît que M. Léonard, en écrivant ces faits a plus cherché à se satisfaire qu'à raconter nos tristes événements, comme il aurait dû le faire, sans des épisodes très déplacés ».

(2) AM, I 2, Société des Amis de la Constitution, 1790-96, 1 pièce.

(3) AM, I 2, Société des Amis de la Constitution, 1790-196, 1 pièce,

probable qu'en raison de son passé louche et par crainte d'être découvert par Bouillé, il s'enfuit peu avant l'affaire. Alors Mollevaut, fort de la droiture de ses actes, n'aurait repris la direction de la Société qu'au moment où celle-ci avait besoin d'une tête et d'un défenseur : ce qui serait une preuve de courage civique (1).

En résumé, la municipalité avait manqué son coup et ce fut peut-être cet esprit de vengeance déplacé qui lui attira l'hostilité des deux Commissaires du Roi. Nous avons déjà dit qu'on accusait ceux-ci de s'être entourés de patriotes notoires : Mollevaut passa même pour avoir rédigé leur rapport : nous avons à ce sujet un double témoignage : 1) celui de l'administration du district de l'an II (2); 2) celui de M. Fachot (3). Ce dernier, avocat au Parlement et membre de la garde citoyenne, raconte qu'au moment du départ de Mollevaut pour Paris, la femme de ce dernier « vendit aux revendeurs plusieurs papiers du cabinet de son mari qu'elle regardait comme inutiles. Ledit rapport écrit en original de la main de M. Mollevaut se trouva parmi ces papiers; ils étaient exposés en vente sur la place du Marché. » FACHOT feuilleta l'original « manuscrit sur papier in-4° » et l'acheta pour dix francs; il se disposait à l'emporter lorsque M. Léopold-Henri Protter de Vulmont, conseiller à la Cour du Parlement, demanda à Fachot quels étaient les papiers qu'il venait d'acheter; Fachot les lui montra, de Vulmont parcourut le rapport et s'en empara, au grand déplaisir de Fachot qui note tristement: « Ce M. de Vulmont pour me soustraire ces papiers usa de l'ascendant qu'un Conseiller prétend avoir sur un simple avocat. » Jamais plus on ne revit l'original : Fachot, à la

(1) Tous les papiers du club ayant disparu, il nous est impossible d'être plus affirmatif.

C'est pour cette raison que nos recherches dans les papiers du Bailliage ont été vaines; pour acquit de conscience, nous avons en effet aux AD vu les registres B 2531, 3629, 3926, 4095, 4303, 4267, 4367, 4377 et 6900.

(2) *Tableau de la situation politique de Nancy* : 24 thermidor an II (BM, n° 1291 du catalogue FAVIER).

(3) Rapport de Duveyrier et de Cahier; (BM, affaire de Nancy, NOEL, *Recueil factice*, tome II in-8° — annotations de FACHOT).

mort du conseiller, assista à la vente de sa bibliothèque, tâcha de retrouver la pièce, mais en vain : on lui assura qu'elle était passée de l'autre côté du Rhin.

Il n'y a aucune raison de suspecter a priori ce récit de Fachot (1), d'autant plus que la réponse du Directoire au rapport des Commissaires semble témoigner d'une légère hostilité des membres du Directoire à l'égard de leur ancien collègue (2). Il se peut donc que Mollevaut ait rédigé le rapport sur l'affaire de Nancy et en ce cas, il aurait manqué de franchise à l'égard des membres du département; car Etienne a assisté à toutes les séances qui ont précédé et suivi l'affaire du 31 août; son nom figure en bas du procès-verbal des 27, 28, 30 et 31 août, qui est la relation officielle de l'autorité départementale, relation rédigée d'ailleurs le 1^{er} septembre. Pourquoi donc a-t-il approuvé la proclamation du Directoire à « l'immortel Bouillé » ? Pourquoi s'est-il associé à toutes les mesures prises par l'administration, puisque dans le rapport des commissaires, il critique l'attitude du Directoire ? Pourquoi commet-il des erreurs dans ce même texte, comme celle qui figure à la note 1 de la page 40, où les Commissaires prennent à parti le procès-verbal du Directoire (séance du 27 août), alors que Mollevaut, signataire de ce procès-verbal, savait parfaitement ce que ses collègues et lui avaient fait dans cette séance (3) ? Certes, que Mollevaut

(1) Nous avons dit plus haut que Mollevaut avait été le parrain de Fachot lors de son entrée au barreau; il semble donc que ce dernier n'ait pas voulu nuire à Mollevaut en relatant ces faits.

(2) Mollevaut était à ce moment maire de Nancy. « Pourquoi, MM. les Commissaires ne parlent-ils pas de cette seconde députation (celle de Mollevaut à Toul) ? C'est ce M. Mollevaut que M. de Sillery couronne de son éloge personnel et qui a concouru à toutes les dispositions du Directoire » (Réponse du Directoire au rapport des Commissaires).

(3) Les Commissaires disent en effet : « Le directoire s'est donc trompé lorsque dans un récit tenant lieu de procès-verbal des 27, 28, 29, 30 et 31, il a dit que les gardes nationales n'avaient été requises que pour le 30; il est vrai que dans ses instructions attachées à la réquisition, il invite les plus tardifs à se trouver à Nancy, au plus tard le 30; mais la réquisition étant, en termes formels, de se rendre à Nancy sans délai, les plus voisins ont dû nécessairement arriver le même jour ». En réalité, le Directoire ne s'est pas trompé, car le terme « sans délai » ne figurait que dans la réquisition de Malseigne-Bouillé, et cette réquisition n'était pas envoyée lorsque les gardes arrivèrent sur la convocation faite par Desmottes seul.

n'ait pas été en communion d'idées avec un Collenel ou un Fisson du Montet, cela se conçoit; mais alors, pourquoi s'associer à leurs actes, à leurs travaux et les critiquer ensuite par derrière ? Ce serait d'une flagrante hypocrisie ! Cependant Mollevaut nous est apparu jusqu'ici avec assez de caractère et de droiture pour que nous ayons le droit d'émettre des doutes sur les affirmations de Fachot et pour juger en toute justice, nous aimerions tenir entre nos mains l'original qui échappa à ce dernier.

Au reste, peu importe ! Ce que nous préférons savoir, c'est que ni le club ni Mollevaut ne sont responsables de l'affaire de Nancy. Mais alors, où sont les coupables ? Où sont ceux qui provoquèrent la rébellion ? Où sont ceux qui poussèrent au massacre ?

A notre avis, les officiers de la garnison portent les premiers une lourde responsabilité; une lettre écrite par Ferry Dufey, sous-lieutenant au régiment de Mestre de Camp, et adressée le 13 août 1790 à sa fiancée, Louise de La Valette, fille de l'ancien commandant de la garde (1), jette un jour singulier sur la vie de garnison de ces officiers, ses camarades : « Orgueilleux, dissolus, ignorants et ricanes, endettés, et néanmoins avides de jouissances, presque tous jeunes et nobles, insoucians et légers, vains et frivoles, héros de boudoir et papillons de cour, sybarites nécessaires..., les officiers de la garnison de Nancy, grâce à leurs débauches, à leur fatuité, méritent bien la haine et la vengeance des bourgeois de cette ville dont je comprends d'autant mieux le caractère et les mœurs que je suis né dans ces murs; en vérité, s'il était permis à ma jeune raison de porter un jugement grave, je dirais *qu'on fomente à Nancy les germes d'une contre-révolution*, j'accuserais la politique des gens de cour; je montrerais qu'on veut discréditer en province ce qui se passe à Paris; je prouverais qu'on pousse notre ville à des crimes et qu'ensuite on la punira d'une manière terrible, afin que cet exemple serve à toutes les cités du

(1) Leupol, *La Lorraine, antiquités, chroniques, légende*, (BM, n° 9316 du catalogue FAVIER), tome II, pages 301 sqq.

royaume. » Cette lettre est du 13 août, nous le répétons : et elle montre parfaitement l'état d'esprit de la plupart des officiers des régiments de Nancy ; cette haine était réciproque et l'on voyait sans cesse, l'on avait même vu avant la Révolution, des batailles entre officiers et jeunes gens de Nancy, où les provocateurs étaient peu souvent ces derniers ; il était tout naturel que le peuple, par conséquent, détestât cette caste et se rapprochât des soldats, d'autant plus que, dès le début de la Révolution, les officiers affichèrent le plus violent mépris pour les actes de l'Assemblée : le 24 mars, l'un d'eux ne disait-il pas même à M. Coliny, major de la garde qu'il se f..... des décrets. De plus, ces officiers toisaient avec dédain ces bourgeois revêtus d'un uniforme, et, alors que ces derniers saluaient respectueusement les troupes de la ligne, celles-ci, par ordre, ne rendaient pas d'honneurs. Détestés par l'habitant, les officiers l'étaient chaque jour davantage du soldat, de ce soldat patriote contre qui ils provoquaient « les plus fins tireurs d'armes du régiment » (1) ; et aigri par cette hostilité de ses chefs envers le nouvel état de choses, par cette discipline qui n'était pas en rapport avec le progrès des idées, par ces provocations insolites, le soldat l'était encore par l'indélicatesse et la négligence des officiers dans l'administration de la masse ; et ceux-ci ne faisaient rien pour le rassurer : bien au contraire !

Responsabilité ensuite des corps administratifs. Comme l'a remarqué M. Maire dans son ouvrage sur *L'affaire de Nancy* (2), « l'autorité de Nancy n'était pas bien ferme : et dans ses mesures, elle manquait souvent d'ensemble... Dans les circonstances critiques, le Directoire comptait sur la municipalité et la municipalité sur le Directoire. »

Il est certain que ni l'un ni l'autre ne firent le nécessaire pour rassurer l'opinion ; un Collenel, président du Directoire, était peu à sa place dans des circonstances difficiles ; vieillard fragile et timoré, il se laissa balloter

(1) Rapport des Commissaires, page 19.

(2) P. 77.

par les remous de sens contraire; et il en était de même de la plupart de ses collègues comme aussi des membres de la municipalité. Leur grosse faute à tous, ce fut de ne pas proclamer officiellement le décret du 16 août qui annonçait, en cas de continuation des troubles, l'emploi prochain de la force armée sous les ordres de Bouillé. Ce point retint particulièrement l'attention des Commissaires et il pesa certainement sur les conclusions de leur rapport. Certes les autorités le firent imprimer, ce décret du 16 août; mais cela ne valait pas une proclamation solennelle en présence des corps constitués. La loi n'ordonnait pas sa publication ? Sans doute, mais si cette formalité n'était pas ordonnée à la lettre, elle l'était par l'esprit même du décret, puisque celui-ci donnait 24 heures aux soldats pour se repentir; il fallait donc que les rebelles connussent le délai qu'on leur accordait. La prudence défendait de publier le décret ? Parce que les soldats déjà fort « montés » allaient se fâcher davantage ? Qu'est-ce qui le prouve ? En de telles circonstances, il fallait du courage ! Et puis, ne valait-il pas mieux mettre tout le monde en face de ses responsabilités ? N'était-il pas préférable de faire connaître la véritable mission de Bouillé plutôt que de laisser croire à une tentative de contre-révolution de la part de ce dernier ?

Le Directoire, il est vrai, répond : mais le procès-verbal de la séance du 25 août, affiché le 27, ne renseignait-il pas les gens sur la mission de Malseigne ? Et les gardes ne purent-ils pas en prendre connaissance ? Et la réunion du 27 à l'hôtel de ville où, devant Malseigne et des soldats rebelles, le Directoire se déclara prêt à appeler des troupes ?

Certes oui, mais le 27, c'était déjà bien tard ! Et les têtes étaient plus qu'échauffées, tandis que 8 jours plus tôt la proclamation solennelle du décret du 16 août aurait eu plus de chances de calmer l'agitation !

Et puis ce n'est pas là le seul tort des autorités nancéiennes ! Le 30 août, Bouillé fait parvenir à Nancy des exemplaires de sa proclamation; « à peine en eut-on connaissance, dit GUILBERT; j'ignore pourquoi ! » et le curé de Saint-Sébastien ajoute plus loin qu'il aimerait

voir la municipalité « mieux disculpée d'une faute aussi grave ». Celle-ci conseilla bien au Directoire du département de faire une proclamation sur les vrais motifs de l'arrivée de Bouillé; mais le département répondit que s'il en avait l'intention, il voulait du moins attendre le retour de la députation envoyée au général. Tergiversation ridicule et funeste ! (1)

D'autre part, le 31 août, 8 soldats du régiment du Roi demandèrent au Conseil général de faire battre la générale « afin de réunir aux drapeaux de la garnison ceux de la garde citoyenne » et de requérir les carabiniers de se rendre à Nancy. Le conseil refusa d'abord, puis après avoir consulté le Directoire, les deux corps « pénétrés de la sagesse des motifs de leur premier refus, mais d'un autre côté frappés de la nécessité impérieuse des circonstances, convaincus qu'il y allait du salut de la cité, ont cru devoir céder à cette insolence »; ils donnent donc la réquisition ! Aveu de faiblesse lamentable !

Enfin ce même 31, à 7 heures du matin, Poincaré, commandant de la garde nationale, vient, accompagné de plusieurs gardes et soldats, prier la municipalité : 1) de députer quelques-uns de ses membres vers M. de Bouillé pour lui demander ses pouvoirs et les rendre publics (2); 2) d'autoriser le commandant de la garde à aller à Champigneulle avec un peloton de gardes citoyens de Nancy assurer leurs collègues de Metz qu'ils seront reçus en frères. Sage précaution quand on savait l'antagonisme qui divisait les deux villes et qui avait même poussé Bouillé à amener contre Nancy les gardes de Metz ! La municipalité, au lieu de saisir cette excellente occasion, renvoie Poincaré au département.

Ainsi de tous côtés, chez les membres du Directoire comme chez la municipalité, faiblesses, scrupules mesquins et criminels, tergiversations lamentables, aveux d'impuissance et manque de décision, enfin veulerie manifeste ! Encore ce conflit eût-il pu être réglé sans la

(1) Rappelons que la proclamation ne fut publiée que le lendemain de l'affaire.

(2) AM, 12 : conseil général, séance du 31 août, 7 heures du matin.

maladresse de l'Assemblée, poussée par La Fayette, grand coupable à notre avis; ce fut celui-ci qui pressa l'Assemblée dans toutes ses démarches : c'est lui qui fit nommer Bouillé pour marcher contre les soldats « que le sentiment de l'oppression et de l'injustice avait égarés sur les moyens d'obtenir justice » (1); c'est lui qui par la bouche de son ami Emery, voulut faire approuver par l'Assemblée « tout ce qu'a fait et fera « le général » (2); c'est lui enfin qui, malgré les clairvoyantes protestations de Salle et de Robespierre, voulut forcer les Constituants à donner leur approbation à Bouillé (3).

« Ni l'assemblée, ni La Fayette ne comprirent ce qu'il y avait à faire. Ce qu'il eût fallu voir d'abord, c'est que les règles ordinaires n'étaient nullement applicables. L'armée n'était pas une armée. Il y avait là deux peuples en face : deux peuples ennemis, les nobles et les non-nobles. Ces derniers, les non-nobles, avaient vaincu la Révolution, c'est pour eux qu'elle s'était faite. Croire que les vainqueurs continueraient d'obéir aux vaincus, qui les insultaient d'ailleurs, était une chose insensée... Une seule chose était raisonnable, praticable, celle que conseillait Mirabeau : dissoudre l'armée, la recomposer... » (4). Mais La Fayette était trop aristocrate pour attribuer de l'esprit militaire aux classes inférieures et pourtant c'était de celles-ci qu'allait sortir cette pléiade de « généraux imberbes ». Adoré de la bourgeoisie parce qu'il la protégeait « contre le double péril qui la menaçait, à droite contre les complots aristocrates, à gauche contre les aspirations confuses des prolétaires » (5), aimé du Roi, entouré d'une clientèle tout aristocratique, vivant auprès d'une femme dévote, grisé par cette « Fédération » où les gardes l'avaient vénéré comme une idole, La Fayette, en présence de la

(1) *Révolutions de Paris*, tome 5, page 489.

(2) *Moniteur Universel*, réimpression, tome 5 (séance du 31 août).

(3) Dans les *Révolutions de France et de Brabant* (n° 43, pages 159 sqq.), le journaliste prend violemment à partie La Fayette qu'il appelle « le cheval blanc » faisant des « compliments au cheval d'amour Bouillé ».

(4) MICHELET, *Histoire de la Révolution*, éd. Rouff, page 299.

(5) MATHIEZ, *La Révolution française*, tome 1, pages 100-101.

décomposition des troupes, crut devoir à un moment « frapper un coup imposant pour l'armée » (1), dans l'espoir que cela rétablirait l'ordre et rendrait du prestige au Roi, à cette monarchie constitutionnelle dont il était le « maire du Palais ».

Et la direction de la répression fut confiée au marquis de Bouillé, celui qui passait alors pour le chef des contre-révolutionnaires, celui qui n'avait prêté le serment à la Constitution qu'à contre-cœur, « par l'expresse volonté du Roi » (2). A cet homme pour le moins suspect, on donne le commandement d'une région frontière foncièrement patriote, où, dès le 26 juillet 1790, la Société des Amis de la Constitution de Verdun dénonçait à celle de Nancy une lettre de Bouillé à Phelippes, lieutenant du Roi à Verdun, disant à ce dernier de laisser passer les troupes autrichiennes sur le territoire français (3); lettre qui provoqua, le 2 août 1790, la réunion à Nancy de dix citoyens actifs demandant la convocation de la Commune; c'est cet homme dont le nom, dès le début d'août, est ainsi synonyme à Nancy de traître que l'on trouve moyen d'envoyer 28 jours après dans cette même ville pour y ramener le calme, cet homme à qui le Roi, le 4 septembre, écrit : « Soignez votre popularité; elle peut m'être bien utile et au royaume; je la regarde comme l'ancre de salut et que ce sera elle qui pourra servir un jour à rétablir l'ordre » (4).

Ce choix ne fut pas la seule sottise criminelle de La Fayette : nous avons vu quel rôle funeste joua ce Desmottes que le général de la garde parisienne avait expédié à Nancy, muni de pleins pouvoirs; « homme nuisible » dit GUILBERT (5) : c'est la moins sévère des épithètes que l'on puisse lui appliquer.

(1) BOUILLÉ, *Mémoires*, éd. Barrière : lettre de La Fayette, page 183.

(2) BOUILLÉ, *Mémoires*, éd. Barrière, page 172.

(3) AM, 12 : Société des Amis de la Constitution, 1790-96, 1 pièce.

(4) BOUILLÉ, *Mémoires*, éd. Barrière, page 202.

(5) *Relation* de LÉONARD : note de GUILBERT, page 73 : « La précipitation de ce monsieur à faire venir ses gardes citoyens du dehors a causé en partie nos malheurs : les soldats les ont caressés..., et pénétrés de leur esprit : de quoi se mêlait ce Desmottes ! Devait-il agir de son chef ? S'il n'eût voulu que le bien, il aurait dû se concerter avec les corps administratifs ! Cet homme nous a été bien nuisible ! »

D'un côté, servilité inconséquenté de l'Assemblée, de l'autre, fourberie criminelle de La Fayette ! Maintenant brutalité de Bouillé (1).

Il semble bien que ce dernier, « féodal endurci qui méprise la foule », ait voulu engager une action décisive contre les éléments patriotes des villes et rétablir un pouvoir fort : « Quoique j'eusse la guerre en horreur, dit-il dans ses *Mémoires*, je la croyais nécessaire pour sauver le roi, la monarchie, la France entière ». Peut-être même comptait-il le faire avec le secours de l'étranger ; une phrase de ses *Mémoires* le laisse bien entendre : « Je me proposai de m'assurer également de Montmédy qui me donnerait une communication avec le Luxembourg et l'étranger » (2). Ses fautes, volontaires ou non, sont innombrables ; « exécutant brutal d'un ordre brutal » (3), Bouillé porte la responsabilité du massacre de la porte Stainville.

C'est lui qui, par une hypocrisie repoussante, demande à l'Assemblée l'envoi de deux commissaires (4) et qui agit sans les attendre, afin sans doute de ne pas être gêné par eux. C'est lui qui met à l'avant-garde de la colonne les gardes nationaux de cette ville de Metz qui hait Nancy. C'est lui, qui, au lieu de tourner la capitale lorraine comme eût fait un général désireux d'éviter toute collision, s'avance vers la seule porte où une résistance sérieuse était possible, à la faveur des bastions, glacis et autres fortifications dont elle se trouvait flanquée. C'est lui encore qui demande une chose impossible : que les soldats livrent quatre de leurs camarades ! C'est lui enfin qui arrête sa colonne à trente pas — et pendant plus d'une demi-heure — d'une porte défendue, qui s'éloigne de la tête de ses troupes où il

(1) Bouillé (François-Claude-Amour, marquis de), d'origine auvergnate, soldat depuis l'âge de 14 ans, a fait la campagne de la guerre de 7 ans ; à 28 ans, gouverneur de la Guadeloupe, pendant 20 ans sert aux Antilles, puis revient en France.

(2) POULET, *Les volontaires de la Meurthe*.

(3) BOURDEAU, *L'affaire de Nancy* (Annales de l'Est, 1898), conclusion.

(4) *Moniteur Universel*, réimpression, tome 5 (séance du 31 août).

aurait sans doute calmé les nerfs (1). Fautes innombrables, que nous ne mettons pas sur le compte de l'inconséquence, mais que nous considérons comme voulues : Bouillé désirait faire un exemple; l'occasion était là, il fallait la saisir.

Au reste, ce général avait eu de précieux collaborateurs : Malseigne, « aristocrate le plus crâne de l'armée » (2), bretteur de premier ordre ! Étaient-ce là des références suffisantes pour en faire un vérificateur de comptes ? Son arrivée à Nancy met le feu aux poudres; Il frappe et blesse, puis fuit bêtement à Lunéville ce qui échauffe davantage les têtes. N'était-ce qu'une maladresse ? Nous ne le pensons pas et nous sommes bien près de voir en Malseigne un provocateur; il est un incident sur lequel on a toujours passé et qui, à notre avis, a une certaine importance : c'est ce geste de l'ancien ordonnance de Malseigne, du nommé Canone, cavalier de Mestre de Camp, qui fait partir, dans un mouvement rapide et louche, une pièce de la porte Stainville. Cet incident que les Commissaires n'ont pu éclaircir (3) nous est rapporté par des gens dignes de foi (4); et nous nous demandons si ce Canone, au nom symbolique, n'a pas été poussé à son geste par ceux qui avaient intérêt à provoquer un choc : la rapidité de sa fuite en autorise tout au moins l'hypothèse (5).

Selon nous, La Fayette, Bouillé, Malseigne, de Noue aussi, bien que plus sympathique et plus franc, tels sont les grands responsables de l'affaire de Nancy;

(1) BM, Manuscrit 852 (382). M. FACHOT écrit en note : « ... Il me semble que M. de BOUILLÉ aurait évité tous ces malheurs, s'il avait mis moins de précipitation dans l'exécution des décrets. La garnison parlait de se rendre; elle en avait fait les démarches. On ne lui a pas donné le temps de se reconnaître ».

(2) *Révolutions de France*, tome 4, n° 41.

(3) Cf. leur rapport, page 88.

(4) FACHOT [BM, Manuscrit 852 (382)].

(5) Et le geste de Désilles ? On a toujours vu en lui un héros, mais a-t-il été mû par un sentiment humanitaire ou bien a-t-il voulu user de ses galons d'officier pour intimider les rebelles et ouvrir Nancy à l'armée de Bouillé ? En faveur de la première hypothèse, les paroles de Désilles et les versions données par les rapports et lettres des contemporains; en faveur de la seconde, sa situation d'officier et l'état d'esprit des cadres de la garnison.

ajoutons quelques torts du côté des soldats (1), mais beaucoup plus du côté de leurs chefs, blâmons un peu l'attitude des autorités qu'excuse la nouveauté de leurs fonctions, et nous retrouvons sous cet épisode si difficile à relater une vaste tentative de l'aristocratie pour faire machine en arrière ou du moins enrayer le mouvement révolutionnaire et l'arrêter sur cette forme de monarchie constitutionnelle dont La Fayette était le patron.

Et si à Mollevaut quelques reproches peuvent être faits sur l'attitude qu'il observa durant ces jours pénibles et après, n'y voyons que son désir de maintenir cette œuvre de régénération de la France contre les barbons d'ancien régime. D'ailleurs, les insultes qu'il avait subies devaient être bientôt vengées et ses concitoyens, revenus de l'abrutissement passager où les avait plongés l'affaire, allaient lui donner la plus haute marque de leur estime (2).

(1) A propos de la condamnation de 37 Suisses de Châteaueux, GUILBERT déclare (Relation de Léonard, annotée par lui, page 161) : « Je n'ai pu lire ce jugement sans frémir ; condamner au dernier supplice 37 hommes qui ne peuvent être tous également coupables, il faut aimer à voir couler le sang ».

(2) Sur l'affaire de Nancy, on trouve aux AN (DXXIX M 59) un *Mémoire d'un citoyen de Nancy* (Dubois, rue des Dominicains) qui raconte à sa manière l'affaire du 31 août 1790.

CHAPITRE VI

Mollevaut, maire de Nancy 1790-91

La municipalité de Nancy devait être renouvelée par moitié le dimanche suivant la Saint-Martin; mais, par suite de démissions, c'étaient en réalité 7 officiers municipaux et 20 notables qu'il fallait remplacer: il s'agissait donc d'un renouvellement presque total de la municipalité, d'autant plus que le Maire Custine, le procureur de la Commune et son substitut avaient officiellement renoncé à leurs fonctions.

Les citoyens actifs de la ville furent donc invités à se réunir dans leurs sections respectives le dimanche 14 novembre, à partir de 9 heures du matin, au signal des cloches des paroisses: ne seraient admis sur les listes que les citoyens inscrits pour le service de la garde.

Le 16 novembre 1790 (1), le corps municipal, assemblé à trois heures de relevée, procéda au recensement du premier scrutin de chaque section pour l'élection du maire, en présence des commissaires envoyés par les 8 sections. Comme toujours, personne n'avait fait acte de candidature, de sorte que les suffrages s'éparpillèrent sur plus de quarante noms. Mais Etienne Mollevaut arriva en tête avec 646 voix sur 967 votants (2), alors que son concurrent le plus heureux, de

(1) AM, K1: procès-verbaux des sections ou D1: délibérations.

(2) Mollevaut avait en plus 98 voix données sans qualité et considérées comme perdues; en plus, un bulletin de vote fut annulé pour mauvaise orthographe (Mollevault). Les voix obtenues par Etienne se répartissaient ainsi:

1 ^{re} section:	126	voix	sur	138	votants;
2 ^e section:	86	—	—	117	— ;
3 ^e section:	99	—	—	133	— ;
4 ^e section:	85	—	—	97	— ;

Lattier, représentant du parti modéré, n'obtenait que 85 voix. Mollevaut fut donc proclamé maire de Nancy, et le président Aubert chargea une délégation, composée de MM. Malglaive, Ayet, Chaillon et Mandel, d'aller lui annoncer cette nouvelle et de le féliciter.

Les opérations électorales se continuèrent du 17 au 28 novembre; elles marquèrent le triomphe définitif du parti avancé : tous les membres marquants du club et de la garde furent élus officiers municipaux ou notables (1); GUILBERT, dont l'évolution à droite s'accroissait, s'en prit à ses concitoyens qui avaient négligé d'aller voter (2) : « Il n'y avait presque personne; aussi MM. du club ont-ils eu le champ très libre et ils en ont profité pour y placer leurs prophètes et leurs docteurs... » (3). Les officiers de l'ancienne municipalité ne pouvaient eux-mêmes cacher leur dépit et ils ne cédèrent qu'à regret à l'invitation qui leur fut faite le 17 au nom des 8 sections pour que l'on rende au nouveau maire les honneurs accordés à Custine et que l'on sonne toutes les cloches;

5 ^e section ¹ :	40	voix	sur	164	votants ;
6 ^e section :	45	—	—	93	— ;
7 ^e section :	26	—	—	89	— ;
8 ^e section :	129	—	—	136	— ;

Remarquons que la section même de Mollevaut (la 5^e) ne lui fournit qu'un petit nombre de suffrages; par contre, la 1^{re}, celle de son frère, apporta beaucoup de voix à Etienne. Nous reproduisons les chiffres ci-dessus d'après SAL, Recueil complémentaire, 1790-92; le total des voix attribuées à Mollevaut ne donne que 636, mais il y a certainement une erreur, puisque le PV. des AM porte 646.

(1) Citons en particulier : Genaudet, de Jobart, Desbourbes, Febvé, Blaise, Coliny, Poincaré et Zangiacomi.

(2) Lettre à Verdet, f° 73 (sans date).

(3) Le club avait en effet fait tout son possible pour triompher; il chercha même à écarter du vote tous ses adversaires. Ainsi Aubert, officier municipal et président du corps municipal au moment des élections, se vit refuser l'accès de la salle de la 3^e section présidée par Blaise, malgré son billet d'entrée. La Commune fit son enquête, cassa les élections, mais Aubert retira sa plainte pour ne pas retarder les opérations. Néanmoins, les sections protestèrent contre le blâme adressé à Blaise, ce qui montre le discrédit où était tombée la municipalité du 31 août.

Cette 3^e section était le fief du patriotisme à Nancy et c'est à elle que Mollevaut réserva sa première visite après son élection (cf. BM, *Recueil factice Noël*, affaire de Nancy, tome III in-4°); le nouveau maire fut vivement acclamé et le président se fit l'écho de l'assemblée, heureuse de voir « terrasser l'hydre de la calomnie dont la haine impuissante s'exhale en vain contre ceux qui chérissent une Constitution qui sera à jamais l'honneur du nom français. »

ils répondirent que pour le premier maire, les paroisses avaient carillonné de leur propre gré, mais qu'ils invitaient néanmoins les églises « à sonner aujourd'hui soir pour annoncer l'élection de M. Mollevaut, élu maire de cette ville » (1).

Le parti avancé, par contre, exultait; le 8 novembre 1790, le *Journal de Sonnini* (2) annonçait en hâte le succès de M. Mollevaut « connu par ses talents, et surtout par ses vertus civiques qui lui ont valu plus d'un genre de persécution...; c'est un triomphe pour le patriotisme. » Le 2 décembre (3), le même journal écrivait, jetant ainsi une vive lumière sur l'état d'esprit de la ville à cette époque : « La nomination de M. Mollevaut à la place de maire, vivement accueillie par les Amis de la Constitution, n'est pas du goût du parti opposé. Les sarcasmes, de très méchants bons mots, des injures bien grossières en façon d'épigrammes, n'ont pas été épargnés. Malgré toutes ces gentilleses, son élection n'est pas la seule dont le patriotisme ait à s'applaudir. Les voix ont porté à l'emploi de procureur de la

(1) AM, D1 : registre des délibérations.

(2) *Journal de Sonnini*, tome I, page 304 (n° du 18 novembre 1790). Bien curieuse figure du Nancy révolutionnaire que le directeur de ce journal. Sonnini (Charles-Nicolas-Sigisbert), né à Lunéville le 1^{er} février 1751 d'un père d'origine italienne; après études faites à l'Université de Pont-à-Mousson, il alla étudier le droit à Strasbourg et fut reçu avocat à la Cour souveraine de Nancy. Epris d'aventures, il fut tour à tour soldat et marin, étudiant au cours de ses voyages l'Histoire naturelle. Revenu en France, il se fixa à Manoncourt-en-Vermois pour y faire de l'agriculture. Dès la Révolution, il embrassa les idées nouvelles et prit domicile à Nancy : son journal fut le « premier en date des journaux politiques lorrains » (PFISTER, *Les députés de la Meurthe*). Juge de paix du canton de Saint-Nicolas, il fut choisi par les électeurs du département comme deuxième suppléant à la Législative. L'année 1792 le vit juge au tribunal du district de Nancy. A l'époque de la Terreur, il devint membre du Directoire du département et fut chargé de l'épuration des autorités constituées de Lunéville, sa ville natale. Mais les représentants Le Bas et Saint-Just le destituèrent en brumaire an II et le firent enfermer dans une prison de Paris. Rappelé au Directoire du département en juin 1794, il n'y fit qu'un court séjour et retourna à Manoncourt; de là il gagna la capitale où il publia de nombreux ouvrages. Nommé en 1804 principal du collège de Vienne, il échoua dans sa nouvelle profession; après un autre séjour à Paris, une place de précepteur se présenta pour lui à Jassy (Roumanie actuelle). Tous ces voyages l'avaient ruiné et quand il rentra à Paris en décembre 1811, la maladie acheva de le miner; il mourut le 9 mai 1812.

(3) *Journal de Sonnini*, tome I, page 321 (n° du 2 décembre 1790).

Commune M. Garnier le jeune, qui joint à un mérite distingué les qualités d'un excellent citoyen. Le substitut est M. Hussenot, jeune encore, mais très avancé dans l'âge des talents et du civisme. Honneur à la ville de Nancy ! Le feu sacré du patriotisme brûle enfin dans ses foyers d'une flamme vive et pénétrante, les nuages qui l'obscurcissent se dissiperont et son horizon sera bientôt épuré. » Et le rédacteur d'ajouter pour conclure : « L'on a dit, à la vérité, que les *honnêtes gens* n'avaient pas voulu prendre part à de pareilles élections. Citoyens, vous vous rappelez quelle était la classe qui naguère s'arrogeait exclusivement cette qualification ; des richesses, des titres, des privilèges suffisaient pour être admis à y faire nombre, et vous, pauvres et vertueux *Plébéiens*, *petites gens* d'alors, le mépris et le dédain étaient votre partage... Ces temps d'oppression et de chimères sont passés à jamais... Encore un peu de patience et de courage, et il n'y aura plus d'autres honnêtes gens que les amis de la Patrie. »

La joie dépassait même les portes de Nancy, et de Longuyon, un avocat écrivait à Sonnini (1) que le tableau des « nouveaux décurions » avait produit sur les patriotes l'effet que « causa ce peintre sublime de l'antiquité, qui effaçait sur la toile des scènes de consternation et de douleur pour les remplacer par des images de plaisir et de félicité. » Et le correspondant de faire ensuite l'éloge de Mollevaut, « cet homme loyal, ce bon père de famille, cet ami de la loi qu'il a connu et qu'il a aidé à supporter « le supplice de ne pouvoir faire encore régner la raison, et d'être obligé de lutter pour l'amour de la patrie contre la calomnie et la persécution. »

Tous les révolutionnaires de Lorraine applaudissaient donc à ce succès d'Etienne Mollevaut, et même tous les Jacobins de France ; le *Journal des Clubs* (2) se fit l'écho de leur joie, à propos d'une lettre envoyée par Mollevaut le 17 novembre à son ami, le Constituant

(1) *Journal de Sonnini*, tome I, pages 411-413 : 6 janvier 1791.

(2) BN, 8° Le² 483 : *Journal des Clubs*, n° 111, pages 126-127 ; cette pièce a été réimprimée et figure à la BM au manuscrit 852 (382), f° 308, avec les commentaires d'un imprimeur hostile à Mollevaut.

Charles Voidel (1) et dans laquelle il disait : « Je viens, cher et digne patriote, d'être élu maire de Nancy à une très grande majorité, au premier scrutin. Mon patriotisme seul a dicté ce choix. Soyez donc sûr que la majorité des citoyens de Nancy est patriote. Cette idée consolante adoucit l'amertume de toutes les peines que j'ai essuyées, des travaux que je vais entreprendre. Je quitte le Directoire du département, les appointements de cette Commission. Ces sacrifices me coûtent peu; si je parviens à rétablir enfin une tranquillité fondée sur la base de la constitution, de la liberté, de l'égalité, et à bannir de notre cité la discorde, les rivalités, toutes les semences de division, ou du moins à les rendre le moins fâcheuses qu'il sera possible... »

Dès le 25 novembre, le président du Corps municipal, Aubert, invitait Mollevaut, Garnier et Hussenot à entrer en fonctions, mais ceux-ci, « ayant des occupations particulières », répondirent tous trois qu'ils ne commenceraient leur service qu'avec les nouveaux membres élus. C'est pourquoi l'installation de la nouvelle municipalité n'eut lieu que le 30 (2). Poirson revint à l'hôtel de ville pour recevoir lui-même Mollevaut et prononcer à son adresse une harangue d'un style élégant et ému : « Appelés par les suffrages de la Commune à remplacer ceux de ses magistrats et notables qui sont sortis cette année, suivant la loi, le choix éclairé qu'elle a fait de vous pour les remplacer fait l'éloge de vos vertus et de votre patriotisme...

« Les lumières et l'expérience de nos collègues qui auront l'avantage de travailler avec vous au bonheur commun lui en sont un sûr garant, mais que ne doit-elle pas espérer du chef de cette magistrature dont la douceur de caractère, la pureté des mœurs, la sagacité et l'expérience lui ont constamment mérité l'estime de ses concitoyens; la nouvelle dignité qui vient couronner en lui tant

(1) Voidel (Jean-Georges-Charles), né à Château-Salins le 8 septembre 1758; député à la Constituante et président du Comité des Recherches. Sur ce personnage, voir un article de M. d'AURIAC, *Révolution Française*, tome 23, pages 36 et 124.

(2) AM, D 1 : procès-verbaux des séances, 30 novembre 1790.

de vertus, ne fait qu'ajouter aux preuves éclatantes qu'il en avait reçues en différentes occasions... »

Mollevaut, après avoir prêté serment, répondit par un discours fort bien tourné : « Depuis longtemps, une grande révolution était devenue nécessaire au salut de la France. Des causes bien différentes concouraient à la préparer, d'un côté les travaux d'hommes éclairés et savants, dont la main courageuse déchirait de temps à autre le voile imposteur des préjugés funestes, et de l'autre les entreprises d'hommes également ignorants et avides et dont l'audace coupable précipitait la Nation vers sa ruine entière. En vain, le Roi dont la bonté paternelle avait, il y a quelques années, rassemblé autour de sa personne sacrée et de tous les coins du Royaume des Conseils et des lumières, le Roi dans sa sagesse avait essayé en vain d'opposer une digue au torrent des maux dont la France était inondée et qui allaient la submerger.

« La nation seule était capable de sauver l'Empire, qui penchait vers sa chute, et, par son autorité souveraine et absolue, de renverser un colosse d'abus liés tous les uns aux autres par des rapports plus ou moins sensibles, mais toujours également redoutables à la Nation et au Trône.

« Elle s'est donc opérée, cette révolution mémorable qui étonne l'esprit humain, qui sera l'admiration de tous les siècles.

« Grâce à l'héroïsme, au génie, à l'amour constant du bien général qui respire dans le sein de l'auguste Assemblée nationale, et qui en dirige tous les mouvements, l'homme a recouvré ses droits; le royaume composé de parties isolées et disparates ne forme plus qu'un tout soumis aux mêmes lois, dirigé par les mêmes principes, puissant et indissoluble par les liens désormais inaltérables de la liberté, de l'égalité, de la concorde.

« Il est dissipé sans ressource l'espoir insensé d'anéantir cet ordre merveilleux qui n'est pas appuyé sur la base toujours fragile et qui tombe tôt ou tard, de l'erreur, de l'intérêt personnel, de la vanité et du mensonge, mais qui a sa racine immortelle dans le cœur de l'homme et profondément inébranlable, cette loi qui n'est pas l'ou-

vrage des humains, mais que la main bienfaisante du créateur imprime dans toutes les âmes en caractères ineffaçables... En un mot, toute contre-révolution, MM. est désormais impossible; que désormais les craintes de ce malheur affreux soient bannies de notre sein de même que l'espoir en est totalement dissipé; la sagesse et la justice du Roi s'empressent même par le choix des Ministres patriotes, à calmer toutes nos inquiétudes.

« Ce n'est pas que nous devons veiller sans cesse à son maintien avec une courageuse et continuelle exactitude, nous en avons fait le serment.

« De maintenir de tout notre pouvoir la Constitution, ce n'est pas dire que nos obligations se réduisent à une obéissance servile et à ne pas opposer d'obstacles à l'exécution des lois.

« Voilà donc MM., l'obligation sainte que le choix honorable de nos concitoyens et notre serment nous imposent de ne rien omettre de ce qui peut concourir à l'affermissement de notre Constitution, écarter les obstacles qui en embarrassent la marche et les difficultés qui en ralentissent l'exécution, l'obligation de la faire aimer et respecter, de lui attirer en un mot l'hommage qui convient à des hommes libres et de la vénération, du dévouement et de l'amour.

« Votre patriotisme, MM., vous dictera tous les moyens d'atteindre ce but, votre zèle pour le bonheur d'une cité recommandable plus encore par les mœurs et les vertus de ses habitants que par la beauté de ses édifices et les richesses qu'elle possède...

« Il en est un, MM., qui est bien cher à mon cœur, c'est de faire régner l'union, la paix, la concorde, de bannir les haines, les dissensions, les vengeances et les défiances, c'est de sacrifier tout, veilles, repos, souvenirs, tout en un mot, à rendre ce séjour celui du patriotisme, de la douce fraternité qui de tous les citoyens, de tous sans exception, ne formera plus de cette cité qu'une seule famille, de même que tout l'Empire ne renfermera plus que des frères et des amis. »

Après ces belles paroles où perce l'idéal le plus pur et qui nous révèlent les sentiments intimes d'Etienne Mollevaut, le Procureur de la Commune rendit hommage au nouveau maire : « Le choix éclairé des citoyens en élevant M. Mollevaut à la dignité de Maire de cette ville, vient de ranimer la confiance des bons patriotes et combler tous leurs vœux; pour célébrer dignement son patriotisme et ses vertus, il faudrait des talents plus exercés que les miens; aussi je n'entreprendrai point de vous peindre son généreux dévouement, la pureté de ses vues et son attachement inviolable aux principes de notre heureuse constitution, mes couleurs seraient déjà au-dessous de la vérité, d'ailleurs la modestie qui couronne toutes ses éminentes qualités serait blessée par des éloges plus étendus, quoique si justement mérités. Félicitons-nous, MM., d'avoir à la tête de la Municipalité un des hommes le plus en état de lui être utile, qui après avoir été longtemps l'interprète des anciennes lois, va devenir le plus ferme appui des nouvelles. Félicitons nos concitoyens des avantages inestimables qu'ils vont recueillir de ses talents et de son expérience ainsi que de son amour connu pour la paix et l'union. »

Il n'est pas jusqu'aux « Dames Poissonnières et Harengères » de Nancy qui n'aient voulu témoigner leur joie : elles se rendirent, le 3 décembre, en corps à l'hôtel de ville, précédées de la musique du Régiment d'Alsace, et suivies d'un nombreux cortège; l'un d'elle adressa à Monsieur le Maire la harangue suivante (1) : « Pour vous faire un compliment comme vous l'méritez, y n'a pas fallu nous creuser longtemps la cervelle, nous avons tout de suite trouvé dans not cœur ce qui vous fallait dire, cependant si not compliment sent un peu la carpe, i ne faut pas vous en étonner, y faut ben que la tonne ait un petit goût de hareng; vla une petite couronne de feuilles de lauriers que nous vous présentons; quand elle serait d'or moulu, elle ne vaudrait pas vot mérite, mais c'est égal, ça n'empêche pas que nous ne vous

(1) *Journal de Sonnini*, tome I, pages 409-410, n° du 6 janvier 1791.

aimions comme un brave citoyen, un honnête homme et un bon Père de la Ville. Nous savons ben que les aristocrates ont voulu vous donner du tintoin, mais is y ont cassé leur pipe, et le mal quis ont voulu vous faire est tourné à leu honte et à vot profit, car nous vous aimons toujours davantage, et vous nous avez ben prouvé que c'était tout ce que vous demandiez, puisque vous avez quitté une belle et bonne place pour avoir celle d'être not Père.

« Pour vous autres, MM., nous vous connaissons ben tous aussi. On dit que j'sommes des bêtes, mais je ne l'sommes pas si fort puisque je vous avons choisis pour être dans les Municipalités. Nous donnerions jusqu'à not dernier goujon pour que vous y restiez ben longtemps, car j'sommes ben sûres que vous nous ferez du bien tant qu'vous pourrez; mais pourtant que not intérêt ne vous rende pas négligents à l'endroit de vos femmes, da; je n'voulons pas qu'vous nous fassiez ben aises à leux dépens. » (1).

Ainsi, pour la première fois depuis le milieu de l'année, Nancy semblait revivre; cette ville, qu'une malheureuse affaire avait assombrie et vidée — beaucoup de gens avaient quitté Nancy avant et après le 31 août — renaissait et reprenait sa gaie et lumineuse physionomie de cité aux portes d'or : et pour cela, qu'avait-il fallu ? Qu'un homme hier encore décrié, bafoué, fût élevé à la première magistrature de la ville, que la réaction fût vaincue, que Nancy se mit à l'unisson des grands événements !

Deux organismes tiraient surtout parti de cette victoire de Mollevaut : le club et la garde.

L'époque qui, aux yeux de ses adversaires, devait marquer la fin de la Société des Amis de la Constitution, fut au contraire le signal d'un nouvel essor. Se purgeant de tous les faux patriotes que la peur du danger avait mis en fuite, elle se régénéra « tous les jours par l'acqui-

(1) Signé : Mère Carême, Madame Ruteur, Mesdames Richard, Bourbon, Himonet, Perin, Mirouffe, Joly, Philbert, Jacquemin, Leclerc.

sition des meilleurs citoyens » et prit pour ainsi dire place officielle dans la cité (1).

La garde, de son côté, était heureuse du choix des citoyens et pour témoigner sa joie et son respect, elle décida le 9 décembre de placer une sentinelle devant la porte de l'hôtel de Mollevaut (2); dès le 20 du même mois, tous les citoyens non actifs ayant déjà servi obtenaient le droit de rentrer dans la garde (3) et tout modéré, qui refuserait le service, devrait payer une taxe de 20 sous. Le Directoire du département, toujours formé d'esprits attardés, attaqua cette décision de la municipalité et s'en prit même directement à Mollevaut, en critiquant l'installation d'une sentinelle à sa porte (4). Mais la Municipalité, chaudement appuyée des sections, maintint son arrêté et la garde l'approuva.

Quelle fut l'œuvre de la municipalité de Mollevaut ? (5). Après la période d'organisation qui fut courte, le nouveau maire et ses collègues se mirent résolument à l'œuvre.

Il restait d'abord à régler la question des biens nationaux : le 16 décembre, les Commissaires chargés de l'étudier présentèrent leur rapport et l'attitude des édiles de la cité fut alors fixée.

La Municipalité contribua aussi à l'organisation nouvelle de la France : le 1^{er} décembre 1790, elle constitua les bureaux de paix; le 16 mars 1791, elle installa

(1) Cf. *Journal de Sonnini*, tome II, pages 58 sqq.; 25 mars 1791.
— En mars, la Société des Amis de la Constitution décida qu'elle donnerait 3 séances publiques par semaine, pour y faire la lecture des meilleurs journaux et discuter « de l'esprit des décrets »; puis comme son lieu de réunion était trop petit, elle décida d'aller tenir des séances dans une salle de l'Université que la municipalité lui accorda.

(2) AM, H 3 : Garde nationale (1790-94).

(3) En réorganisant la garde après le 31 août, les autorités avaient multiplié les précautions pour écarter les éléments démocrates de la Ville.

(4) Dans une délibération, le Directoire disait que si le service de la garde est trop lourd, on peut d'abord supprimer les postes d'honneur « pour lesquels des citoyens libres ne devraient pas se morfondre devant la porte des citoyens leurs frères ». Cette hostilité entre les deux corps administratifs se fera souvent sentir.

(5) Mollevaut ne démissionna de sa place d'administrateur du département que le 14 décembre (Cf. AD, L 67).

les juges du tribunal de commerce, et, à cette occasion, Mollevaut vanta encore les bienfaits de la Révolution.

Le maire étendait sa sollicitude à tout : il s'occupait des pompes à incendie, veillait à l'enseignement ; sous son impulsion, Nancy donnait même un bel exemple de solidarité en offrant de secourir Strasbourg et Colmar (1).

Mais la grosse affaire de la Municipalité Mollevaut fut celle du serment civique des ecclésiastiques, fonctionnaires publics.

Le clergé, si puissant, si aimé à Nancy au début de la Révolution, avait peu à peu perdu son influence ; son prélat, de La Fare (2), après avoir demandé des réformes, était bien vite passé, à l'Assemblée nationale, du côté du parti contre-révolutionnaire, et, à son exemple, le clergé de Nancy se montrait fort hostile à la nouvelle municipalité issue du club.

Le conflit éclata d'abord à propos de la contribution patriotique, parce que le Conseil général avait décidé de forcer l'évêque à payer sa part et l'avait taxé à 15.000 livres, cours du royaume.

Vinrent ensuite les diverses mesures prises par l'Assemblée nationale : le 3 janvier 1791, le corps municipal recevant la loi du 14 octobre concernant les religieux et religieuses, décida de procéder au recensement de ces gens et de leur faire demander s'ils voulaient sortir de la maison ou continuer la vie commune : des officiers municipaux se rendirent en conséquence, ceints de leur écharpe, dans les diverses maisons, et Mollevaut, pour sa part, visita les Prêcheresses, les Annonciades, la Visitation et la Charité des Trois-Maisons.

Enfin arriva le 5 janvier le décret sur le serment relatif à la Constitution civile du clergé (3) ; dès le 8, la

(1) AM, D 1 : registre des délibérations, 10 février 1791.

(2) Fare (Anne-Louis-Henri de La), né le 8 septembre 1752, sacré évêque de Nancy le 13 janvier 1788, primat de Lorraine, député aux États Généraux ; réfractaire, il s'exila en 1791, refusa sa démission en 1801, devint archevêque de Sens en 1817, pair de France en 1822, cardinal en 1823 ; mort le 10 septembre 1829.

(3) Voir à ce sujet, *Annales de l'Est*, 1900, pages 268 sqq., *Le mouvement à Nancy sous la Révolution*. — *Revue des Questions historiques*, tome 90, pages 434 sqq., *Le serment constitutionnel dans le département de la Meurthe*. — AM, D 1 : registre des délibérations.

Municipalité de Nancy témoigna de son approbation à ce décret en félicitant le corps municipal d'Embrun d'avoir condamné à une amende l'archevêque de cette ville, pour un écrit hostile au serment.

Le 8 janvier, au matin, de La Fare donna le signal de la résistance à la loi en prenant le chemin de l'exil et en partant pour Trèves; cette fuite « n'avait rien d'un héros » (1). De La Fare s'en rendit compte et, pour se justifier, il laissa un mandement d'adieu, intitulé *Lettre pastorale*...; et accompagné d'une lettre au Directoire.

Cet écrit, où le prélat invitait les clercs lorrains à refuser le serment, provoqua l'indignation des patriotes; à la séance du 13 janvier, un officier municipal dénonça la *Lettre* : « Les expressions scandaleuses, les sophismes et les sentiments anticonstitutionnels renfermés dans ces deux imprimés attribués à M. l'Evêque de Nancy ont eu l'improbation générale de l'assemblée » (2). Mollevaut appela alors tous les imprimeurs de la ville et leur fit jurer qu'ils n'avaient pas imprimé ces « écrits incendiaires ». Puis le corps municipal arrêta que ces textes seraient dénoncés à l'accusateur public par le maire. A peine avait-on pris cette résolution qu'une députation du club, conduite par le chapelain de la cathédrale, l'abbé Bouchon, dénonçait à son tour trois autres écrits séditieux; le maire le remercia de son zèle.

Ce même jour, 13 janvier, le Directoire du département envoyait ces dénonciations à l'Assemblée nationale dont de La Fare était toujours membre.

Le tribunal du district, de son côté, saisi de la plainte du maire, se contenta de déclarer les écrits séditieux et de les renvoyer à son tour à la Constituante. Mais la Municipalité protesta contre cet arrêt.

Cependant la date du serment approchait : il devait avoir lieu le dimanche 23 janvier; dès le 15, le maire avait adressé à chaque ecclésiastique une lettre fort conciliante pour le prévenir qu'un registre était ouvert à la mairie.

En vue d'empêcher les désordres, le corps muni-

(1) Revue des Questions historiques, *op. cit.*

(2) AM, D 1 : registre des délibérations.

cipal et le Conseil général arrêterent toute une série de mesures : les quatre bataillons de la garde prendront les armes; les troupes de ligne (hussards de Chamborant) seront consignées et prêtes à marcher. A l'heure de la messe solennelle, un officier municipal, accompagné de deux notables, d'un secrétaire-greffier, de deux sergents de ville et d'un détachement de la garde, se transportera dans la paroisse qui lui sera assignée : il lira après l'office la formule du serment et le fonctionnaire sera tenu de répondre : « Je le jure », sans restriction aucune; Mollevaut lui-même se chargea de la paroisse Saint-Sébastien.

Le 23, jour de la cérémonie, il y eut grande agitation en ville : la garde gagna ses postes, la foule se précipita dans les églises et les officiers municipaux se rendirent dans les paroisses, les messes furent dites, mais sitôt finies, prêtres et vicaires regagnèrent les sacristies : et le soir du 23, sur 37 ecclésiastiques que comptait Nancy, 9 seulement, tous chanoines réguliers et professeurs du collège, avaient prêté le serment.

Dans un esprit de conciliation, le corps municipal donna encore 8 jours de délai aux réfractaires, mais aucun ne fit amende honorable. Aussi, le 31, le maire envoyait deux dénonciations au procureur général syndic : la première avait trait à l'évêque, l'autre aux curés de la ville (1).

Durant cette semaine, l'agitation avait été grande dans notre cité : une émeute avait éclaté au collège (2), où les élèves du 5^e, dont le maître n'avait pas juré, joints à d'autres enfants, avaient insulté les prêtres jureurs et prétendu interdire l'accès de l'église aux fidèles qui venaient entendre leur messe (3); pour rétablir l'ordre, le corps municipal fit renforcer le poste de la porte Saint-Nicolas, envoya une députation qui calma les esprits : 11 élèves furent déclarés coupables; 5 furent condamnés à 24 heures de prison, 6 autres, à une réprimande publique; en définitive, tous furent simplement admonestés.

(1) Mollevaut dénonçait donc son frère, le curé de Saint-Vincent-Saint-Fiacre, non-jureur.

(2) Près de la Porte Saint-Nicolas.

(3) Notamment à Madame Custine.

En présence de la résistance des prêtres, la municipalité se mit en devoir de faire lire au prône l'instruction de l'Assemblée nationale relative à la Constitution civile du clergé; mais les prêtres non-jureurs refusèrent. Alors l'Hôtel de Ville décida de lire lui-même cette notice aux habitants; le vicaire de Saint-Epvre, nommé Thiéry, répliqua qu'il monterait en chaire pour combattre l'effet que produirait cette lecture sur les fidèles.

Dans cette lutte pour la Constitution, la Municipalité était fortement soutenue par les sections; sur la pétition de 150 citoyens actifs, dont les interprètes étaient presque tous des clubistes, elle accorda l'assemblée de la Commune : les sections se réunirent le 22 février, fulminèrent contre les écrits séditeux et félicitèrent le corps municipal de son zèle (1).

Cependant les ennemis de la Constitution continuèrent leurs menées : le 24 février, le corps municipal dénonça les propos séditeux tenus, place Mengin, par un officier d'artillerie; le 26, une brochure intitulée *Mon apologie* louait la résistance d'un ecclésiastique à la prestation du serment. Alors le 2 mars, pour couper court à toutes ces tentatives réactionnaires, Mollevaut signa une délibération qui flétrissait ces actes de rébellion et décidait de les réprimer sévèrement (2).

Les intrigues furent cependant encore assez fortes pour trouver des appuis à la Cour, et le 27 février, Duportail, ministre de la Guerre, écrivait au Directoire pour lui demander de bien vouloir insister auprès de la Municipalité sur les dangers que présentait à Nancy la réunion d'individus renvoyés du Régiment du Roi et de Mestre de Camp. Mollevaut, dans sa réponse au Directoire, montra clairement à celui-ci que la seule agitation dangereuse était le fait des ennemis de la Constitution et du serment civique et lui laissa entendre que lui, Directoire, en était bien un peu responsable (3).

(1) AM, D 3 : convocation des citoyens actifs, 1791 : original de la pétition. Cf. aussi *Journal de Sonnini*, tome III, pages 35 sqq.

(2) *Journal de Sonnini*, tome, pages 35 sqq.

(3) *Journal de Sonnini*, tome II, pages 44 sqq. et 54-56.

Outre la question religieuse, où Mollevaut sans défaillance aucune se montra ferme défenseur de la Constitution, le nouveau maire sut régler toutes les affaires qui touchaient aux intérêts de la ville ou à son renom.

En disciple de l'antiquité et en vrai démocrate, il fit sienne la formule romaine « panem et circenses » et tout ce qui mettait un peu de joie dans les cœurs, Mollevaut essaya de le donner à ses administrés.

Il alla lui-même assister à la distribution de l'aumône publique; et il revint avec toutes sortes de remarques qui révélaient sa grande sollicitude pour les pauvres; il vit que trop de gens étaient employés à ce service et que ce luxe de commis ajouté au loyer de leur logement était au détriment des bénéficiaires; il constata aussi que le centre de distribution se trouvait à une extrémité de la ville, ce qui obligeait les gens à un long trajet; puis, arrivés là, les pauvres étaient trop longtemps exposés aux intempéries, par suite de la durée de la distribution. Enfin le maire remarqua que le pain était mal conditionné. Pour remédier à ce système et à toutes ses imperfections, Mollevaut proposa de charger de la distribution de l'aumône dans les différents quartiers de Nancy certains boulangers qui délivreraient les rations sur présentation d'une carte et d'après une liste que l'Hôtel de Ville leur remettrait. De cette façon, plus de frais de régie, distribution plus rapide, trajet moins long, donc gain appréciable. Le maire invita le corps municipal à réfléchir à cette proposition qui fut adoptée (1).

Soucieux d'améliorer la condition des deshérités de la fortune, Mollevaut chercha aussi à rendre à Nancy sa physionomie de ville artistique et à amuser le peuple.

Dès le 11 décembre 1790, la Municipalité autorisa les Comédiens de la ville à continuer le spectacle jusqu'au dimanche des Rameaux. Faire marcher le théâtre par ces temps de crise n'était pas chose commode : tantôt c'est un acteur qui se révèle si violemment anticléric

(1) AM. D 1 : registre des délibérations, 28 février 1791.

qu'il ne veut plus jouer le rôle d'abbé (1); tantôt c'est le directeur du spectacle qui fait défaut. Nancy avait alors une troupe théâtrale dirigée par le sieur Dennery; endetté, celui-ci quitta la ville sans payer ses pensionnaires (2). Pour subsister, acteurs et actrices demandèrent alors à continuer le spectacle; ils nommèrent un Directeur et un Receveur, mais d'une part, deux acteurs ne voulurent pas souscrire à l'engagement, de l'autre, régisseurs et contrôleur démissionnèrent. Mollevaut, en présence de cette situation, invita le corps municipal à prendre une décision pour empêcher la chute prochaine du théâtre.

Le corps municipal arrêta qu'il ne fallait pas « laisser la conduite du spectacle au caprice des Comédiens, ni leur donner lieu de penser que la Municipalité dût capituler avec eux, ni être le jouet de toutes les suggestions auxquelles la troupe est exposée et qui l'égarent » (3). De deux choses l'une : ou les Comédiens seront relevés de leur engagement à charge de payer une indemnité, de rembourser leurs dettes et de partir aussitôt, ou ils continueront à jouer sous le régime d'un règlement que leur imposera la Municipalité. Après quelques observations échangées, les Comédiens annoncèrent le 5 février qu'ils continueraient le spectacle : un règlement fut donc rédigé et le théâtre de Nancy rouvrit ses portes.

A côté de ces réjouissances de la scène, Mollevaut montra la meilleure grâce à accorder la permission de donner des bals et, le 8 février, nous voyons les officiers municipaux prêter la salle du Concert à de jeunes citoyens qui voulaient offrir une fête.

Bien administrée, rendue à la gaieté, Nancy donnait maintenant l'impression d'une ville calme; de sages mesures de la Municipalité prévenaient d'ailleurs tout désordre.

Cette dernière eut cependant fort à faire dans une circonstance grave : le 16 mars 1791, le régiment de

(1) AM, D 1 : registre des délibérations, 4 janvier 1791.

(2) L'affaire Dennery dura jusqu'en octobre 1792.

(3) AM, D 1 : registre des délibérations, 2 février 1791.

Vigier (1) devait passer à Nancy; or ce corps avait fait partie, on s'en souvient, de l'armée de Bouillé lors de l'affaire du 31 août. La municipalité, prévoyante et soucieuse d'éviter tout désordre, prit des mesures de précaution. Vers midi, le régiment, entré par la porte Stanislas, descendit la rue de l'Esplanade et gagna la place Royale pour se rendre au quartier Royal (caserne Sainte-Catherine), où il devait loger.

A ce moment une foule très dense de citoyens et de gardes se tenait sur la place pour assister à la proclamation de l'évêque Chatelin; tout le monde était à la joie et la plus parfaite tranquillité régnait lorsque les Nancéiens remarquèrent deux petits canons placés en évidence dans la colonne, ceux-là mêmes qui avaient été enlevés à la garde de Nancy le 31 août 1790. Des attroupements se formèrent aussitôt, suivis de cris, de menaces; quelques citoyens s'élancèrent vers les pièces, mais Poincaré, commandant de la garde, se jeta au milieu d'eux et arrêta la colère du peuple. Mollevaut lui-même, instruit de cette effervescence bien justifiée en somme, descendit sur la place et invita les gens au calme (2).

De retour à l'hôtel de ville, Mollevaut fit part de ses inquiétudes et le Corps municipal décida d'appeler M. de Noue, à qui il montra « combien il était profondément affecté qu'on donnât surtout dans ce jour solennel un spectacle aussi douloureux pour les citoyens » (3).

De Noue répondit qu'il n'y avait pas lieu de s'étonner que le régiment traînât avec lui deux canons qui lui

(1) Futur 69^e de ligne. — Il est vrai que le 23 septembre 1790, le Directoire du département et la municipalité de Nancy avait demandé à Bouillé de mettre ce régiment en garnison à Nancy (autre maladresse à l'actif des corps administratifs, puisque Vigier avait participé à la répression). Mais à cette époque, on était en pleine réaction, tandis que depuis, le temps et les hommes avaient changé.

(2) « L'aspect de ces canons, au moins inutiles dans cette marche, a profondément touché les citoyens modérés et honnêtes qui ont conservé tout leur sang-froid dans cet instant aussi dangereux qu'inattendu, à raison des précautions prises ». (Procès-verbal des délibérations, 16 mars 1791).

(3) AM, D 1: registre des délibérations, même séance. Cf. aussi *Journal de Sonnini*, tome II, pages 49-54.

avaient été donnés par Bouillé, mais qu'il s'efforceraient de faire partir le régiment dans deux heures (1).

La Municipalité lança aussitôt une proclamation pour interdire les attroupements.

Malgré la promesse de de Noue, le régiment de Vigier ne partit qu'à 7 heures et demie du soir, escorté d'un détachement de la garde qui eut en cette circonstance une attitude digne d'éloges, et de 100 mestres de Chamborant. La tranquillité fut dès lors rétablie; cependant pour satisfaire les vœux populaires, la municipalité fit une requête aux pouvoirs législatif et exécutif afin d'obtenir la restitution des canons à la maison de Choiseul, d'où la garde de Nancy les avait eus.

Cet incident, qui aurait pu avoir de graves conséquences, fut donc vivement apaisé grâce aux efforts personnels de Mollevaut, au courage de Poincaré et à la modération de la garde.

Cependant Bouillé ne sut pas reconnaître la grandeur de ces efforts, et, faisant preuve d'un parti pris insensé et stupide contre des citoyens qui évidemment ne l'appelaient pas Bouillé le sauveur, mais plutôt le massacreur — c'est ce qui explique en partie cette animosité du général —, ce dernier écrivit de Metz le 22 mars 1791 à la municipalité une lettre qui excita bien des colères (2) : « J'ai partagé, disait-il, l'indignation de tous les bons citoyens, en apprenant les excès contre ce régiment auxquels s'est portée une partie du peuple, que vous n'avez pas cru pouvoir réprimer, et j'ai admiré en même temps la sagesse et la discipline de ce corps qui a opposé la modération la plus rare aux outrages les plus sanglants ». Et Bouillé rappelait en une phrase maladroite ou plutôt méchante que ces pièces avaient été arrachées des mains

(1) Si l'on en croit le *Journal de Soncini* (tome II, pages 49-54), de Noue aurait même ajouté que c'était lui qui avait donné l'ordre de faire mettre les deux pièces en tête de la troupe « dans la crainte de voir insulter le régiment par le peuple de Nancy »; à quoi on répliqua « qu'un chef prudent comme il se piquait de l'être, aurait dû se garder de réveiller dans les esprits le souvenir des malheurs dont on devait chercher à anéantir tous les vestiges ».

(2) *Journal de Soncini*, tome II, pages 67 sqq., 25 mars 1791.

des rebelles par ses troupes et que « c'est au prix de leur sang qu'elles les ont obtenues ».

Cette lettre était pleine d'insultes et de mensonges : la foule ne s'était portée à aucun excès, même léger, sur le régiment, et celui-ci, comme le dit Sonnini, n'avait pas eu « besoin de cette héroïque modération » dont on le gratifiait. A croire Bouillé, on s'imaginerait que Nancy ait été prête à recommencer la journée du 31 août et c'est à juste raison que Sonnini déclare : « Il semble qu'on ait besoin de ranimer de temps en temps des haines que le temps et la vérité affaiblissent tous les jours; qu'on veuille faire envisager cette ville comme un éternel foyer de dissensions, et le peuple comme un composé de factieux, toujours avides de désordre et d'insurrection ».

Aussi Bouillé s'attira une verte réponse de la municipalité; forte de ses efforts pour maintenir la paix, elle n'avait, en effet, rien à se reprocher; il est à regretter qu'elle n'ait pas été soutenue dans cette protestation par les Directoires de département et de district, toujours aussi suspects de modérantisme (1).

Cependant, malgré l'ardent attachement de la municipalité Mollevaut aux conquêtes de la Révolution, la Meurthe et Nancy restaient profondément royalistes: le 22 mars 1791, une députation de la société des Amis de la Constitution venait se féliciter à l'hôtel de ville du rétablissement de la santé de « l'émule des Louis XII et des Henry IV » (Louis XVI) (2) et demandait un *Te Deum* à cette occasion; la municipalité, par l'organe de son chef, Etienne Mollevaut, se déclara prête à exau-

(1) AD L 211: lettre du Directoire à Bouillé, 24 mars 1791. — Un mois après cette alerte, passait à Nancy le régiment de Bourbonnais, corps qui s'était toujours signalé par « son dévouement à la Révolution »; de Noue ordonna que son entrée se fit sans éclat et sans bruit. Aussi Sonnini (tome II, pages 94-95, n° du 15 avril 1791), mécontent, écrivait: « Il fait entrer ici le régiment de Vighier dans un appareil menaçant » tandis que contre « le régiment de Bourbonnais dont le patriotisme méritait de nous le plus bel accueil, on affecte de nous faire prendre... des précautions qui semblent dictées par la défiance et l'animosité. » Ceci montre comment on se plaisait des deux côtés à se monter la tête.

(2) AM, D 1 : registre des délibérations, 22 mars 1791.

cer ce vœu et décida de faire chanter ce *Te Deum*, le vendredi 25, en l'Eglise cathédrale.

Une dernière tâche attendait encore Mollevaut; en vertu de la Constitution civile du clergé, les limites des diocèses devaient concorder avec celles des départements et la Meurthe devait donc avoir son évêque; celui-ci ne serait plus comme jadis nommé par l'Etat et institué par le Pape; fonctionnaire, c'est de l'élection que désormais il tiendrait son pouvoir : de La Fare, parti en exil et réfractaire, allait donc être remplacé et malgré ses protestations, le Directoire du département fixa l'élection du nouveau prélat au 13 mars; jusque là, de La Fare pouvait encore s'exécuter (1).

Ce délai parut long aux amis de la Révolution : de La Fare était haï du parti avancé et surtout des clubistes qui lui reprochaient son attitude et le considéraient comme responsable de l'hostilité de la plupart des clercs de Nancy contre la Constitution civile du clergé; depuis cette époque, la présence des prêtres réfractaires dans la capitale lorraine était une cause de troubles : en vertu de la loi, on ne pouvait interdire aux non-jureurs l'exercice de leur ministère, tant qu'ils ne seraient pas remplacés par des prêtres constitutionnels, et, de ce fait, on se heurtait à toutes sortes de difficultés pour célébrer les baptêmes, les mariages et les enterrements. De plus, les non-jureurs étaient la cause d'une multitude d'écrits séditieux; GUILBERT lui-même ne se faisait pas faute d'attaquer les clubistes, les prêtres jureurs, les moines sécularisés qui « font spectacle par l'élégance de leur nouveau costume, leurs airs mondains un tantinet mousquetaires », qui vont offrir « leurs hommages aux filles de Cithère en allant admirer leur talent au parterre, peut-être dans peu leurs appas dans les coulisses » (2).

Enfin, de La Fare n'étant pas revenu sur son attitude, le procureur général syndic convoqua les électeurs pour le dimanche 13 mars, le premier de carême.

(1) Sur l'élection de l'évêque constitutionnel de la Meurthe, voir : AD, L 201. — Revue des Questions historiques, tome 94, pages 382 sqq. (Article de C. CONSTANTIN). — Annales de l'Est, 1900 (*Le mouvement religieux à Nancy sous la Révolution*).

(2) Lettre à Verdet, 6 mars 1791.

En même temps que l'évêque, les électeurs devaient élire un membre du tribunal de cassation et son suppléant; ce tribunal, créé par les décrets du 27 novembre — 1^{er} décembre 1790, suivis de celui du 28 janvier 1791, devait se composer de membres élus pour 4 ans et choisis pour la première fois par les assemblées électorales de 42 départements; pour être éligible, il fallait avoir 30 ans, avoir exercé les fonctions de juge ou d'homme de loi pendant au moins 10 ans.

La municipalité Mollevaut prit ses dispositions pour recevoir et loger les électeurs (1).

Le 13 mars arriva : les électeurs, après avoir assisté à une messe solennelle dite à 9 heures à la Cathédrale, s'assemblèrent en l'Eglise des Dominicains ou des Jacobins, sous la présidence provisoire du doyen d'âge, M. Souchotte, de Pont-Saint-Vincent; il y avait en tout un peu plus de 400 électeurs sur 533 inscrits. L'assemblée constitua ensuite son bureau définitif : dans l'après-midi du 13, Etienne Mollevaut fut déclaré élu président de l'assemblée par 256 voix sur 413 votants. « Plusieurs membres se sont rendus vers lui pour lui annoncer sa nomination. M. Mollevaut, arrivé à l'assemblée, a été accueilli par l'applaudissement général de tous les bons citoyens, amis et défenseurs de la Constitution, qui composent le corps électoral du département. Il a témoigné sa sensibilité à l'honneur que le corps électoral daignait lui faire et a déclaré accepter cette place » (2).

Le lendemain 14, l'élection du bureau fut achevée; et, l'après-midi, sur l'observation faite par le président Mollevaut que l'élection de l'évêque devait se faire à l'église principale, l'assemblée se rendit à la cathédrale (3); après une discussion sur la nécessité d'une indemnité aux électeurs en raison de leurs frais de

(1) Cf. lettre de Mollevaut au département, 8 mars 1791 (AD, L 144).

(2) AD, L. 201 : procès-verbaux originaux.

(3) Mollevaut avait fait mettre l'église en état de recevoir les électeurs.

séjour à Nancy (1), et le vote d'une adresse à l'Assemblée nationale, le président annonça qu'on allait procéder à l'élection d'un évêque et montra combien celle-ci allait avoir d'influence sur le bonheur et la tranquillité du département.

Au premier tour de scrutin, 409 voix se répartirent sur plus de 20 candidats (2). Le lendemain 15, eut lieu le second tour; les voix se partagèrent entre l'abbé Mulet, chanoine du chapitre de Saint-Victor de Paris, vice-président du Conseil de la Commune de la capitale, et l'abbé Chatelin, ancien chanoine de Saint-Gengoult de Toul et membre du Directoire du département de la Meurthe; le troisième scrutin se prononça enfin pour ce dernier (322 voix sur 408 votants); vieillard de 67 ans, originaire du Pas-de-Calais, mais connu de toute la Meurthe où il résidait depuis 30 ans, Chatelin était un prêtre instruit, fort pieux et de bonnes mœurs, mais patriote convaincu; son élection, assurée à son insu, faisait le bonheur des modérés du Directoire, de ceux qui voulaient le respect de la dignité épiscopale sous le régime constitutionnel.

Prévenu de sa nomination, Chatelin accepta après quelques hésitations et se rendit à l'assemblée qui l'accueillit avec enthousiasme; Mollevaut fit l'éloge du nouveau prélat qui fut reconduit ensuite à sa maison par toute l'assemblée, au milieu des applaudissements de la foule.

Le même jour, à trois heures de relevée, l'Assemblée électorale réintégra l'église des Jacobins pour élire le membre du tribunal de cassation; un premier scrutin ne donna aucun résultat (3); le lendemain 16 mars, Mollevaut fut élu par 286 voix sur 408 votants :

(1) Ils reçurent 6 livres au cours du royaume; cette mesure provoqua une protestation de Delessart, ministre de l'Intérieur; cf. sa lettre du 1^{er} mai, (AD, L 189).

(2) GUILBERT (lettre du 6 mars 1791) dit qu'on l'avait poussé à poser sa candidature, mais il a refusé avec indignation: « je ne prononcerai jamais un oui qui dans mon opinion me déshonorerait dans le temps et m'enverrait au diable pour l'éternité ».

(3) Mollevaut recueillit le plus de voix, mais il lui en manqua 10 pour avoir la majorité absolue; son concurrent le plus sérieux était M. de Collenel.

« L'Assemblée a prouvé la satisfaction que ce choix lui causait par les applaudissements les plus vifs. M. Mollevaut a accepté et remercié l'Assemblée avec cette expression naïve et vrai qui accompagne toujours la vertu et les talents » (1).

Quelques heures après cette élection, eut lieu la proclamation solennelle de l'évêque à la cathédrale. Deux bataillons de la garde formaient une double haie, depuis l'hôtel du département jusqu'à l'église ; à 10 heures, la marche s'ouvrit par un bataillon de la garde précédé de sa musique. L'évêque venait ensuite, accompagné de M. Mollevaut, président du corps électoral, et du procureur général syndic Le Lorrain, et escorté de tous les électeurs et d'une multitude de citoyens. Le cortège fut reçu sur le parvis par le clergé ; arrivé dans le chœur, Etienne Mollevaut présenta au peuple ce pasteur sexagénaire : « La puissance absolue des lois, dit-il, a prononcé la vacance du siège épiscopal de Nancy. Les liens qui unissaient un pasteur à cette église sont détruits ; il les a lui-même brisés de ses propres mains. » Et en se félicitant du choix de ses électeurs : « Oserait-on se permettre encore, s'écria-t-il, ces imputations déplorables de schisme, d'hérésie, d'apostasie ? Voyez, dirons-nous à nos détracteurs, voyez ce pasteur vénérable qui adopte la Constitution civile du clergé, qui consent de devenir notre évêque : ce mot les réduira tous au silence ». Ces paroles qui témoignaient d'un si profond attachement aux actes de l'Assemblée nationale furent accueillies avec enthousiasme.

La cérémonie s'était déroulée dans le plus grand calme et lorsque Chatelin fut reconduit à sa demeure avec le même faste, le peuple unit dans ses vivats l'évêque constitutionnel et le nouvel élu du tribunal de cassation (2).

(1) AD, L 201 : GUILBERT apprécie cette élection de cette façon : « De suite aux Jacobins, M. Mollevaut a été nommé juge de cassation, juste récompense de son attachement aux nouveautés constituées » (Lettre du 19 mars 1791).

(2) L'assemblée électorale se sépara le 17 mars après avoir élu F.-R.-A. Mallarmé, suppléant au tribunal de cassation.

Le triomphe de Mollevaut mettait en effet de la joie au cœur de tous les partisans de la Révolution à Nancy. Et Sonnini, tout heureux, notait dans son journal (1) : « Le même homme qui, au mois d'août, avait été accusé d'être le moteur des troubles dont cette ville était déchirée, qui, le 3 septembre (2) avait été traité publiquement comme un scélérat, et avait failli tomber sous le fer assassin que deux ou trois furieux cherchaient à faire lever sur lui, qui avait ensuite été poursuivi criminellement et interrogé en public comme un factieux, c'est cet homme qui, le 15 mars (3), est nommé, par acclamation, président du collège électoral, le 17 au matin (4), est élu membre du premier tribunal du royaume, à 9 heures présente au peuple son évêque, et le soir apaise une émeute qui menaçait d'être terrible (5)... Que ce soit au moins une leçon salutaire aux persécuteurs du patriotisme et de la vertu. »

La Société des Amis de la Constitution surtout exultait; cependant, à la joie générale se mêlait un peu d'amertume; on voyait avec regret Etienne Mollevaut quitter la mairie de Nancy où sa haute intelligence s'était sans cesse penchée sur les questions les plus délicates, où sa bonté naturelle l'avait porté à soulager les infortunes, où la droiture enfin de son caractère avait permis de ramener la confiance et la joie dans la cité.

Par une lettre datée de Saint-Mihiel le 26 mars 1791, Mollevaut témoignait tous les regrets qu'il avait de se séparer du corps municipal et donnait sa démission de maire. « Le corps municipal n'a pu se dissimuler la perte qu'il fait, étant privé des lumières et de l'activité de M. Mollevaut; il n'a pas cru cependant devoir insister pour le conserver dans la place de Maire, celle de juge du tribunal de cassation lui offrant une ressource pour sa famille et son intérêt particulier... » (6).

Le 3 avril, les citoyens des 8 sections de Nancy

(1) Tome II, pages 49-54, 19 mars 1791.

(2) Erreur : c'est le 2 qu'il faut lire.

(3) Erreur : lire le 13.

(4) Erreur : encore : lire le 16.

(5) Il s'agit du passage du régiment de Vigier.

(6) AM, D 1 : registre des délibérations, 29 mars 1791.

étaient convoqués pour donner un successeur à Mollevaut, et le 6, Thiériet, juge suppléant au tribunal de district, était élu maire de Nancy (1) ; le choix était encore du goût du club qui, selon GUILBERT, avait de nouveau concouru à cette élection, parce que, dit-il « les Clubistes, au nombre de sept ou huit cents... sont seuls électeurs se trouvant seuls aux assemblées » (2).

L'installation de la nouvelle municipalité fut encore l'occasion de faire l'éloge de Mollevaut ; le procureur de la commune, Hussenot, dit en particulier : « D'autres circonstances vous ont enlevé celui que toute la ville regrette avec vous. La voix impérieuse du bien public, en l'appelant à des fonctions plus importantes et plus augustes, a pu seule le déterminer à quitter les concitoyens dont il était l'idole et une compagnie dont il faisait la gloire. Aimons à croire qu'il n'est pas entièrement perdu pour nous, et en nous rattachant au souvenir de ses services et de ses vertus, soyons sûrs que nous ne nous égarerons jamais dans la voie ferme et invincible de l'honneur qu'il nous a si bien tracée par son exemple » (3).

(1) Charles - François - Xavier de Thiériet était né à Nancy le 19 février 1756 ; après des études de droit qui le firent avocat en 1777, il devint substitut surnuméraire au Parlement en 1789, puis juge suppléant au tribunal de district en 1790 ; deux fois maire de Nancy en 1791, il fut arrêté en 1793, puis relâché. En l'an III, Thiériet rentra à l'hôtel de ville comme premier magistrat de la cité ; ensuite, il devint professeur à l'Ecole centrale de la Meurthe ; enfin, autorisé sous la Restauration à s'appeler Thiériet de Luyton, il mourut en 1832.

(2) Lettre à Verdet, 14 avril 1791. — GUILBERT écrit à propos de cette élection : « On vient de rajeunir la tête de notre municipalité, en nous donnant pour maire M. Thiériet, jeune homme de trente à trente-cinq ans, très estimable... à qui je ne connais d'autre défaut que d'être un peu entaché de la moderne philosophie et obsédé d'un amour trop ardent pour la Constitution ; je suis cependant comme sûr qu'il sera sage et modéré : on lui a donné pour procureur-syndic, M. Hussenot, âgé de vingt-sept ou vingt-huit ans... brûlant patriote, et pour substitut, M. Antoinet fils, parent et élève du seigneur Mollevaut : les aristocrates qui aiment encore à rire disent que notre municipalité est tombée dans l'enfance : ce choix est du club qui conservent (sic) la prépondérance parce qu'au nombre de sept à huit cents, ils sont seuls électeurs se trouvant seuls aux assemblées. »

SONNINI (tome III, page 93), écrit de son côté : « Dès que ce citoyen a été jugé digne de remplacer M. Mollevaut, nous croyons qu'il est inutile de parler de son patriotisme, de son zèle et de ses lumières. »

(3) AM, D 1 : registre des délibérations, Conseil général, 19 avril 1791.

DEUXIÈME PARTIE

Mollevaut à Paris 1791-1792

CHAPITRE I

Mollevaut membre du Tribunal de Cassation et député à la Convention 1791-1792

En envoyant Mollevaut siéger au tribunal de Cassation, les électeurs de la Meurthe avaient fait un choix judicieux, car nul n'y pouvait être mieux à sa place que cet homme rompu aux subtilités du droit.

L'organisation de ce tribunal, juridiction suprême de l'Etat, avait donné lieu à une longue discussion au sein de l'Assemblée Constituante : tout d'abord les juges seraient-ils permanents ou ambulants ? Certains députés, hantés par le souvenir des Grands Jours d'autrefois, se prononçaient pour la deuxième solution, Goupil de Préfelon appuyant son avis de ces mots : « si les juges sont ambulants, ils seront pour ainsi dire comme la Providence qui est présente dans tous les lieux » ; d'autres comme Robespierre, voulaient que le nouvel organisme ne fût en quelque sorte qu'une section du Corps législatif. Devant ces avis contradictoires et en dépit des conciliateurs qui, à l'image de Barère, admettaient deux sections : l'une permanente, l'autre ambulante, l'Assemblée décréta à une grande majorité que les juges seraient

tous sédentaires (1). Deuxième question : « le tribunal sera-t-il divisé en sections sédentaires ? » : Thouret, au nom du Comité de Constitution, proposa la création d'une chambre sédentaire à Paris et de six chambres sédentaires placées dans les différentes villes du royaume. Différents orateurs, comme Prugnon, l'ami de Mollevaut, combattirent ce projet et finalement Duport fit voter un article qui spécifiait que le tribunal de cassation serait unique et sédentaire auprès du Corps législatif (2). Ces principes posés, l'Assemblée avait à s'occuper de la composition même de ce tribunal suprême. Le Comité de Constitution aurait voulu n'y faire entrer que 30 juges pris parmi les candidats des 83 départements. Mais Prugnon, qui prenait une part de plus en plus active dans la discussion, combattit ce projet en montrant qu'alors 50 départements ne seraient point représentés, et proposa une cour de 83 membres : l'impression de son discours et de son projet de décret fut votée par l'Assemblée (3). Mais, le 17 novembre, la question revint en discussion et les députés décrétèrent finalement que le nombre des membres serait égal à la moitié du nombre des départements et que le sort désignerait ceux de ces derniers qui participeraient à la première élection. Nouveaux débats ensuite sur la compétence du tribunal, puis sur son mode de renouvellement, enfin sur sa division. Prugnon proposa une section des requêtes décidant par oui ou par non si on devait admettre ou rejeter la requête, et une section de cassation se prononçant ensuite sur le fond. Cette proposition adoptée, on arrêta la discussion. Mais restait à ordonner les élections, à fixer les traitements des juges et à donner un local au nouvel organisme : ce fut l'objet de débats qui se prolongèrent de janvier à avril 1791. Enfin, le 20 avril, eut lieu dans « la ci-devant Grand-Chambre du Palais » l'installation solennelle du Tribunal de Cassation.

Pastoret, procureur général syndic du département de la Seine, prononça en qualité de Commissaire du Roi,

(1) Séance du mercredi 26 mai 1790.

(2) Séance du jeudi 12 août 1790.

(3) Séance du 11 novembre 1790.

le discours d'ouverture : « Messieurs, que de souvenirs s'attachent à moi en me retrouvant au milieu de cette enceinte auguste ! Ici régna longtemps ce corps immense de magistrature politique dont les bienfaits ne doivent pas plus faire oublier les erreurs que ses erreurs ne doivent faire oublier ses bienfaits. Ici fut exprimé avec une honorable persévérance le vœu d'une réunion nationale... Ici la liberté individuelle eut des protecteurs courageux... Ici le peuple eut souvent des défenseurs contre l'égarement des princes, la perfidie de leurs agents ou la dureté tranquille des ministres ; ici l'orgueil romain trouva constamment des ennemis formidables quand la tiare audacieuse voulut profaner la couronne des rois. Mais ici également, l'ignorance ou la haine poursuivirent les découvertes les plus utiles ; ici elles livrèrent aux flammes les plus beaux monuments du génie français, et il suffit peut-être pour le supplice des magistrats de rappeler les noms de ceux qu'ils poursuivirent : Descartes, Montesquieu, Helvétius, Voltaire, Rousseau, tous les plus illustres apôtres de la raison et de l'humanité. Ici, plus récemment encore fut persécuté ce Turgot, le Titus des ministres, et qui, comme l'Empereur des Romains, mérita, dans ce court espace, que son nom servit à désigner les bienfaiteurs des hommes. Ici, le fanatisme eut ses orateurs, et la superstition, ses victimes... » Discours évocateur des tristesses passées, tout imbu d'histoire romaine et de philosophie, plein d'espoir pour l'avenir, auquel Mollevaut dut applaudir de tout cœur, puisque ces paroles reflétaient ses pensées intimes.

Le tribunal de cassation se mit ensuite au travail ; du rôle qu'y joua Mollevaut, nous ne pouvons rien dire, car rien dans les archives ne nous parle du travail personnel de chacun des juges (1). Nous ne savons qu'une chose : c'est qu'Etienne Mollevaut fit partie de la section des requêtes, celle qui eut en réalité la plus grosse tâche. En effet, dans la séance du 10 mai 1792, c'est-à-dire quatre mois avant l'élection de Mollevaut comme député,

(1) Voir AN, C 46 n° 449 : décret de l'Assemblée nationale organisant le Tribunal de Cassation et D III 384 : liste des juges élus pour le tribunal de Cassation avec l'indication des départements et leurs adresses.

une délégation du tribunal de Cassation venait présenter au Corps législatif, et conformément à la Constitution, un compte rendu de ses travaux : depuis l'époque de son installation jusqu'au 1^{er} avril 1792, le tribunal avait jugé 557 affaires, soit une moyenne de 50 par mois; sur ces 557 jugements, 412 avaient été rendus par la section des requêtes : « savoir 176 sur les demandes en règlement de juges, en désignations de Tribunal et en renvois d'un tribunal à un autre pour cause de suspicion légitime; et 236 sur des requêtes présentées à fin de cassation, dont 116 ont été rejetées et 120 admises » (1).

Tout en participant aux séances du tribunal, Mollevaut n'oubliait pas sa bonne ville de Nancy, et, de Paris où il s'était établi « rue de l'Eperon, n° 2, au coin de celle du Battoir, faubourg Saint-Germain » (2), il mit, à chaque occasion, ses bons offices au service de ses concitoyens.

C'est ainsi que Duportail, ministre de la guerre, ayant de nouveau écrit à la Municipalité de Nancy pour demander des mesures contre ceux qui avaient outragé le régiment de Vigier, le corps municipal chargea Mollevaut d'aller chez le ministre et « de le prier de trouver bon que cette affaire fût assoupie » (3).

Mais le concours de Mollevaut fut surtout important dans l'affaire de l'évêque constitutionnel de la Meurthe.

Chatelin venait à peine d'être installé solennellement dans ses fonctions, le 16 mars, que dans la soirée du même jour, il envoyait sa démission au procureur général syndic. En réalité, il avait été effrayé par les attaques dont les prêtres constitutionnels étaient l'objet; et cependant les réfractaires eux-mêmes avaient accueilli la nomination de Chatelin avec résignation : Guilbert en personne exprime candidement leurs espoirs : Chatelin n'a accepté ses fonctions que pour permettre au diocèse d'être administré, sans que La Fare ait un successeur

(1) Séance du 10 mai 1792 (Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome XII, page 350).

(2) *Almanach du père Gérard*, pour l'année 1792, par COLLOT D'HERBOIS.

(3) AM, D 1 : registre des délibérations, 6 avril 1791.

définitif; mais il ne se fera pas sacrer (1). Que Chatelin ait eu cette pensée machiavélique, nous ne le croyons pas; il est probable que le nouvel évêque, se voyant sur le point de devenir le jouet de toutes sortes d'intrigues et redoutant l'épithète d'apostat accordée à tout prêtre assermenté, voulut couper court à tout, en refusant ses fonctions. Mais cette résolution, un peu tardive, fut le début d'une violente agitation, qui faillit plus d'une fois dégénérer en émeute.

Toutes les tentatives en vue de faire revenir Chatelin sur sa décision n'aboutirent qu'à de nouvelles tergiversations (2) et, finalement, le 17 avril, l'évêque envoyait irrévocablement sa démission, en alléguant son grand âge, sa santé déclinante et son inexpérience.

Ces contretemps, puis la décision de Chatelin firent la joie des réfractaires, mais déchaînèrent la colère des patriotes : le club pesta contre cet homme timoré dont la conscience ne résistait pas aux suggestions mauvaises du dehors et les administrateurs du département ne se firent pas faute de critiquer cette attitude. Mais le fait était là, inéluctable et troublant, et il n'y avait plus qu'une chose à faire : procéder à une nouvelle élection.

Le procureur général syndic convoqua donc les électeurs pour le 8 mai : Mollevaut (3), retenu à Paris, ne put assister à l'assemblée électorale qui, le 10 mai,

(1) GUILBERT : lettre à Verdet, 19 mars 1791 : « C'est une bonne créature, dit-il de Chatelin, de beaucoup d'esprit, doux et modeste qu'on a forcé d'accepter pour éviter pire, mais je tiens pour certain que cet homme respectable, âgé de près de 70 ans et que je connais depuis 20, ne conservera pas la place, qu'il ne se fera pas même sacrer; il ne veut que donner du temps encore au légitime pasteur... »

(2) Grandjean, administrateur du département de la Meurthe, et Le Lorrain, procureur général syndic, furent envoyés auprès de Chatelin par le Directoire (17 avril); ils n'arrivèrent pas à le faire changer d'avis (AD, L 74, PV. du Directoire du département, séance du 18 avril 1791).

(3) Mollevaut adressa de Paris une lettre à Le Lorrain, où il disait notamment : « la démission de l'abbé Chatelin m'était connue. Il doit vous savoir gré de l'explication que vous donnez de sa conduite. Votre tableau énergique des manœuvres odieuses ainsi que l'expression publique et nette de vos sentiments produira un bon effet. Il y a longtemps que la publicité d'opinions prononcées avec clarté et force en faveur de la Constitution me paraissait absolument nécessaire au maintien de la tranquillité publique » (cité par PFISTER, *Les Assemblées électorales*, page 102, note 1).

élut évêque du département Lalande (1), ci-devant oratorien et grand-vicaire de la métropole de Paris; ce choix fut salué avec joie par la Société des Amis de la Constitution dont Lalande devait d'ailleurs par la suite devenir membre (2).

Le procureur de la commune Hussenot fut chargé d'aller annoncer à Lalande sa nomination; afin de ne pas se heurter à un refus, Hussenot pria Mollevaut et Foissey (3) de l'accompagner (4). Malgré cette respectable délégation, Lalande hésita et demanda un délai d'une heure avant de répondre; pendant ce temps, il s'enfuit à Marmouset, à quatre lieues de Paris. Mollevaut et Foissey l'y poursuivirent; mais Lalande refusa encore de prendre une décision. Hussenot, tout à fait découragé, ne voulut cependant pas retourner de suite à Nancy, de peur que le peuple ne s'agitât; jouant sa dernière carte, il décida de solliciter l'aide de l'évêque constitutionnel de Paris, Gobel : celui-ci manderait Lalande et joindrait ses instances à celles de Mollevaut, de Foissey, de Régnier et de Grégoire qui seraient présents à l'entrevue. Mais Lalande ne se laissa point encore convaincre.

Alors les corps administratifs de la Meurthe, dési-

(1) Lalande (Luc-François), né à Saint-Lô le 10 janvier 1732; entré chez les Oratoriens, il y devint professeur. A la Révolution, il approuva la Constitution civile du clergé et fut nommé vicaire épiscopal de l'évêque de Paris; élu évêque de la Meurthe, il rencontra de sérieuses difficultés, se sauva à Paris en décembre 1791 et démissionna; mais on réussit à le faire revenir sur sa décision. Président de l'administration départementale puis de l'Assemblée électorale de septembre 1792, il fut envoyé à la Convention comme député de la Meurthe; par la suite, député au Conseil des 500, puis archiviste au département de la justice en l'an VI. Mort à Paris le 25 février 1805.

(2) AD, L 261.

(3) Foissey (Joseph-Ignace), né à Mirecourt le 11 mai 1739; après des études de droit, devint avocat au barreau de Nancy, puis avocat général au Parlement de Metz en 1780. Après avoir présidé le tribunal du district, il devint notable de la commune de Nancy. Envoyé en 1791 comme commissaire pacificateur dans les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, il fut élu député de la Meurthe à l'Assemblée législative. Redevenu président du tribunal de district de Nancy, il vécut dans la capitale lorraine où la Terreur le rangea parmi les suspects. Traduit au tribunal révolutionnaire de Paris, il ne dut son salut qu'au 9 thermidor. En 1794, il devint membre du Conseil du district de Nancy; enfin, sous le Consulat et sous l'Empire, il siégea au Conseil d'arrondissement de la même ville. Mort à Nancy le 4 décembre 1818.

(4) Cf. lettre de Hussenot (AD, L 144).

reux de ne point subir, aux yeux de la population, un second échec, tentèrent une ultime démarche : le département députa Foissac, le Conseil général de la Commune, le maire Thiérier et Henry, homme de loi, la garde nationale envoya Poincaré, son commandant, les juges de paix, Thomassin, le district, Olry de Lisle, et la Société des Amis de la Constitution, André Thomassin; ces sept envoyés devaient en outre s'adjoindre Mollevaut, Saladin, officier municipal de Nancy de passage à Paris, Foissey, président du tribunal de district et les députés du département; enfin le garde des sceaux et l'évêque de Paris avaient encore promis leur concours (1).

Devant cette délégation imposante, tant par le nombre que par la qualité, Lalande, bien qu'il eût fait connaître au procureur général son refus par lettre du 19 mai, se décida à accepter (2); et le 29, le nouvel évêque recevait le sacre de Gobel, assisté de Saurine et de Grégoire, à Notre-Dame-de-Paris, en présence des négociateurs.

Lalande fut aussitôt mis en route par Poincaré sur Nancy; on ne voulait pas lui laisser le temps de revenir sur une acceptation déjà si laborieusement arrachée; de plus, Nancy, énervée à l'excès, était en effervescence (3); le peuple s'agitait et on redoutait même des voies de fait sur les non-jureurs que l'on rendait responsables des hésitations de Lalande comme de la démission de Chatelin; le nouvel évêque de la Meurthe avait en effet reçu de nombreuses lettres anonymes qui lui représentaient notre cité « comme le repaire de tout ce qu'il y a de plus aristocrate », de sorte qu'il n'y serait soutenu par personne (4) : c'est pourquoi le peuple accusait les

(1) AD, L 74 : PV des délibérations du Directoire du département, séance du 16 mai 1791, 8 heures du soir.

(2) Le 21 mai 1791, Foissac écrivait encore de Paris : « Au moment où j'ai l'honneur de vous écrire, nous n'avons encore rien découvert du père Lalande qui nous fuit comme un second abbé Châtelain » (AD, L 144).

(3) AM, D 1 : registre des délibérations, 23 mai 1791.

(4) AD, L 144 : Lettre de Hussenot, 14 mars 1791.

réfractaires d'avoir ainsi essayé de provoquer le refus de Lalande.

Celui-ci arriva à Nancy le vendredi 3 juin à 9 heures du soir; il y fut reçu, malgré l'heure tardive, avec un grand enthousiasme. GUILBERT, dépité, nous donne méchamment ces détails savoureux : « les dames des halles, dans leurs plus beaux atours ayant des cocardes de la plus vaste ampleur, montées sur un char de feuillage au nombre de 5 ou 6, se montrent dans toutes les rues avant de se laisser emporter par deux beaux coursiers fiers d'un aussi respectable poids : la haranguese (sic) avait un très éloquent discours à la main, et sous ses jupes une couronne de laurier entre-lassé de fleurs d'Italie pour couronner le saint homme; pour rendre leur hommage plus agréable, elles se faisaient procéder de 20 pucelles constitutionnelles, vêtues de blanc, citoyennes très actives, disaient les aristocrates en enrageant : elles portaient la cocarde de fort bonne grâce et répondaient fort à propos aux jolies galanteries de quelques recrues de leur connaissance » (1).

Le 5 juin enfin, Lalande était installé; clubistes et révolutionnaires étaient aux anges. Ainsi se trouvait définitivement établie la nouvelle organisation religieuse dans la Meurthe. Ce n'avait pas été sans peine et Mollevaut y avait contribué de toutes ses forces, montrant ainsi de nouveau, contrairement à l'attitude de son frère, son ferme attachement aux lois de la Révolution.

Etienne ne devait pas tarder à quitter le tribunal de Cassation où il s'était placé dans « les premiers rangs de cette illustre compagnie » (2). Il avait assisté à Paris à tous les grands événements des années 1791 et 1792 : fuite du Roi, déclaration de guerre à l'Autriche (3), chute du trône au 10 août. Tous ces incidents avaient eu leur répercussion en Lorraine : la fuite de Louis XVI

(1) GUILBERT, lettre à Verdet, 9 juin 1791.

(2) Ch.-L. Mollevaut, *Poésies diverses*, tome I. Biographie de son père en tête de la traduction de la *Vie d'Agricola* (n° 11.069 du catalogue FAVIER).

(3) Mollevaut, comme tous ses collègues du tribunal, s'était engagé à entretenir un garde national, pendant toute la durée de ses fonctions (PV de l'Assemblée nationale, séance du 13 juillet 1791).

avait indigné les patriotes et secoué la Meurthe d'un frisson patriotique : c'est ici surtout « que la nation se sentit abandonnée, orpheline » (1), tout à côté de cette frontière au voile mystérieux derrière lequel l'ennemi s'agitait menaçant. Et pourtant, la Meurthe restait profondément royaliste : Nancy, lors de la déclaration de guerre à l'Autriche, envoyait une adresse de félicitations au roi, parce qu'il avait « suivi le vœu des Amis de la liberté et de l'égalité » (2), sans se douter que ce même Louis XVI ne provoquait l'étranger que d'accord avec lui et pour lui donner l'occasion d'écraser la Révolution. Il fallut cette journée du 10 août pour ouvrir les yeux de la cité comme au reste de la France, pour faire partager aux provinces cette conviction que le peuple de Paris avait de la trahison du Roi; dès lors, Nancy, ville éminemment patriote, confondit Louis XVI avec les ennemis de la Patrie, et, aux approches des élections à la Convention, elle se disposa à abandonner la royauté sans cependant réclamer la République, dont presque personne en France d'ailleurs n'osait prononcer le nom.

Le 30 août 1792, un électeur, Laugier, curé de Rosières-aux-Salines, donne, dans le *Journal de Nancy et des frontières* (3), des conseils aux électeurs : « Louis XVI est un être faible ou un tyran. Si sa conduite perfide n'est que l'ouvrage des traîtres qui l'environnaient, il faut le mettre au nombre des Sardanapales, indignes de gouverner un peuple libre. S'il est un tyran, le maintenir sur le trône, c'est s'avilir et redevenir esclaves ». Comme il appartiendra aux nouveaux députés de prononcer, il faut les soumettre à « la censure la plus sévère », et Laugier définit les trois qualités que l'on doit exiger d'eux : probité reconnue, lumières, fermeté à l'épreuve.

De plus, l'ennemi environne la région de Nancy : Longwy est tombée le 23 août; Verdun est investie le

(1) AULARD, *Histoire politique de la Révolution française*, page 118.

(3) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 12, page 260.

(3) C'est le journal des clubistes (n° du 30 août 1792, pages 1 sqq.).

30 et Nancy se concerta avec Metz. Ainsi des angoisses patriotiques se mêlent aux sentiments de méfiance envers Louis XVI.

C'est dans cet état d'esprit que l'assemblée électorale se réunit à Lunéville pour désigner les huit députés à la Convention nationale, le 2 septembre 1792 (1).

Pour la première fois devait fonctionner le suffrage universel : tous les citoyens, âgés de 21 ans, domiciliés depuis un an et non domestiques, avaient le droit de vote : plus de classification en citoyens actifs et passifs; le peuple tout entier est souverain. Comment allait-il donc se comporter ? Dans la Meurthe, sous l'influence des sentiments ci-dessus indiqués, les assemblées primaires donnèrent à leurs électeurs carte blanche : seule Dieulouard chargea les siens de pouvoirs restrictifs, où il était demandé que « la Constitution fût conservée » ; comme la Convention était par son nom même une assemblée destinée à reviser ou à changer la Constitution, aucune restriction de ce genre ne pouvait être tolérée : les électeurs de Dieulouard furent donc renvoyés. Puis l'assemblée électorale, après s'être organisée et avoir prêté le serment solennel de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant — serment auquel la présence de l'ennemi autour de Verdun donnait une signification mâle et tragique —, procéda à l'élection des députés; au milieu des démonstrations de civisme traditionnelles, sous la présidence de l'évêque Lalande, se déroulèrent les scrutins : Etienne Mollevaut fut élu 4^e député de la Meurthe par 415 voix sur 519 votants; c'était la plus forte majorité obtenue lors de ces élections à la Convention. Étaient également envoyés à Paris : Jean - Baptiste Salle (2),

(1) Lors de la dernière assemblée du 6 septembre 1791, il avait été décidé que la prochaine assemblée électorale se tiendrait à Lunéville, puis que les suivantes se réuniraient dans les différents chefs-lieux des districts d'après l'ordre établi par la Constituante.

(2) Salle (Jean-Baptiste), né à Vézelize le 28 novembre 1759 d'une famille de commerçants. Après des études de médecine à Nancy, puis à Paris, il s'établit dans sa ville natale 3 ans avant le début de la Révolution. Combattif et instruit, il représenta à Nancy le Tiers du bailliage de

administrateur du département, René-Auguste Mallarmé (1), Antoine-Louis Levasseur (2) et Germain Bonneval (3), tous trois députés à la Législative, Luc-François Lalande, évêque de la Meurthe, Pierre Michel (4), juge au tribunal de district de Château-

Vézelize et fut envoyé comme député aux États généraux. La séparation de la Constituante le ramena à Nancy où il siégea comme membre du Directoire de la Meurthe. Député à la Convention, il prit souvent la parole, se heurtant sans cesse à Robespierre et Marat, et se révélant comme un des membres les plus ardents de la Gironde. Décrété d'arrestation le 31 mai 1793, il se sauva en Normandie, de là gagna la Gironde où il se cacha à Saint-Emilion. Découvert en juin 1794, il tenta de se tuer, mais il ne devait mourir que sur l'échafaud le 19 juin 1794.

(1) Mallarmé (François-René-Auguste) : né à Nancy le 25 février 1755 — son père était avocat à la Cour souveraine ; — après des études de droit, il s'établit à Pont-à-Mousson où il prit la direction du mouvement révolutionnaire : rédacteur du cahier du Thiers du bailliage, fondateur de la garde nationale et du club, il devint successivement procureur syndic du district de Pont-à-Mousson, juge suppléant au tribunal de Cassation, 2^e député de la Meurthe à la Législative puis à la Convention. Montagnard décidé, il laissa, en tant que président de la Convention, expulser les Girondins ; représentant en mission dans les départements de Meurthe, Vosges et Haute-Saône, il se brouilla avec Saint-Just et Lebas, mais finalement fut chargé d'établir le gouvernement révolutionnaire en Meurthe et en Moselle. Rappelé à Paris en mai 1794, il contribua à la chute de Robespierre, ce qui ne l'empêcha pas de frôler l'échafaud lors de la réaction thermidorienne. Sous l'Empire, il entra dans les finances ; à la Restauration, il prit parti contre les Bourbons et reçut durant les 100 jours le poste de sous-préfet à Avesnes. Arrêté par les Prussiens, puis relâché, il se réfugia en Belgique : il y perdit la raison et mourut le 9 décembre 1831.

(2) Levasseur (Antoine-Louis), né à Sarrebourg le 25 juin 1746 ; fit des études de droit et devint maire royal de Sarrebourg en 1773 ; procureur syndic du district de Sarrebourg puis député à la Législative et à la Convention. Passé sur les bancs de la Montagne, il remplit en mars 1793 avec Antoine, député de la Moselle, une mission dans les départements de la Meurthe et de la Moselle, puis à l'armée de la Moselle. Revenu à Paris, il prit parti contre Robespierre, et devint membre du Comité de Sûreté générale en fructidor an II. Non réélu, il fut nommé rédacteur du procès-verbal aux 500, puis au Corps législatif. Retraité en 1814, banni comme régicide, il mourut à Ixelles le 3 juin 1826.

(3) Bonneval (Germain), né à Juvelize le 28 janvier 1738 ; habitant d'Ogéville, il participa comme délégué du bailliage de Lunéville à l'Assemblée de réduction de Nancy ; en 1790, il devint membre de l'administration du département, puis fut élu successivement député à la Législative et à la Convention. Rangé dans la Montagne, il rentra ensuite dans la vie privée à Ogéville dont il devint maire sous l'Empire. Mort le 20 novembre 1815.

(4) Michel (Pierre), né à Celles-sur-Plaine le 5 mars 1745 ; avocat au bailliage de Lunéville, il prit part au mouvement révolutionnaire et en 1790 cela lui valut la place de procureur de la commune de Vic-sur-Seille. De là, il vint à Nancy comme membre de l'administration du département. Démissionnaire en 1790, il fut nommé juge au tribunal de district de Château-Salins. Elu 7^e député à la Convention, Michel se

Salins et Joseph Zangiacomi, procureur de la Commune de Nancy. Trois suppléants furent ensuite nommés : Pierre Collombel (1), maire de Pont-à-Mousson, Victor-Nicolas Mourer (2), secrétaire du district de Sarrebourg, et Dominique Jacob (3), maire de Toul. Il restait à recevoir l'acceptation des quatre élus qui résidaient à ce moment à Paris; mais comme les électeurs étaient impatients de s'en retourner chez eux, l'assemblée électorale s'ajourna *sine die* (4).

Le 9 septembre, Mollevaut envoyait de Paris son acceptation : « J'ai reçu votre lettre du 6 de ce mois.

rangea parmi les modérés sans cependant se rallier à la Gironde. Partisan de la chute de Robespierre, il fut ensuite envoyé au Conseil des Anciens. En l'an V, il se retira définitivement de la vie politique.

(1) Collombel (Pierre), né en Seine-Inférieure, le 25 août 1756; après un court passage à l'armée, il s'établit comme marchand à Pont-à-Mousson, dont il devint maire en 1790; choisi comme 1^{er} suppléant à la Convention, il fut nommé, en novembre 1792, membre du Directoire du département de la Meurthe, mais n'accepta que la place d'administrateur. Appelé à remplacer Salle à la Convention, il fut envoyé en mission à l'armée du Nord; après le 9 thermidor, membre du Comité de Sécurité générale à deux reprises, il eut l'honneur de le présider. Appelé aux 500 sur la liste supplémentaire de Toulouse, il ne fut pas réélu en l'an V, mais alla aux Anciens un an plus tard; protesta contre le coup d'Etat de brumaire et fut exclu par Bonaparte. Retiré à Paris, il y mourut le 26 janvier 1841 à 85 ans.

(2) Mourer (Victor-Nicolas), né à Abreschwiller en 1764; après des études de droit, il s'inscrivit comme avocat à Colmar. Secrétaire du district de Sarrebourg en 1790, il fut nommé 2^e suppléant de la Meurthe à la Convention. Devenu en novembre 1792 procureur général syndic du département, il se mit à la tête du mouvement girondin dans la Meurthe. Destitué en juin 1793, il fut rétabli dans ses fonctions un mois après. Au moment de la fuite de Mollevaut, il aurait dû le remplacer à la Convention, mais, en raison de ses idées, on lui préféra Jacob. Il fut une nouvelle fois destitué en novembre 1793; emprisonné pendant 1 an, il fut relâché en octobre 1794. Devenu ensuite procureur syndic du district de Sarrebourg, il fut nommé sous le Directoire, commissaire de celui-ci dans la Meurthe; envoyé aux Cinq-cents en 1798, il exerça deux ans plus tard les fonctions de secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin. Enfin, il termina sa carrière comme président du tribunal criminel du département de Montenotte (Italie); mort à Savone, le 25 novembre 1809.

(3) Jacob (Dominique), né en 1735, fit des études de droit et s'installa comme avocat au bailliage de Toul; officier municipal en 1790, il devint membre de l'administration départementale de la Meurthe. Président de la Société des Amis de la Constitution de Toul, il reçut les fonctions de maire de cette ville; ensuite il fut élu membre du Directoire du département, puis président du Tribunal du district de Toul. — 3^e suppléant à la Convention, il remplaça Mollevaut à partir de juillet 1793 et se rangea dans la Montagne; non réélu, il devint receveur des domaines de Toul où il mourut le 29 mars 1809.

(4) AD, L 201 : procès-verbaux originaux.

J'apprends avec reconnaissance et avec regret ma nomination de député à la Convention nationale.

« Avec reconnaissance : c'est un témoignage bien précieux et bien cher à mon cœur du souvenir et de la confiance de mes concitoyens.

« Avec regret : je crains, malgré mon dévouement absolu aux intérêts de ma patrie de ne point remplir l'attente de nos braves électeurs.

« Offrez-leur de ma part, M. le Président, l'hommage patriotique de tout mon zèle et de toutes mes facultés.

« Offrez-leur le serment que je renouvelle entre vos mains et les leurs de maintenir de tout mon pouvoir la liberté, l'inégalité, la sûreté des personnes et des propriétés, ou de mourir à mon nouveau poste en les défendant » (1).

Cette lettre fut lue le 22 septembre à l'assemblée électorale du département réunie de nouveau à Lunéville; l'assistance apprit cette acceptation « avec autant de joie qu'elle avait mis d'intérêt » à nommer Etienne Mollevaut.

Mais il restait à redonner à la Meurthe un représentant au Tribunal de Cassation, puisque Mollevaut et son suppléant Mallarmé allaient siéger à la Convention. Cette question préoccupait particulièrement le procureur général syndic Le Lorrain, car la loi ne prévoyait pas explicitement ce cas spécial. On avait consulté à ce propos Etienne Mollevaut qui avait répondu par lettre du 8 novembre : « Il est certain que ni mon suppléant ni moi, ne pouvons exercer des fonctions, en ce moment, au Tribunal de Cassation. Cependant le département de la Meurthe a le droit d'y avoir un juge. Ainsi je pense qu'il ne doit y avoir aucun inconvénient à nommer un suppléant à ce Tribunal, qui est incomplet au moyen de l'absence de Mallarmé et de la mienne, et même j'ai été étonné que le collège électoral ne l'ait pas prononcé lors de son assemblée

(1) AD, L 201 : procès-verbaux originaux.

pour députés à la Convention. » Cependant, deux jours après, Mollevaut se ravisait et envoyait une nouvelle lettre à Le Lorrain : « J'avais pensé qu'il convenait de nommer un suppléant au tribunal de Cassation, mais, toute réflexions faites, le Corps électoral ne doit pas s'occuper de cet objet, parce que la loi ne l'y autorise pas. C'est ce que pensent plusieurs de mes collègues, avec qui j'ai conféré de cet objet, et quoiqu'il serait très juste que la Meurthe eût, à ce tribunal, un juge, cependant je suis revenu à l'opinion de n'en pas élire un, parce qu'il n'y a point de loi qui ordonne, dans le cas où nous sommes, un remplacement » (1). Devant ces incertitudes, l'assemblée électorale de la Meurthe réunie à Blâmont eut à se prononcer le 17 novembre; dans le désir d'éviter une nouvelle convocation des électeurs qui commençaient à se lasser de ces réunions trop fréquentes, elle décida de désigner un suppléant au tribunal de Cassation : ce fut Le Lorrain, procureur général syndic, qui obtint la majorité des voix.

A cette époque, Mollevaut et ses collègues siégeaient depuis près de deux mois à la Convention nationale. Les électeurs de la Meurthe les avaient investis de « pouvoirs illimités et de confiance sans bornes »; ils ne leur demandaient en somme que de donner à la France une constitution nouvelle sans roi; pas une fois le mot République ne fut prononcé par eux; cependant, en exigeant de leurs nouveaux élus qu'ils se montrassent anti-royalistes, les électeurs de la Meurthe ne prévoyaient pas qu'il y aurait peut-être entre les Conventionnels nommés « plus que des nuances et qu'un jour les élus pourraient être séparés par un large fossé, des proscriptions et du sang » (2).

Le premier acte de la nouvelle Assemblée fut d'abolir la royauté et de proclamer le lendemain la République : Mollevaut accueillit celle-ci avec joie, et dans une de ses lettres, écrite avec Zangiacomi à la muni-

(1) AD, L 201.

(2) PFISTER, *Les députés de la Meurthe sous la Révolution*, introduction.

cipalité de Nancy (1), il parle avec enthousiasme de la République, « ce gouvernement, le seul qui convienne aux hommes forts et sages ». Nancy et la Meurthe de leurs côtés avaient acclamé le nouveau régime (2); mais on fêtait moins la proclamation de la République que l'abolition de la royauté; « c'est que ce mot de république paraissait encore équivoque, inquiétant à beaucoup de Français (3). Pour calmer ces appréhensions, Danton fit donc déclarer le 25 septembre la République « une et indivisible. » Mais ce qui, plus que les paroles, plus que les mesures de la Convention, rallia les Nancéiens et les Meurthois à la République, ce furent les victoires de nos armées; le 13 novembre 1792, l'assemblée électorale du département accueillait avec un enthousiasme délirant la nouvelle de la victoire de Jemmapes; et la République apparaissant « au moment où l'ennemi vaincu battait en retraite » fut pour Nancy, ville ardemment française, comme pour tout le pays, la personnification du « patriotisme victorieux » (4).

Après le vote de ces décrets importants, la Convention se mit résolument au travail; sa tâche était lourde, Héritière d'un passé à liquider, investie du soin de préparer l'avenir, elle se partagea, pour bien faire, en Comités : le 13 octobre 1792, Mollevaut était nommé membre du Comité des Domaines (5), et le 1^{er} novem-

(1) *Journal de Nancy et des frontières*, 25 octobre 1792, page 132. Dans cette lettre, Zangiacomi et Mollevaut disaient qu'ils avaient présenté à la Convention l'adresse, la proclamation et le procès-verbal que leur avait adressés la municipalité de Nancy : « il nous est bien flatteur, chers concitoyens, de tenir à une cité qui se signale par tant et de si beaux exemples; son nom a été célèbre à toutes les époques de la Révolution; depuis longtemps, elle est digne de la République. Ce gouvernement, elle le soutiendra par son courage, elle l'honorera par ses vertus. Sa conduite sera toujours l'éloge de nos lois et la honte de ceux qui osent la calomnier. »

(2) Le 7 octobre 1792, le Conseil général de la Commune de Nancy procéda solennellement à la proclamation des décrets de la Convention au milieu d'un grand enthousiasme et au chant de l'hymne des Marseillais; le 14 du même mois, le Directoire du département adressait à la Convention son adhésion à la République et le 17 novembre, l'assemblée électorale réunie à Blâmont félicitait la Convention de l'abolition de la royauté.

(3) AULARD, *Histoire politique de la Révolution*, page 274.

(4) AULARD, *Histoire politique de la Révolution*, page 278.

(5) *Archives parlementaires*, tome 52, page 480.

bre, il recevait la mission de représenter ce dernier au Comité central formé des délégués des divers comités de l'Assemblée (1). C'était là, dans ces Comités, comme aujourd'hui dans les commissions des deux Chambres, que se faisait la meilleure partie du travail législatif. Étienne Mollevaut eut plusieurs fois l'occasion de rapporter certaines propositions du Comité des Domaines : le 14 février 1793, il présenta un projet de décret tendant à autoriser la Commune de Vermenton (Yonne) à partager en nature un terrain de 25 arpents 5 verges qui lui avait été adjugé par le Conseil exécutif provisoire; deux semaines après, ce projet de décret revenait en discussion et était définitivement adopté (2). Le 18 avril 1793, au nom des Comités des domaines et des finances réunis, le député de la Meurthe présentait un projet de décret accordant aux employés et ouvriers des salines des départements de l'Est une indemnité égale au quart de leur traitement s'ils n'avaient été payés qu'en assignats, au huitième s'ils avaient touché une partie en numéraire et l'autre en assignats (3). Le 21 avril, Mollevaut montait de nouveau à la tribune pour demander à l'Assemblée d'autoriser la commune de Saint-Martin d'Ablois, district d'Epernay (Marne), à distraire une quantité de 11 arpents de bois afin d'approvisionner ses habitants (4). Autre intervention au nom du Comité des Domaines pour permettre aux directoires des départements de faire les dépenses nécessaires à la réparation d'édifices nationaux, quand ces dépenses n'excédaient pas la somme de 150 livres (5). De plus, le député de la Meurthe prit la parole en diverses occasions : le 2 novembre 1792, Garran faisait un rapport sur l'insurrection arrivée le 15 septembre en la ville de Lorient, à l'occasion de l'embarquement de plusieurs caisses de fusils,

(1) *Archives parlementaires*, tome 53, page 103.

(2) *Archives parlementaires*, tome 58, page 522, et tome 59, page 338.

(3) *Archives parlementaires*, tome 62, page 615.

(4) *Archives parlementaires*, tome 63, page 78, ou AN, C 251; n^{os} 424-425.

(5) *Archives parlementaires*, tome 63, page 307.

sous le nom de quincaillerie; il proposa un décret qui concluait à l'extinction de la procédure commencée et à la mise en liberté des détenus. Mollevaut, en bon défenseur de l'ordre, s'éleva contre ce projet : « Le décret que votre Comité de Législation vous propose peut entraîner les conséquences les plus graves. Je demande la question préalable. La Convention nationale a décrété que la sûreté des personnes et des propriétés était sous la sauvegarde de la nation, que les lois existantes seraient observées exactement. Peut-elle, sans péril pour la liberté, porter atteinte à ce décret ? Un meurtre a été commis : un homme a péri au mépris de toutes les lois cruellement outragées. Ce crime doit être sévèrement réprimé. Il peut convenir au despote d'arrêter le cours des lois; mais jamais des républicains ne doivent se permettre d'en suspendre l'exécution, l'exécution rigoureuse. Qu'est-ce que la justice vous commande dans cette circonstance, plus importante peut-être qu'on ne croit au salut de la République ? C'est d'inspirer au peuple cette horreur salutaire du crime qui peut seule assurer sa liberté. Avez-vous d'ailleurs le droit d'accorder l'impunité de l'assassinat ? Non, vous ne pouvez usurper ce droit sur la nation. C'est au jury qu'appartient la connaissance des faits. Je demande la question préalable sur le projet de décret du Comité » (1). Mollevaut ne fut pas écouté, mais ce discours peint exactement l'homme qui avait le plus profond respect de la justice et de la morale. Le 25 janvier 1793, nouvelle intervention à la tribune : Pache, ministre de la guerre, dénonçait dans une lettre à l'Assemblée les malversations commises par des officiers dans les parcs à fourrages. Mollevaut déclara : « Il est bien étonnant que le ministre de la guerre vienne sans cesse nous dénoncer des prévarications dont la répression et la punition sont sous sa responsabilité. Nous versons plus de 100 millions par mois entre les mains du pouvoir exécutif afin que nos troupes ne manquent de rien et que nos armées soient dans l'état de force et de vigueur qui assurera le salut

(1) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 14, 2 novembre 1792.

de la République. Si un membre de la Convention vous dénonçait les abus dont le ministre se plaint, cette dénonciation serait renvoyée au Conseil exécutif pour y remédier. Je demande que cette lettre soit renvoyée au ministre lui-même pour qu'il vous rende compte sous trois jours des mesures qu'il aura prises pour punir ces délits » (1). Enfin, le 19 mars 1793, comme on discutait de l'organisation générale des secours publics, Mollevaut déclara à propos de l'article V qui proclamait l'assistance du pauvre « dette nationale » et décidait la vente des biens des hôpitaux, fondations et dotations en faveur des indigents : « J'appuie, certes, le texte de cet article, mais je demande par amendement que la vente des biens des hôpitaux ne soit ordonnée et que l'administration n'en soit retirée des mains des administrateurs actuels, qu'après que la nouvelle organisation des secours publics sera décrétée, et qu'après que le mode de liquidation des créanciers de tout genre desdits hôpitaux sera déterminée. Je demande également que, pour régler le mode de liquidation, le comité des secours et celui de liquidation soient tenus de présenter un projet de décret sur ce point, en même temps que le comité des secours présentera le projet de décret de la nouvelle organisation des secours publics » (2).

Cependant la plus importante des discussions où Mollevaut se trouva engagé fut sans conteste le procès du roi (3).

C'est le 27 décembre 1792 qu'à la Convention eurent lieu les premières escarmouches au sujet du jugement de Louis XVI : dès ce jour, les tendances opposées s'affrontent et Gironde et Montagne se heurtent. Le lendemain 28, Robespierre prend violemment à partie, à propos de la proposition d'appel au peuple, Salle, député de la Meurthe et ami de Mollevaut (4). A

(1) *Archives parlementaires*, tome 57 page 641.

(2) *Archives parlementaires*, tome 60, pages 322 sqq.

(3) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 14, séances des 27, 28 décembre 1792, 15, 16, 17, 18 et 19 janvier 1793.

(4) Salle avait dit : « Il faut que l'on puisse dire dans tous les temps : c'est la France entière et non le peuple de Paris qui a jugé Louis XVI. » Robespierre reprocha à Salle d'avoir été, après Varennes, adversaire de

ces joutes oratoires, prélude de sombres et grands orages, Etienne ne participe point; il se réserve et interroge sa conscience.

Mais le 15 janvier 1793, commencèrent les fameux appels nominaux. Sur la première question : « Louis Capet... est-il coupable de conspiration contre la liberté et d'attentat contre la sûreté générale de l'Etat ? », Mollevaut répondit résolument oui, imitant ainsi tous ses collègues de la Meurthe, à part Lalande (1). Sur le deuxième point : « Le jugement qui sera rendu sur Louis sera-t-il soumis à la ratification du peuple réuni dans ses assemblées primaires ? », la députation de la Meurthe ne fit plus preuve de la même cohésion : tandis que Mallarmé, Bonneval et Levasseur répondaient non, les autres se déclarèrent pour l'appel au peuple : Salle expliqua son vote en disant qu'il ne voulait pas méconnaître la souveraineté du peuple et que « le seul moyen de donner au peuple une attitude vraiment républicaine » était « de le faire intervenir dans cette cause. » Mais Levasseur de répliquer : « C'est par respect pour la souveraineté du peuple et pour lui rendre un hommage sincère et non dérisoire que je veux remplir le principal vœu de mon mandat, de faire, selon ma conscience et mes lumières, ce qui sera le mieux pour son salut; je dis : non. » Et Mollevaut : « Pour les mêmes raisons, je dis oui. » Ainsi se heurtaient deux thèses qui, au nom des mêmes principes, aboutissaient à des solutions diamétralement opposées, deux thèses inspirées, nous voulons le croire, par le même souci de pur patriotisme et qui posaient pour les uns comme pour les autres un douloureux cas de conscience.

Le 16 janvier, un troisième appel nominal eut lieu sur la question : « Quelle peine Louis, ci-devant roi des Français, a-t-il encourue ? » Ici encore, naturellement, les députés de la Meurthe se groupèrent dans les deux

la suspension du roi, et lors de l'affaire du Champ de Mars, partisan de l'établissement d'une sorte de cour martiale. Salle se justifia sur le premier point et démontra la fausseté de la seconde assertion.

(1) L'évêque de la Meurthe répondit évasivement : « Ni oui ni non ; je ne suis point juge. »

camps opposés : en face de Mallarmé, de Bonneval et de Levasseur, Salle s'écria : « si j'étais juge, j'ouvrirais le code pénal et je prononcerais la mort ; mais je suis législateur... Si Louis meurt, les chefs de parti se montreront. Louis est au contraire le prétendant qui pourra le plus dégoûter le peuple de la royauté » (1) ; et il demanda que Louis fût retenu jusqu'à la paix. Mollevaut, de son côté, expliqua clairement son opinion (2) : « Je déclare que je vais prononcer comme mandataire du peuple : je n'ai jamais perdu de vue, dans cette affaire, ce titre sacré. Je déclare que je ne suivrai, dans mon opinion, d'autre boussole que le salut du peuple.

« J'adopte une mesure que les lumières de ma raison, la gloire de mon pays, le salut du peuple commandent impérieusement à ma conscience, à laquelle je ne sais pas désobéir.

« Citoyens, je suis convaincu profondément que le jour qui verrait tomber la tête du tyran verrait éclore aussi le germe funeste de prétentions liberticides et d'agitations sanglantes ; que la mort de Louis le dernier ne serait pas moins inutile à la liberté des Français que le furent la mort de César à celle des Romains, la mort de Charles I^{er} à la liberté anglaise. Je suis convaincu profondément que cette mort serait pour les despotes qui nous entourent un triomphe et deviendrait entre leurs mains un levier terrible pour soulever, irriter contre nous des hommes encore esclaves de préjugés antiques, pour abattre le courage des amis de notre Révolution sublime et relever les folles espérances de ceux qui la détestent. Je suis intimement persuadé que, si Louis monte sur l'échafaud, le fanatisme retrouvera de nouveaux moyens d'illusions et de trouble ; l'aristocratie, de nouvelles ressources de vengeances et de désordres ; le royalisme,

(1) Même pensée chez Zangiacomi qui déclarait : « Rappelez-vous ce mot échappé à Charles I^{er} : Rien n'est plus abject qu'un roi détrôné. La honteuse existence de Louis aura du moins cet avantage de déjouer les complots ambitieux et de servir d'épouvantail à ses pareils. »

(2) *Archives parlementaires*, tome 57, page 357 : elles reproduisent le discours de Mollevaut d'après le texte qui figure à la Chambre des députés, collection PORTIEZ (de l'Oise), tome 279, n^o 57 (*Le Moniteur* n'en donne qu'un sommaire).

dans la famille des Capet, des espérances moins chimériques; et le royalisme ne peut en fonder aucune sur un être avili, prisonnier, l'objet du mépris et de l'indignation de l'univers. C'est dans la persuasion profonde et de la parfaite inutilité de la mort de Louis pour le bonheur de la France, et des avantages immenses qu'elle assurerait infailliblement à nos ennemis intérieurs et extérieurs, que, dans ce moment, je consulte, non ma haine du tyran, mais l'exécration que j'ai vouée à la tyrannie; non la vengeance, mais le salut du peuple. J'opine pour la détention qui déjoue une multitude de complots, écarte une foule de malheurs, et pour l'exil à l'époque de la paix ».

Cette forte argumentation, qui frappe par son grand air de sincérité, n'eut aucun succès, comme toutes les observations du même genre : la peine de mort fut prononcée contre Louis Capet.

Le 19 janvier, enfin, eut lieu le quatrième et dernier appel nominal : « Sera-t-il sursis à l'exécution du jugement de Louis Capet ? Oui ou non ». Mollevaut prit une fois encore le chemin de la tribune et prononça un long discours qui reflète toutes ses pensées intimes (1) : « J'ai déjà déclaré, et je déclare encore que, dans tout le cours de cette grande affaire, je n'ai voté qu'en qualité de mandataire du peuple; j'ai toujours eu devant les yeux cette maxime qui me paraît devoir sans cesse être présente à la pensée d'un représentant de la nation : le salut du peuple est la suprême loi. J'ai voté pour la sanction du peuple; pour la détention de Louis jusqu'à la paix, et l'exil à l'époque de la paix. Je vote pour le sursis : jusqu'à l'acceptation de la Constitution républicaine, et à la condition que le sursis expirera à la première hostilité des ennemis sur le territoire de la République.

« Citoyens, dans toute autre circonstance, je ne parlerais pas des sentiments intimes qui m'animent. Mais aujourd'hui que les opinions sont travesties sous des traits imposteurs, et que l'on empoisonne les intentions

(1) *Archives parlementaires*, tome 57, pages 495 sqq. (Copie du discours extrait de la Bibliothèque de la Chambre des Députés, collection PORTIEZ (de l'Oise), tome 279, n° 57).

les plus pures, j'oserai dire à tous ceux dont je suis connu : citez une seule de mes démarches, un seul de mes discours, une seule de mes pensées qui ne respire un patriotisme ardent et désintéressé; un amour vif et sincère de la liberté, de l'égalité, de la félicité de mon pays; et qui n'annonce des dispositions fortement prononcées de n'être, ni le jouet, ni le complice de quelque faction.

« Je dirai à ceux qui ne me connaissent pas : de quel droit prêteriez-vous à mon opinion des sentiments indignes d'un républicain franc et loyal ? De qui tenez-vous donc la mission de tout asservir à vos idées, et de proscrire avec despotisme toutes celles qui ne sont pas les vôtres ?

« Je ne me fais pas un mérite de courage à émettre le vœu d'un sursis.

« L'homme de bien, façonné par une longue habitude à ne redouter que les reproches de sa conscience, ne trouve plus de mérite, et ne fait plus d'efforts pour en suivre les précieuses impulsions.

« Citoyens, je dis d'abord que vous avez, deux fois, prononcé des sursis à des jugements de mort.

« La loi, la raison, l'intérêt public ne s'opposent donc pas à ce que vous accordiez un sursis au décret qui frappe de mort Louis Capet.

« En second lieu, ce sursis, j'en suis sûr, sera respecté. J'en jure par la puissance des lois; j'en jure par la République.

« Alors, citoyens, qui osera dire que la soif, l'unique soif du sang ait formé vos opinions, et qu'une vengeance stérile et barbare ait seule dirigé vos coups ?

« Quel téméraire osera nier que la justice, la seule justice, que le seul amour du salut public n'aient présidé à votre délibération solennelle et imposante ?

« Combien, à l'aide d'un sursis respecté, n'étoufferez-vous pas de relations mensongères, de bruits sinistres, de motifs apparents de censurer avec amertume votre conduite ?

« Et si, ce que je regarde comme impossible, le sursis n'était pas respecté, la France entière, tous les

amis de la liberté, la postérité n'en prendraient pas moins sous leur sauvegarde votre délibération sage et énergique.

« Tout le temps que vous conserverez cet homme courbé sous le poids de la justice nationale, vous déployez de grandes mesures pour sauver la République. La nation redouble d'harmonie, d'efforts, d'amour pour la liberté. Tous nos départements frontières acquièrent le motif d'une sécurité qui n'affaiblit pas leur courage.

« Si les despotes insultent le territoire de la République, alors la cessation du sursis fait retomber sur leur tête l'indignation qu'ils auront essayé de faire retomber sur la nôtre.

« S'il était possible, citoyens, que le sursis, que je demande, hâtât le retour de la paix, qui de nous oserait en repousser même la seule possibilité ?

« Non. Les Français ne craignent pas la guerre, j'en atteste leur courage et leurs vertus.

« Il me serait trop facile, à moi, et à tous ceux qui n'ont pas à supporter les dangers, les maladies, les privations, les fatigues de nos braves guerriers, de se vanter de ne craindre pas la guerre.

« Mais les arts qu'elle tue, l'agriculture qu'elle ruine, le commerce qu'elle détruit, les trésors de l'État qu'elle épuise; mais une infinité de familles qu'elle réduit au plus affreux désespoir; mais le sang de nos frères qu'elle prodigue; de si puissants objets ne sont-ils donc rien aux yeux de législateurs philosophes ?

« Citoyens, jamais la France ne doit souffrir que quelque puissance étrangère vienne s'immiscer dans son régime intérieur. Elle doit repousser avec énergie et sans relâche les ennemis de la liberté.

« Mais citoyens, serait-il donc impossible, sans blesser la dignité et la fierté d'une grande république, de songer à la paix, de saisir une mesure propre à en accélérer le retour si vivement désiré par tous les amis de la liberté et de l'humanité !

« On a objecté la loi qui veut que tout jugement à mort s'exécute dans les 24 heures !

« On s'est trompé; nos lois laissent à tous les condamnés un sursis de plus d'un mois, par le recours ouvert à tous vers le tribunal de cassation.

« Pourquoi donc n'ouvriions-nous pas aussi, dans cette grande circonstance, un recours à l'opinion publique ?

« L'on a invoqué les lois de l'humanité. Le condamné souffrirait, a-t-on dit, autant de morts qu'il survivrait de minutes à son jugement.

« Je réponds d'abord que tout le temps que votre décret ne lui sera pas notifié, ce sera pour lui comme s'il n'existait pas. Ensuite l'espoir d'une commutation de peine n'abandonne jamais un homme condamné. Enfin souffrît-il beaucoup pendant la durée d'un sursis, il doit souffrir pour le salut public; il le doit pour l'expiation des crimes dont vous l'avez déclaré convaincu.

« Je reprends : l'intérêt public est la suprême loi; ce puissant intérêt exige à mes yeux le sursis : qui n'est contraire ni aux lois, ni à vos principes; qui attestera la prudence et la liberté de vos opérations; qui vous conserve un otage capable d'éloigner de nos foyers le fléau de la guerre, ou d'en faire rejaillir tout l'odieux sur nos ennemis; un otage capable de diminuer les horreurs de la guerre, et même d'accélérer le retour de la paix, l'objet de vœux ardents et des soins continuels de tout législateur patriote ».

Cet énergique plaidoyer n'eut pas plus de succès que le précédent : le sursis fut repoussé et Louis Capet monta sur l'échafaud le lendemain 21 janvier.

Aulard a lavé définitivement les 283 Conventionnels qui votèrent pour l'appel au peuple, les 334 qui opinèrent pour la détention ou la mort conditionnelle, les 310 qui se prononcèrent pour le sursis, du soupçon d'avoir voulu sauver le Roi (1). Mollevaut, comme la plupart de ses collègues, n'a jamais eu cette arrière-pensée; la sincérité de ses paroles en est un témoignage certain.

Comme Salle, comme tant d'autres, il craignait

(1) Révolution française, tome 36, *L'opinion royaliste et l'opinion républicaine avant le 9 thermidor*, page 481.

que la mort de Louis XVI ne fût le signal d'une levée de boucliers des souverains contre la France, et en même temps d'une guerre civile à l'intérieur. Et en somme il ne s'était point trompé. Que Louis fût coupable, il n'en avait point douté et son premier vote le prouve; que la peine de mort fût appliquée au roi « à la première hostilité des ennemis sur le territoire de la République », il l'approuvait, il le demandait même. Mais que cette mort dût être donnée tout de suite, il ne le pensait pas : la France avait mieux à faire que de s'user dans une guerre toujours ruineuse; elle se devait la paix pour affermir les principes de la Révolution à l'intérieur. Certes, l'avenir devait montrer que cette Révolution se grandirait, s'amplifierait par la guerre. Mais peut-on reprocher au Mollevaut du début de 1793 de n'avoir pas prévu le sublime sursaut de l'an II ? Peut-on aussi lui en vouloir d'avoir peut-être senti, en son for intérieur, que d'une guerre prolongée naîtrait quelque despote ? En effet ne fut-ce pas « pour avoir été établie dans des circonstances de guerre, contradictoires avec son principe, que la république périra ? » ; et la guerre n'aboutit-elle pas à « une dictature militaire » ? (1). Ainsi Mollevaut, en combattant toute mesure de nature à prolonger la guerre, en désirant ardemment un retour à la paix, se montrait parfait républicain et ardent démocrate.

De plus, Mollevaut, député de la province, habitant de Paris depuis quelque temps, avait pu se rendre compte de l'omnipotence à laquelle prétendait la capitale; comme Salle, — nous jugerons plus tard si c'était à tort ou à raison —, il pensait que la France entière et non le seul peuple de Paris devait diriger le mouvement révolutionnaire, et par conséquent, dans cette conjoncture, décider du sort de Louis XVI. Somme toute, cet appel au peuple n'aurait pas, semble-t-il, changé le sort de l'ex-roi; celui-ci était méprisé de toute la France, à part quelques pays de l'Ouest, et l'avenir, loin de le décharger, ne pouvait que faire apparaître davantage sa

(1) AULARD, *Histoire politique de la Révolution française*, page 179.

culpabilité. Mais cet appel au peuple était un moyen de résistance des départements à la prépondérance prise par Paris dans la direction de la Révolution ; ce ne fut, comme l'a dit excellemment Aulard, « qu'un des épisodes de la politique départementale, antiparisienne, fédéraliste si l'on veut, mais républicaine des Girondins » (1). Ce fut aussi un nouveau sillon dans le fossé déjà bien profond qui séparait la Montagne de la Gironde.

Que Mollevaut se fût rangé dans cette dernière, rien d'étonnant ! Ami de la légalité, respectueux du droit, adversaire de toute violence, provincial enfin, Etienne, qui avait habité Paris sans s'être laissé imprégner, comme ses collègues Mallarmé, Levasseur et Bonneval, de l'air parisien, devait fatalement rejoindre le camp de la Gironde.

Nous ne pouvons dire si Mollevaut fréquenta les Girondins avant son élection à la Convention ; cela est peu probable. D'ailleurs si le parti girondin datait de la Législative, il n'acquit véritablement d'importance qu'au début de la Convention.

Mollevaut y figura aussitôt ; nous savons, par un biographe de son fils aîné (2), que Vergniaud, Isnard et Guadet venaient dîner chez lui. Ainsi, tout de suite, Etienne fréquenta les chefs du parti ; ces repas fraternels étaient d'ailleurs une mode girondine. Vergniaud recevait ses amis trois fois par semaine : il habitait alors avec Ducos, place Vendôme, chez une dame Dodun, « femme honnête, opulente », qui pouvait « sans se gêner » prêter aux députés « un appartement commode dont ils étaient libres de se servir, même en son absence » (3) ; là, au cours du déjeuner, les députés s'entretenaient de

(1) Révolution française, tome 36, *L'opinion royaliste et l'opinion républicaine avant le 9 thermidor*, page 481.

(2) L'Ami de la Religion, journal et revue, tome 164, année 1854, pages 166 sqq. : *Mollevaut, supérieur de la Solitude*, par Paulin Du Chesne (Bibliothèque du Grand Séminaire de Nancy). « Gabriel-Etienne Mollevaut, le futur Sulpicien, était très avide de belles tirades d'éloquence, et il aimait à entendre parler tous les grands orateurs de l'époque : Vergniaud, Danton, Robespierre, Marat, etc... » (Bibliothèque du Séminaire de Saint-Sulpice).

(3) ROLAND (Mme), *Mémoires*, éd. Perroud, tome I, pages 67 et 228. Cf. aussi Révolution Française, tome 71, LINTILHAC, *Le salon de Mme Dodun*.

ce qu'on allait traiter à l'Assemblée nationale ; cet hôtel était admirablement situé pour la réunion des Girondins : la plupart habitaient aux environs ; de plus, la salle du Manège, où avaient lieu les débats (1), était à peine à trois cents mètres, de sorte qu'on pouvait attendre jusqu'à la dernière minute pour se rendre à la séance. Dumont (2), qui assista à quelques-uns de ces dîners, nous cite les noms de commensaux : celui de Mollevaut n'y figure pas, mais en raison de son intimité avec Vergniaud, il est permis de croire qu'il participait aux agapes données par son ami.

D'autres réunions avaient encore lieu chez Bouquey, beau-frère de Guadet et régisseur du château de Saint-Cloud, où l'on se rassemblait aussi trois fois par semaine ; chez Vimcat, traiteur, passage des Ecuries (3) où Birotteau faisant un jour l'appel des membres présents trouva 100 assistants. Le salon de Madame Roland, « ce boudoir de la Pénélope », comme l'appelaient les Montagnards, était aussi un des endroits les plus fréquentés des Girondins ; il est inutile de rappeler ici l'influence immense exercée par cette femme de tête, « la Circé de la République », comme disait Danton, sur le parti de la Gironde ; à ce poste de commandement du parti affluaient tous ceux qui avaient besoin de directives et de conseils ; tous les amis de Mollevaut s'y donnaient rendez-vous et il est probable que le député de la Meurthe y allait aussi.

Mais en somme, dans le salon de Madame Roland ne venait que l'élite du parti ; moins réduite était la réunion chez Valazé (4). Charles - Eléonor - Dufriche de Valazé, ancien lieutenant au régiment d'Argenson, maire d'Essai dans le département de l'Orne, habitait,

(1) La Convention n'abandonna le Manège pour les Tuileries qu'en mai 1793.

(2) DUMONT, *Souvenirs sur Mirabeau et les deux premières assemblées législatives*, page 374.

(3) BIRÉ, *Journal d'un bourgeois de Paris pendant la Terreur*, tome II, page 44.

(4) Cf. CHALLAMEL, *Les clubs contre-révolutionnaires* : Comité Valazé (relevons en passant une erreur commise par l'auteur : « Mollevaut, y dit-il, était maire de Nancy lors de l'insurrection de la garnison de 1790 »).

depuis son élection à la Convention, le numéro 19 de la rue d'Orléans Saint-Honoré; surnommé « le Caton de la Gironde », il recevait chez lui 38 à 40 de ses collègues : les plus assidus étaient, d'après le témoignage de Valazé lui-même (1) : Lacaze, Bergoeing, Duprat, Buzot, Barbaroux, Lesage, Brissot, Gensonné, Guadet, Mollevaut, Hardy, Duperret, Salle, Chambon, Lidon et d'autres encore dont Valazé ne se souvient plus.

Quand neuf heures du soir allaient sonner, on allumait du feu et des bougies dans le salon pour recevoir les invités qui ne se retiraient jamais avant minuit (2). La discussion commençait aussitôt : « nous cherchions les moyens, dit Meillan, de mettre un terme à nos divisions, et de prévenir les malheurs qu'elles ne pourraient manquer de produire » (3) : jamais rien ne transpirait de ces réunions.

Aussi ce caractère mystérieux du Comité Valazé servit-il à ses ennemis pour représenter ces échanges de vues comme des conciliabules ténébreux, où se tramaient des conspirations contre Paris; Marat dénonça vite ce « Directoire des hommes d'Etat de la faction liberticide »

Et cependant, de ces réunions, selon Madame Roland, il ne sortait jamais que « beaucoup de courage pour soutenir les principes, pour braver les clameurs, pour se dévouer généreusement »; suivant Dumont, « il y avait encore plus de babil et de commérage de parti que de résolutions prises et de démarches arrêtées » (4). Mêmes affirmations chez Meillan qui écrit : « Nous nous perdions dans nos recherches et ne savions à quoi nous fixer » (5).

Il en fut d'ailleurs ainsi jusqu'à la chute de la

(1) VATEL, *Charlotte de Corday et les Girondins*, tome II, page 399, note 2 : interrogatoire de Valazé au tribunal révolutionnaire.

(2) DESGENETTES, *Mémoires* (BN, Ln²⁷ 5928). Desgenettes était le neveu de Valazé ; il dit en particulier de Salle : « Salle, avec l'extérieur et le maintien d'un niais, quoiqu'il fût un bel homme, avait fort peu d'usage de la société. Cela était racheté par la candeur, des connaissances étendues et quelques talents oratoires... »

(3) MEILLAN, *Mémoires*, éd. Barrière, page 16.

(4) DUMONT, *Souvenirs...* pages 374 sqq.

(5) MEILLAN, *Mémoires*, éd. Barrière, page 16.

Gironde; ce qui lui manqua, pour son plus grand dommage et pour celui peut-être de la France, ce furent des chefs, capables de lui donner un peu d'unité. Réunions multiples comité Valazé, club de la Réunion (1) fondé encore par la Gironde en 1792 et que fréquenta aussi Mollevaut, toutes ces tentatives vaines d'organisation ne lui servirent de rien dans la lutte qu'elle allait mener contre la Commune de Paris, soutenue par la Montagne.

(1) Cf. à ce sujet : MATHIEZ, *Girondins et Montagnards*, pages 70 sqq.

CHAPITRE II.

Gironde et Commune de Paris

Mollevaut, président de la Commission des Douze

Son arrestation et sa fuite.

Fin de 1792 - Juillet 1793.

Le conflit entre la Gironde et la Montagne, envenimé par les débats du procès de Louis XVI, avait en somme éclaté dès le lendemain de la proclamation de la République; le 23 septembre 1792 en effet, Buzot, interprète de l'hostilité des provinciaux contre Paris, avait demandé que la Convention eût une garde particulière, formée de contingents des départements; le 25, Lasource avait à son tour proposé de réduire Paris à son 1/83^e d'influence. Danton, protagoniste d'une politique de conciliation, essaya de corriger l'effet désastreux de ces motions en faisant décréter par tous, Girondins et Montagnards, la République « une et indivisible ».

Mais cela ne fit pas renoncer les Girondins à leur idée de faire appel aux départements : des fédérés vinrent en effet dans la capitale selon le vœu de la Gironde, mais ils se « parisianisèrent » et la tentative des députés provinciaux se retourna contre eux. Bien plus, à ce même moment éclatait un vaste mouvement municipal favorable aux théories de la capitale et qui opposa aux directoires des départements « modérantistes » les communes démocratiques.

Alors la Gironde, sentant la partie compromise, déclancha une violente attaque contre Marat, qui symbolisait à ses yeux le despotisme parisien : Salle, député de la Meurthe, demanda son arrestation, le 26 février 1793, avec un acharnement outrancier. Peu après,

comme pour envenimer encore le conflit, arrivait la nouvelle des échecs de Dumouriez que l'on représentait comme l'homme des Girondins : ce fut la cause de ce vaste mouvement parisien des 9 et 10 mars, mouvement suscité par Marat et Robespierre, et dirigé par leurs complices, Varlet et autres (1). L'insurrection échoua, mais elle aigrit davantage les Girondins contre Paris, tandis que la capitale reprochait véhémentement à ceux-ci la trahison de Dumouriez.

En dépit des efforts conciliateurs de Danton, la Gironde voulut se venger. Reprenant son attaque contre Marat, elle le fit décréter d'accusation le 13 avril. Mollevaut naturellement vota dans ce sens. Mais c'était une grosse faute de tactique : « Tant que les chefs du parti girondin se seraient réduits à opposer aux sangui-naires vociférations de Marat le mépris des gens de bien, ils auraient été, pour ce vil jongleur, la tête de Méduse. En l'attaquant corps à corps, ils le douèrent tout à coup d'une force colossale. Le décret d'accusation éleva Marat bien au-dessus du limon fangeux dans lequel il s'agitait. Son parti vit en lui une victime à défendre, la multitude un héros à venger » (2).

Aussi fut-ce le signal, dès le 15 avril, d'une formidable insurrection contre la Gironde — désormais c'est Paris qui attaque —; les délégués de 35 sections (3) viennent demander à la Convention la destitution de 22 députés girondins (4) : de ce nombre était Salle que sa haine de Marat désignait aux coups. La pétition n'eut cependant aucune suite.

Bientôt, à ces questions brûlantes se mêla le redoutable problème des subsistances, bien fait pour aviver les passions : et de fait, l'établissement du maximum élargit encore le fossé entre Paris et la province. Au

(1) LOUVET, *Mémoires*, éd. Aulard, tome I, page 74.

(2) PAGANEL, *Essai historique et critique sur la Révolution française*, tome II, page 165.

(3) Les sections étaient permanentes depuis juillet-août 1792.

(4) C'est à partir de ce moment, que le chiffre de 22 devint comme « sacramentel »; des noms furent remplacés par d'autres, mais il y en eut toujours 22. Cf. LOUVET, *Mémoires*, éd. Aulard, tome I, pages 86-88.

milieu de ces luttes sinistres, la Commune de la capitale bâtit un vaste plan de fédération montagnarde des communes de France, opposée à la fédération girondine des administrations de départements; en se proposant d'entretenir une correspondance active avec les 44.000 municipalités du pays, les communalistes de Paris faisaient appel aux forces démocratiques contre l'attitude modérantiste des départements sur laquelle s'appuyait la Gironde.

Exaspérés de tant d'audace, les Girondins, par la bouche de Guadet, proposèrent le 18 mai de casser la commune de Paris, de la remplacer par la réunion des présidents des 48 sections, et de réunir les suppléants des députés à Bourges pour former une nouvelle Convention. Barère, ce cauteleux Barère, toujours l'homme du milieu, combattit cette motion à la tribune : « Citoyens, si je voulais l'anarchie, j'appuierais cette proposition. J'ai vu un département faible et pusillanime; des sections se régissant comme de petites municipalités, un conseil général de la Commune dans lequel se trouve, un homme, nommé Chaumette, dont je ne connais pas le civisme, mais qui autrefois était moine; et il serait à désirer de ne voir jamais, à la tête des administrations, des moines et de ci-devant nobles; j'ai vu une commune exagérant ou commuant les lois à sa fantaisie; je l'ai vue organisant une armée révolutionnaire. Je crois que sur cet objet vous devez charger votre Comité de Salut public de vous faire incessamment le rapport ». Et Barère proposa sa trouvaille : créer une commission de douze membres (1). Séance tenante, la Convention adopta cette solution : « Cette commission sera composée de douze membres; elle sera chargée d'examiner tous les arrêtés pris depuis un mois par le Conseil général de la Commune et les sections de Paris, de prendre connaissance de tous les complots tramés contre la liberté dans l'intérieur de la République; elle entendra les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères, les Comités de Sûreté générale et de Salut

(1) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 16, page 423, ou *Archives parlementaires*, tome 65, pages 47-48, ou AN, C 253, n° 449.

public sur les faits venus à leur connaissance, relatifs aux conspirations qui ont menacé la représentation nationale, et prendra toutes les mesures nécessaires pour se procurer les preuves de ces conspirations, et s'assurer des personnes des prévenus ». Les membres nommés à cette Commission seront tenus d'opter dans les 24 heures, s'ils sont membres d'un autre Comité, et seront remplacés par leurs suppléants, dans le cas où ils n'accepteraient pas (1).

Trois jours après, le 21 mai, avait lieu l'élection des douze commissaires : la liste présentée par la Gironde passa tout entière à une grande majorité (2) : Mollevaut fut élu le 9^e par 180 voix sur 325 votants (3). Ce même jour, tous les Commissaires faisaient connaître par lettre à la Convention qu'ils acceptaient « la mission dont la confiance de l'Assemblée les a honorés » et conformément au décret, ils déclaraient opter pour celle-ci. En même temps, ils prévenaient le président Isnard qu'ils se trouvaient à cet instant réunis dans le local qui leur avait été destiné, c'est-à-dire celui-là même où siégeait habituellement le Comité des Domaines (4).

Tout de suite, la Commission s'organisa : Etienne Mollevaut fut nommé président. Quand et comment ? Il nous est difficile de le préciser, puisque les procès-verbaux des séances sont muets à ce sujet; sans les arrêtés pris par les Douze, nous ignorerions même qui dirigea leurs débats, car pas une fois le nom de Mollevaut n'est mentionné dans les délibérations. A la séance du 22, il est encore dit : « le citoyen Mollevaut, *membre de*

(1) AN, C 355, liasse n° 1866.

(2) AN, C II 253, chemise 457, pièce n° 19 : les candidats de la Gironde obtenaient de 197 à 104 voix, tandis que les plus favorisés de la Montagne ne réunissaient pas plus de 98 voix (parmi eux Meaulle, Levasseur, de la Sarthe). La liste des élus comprenaient : Boyer-Fonfrède, Rabaud Saint-Etienne, Kervélégan, Saint-Martin-Valogne, Viger, Gomaire, Bertrand, Boilleau, Mollevaut, Henry Larivière, Bergœing, Gardien (la liste du *Moniteur* est incomplète et la note 1 qui figure en bas de la page 439 du tome 16 est également fausse).

(3) Il est à remarquer que pas un des élus ne figurait sur la liste des 22, présentée par les sections.

(4) AN, C 355, liasse n° 1866.

la Commission, a présenté son fils pour adjoint » (1). Par contre, ce même jour, le procès-verbal signale l'élection de deux secrétaires. Henri - Larivière et Rabaud Saint-Etienne. Il est probable cependant que le président avait été désigné avant les secrétaires. Comment le procès-verbal ne le dit-il pas ?

De toutes façons, la Commission se mit rapidement au travail. Dans la nuit du 21 au 22 mai, elle fit afficher une adresse aux Parisiens reproduisant le décret du 18 et invitant tous les citoyens de la capitale et des départements à lui faire parvenir tous les renseignements qu'ils pourraient avoir sur les complots tramés contre la Convention (2). Puis le 22, elle commença son enquête : 4 commissaires sont envoyés au Comité civil et au Comité révolutionnaire de la section du Contrat Social; ils y trouvent les registres « dans le plus grand désordre », les procès-verbaux étant rédigés tantôt sur des cahiers, tantôt sur des feuilles volantes. Viger et Bergoeing font part de leurs constatations, puis Gomaire et Bertrand sont chargés du dépouillement de ces papiers (3).

Désirant ensuite obtenir des renseignements sur le Comité central révolutionnaire (4), sur la députation des femmes à Versailles et sur les prédications publiques du nommé Varlet, les Douze firent appeler le maire de Paris et le procureur de la Commune; tous deux déposèrent devant la Commission : la déclaration du maire, qui promet d'envoyer chaque jour son rapport par écrit sur la situation de la capitale, est perdue à moitié, mais on voit par ce qui en reste qu'il ne juge pas la

(1) Il s'agit de Gabriel Mollevaut, le futur Sulpicien, que son père fit entrer à la Commission comme commis-adjoint.

(2) MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, tome 7, pages 249-250 : « Au bas de l'affiche, ils (les membres de la Commission) apposent leur signature, dit l'auteur, et indiquent leur adresse, se présentant ainsi à découvert aux poignards des assassins. »

(3) Pour relater les opérations de la Commission des Douze, nous sommes servis d'abord des procès-verbaux de ses séances (AN, C 355, n° 1866), ensuite des pièces signalées par Mortimer-Ternaux et par le catalogue Charavay. Cf. également TUETEX, *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution*, tome IX : introduction.

(4) Il siégeait à l'Evêché.

situation inquiétante; il dissuade même la Commission de dissoudre les Comités révolutionnaires.

Le lendemain 23, la Commission des Douze envoya une lettre circulaire, signée de Mollevaut, à toutes les sections, pour les inviter, en termes courtois, à lui remettre les registres des arrêtés pris depuis un mois, afin de les examiner (1). Ensuite, de 10 heures du matin à 11 heures du soir, elle entendit un certain nombre de dépositions.

Ce fut dans cette même journée qu'une députation de la section de la Fraternité vint dénoncer à l'Assemblée un complot perpétré à la mairie de Paris contre la liberté et la Convention nationale; cette démarche qui fut faite également par la section du Mail, épouvanta la Commune et fit croire à la Commission des Douze que tout Paris n'était pas contre la Gironde (2).

Aussi les Douze s'enhardirent-ils : à Osselin qui protestait à la tribune de l'Assemblée contre la perquisition faite à la section du Contrat Social, Viger répliqua vivement en justifiant les faits et gestes de la Commission. Puis, le 24 mai, après examen des dépositions et des pièces reçues, les Douze lancèrent un mandat d'amener contre deux administrateurs de police, Marino et Brichet, contre Varlet, employé à la poste, et contre Hébert, substitut du procureur de la Commune.

A 9 heures du soir, le 24, Hébert annonça à la Commune qu'il venait de recevoir un mandat d'amener le concernant; cette nouvelle provoqua une vive effervescence. Chaumette engagea cependant Hébert à se soumettre : avec Varlet, il fut incarcéré à l'Abbaye (3).

Poursuivant sa tâche, la Commission des Douze

(1) Catalogue CHARAVAY, Commission des Douze. — MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, tome 7, pages 266-267.. — Procès-verbaux de la Commission des Douze, séance du 23 mai.

(2) C'est à cette séance que Marat dénonça le « complot liberticide » fomenté chez Valazé; celui-ci justifia les réunions tenues chez lui et montra que le fameux billet ainsi conçu : « A la Convention nationale, à 10 heures du matin, avec le plus de collègues qu'il se pourra » et envoyé à ses amis avait pour but de résister à la demande d'arrestation de 33 députés.

(3) Varlet, dit « l'apôtre de la liberté » était un des meneurs de Paris. Parlant de tout et partout, il avait dit un jour que tous les ennemis

élabora dans cette même séance du 24, un projet de décret destiné à restreindre le droit de réunion, obligeant les citoyens à se rendre au premier signal au poste qui leur sera assigné par le commandant de chaque section, interdisant enfin les assemblées générales des sections au-delà de 10 heures du soir.

Cependant, l'arrestation d'Hébert fut le point de départ d'une violente agitation : le 25 mai, tandis que la Commission des Douze envoyait deux de ses membres à l'Abbaye pour interroger un détenu, prévenu de plusieurs délits contre-révolutionnaires, une députation du Conseil général de Paris vint dénoncer à la barre de la Convention l'attentat commis contre un citoyen « recommandable par ses lumières et ses vertus civiques » (1). C'est à la suite de cette démarche de la Commune qu'Isnard, président de l'Assemblée, prononça contre la capitale la fameuse phrase, si maladroite, au milieu des interruptions sarcastiques et des huées de la Montagne : « Si par ces insurrections toujours renaissantes, il arrivait qu'on portât atteinte à la représentation nationale, je vous le déclare, au nom de la France entière, Paris serait anéanti... Bientôt on chercherait sur les rives de la Seine si Paris a existé ».

A ce moment, toute la capitale se dressait contre la Commission des Douze : la Commune à qui cette dernière avait demandé communication de ses registres de délibérations, ne répondit pas ; les sections, de leur côté, étaient dans un état d'agitation indescriptible. Néanmoins la Commission des Douze persista dans son attitude ; le dimanche 26, une déposition lui permettait

n'étaient pas aux frontières ni en Vendée : « les plus grands sont dans la boutique des lois ; c'est là qu'il faut les chercher. » Son arrestation fut dramatique : voyant la force armée arriver, il s'était enfui jusqu'à la place de la Révolution où le peuple protégea sa retraite. Mais de la cavalerie se lança sur ses traces ; des partisans du fugitif arrêterent les chevaux, tandis que Varlet était jeté dans un carrosse et conduit à la cour des Jacobins. On ne put l'arrêter qu'au milieu de la nuit (*Révolution de Paris*, n° 203, pages 414 sqq.). Varlet avait reconnu loyalement qu'il poussait le peuple à dissoudre l'Assemblée nationale.

(1) *Archives parlementaires*, tome 65, page 319, L'adresse de la Commune est mentionnée dans le catalogue CHARAVAY. (Cette pièce, y est-il dit, diffère essentiellement du texte donné par le *Moniteur* qui n'en est qu'une analyse et une analyse incomplète).

d'établir une nouvelle charge contre Hébert, qui, deux ou trois jours avant son arrestation, aurait dit que sous peu il se produirait un grand soulèvement dans Paris; de plus un autre témoin révéla que 2.000 poignards devaient être distribués le mercredi (1). En présence de ces faits graves, la Commission des Douze fit mettre les scellés sur les papiers des comités révolutionnaires de plusieurs sections : Dobsen, président de la Section de la Cité et un de ses secrétaires qui voulurent s'y opposer furent décrétés d'arrestation dans la matinée du 26 ; les deux hommes ne furent écroués qu'à 11 heures du soir, ce qui était contraire au règlement, aucune arrestation ne devant être opérée la nuit (2).

Le lendemain 27, séance orageuse à la Convention : la section de la Cité vint protester contre l'arrestation de son président et demanda à l'Assemblée de faire traduire au tribunal révolutionnaire les membres de la Commission des Douze. Marat appuya la réclamation. Danton fit chorus : « ... cette commission des Douze tourne les armes qu'on a mises dans ses mains contre les meilleurs citoyens; cette Commission est d'autant plus funeste qu'elle arrache à leurs fonctions des magistrats du peuple ». Et Thuriot de réclamer la cassation de la Commission et l'arrestation de ses membres.

A 7 heures du soir, Mollevaut, au nom de ses collègues, adressait la lettre suivante au président de l'Assem-

(1) SCHMIDT (A.), *Tableaux de la Révolution française*, tome I, pages 280 sqq.

(2) Le 27 mai, à 10 heures du matin, Mollevaut avait déjà protesté, au nom des Douze auprès du Ministre de la Justice : « Nous apprenons que les mandats d'arrêt que nous vous faisons passer s'exécutent pendant la nuit, quoique cela soit contraire à la loi. Nous vous prions de donner des ordres pour que cela n'arrive plus, à moins que cela ne fût formellement exprimé dans le mandat ». Le ministre répondait aussitôt : « Je vous adresse à ce sujet copie de la lettre que je viens d'écrire au citoyen Dumesnil, capitaine commandant la gendarmerie des tribunaux, que je charge de l'exécution de tous les mandats d'arrestation. La commission extraordinaire verra que je le rappelle à l'exécution de la loi du 19 septembre et que je lui défends formellement de rechercher et arrêter un citoyen dans une assemblée de section, ce qui est une violation de la loi qui assure à toute assemblée délibérante le libre exercice de ses droits et de ses pouvoirs » (AN, BB³30). Mais la veille, Dobsen avait été arrêté de nuit : Mollevaut écrivait de nouveau au ministre pour lui témoigner le mécontentement de la Commission de cette nouvelle infraction à la loi (AN, C 256, n° 488).

blée : « Tout entière à l'exécution de votre décret, la Commission extraordinaire s'occupe de votre sûreté, de celle de Paris et de la fortune publique. Elle apprend que, tandis qu'elle travaille à remplir vos ordres avec une activité infatigable, on la calomnie auprès de vous. Elle commence à tenir les fils de la conspiration qui tend à dissoudre la Représentation nationale. Aussi n'épargne-t-on rien, pour dissoudre votre Commission elle-même. On la calomnie parce qu'on craint la lumière qu'elle veut répandre. Elle espère que vous ne prononcerez rien, avant que d'avoir entendu son rapport. Quand elle a accepté la mission périlleuse dont vous l'avez chargée, elle a résolu de la remplir, de veiller pour la fortune publique, pour vous et pour Paris. On a menacé de venir l'attaquer au lieu de ses séances; ses papiers sont en sûreté et ses ennemis seront trompés au moins à cet égard. Vous pouvez casser votre commission, mais elle n'aura rien à se reprocher envers la patrie, et ce n'est pas votre Commission qu'il faudra plaindre » (1).

En même temps, le président de la Commission des Douze faisait passer une circulaire aux sections pour demander leur appui : « Que tous vos citoyens se trouvent prêts à empêcher que la République souffre quelque dommage ». La Commission aurait voulu mettre ainsi toute la garde nationale sur pied dans la nuit, mais Pache s'y opposa, lui seul ayant le droit de permettre la réquisition de la force armée. Quelques sections seulement répondirent à cet appel (2).

Pendant ce temps, la séance de la Convention continuait, de plus en plus houleuse : Garat, ministre de l'Intérieur, dont la pensée avait évolué sous l'effet de la peur, déclara que la Convention n'avait rien à craindre alors que les jours précédents il disait à Rabaut et à Fonfrède qu'il fallait retirer la force armée à la Commune de Paris; il blâma même la Commission des Douze et lui reprocha d'avoir « l'imagination frappée ». Pache

(1) AN, C 256, n° 488.

(2) Catalogue CHAVARAY, *Commission des Douze*.

abonda dans le même sens : la Montagne exultait. En vain Henri-Larivière, membre de la Commission des Douze, se leva pour défendre celle-ci; les clameurs de la foule couvrirent ses paroles et, de dépit, il donna sa démission de membre de la Commission. A ce moment une députation de 28 sections de Paris vint demander la mise en liberté d'Hébert et la suppression de la Commission des Douze; d'autres délégations suivirent, parlant dans le même sens et sur un ton de plus en plus véhément. Alors, sur la proposition de Lacroix, la Convention, fatiguée, réduite à une centaine de députés mêlés à la foule, décréta peu avant minuit, aux applaudissements des tribunes : 1) la mise en liberté des citoyens incarcérés; 2) la cassation de la Commission des Douze.

En réalité, ce décret était rendu dans des conditions tout à fait anormales. Meillan affirme même qu'il n'y eut pas de décret rendu par l'assemblée; s'il y a eu décret, dit-il, ce sont les pétitionnaires qui le rendirent : « Je suis néanmoins fondé à croire qu'ils ne s'en donnèrent pas la peine, et je fus très surpris d'apprendre que le décret était rendu : car, placé vis-à-vis du président [Hérault-Séchelles], à dix pas de distance, les regards toujours fixés sur lui, parce qu'à travers le tumulte horrible qui dégradait l'assemblée, nous ne pouvions avoir d'autre boussole, je puis attester que je n'ai vu ni entendu mettre aux voix le décret » (1).

Dans ces conditions, l'affaire n'était pas close : et de fait, lorsque, le lendemain 28 mai, Osselin donna lecture à la Convention du prétendu décret rendu la veille (2), Lanjuinais demanda son rapport en raison des conditions dans lesquelles il avait été rendu; la Convention, qui dès ce moment ressemblait à une pauvre barque poussée au gré des vents, se prononça dans un appel nominal pour le rapport du décret, par 279 voix contre 238 (3). Danton tonna, Gomaire demanda que

(1) MEILLAN : *Mémoires*, éd. Barrière, pages 43 sqq.

(2) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 16, page 500.

(3) AN, C 253, n° 460. Henri-Larivière, Gomaire, Gardien, Viger et Kervélégan, présents à la séance avaient voté pour le rapport du décret,

l'on entendît la Commission, Collot d'Herbois réclama l'apposition des scellés sur ses papiers; finalement la Convention décréta l'impression du rapport des Douze, mais ordonna la mise en liberté des détenus, compromis bizarre qui acheva de discréditer l'Assemblée nationale. Rabaud, de dégoût, donna sa démission de membre de la Commission des Douze.

Celle-ci faisant preuve d'un certain courage, n'avait pas cessé de siéger : le 28 mai, elle procédait encore à l'interrogatoire d'un nommé Gauthier, arrêté par la section du Finistère, quand elle apprit que la Convention discutait « la question de savoir si la Commission existe ou n'existe pas, si le décret de dissolution a été ou n'a pas été rendu, enfin dans le cas où il serait rendu, s'il doit être rapporté » (1); elle suspendit donc son information, mais à 7 heures du soir, « considérant qu'elle vient d'être prorogée par le décret de la Convention nationale », elle décida de la reprendre et à minuit trente, Gauthier était de nouveau interrogé.

Mais la mise en liberté des détenus avait enhardi la Commune, où Hébert s'était rendu sitôt libéré et où il reçut un accueil triomphal. Varlet, de son côté, fut acclamé dans sa section, celle des Droits de l'Homme. Ces mouvements d'opinion très caractéristiques poussèrent Chaumette à proposer la mise en accusation des Douze devant le tribunal révolutionnaire. Ainsi la Commune ne désarmait pas, soutenue qu'elle était par les sections. Devant la résolution de celles-ci, les meneurs de Paris organisèrent l'insurrection à partir de la soirée du 28 : leur poste de commandement était à l'Evêché où se forma le Comité secret des Six.

Alors la section de la Cité invita les sections à envoyer chacune le 29 au soir deux commissaires à l'Evêché, avec des pouvoirs illimités : 33 sections y députèrent.

bien que membres de la Commission des Douze ; ils expliquèrent qu'étant juges et parties, ils se fussent récusés en toute autre occasion, mais, comme on avait refusé la veille, « contre les lois de l'éternelle justice », d'entendre la Commission avant de prononcer contre elle, ils décidaient de prendre parti.

(1) PV. de la Commission des Douze : séance du 28 mai 1793.

Dans la journée du 30, à dix heures du matin, la Commission des Douze, continuant ses séances, invita le ministre de l'Intérieur à venir devant elle, puis elle demanda au maire de Paris de faire cesser les motions incendiaires de l'assemblée de l'Evêché. Un certain optimisme régnait encore parmi ses membres, par suite de la visite de députés de Marseille qui les assurèrent « des dispositions républicaines et anti-anarchistes qui régnaient dans leurs cités » (1). Aussi la Commission envoya-t-elle cette lettre à la Convention : « La Commission extraordinaire des Douze a reçu plusieurs déclarations verbales de ce qui s'est passé à la section de la Cité : le citoyen Maillard qui la présidait hier déclara, à 10 heures, qu'aux termes de la loi la séance était levée et quitta le fauteuil. Plusieurs citoyens se retirèrent. D'autres voulurent continuer; un autre citoyen présida et diverses motions furent faites qui menaçaient la tranquillité publique et la sûreté de la représentation nationale. Divers avis se sont succédé les uns les autres sur ce qui se passait à la même assemblée. La Commission a pris le parti d'écrire à ce sujet une lettre au Ministère. A 5 h. 1/2, la séance ayant été suspendue, la Commission, avant de se séparer, a délibéré d'inviter le commandant du poste de la Convention nationale d'envoyer une garde au ci-devant hôtel de Breteuil où la Commission tient ses séances pour veiller à la sûreté du local et des pièces qui y sont déposées. Signé : Mollevaut, président; Saint-Martin, secrétaire » (2).

C'est cette mesure qui provoqua la violente attaque de Bourdon (de l'Oise) à la Convention contre les Douze : « J'ai encore à vous dénoncer l'infâme commission des Douze, que le peuple croyait anéantie... », et pour avoir demandé la protection du commandant du poste de la Convention, Bourdon réclama l'arrestation des Douze. Fonfrède répliqua que la commission, ayant changé le lieu de son domicile, avait le droit de requérir la force armée pour la sûreté de ses papiers. Mais Paris

(1) PV. de la Commission des Douze : séance du 30 mai 1793.

(2) AN, C 355, chemise 1866, pièce n° 8.

était plus que jamais résolu à la lutte; une députation de 22 sections vint à nouveau demander la cassation des actes de la Commission, le décret d'accusation contre ses membres et l'apposition des scellés sur ses papiers (1).

Pendant ce temps, les chefs de l'insurrection se préparaient; à l'Evêché, deux assemblées se tenaient en permanence: l'une, celle du club électoral (80 membres), avec sa commission des Six, l'autre, celle des délégués des sections (66 membres) avec un Comité de 9 membres : cette dernière était la plus ardente et, partant, la plus dangereuse.

C'est ce comité des Neuf, puis des Dix, qui, vers 3 heures du matin, dans la nuit du 30 au 31 mai, fit sonner le tocsin et expédier aux sections l'ordre d'insurrection : alors les Comités révolutionnaires s'apprêtèrent. Vers 6 heures et demie du matin, le Comité des Dix suspendit la municipalité de Paris à qui Dobsen, président de l'Assemblée révolutionnaire, alla signifier cet arrêt. La Municipalité protesta pour la forme, mais feignit d'être obligée de s'incliner devant la volonté de la majorité des sections : alors, après cette étrange scène de comédie, Dobsen rétablit le Conseil général de la Commune.

Dans la matinée du 31 mai, vers 9 heures, le Comité des Dix vint à l'hôtel de ville pour fusionner avec un Comité de Douze membres, investis aux Jacobins par l'assemblée des autorités constituées du département et les commissaires des 48 sections : désormais était créé le Comité central révolutionnaire : en tout 28 membres (2).

Pendant ce temps, la Convention tenait ses séances. Garat, ministre de l'Intérieur, décidément du côté du plus fort, y déclara : « La cause de ces troubles est la réintégration de votre commission extraordinaire des Douze ». Valazé demanda qu'on entendît celle-ci; mais la Montagne réclama une nouvelle fois sa suppression,

(1) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 16, pages 521 et 522.

(2) Pour la liste de ses membres, cf. TUNETY, *Répertoire général des sources manuscrites de l'Histoire de Paris...*, tome IX, introduction.

appuyée sans cesse par des défilés de manifestants à la barre de l'Assemblée. Une députation de Commissaires des 48 sections vint alors exiger un décret d'accusation contre les 22 et un autre contre les membres de la Commission des Douze. A ce moment l'Assemblée est secouée comme un navire dans la tempête : Vergniaud hurle que la Convention n'est pas libre, et à Robespierre qui parle à la tribune, il demande de conclure : « Oui, répond l'Incorruptible, je vais conclure et contre vous » : le chef montagnard réclame de fait l'arrestation des 22. Mais la majorité de la Convention n'est pas encore mûre pour la servitude : elle se contente de décréter, sur le rapport de Barère, toujours habile à prendre le vent, la suppression de la Commission des Douze dont les papiers seront remis au Comité de Salut Public, chargé d'en rendre compte sous trois jours : les sections avaient en partie satisfaction : elles exultèrent (1).

Mais la Commune réclame davantage : Robespierre, Marat, l'engagent à ne pas désarmer avant l'arrestation des 22. L'Ami du peuple va même jusqu'à monter au clocher de l'hôtel de ville et à sonner le tocsin (1^{er} juin 1793). A ce bruit, la Convention se réunit : Hassenfratz, au nom du Conseil général, vient alors réclamer de nouveau l'arrestation des 22 et des membres de la Commission des Douze : le Comité de Salut public refuse et demande aux dénonciateurs des preuves tangibles contre les dénoncés.

Cette résistance que rencontraient les sections faisait présager de terribles événements pour le lendemain 2 juin : Hanriot, commandant de la garde nationale parisienne, fit investir l'assemblée par ses troupes : la Convention était prisonnière. Alors la Commune demanda une dernière fois l'exécution de ses volontés : la Convention se borna à renvoyer la pétition à son Comité de Salut public qui invita les députés dénoncés à se suspen-

(1) Le 3 juin, on lut à la Convention une lettre de Viger, membre de la Commission des Douze ; il prévenait l'Assemblée que ses collègues étant dispersés, ils ne pourraient rendre au Comité de Salut public le compte qu'il leur était enjoint de lui présenter. Mais la Convention répondit que ceux qui n'étaient pas en état d'arrestation pouvaient s'entendre avec les autres (*Archives parlementaires*, tome 66, page 9).

dre provisoirement : Isnard, Fauchet, Lanthenas démissionnèrent. Lanjuinais et Barbaroux refusèrent de céder. Des députés voulurent sortir; des hommes en armes les en empêchèrent, et tandis que Danton protestait, Barère fit mander Hanriot, mais celui-ci ne vint pas. Alors la Convention sortit en corps et son président Hérault-Séchelles invita Hanriot à faire retirer ses troupes : mais celui-ci, fidèle interprète des sections, refusa tant que les 22 n'étaient pas arrêtés : la Convention, impuissante, revint dans la salle et décréta d'arrestation 29 députés, dont 10 membres de la Commission des Douze : de ce nombre était Etienne Mollevaut. Ces 29 députés devaient être mis en arrestation chez eux « où ils resteront sous la sauvegarde du peuple français, de la Convention nationale, ainsi que de la loyauté des citoyens de Paris » (1).

A cette séance du 2 juin, seuls quelques Girondins étaient présents : la plupart d'entre eux avaient passé la nuit, étendus sur des chaises, chez leur collègue Meillan (2), député des Basses-Pyrénées, dont l'Hôtel, situé rue des Moulins, était proche de la Convention : là se trouvaient Brissot, Vergniaud, Gensonné, Guadet, Salle, Petion, Grangeneuve, Barbaroux, Buzot et d'autres encore qui ne sont pas nommés. A la nouvelle de l'insurrection, Buzot voulut se rendre à l'assemblée, mais on le retint. Barbaroux s'échappa. Meillan alla ensuite prendre des nouvelles en compagnie de Vergniaud et les rapporta à ses amis; puis chacun partit de son côté.

De cette journée du 2 juin, la Montagne et la Commune sortaient victorieuses, et la Convention, mutilée; le principe de la légalité, fondement de toutes les républiques, était violé! Mais il faut reconnaître que la Gironde fit tout pour précipiter sa ruine; après avoir refusé la main de Danton, elle s'engagea dans une lutte qui, dès l'abord, se présentait mal. Car pour lutter avec succès, il fallait le nombre, la foi et la force. Le nombre? La Gironde ne l'avait pas. Elle eût pu le créer peut-être

(1) MEILLAN, *Mémoires*, éd. Barrière, page 232.

(2) MEILLAN, *Mémoires*, éd. Barrière, page 52.

si tous ses membres avaient eu la foi; pour cela, il lui aurait fallu des chefs énergiques, capables de s'imposer et de gagner des adeptes : la Gironde ne possédait pas de conducteurs d'hommes : Vergniaud, orateur de talent, était incapable de mener un parti; Brissot, de l'aveu même de Meillan, n'avait pas cette audace « sans laquelle on n'est jamais chef en aucun genre » (1); Isnard commettait des écarts de langage qui discréditaient ses amis; et les autres, personnellement très courageux, étaient incapables de cohésion aux heures de danger. Où étaient-ils, tous ces grands noms de la Gironde, les 31 mai et 2 juin ? La plupart, chez un ami, se laissant à la remorque des événements, confiants peut-être en leur étoile, mais sans voix : « plus de chefs, seuls quelques lieutenants, quelques soldats » (2). Quant à la force, elle était à Paris, mais contre la Gironde. Dans ces conditions, pourquoi engager une lutte où l'on était vaincu d'avance, sans même pouvoir compter sur ces départements dont les Girondins s'étaient faits d'eux-mêmes les champions ? C'était une faute de tactique que de mésestimer la force de ses adversaires, et la Gironde ne s'en rendit pas compte. Bref, elle manqua de sens politique, mais aussi de clairvoyance patriotique : incapable de mener — elle aurait dû le sentir —, elle devait faire le sacrifice de se laisser conduire, en faisant confiance à ce peuple de Paris, qui seul montrait une résolution et une énergie farouches.

Quant à la Commission des Douze, elle commit des fautes graves. Nul ne peut contester son zèle, son ardeur au travail; pendant son éphémère existence, elle fut sur pied nuit et jour. Mais comme le parti dont elle était l'image, elle manqua de sens politique. Certes, comme le disent les *Révolutions de Paris* (3), la Convention avait le droit « d'organiser une commission chargée de prendre tous les renseignements possibles sur un projet de conspiration contre la Convention nationale; mais elle

(1) MEILLAN, *Mémoires*, éd. Barrière, page 99.

(2) BIRÉ, *Journal d'un bourgeois de Paris en 1793*, tome II, page 352.

(3) N° 203, pages 414 sqq.

ne pouvait autoriser cette commission à inquiéter des citoyens pour leurs écrits, quand bien même ces écrits auraient paru renfermer une provocation à des voies de fait ». Or la Commission des Douze arrête un Hébert pour un motif fragile : un article de journal, un de ces articles orduriers dont il avait le secret, mais qui ne le sortait pas de la fange où il se plaisait. Elle fait emprisonner un Varlet, pour un discours violent prononcé sur quelques membres de la Convention. De ces gens, qui étaient des agitateurs certes — mais chien qui aboie ne mord pas —, comme autrefois la Gironde de Marat, elle fait des héros, des martyrs; et en somme, Garat, s'il n'avait pas le droit de trahir ses amis, avait peut-être celui de penser qu'ils allaient trop loin. Ce qu'il dit dans ses *Mémoires* (1), au sujet de la Commission des Douze, semble assez juste : « Un seul coup bien porté pouvait réprimer toutes ces fureurs, plusieurs coups frappés avec précipitation pouvaient rendre toutes les fureurs plus audacieuses. Dans le premier cas, on fait sentir que l'autorité et la liberté, c'est la même chose; dans le deuxième cas, on fait crier que l'énergie du gouvernement est de la tyrannie. La liste des Douze montra beaucoup de vertus; elle ne montra pas, aux yeux de leurs amis mêmes, autant de sagesse ».

Disons le mot : il ne pouvait en être autrement; comme le remarquent les *Révolutions de Paris* (2) : « c'est ainsi qu'agiront toujours des hommes à qui on confie un grand pouvoir sans responsabilité. Rien ne doit effrayer davantage l'ami de la république que ces comités clandestins, ces commissions secrètes créés pour consolider une révolution qu'ils ne font que rendre odieuse; rien de plus suspect, de plus dangereux, de plus perfide que ces à-parte de 12, 24, plus ou moins, d'individus à qui on accorde le droit de délibérer en l'absence du public. » Constatation qui au reste pouvait se retourner contre la Montagne, mais qui ne manque point de justesse : toutes les fois qu'à un organisme quelconque l'on confère un

(1) GARAT, *Mémoires*, éd. de l'an III de la République.

(2) N° 203, pages 414 sqq.

pouvoir trop grand, il est fatal qu'il en abuse et tende à la dictature; en laissant à sa Commission une latitude trop grande, la Convention girondine prépara sa ruine.

Mollevaut, dans cette affaire, a sa part de responsabilité; mais son titre de président ne la fait pas plus grosse que celle de ses collègues, car il ne semble pas qu'Etienne, comme il arrive souvent dans ces organismes politiques, ait été appelé à la présidence de la Commission pour l'énergie de ses opinions; lui non plus, ce n'était pas un meneur, un conducteur d'hommes, un chef de parti. Rien ne le marquait d'un signe dans le groupe des Girondins, et croyons plutôt que l'honneur que lui firent ses collègues était dû tout simplement à la droiture de son caractère et à la sympathie qu'inspirait sa haute intelligence.

En vertu du décret du 2 juin 1793, les députés étaient donc mis en arrestation chez eux; au début, leur détention fut plutôt douce; dès le 3, un décret spécifiait que chaque député ne serait gardé que par un seul gendarme; le lendemain, par un autre décret, on leur laissait leur indemnité journalière de 18 francs; ils pouvaient recevoir des visites et même circuler dans Paris, accompagnés d'un gendarme qu'ils étaient seulement obligés de nourrir (1). Cependant, le Comité central révolutionnaire et la Commune de Paris jugèrent ces précautions insuffisantes et adjoignirent aux gendarmes deux bons sans-culottes (2); ces mesures d'ailleurs ne servirent de rien, pas plus que la décision prise par la Convention de mettre deux gendarmes au lieu d'un : douze proscrits avaient déjà disparu, cachés à Paris ou en province, dès le 3 juin, et dans le courant du mois, huit autres encore s'évadèrent.

A cette époque, Etienne Mollevaut habitait toujours le même appartement qu'à son arrivée à Paris : rue de l'Eperon, au coin de celle du Battoir : c'est que les

(1) Petion, le 23 juin, alla dîner ainsi chez son collègue Masuyer; peut-être est-ce en nourrissant trop bien son gendarme qu'il réussit à lui troubler la vue et à s'évader ce jour-là !

(2) Cette mesure d'ailleurs ne semble pas avoir été appliquée partout, car dans le compte-rendu d'évasion de Mollevaut, on ne parle que de deux gendarmes.

administrateurs du département de police le mirent en arrestation dès le 3 juin 1793 : « De par la loi, mandons et ordonnons au citoyen Dhervilly, officier de paix de mettre le citoyen Molveau, rue de l'Eperon, près celle du Batoire, député à la Convention, en état d'arrestation dans son domicile, sous la garde des citoyens Galiard et Hurel, gendarmes, et ce en exécution du décret de la Convention du deux de ce mois » (1). Malgré toutes les précautions que prirent les deux gardiens, Mollevaut, à la veille d'être transféré au Luxembourg, ne tarda pas à leur fausser compagnie.

Cette évasion eut lieu dans des conditions telles qu'il est intéressant de reproduire le rapport des deux gendarmes :

« Commune de Paris. Le 24 juin 1793, dix heures du soir, l'an second de la République, une et indivisible.

Le citoyen Molvaux, député, auprès duquel j'étais de garde, d'après le décret de la Convention nationale, accompagné d'un de mes camarades, ledit citoyen Molvaux nous dit, après avoir donné une prise de tabac, pourquoi nous nous reposions, et d'après les mouvements que je voyois dans la maison, me donnât des soupçons, je dis à mon camarade de garder l'intérieur et moi je me mis en faction dans l'extérieur où y étant une patrouille passe et je fis part au commandant de mes inquiétudes, mais je lui dis que j'étais bien sûr que le citoyen ne s'évaderait pas, et je le priai de vouloir faire dire à l'officier qui était de garde au poste de la Grève de se transporter le plutôt pour que je lui communique mes craintes, ce qu'il fit, mais pendant que l'on était allé chercher l'officier, mon camarade me dit que de toute la nuit il n'avait entendu aucun bruit. Je lui dit puisque l'épouse du citoyen Molvaux n'y était pas, que j'allais entrer chez lui pour nous ôter d'inquiétude, ce que je fis, en entrant je fus bien surpris de voir la croisée du salon donnant sur la rue du Battoir ouverte, dont nous concluons que l'évasion s'est faite à dix heures ou dix heures

(1) AN, AA 10, dossier 417 : au dos, cette mention : « Bon pour trente-six jours de garde au citoyen Molvaux, député, en état d'arrestation chez lui. A la mairie, le 30 juillet 1793, l'an II de la République. »

et demie, époque où il nous dit bonsoir. Signé Hurel et Le Brun » (1).

Les administrateurs du département de police avertirent sur le champ les membres du Comité de Salut public de la section des Quatre Nations (2).

Si nous regardons d'un peu près le rapport des deux gendarmes, nous y trouvons quelque incohérence : Mollevaut, d'après ce pauvre procès-verbal, se serait évadé par ses propres moyens ! Cela nous apparaît bien difficile et nous préférons la version, plus compréhensible, qui nous vient des descendants du Conventionnel meurthois (3) : Etienne vivait à Paris, entouré de sa famille ; lorsqu'il décida de fuir, des draps de lit furent noués au balcon de l'appartement ; madame Mollevaut et le fils aîné, Gabriel, sortirent vers le soir et se placèrent dans la rue, prêts à recevoir le fugitif, tandis que, pour donner le change aux plantons, les autres enfants faisaient un bruit infernal dans l'appartement : le stratagème réussit, mais à notre avis, il ne put être employé qu'avec le consentement tacite des gardiens et nous ne sommes pas loin de penser que les braves Pandores acceptèrent de fermer les yeux moyennant quelques pièces de monnaies ou quelques verres de vin. En tous les cas, Mollevaut, sa femme et ses enfants, — car comment ces derniers n'auraient-ils pas été inquiétés et mis en demeure de révéler les traces du fugitif s'ils étaient restés dans l'appartement ? — se rendirent à l'Institution des Sourds-Muets dont le directeur, l'abbé Sicard, ami intime de la famille, avait donné les clefs à Etienne Mollevaut (4) ; celui-ci s'y réfugia, prit quelques

(1) AN, BB³ 74.

(2) AN, BB³ 74.

(3) Cf. à ce sujet : *Vie de M. Mollevaut, prêtre de Saint-Sulpice*, par un prêtre de Saint Sulpice (M. GAMON), page 10 (Bibliothèque du Grand Séminaire de Nancy). M. Gamon a consulté à ce sujet les descendants de Mollevaut et principalement sa petite-fille, Madame de Vaudrecourt, qui, par suite du décès prématuré de sa mère, fut élevée par sa grand'mère, l'épouse d'Etienne. Ce témoignage d'une personne qui connut directement ses grands-parents ne peut être révoqué en doute : nous l'avons trouvé dans les archives de St Sulpice à Paris (notes manuscrites de M. Gamon).

(4) C'est cet abbé Sicard qui avait été sauvé lors des massacres de Septembre. Cf. MATHIEZ, *La Révolution française*, tome II, page 25

heures de repos, et dès le lendemain, s'enfuit à nouveau, suivi à courte distance de son fils Gabriel : il gagna rapidement la Normandie où il allait rejoindre ses collègues déjà partis de Paris (1).

Cette province de l'ancienne France était en effet devenue le centre de la résistance à la Montagne; et il est important de noter que l'insurrection de cette région ne fut pas l'œuvre des Girondins proscrits. C'est en effet quelques jours avant le 31 mai que le Conseil général du département du Calvados, d'accord avec les autorités de la ville et du district de Caen, vota la création d'une force armée, destinée à protéger la Convention; le 2 juin, des délégués de Caen passèrent à Evreux en revenant de Paris et firent le récit des événements aux autorités de l'Eure; de cette entrevue sortit la décision de faire appel aux départements contre Paris : Caen devint alors le centre du mouvement et le général Wimpfen, défenseur de Thionville, fut placé à la tête de la force armée (2) : puis les commissaires des départements coalisés s'organisèrent en comité; leur but était, d'après Meillan (3) : 1) de se rendre à Paris avec les forces départementales; 2) de se réunir aux habitants de la capitale pour rétablir la Convention dans son intégrité; 3) d'assurer sa liberté par une garde prise dans tous les départements; 4) de faire juger enfin par un tribunal formé de juges des départements tous les membres de la Convention.

Ainsi, les Girondins n'eurent aucune responsabilité dans la constitution du mouvement insurrectionnel;

Kuscinski, dans le *Dictionnaire des Conventionnels*, dit que Mollevaut trouva un asile chez les citoyens Damin père et fils, ce dernier alors élève à l'école d'aérostation de Meudon. Nous n'avons nulle part trouvé trace de ce fait.

(1) Un état établi à la date du 24 juin donne la liste des députés mis en arrestation et présents à Paris : Boilleau, Birotteau, Gardien, Kervélégan, Vergniaud, Gensonné, Le Hardy, Valazé, Gomaire et Bertrand de la Hosdinière. Lanjuinais, Guadet et Petion sont portés évadés le 23 juin. En face du nom de Mollevaut, cette mention : « évadé la nuit du 24 au 25 ».

(2) Cf. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, tome 7, pages 117-118.

(3) MEILLAN, *Mémoires*, pages 76 sqq.

comme le fait remarquer Vaultier (1), un Caennais contemporain de ces événements, qui eut l'occasion d'approcher les Girondins réfugiés dans la ville, « l'insurrection était proclamée et organisée plusieurs jours avant l'arrivée des députés... elle fut l'œuvre de la population et de ses administrations réunies » (2). Bien plus, une fois à Caen, les députés girondins ne participèrent aucunement à ce mouvement; ils restèrent spectateurs — attitude bien conforme à leur caractère —, s'abtenant d'intervenir ouvertement dans un soulèvement « auquel ils voulaient, disaient-ils, laisser son caractère tout local et tout populaire » (3); plus d'un peut-être se sentait mal à l'aise au milieu d'une rébellion qui risquait d'ajouter une difficulté de plus à la tâche de la patrie déjà malheureuse; plus d'un aussi restait obstinément fidèle à la République et se sentait gêné par la chaleur compromettante de l'accueil que leur faisaient les milieux royalistes; et bon nombre de ces proscrits, au cœur bien placé — Mollevaut était de ceux-ci — ne pouvait résister à la voix de leur conscience qui leur indiquait leur devoir : cette attitude dans l'adversité reste à leur honneur ! Qu'ils se soient réfugiés dans la région qui pouvait le mieux protéger leurs personnes, c'est un sentiment trop humain pour qu'on puisse leur en faire un grief ! Et Caen était bien à ce moment pour eux la terre de salut.

En y arrivant, dit Vaultier, chacun des fugitifs se

(1) VAULTIER, *Souvenirs de l'insurrection normande, dite du fédéralisme, en 1793* (publiés par M. Mandel) pages 17-18. L'auteur note d'ailleurs l'insuffisance des chefs girondins « qui lui ont paru ne comprendre ni les hommes ni les événements ni le jeu des intérêts sociaux... Ils ne surent tirer aucun parti de ces circonstances, et restèrent nuls ».

(2) D'ailleurs les Girondins ne choisirent le Calvados comme lieu de refuge que précisément parce qu'ils avaient appris les événements de Caen. LOUVET, dans ses *Mémoires*, tome I, pages 92-93, déclare qu'il proposa de quitter Paris dès le 1^{er} juin : « Désormais nous ne ferions plus rien à la Convention où la Montagne et les tribunes ne nous permettaient plus de dire un mot... Nous devions donc chercher quelque asile sûr pour cette soirée, et demain et les jours suivants partir les uns après les autres, usant de nos divers moyens, et nous réunir, soit à Bordeaux, soit dans le Calvados ». — De son côté Romme, le 5 août 1793, déclarera à la tribune de la Convention : « la conspiration du Calvados ne doit pas dater de l'époque du 31 mai. On y travaillait de longue main ».

(3) MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, tome 8, page 131.

présenta « à l'assemblée d'insurrection et à la société populaire, y lut ou prononça un rapport ou un discours sur les circonstances, puis se retira ou demeura coi. » Les uns passèrent leur temps à faire des brochures : Salle, le plus laborieux du groupe, en écrivait que ses collègues appelaient des « Provinciales » (1), d'autres composaient des chansons; parfois l'un d'eux assistait à la séance des corps constitués ou de la Société populaire et faisait assaut d'éloquence avec les patriotes de la ville; tous se délassaient dans un farniente que rendaient plus doux les séances orageuses des jours précédents.

Les réfugiés logaient à l'ancien hôtel de l'Intendance (2), vieille bâtisse de style Louis XIV « à toits élevés,... ouvrant, sur une cour mal pavée, ses larges fenêtres à balcons de fer forgé ». C'est là que Mollevaut, arrivé le 4 juillet à Caen, avec son fils aîné, vint habiter : il s'était présenté aussitôt à l'assemblée des autorités constituées; après avoir dit qu'échappé aux fers de ses bourreaux, il accourait sur « une terre hospitalière pour y respirer l'air de la liberté », il reçut du président l'accolade fraternelle; puis les membres présents l'assurèrent qu'il trouverait ici « des frères ardents à venger l'attentat commis contre la représentation nationale » (3). A cet hôtel de l'Intendance, Mollevaut put voir un jour « une jeune personne, grande, bien faite, de l'air le plus honnête et du maintien le plus décent » (4) : elle venait parler à Barbaroux: c'était Charlotte Corday, à qui Salle devait un jour remettre quelques écrits pour ses amis de Paris.

Vingt députés environ s'étaient ainsi rendus à Caen (5) où leur séjour allait être de courte durée : d'abord, ceux d'entre eux qui avaient mis leur espoir en

(1) TOULOUGEON, *Histoire de la France depuis la Révolution*, tome 4. Pièces justificatives; fragment d'une notice du général W [impfen.].

(2) Cf. VAULTIER, *op. cit.* — LOUVET, *Mémoires*, page 213. — HÉRISSAY, *François Buzot*, page 317.

(3) Bulletin des autorités constituées à Caen, séances des 4, 5, 6 juillet an II (notes aux *Mémoires* de PETION, éd. Dauban, page 217).

(4) LOUVET, *Mémoires*, pages 113-144 : « Je déclare, j'affirme que jamais elle ne dit à aucun de nous un mot de son dessein ».

(5) Certains, comme Lanjuinais, n'avaient fait que passer.

Wimpfen durent bientôt déchanter, car ce général fut vite battu à Vernon. De plus, le sort des députés fugitifs faisait l'objet de longues et violentes discussions à la Convention nationale. Dès le 13 juin 1793, Lacroix puis Thuriot attaquaient Buzot et ses compagnons : la Convention lançait sur le champ un décret d'accusation contre le député de l'Eure et chargeait le Comité de Salut public d'examiner le cas des autres proscrits (1). Le 6 juillet, Mallarmé demandait pourquoi les députés fugitifs n'étaient pas encore remplacés. 3 jours après, Saint-Just, au nom du Comité du Salut public, présentait un rapport sur les 32 membres détenus en vertu du décret du 2 juin : après avoir rappelé dans quelles circonstances avait été créée la Commission des Douze, le rapporteur déclara : « les conjurés ont pris la fuite, ils ont pris les armes... Prononcez maintenant. Vous devez mettre quelque différence entre les détenus; le plus grand nombre était trompé, et qui de nous peut se flatter de ne l'être jamais ? Les vrais coupables sont ceux qui ont fui et vous ne leur devez plus rien, puisqu'ils désolent leur patrie. » Et après l'énoncé des griefs, Saint-Just présentait au nom du Comité un projet de décret : Buzot, Barbaroux, Gorsas, Lanjuinais, Salle, Louvet, Bergoing, Birotteau, Petion et d'autres étaient déclarés traîtres à la patrie; de plus, il y avait lieu à accusation contre Gensonné, Guadet, Vergniaud, Mollevaut, etc... « prévenus de complicité avec ceux qui ont pris la fuite et se sont mis en état de rébellion » (2). Mais la Convention ne prit aucune décision ce jour-là, preuve certaine de ses hésitations. Le 11, Mallarmé, montait de nouveau à la tribune pour demander que « les députés fuyards fussent remplacés par leurs suppléants ». « Une lettre de mes commettants m'apprend qu'ils sont surpris que les suppléants de Salle et de Mollevaut n'aient pas encore été appelés ». Devant cette insistance du Montagnard meurthois, la Convention décréta alors que

(1) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 16, page 641.

(2) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 17, pages 147 sqq. et 153 sqq.

« Collombel, juge au tribunal de district de Pont-à-Mousson, premier suppléant du département de la Meurthe, et Jacob, président du tribunal du district de Toul, troisième suppléant du même département, attendu la suspension du deuxième suppléant de ses fonctions administratives (1), seront appelés par le Comité des décrets, sans délai, pour remplacer Salle et Mollevaut, ex-députés, tous les deux mis en état d'arrestation et ayant pris la fuite » (2). Le lendemain de l'anniversaire de la prise de la Bastille, Billaud-Varenne, de la tribune de la Convention, ramenait sur le tapis la question du décret d'accusation contre les fugitifs (3). Et finalement, après que l'Assemblée eut, le 22 juillet, accueilli dans son sein Jacob et Collombel, suppléants de Mollevaut et de Salle (4), Barère présentait le 28 le projet définitif du décret que le Comité du Salut public avait rédigé contre les députés (5) : il fut adopté sans difficulté par la Convention.

(1) Il s'agit de Mourer dont nous parlerons plus loin.

(2) *Archives parlementaires*, tome 68, pages 539-540.

(3) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 17, pages 198, 206 et 225.

(4) AN, Procès-verbal de la Convention : séance du 22 juillet 1793.

(5) *Archives parlementaires*, tome 69, page 631.

CHAPITRE III

Gironde et Commune de Paris.

Mollevaut en exil — Etat d'esprit de la Meurthe.

Juillet 1793-1795.

Peu de temps après, le texte en était affiché sur la porte même de l'hôtel des députés proscrits à Caen : c'est que les habitants de la ville commençaient à se lasser ou à prendre peur : à se lasser, les royalistes qui avaient espéré se servir des Girondins pour leurs obscurs desseins ; à prendre peur, ceux qui, républicains quand même, se demandaient dans leur for intérieur ce qui allait résulter de tout ce mouvement de révolte. Aussi les députés comprirent-ils qu'il leur fallait maintenant chercher un nouvel asile (1).

Il y avait à Caen trois bataillons bretons qui regagnaient leur pays : ceux d'Ille-et-Vilaine, de Mayenne et de Finistère ; les fugitifs décidèrent de les suivre, déguisés eux-mêmes en soldats et la petite troupe se mit en marche : 17 députés se trouvaient là : Barbaroux, Bergoeing, Buzot, Cussy, Duchâtel, Giroust, Gorsas, Guadet, Kervélégan, Larivière, Lesage, Louvet, Meillan, Mollevaut, Petion, Salle et Valady ; en plus, trois jeunes gens qui avaient lié leur sort à celui des proscrits : Girey-Dupré, Marchenna et Riouffe (2), enfin le domestique de Buzot, la fille de Gorsas et Le Deist de Botidoux, ancien Constituant et grenadier au bataillon d'Ille-et-Vilaine.

« La route fut agréable dans les commence-

(1) Pour le voyage des Girondins à travers la Bretagne, nous avons consulté : VAULTIER, *op. cit.* — MEILLAN, *Mémoires*, pages 119 sqq. — LOUVET, *Mémoires*, tome I, page 127.

(2) Futur préfet de la Meurthe, il mourut du typhus en 1813.

ments » (1), et les fugitifs furent partout acclamés; par les pittoresques chemins du Bocage, on atteignit en deux étapes la petite ville de Vire, où eut lieu le mariage de Louvet avec sa « Lodoïska », en présence de Buzot, Petion, Salle et Guadet (2). Mais il fallait savoir jusqu'où l'on irait : Le Deist de Botidoux proposait de se réfugier à Rennes, mais comme il n'inspirait pas confiance, on feignit de suivre son conseil, tout en décidant d'écouter Kervélégan qui, député et maire de Quimper, offrait un asile dans cette ville (3). De Vire, la troupe gagna donc Mortain, puis Fougères où l'on entra le 1^{er} août au soir : dans cette agglomération, les bataillons se séparèrent : celui de Mayenne, pour rejoindre Laval, celui d'Ille-et-Vilaine pour atteindre Rennes. Seuls continuaient vers Brest les volontaires du Finistère : les proscrits les suivirent, mais leur nombre avait déjà diminué : Henry-Larivière s'était dirigé du côté de Falaise; Kervélégan et Duchâtel avaient pris les devants pour préparer l'étape à Quimper; Le Deist de Botidoux s'était rendu à Rennes, ainsi que Gorsas et sa fille, tandis qu'enfin Valady restait en arrière avec un ami.

D'ailleurs, le temps de la parfaite tranquillité était passé pour les fugitifs; le bruit de leur présence se répandait partout et les Montagnards des villes bretonnes étaient alléchés par l'idée de faire une action d'éclat en les capturant : à Dol, où on arriva le 3 août, la situation fut tragique : des habitants avaient en effet dépêché des émissaires à Saint-Malo pour appeler la garnison de cette ville; mais l'attitude énergique du bataillon du Finistère, puis les hésitations des autorités de Saint-Malo permirent aux Girondins d'échapper au péril : on ne décida pas moins de quitter rapidement cette région dangereuse et,

(1) MEILLAN, *Mémoires*, page 119.

(2) LOUVET, *Mémoires*, tome 1, pages 129-130. Sur Lodoïska, cf. LENOTRE, *La Proscription des Girondins*, Paris, Hachette, 1927, pages 22, et PERROUD. — Sur M^{me} Louvet, *Révolution française*, tome 60, pages 216, 360 et 397.

(3) M. HEMON, dans une brochure, a lavé Le Deist de Botidoux de l'accusation de trahison formulée contre lui par Meillan et Louvet. M. MATHIEZ a repris la question (*Annales Révolutionnaires*, tome 2, pages 285-286) et appuyé de preuves irréfutables les assertions de l'historien breton.

dans la nuit, on parvenait à Dinan. Nouveaux déboires dans cette ville pour les proscrits : ce bataillon du Finistère, qui leur avait été jusque-là si fidèle, présentait des symptômes de décomposition morale : un certain capitaine, nommé Cavelier, fatigué sans doute de cette protection compromettante, engageait insidieusement ses hommes à abandonner les Girondins, en cas de danger. Ces conseils perfides parvinrent aux oreilles des proscrits qui décidèrent de gagner Quimper par leurs propres moyens, après avoir obtenu du commandant du bataillon des armes et des congés en bonne forme, sous des noms d'emprunt évidemment.

A ce moment, la petite troupe s'était encore amoindrie : il ne restait plus que dix députés, avec leurs compagnons d'infortune et six guides connaissant parfaitement le pays et les chemins de traverse : Guadet, qui « s'écarterait toujours du bataillon » (1), s'était perdu avant d'atteindre Dinan et allait gagner Quimper seul par les grandes routes. Marchenna avait, lui aussi, quitté le peloton. Et Mollevaut lui-même s'était détaché du groupe, probablement aux environs de Dinan (2).

Dès lors, le député de la Meurthe disparaît totalement; de son exil, qui dura vingt-deux mois, nous ne savons que ce que nous en disent ses fils (3) : l'aîné, dans une lettre sans date ni lieu, adressée à sa mère, déclare : « Je ne suis pas obligé de prendre des détours pour vous donner des nouvelles de mon bon papa. Je n'ai cessé d'être auprès de lui, tant que les circonstances ont pu le permettre. Je n'ai cessé de lui écrire et de recevoir ses réponses que lorsqu'il a fallu m'en éloigner. Il y a quelques jours que j'ai reçu de ses nouvelles par un de

(1) LOUVET, *Mémoires*, tome 1, pages 137-138.

(2) Cf. LOUVET, *Mémoires*. — Signalons l'erreur de LAMARTINE qui écrit dans son *Histoire des Girondins*, tome VI (éd. de 1847), page 275 : « Henri Larivière et Mollevaut, membres de la fatale commission des Douze, précédèrent les fugitifs à Quimper et leur préparèrent non des auxiliaires, mais des asiles ».

(3) MOLLEVAUT (Ch.-L.), *Poésies diverses*, Préface de la traduction de la vie d'Agricola; et notes manuscrites recueillies sur Gabriel-Etienne Mollevaut et déposées au Séminaire de Saint-Sulpice.

mes amis de *Rennes*, auquel j'ai les plus grandes obligations; où en serions-nous si nous n'avions trouvé de ces personnes rares qui sont sensibles à l'infortune et qui oublient tous les périls, pour la secourir. J'aurais un tableau bien touchant à vous faire des soins que nous avons reçus l'un et l'autre ; nous avons éprouvé tout ce que l'amitié a de plus sublime et de plus généreux. C'est dans l'adversité que l'on connaît ses vrais amis ! ». D'autre part, d'après le fils cadet du proscrit, celui-ci aurait reçu l'hospitalité d'un gentilhomme breton (M. Delahaye) et de ses cinq demoiselles « pleines d'attraits, qui exposèrent leur vie pour sauver la sienne... ». Ajoutons encore le témoignage que la petite-fille de Mollevaut apporta à ce prêtre de Saint-Sulpice, biographe de Gabriel-Etienne : le député de la Meurthe aurait reçu l'hospitalité « d'un seigneur de Normandie qui le cacha pendant plusieurs mois dans son château qui avait été préservé par l'amour que ses anciens vassaux lui portaient », puis il aurait été recueilli à Rennes par un Monsieur de la Haye. De là à conclure que ce dernier n'était autre que l'ancien collègue de Mollevaut à la Convention, il n'y avait qu'un pas, et Michaud l'a franchi (1).

A notre avis, rien ne paraît moins certain ni plus improbable. Il est vrai que Delahaye, député de la Seine-Inférieure, avait quitté la Convention au même moment que Mollevaut, et, comme ce dernier encore, s'était rendu à Caen. Mais son séjour y fut de courte durée, et Delahaye, qui connaissait parfaitement la région, semble n'avoir pas lié son sort à celui des autres proscrits : nous le trouvons en effet aux environs de Lisieux dès le début de juillet (2) ; de là, si l'on en croit l'*Almanach de Bailleul* (2), dont une relation semble concerner Delahaye, celui-ci aurait erré en Bretagne, de Lorient à Quimper, puis à Brest, de Brest à Morlaix et

(1) MICHAUD, *Biographie Universelle* (article Mollevaut). PERROUD a suivi MICHAUD.

(2) PETION, *Mémoires*, page 163.

(3) Pages 63 à 74.

enfin à Saint-Servan où l'on perd sa trace (1). Que Delahaye se soit caché alors dans la région comprise entre Saint-Malo et Dinan, c'est possible; et comme Mollevaut se sépara de la bande aux environs de cette dernière ville pour trouver une retraite dans un lieu inconnu, mais situé certainement en Ille-et-Vilaine, il était tentant de conclure que les deux hommes s'étaient prêté une aide mutuelle. Cela nous paraît cependant peu probable pour deux raisons : d'abord parce qu'il nous semble que les fils d'Etienne Mollevaut n'auraient pas manqué, dans leurs écrits, de donner à Delahaye son titre de député à la Convention ou de collègue de leur père; ensuite parce que, dans les circonstances pénibles d'une fuite aussi précipitée, il est difficile d'admettre qu'un proscrit ait hébergé un autre proscrit : c'eût été une maladresse grave, et chacun, dans ces tristes conjonctures, ne devait songer qu'à sa propre personne (2).

L'énigme reste donc entière : sa solution d'ailleurs n'était pas d'une valeur considérable et nous ne nous sommes attardés à ce détail que par amour de la pure vérité historique. En tous les cas, Mollevaut se cacha si bien qu'il ne fut jamais découvert (3) et cela

(1) A ce sujet, cf. PERROUD, *La proscription des Girondins*. Appendices : Delahaye, page 281. En 1794, Boursault, en mission aux armées des côtes de Brest et de Cherbourg, écrivait de Rennes au Comité de Salut Public que Delahaye était à la tête d'un parti de Chouans; Boursault organisa contre ces derniers un service d'informations à la tête duquel il mit l'ex-constituant Le Deist de Botidoux. Delahaye finit lui-même par être enrôlé dans les rangs des contre-chouans. M. HÉMON, dans sa brochure : *Le Deist de Botidoux a-t-il trahi les députés girondins proscrits ?* dit quelque part : « Delahaye resta caché pendant toute la Terreur dans le district de Dinan où il changea maintes fois le lieu de sa retraite ». — L'ex-conventionnel a d'ailleurs raconté sa vie errante dans une brochure très curieuse, mais aussi très rare, que nous avons consultée à la Bibliothèque nationale (Lb⁴¹ 1611) : *Réponse de J.-C.-G. Delahaye...*, Paris, Maret, an III, 30 pages in-8°.

(2) Nous avons consulté messieurs les Archivistes des départements bretons, qui, avec une amabilité dont nous leur savons gré, nous ont dit tout ce qu'ils pouvaient savoir. C'est ainsi que monsieur l'archiviste d'Ille-et-Vilaine nous a écrit : « Le nom Delahaye est commun dans la province comme dans tout l'Ouest; entre Dinan et Saint-Malo habitait M. de la Haye, comte de Plouër, qui d'ailleurs émigra. »

(3) C'est par erreur que PERROUD dans sa *Proscription des Girondins* dit aux addenda : « Mollevaut dut être arrêté peu de temps après [sa fuite]... car TUETÉY, tome VIII, n° 3643, mentionne une lettre de lui du 15 pluviôse an II (3 février 1794), adressée à son collègue Guffroy et datée de Saint-Lazare ». Or Tuetey a commis une erreur : cette lettre datée de

lui valut d'échapper au sort tragique de son collègue Salle (1).

En vain fut-il compris dans le décret du 3 octobre présenté par Amar au nom du Comité de Sûreté Générale et qui accusait quarante députés « comme prévenus de conspiration contre l'unité et l'indivisibilité de la république, contre la liberté et la sûreté du peuple français » (2). En vain le Comité de Sûreté générale enjoignit-il le 3 octobre 1793 de mettre Mollevaut et ses compagnons en état d'arrestation dans les maisons de la Force, des Magdelonnettes et de Sainte-Pélagie (3). En vain fut-il mis hors la loi par le décret du 23 ventôse an II (13 mars 1794) : Mollevaut resta dans sa retraite jusqu'à la fin de la Terreur.

C'est par ce douloureux calvaire où ce qui fut la Gironde cherchait un abri contre les menaces de ses ennemis que s'achève l'histoire de ce parti : Mollevaut en fut. En jugeant la Gironde, nous le jugerons lui-même.

En face de la représentation nationale mutilée et violée, la Gironde avait certes le devoir de protester. Mais ne s'était-elle pas elle-même condamnée à son sort, et, de plus, avait-elle le devoir de paraître favoriser une rébellion des départements ? Oui, nous entendons bien qu'elle ne fut pas la cause du fédéralisme, que celui-ci fut une « conception bretonne du Finistère » (4) ; oui, nous comprenons bien, comme le dit Meillan (5), que le tout était une question de réussite, que « vainqueurs les Girondins étaient divinisés, que vaincus, ils furent

Saint-Lazare est bien d'un nommé Maulevault, mais il s'agit d'un pauvre marbrier incarcéré pour une cause inconnue. D'ailleurs, il suffit de voir et le style et l'orthographe et l'écriture de la lettre pour ne pas faire à M. Mollevaut l'injure de la lui attribuer.

(1) C'est Mollevaut qui fit imprimer la lettre de Salle à son épouse, dit Lamoureux, dans son *Mémoire pour servir à l'histoire littéraire*...

(2) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 18, pages 60 et 212 : sur les 40, 18 étaient en fuite, 1 fut réservé ; les 21 autres furent envoyés au tribunal révolutionnaire.

(3) AN, AF¹¹*289, pages 17-18.

(4) Revue des questions historiques, tome 82, pages 38 et 467 : MAGNAC, *Le Fédéralisme en 1793 et 1794*.

(5) MEILLAN, *Mémoires*, page 69.

coupables » ; mais était-ce leur devoir d'encourager par leur présence à Caen l'insurrection de départements, royalistes en somme, en face d'une France menacée, attaquée à l'intérieur et au dehors ? Il y a, même en cas de péril de mort, des alliances inadmissibles, et celle des Girondins républicains avec des provinciaux royalistes, entente mal conclue et basée sur la confusion, entrait dans cette catégorie. N'auraient-ils pas été plus beaux, si tous, Mollevaut et les autres, étaient comme Vergniaud, Gensonné et Valazé, restés à leur poste pour y mourir, si le sort les y forçait ? Encore une fois, nous nous inclinons devant leur courage et leur valeur personnels, mais capables, chacun en particulier, d'un bel effort, ils ne pouvaient ensemble faire un parti. Écoutons les jugements portés sur leur compte ; ils renferment tous une part de vérité : « Ce sont des avocats beaux diseurs et gens de procédé, s'écriait Danton, mais ils n'ont jamais porté que la plume et le bâton d'huissier ».

Bien pensées aussi ces paroles de Baudot, leur ancien collègue à la Convention : « Les Girondins étaient des tribuns sans peuple. Il y avait une grande imprudence à eux dans un moment où toutes les masses étaient soulevées, de déclarer une guerre à mort à la Montagne, qui était dans le sens et parlait dans l'intérêt de ces masses. C'était manquer de précision et de bon sens » (1). Si encore la Gironde avait eu un programme ! Mais elle ne proposait rien ; sa politique se résumait dans un mot, un seul mot, a dit Michelet : « attendre ». Et c'est bien cette impuissance politique qui, ajoutée à ses fautes, causa sa perte. Certes, provincial, nous comprenons fort bien qu'il pouvait être pénible à des « provinciaux » de voir la France uniquement dirigée par Paris ; mais, patriote aussi, nous pensons que dans les époques de grande crise, il faut un pouvoir fort : le salut de la patrie ne doit pas connaître d'atermoiements : *Salus patriæ suprema lex !* Fermeté, sévérité sont de rigueur ; que cela ne puisse se faire sans quelques injustices, sans

(1) BAUDOT (M.-A.), *Notes historiques sur la Convention nationale*, Paris, 1893, in-8°, page 120.

cruautés, parfois inutiles — on ne le voit qu'après —, c'est évidemment regrettable.

La Gironde aurait dû le comprendre; n'étant pas de taille à gouverner la France, elle devait accepter la loi de ses adversaires montagnards : pour ne l'avoir pas fait, nous condamnons l'attitude de ses membres.

Il nous reste maintenant à examiner de quelle façon les événements du 2 juin furent accueillis à Nancy et dans la Meurthe. Quel était l'état d'esprit des populations en 1793 ? Dans quelle mesure celui-ci encourageait-il la politique de Mollevaut et de Salle ? Comment l'esprit public accueillit-il dans la Meurthe l'exil du premier et la mort du second ?

Dès le 4 décembre 1792, lors de la réception de Dentzel, Rhül et Couturier, commissaires de la Convention, le Conseil général du département avait manifesté ses opinions girondines (1), et à la fin du même mois, au sein de l'assemblée des corps constitués réunis en présence des représentants du peuple, le procureur général syndic Mourer prononçait des paroles qui faisaient présager de son attitude future (2). De fait, à l'annonce que la mission des trois commissaires s'étendrait au département de la Meurthe, Mourer protestait vigoureusement dans une lettre adressée à Salle le 14 janvier 1793 : « ... Ce que je ne puis vous taire..., c'est qu'il est infiniment dangereux de revêtir d'une autorité, qui ressemble en quelque façon à une dictature provisoire, des individus dont les maximes doivent effrayer des hommes sensibles et étonner des esprits républicains...

(1) Deux jours après Mourer succédait à Le Lorrain comme procureur général syndic.

(2) AD, L 68 : séance du 31 décembre 1792 : « N'aurions-nous secoué le joug de nos anciens oppresseurs que pour devenir le jouet ou la victime des factieux ? Nos représentants, investis de l'exercice de la souveraineté nationale, doivent-ils éprouver dans leur marche et dans leurs opérations ces obstacles que les clameurs, les menaces et les intrigues d'un parti désorganisateur ne cesse de multiplier autour d'eux ? Et Paris, qui fut le berceau de la liberté, veut-il en devenir le tombeau ? Déjà les inquiétudes sur le sort de la Convention nationale se propagent dans les départements avec cette rapidité qui bientôt pourrait produire de nouveaux événements, si la Convention n'écrasait elle-même du poids de l'autorité que le peuple lui a confiée les ennemis de son bonheur et de sa tranquillité ! »

Ces hommes accueillent avec empressement des dénonciations, des plaintes... Mais ce qui nous a surtout affectés, c'est le récit mensonger, ironique et même invraisemblable que les Commissaires ont fait relativement à nous dans la lettre dont on a fait lecture à la séance de la Convention du 9. Cette lettre dans laquelle ils semblent avoir pris à tâche de répandre sur nous un vernis défavorable, est démentie par le témoignage authentique qu'ils ont été forcés de donner de la conduite de l'administration actuelle, lors de la séance qu'ils y ont tenue le 3, mais j'ai le mot de l'énigme : le discours que je leur ai tenu en publique (sic) le 31 décembre n'était point de leur goût... Quoi qu'il en soit, ce discours était dans ma bouche l'expression d'une âme franche et républicaine; j'ai vu que mes sentiments étaient également dans le cœur des administrateurs et du public qui m'écoutaient. Si c'est un crime d'être vrai et de désirer le bonheur de sa patrie, je consens à être le plus grand criminel de la société... » (1). Et le même jour, Mourer adressait aux districts un arrêté pris par le Conseil général du département et tendant à mettre à la disposition de la Convention un corps de 500 volontaires : « Tous les citoyens du département de la Meurthe n'ont pas été les derniers à détester les tyrans et les rois, à combattre les ennemis extérieurs, à voler aux frontières; ils ne seront pas moins ardents à poursuivre les factieux et les conjurés » (2). Faisant chorus, le Conseil général de la Commune de Nancy écrivait de son côté le 17 janvier à Zangiacomi que les citoyens de la ville étaient fermement résolus à faire respecter les membres de la Convention nationale. (3). Cependant, Garat, ministre de l'Intérieur, tout en applaudissant au zèle des départements qui, comme la Meurthe, offraient d'envoyer des forces vers Paris, écrivait au procureur général syndic qu'il ne croyait pas cette mesure nécessaire : alors Mourer invita les citoyens enrôlés à se porter aux frontières (4).

(1) AD, L 158, f^{os} 5 et 6.

(2) AD, L 159.

(3) AM, D³ : correspondance de Zangiacomi.

(4) AD L 2537.

En mars 1793, Antoine et Levasseur arrivaient en mission à Nancy : le choix de ce dernier, envoyé dans son propre département où il avait fatalement des ennemis, n'était pas très heureux ; les événements allaient le prouver immédiatement. En effet, à la suite de cette mission nouvelle, Salle avait adressé une lettre assez véhémente à Bicquille, vice-président du Directoire de la Meurthe (1) : après avoir attaqué ses ennemis de la Montagne, il ajoutait : « ... et leurs *proconsuls* sont dans les départements. Vous allez voir le *proconsul* Levasseur : je ne le connais pas assez pour savoir s'il est capable de seconder tous leurs crimes ; ce que je sais, c'est qu'il est intéressé par son opinion sur le roi et par ses liaisons avec eux à les justifier tant qu'il pourra pour se justifier lui-même ; je le crois un peu tartuffe. Son collègue Perrin est un homme ignorant qui peut être de bonne foi, mais cruellement entêté. Cependant tout considéré, vous n'avez pas le plus mauvais lot, et si vous y mettez quelque vigueur, vous pourrez vous en tirer. Maintenant que la mèche est tout éventée, mes lettres peuvent être communiquées à qui vous voudrez ; néanmoins je m'en rapporte à votre prudence ; faites tout, au moins, si nous périssons, pour empêcher la liberté de périr. Si nous sommes les otages des conspirateurs à Paris, regardez leurs *proconsuls* d'abord les envoyés de l'assemblée, s'ils se conduisent bien, mais comme vos otages aussi dans le cas où ils serviraient leurs criminels projets ». Et en post-scriptum, Salle apportait une rectification : ce n'est pas Perrin, mais Antoine qui accompagnera Levasseur : « Antoine qui fut mon ami ; qui m'engageait à ne pas me rendre à Paris, qui me peignait Robespierre et sa secte impie sous ses véritables couleurs ; Antoine que j'estimais et qui n'est plus qu'un homme méprisable ; trois fois il est revenu vers moi depuis l'ouverture de la session ; chaque fois je lui ai dit :

(1) Bicquille, né à Toul en 1738 ; garde du corps du Roi, chevalier de Saint-Louis ; lancé dans le mouvement révolutionnaire, il devint maire de Toul en 1790-91, puis administrateur du département en 1791. Incarcéré en 1793, il devait redevenir président de l'administration de sa ville natale en 1796 et 1797, puis conseiller municipal de 1800 à 1814. Mort à Toul en 1814.

je ne désespère pas de vous puisque vous ne craignez pas mes regards. Aujourd'hui, et depuis plus de deux mois, je ne le vois plus; il me fuit, il n'ose me regarder en face; dites-lui là-dessus tout ce que vous voudrez; vous pouvez même lui montrer ma lettre » (1). Cette diatribe eut naturellement l'heur de ne pas plaire aux représentants en mission qui convoquèrent les autorités constituées de Nancy. Celles-ci, qui avaient l'échine flexible, rendirent publiquement hommage à l'attitude des commissaires de la Convention, mais en leur for intérieur donnèrent raison à Salle (2).

C'est pourquoi le 21 mai 1793, une grande réunion eut lieu à Nancy : y avaient député les Conseils généraux du département, du district et de la ville, le tribunal criminel, le tribunal de district, les juges de paix et le tribunal de commerce. Le procureur général syndic Mourer y rappela la journée du 10 août, l'invasion, la formation de la Convention et ses débuts : « Mais bientôt la discorde parvint à s'insinuer dans le sanctuaire auguste des lois.. naguère, c'était des demi-dieux qui réglaient dans leur sagesse les destinées de la France, de l'Univers; maintenant ce sont des hommes, qui paraissent quelquefois oublier leur propre dignité... Cependant cette Convention veut le bonheur de la patrie... sans doute les cris et les fureurs de l'anarchie ont souvent couvert la voix sacrée des législateurs; mais il faut enfin que cette lutte scandaleuse cesse... il faut surtout que tous les intérêts personnels, toutes les rivalités, toutes les haines particulières s'éteignent dans un sentiment commun, l'amour de la patrie; il faut que tous les partis courbent religieusement la tête devant la statue de la liberté... »; et Mourer proposa de faire connaître à la Convention l'opinion du département de la Meurthe : la Société populaire de Nancy avait déjà décidé d'envoyer

(1) AN, C 251 (n° 423 bis) : cette lettre devait provoquer une violente séance à la Convention le 30 mars 1793 (Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 16, pages 4-5).

(2) Cependant Salle ne fut pas content de cette attitude ambiguë et, le signifia à la municipalité qui transmit sa lettre aux autres corps constitués. Le 27, ceux-ci, libérés de la présence des Commissaires, rendirent hommage à Salle et l'assurèrent qu'il n'avait pas démerité.

une adresse à la Convention, mais elle voudrait que tous les corps administratifs et judiciaires se ralliasent à cette idée; elle pensait aussi qu'il faudrait communiquer ce projet aux départements voisins. Pour ce faire, le procureur général syndic de la Meurthe proposa à l'assemblée de désigner trois députés qui, joints à ceux de la Société populaire, iraient dans les départements limitrophes; enfin, de concert avec les délégués de ces derniers, une adresse serait envoyée à la Convention. Un représentant de la Société populaire prit ensuite la parole et insista sur l'esprit véritable de la démarche à faire : les commissaires du département et de la Société populaire « rassureront ceux que leurs démarches pourraient alarmer, en annonçant que l'intention de ceux qui les envoient est d'exclure de leurs projets *toutes mesures qui tendraient à la dissolution de la Convention nationale et porteraient atteinte à son autorité*. Ils déclareront que leur ferme résolution est de lui conserver obéissance et respect, et que c'est par les seules voies de la persuasion qu'ils entendent la rappeler au sentiment de ses devoirs et à l'engagement sacré qu'elle a pris avec le peuple de travailler sans relâche à son bonheur en lui donnant une Constitution. *Ils écarteront donc toute idée d'insurrection et de fédéralisme entre les départements* pour imposer des lois à la Convention nationale et déclareront qu'ils ne veulent employer d'autre autorité que celle de la raison. Ils témoigneront la plus exacte neutralité sur les partis qui divisent l'assemblée et déclareront que le département de la Meurthe ne veut adhérer à aucun, qu'il ne veut ni montagne ni plaine, mais une Convention nationale, qu'il la veut surtout libre, courageuse et capable de résister à toute autre influence qu'à celle de la vérité et des principes. Les députés s'interdiront également toutes personnalités sur les membres de la Convention, quels qu'ils soient. Toutes les inculpations personnelles seraient d'ailleurs contraires au grand but de l'assemblée générale du département qui est de rallier, s'il est possible, tous les partis au lieu de les aigrir, et de les faire tous également concourir au salut de la république ».

Cette instruction, ayant paru « sagement conçue »,

fut adoptée et on en ordonna l'impression. Puis l'assemblée nomma ses trois commissaires : Collombel, Renaud et Febvé, qui de concert avec ceux de la Société populaire, Géhin, Masson et André, se rendirent dans les départements voisins (1).

Mais l'accueil de ces derniers ne fut pas toujours très bienveillant : si Colombel, par exemple, reçut l'adhésion de Colmar, il ne put obtenir celle de Strasbourg (2). De plus, un district de la Meurthe, celui de Sarrebourg, protesta énergiquement : « les autorités constituées de Nancy ne sont pas celles de tout le département et c'est là évidemment prendre la partie pour le tout. Le district et le tribunal de Sarrebourg sont aussi des autorités constituées dans le département, et je puis vous certifier qu'ils n'ont pas partagé un instant l'opinion des corps administratifs et judiciaires de Nancy » ; persuadé que la patrie ne peut-être sauvée que par « l'expulsion des hommes d'Etat », il déclarait que dans l'arrêté du 21 mai on pouvait entrevoir des idées de coalition et de fédéralisme départementaux, qu'il était au surplus impossible de réunir le côté droit et le côté gauche, et il terminait par une ode enflammée à la Montagne (3).

Devant ces résistances, le projet d'adresse à la Convention fut abandonné. Mais, quinze jours après la réunion du 21 mai, on apprenait coup sur coup les journées parisiennes du 31 mai et du 2 juin 1793 ; les rumeurs vagues qui circulaient, l'imprécision des nouvelles enfièvreèrent les autorités, si bien que Mourer, dès le 6, proposa au directoire du département d'envoyer des émis-

(1) AD, L 68. Collombel était administrateur du département ; Renaud, membre du directoire du district de Nancy et Febvé, président du tribunal criminel (le futur terroriste !). Masson était juge au tribunal de Nancy, André, accusateur public. Quant à Géhin, né à Ventron (Vosges) en 1754, c'était un prêtre qui, après avoir été maire et membre du district de Pont-à-Mousson, s'était rallié à la Constitution civile du clergé. Devenu vicaire épiscopal, il présida le Comité de Surveillance avant d'être maire de Nancy en septembre 1793 pour une douzaine de jours ; arrêté, puis relâché sur l'ordre de Faure, il présida la Société populaire en frimaire an II. Commissaire du Directoire exécutif à Royaumeix, puis à Nancy, il devint sous-préfet de Toul en messidor an IX. Membre de la Chambre des députés des 100 jours, il mourut à Nancy en 1838.

(2) AD, L 70 : séance du Conseil du département, 10 juin 1793.

(3) AD, L 2102 : 7 juin 1793.

saires à Paris (1). Le Conseil général, consulté, approuva ce projet et décida en même temps de convoquer les autorités constituées pour le 7 (2). A cette réunion générale, le procureur général syndic proposa d'établir un Comité de Salut public « qui continuellement occupé à prendre des renseignements sur les événements et leurs circonstances puisse nous en faire un rapport fidèle et nous proposer les mesures qui peuvent être nécessaires ». Un membre posa la question préalable, du fait qu'il y avait un Comité de Surveillance légalement constitué, mais retira sa motion quand Mourer eut expliqué toute sa pensée. Et sur-le-champ, on désigna les douze membres de ce Comité de Salut public (3).

Cependant, la nouvelle des événements parisiens se répandait peu à peu dans les campagnes, et, en face de l'initiative du procureur général syndic, des réactions diverses allaient se produire, reflets de la désunion même de la députation du département.

Dès le 9 juin, des délégués du district de Vézelize se présentèrent au Conseil général du département pour y déposer « leurs inquiétudes et leurs chagrins », et demander que la représentation nationale fût rétablie « dans son intégrité ». Le maire de Vézelize — frère de Salle — rappela qu'une très grande affection l'unissait à l'un des députés détenus : « s'il est coupable, je l'abandonne; périsse mon frère plutôt que ma patrie; mais s'il est

(1) Est-ce parmi ceux-ci qu'il faut compter Collière ? Ce dernier en effet écrivait de Nancy à Zangiacomi le 27 juin 1793 : « Nous sommes arrivés (de Paris) samedi à 9 heures du soir, et sommes allés aussitôt rendre compte au procureur général. Chacun est très sensible à la situation de nos députés; on aurait désiré faire une adresse à la Convention, mais il y a eu des contradictions qui en ont empêché l'effet... Mille compliments au citoyen Mollevaut, à sa chère épouse et sa belle famille.... » (AM, D3 : correspondance de Zangiacomi.)

(2) AD, L 78 : 5 juin 1793, et L 68 : 6 juin 1793; Mourer écrivait en même temps aux administrations de district pour connaître l'impresion produite par les dernières nouvelles (AD, L 2372, pièce n° 137).

(3) Furent élus : Régnier, Demange, Demangeot, Febvé (toujours !), André, Gormand, Aubertin, Mourer, Harlaut, Masson, Renault et Regneault. Ce dernier né à Blâmont, en 1755, était un ancien député aux Etats généraux qui devint suspect sous la Terreur et ne dut son salut qu'à la chute de Robespierre. Mort à Paris où il s'était rendu à la demande de son ami Régnier.

innocent, comme j'aime à le croire... que la vengeance la plus éclatante tombe sur ses calomniateurs... » Même note dans une lettre du Conseil général du district de Pont-à-Mousson (1).

Par contre le district de Sarrebourg prit violemment à partie l'initiative du procureur général syndic de la Meurthe et s'efforça de la combattre en écrivant lui aussi aux autres districts; dans une lettre envoyée le 8 juin au département, les administrateurs du district de Sarrebourg refusaient de suspendre leur opinion, comme le demandait Mourer, sur la journée du 2 juin : « Depuis longtemps, notre opinion est formée sur le compte des députés qui viennent d'être mis en arrestation; nous les regardons comme des ambitieux et des intrigants ». Quant aux faits et gestes du procureur général syndic, ils mériteraient d'être dénoncés à l'Assemblée nationale : « N'a-t-il pas l'air... de vouloir provoquer une insurrection en faveur des députés que la Convention a fait mettre en état d'arrestation !... Au surplus... en voyant que le procureur général syndic nous dit que l'Etat a éprouvé une nouvelle commotion, une crise plus violente que jamais, nous nous demandons : est-ce donc qu'il veut faire le procès de la Révolution ? Les événements du 14 juillet et 5 octobre 1789, 20 juin 1791 et 10 août 1792 ont aussi offert des commotions, des crises; et que serions-nous aujourd'hui sans ces crises salutaires ? » (2).

Cette violente attaque contre Mourer eut son écho le 13 juin 1793 à la séance du Conseil général du département qui blâma l'attitude du district de Sarrebourg : « Le style magistral et tranchant, le ton de morgue, de leçon et de menaces que prennent successivement ces administrateurs ont fait demander la lecture de la lettre qui avait attiré au procureur général une incartade aussi étrange ». Dans cette circulaire, pense le Conseil

(1) AD, L 68 : 9 juin 1793.

(2) AD, L 2371, pièce n° 99. S'enhardissant peu à peu, le district de Sarrebourg écrivait le 15 juin à Levasseur pour accuser Mourer de pousser à l'insurrection et pour demander sa suspension (AD, L 2131, f° 31), puis le 16 juin à Mallarmé, président de la Convention (AD, L 2131, f° 33).

général, pas un mot à bâmer : « Inviter à ne point précipiter son jugement, à attendre que la vérité fût bien connue pour asseoir son opinion, c'était le langage de la sagesse; parler autrement eût été le propre d'un révolutionnaire aveugle... ». En conséquence, le Conseil décida de considérer cette lettre comme son propre ouvrage et examina le projet de réponse à faire au district de Sarrebourg (1). Mais le lendemain, le citoyen Colle, qui n'avait pas assisté à la réunion de la veille, protesta contre ce projet en déclarant qu'on ne devait point blâmer le directoire de Sarrebourg d'avoir écrit comme il l'a fait; son intention n'a pas été mauvaise et il avait le droit d'avoir une opinion différente de celle du département. On rétorqua au dénommé Colle que Mourer ne parlant pas de l'arrestation des députés, le district de Sarrebourg était mal venu à le faire, et qu'en réalité, celui-ci a voulu calomnier le procureur général. Colle répliqua que si le Conseil général donnait tort à ce district, il ne prendrait pas part à la délibération, attendu qu'il avait à Sarrebourg même approuvé le contenu de la lettre incriminée; il termina en affirmant que dans cette ville on n'avait jamais mal pensé du procureur général syndic « dont le patriotisme est révééré » (2).

En somme, à part Mourer qui savait exactement ce qu'il voulait, les hommes et les corps constitués hésitaient sur l'attitude à prendre. C'est ainsi que dans sa séance du 10 juin 1793, le directoire du district de Nancy décidait de mander « au district de Sarrebourg qu'on partageait sa manière de voir » (3) et dans une lettre expédiée le 12 (4), il savait donner raison à la fois au procureur général et aux administrateurs de Sarrebourg. Le district de Dieuze, lui, penchait plutôt du côté de la Gironde (5), tandis que celui de Blâmont, répondant à

(1) AD, L 68 : 13 juin 1793.

(2) AD, L 68 : 14 juin 1793. Colle en effet était à Sarrebourg où, avant son élection à l'administration départementale, il exerçait les fonctions de juge au tribunal.

(3) AD, L 1490.

(4) AD, L 2129.

(5) AD, L 984.

Sarrebourg, montrait ostensiblement ses sentiments : « Nous ne sommes pas non plus... des républicains de circonstances; depuis longtemps, nous désirons la Constitution qui doit être pour tous les Français égaux et libres d'un gouvernement facile, d'une république une et indivisible, qui défendra également les personnes et les propriétés contre les mauvais citoyens... La lettre du procureur général syndic du département... relative à ce qui s'est passé à Paris le 31 mai dernier a été vue très favorablement de nous tous... » (1). Plus expressif encore se montra le district de Pont-à-Mousson : « Tous ont gémi et gémissent encore des excès et des atteintes portées à la souveraineté nationale par une horde de scélérats qui ne connaissent d'autre loi que le meurtre et d'autre bonheur que le désordre et l'anarchie, excès qui déshonorent tout à la fois le nom français et ne tendent qu'à avilir la Convention et à désorganiser tous les pouvoirs ». Il ajoutait que parmi les députés arrêtés, il s'étonnait de trouver les citoyens Salle et Mollevaut « ce dernier surtout qui pendant 40 ans de sa vie s'est constamment distingué par une probité à toute épreuve, ses mœurs et ses vertus sociales, qui, dès l'instant de la Révolution, a constamment combattu, au péril de ses jours, l'aristocratie parlementaire, militaire et sacerdotale ». Il se persuadait « difficilement que cet homme, à qui ses plus grands ennemis n'ont jamais pu reprocher que trop d'amour pour sa patrie, se soit tout d'un coup travesti en traître et en scélérat, pour faire perdre au peuple une liberté qui lui a coûté tant de peines et de veilles. Ce n'est pas cependant que nos concitoyens veuillent chercher à le disculper, ainsi que le citoyen Salle, s'ils sont coupables; ils seront au contraire les premiers à provoquer contre eux le glaive de la justice pour les punir de leur perfidie; mais aussi, s'ils sont innocents, ce que la vérité seule va nous apprendre, ils sont prêts à demander vengeance de l'outrage fait par la Ville de Paris à la représentation nationale parce qu'ils ne permettront jamais qu'une section de la République avilisse

(1) AD, L 587 et L 2129.

ainsi la Convention et veuille faire la loi à 84 autres départements, à qui les plus grands sacrifices en tout genre n'ont rien coûté et qui, à l'exemple de nos concitoyens, sont disposés sans doute à cimenter de leur fortune et de leur sang l'unité et l'indivisibilité de la république, l'égalité et la liberté et la sûreté des personnes et des propriétés. Quand nos administrés ont investi leurs représentants d'une confiance illimitée, ils n'ont jamais entendu la transmettre à une seule section de la République parce que la souveraineté du peuple qui est une et indivisible ne peut être représentée que par ses mandataires, et que toute loi qui émane d'un pouvoir usurpé est une atteinte funeste portée à la liberté que tous doivent chercher à réprimer, et si les départements ne s'élèvent tous ensemble pour demander réparation de cet outrage... c'en est fait de notre liberté parce que nous tombons plus que jamais dans l'anarchie et de là dans le plus vif esclavage... » (1). Mais à la suite d'une lettre de Mallarmé, le district de Pont-à-Mousson revenait dès le 27 juin sur son opinion, et en marge de la séance du 20 juin, il ajoutait sur son registre : « ... considérant que ces journées du 31 mai et 2 juin ont sauvé la chose publique, que le mouvement révolutionnaire qui s'est manifesté n'a été occasionné que par la mauvaise foi et la trahison de députés qui sous le masque du patriotisme, cherchaient à égarer le peuple sur ses véritables intérêts et à le précipiter dans le plus cruel esclavage en voulant établir un gouvernement absolu et dominant », le Conseil revenant « de l'erreur dans laquelle l'avaient jeté les discours et les opinions particulières de ces mandataires infidèles... » décidait d'envoyer une adresse approbative à la Convention (2).

Seul le district de Vézelize fit preuve de constance dans son attitude : « Nous ne voulons ni dictature ni gouvernement municipal. La République une et indivisible, consolidée par une Constitution établie sur les

(1) AD, L 1775, f^{os} 142-143.

(2) AD, L 1775 et L 1769.

bases éternelles de la justice et de la raison : voilà nos vœux ! » (2).

Malgré ces revirements très caractéristiques de l'époque, Mourer n'en continua pas moins à prêcher la résistance à la capitale. Le 20 juin 1793, avait lieu une nouvelle séance des Corps constitués, au cours de laquelle le procureur général syndic prononça un long discours ; après avoir rappelé l'attachement de la France à la liberté et démontré que les événements des 31 mai et 2 juin n'étaient « pas le produit de la volonté générale », il justifia d'abord la création du Comité du Salut public : « ... Là, ce sont des départements qui se coalisent pour rompre toute communication avec la Ville de Paris, pour briser les liens qui les attachent au centre commun de la République... Dans d'autres départements, on croit venger la souveraineté nationale en retenant en otages les commissaires que la Convention y a délégués, et on ne voit pas que cet attentat est aussi effrayant, aussi grave, que celui qu'on reproche aux Parisiens... Dans plusieurs départements enfin, on met sur pied des forces révolutionnaires : des phalanges citoyennes sont en marche sur Paris ; et elles ne voient pas qu'elles vont attaquer des frères, des citoyens, qu'elles vont organiser la guerre civile. Et dans quel temps ! Dans un moment où les satellites des despotes étrangers entourent nos frontières, et où l'océan menace à chaque instant de vomir sur nos côtes de nouveaux rassemblements de rebelles et d'émigrés ». Et Mourer présenta le remède qu'il avait trouvé à tant de maux : « la convocation des assemblées primaires pour le renouvellement de la Convention nationale », seul moyen de mettre fin à « la fatale division », de rallier les départements « à l'unité de la République ». Au nom du Comité de Salut public, il proposa donc de faire une adresse dans ce sens à l'Assemblée nationale. Mais un administrateur présenta des objections : « on doit des éloges, dit-il, à ceux qui proposent remèdes aux maux de la patrie, mais c'est à la Convention à proposer les mesures à prendre ; placée au

(1) AD, L 2129 : 11 juin 1793 et AN, F1c III Meurthe 15, n° 2.

centre où correspondent tous les fils, élevée sur une éminence d'où son œil embrasse toute la France, elle seule voit tous les ressorts et l'ensemble de la grande machine, elle seule doit en régler les mouvements, augmenter ou diminuer leur vitesse et leur force » ; quant aux autorités constituées, elles ne doivent pas sortir de leur « destination ». A l'appui de cette opinion, un autre membre déclara que les assistants étaient « sans caractère et sans mission pour délibérer sur les affaires publiques ». A ces contradicteurs (1), on répondit que leurs objections étaient bien tardives ; ils avaient participé à toutes les réunions, approuvé la création du Comité du Salut public et maintenant ils trouvaient ces assemblées illégales. Cependant le Comité de Salut public était loin de proposer de marcher contre Paris, de convoquer les assemblées primaires, de ne pas reconnaître la Convention ; au contraire, il déclarait qu'elle était son point de ralliement, mais il voulait lui dire franchement le peu de confiance que beaucoup de départements avaient en elle ; le mieux était donc de lui demander de céder la place à une autre ; la Convention appréciera les raisons mais en tous cas, « c'est être un mauvais citoyen, lorsque la patrie est en péril, de ne point avertir ceux qui peuvent la sauver... le silence est un crime ».

Pourtant, l'hésitation gagnait peu à peu les cœurs, et les adversaires de Mourer finirent par triompher : la question préalable fut adoptée.

C'était un échec grave pour le procureur général syndic et la Convention le lui fit bien voir, puisque, le 27 juin, elle le suspendit de ses fonctions avec tous les membres du Directoire de la Meurthe, sauf le citoyen Harlaut qui était nommé provisoirement à la place de Mourer. Avant de quitter leurs fonctions, les administrateurs suspendus protestèrent et décidèrent de faire imprimer les procès-verbaux des séances incriminées. Le Conseil général du département, réduit à huit membres, procéda alors à l'installation d'un nouveau Directoire et

(1) Leurs noms ne sont pas mentionnés.

ratifia définitivement l'élection de Harlaut comme procureur général syndic (3 juillet 1793) ; mais signe de l'incertitude générale, le nouveau magistrat déclara qu'il n'accepterait pas ses nouvelles fonctions s'il n'espérait que la Convention « mieux instruite des principes et des opinions » de Mourer, s'empresserait de rendre à ce dernier la justice « qui lui est dûe » (1). Après avoir célébré « le patriotisme vraiment républicain » de l'ancien procureur général, l'Assemblée adoptait une motion demandant à la Convention le rapport de son décret du 27 juin. Puis, sept jours après, le Conseil du département protestait contre le reproche fait à Mourer et au Directoire d'avoir voulu « former une coalition subversive des fonctions administratives et tendant à rompre l'unité de la République » et priait à nouveau la Convention de rapporter son décret de suspension : satisfaction lui fut donnée le 31 juillet 1793 (2).

Quant à la municipalité de Nancy, elle avait manifesté les mêmes sentiments de sympathie aux députés proscrits ; c'est dans sa séance du 19 juin 1793 qu'elle avait pris connaissance d'une longue lettre de justification adressée par Mollevaut (3) : « ... Les factions, les

(1) AD, L 70 ; 3 juillet 1793.

(2) AD, L 189 ; 31 juillet 1793.

(3) AM, D 1 : registres des délibérations, 19 juin 1793. A ce moment la municipalité était présidée par le maire Lallemand. Celui-ci, en août 1793, voulut faire arrêter Mauger, le terroriste nancéen, mais la Convention donna raison à ce dernier et le directoire du département choisit, parmi les candidats désignés par les huit sections de la ville, une nouvelle municipalité à la tête de laquelle il plaça Géhin, vicaire épiscopal. Après la démission de celui-ci, Glasson-Brisse fut désigné comme maire de Nancy. Très curieux personnage que ce Brisse ! Acteur au théâtre de Nancy, il entra à la Société populaire en 1792 et s'éleva peu à peu jusqu'à la magistrature suprême de la ville. Révoqué par Faure, arrêté, transféré à Paris et traduit devant le tribunal révolutionnaire, il fut relâché et réintégré dans ses fonctions. Mais remis de nouveau en prison, il ne fut sauvé que grâce à la mort de Robespierre. (Cf. Revue des études historiques, tome XIV, pages 557-566, article de FURCY-RAYNAUD). Glasson-Brisse avait comme agent national un nommé Dominique Arsant qui, architecte à Nancy, gravit peu à peu les échelons des fonctions administratives ; arrêté le 4 Thermidor an II, il fut relâché le 27, rentra à Nancy et reprit ses fonctions jusqu'en avril 1795.

C'est dans le registre de délibérations d'une de ces tristes municipalités nancéiennes que l'on trouve à la date du 17 septembre 1793 cet entrefilet : « Un citoyen non membre du Conseil général a demandé que l'on mit en marge une improbation d'un arrêté pris par l'ancien conseil

intrigues sont tellement étrangères à mes goûts, à mes habitudes connues que je crois inutile de dire que j'ai vécu constamment loin des intrigues, loin des factions.

« Nul député n'a été plus exact que moi aux séances, soit de l'assemblée, soit du Comité dont j'étais membre; cette tâche remplie, il reste bien peu de temps à d'autres occupations.

« A la commission extraordinaire des Douze, j'ai travaillé nuit et jour sans interruption et avec patriotisme et énergie, je puis l'attester.

« Si Paris n'a pas été de nouveau le théâtre de scènes sanglantes, méditées par des membres enfantés dans la colère de la Nature pour le malheur de l'humanité, il en est principalement redevable au zèle de la Commission des Douze, elle n'a pas contribué peu à prévenir une affreuse catastrophe et à épargner à la Ville de Paris un opprobre dont voulait la couvrir une exécration poignée de brigands qui ont essayé vainement par toutes sortes de manœuvres criminelles à associer un peuple immense à leurs forfaits.

« Je n'entrerais pas, citoyens, dans le détail de leurs complots.

« Des récits divers, des proclamations, des adresses départementales, des aveux ou même des réticences jaillissent, pour tout observateur patriote et de bonne foi, mille traits de lumière; il acquiert des résultats certains en se bornant à bien définir : la souveraineté du peuple, la représentation nationale de 25 millions d'hommes, une assemblée d'envoyés, de mandataires, d'ambassadeurs réunis pour former dans le calme d'une liberté entière et d'une sécurité profonde une association républicaine et indivisible, les égards dûs à ces envoyés, à ces ambassadeurs toujours respectés par le droit des gens, même chez des nations barbares, même entre des peuples ennemis. Rapprochées de faits notoires et avoués par tous, les notions les plus communes ne laissent aucune prise au

général par lequel Molvaut, ex-député, mis en état d'arrestation, mais en fuite alors, était déclaré n'être pas encore indigne de la confiance de ses concitoyens; il a été passé à l'ordre du jour motivé sur ce qu'il (*illisible*) exactement traître à la patrie ».

mensonge ni à l'astuce ; pour cette fois la perfidie se voit réduite à l'impuissance d'abuser davantage par de fausses couleurs de la crédulité d'un peuple confiant et bon.

« Les mouvements des 31 mai, 1^{er} et 2 juin n'avaient-ils d'autre but que l'arrestation de 34 députés, représentants du peuple français ? De 22 dénoncés sans faits nouveaux sur des allégations calomnieuses et prosrites ? De 12 accusés avec la résolution barbare impitoyablement exécutée de leur ravir la faculté de se défendre ?

« Est-ce donc pour cette arrestation, la seule qu'au mépris de la loi qui le défendait à peine de mort, l'on a sonné le tocsin, battu la générale, tiré le canon d'alarme, rappelé des troupes payées pour combattre les rebelles de la Vendée, préparé des grilles à rougir des boulets et mis sur pied une force armée de 70 à 80.000 hommes ; que des consignes sévères retinrent forcément les députés dans le lieu de leur séance et contraignirent l'assemblée en masse sortie un instant d'y rentrer aussitôt !

« Les journées des 31 mai, 1^{er} et 2 juin ont-elles, comme on l'a proclamé, sauvé la Patrie ?

« Qu'est-ce donc que sauver la Patrie, et depuis ces arrestations-là, où en sommes-nous ?

« Si elles ont sauvé la France, pourquoi ces proclamations obscures, ces relations entortillées ?

« Pourquoi ne pas étaler aux yeux de la nation, de tout l'Univers, les causes, les progrès, l'exécution, les effets, les détails les plus circonstanciés de ces journées mémorables ? Pourquoi taire le nom des hommes de génie qui en conçurent le plan, des hommes de courage qui eurent la gloire principale de cette grande Victoire ?

« A quoi bon ces retards de courriers, cette interception des lettres, cette suppression de 25 à 30 papiers publics et même dans la journée la plus fameuse, celle du 2 juin, l'expulsion des journalistes de l'enceinte de la Convention nationale ?

« Que signifie cette obstination, jusqu'alors inconnue dans le sein de la Convention nationale au milieu des tempêtes même les plus violentes, à ne pas entendre la Commission des Douze, à la condamner contre les lois

éternelles de la justice et la raison sans qu'il lui ait été loisible de se défendre ?

« Que veut dire ce silence du Comité du Salut public et ce refus étrange d'un rapport sur la conduite des représentants frappés de la peine de détention sans qu'on daigne en expliquer les motifs ?

« Citoyens, vous examinerez tout à la lumière des principes conservateurs de la République indivisible et une, vous pèserez tout dans la balance de l'immortel intérêt de la Patrie, de la liberté, de la souveraineté, de la dignité du peuple français, des droits impérissables des hommes, du besoin pour la France d'une représentation nationale soumise à la volonté nationale.

« Je ne demande pas, citoyens, que vous vous occupiez longtemps de moi ; je réclame votre estime, j'ai des droits à ce bien si cher à un cœur honnête. Il m'est encore permis aujourd'hui de défier mes ennemis de citer de moi un discours, un mot, une démarche dont un citoyen probe, un républicain franc et loyal ait à rougir

« Pour des opinions émises en ma qualité de représentant du peuple, en conséquence d'un décret qui autorisait la Commission des Douze à s'assurer des prévenus, me voilà privé de ma liberté.

« Opinions sur quatre arrestations étayées et de pièces et de faits subordonnés par les mandats au jugement suprême de la Convention nationale, opinions prosrites avec leurs auteurs sans qu'il leur ait été possible malgré les plus vives réclamations de faire connaître et leurs motifs et les faits et les pièces et les dangers qui menaçaient la Patrie.

« Ces opinions d'un Représentant du peuple dans des fonctions exercées au nom du peuple, je les suppose erronées ; certes ce ne serait pas un motif d'accabler un citoyen irréprochable, d'abreuver d'amertume une vie pure et sans tâche, bien moins encore de nous proclamer, comme on l'a fait à la Commune de Paris, des tyrans, des dictateurs, de nous mettre hors de la loi, d'assurer l'impunité et en quelque sorte une couronne civique à l'enthousiaste ou au scélérat qui, échauffé, entraîné par

des déclarations liberticides, croirait, se souillant du plus lâche attentat, bien mériter de la Patrie.

« Citoyens, votre sagesse et votre courage sauront bien mériter de la Patrie par des mesures dignes de républicains éclairés et vertueux; je suis prêt à tout, et soyez assurés que l'on n'obtiendra rien du Représentant que vous avez choisi et que je ne ferai rien qui ne soit digne de vous et de moi.

« MOLLEVAUT,
« Député de la Meurthe à la Convention
Nationale (1) ».

.....

Si cette étude de l'esprit public dans la Meurthe, à l'époque qui précéda et suivit la chute de la Gironde, nous révèle l'inconstance de l'opinion publique, elle nous montre cependant qu'une chaude et sincère sympathie unissait la majorité de la population, et particulièrement celle de Nancy, à ses députés girondins : Mollevaut, notamment et plus que Salle, jouissait de l'estime générale; les textes cités plus haut le prouvent. Cela était dû sans nul doute à la pondération de son caractère, à la rectitude de son jugement et à la probité de son esprit; ennemi de la politique du pire, insensible aux sentiments de haine, malgré l'injustice dont il était victime, Mollevaut s'était imposé à tous durant sa carrière déjà longue. Que par la suite, l'opinion publique ait changé d'avis, cela ne fait pas de doute; mais ce changement, inhérent à cet avilissement des consciences, lui-même inséparable de toute période de dictature, fut artificiel et ne put exister que sous l'effet de la peur et sous la pression des représentants en mission.

Et de fait, il ne fut que momentané; quand les cœurs purent de nouveau battre à leur aise, lorsque l'air pur eut ramené à la vie ces cerveaux abâtardis, les véri-

(1) Il est bien regrettable que les pages 5, 6, 7 et 8 de ce registre manquant (cf. ROUSSEL, *Table chronologique des délibérations...*), nous ne possédions pas le début de la lettre de Mollevaut. Peut-être a-t-on arraché ces feuilles sous la Terreur, parce qu'elles contenaient une approbation de l'attitude de Mollevaut. C'est du moins ce qu'on peut déduire de cet entrefilet signalé plus haut dans le procès-verbal de la séance du 17 septembre 1793 du Conseil général de la Commune (cf. p. 233, note 3).

tables sentiments des Meurthois à l'égard d'Etienne Mollevaut se firent jour à nouveau : on le vit bien à l'heure où celui-ci put sortir sans danger de sa cachette. Le député girondin était donc en communion d'idées avec ses commettants, et, sans exagérer, comme le fit Salle, la portée véritable de leurs opinions, il fut à la Convention leur sincère interprète : c'est l'idée que nous voulions dégager de la relation de ces événements dans la Meurthe.

Au surplus, la Terreur à Nancy et dans le département ne pouvait que rappeler aux Meurthois le souvenir de leur ancien député : Nancy en effet était peu à peu prise d'assaut par une cohorte de sombres agitateurs souvent venus du dehors, qui envahissaient tout. Le club, accaparé par ces hommes tarés et dont la seule ambition était de s'enrichir des dépouilles des autres, devint farouchement montagnard, et dans une réunion tumultueuse qui se tint le 27 juillet 1793, il dressait une liste de membres exclus de la Société pour n'avoir pas approuvé les événements du 2 juin 1793 : on désignait parmi eux des meneurs et des menés, suivant le rôle plus ou moins important qu'ils avaient joué : Mollevaut, fondateur des Amis de la Constitution, figurait en bonne place parmi les premiers (1). « Ce fut le règne des énergumènes » : Mauger (2), Philip (3), terrorisèrent la

(1) *Tableau de la situation politique de Nancy depuis le commencement de la Révolution jusqu'au 18 thermidor*; 1^{re} pièce : exposé succinct des événements révolutionnaires... par le sans-culotte PHILIP (n° 1291 du catalogue FAVIER, B M).

(2) Mauger (P.-A.), né en Lorraine vers 1764; employé aux subsistances, il est révoqué pour malversations et se rend à Paris où il embrasse des idées très avancées. Envoyé en Lorraine en juillet 1793 comme commissaire du Conseil exécutif provisoire, il insulte ses ennemis, s'en prend au Conseil général de la ville de Nancy qui le fait arrêter. La Convention lui donne raison et ordonne sa libération. De retour à Nancy, il devient un tyran, qui se réclame de Marat. Pour se débarrasser de lui, en novembre 1793, le département le nomme directeur de la saline de Dieuze; mais son déménagement fournit la preuve de sa malhonnêteté et Faure le fait arrêter et conduire à Paris. Mort en prison en nivôse an II (Cf. Annales de l'Est, 1899, sommaire du diplôme de M. JARDIN).

(3) Philip, (Pierre), né à Bordeaux en 1750, débuta dans la marine de guerre au compte des Etats-Unis d'Amérique; après des déboires, il se rendit à Paris, participa aux mouvements révolutionnaires et entra au ministère de la guerre à l'époque de Pache. Au cours d'un voyage à Strasbourg, il fut arrêté, puis relâché. Chargé d'une nouvelle mission

ville et brimèrent les autorités; la délation fit rage; seule la présence du représentant Faure (1) put apporter de gré ou de force un peu de modération dans l'attitude de ces singuliers individus qui ne cessaient d'attaquer les députés proscrits (2). C'est ainsi qu'en date du 4 messidor an II, le Comité de Surveillance (3) adressait un mémoire au Comité de Salut public (4) : « Le fédéralisme a pris naissance dans plusieurs départements de la République; ce crime politique a germé à Nancy bien avant les événements du 31 mai et 2 juin 1793, par la correspondance littéraire qu'entretenait (sic) les ex-députés Salle et Mollevaut... », et les signataires rappelaient ensuite tous les griefs connus (5) contre les deux Conventionnels. De son côté, la Société populaire entendait un long discours de Philip où celui-ci fustigeait l'attitude de Nancy, au cours des premières années de la Révolution; un tableau de la situation politique de Nancy était alors rédigé (6) : « C'est dans ce temps (en 1790)

dans la capitale alsacienne, il s'arrêta à Nancy et en devint un des dictateurs; Faure l'arrêta, mais Lacoste le relâcha. Réélu président de la Société populaire, il épousa les idées d'Hébert. Mallarmé, averti, résolut d'en débarrasser Nancy. Philip alla à Paris se défendre: il fut arrêté; de nouveau libéré, il retourna en prison comme complice de Babœuf. Fin inconnue. (Cf. *Annales de l'Est*, 1906, article de M. POULET).

(1) Faure (Balthazard), né en 1746; avocat au Puy, député à la Convention, représentant en mission envoyé dans la Meurthe, où il laissa un assez bon souvenir pour être envoyé par ce département au Conseil des Cinq Cents; réélu ensuite aux Anciens, il quitta le Corps législatif en 1803; greffier de justice de paix à Toul, il alla ensuite au tribunal de Saint-Jean-de-Losne où il mourut.

(2) Faure à la séance du 24 pluviôse an III (Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 23, page 445) s'exprima ainsi : « Une agence de ces factions était établie à Nancy... A la tête et comme chef paraissait Marat-Mauger. Son conseil était formé d'un Philip, homme atroce et qui, né pour le crime, ne saurait trahir son instinct féroce; d'un Febvé qui, plus rusé et avec des dehors séduisants, n'en était que plus dangereux; d'un Glasson-Brisse, célibataire immoral, aussi faux patriote que mauvais comédien... »

(3) Cf. GODCHOT, *le Comité de surveillance révolutionnaire de Nancy* (La Révolution française, 1927, pages 249 et 295).

(4) AD, L 3287 bis.

(5) Mollevaut était même chargé de « crimes » qu'il n'avait pas commis, comme, par exemple, celui d'avoir rédigé avec Salle la fameuse lettre à Bicquille.

(6) *Tableau de la situation politique de Nancy depuis le commencement de la Révolution jusqu'au 18 thermidor*, Nancy, an II, 16 p., m-8° (RM, n° 1291 du catalogue FAVIER).

que Mollevaut et Lavalette commencèrent à se faire un parti à Nancy : le premier en calomniant sourdement les opérations du Conseil général de la Commune dont il était membre; le second en semant la division dans la garde nationale dont il était le chef. Tous deux parvinrent à détruire la confiance entre les citoyens; et ils prétendirent dès ce moment au titre exclusif de patriotes, qu'ils ne conféraient qu'à leurs affidés. Ils résolurent dès lors de s'emparer de toute l'autorité; et dès que leurs volontés n'étaient pas suivies aveuglément, ils provoquaient des dénonciations, des assemblées de sections, dans lesquelles l'aviilissement des autorités constituées était ouvertement prêché. Ils s'étaient ralliés à Salle, alors député à l'Assemblée Constituante... On conçoit aisément quelle funeste influence devait avoir ce traître qui applaudissait toujours aux mouvements désorganiseurs des Mollevaut et Lavalette. C'était sur les rapports imposteurs de ceux-ci que Salle décriait à l'Assemblée nationale et le département de la Meurthe et la malheureuse commune de Nancy »... Quand des commissaires furent envoyés pour enquêter sur l'affaire de Nancy, ils se rallièrent à « Mollevaut, alors membre du département, qui leur imposa le rapport qu'ils débitèrent dans les Comités de l'Assemblée Constituante. Du moins ce fait est-il vraisemblable, puisque la minute écrite de sa main a été trouvée dans ses papiers ». Enfin, sous la Convention, « les deux traîtres (Salle et Mollevaut) semèrent par leurs écrits l'alarme dans cette commune; ils cherchèrent à faire croire que la Convention nationale n'était pas libre, ils allèrent même jusqu'à conseiller aux autorités constituées de faire arrêter les commissaires Antoine et Levasseur ». Cette longue diatribe où ses auteurs prétendaient faire le procès de notre Conventionnel, contenait, à côté de quelques vérités, bon nombre d'erreurs, entachée qu'elle était par l'esprit de parti. Cependant la veulerie des gens était telle que l'administration du district de Nancy l'approuva, quitte à la répudier plus tard comme nous le verrons par la suite.

Toutes ces élucubrations de terroristes ne pouvaient avoir qu'un résultat — et elles ne l'obtinrent

même pas — : celui de discréditer Mollevaut à tout jamais dans la Meurthe. Par contre, elles ne pouvaient lui causer aucun dommage physique, puisque, silencieux et résigné, l'ex-député restait à l'abri de toute atteinte dans sa cachette mystérieuse.

Mais s'il ne souffrit pas de la Terreur, il n'en fut pas de même pour sa famille.

Au moment de la fuite de son mari, Mme Mollevaut, nous l'avons dit, était à Paris avec ses enfants : elle y resta encore quelque temps pour régler les différentes questions que posaient les circonstances. D'abord en vertu d'un décret du 1^{er} août 1793, les biens de toutes les personnes mises hors la loi étaient séquestrés au profit de la République, et naturellement l'appartement de Mollevaut avait été mis sous scellés. Or il y avait dans le bureau de l'ex-député un certain nombre de papiers du Comité des Domaines dont il était rapporteur : par décret du 1^{er} août, la Convention autorisa le Comité des Domaines à retirer les papiers qui se trouvaient sous scellés (1). De plus, Mme Mollevaut, désireuse de rejoindre Nancy, avait demandé au maire de Paris la permission d'enlever son mobilier; on le lui avait accordé à condition de ne pas toucher au cabinet de son mari. Mais, comme le terme de la location de l'appartement allait bientôt expirer et que la Convention ne voudrait pas certainement réduire l'épouse du proscrit à payer une somme de 1200 livres « ce qui, dans les circonstances actuelles, serait beaucoup au-dessus de ses moyens », Mme Mollevaut demanda la permission de retirer les livres et les effets se trouvant dans le bureau de son mari; elle faisait d'ailleurs remarquer que la plupart de ces livres étaient nécessaires à ses fils et qu'on lui avait même toujours laissé la clef de cette pièce, sans apposer de scellés sur sa porte (2). Le Comité de sûreté générale, saisi de cette requête, arrêta dans sa séance du 28 septembre 1793 que : « par le juge de paix de la section de Marseille visite sera faite des papiers que le

(1) *Archives parlementaires*, tome 70, page 69.

(2) AN, F⁷ 4774⁴⁸ : police générale.

citoyen Mollevaut a pu laisser dans le cabinet dont il s'agit et que ceux qui pourraient être suspects seront distraits par le juge de paix... pour être apportés au Comité de Sûreté générale ». Quant « au surplus des effets dudit Mollevaut », sa femme pourra en disposer (1).

C'est donc en exécution de cet arrêté que Claude-Louis Thuillier « juge de paix de la section du Théâtre français dite de Marseille et de Marat à Paris » se rendit au domicile de Mollevaut : il ne trouva « aucuns papiers suspects » (2). Il faut croire que cependant tout ne put être enlevé par Mme Mollevaut : car, le 1^{er} messidor an II, la Convention, qui avait nommé une Commission chargée de lever les scellés chez les députés mis en arrestation ou hors la loi, dépêcha rue de l'Eperon deux de ses membres : Bréard et Laloy; le portier Fenaux lui indiqua l'appartement, déclara que les scellés avaient été effectivement posés par un commissaire du département mais que depuis deux mois environ ils étaient levés : un commissaire du département, envoyé à cet effet sur autorisation de la mairie, avait fait enlever les papiers et les livres pour les mettre au dépôt national de la rue de Tournon (3).

Ayant réglé ces questions diverses à Paris, Mme Mollevaut était revenue à Nancy : c'est là qu'elle reçut, le 22 messidor an II (10 juillet 1794), en sa demeure de Boudonville, la visite du juge de paix Raybois, accompagné de deux membres du Comité de Surveillance (4) : sur réquisition de celui-ci, les commissaires perquisitionnèrent dans l'appartement : « ... Nous avons trouvé dans une chambre au premier étage prenant jour sur le jardin divers papiers que nous n'avons pas examiné (sic), et sur la porte d'entrée de la dite chambre avons apposé un de nos scellés, après en avoir retiré la clef que nous

(1) AN, F⁷ 4774⁴⁸ : 28 septembre 1793.

(2) Ibidem : 2 octobre 1793.

(3) AN, F⁷ 4774⁴⁸ : 1^{er} messidor an II.

(4) AD, L 3329 : procès-verbaux d'apposition et de levées de scellées, n^o 63.

avons remis (sic) aux mains de notre secrétaire-greffier, et avons apposé un autre sur la porte d'une chambre au-dessus renfermant divers livres et papiers... » : le citoyen François Gatelet, résidant au faubourg de la République, fut nommé gardien des scellés.

A la suite de cette perquisition — mais sans motifs bien plausibles, puisque de l'aveu du juge de paix, aucun papier n'avait été examiné —, le Comité de Surveillance décréta ce même jour que « la femme de l'ex-député Mollevaut serait mise en état d'arrestation aux Prêcheresses par mesure de sûreté générale » (1). Pour quelle raison ce mandat d'arrêt ne put être exécuté dans tous ses termes ? Nous l'ignorons, mais en tous les cas, c'est dans la maison des Tiercelins que Mme Mollevaut fut enfermée (2). D'après Gamon (3), elle aurait même été conduite au tribunal révolutionnaire, » quand une erreur de nom, peut-être officieusement supposée, lui rendit la liberté ». Ce serait même la fausse nouvelle de la décapitation de sa mère qui aurait provoqué la mort du troisième fils : Joseph Mollevaut, alors sous-officier ou officier à Nice (4). Quoi qu'il en soit, Mme Mollevaut ne resta que trois mois en prison : en effet, le représentant du peuple Michaud avait, le 19 vendémiaire an III, constitué une commission chargée d'examiner, « les causes de détention des personnes arrêtées dans l'arrondissement du district de Nancy ». Voici ce qui figure en face du nom de Mme Mollevaut à la date du 4 brumaire an III :

(1) AM, I2 : Police générale : Commission de sûreté générale et de salut public, 1794 (Le couvent des Prêcheresses avait été converti en prison).

(2) Nous avons à ce sujet parcouru tous les registres d'entrées et de sorties des Prêcheresses : aucune mention de madame Mollevaut. Et c'est par hasard que nous avons découvert ce délicieux billet parmi les mandats d'arrêt pour les Tiercelins (an II) : « le gardien de la Maison des détentions Ma remis entre les Mains 7 mandats d'arrêt portée contre les citoyennes sy-après... la citoyenne Molveaux, ex-députée... (AD, L 3321).

(3) *Vie de M. Mollevaut...*, page 13 : M. GAMON a eu ce renseignement par les descendants de Mollevaut (Archives de Saint-Sulpice).

(4) Note de M. GAMON. (Archives de Saint-Sulpice).

« Thérèse Vyart (sic), femme divorcée (1) d'Etienne Mollevaut, mis hors la loi comme membre de la Commission des Douze.

« Elle a été arrêtée sans motifs. Il est de notoriété qu'elle a un fils aux frontières, un second dans l'agence des subsistances à la suite de l'armée de la Moselle, et un troisième dans les ambulances comme chirurgien. Son malheur n'est pas un délit politique; et la conduite de ses enfants fait assez concevoir qu'ils ont reçu d'elle une impulsion patriotique ».

La Commission vota « unanimement sa mise en liberté » (2) et à la suite de cette décision, Mme Mollevaut fut relâchée le 7 brumaire an III (3).

Pendant cette malheureuse époque, les trois fils Mollevaut, incorporés en vertu du décret de levée en masse, faisaient leur devoir de Français; Gabriel-Etienne, après avoir quitté son père, réfugié dans sa retraite mystérieuse, avait été incorporé dans un régiment de cavalerie, à l'armée de Sambre-et-Meuse, sous son nom de baptême, Gabriel; il servit pendant six mois, mais, contrairement aux assertions de Paulin Du Chesne (4), il ne connut ni le feu ni le bivouac. Un jour qu'il était aux écuries, plongé dans la lecture d'un livre en latin, son colonel le surprit : Gabriel avoua alors son vrai nom, ce qui lui valut par la suite toutes sortes d'égards (5). En juin 1794, il fut libéré de son service

(1) M. Denis, archiviste municipal de Nancy; nous a signalé que l'on trouvait dans un registre d'état civil (1, E2, vol. 4, f° 2), à la date du 25 pluviôse an II (13 février 1794) l'acte de divorce de Mollevaut, prononcé à la suite de sa mise hors la loi. Cependant, étant donné que Mollevaut vécut ensuite avec sa femme jusqu'à sa mort, il semble que ce divorce ne fut qu'une simple formalité administrative dictée par les circonstances et destinée à garder aux enfants les biens de leur père (cf. *Notice historique et biographique sur Salle*, Paris, Nancy, 1893, in-8°, pages 122-123).

(2) AD, L 3337, pièce n° 14.

(3) AD, L 3335, f° 30 : l'original signé de la main de Michaud se trouve en L 3336. Le registre des détenus de la maison des Tiercelins (AD, L 3335, f° 13) porte en face de la ligne : « Molveaut femme, ex-noble, âgée de 48 (ans) », la mention : « sorty ».

(4) Ami de la Religion, tome 164, année 1854, pages 166 sqq : *M. Mollevaut, supérieur de la Solitude...* Cf. aussi pour cette partie de la vie du futur Sulpicien, son Mémorial aux Archives de St Sulpice.

(5) Archives de Saint Sulpice.

militaire et revint à Rennes pour se trouver auprès de son père. Est-ce lui qui fut ensuite employé à l'agence des subsistances près de l'armée de la Moselle ? Nous ne pouvons le dire (1).

Joseph Mollevaut, était, de son côté, en garnison à Nice quand il mourut. Quant à Charles-Louis, il faisait des études de pharmacie et servait dans une ambulance.

Les malheurs de leur père n'avaient donc pas glacé leurs sentiments patriotiques ; au contraire, fidèles à l'éducation qu'ils avaient reçue depuis leur enfance, ils tenaient à honneur de servir leur patrie en danger.

(1) Le Mémorial de Gabriel porte, pour les lieux où il passa, ces indications vagues :

Caen, 19 ans, juin 1793.

Rennes, 20 ans, juin 1794.

Aix-la-Chapelle ? ?

Paris, 21 ans, juin 1795.

CHAPITRE IV

Mollevaut de retour à la Convention.

1795.

Cependant les événements suivaient leur cours et bientôt se produisait à Paris un nouveau Coup d'Etat qui était l'envers de celui du 2 juin 1793 : le 9 thermidor an II voyait en effet la chute de Robespierre.

La nouvelle de cette journée fut accueillie avec joie à Nancy et les Montagnards farouches qui, comme Febvé, avaient été les plus forts soutiens de la Terreur, furent les premiers à brûler en effigie leur ancien chef (1) ; vainement d'ailleurs, car tant de rancœurs accumulées appelaient la vengeance, et dans une adresse au Comité de Sûreté générale, le maire Thiérier, le 3^e jour complémentaire de l'an III, dénonçait ce même Febvé avec ses compagnons Brisse et Giverne : « Il est notoire à Nancy que ces prévenus ont édifié des bastilles, qu'ils les ont remplies à l'aide de l'infâme Mauger... Par eux, deux citoyens de Nancy furent guillotins parce qu'ils racontèrent leurs crimes, parce que Lemonier, l'une de ces victimes, ne voulut pas abandonner à Febvé, pour 48 francs, un jardin national adjugé à l'enchère pour 30 francs (2) ».

Nancy aspirait maintenant à la paix et au calme et il lui fut donné de recevoir satisfaction, malgré quelques soubresauts robespierristes inévitables.

Les beaux jours étaient donc revenus pour la cité comme pour les Girondins survivants, qui réapparurent peu à peu. Etienne Mollevaut lui-même sortit enfin de sa cachette et se rendit à Paris.

(1) AM, I 2 : société populaire réintégrée, 21 Thermidor an II.

(2) BM, Fonds NOEL, *Recueil factice*, tome I, in-4°.

Mais la Convention avait à régler le sort des proscrits, et le 18 frimaire an III (8 décembre 1794), elle rappelait dans son sein 75 députés (1) : Mollevaut n'était pas nommé. Aussi écrivit-il à l'Assemblée pour réclamer sa réintégration. Sa lettre (2) fut lue à la séance du 23 frimaire (15 décembre) : « Législateurs, elle est proscrite enfin cette maxime tyrannique et insensée : qu'importe qu'un innocent périsse ? Elles revivent enfin au milieu des républicains français, la justice et la vérité, si longtemps opprimées.

« Blessées du traitement que j'éprouve, aussi terrible que peu mérité, la justice et la vérité réclament contre un outrage fait à ma personne, à la probité et au patriostime.

« Accueillez, représentants, la plus juste réclamation; les faits et l'intention posés, pesez-les avec une impartialité sévère.

« Les faits; il n'en est pas un seul qui m'accuse; ils parlent tous pour moi; mon patriotisme n'est pas récent, mon patriotisme ne varia jamais depuis l'aurore de la révolution jusqu'à ce jour.

« L'un des premiers, je soutins avec force, dans mon pays, les droits ignorés du peuple, et présidai le premier une Société populaire redevable de plusieurs succès à mon zèle, plus d'une fois préconisé par elle.

« Les ennemis de la liberté et du peuple me persécutèrent avec acharnement : il ne dépendit pas des auteurs des massacres de Nancy que je ne fusse enveloppé dans la destruction méditée par eux de tous les patriotes de cette commune, et qu'ensuite je ne tombasse sous le glaive de la justice d'alors.

« Je luttai avec une constance inébranlable contre des persécutions également iniques et violentes et contribuai à rassembler les débris du patriotisme dispersé par la violence et la terreur; les projets contre-révolutionnaires furent déjoués.

« Après avoir été successivement nommé électeur,

(1) BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire*, tome 36, page 188.

(2) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 22, pages 745-746 (l'original se trouve aux AN, AA48, n° 1387).

membre du Conseil général de la commune, administrateur au directoire du département de la Meurthe, les suffrages du peuple m'appelèrent à la mairie de Nancy. Dans ces fonctions périlleuses et difficiles, je sus contenir, sans oppression, la malveillance, et, en comprimant la licence, hâter les progrès de la révolution. Secondé par une municipalité patriote, j'empêchai par mon énergie que Nancy ne devînt encore le théâtre des scènes sanglantes préparées par les combinaisons du plus perfide incivisme.

« De la mairie, je passai au tribunal de cassation; je puis avec confiance invoquer, sur l'inflexibilité de mes principes civiques, le suffrage de tous les membres de ce tribunal.

« Ardent amour de la liberté et de l'égalité, haine profonde de la tyrannie et des factions, nulle autre ambition que celle d'être utile à ma patrie, j'adjure tous ceux qui ont observé de plus près ma conduite et mes principes de dire si ces sentiments-là ne furent point l'âme de mes opinions et de toutes mes démarches.

« Je ne parlerais pas de mon désintéressement ni de la diminution de ma fortune si le patriotisme qui augmente l'aisance n'était pas évidemment plus facile que celui qui la diminue.

« Ces principes et ces sentiments furent à la Convention ma constante boussole, et m'accompagnaient à la Commission des Douze, que je présidai.

« Là, j'ai émis des opinions sur des mandats d'arrêt contre des hommes rebelles, selon moi, à la souveraineté du peuple, et méditant des forfaits. Est-ce donc là commettre des forfaits et attenter à la souveraineté du peuple? J'ai émis de bonne foi, sans partialité comme sans passion, des opinions qui me semblaient très propres à prévenir et de grands attentats à la liberté, et de grandes atrocités; les arrestations nocturnes, qui excitèrent de si vives clameurs, furent l'ouvrage du ministre de la justice, chargé de l'exécution des mandats.

« Ces opinions d'un fonctionnaire public constamment honnête, désintéressé et probe, éloigné de toute cabale, ennemi de toute intrigue, est-il équitable de les

métamorphoser en des crimes, fussent-elles erronées ?

« Oui, mes intentions furent très pures, citoyens représentants, et c'est d'après elles que tout citoyen doit être jugé.

« Cependant je fus arrêté le 3 juin 1793 (vieux style) par un suppôt de la Commune de Paris, armée alors de je ne sais quel pouvoir exécutif, de cette Commune usurpatrice et sanguinaire que votre courage a exterminée.

« J'ai fui, je me suis soustrait aux fureurs d'une férocité en délire, anéantie par votre énergie républicaine.

« Dans ma retraite, ma conduite pure, une conscience irréprochable m'ont donné, pour supporter de grandes douleurs, un courage plus grand encore. Si j'ai dû paraître coupable aux yeux des Hébert, Chaumette et Couthon, des Hanriot, Dumas et Robespierre, jamais, non jamais je ne le paraîtrai aux yeux d'hommes intègres et libres, aux yeux de législateurs amis de l'équité, de la liberté, de la vertu.

« Rendez-moi, citoyens représentants, la justice que je réclame; lorsque je l'obtiendrai, ce sera, je ne crains pas de le dire, un nouveau triomphe de la vertu sur le brigandage et le crime ».

Cette lettre fut renvoyée aux trois Comités pour en faire un rapport et le 27 frimaire an III (17 décembre 1794), la Convention statua sur cette demande comme sur celle des autres proscrits (1) : Merlin de Douai, au nom des Comités de Salut Public, de Législation et de Sûreté générale, déclara : « (ceux-ci) ont apporté dans l'examen de cette affaire le même esprit qui les avait dirigés dans l'examen de celle que vous avez terminée le 18 de ce mois avec une aussi heureuse et touchante unanimité. Dans l'une comme dans l'autre, ils n'ont écouté que la voix de la patrie; ils n'ont vu que le salut du peuple; ils n'ont cherché que le triomphe de la liberté, que la consolidation de la République; et ces grands motifs qui, dans la première, les ont déterminés à vous proposer le rappel de 75 repré-

(1) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 22, page 770.

sentants du peuple éloignés depuis longtemps de la Convention nationale, les obligent aujourd'hui de vous présenter sur la seconde le projet de décret suivant : ... Aucun des dénommés dans les décrets des 28 juillet et 3 octobre 1793 (vieux style), à l'exception des représentants du peuple rappelés à leurs fonctions par le décret du 18 frimaire présent mois, ne rentrera dans le sein de la Convention nationale, et il ne pourra être fait contre eux aucunes poursuites par les tribunaux ». Mais ce texte destiné à satisfaire tout le monde ne contenta personne : une agitation très vive se fit dans la salle des séances et les représentants des différents partis se jetèrent des injures à la face; Bailleul lança à Reubell cette apostrophe violente : « ... Président, ton bras se fatiguera de sonner pour m'interrompre; mais ma poitrine ne se fatiguera pas de demander la justice et la liberté des opinions... Nous ne sommes plus au temps où Robespierre disait : il n'y a que les contre-révolutionnaires qui puissent n'être pas de mon avis ». Néanmoins le projet de décret de Merlin fut adopté.

Mais, dans toute la France, un mouvement de sympathie se dessinait en faveur des proscrits; de plus, leurs réclamations incessantes les empêchaient de retomber dans l'oubli et entretenaient une perpétuelle agitation dans l'Assemblée.

Le 12 pluviôse an II (31 janvier 1795), Mollevaut adressait cette lettre aux trois Comités réunis : « Veuillez ordonner que je serai payé de l'indemnité de député à la Convention nationale et de laquelle j'ai été privé par mon arrestation suivie de la mise hors de la loi, depuis le mois de juin 1793 (vieux style) inclusivement jusqu'à ce jour. Je me réserve, citoyens représentants, de vous présenter mes réclamations au sujet de la vente de partie de mes meubles et immeubles lorsque je connaîtrai les pertes que j'ai essuyées à cet égard » (1). Deux jours après, les trois Comités arrêtaient que Mollevaut serait payé de l'indemnité qui lui était dûe en qualité de représentant du peuple, jusqu'au décret du 27 frimaire (2).

(1) AN, F⁷ 4774 ⁴⁸, 1 pièce.

(2) *idem.*, 1 pièce.

Mais cette décision n'était pas de nature à satisfaire le député de la Meurthe qui, avec six de ses collègues, envoyait à la même époque une nouvelle réclamation : « ... le bureau chargé de la délivrance des mandats, après nous avoir remis ceux qui étaient arriérés jusqu'au mois de frimaire inclusivement n'a pas voulu prendre sur lui de nous remettre celui du mois de nivôse et ceux qui suivront sans y être autorisé par les trois Comités : c'est cette autorisation que nous venons réclamer... Le Comité de législation à qui nous avons déjà participé verbalement notre demande en a reconnu la justice : pour la prouver, il suffit d'établir ce que nous sommes. Sans doute les Comités et gouvernement, en proposant le décret du 27 frimaire et la Convention en l'adoptant, n'ont pas voulu détruire en nous la qualité de député à la Convention, car il est impossible que des législateurs probes et éclairés aient voulu faire ce qui n'était pas en leur pouvoir ; ils savent comme nous que les mandataires ne peuvent pas détruire le mandat du peuple et refondre l'ouvrage immédiat du souverain dont l'autorité suprême est supérieure à la leur ; c'est de lui seul que nous tenons notre caractère de député et c'est lui seul qui a le droit de nous en dépouiller. Si tout autre autorité s'en attribuait la puissance, ce serait la subversion totale des principes, et il serait de notre devoir de réclamer sans cesse contre cette usurpation, et de mourir victimes de nos efforts, plutôt que de laisser violer à ce point, dans nos personnes, les droits sacrés du peuple et de la souveraineté nationale : mais nous sommes bien loin de supposer à nos collègues la pensée d'avoir voulu détruire notre mandat ; ils ont seulement cru que, d'après le fatal enchaînement des circonstances passées, la politique exigeait que l'exercice de nos fonctions fût arrêté et ils ont avec raison assez bien présumé de notre dévouement au bien public pour être persuadés que nous acquiescerions à cette mesure politique aussi longtemps que nous n'aurions pas la certitude d'être encore plus utiles à la patrie en reprenant l'exercice de nos fonctions ; et lorsque ce temps arrivera, sans doute les comités eux-mêmes préviendront nos réclamations. En attendant, nous sommes

des députés inactifs par excès de zèle et qui ne coopérons pas moins au bien général par notre absence de la Convention que nos collègues par leur présence. Nous nous trouvons arrêtés dans l'exercice de nos fonctions par mesure politique et rien de plus.

« Ce qui démontre encore que les indemnités doivent nous être payées, quoique nous n'exercions pas les fonctions de législateur, c'est que les travaux de celui-ci sont gratuits et regardés à juste titre comme supérieurs à toute récompense pécuniaire; ils ne peuvent trouver leur prix que dans la reconnaissance et la félicité publiques : le traitement que le député reçoit n'est que pour le défrayer de ses dépenses journalières et des pertes qu'il fait en renonçant à toute autre place ou profession qu'il pourrait occuper ou exercer, c'est pourquoi les sommes qu'il touche sont désignées sous le nom d'indemnités ; elles nous sont donc applicables puisque nos dépenses sont les mêmes que celles des députés qui exercent et que, comme eux, ils nous est impossible, soit que nous habitions Paris ou les départements, d'occuper quelque place que ce soit. Vous sentés que dans notre position nous n'en accepterions aucunes, nous ne pouvons et ne devons être que députés. La mission que nous avons reçue du peuple est de nous livrer, durant tout le temps que durera la Convention, à des travaux relatifs au succès de la Révolution, aux lois et à l'économie politique, afin de concourir de tous nos moyens à la prospérité sociale. Ce glorieux devoir nous est cher, nous le remplissons même au sein des retraites où nous retint la tyrannie et nous ne cesserons jamais de le remplir; mais nous ne devons pas manquer de moyens d'existence. Enfin vous considérerez que certainement ce n'est rien moins que notre faute si nous ne participons pas à vos délibérations, que nous demeurons toujours prêts à remplir ce devoir, et que nous sommes déjà trop malheureux que l'on exige de nous que nous ne le remplissions point dans ce moment » (1).

Ce même 12 pluviôse encore, Mollevaut présentait

(1) AN, AA 48, dossier 1384 : 1 pièce.

une nouvelle pétition : « En vertu du décret de mise hors de la loi, précédé de celui du 2 juin 1793 (vieux style) qui m'avait mis en état d'arrestation, les meubles que je possédais à Paris furent transportés dans une maison nationale, rue Tournon, n° 1135. Ordonnez, représentants, que ces meubles me seront remis ou à un procureur fondé de ma part.. ». Satisfaction fut donnée au député de la Meurthe en date du 14 pluviôse (1). Autre réclamation à propos de ses bibliothèques : « En conséquence du décret qui me mit hors de la loi pour m'être soustrait à celui d'arrestation du 2 juin 1793 (vieux style), les livres que je possédais tant à Paris qu'à Nanci furent transportés de mes bibliothèques dans des dépôts publics. Veuillez ordonner, citoyens représentants, aux citoyens préposés à la conservation des bibliothèques nationales où mes livres ont été déposés soit à Paris, soit à Nanci, de me les remettre ou à un procureur fondé de ma part ». Cette fois-ci encore, les trois Comités réunis firent droit à la demande de Mollevaut (2), et une semaine plus tard, un nouvel arrêté ordonnait « la main levée pure et simple de toutes les saisies faites soit de ses meubles, soit de ses immeubles, sans qu'aucun administrateur, saisissant ou gardien, puisse exiger de lui aucuns frais de garde ou autres quelconques, sous quelque prétexte que ce soit à raison des saisies faites en vertu des décrets de mise hors la loi » (3).

Mais ces meubles et immeubles avaient subi des dommages ou même avaient été vendus :

1) Le 3 fructidor an II (20 août 1794), le mobilier de la maison de Mollevaut à Boudonville avait été mis aux enchères à la requête de l'agent national du district de Nancy; la vente avait rapporté, frais déduits, une somme de 4.143 livres 6 sols (4).

2) Une pièce de vigne située à Boudonville, au-dessus du Sauvoy, d'une contenance de 3 jours 4

(1) AN, 77 4774 ⁴⁸ : 2 pièces.

(2) Ibidem.

(3) AN, F7 4774 ⁴⁸ : 2 pièces.

(4) AN, F7 4774 ⁴⁸ : 1 pièce.

hommées, une autre d'environ 1 jour 8 hommées avaient été adjugées à 700 livres (1).

3) Une maison, que Mollevaut possédait à Ruppes (Vosges) avec jardin potager, engrangements, écuries et chènevières, avait été estimée à 5.000 livres et adjugée 9.600 le 22 vendémiaire an III (13 octobre 1794) (2).

4) Le député de la Meurthe avait à Saulxures-les-Vannes (district de Toul) une ferme dont le revenu était estimé à 17 paires de réseaux 1/2 et 1 imal; la récolte avait été mise également en adjudication (3).

5) Mais Mollevaut était surtout gros propriétaire à Moutrot (district de Toul) : le 25 thermidor an II (12 août 1794), deux experts désignés par le district avaient procédé à l'estimation d'un petit corps de gagnage « affermé à feu Gérard Orly, cultivateur demeurant au dit lieu, provenant d'Etienne Molveaux, mis hors la loi » : le tout avait été estimé à 1395 livres (4) et ensuite mis aux enchères par portions successives le 15 brumaire an III (5 novembre 1794) :

a) adjudication d'une portion de ferme, saison de la Fontaine le Bellier, d'une contenance de 8 hommées 18 verges 6 pieds de terre; estimée : 50 livres; adjugée : 190 livres.

b) adjudication d'une portion de ferme, même saison, d'une contenance de 11 hommées 9 verges de terre; estimée : 65 livres; adjugée : 200 livres à Hubert Prugneaux, de Moutrot (5).

c) adjudication d'une portion de ferme, même saison, d'une contenance de 7 hommées 4 verges de terres; estimée : 50 livres; adjugée : 240 livres.

d) adjudication d'une portion de ferme, même

(1) AN, F⁷ 4774⁴⁸ : 1 pièce.

(2) AD Vosges : 8 Q 18 émigrés : ventes d'immeubles (vendémiaire an III).

(3) AD, L 2375 (4 ventôse an III) et Q 1206 (Cf. aussi AN, F⁷ 4774⁴⁸, 1 pièce).

(4) AD, Q 555, n° 53.

(5) L'adjudicataire était procureur syndic du district de Toul, ce qui permet de constater que certains administrateurs de l'époque surent bien se servir de leurs fonctions pour arrondir leur patrimoine.

saison, d'une contenance de 8 hommées 1/2 de terres; estimée : 25 livres; adjudgée : 165 livres.

e) adjudication d'une portion de ferme, même saison, d'une contenance de 9 hommées 9 verges de terres; estimée : 100 livres ; adjudgée : 505 livres, à Prugneaux, de Moutrot.

f) adjudication d'une portion de ferme, saison de la terre Jean Gérard, d'une contenance de 16 hommées 11 verges de terres; estimée : 60 livres; adjudgée : 380 livres (1).

g) adjudication d'une portion de ferme, située au pré Guyot, d'une contenance de 6 hommées de prés, estimée : 100 livres; adjudgée, après 17 mises, 1.075 livres, à Nicolas Poincloux, de Toul (2).

h) adjudication d'une portion de ferme, située au Bas du Pré sous la Ville, d'une contenance de 4 hommées 4 verges de prés; estimée : 50 livres; adjudgée : 525 livres.

i) adjudication d'une portion de ferme, même saison, d'une contenance de 2 hommées de prés; estimée : 50 livres; adjudgée : 310 livres.

j) adjudication d'une portion de ferme, située au canton de la Croix, d'une contenance de 1 hommée 20 verges de chènevières; estimée : 40 livres; adjudgée : 240 livres.

k) adjudication d'une portion de ferme, saison de la terre Jean Gérard, d'une contenance de 4 hommées 15 verges de terres; estimée : 35 livres, adjudgée : 160 livres.

l) adjudication d'une portion de ferme, saison de la Charpentresse, d'une contenance de 13 hommées de terres; estimée : 70 livres, adjudgée : 335 livres à Nicolas Poincloux (3).

m) adjudication d'une portion de ferme, saison de la terre Jean Gérard, d'une contenance de 1 jour 13 verges de terres; estimée : 110 livres; adjudgée : 425 livres à Hubert Prugneaux, de Moutrot.

(1) AD Q 555, n° 53.

(2) Administrateur du district de Toul.

(3) AD, Q 555, n° 54.

n) adjudication d'une portion de ferme, même saison, d'une contenance de 6 hommées 20 verges de terres; estimée : 40 livres; adjudgée : 140 livres.

o) adjudication d'une portion de ferme, saison de la Charpentresse, d'une contenance de 7 hommées 19 verges de terres; estimée : 55 livres; adjudgée : 250 livres à Nicolas Poincloux, de Toul.

p) adjudication d'une portion de ferme, même saison, d'une contenance de 7 hommées 8 verges; estimée : 55 livres; adjudgée : 360 livres à Hubert Prugneaux, de Moutrot.

q) adjudication d'une portion de ferme, même saison, d'une contenance de 7 hommées 17 verges de terres; estimée : 40 livres; adjudgée : 280 livres.

r) adjudication d'une portion de ferme, même saison, d'une contenance de 2 fauchées 9 hommées 17 verges; estimée : 300 livres; adjudgée : 3.100 livres à Hubert Prugneaux (1).

s) adjudication d'une portion de ferme, même saison, d'une contenance de 1 jour 22 verges de terres; estimée : 100 livres; adjudgée : 530 livres, à Hubert Prugneaux (2).

Au total, le montant des adjudications s'était élevé à 6.130 livres.

Devant ces dommages subis, le député de la Meurthe présenta une nouvelle réclamation aux trois Comités de la Convention nationale : « ... Maintenant, citoyens, je réclame le dédommagement de pertes que j'ai essuyées tant dans mes meubles que dans mes immeubles. Veuillez, citoyens, arrêter qu'à raison des pertes que le décret de mise hors la loi m'a fait éprouver et dans mes meubles et dans mes immeubles, il me sera payé... la somme de quarante-deux mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf livres trois sols ». Suivait cet état détaillé (3) :

(1) AD, Q. 555 n° 55.

(2) AD, Q 555 n° 56.

(3) AN, F⁷ 4774 ⁴⁸, 2 pièces.

« Article 1^{er} : on a vendu de nos meubles pour la somme de 3.971 l. 15 sols ;

« Article 2 : on a vendu pour le service militaire des matelas, couvertures que l'on a estimés 368 l. 5 sols ; j'observe que ces effets valaient bien au-delà de l'estimation, il m'en coûtera plus de 1.000 livres pour m'en procurer de pareils ; je répète, pour cet objet, 1.000 livres 1.000 l.

« Article 3 : j'avais à Paris une malle remplie des effets énoncés en la pièce 2 : 2 habits neufs, 22 chemises, draps, serviettes, rideaux de mousseline, etc..., de la valeur de 5.742 l.

« Article 4 : il a été vendu à Saulxures-les-Vannes, département de la Meurthe, une récolte de prés qui m'appartiennent ; l'adjudicataire a payé seulement 2.550 l. de foin ; cette récolte m'aurait produit au moins de 9 à 10 milliers de foin.

Je n'en compte que 8 milliers que j'évalue à 50 livres l'un ; c'est un objet de 400 l. 400 l.

« Article 5 : le 26 floréal an II, une métairie de vignes dont je suis propriétaire sur le ban de Nancy fut laissée à bail pour 700 l. J'éprouve sur cet objet une perte immense et à cause de la dégradation de mes héritages dont cependant je ne parlerai pas, et à raison d'une très excellente récolte dont j'ai été privé et pour laquelle je réclame un dédommagement. Cette récolte m'aurait produit plus de 100 mesures de vin que je vendrais au moins 60 et 10 livres l'une et même au-delà.

Je me borne à réclamer pour cet objet à raison de 100 mesures à 60 livres l'une une somme de 6.000 l.

« Article 6 : j'ai été privé du prix du revenu d'une métairie affermée : 14 réseaux de blé du poids de 180 livres et 14 réseaux d'avoine, même mesure, ce qui suivant le *maximum* d'alors donne pour le blé 289 l 8 s, pour l'avoine 196 l, et en tout la somme de 485 l.

« Article 7 : j'ai éprouvé une perte extrêmement considérable par la vente qui a été faite sur moi d'une maison, située à Ruppes, district de Neufchâteau, département des Vosges, composée de 2 corps de bâtiments considérables, avec cour, jardins, héritages environnants entourés de murs. L'adjudication a été faite pour la chétive somme de 9.600 livres. C'est un objet de la valeur de plus de 25.000 livres 25.000 l.

« C'est un total de 42.599 l. 3 sols que je réclame, me réservant de me pourvoir au sujet d'une liquidation d'une redevance dûe par la nation à mon épouse ».

Dès le lendemain; 29 pluviôse an III, Mollevaut recevait satisfaction (1).

Mais il avait évalué ces pertes avant de rentrer chez lui, d'après des renseignements recueillis à la hâte. Quand il put se rendre sur place, Mollevaut constata « l'étendue des dommages » qu'il avait subis et il fit en conséquence une dernière réclamation :

« I. Dans ma bibliothèque de Paris, je ne retrouve pas les œuvres complètes de Montesquieu, les Commentaires de César, divers livres grecs et anglais, entr'autres Shakespeare, le Poème de Musée en grec accompagné d'une traduction française, une traduction d'Anacréon, une édition grecque estimée et précieuse d'Epictète et de Cébès, les lettres originales d'Abailard, une grammaire arabe d'Erpénien, actuellement inappréciable, les œuvres de Thomas Paine, un volume de l'Histoire des Assemblées nationales de Rome, France et Angleterre, ce qui rend nul cet ouvrage en trois volumes, enfin plusieurs autres ouvrages de littérature, belles-lettres et politique, dont je ne puis attester la perte, sans pouvoir en donner le détail, vu celle de mes catalogues.

« Dans ma bibliothèque de Nanci, enlevée sans aucune espèce d'inventaire, il me manque différents ouvrages sur l'agriculture, tels que ceux de Roger Schabot, La Quintinie, les Secrets de Minerve, de plus le Poète des mœurs, etc... En outre une collection intéressante et nombreuse des écrits que les événements de 1788, les assemblées de notables et les commencements de la révolution ont fait éclore, écrits que j'ai recueillis à grands frais surtout lors d'un séjour que je fis à Paris où j'avais été député pour réclamer les droits des hommes que l'on appelait alors le tiers-état. Ce n'est pas encore tout. Des ouvrages se trouvent incomplets et par conséquent n'ont plus de valeur : une traduction de la Bible en 20 volumes, l'*Histoire du peuple de Dieu* par Berryer, en 10 volumes (2).

(1) AN, F⁷ 4774⁴⁸.

(2) Etienne Mollevaut laissa peu d'argent en mourant; c'est qu'il aimait les livres et en achetait énormément, une fois pour 20.000 francs

« Ces pertes irréparables, je ne les réparerais pas, si elles étaient réparables, avec une somme de 1.000 écus.

« Je réclame 1.000 écus, cy 3.000 l.

« II. Une métairie dont j'étais propriétaire dans le district de Toul a été vendue. Persuadé qu'il était dans l'intérêt de la République de ne pas solliciter la nullité de cette vente faite à très vil prix, en faveur et de l'agent national, et d'un administrateur qui vendaient et achetaient (1), et de dix autres acquéreurs, j'ai pris le parti de faire négocier avec les mêmes acquéreurs, et d'avoir d'eux une rétrocession. J'ai envoyé sur les lieux un procureur fondé; il est parvenu, après beaucoup de démarches et de dépenses, à réunir les douze acquéreurs; le contrat de rétrocession a été passé le 2 germinal dernier, au rapport de Thierry, notaire à Colombey, district de Toul, département de la Meurthe. Je suis obligé de payer ce bien-là neuf mille quatre cent livres : Je réclame cette somme, cy 9.400 l.

« Il a fallu pactiser avec les acquéreurs, payer aux uns une somme, à tous leurs dépenses, leurs voyages tant pour l'acquisition primitive que pour la rétrocession : ces objets réunis m'ont coûté six cent dix-neuf livres, cy 619 l.

« De plus, mon agent a fait plusieurs voyages, un séjour assez long dans la ville de Toul; pour sa dépense et ses honoraires, il m'en a coûté sept cent livres, cy 700 l.

« III. Je suis propriétaire de vignes, genre de bien qui exige un soin très particulier. A mon retour, j'ai vu que la saisie qui en avait été faite y avait causé des dégradations prodigieuses. Les cultures nécessaires n'ont pas été faites, des ouvrages indispensables ont été négligés; faute des soins conservateurs de cette

d'un coup. (Notes de l'abbé Conteaux, neveu de Mollevaut, recueillies par M. Gamon. (Archives de Saint-Sulpice). M. FAVIER, dans son ouvrage : *Coup d'œil sur les bibliothèques des couvents du district de Nancy pendant la Révolution*, déclare que M. Mollevaut possédait à Nancy 940 volumes : c'était une des bibliothèques les plus considérables de la région.

(1) Petite constatation pleine de sel, que Mollevaut dut faire avec plaisir.

sorte de propriété, elles ont infiniment souffert de la rigueur de la gelée, et ne produiront presque rien, quoiqu'il y ait lieu d'espérer des vignes voisines une récolte passable, et qu'il m'en coûte cette année pour les réparer et entretenir près de quatre mille livres. Je réclame pour cet objet deux mille cinq cent livres, somme qui ne réparera pas, à beaucoup près, le dommage, cy 2.500 l.

« Total : seize mille deux cent dix-neuf
livres 16.219 l.

« J'observe que dans ma première réclamation, sur laquelle il a été statué, le 29 pluviôse, il m'a été alloué quatre cent quatre-vingt-cinq livres huit sols, pour indemnité d'un fermage que, d'après l'assertion positive d'un de mes fermiers, je croiais avoir été délivré au district de Neufchâteau, département des Vosges.

« Mais mon fermier ainsi que je l'ai vérifié, n'avait pas exécuté cette délivrance. Cette somme de 485 l. 3 s.
est donc à déduire de celle ci-dessus.

reste dû 15.733 l. 12 s.

« Ma répétition se réduit donc à la somme de quinze mille sept cents trente trois livres douze sols.

« Enfin, j'avais acheté à un de mes fils un fusil, un sabre, une giberne; je demande que les comités ordonnent que des objets semblables lui soient remis en nature pour qu'il puisse faire efficacement son service. En conséquence, je demande que les comités réunis de Salut public, Sûreté générale, et Législation, conformément au décret du 20 nivôse dernier qui autorise les trois comités réunis à statuer définitivement sur les réclamations des représentants du peuple décrétés de mise hors la loi, délibérant en définitif sur celle du représentant Mollevaut, arrêtent le paiement de la somme de quinze mille sept cents trente trois livres douze sols, pour raison de pertes que le décret de mise hors la loi lui a fait éprouver tant en meubles qu'immeubles, suivant l'état par lui détaillé et fourni au Comité. Salut et fraternité. Paris, ce 9 floréal 3^e année républicaine. — Mollevaut.

« Que de plus il soit ordonné qu'il lui sera remis en nature pour son fils qui en a été dépouillé, un fusil, un sabre, une giberne. — Mollevaut » (1).

A ce moment, Mollevaut avait enfin obtenu la restitution qui lui tenait le plus à cœur : celle de sa place. Ce n'avait pas été sans peine. De tous côtés cependant, des témoignages de sympathie lui avaient été prodigués : le 16 ventôse an III (6 mars 1795), la Société populaire de Nancy, réunie sous la présidence de Régnier, avait voté une « adresse à la Convention nationale pour l'engager à rappeler dans son sein le citoyen Mollevaut, représentant du peuple proscrit et mis hors la loi par la faction de Robespierre ». Les citoyens André-Thomassin et Aubertin René furent chargés de la rédaction (2). Deux jours après un nouveau débat s'engageait à la Convention même sur le cas des députés non rappelés : Marie-Joseph Chénier proposa à l'assemblée présidée par Thibaudeau, le rappel des hors-la-loi et, dans une éloquente péroraison, s'écria : « Recevons donc, recevons aujourd'hui sur le vaisseau de la République ceux de nos compagnons qui, sauvés par une planche fragile, ont survécu au commun naufrage. Nous donnerons ensemble quelques larmes à nos amis submergés durant la tourmente, et, quand la route sera terminée, nous leur dresserons des mausolées sur le rivage; mais surtout sauvons le navire, sacrifions à la patrie des haines qui n'ont que trop déchiré son sein maternel; unissons-nous pour détruire le coupable espoir qui reste à la royauté; unissons-nous pour anéantir en France l'esprit de l'Autriche et de l'Angleterre; unissons-nous pour fermer les portes du Temple... (3). Bentabole protesta contre les paroles de Chénier, mais André Dumont, tout en demandant l'impression du discours précité, annonça qu'il était inutile de discuter, puisque les trois Comités réunis avaient délibéré à ce sujet la nuit passée et que Merlin

(1) AN, F⁷ 4774 ⁴⁸, 1 pièce.

(2) AM, I 2 : Société populaire, liasse 1790-96.

(3) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 23, pages 637 sqq.

allait venir lire leur rapport. En attendant, Siéyès vint à son tour déclamer un vibrant appel à l'union « pour le salut de la République », puis Merlin de Douai monta à la tribune pour donner connaissance de son rapport : après avoir rappelé les circonstances de la proscription, il conclut par la lecture d'un projet de décret qui rappelait à la Convention tous les hors-la-loi à l'exception de Delahaye, sous le coup d'une grave inculpation. La très grande majorité de la Convention se leva pour l'adoption du texte des trois Comités; un seul Conventionnel, Goujon, vota contre; d'autres s'abstinrent; et la séance fut levée aux cris de « Vive la République ! ».

Mollevaut était à Nancy quand l'administration du département de la Meurthe lui communiqua la lettre de la Commission des Administrations civiles, Police et Tribunaux, accompagnant le texte du décret de rappel (1) : ce fut une grande joie dans la cité. Dès le 23 ventôse (13 mars 1795), dans une séance secrète tenue à 7 heures du soir, le Conseil général de la Commune, présidé par le maire Claude-Joseph Mallarmé, décidait, sur la proposition d'un de ses membres, d'envoyer le lendemain au député de la Meurthe une délégation chargée de « lui témoigner la satisfaction du Conseil sur son rappel à la Convention nationale » (2). Le 4 germinal an III (24 mars 1795), c'était au tour du Conseil général de la commune de recevoir la visite de remerciements de Mollevaut « qu'un décret rappelle à ce poste dont il avait été arraché par la tyrannie des triumvirs... il témoigne au Conseil général la vraie satisfaction qu'il a ressentie en apprenant que, dans ses malheurs même et sous le couteau des hommes féroces qui ont ensanglanté la France, il a conservé l'estime de ses concitoyens; il se félicite de pouvoir retourner à ses fonctions pour être encore utile à son pays et promet de s'élever sans cesse, avec toute l'énergie dont il est capable, contre les anarchistes, sans cependant céder à d'autre impulsion qu'à celle de la justice. Le maire, au nom du

(1) AN, BB³ 30, 1 pièce.

(2) AM, D 1 : séance close du 23 ventôse an III.

Conseil général, fait part à ce député de la satisfaction qu'éprouvèrent les représentants de cette commune, lorsqu'ils eurent connaissance de la justice que venait lui rendre la Convention nationale en le rappelant aux augustes fonctions que ses concitoyens lui avaient confiées; il lui dit que la Commune de Nancy se félicite de compter au nombre des représentants irréprochables un de ses anciens magistrats et qu'elle compte sur l'influence que doivent lui donner ses vertus et ses malheurs passés, quand elle sera dans le cas d'invoquer la justice et la bienveillance de la Convention nationale » (1).

Cet appel ne tomba pas dans les oreilles d'un sourd, car Mollevaut ne ménagea pas ses démarches en faveur de Nancy; plus d'une fois on fit appel à son concours (2) : le 13 germinal an III (2 avril 1795), demande de secours contre « le fléau de la famine qui désole notre malheureuse commune; depuis le 7 de ce mois, nos concitoyens n'ont eu que 2 fois du pain et 8 onces chacun seulement; on n'a pu distribuer les autres jours que du riz et cette denrée n'est d'aucune ressource pour les indigents en très grand nombre qui ne peuvent ni la préparer ni la cuire (3) ». Autre lettre du 4 prairial an III (23 mai 1795), adressée par le maire Thiériet : « Renouvelle-moi au souvenir des citoyens Mollevaut, Lalande... ». Le lendemain, nouvelle missive contenant deux adresses du Conseil général « instruit des derniers événements par ta lettre et celle de Mollevaut à Foissey ». Le 2 messidor an III (20 juin 1795), une lettre de Thiériet se termine ainsi : « Renouvelle-moi au souvenir de nos vieux patriotes : Mollevaut, Lalande... ». Deux mois après, 12 fructidor an III (9 août 1795), le substitut du procureur signale de nouveau à Zangiacomi « que la Commune de Nancy

(1) AM, D 1 : séance du 4 germinal an III.

(2) L'adresse des lettres envoyées par la ville de Nancy était ainsi libellée : « Aux citoyens députés du département de la Meurthe, chez le citoyen Zangiacomi, l'un d'eux, rue Guillaume, près de celle de Grenelle, faubourg Germain, n° 1142, à Paris ».

(3) AM, D 3, correspondance de Zangiacomi.

est dans la plus cruelle détresse : point de pain, point d'espérance d'en obtenir... Le citoyen Mollevaut ne se refusera pas à vous seconder pour solliciter ou un décret ou un arrêté du Comité de Salut public pour forcer l'approvisionnement de notre marché » (1). Enfin le 1^{er} jour complémentaire de l'an III (17 septembre 1895), le maire adressait une nouvelle lettre à Zangiacomi pour solliciter ses « bons offices, et ceux de Mollevaut, au souvenir duquel il le priait de le rappeler : « ... La pauvre République, contre laquelle tant de gens conspirent sous des moyens si différents, et avec des moyens si opposés en apparence, triomphera, j'espère, de tous ses ennemis intérieurs ; car elle n'a plus guère que ceux-là à craindre... » (2).

Ces bons offices de Mollevaut firent peu à peu disparaître toutes les traces d'un passé douloureux : c'est ainsi que dans la séance du 6 thermidor an III (24 juillet 1795), un membre du Conseil général du district de Nancy déclara qu'il venait de lire le « Tableau politique » dont la même assemblée avait ordonné l'impression le 24 thermidor an II : ce texte renferme, dit-il, « parmi quelques faits vrais, beaucoup de suppositions grossières et d'imputations calomnieuses contre des citoyens honorés de l'estime publique, et qui, portés par elle à la Représentation nationale, ont, l'un (Salles) péri sous le fer du tyran, et l'autre (Mollevaut), pros crit par eux, éprouvé de leur part, pendant 15 mois, les plus affreuses persécutions... Si ces citoyens sont par eux-mêmes et, d'après l'opinion bien établie de leur probité et de leur civisme, trop au-dessus des atteintes d'une aussi méprisable imposture, pour avoir à s'en défendre, l'Administration et plus encore ceux de ses membres à qui on avait pu surprendre une sorte d'aveu et d'approbation d'un récit infidèle et perfide, se devaient de la désavouer avec le plus grand éclat ». Oudinot et Marcel, membres du district de Nancy (3),

(1) AM, D 3, correspondance de Zangiacomi.

(2) AM, D 3, correspondance de Zangiacomi.

(3) Le premier, président actuel, et le second administrateur du district de Nancy.

s'indignent alors que leurs noms aient été mis au bas du manifeste et prouvent qu'ils n'étaient pas même présents à la séance du 24 thermidor an II. Devant ces révélations, certes tardives, mais néanmoins sincères, l'administration du district de Nancy déclara « désavouer un libelle infâme dicté par la méchanceté la plus odieuse et la plus criminelle imposture » et arrêta que cette délibération serait envoyée à la Convention, au Comité de Salut public et aux députés de la Meurthe : de plus « douze exemplaires dudit imprimé seront adressés à la veuve du représentant Salles et pareil nombre au représentant Mollevaut » (1). Cette délibération, soumise au visa du directoire du département, fut approuvée par lui le 14 fructidor an III (31 août 1795) : « Considérant que l'écrit a été publié dans un temps où la terreur régnait encore dans ce district, que les inculpations qui y sont faites aux représentants du peuple Salles et Mollevaut, ont précédé le décret qui les rappelle dans le sein de la Convention, que cet acte de justice a détruit tout ce que l'erreur ou la calomnie avaient pu répandre contre eux, que le généreux sacrifice qu'ils ont fait de tout ressentiment, et le dévouement qu'ils ont montré tous deux avant, et le dernier depuis leur injuste proscription, fixent invariablement l'opinion que l'on doit avoir de leur patriotisme, approuve et partage l'opinion du district de Nancy sur les représentants du peuple Salles et Mollevaut » (2).

Réhabilité dans son propre département, Etienne Mollevaut le fut aussi à la Convention : à peine rentré à l'assemblée nationale, il en fut nommé secrétaire du 16 floréal au 7 prairial an III, puis, bientôt il fut désigné comme membre du Comité de Législation, qui, « devenu un véritable ministère collectif de l'Intérieur et de la Justice (3) », était le plus puissant des Comités de la Convention : Mollevaut eut même l'honneur de le

(1) AD, L 1486, f° 98.

(2) *Tableau de la situation politique de Nancy* (BM, n° 1291 du catalogue FAVIER).

(3) *La Révolution française*, tome 62, page 62.

présider, eu égard certainement à sa grande connaissance des règles de la jurisprudence.

La Convention entraît alors dans cette phase que l'on appelle la réaction thermidorienne : celle-ci, à la vérité, ne fut pas l'œuvre des Girondins rentrés, mais d'une coalition de Montagnards repentis et de modérés ulcérés (1). Que certains Girondins aient ensuite renforcé les rangs des réactionnaires, que plusieurs soient devenus royalistes, cela est incontestable. Mais à Mollevaut du moins, on ne peut adresser ce reproche; il semble être resté fidèle aux paroles de Lesage qui, au nom de ses collègues rentrés, le 19 ventôse an III, promettait l'oubli : Etienne resta l'homme pondéré et ennemi des excès qu'il était auparavant.

Il le montra à la tribune le 30 prairial an III (18 juin 1795) : à cette époque troublée où la guillotine avait appris à faire bon marché des vies humaines, de nombreux assassinats se commettaient sur le territoire de la République; Mollevaut prit la parole au nom des trois Comités réunis de Salut public, de Sûreté générale et de Législation : « Se peut-il que, foulant aux pieds leurs intérêts les plus chers et les leçons de tant d'exemples terribles, des hommes osent fonder sur des assassinats un espoir ? Dans tous les siècles, les sociétés, les gouvernements, un assassin fut constamment un objet d'horreur. Dans un pays libre, il porte sur la liberté même une main sacrilège; il exerce un acte de tyrannie. Et quels sont donc les résultats de ce crime atroce ? La terreur, le désespoir, des vengeances, des malheurs, des crimes, et l'inévitable catastrophe des assassins, plus affreuse mille fois que celle de leurs victimes. Sans recourir à l'histoire des temps anciens ou modernes, n'est-ce pas assez de considérer ce qui arriva hier, et ce qui passe aujourd'hui ?

(1) N'est-ce pas un Montagnard, Thibaudeau, qui proposa une pompe funèbre en l'honneur des amis de la liberté morts sur l'échafaud ? N'est-ce pas Tallien, l'ancien persécuteur des réfugiés de Saint-Emilion, qui voulut verser des larmes « sur les mânes des Vergniaud, des Condorcet, des Camille Desmoulins ».

« Quel a donc été le sort de tous ces barbares qui, altérés du sang de tout homme assez courageux pour braver leur orgueil et résister à leur ambition, voulurent noyer la liberté dans des fleuves de larmes et de sang ? Les remords, l'opprobre, la misère, une mort ignominieuse, une mémoire exécrée, tel est le partage assuré des chefs pervers et de leurs instruments corrompus. Et cependant il y a des Français qui contemplent les uns avec indifférence, d'autres avec joie, d'autres même qui osent exécuter les plus grands attentats.

« Représentants, il est de votre devoir le plus sacré de repousser loin de vous, et avec indignation, ces théories homicides et ces cruels sophismes que l'immoralité, la lâcheté, l'ambition, et même, si on le veut absolument, l'erreur, inventèrent pour acquérir l'impunité à l'un des crimes les plus odieux qui puissent souiller la terre de la liberté.

« Laissons aux Bouillé, aux d'Autichamp, dans leur Coblenz; aux Vincent, aux Ronsin, dans leur club des Cordeliers; aux Chaumette, Hébert, Fleuriot, dans leur municipalité de Paris; aux Robespierre, Chabot et Carrier, dans leur société des Jacobins; aux Dumas et Fouquier-Tinville, dans leur tribunal révolutionnaire; laissons aux héritiers de ces êtres immoraux et sanguinaires, à leurs flatteurs, à leurs valets, à cette bande d'assassins organisée, dit-on, sous le nom de « compagnie de Jésus », laissons-leur le privilège qui ne doit appartenir qu'à eux de donner au crime des couleurs spécieuses, et de confondre les élans vertueux et sublimes de la liberté avec les méprisables et criminelles entreprises de la tyrannie.

« Vouons sans retour à l'exécration de la postérité et de nos contemporains et les meurtriers et leurs vils apologistes.

« Ils disent : « Il y a des vengeances à exercer ». Mais est-ce se venger d'un oppresseur que de se constituer, par l'imitation de sa conduite, par l'adoption de sa doctrine, le défenseur nécessaire et de sa doctrine et de sa conduite, que de se mettre à sa place, que de devenir un autre lui-même ? Et n'y aura-t-il pas aussi,

barbares et insensés que vous êtes, des vengeances à exercer contre vous ?

« Ils disent encore : « Nous ne voulons pas que le règne de la terreur se rétablisse ». Eh quoi ! ils récréent le règne de la terreur, et l'objet de leurs massacres serait d'en empêcher le retour ! Par des assassinats, ne rétablit-on pas ce règne infâme qui ne dut sa naissance qu'à des assassinats ?

« Ils disent aussi : « Les tribunaux ne punissent pas ». Sied-il aux violateurs de toutes les lois de se plaindre de leur inexécution ? Veulent-ils que les lois reprennent leur splendeur, et les tribunaux leur énergie, ceux qui par leurs crimes anéantissent le pouvoir des lois et des tribunaux ? Et n'ont-ils pas porté leurs mains homicides sur des hommes jugés et condamnés ?

« Depuis le 9 thermidor, la Convention nationale exprima plus d'une fois une vive horreur et des crimes dévastateurs de la France, et de l'impunité, source féconde de nouveaux brigandages. Mais il est également vrai que le 9 thermidor ne détruisit pas sans retour cette lutte scandaleuse et si longue du crime contre la vertu, du mensonge contre la vérité. Et à quoi a-t-il tenu que les premiers jours de prairial ne vissent se rétablir sur vos cadavres le trône sanglant de la plus abominable de toutes les tyrannies ? Elle avait, dans toute la république, des ramifications fortes et nombreuses. La crainte non déraisonnable de cette insurrection terrible, cette crainte si favorable elle-même aux projets des brigands, a peut-être enchaîné, à un certain point, le zèle de plusieurs tribunaux.

« Mais, quels qu'aient été les motifs de leur conduite, il est sûr d'abord que là où les scélérats ont été punis, là aussi il s'est commis beaucoup moins d'excès, et ensuite que, ni le besoin de la vengeance, ni la haine de la terreur, ni la conduite des tribunaux, ne légitimeront jamais les attentats dont je suis forcé de vous entretenir.

« Je ne suis pas chargé, citoyens collègues, de vous exposer à quelles factions de tels excès appartiennent. La sagacité de vos comités saura pénétrer dans cet abîme, en éclairer les horreurs, ne pas prendre des

apparences pour des preuves, des conjectures pour des vérités, et se garantir de toutes méprises, toujours si funestes dans d'aussi graves conjonctures. Ce qu'il y a de sûr et de très clair, c'est qu'il existe une faction d'assassins.

« Mais vos comités ont pensé qu'il était nécessaire de réformer en un point le code pénal, de substituer à la peine de 20 années de fer celle de mort contre le meurtre, c'est-à-dire contre l'homicide commis volontairement, mais sans préméditation.

« Ils ont pensé qu'il était également nécessaire d'accélérer la marche de la procédure, de traduire directement devant le tribunal criminel les prévenus d'assassinat ou de meurtre, et d'ôter aux condamnés le recours au tribunal de cassation.

« Ils ont pensé enfin que les juges et officiers publics seraient désormais inexcusables, et devaient être punis s'ils ne remplissaient pas avec autant de courage que d'activité leurs importantes fonctions... » Suivait un projet de décret comportant un renforcement de la procédure contre l'assassinat (1).

Ce discours est le reflet exact des pensées intimes du député de la Meurthe qui, disciple du droit et défenseur de la justice, ne pouvait supporter la moindre atteinte aux lois; il le peint tout entier tel qu'il fut, tel qu'il était, tel qu'il sera jusqu'à la fin de sa vie, et révèle le trait saillant de son caractère : une rigidité absolue dans le respect de l'ordre.

Le 6 messidor an III (24 juin 1795), Etienne Mollevaut faisait un nouveau rapport au nom des Comités réunis de législation et des domaines : « Le tribunal de cassation fut placé dans le lieu des séances de la Grand chambre du ci-devant parlement de Paris ; mais dans la suite une partie du local qui appartenait au tribunal de cassation fut attribuée au tribunal révolutionnaire ». Et le député de la Meurthe ne pouvait s'empêcher de faire une comparaison entre ces deux organismes : « le premier, composé d'hommes

(1) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 25, pages 22 sqq.

vertueux, éclairés, humains, amis de l'ordre et de la liberté; le second, d'êtres crapuleux, ennemis de tout bien, agents serviles de la plus odieuse tyrannie. Celui-ci, occupé sans relâche, avec une inconcevable fureur, à saper tous les fondements de l'ordre social; celui-là calme, inflexible dans ses principes républicains, soutenant d'une main hardie l'édifice des lois ébranlé de toutes parts, au risque d'être écrasé lui-même sous ses ruines. Je ne sais comment il arriva que le tribunal de cassation ne fût pas dévoré par un si terrible voisin. Celui-ci se contenta d'en égorger, d'en incarcérer quelques membres, de s'emparer de la totalité du lieu de ses séances, et de les reléguer à l'une des extrémités de Paris, dans l'édifice occupé jadis par les écoles de droit ». Et Mollevaut proposait finalement de rendre au tribunal de Cassation son ancien local au Palais de Justice, ce qui fut adopté séance tenante (1).

Deux jours après, la Convention s'occupait d'une pétition présentée par René Legrand, au nom de plusieurs pères de famille, mis en état d'arrestation comme membres ou agents en sous-ordre de la Commission chargée de l'évacuation du Palatinat. Mollevaut, à cette occasion, gravit encore les degrés de la tribune pour prendre la défense des inculpés arrêtés dans des conditions illégales : « René Legrand est un ancien patriote qui a rendu des services signalés à la république : c'est un homme précieux... Chargé d'une commission difficile, dans un pays conquis, Legrand a opposé au brigandage une résistance énergique; son génie et son courage ont su concilier les droits terribles de la conquête avec les maximes de la justice et de l'humanité, et c'est par ses soins que les armées de la république ont été nourries et entretenues pendant plusieurs mois ». Et le député de la Meurthe réfutait, point par point, en avocat habile, les accusations formulées contre Legrand (2).

Membre du Comité de Législation, Mollevaut avait aussi été désigné pour siéger au Comité des Colo-

(1) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 25, page 68.

(2) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 25, page 95.

nies (1). C'est en cette qualité que, le 3 brumaire an IV (25 octobre 1795), il proposa à la Convention la discussion de son rapport sur Saint-Domingue. Mais Bréard, arguant de ce que cet ouvrage était trop volumineux pour être lu dans le peu de temps qui restait, en demanda le renvoi à la prochaine législature. Néanmoins le rapporteur fit adopter la mise en liberté de Santhonax, ex-commissaire civil à Saint-Domingue, contre lequel il n'y avait pas lieu à inculpation.

Le lendemain, la Convention se séparait : elle laissait derrière elle beaucoup de mal, mais aussi beaucoup de bien : la plus formidable de toutes les assemblées révolutionnaires, elle avait eu à sauver la France du péril extérieur et de la guerre civile. Elle fit plus : elle jeta les bases d'une organisation nouvelle; si elle fut une grande destructrice, elle sut aussi fort bien construire, et à ce titre, elle mérite la reconnaissance éternelle du pays.

Etienne Mollevaut eut l'honneur d'être un de ses membres : il faillit même le payer de sa vie. Eloigné quelque temps par des circonstances malheureuses du sein de cette assemblée, il sut au début comme à la fin bien occuper sa place. Son activité, le nombre et la qualité de ses interventions le placent parmi les travailleurs de la Convention; dans la modeste limite de ses moyens, il fit ce qu'il put, sans rancœur exagérée contre des collègues qui l'avaient fait souffrir, avec le seul désir de bien servir cette patrie dont il avait le culte au plus profond de son cœur.

(1) Procès-verbal de la Convention, page 209.

CHAPITRE V.

Mollevaut membre des Anciens, des Cinq-Cents et du Corps législatif. 1795-1803

Avant de se séparer, la Convention avait voté la Constitution de l'an III qui ouvrait une période de réaction anti-démocratique et remplaçait le suffrage universel par un suffrage censitaire et restreint : la propriété était de nouveau la condition absolue des droits politiques.

La France, lasse de désordres, aspirait à la paix intérieure; la majorité de la population confondait — à tort évidemment — démocratie et terrorisme, tout en repoussant l'idée d'un rétablissement de la royauté : c'était bien là aussi l'opinion de Nancy et du département. Le 3^e jour complémentaire de l'an III (19 septembre 1795), en effet, Thiériet, maire de Nancy, écrivait au Comité de Sûreté générale, à propos de la nouvelle Constitution : « Nancy veut la liberté; de 8 sections, qui composent cette commune, toutes ont accepté la Constitution; elles l'ont admise librement, car de 8, 5 ont admis les décrets (1), 3 les ont rejetés, mais toutes les 8 ne veulent ni terroristes ni royalistes; les uns et les autres y sont en horreur » (2).

Cette nouvelle constitution de l'an III confiait le pouvoir exécutif à un Directoire de 5 membres élus par le Corps législatif; celui-ci se composait, pour la première fois en France, de deux Conseils : le Conseil

(1) Il s'agit des décrets des 5 et 13 fructidor qui décidaient que les deux tiers des nouveaux députés seraient pris parmi les Anciens Conventionnels.

(2) BM, Fonds NOEL, tome I in-4^o : lettre de Thiériet, maire de Nancy.

des Cinq-Cents dont les membres devaient avoir au moins 30 ans, et le Conseil des Anciens, composé de 250 membres, âgés d'au moins 40 ans. Outre certaines prérogatives spéciales, chacune des deux Chambres avait des attributions propres : les Cinq-Cents avaient seuls le droit d'initiative en matière législative; mais toute proposition émise par eux ne devenait loi qu'après adoption par les Anciens; enfin les deux assemblées se renouvelaient par $\frac{1}{3}$ chaque année, en germinal. L'élection avait lieu à deux degrés : tous les Français, âgés de 21 ans, inscrits sur le registre civique du canton (garde nationale), domiciliés depuis un an et payant une contribution directe quelconque, se réunissaient en assemblées primaires au chef-lieu de canton (1); celles-ci désignaient alors les électeurs à raison de 1 pour 200 citoyens ayant le droit de vote, donc présents ou absents, etc...; ne pouvaient être électeurs que les citoyens âgés de 25 ans; encore fallait-il, dans les communes au-dessus de 6.000 âmes, posséder un bien évalué à un revenu égal à la valeur locale de 200 journées de travail ou être locataire, soit d'une habitation équivalente à un revenu égal à la valeur locale de 150 journées de travail, soit d'un bien rural valant 200 de ces journées (2). C'étaient ces électeurs qui, réunis au chef-lieu de département, nommaient les députés aux deux Conseils.

A la Constitution de l'an III, la Convention, par crainte du péril royaliste, ajouta deux décrets, l'un, le 5 fructidor, pour décider que les assemblées électorales devaient prendre les deux tiers des nouveaux députés (soit environ 500) parmi les anciens Conventionnels, l'autre, le 13 fructidor, pour régler le mode d'élection de ces deux tiers : chaque assemblée électorale devait d'abord nommer les deux tiers des membres de la Convention que chacune était dans l'obligation de fournir pour le Corps législatif, en les prenant soit dans la députation actuelle du département, soit parmi les

(1) Étaient admis à voter, sans conditions, les anciens soldats ayant fait campagne pour l'établissement de la République.

(2) La Constitution de l'an III était moins libérale que celle de 1791.

autres Conventionnels; puis elle dresserait une liste supplémentaire triple de la première et composée également de membres pris dans la Convention, sans égard à leur région; de cette façon, si des Conventionnels étaient élus en même temps dans différents départements, on compléterait le chiffre de 500 en choisissant dans ces listes supplémentaires; si même ainsi ce chiffre n'était pas atteint, les nouveaux élus se complèteraient eux-mêmes. Alors seulement après avoir dressé cette liste triple, les assemblées électorales pourraient élire leur « nouveau tiers ». Enfin, pour les premières élections, les électeurs n'avaient pas à indiquer que le député siégerait aux Cinq-Cents ou aux Anciens : les élus le décideraient eux-mêmes d'après les conditions d'âge et par le sort. Ces dispositions furent connues à Nancy, peu après leur adoption, le 5 fructidor an III (22 août 1795). Le 14, l'administration du département lançait l'avis de convocation aux électeurs : ceux-ci étaient appelés à se réunir le 20 fructidor aux lieux habituels. Nancy, comme par le passé, était divisée en huit sections; les élections des électeurs eurent lieu sans autre incident que la protestation, relatée plus haut, de trois sections contre les décrets du 5 et du 13 fructidor, qui blessaient « les droits du peuple dans l'exercice de sa souveraineté » (1).

Le 1^{er} vendémiaire an IV (23 septembre 1795), la Convention, ayant reçu les procès-verbaux des assemblées primaires, convoqua les assemblées électorales pour le 20 du même mois : celle de la Meurthe se tint à Nancy sous la présidence de Claude-Joseph Mallarmé. Elle devait élire huit députés, en prendre d'abord six parmi les anciens Conventionnels, dresser ensuite une liste supplémentaire de dix-huit autres membres de la Convention et enfin élire les deux membres du « nouveau tiers ».

(1) AD, L 204 : nomination des électeurs, fructidor an III, 10^e section. Il est à noter que beaucoup de citoyens négligèrent de se rendre aux assemblées primaires; à la 9^e section de Nancy — extra muros, car la ville elle-même n'avait que 8 sections —, pour 625 citoyens qui avaient le droit de vote, 24 seulement l'exercèrent.

Etienne Mollevaut fut élu le deuxième de la Meurthe par 234 voix sur 315 votants, après Zangiacomi qui en eut 237; l'assemblée électorale compléta le nombre en élisant ensuite Boissy d'Anglas, de l'Ardèche, Michel, de la Meurthe, Lanjuinais, d'Ille-et-Vilaine, et Gênois, de l'Isère. Puis on dressa la liste supplémentaire de dix-huit membres, et, parmi les élus citons Henri-Larivière, Grégoire, Isnard, Faure, etc... Enfin les élections de Claude-Joseph Mallarmé et de Claude-Ambroise Régnier portèrent le nombre des députés du département au chiffre huit (1).

Ainsi la Meurthe écarta du suffrage les Conventionnels terroristes : ni René Mallarmé, ni Bonneval, ni Levasseur ne furent réélus; on n'envoyait à Paris de nouveau que les trois modérés qui avaient survécu à la tourmente : Mollevaut, Zangiacomi et Michel, et on leur donnait comme compagnons des esprits calmes, ennemis de la dictature et de la violence : Claude Mallarmé et Régnier. Cette hostilité de la Meurthe à l'égard des terroristes était encore bien plus visible dans le choix de la liste supplémentaire : on ne votait que pour des Girondins victimes de la Terreur ou pour des Montagnards qui l'avaient blâmée; on ne repoussait pas les régicides, mais les anciens amis de Robespierre étaient impitoyablement écartés. Enfin n'étaient pas oubliés non plus les représentants en mission dont on avait eu à se louer à Nancy : Faure qui avait lutté contre Marat-Mauger, Gênois qui avait éliminé des administrations de la Meurthe les éléments jacobins, et Pflieger dont on se rappelait la lutte contre Glasson-Brisse. Tel fut le caractère des élections du département en 1795.

Les députés étant désignés, il fallait maintenant les répartir dans les deux Conseils créés par la Constitution : le 5 brumaire an IV (27 octobre 1795), les citoyens appelés à former le Corps législatif se réunirent donc dans la salle des séances de l'ancienne Convention, où eut lieu le tirage au sort de ceux qui devaient

(1) Etienne Mollevaut eut l'honneur d'être élu sur les listes supplémentaires de huit départements : Aisne, Bouches-du-Rhône, Eure, Ille-et-Vilaine, Haute-Marne, Bas-Rhin, Seine et Vosges.

faire partie des Anciens : le nom de Mollevaut sortit le 83^e (1)

Cependant il ne put participer avec ses collègues de la Meurthe aux premiers travaux de l'assemblée : des raisons impérieuses le retenaient en effet à Nancy et dès le 15 brumaire an IV (5 novembre 1795), il fut obligé de solliciter un congé de trois mois (2). Mais Etienne Mollevaut n'en suivit pas moins les débats parlementaires : la loi du 23 nivôse en particulier ayant prescrit aux députés la prestation d'un serment de haine à la royauté, le député de la Meurthe s'empessa de remplir cette formalité constitutionnelle à Nancy, le 1^{er} pluviôse, jour anniversaire « de la juste punition du dernier roi des Français ». Et afin de ne laisser aucun doute sur la pureté de ses intentions, Mollevaut adressa une lettre à ses collègues pour « réitérer son serment » entre leurs mains (3).

Mais par la loi du 27 pluviôse an V (15 février 1797), le nombre des députés de la Meurthe fut abaissé de huit à sept; le chiffre de 750 ne pouvait en effet être dépassé pour les deux Conseils; or il fallait donner des députés aux nouveaux départements créés sur la rive gauche du Rhin : la Meurthe eut donc définitivement deux députés aux Anciens : Mollevaut (4) et Régnier, et cinq aux Cinq-Cents ; Zangiacomi, Claude Mallarmé et Lalande étant censés représenter le département, celui-ci en l'an V désigna deux députés complémentaires aux Cinq-Cents : ce furent Jacqueminot et Boulay (5), élus par l'assemblée électorale réunie à Nancy

(1) AN, PV du Conseil des Anciens, séance du 5 brumaire an IV, page 11.

(2) Le Conseil, dans sa séance du 15 brumaire, ne lui accorda que six décades de repos (AN, PV du Conseil des Anciens, séance du 15 brumaire an IV, page 42).

(3) AN, PV du Conseil des Anciens, séance du 17 pluviôse an IV, page 170.

(4) Mollevaut devint secrétaire du Conseil en ventôse an V (AN, PV du Conseil des Anciens, séance du 1^{er} ventôse an V, page 17).

(5) Boulay (Antoine-Jacques-Claude-Joseph) était né le 19 février 1761 à Chaumousey (Vosges). Après des études élémentaires au collège de Toul, il fit des études de droit à la Faculté de Droit de Nancy. Inscrit comme avocat au parlement de Nancy dès 1783, il alla bientôt dans la

du 20 au 27 germinal an V (9-16 avril 1797) : l'élection de ce dernier, patriote convaincu, fit passer celle du premier, d'opinion très pâle, et la Meurthe n'eut pas à recommencer les élections après le coup d'Etat de fructidor (1).

Cependant le mandat de Mollevaut devait expirer au 1^{er} prairial an VI (20 mai 1798) (2), et c'est même lui qui, en tant que président du Conseil des Anciens en germinal, signa les instructions relatives aux élections et jointes à une adresse du Directoire exécutif aux électeurs : « ... Republicanisme, probité, lumières, énergie, sagesse sont les qualités indispensables à ceux que vous allez revêtir du caractère auguste de législateurs... Il y a plus; ceux-là mêmes qui, sans être dirigés par des motifs aussi méprisables, ne sont pas des républicains déterminés, doivent être éloignés des fonctions législatives, eussent-ils des vertus et des lumières, car s'il n'est point de republicanisme sans vertu, il n'est point de véritable vertu sans republicanisme... » (3). Ces instructions furent particulièrement suivies dans la Meurthe : du 20 au 27 germinal, l'assemblée électorale se tint à Nancy : elle avait à élire un membre au Conseil des Anciens et deux aux Cinq-Cents. Mollevaut fut élu comme député à ce dernier Conseil, mais cette fois le succès avait été lent à venir : ce ne fut qu'au troisième tour qu'Etienne triompha de son concurrent Carez,

capitale pour y chercher une carrière. Mais, ayant échoué, il revint à Nancy où il se lança dans le mouvement révolutionnaire : membre du club des Amis de la Constitution, aux côtés de Mollevaut, il partit comme volontaire dès 1792 et participa à la bataille de Valmy. Revenu malade à Nancy, il devint juge au tribunal du district jusqu'en pluviôse an II où il fut révoqué. Après la chute de Robespierre, il reprit sa place au même tribunal qu'il eut ensuite l'honneur de présider. Envoyé aux Cinq-Cents, après avoir rempli les fonctions d'accusateur public au tribunal criminel de la Meurthe, il s'appela désormais Boulay de la Meurthe et prit place parmi les modérés. Ayant favorisé le coup d'Etat de brumaire, il entra au Conseil d'Etat en l'an VIII dont il devint même président et participa à la rédaction du Code civil. Fait comte de l'Empire, il bouda les Bourbons lors de la première Restauration et, après le retour de l'île d'Elbe, dut s'exiler en Allemagne. Rentré en France en 1819, il mourut à 80 ans, le 2 février 1840.

(1) AD, L 205.

(2) AN, PV du Conseil des Anciens, séance du 14 ventôse an V, page 247.

(3) AD, L 210 : n° 192 du *Bulletin des Lois*.

ex-membre de l'Assemblée législative (1), par 188 voix sur 313 votants; comme le dit Monsieur Pfister (2), « on voit que sa popularité commençait à baisser dans le département ». Néanmoins les autorités lui gardaient le même indéfectible attachement : c'est Mourer qui, comme commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du département de la Meurthe, écrivait aux Directeurs : « Le choix du citoyen Mollevaut a causé ici une allégresse générale. Je m'abstiendrai de vous entretenir des qualités morales et politiques qui rendent ce législateur estimable; elles vous sont sans doute suffisamment connues » (3). C'est l'administration municipale, réunie sous la présidence de Lallemand (4), qui dans sa séance du 15 floréal an VI (4 mai 1798) décidait d'adresser au citoyen Mollevaut « une lettre de félicitations sur l'acte de justice que le corps électoral lui a fait en lui conférant de nouveau le caractère de représentant du peuple » (5).

Dans leur ensemble, lors de ces élections de germinal, les électeurs de la Meurthe firent preuve de sentiments républicains très nets : à côté de Mollevaut et de Mourer qu'ils envoient aux Cinq-Cents et qui sont modérés, mais républicains quand même, ils députent

(1) Carez (Joseph) était né à Toul le 15 mars 1752, dans une famille modeste. Envoyé au séminaire, il s'en sauva et mena une vie d'aventures : finalement, il revint à l'imprimerie de son père qu'il aida et pour qui il découvrit le procédé du clichage. Lancé dans le mouvement révolutionnaire, il fut élu officier municipal de sa ville natale en 1790, puis administrateur du district. En 1791, il fut envoyé à l'Assemblée Législative comme 4^e député de la Meurthe; battu à ces élections de germinal an VI, par Mollevaut, il termina sa carrière comme sous-préfet de Toul où il mourut en 1801.

(2) *Les députés de la Meurthe sous la Révolution* : article Mollevaut.

(3) AN, AF III 248 (1042).

(4) Lallemand (François-Antoine), né à Lixheim en 1743; après des études de droit, se fit inscrire comme avocat au Parlement de Lorraine. Elu maire de Nancy en décembre 1792, il garda sa place jusqu'aux incidents d'avril 1793 qui avaient abouti à la mise en arrestation de Mauger. Officier municipal dans la municipalité nommée par le représentant Gênevois, il reprit les fonctions de maire après la démission de Thiériet en octobre 1795. Président de l'administration municipale en janvier 1798, il fut plusieurs fois réélu dans ses fonctions, et de 1800 à la Restauration garda presque continuellement la place de premier magistrat de la cité. Il mourut à Nancy le 9 septembre 1817.

(5) AM, D1, registre des-délibérations, séance extraordinaire du 15 floréal an VI, midi.

aux Anciens Pierre Collombel, suppléant de Salle à la Convention et ancien Montagnard très ferme : c'était donc un succès pour la République et le *Patriote de la Meurthe*, journal qui témoigne du plus parfait républicanisme, ne cache pas sa joie : « Le département de la Meurthe doit se glorifier de la députation qu'il envoie cette année au Corps législatif; l'assemblée électorale a nommé membres de cette députation les citoyens, Colombel, de Pont-à-Mousson, ex - conventionnel, Mourer, commissaire du directoire exécutif près l'administration départementale, et Mollevaut, de Nancy, ex-conventionnel. Qu'elle a été frappante, la différence des choix de cette année, de ceux de l'an 4 et l'an 5. L'allégresse générale des républicains, les cris de Vive la République, les chants patriotiques, les promenades civiques dans lesquelles on est allé, aux pieds de l'arbre de la liberté, rendre hommage au génie tutélaire de la république, l'empressement des bons citoyens à illuminer les rues et à joindre leurs cris de bravo aux accents de la musique guerrière qui célébrait le patriotisme des électeurs : tout a présagé le bonheur de la France, dont les destinées sont confiées à des députés républicains prononcés » (1).

Mêmes remarques pour les élections de l'an VII, où Régnier et Claude Mallarmé, députés sortants, furent réélus, l'un aux Anciens, l'autre aux Cinq-Cents (2). Et on peut dire que, durant cette période du Directoire, les opinions des élus meurthois répondaient parfaitement aux idées moyennes des électeurs du département.

Mollevaut, tour à tour membre des Cinq-Cents et des Anciens, prit, comme toujours, sa tâche à cœur, bien qu'il se trouvât dans une période de dépression physique : nous le voyons en effet solliciter le 7 floréal an IV (26 avril 1796) une prolongation de congé jusqu'au « parfait rétablissement » de sa santé (3). Et

(1) *Le Patriote de la Meurthe*, n° 94, an VI (1798).

(2) AD, L 210.

(3) AD, PV. du Conseil des Anciens, 7 floréal an IV, page 107.

une lettre dont nous ignorons le destinataire, mais qui est datée du 9 vendémiaire an V (30 septembre 1796) semble indiquer que le député de la Meurthe ne rejoignit seulement Paris qu'un an après l'ouverture de la session, en vendémiaire an V : « Ma santé n'a pas été altérée, mon cher ami, du voyage que j'ai fait avec ménagement et précaution. J'ai mieux aimé arriver sans accident qu'avec promptitude et, depuis mon séjour ici, je me porte bien mieux que je m'y attendais. Mon temps s'est passé jusqu'ici à voir d'anciennes connaissances qui paraissent fort contentes de mon retour, à chercher un logement, une pension. Je ne suis pas encore fixé. Je n'ai pas manqué de vous rappeler au souvenir de Laplaigne (1), Daulnou (2), Olivier, Gérente (3).

« Ils se rappellent de vous avec intérêt et m'ont chargé de vous dire mille choses gracieuses. Je ne suis pas encore au courant de ce qui se passe ici, et n'ayant presque pas lu les journaux, vous en savez plus que moi. J'ai éprouvé de vives inquiétudes sur le sort de nos armées d'Allemagne; on me disait ce matin des choses rassurantes... » (4). Mollevaut présuma sans doute de ses forces, car en fructidor an V, il obtenait une « prolongation de congé de cinq décades » (5). Cependant à la fin du même mois il recevait notification de l'arrêté du 20 fructidor et s'empressait, avec sa belle conscience de toujours, d'annoncer à ses collègues que, bien qu'absent par congé, il se rendrait incessamment à son poste.

Car, avant tout, Mollevaut restait un homme d'action : s'il n'aimait que rarement se livrer à ces grandes envolées oratoires dont nous avons vu déjà

(1) Ancien député du Gers à la Convention.

(2) Principal auteur de la Constitution de l'an III.

(3) Sans doute faut-il lire Olivier-Gérente, né dans la Drôme en 1744, mort à Avignon en 1837. Ancien député à la Convention, arrêté le 3 octobre 1793 pour avoir protesté contre la journée du 31 mai, emprisonné, rentré à la Convention le 18 frimaire an III; fit voter une fête célébrant l'anniversaire de la chute de Robespierre. Député aux Cinq-Cents, baron d'Empire en 1813.

(4) BM, autographes du fonds lorrain : lettre du 9 vendémiaire an V.

(5) AN, PV. du Conseil des Anciens, 9 fructidor an V, page 126.

quelques exemples, il avait par contre une prédilection pour le travail de commission, celui où se fait la meilleure part du labeur parlementaire. Ses interventions, durant cette période du Directoire, furent nombreuses :

A) Conseil des Anciens

1) séance du 11 vendémiaire an V (20 octobre 1796) : Mollevaut fait approuver une résolution qui déclare illégales les élections du canton de Thiberville (Eure).

2) séance du 9 brumaire an V (30 octobre 1796) : lors des débats de l'affaire de Veymeranges, Delacoste et Poulain-Grandpré parlent en faveur de la résolution du Conseil des Cinq-Cents; elle est combattue par Rousseau et Mollevaut et rejetée par le Conseil des Anciens.

3) séance du 27 brumaire an V (17 novembre 1796) : Mollevaut fait approuver la résolution du 7 brumaire, qui rétablit l'exécution des lois de 1790, 1791 et 1792 sur les prix des baux à ferme (1).

4) séance du 30 brumaire an V (20 novembre 1796) : le Conseil discute sur la résolution du 13 brumaire relative aux délais pour se pourvoir en opposition, et rejeter l'appel des jugements par défaut; Mollevaut la combat et avec des amis la fait rejeter.

5) séance du 4 nivôse an V (24 décembre 1796) : un député parle contre la résolution relative à la restitution des biens des religionnaires fugitifs. Mollevaut en vote l'adoption qui est approuvée (2).

6) séance du 24 nivôse an V (13 janvier 1797) : le Conseil des Cinq-Cents envoie une résolution au sujet des dettes des communes. Mollevaut, avec deux de ses collègues, est chargé du rapport (3).

(1) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 28, pages 451, 472, 493, 494.

(2) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 28, pages 496 et 514.

(3) AN, PV du Conseil des Anciens, séance du 24 nivôse an V, page 231.

7) séance du 5 pluviôse an V (24 janvier 1797) : le député de la Meurthe parle contre une résolution relative à deux points de jurisprudence du tribunal de cassation et en fait voter l'ajournement (1).

8) séance du 8 pluviôse an V (27 janvier 1797) : le Conseil des Cinq-Cents présente une résolution relative à l'accélération du mécanisme judiciaire à Paris. Mollevaut est chargé du rapport (2).

9) séance du 19 ventôse an V (9 mars 1797) : Mollevaut présente un rapport sur la résolution relative à la loi du 24 août 1793 concernant l'actif et le passif des communes (3).

10) séance du 3 floréal an V (22 avril 1797) : Régnier, collègue meurthois de Mollevaut, fait un rapport favorable à la résolution qui met à la charge du condamné les frais de la procédure criminelle, correctionnelle et de police. Mollevaut parle en faveur de son rejet.

11) séance du 8 floréal an V (27 avril 1797) : le Conseil reçoit une résolution qui déclare que les armées d'Italie, de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle ont bien mérité de la patrie et de l'humanité. Mollevaut « célèbre les triomphes magnanimes des guerriers auxquels nous devons la paix » (4).

12) séance du 22 floréal an V (11 mai 1797) : Mollevaut est nommé rapporteur de plusieurs résolutions relatives aux tractations entre particuliers, à l'acquittement des obligations antérieures à la dépréciation du papier-monnaie, à l'acquittement des obligations contractées pendant la dépréciation (5).

13) séance du 23 prairial an V (11 juin 1797) : Mollevaut présente le rapport sur les résolutions précédentes et en propose le rejet.

(1) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 28, page 535.

(2) AN, PV. du Conseil des Anciens, séance du 8 pluviôse an V, page 80.

(3) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 28, page 615.

(4) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 28, pages 676 et 684.

(5) AN, PV. du Conseil des Anciens, séance du 22 floréal an V, pages 277 sqq.

14) séance du 24 prairial an V (12 juin 1797) : il propose également le rejet de la résolution sur les paiements et consignations faits en papier-monnaie.

15) séance du 4 messidor an V (22 juin 1797) : la discussion sur la résolution du 30 germinal relative à la dépréciation du papier-monnaie se termine : Mollevaut parle pour l'adoption et le Conseil l'approuve (1).

16) séance du 26 frimaire an VI (16 décembre 1797) : Mollevaut est chargé du rapport de la résolution sur la distribution et l'emploi de l'enclos des ci-devant Chartreux de Paris.

17) séance du 12 nivôse an VI (1^{er} janvier 1798) : le Conseil des Anciens confie à Mollevaut l'examen de la résolution sur le maintien d'une partie de la maison des ci-devant Bernardins de Paris comme boucherie des maisons d'arrêt et des hospices civils de la ville.

18) séance du 2 pluviôse an VI (21 janvier 1798) : Mollevaut prête le serment de « haine à la royauté et à l'anarchie et de fidélité à la République et à la Constitution de l'an III » (2).

19) séance du 29 ventôse an VI (19 mars 1798) : Mollevaut est chargé d'examiner la résolution des Cinq-Cents sur les transactions entre particuliers pendant la dépréciation du papier-monnaie (3).

20) séance du 6 floréal an VI (25 avril 1798) : Mollevaut rapporte la résolution des Cinq-Cents sur la pétition de la citoyenne Guillot, veuve Maillard, nourrice du dernier roi des Français (4).

21) séance du 22 floréal an VI (11 mai 1798) : l'élection de Mollevaut, élu pour trois ans au Conseil des Cinq-Cents, est validée (5).

(1) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 28, pages 727, 728 et 733.

(2) AN, PV. du Conseil des Anciens, séance du 2 pluviôse an VI, pags 21.

(3) AN, PV. du Conseil des Anciens, séance du 2 pluviôse, an VI, page 319.

(4) AN, PV. du Conseil des Anciens, séance du 2 pluviôse an VI, page 43.

(5) AN, PV. du Conseil des Anciens, séance du 2 pluviôse an VI, page 351.

B) *Conseil des Cinq-Cents.*

1) séance du 29 vendémiaire an VII (20 octobre 1798) : une commission spéciale de trois membres — dont Mollevaut — est chargée d'examiner une pétition de la commune d'Aigues-Vives pour empêcher les inondations (1).

2) séance du 7 brumaire an VII (28 octobre 1798) : le Conseil nomme Mollevaut pour compléter la commission chargée d'examiner un message du 8 thermidor an IV par lequel le Directoire exécutif provoque l'interprétation d'un article de la loi du 24 août 1793 sur les biens communaux (2).

3) séance du 22 brumaire an VII (12 novembre 1798) : Mollevaut prend la parole pour célébrer les mérites de l'Ecole Centrale de la Meurthe : « (elle) a l'honneur d'offrir, par mon organe, au Conseil, l'hommage du compte de ses travaux de l'an VI et du programme de l'exercice public de ses élèves... Avec de grandes ressources, muséum, jardin botanique, cabinet de physique, bibliothèque, établissements tous de la plus haute distinction, l'école de la Meurthe, l'une des premières en activité, rencontra, dans sa naissance, des obstacles, des besoins, une pénurie qui inspiraient des inquiétudes.

« Mais, après quelques mois d'une existence difficile, un exercice public détruisit ces alarmes, et pénétra d'admiration, de consolations et de grandes espérances le cœur des amis des sciences, des lettres et de la patrie.

« ... Je ne crains pas d'assurer que nulle école n'a mieux rempli ses devoirs et rendu plus de services à la République » (3).

4) séance du 6 vendémiaire an VIII (28 septembre 1799) : Mollevaut monte à la tribune et prête le serment prescrit par la loi du 12 thermidor dernier : « Je

(1) AN, PV. du Conseil des Cinq-Cents, séance du 29 vendémiaire an VII.

(2) AN, PV. du Conseil des Cinq-Cents, séance du 7 brumaire an VIII, page 153.

(3) SAL, Recueil de la Révolution, tome 5, f° 61. Cf. aussi Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 29, page 487.

jure fidélité à la République et à la Constitution de l'an III; je jure de m'opposer de tout mon pouvoir au rétablissement de la royauté en France et à celui de toute espèce de tyrannie » (1).

Tout en prenant cette part active aux débats parlementaires, Mollevaut apportait son concours dévoué à ses commettants et surtout à ses compatriotes nancéiens: c'est ainsi que, sur la fin de la Convention, des intrigues s'étaient renouées pour faire transporter le siège de l'administration de la Meurthe de Nancy à Lunéville. Mollevaut s'employa avec ses collègues à empêcher le vote de ce transfert; mais le Conseil des Cinq-Cents repoussa leurs observations; cependant un mouvement de protestation se faisait dans la Meurthe et cinquante cantons sur soixante-quinze se prononçaient contre la mesure envisagée. Mollevaut et les autres députés multiplièrent donc à nouveau leurs démarches, insistèrent auprès du Directoire exécutif, de sorte qu'en nivôse an V, le Conseil des 500, sur la proposition de Daunou, fixait définitivement à Nancy le siège de l'administration centrale du département de la Meurthe, et le Conseil des Anciens approuvait la résolution (2). Ce fut une vive joie à Nancy et de nouveaux remerciements (3) furent adressés à Mollevaut et à ses collègues.

Mollevaut, retenu à Paris par les devoirs de sa charge, y vivait seul au numéro 396 de la rue de l'Université (4); son fils Gabriel, libéré de ses occupations antérieures et fidèle collaborateur de son père, lui tint compagnie pendant quelques mois, de juin à décembre 1795, puis retourna à Nancy près de sa mère « dont les

(1) AN, PV. du Conseil des Cinq-Cents, séance du 6 vendémiaire an VIII.

(2) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 28, pages 509 et 517.

(3) Déjà le 2 brumaire an IV (24 octobre 1795) le Commissaire provisoire du Directoire exécutif près l'administration du département de la Meurthe avait adressé à Mollevaut, Zangiacomi et Lalande, encore députés à la Convention, les remerciements de Nancy pour les démarches faites contre le transfert des tribunaux de la Meurthe à Lunéville (AM, D³, correspondance de Zangiacomi.)

(4) *Annuaire de la Meurthe pour l'an IX* (1801) et autographes du Fonds lorrain, lettre du 3 prairial an VI (22 mai 1798),

goûts simples ne s'accommodaient pas du séjour de la capitale » (1) et qui vivait en compagnie de son autre fils, Charles-Louis, et de sa fille Rosalie. Durant son séjour à Paris, Gabriel avait fait la connaissance d'un riche Milanais qui venait solliciter du gouvernement français l'établissement d'une république au-delà des monts; aussi, lorsqu'il revint à Paris en 1796, la perspective d'un avancement dans la carrière diplomatique détermina ses parents à le laisser suivre le prince de Serbelloni, promu directeur de la république Cisalpine — capitale Milan —, en qualité de secrétaire; Gabriel demeura un an à Milan; une lettre qu'il adressa à Justin Lamoureux (2), le 15 fructidor an V (1^{er} septembre 1797) (3), ne nous donne que des renseignements laconiques : « toujours les mêmes occupations, toujours à mon bureau ». Le jeune homme — il avait 22 ans — menait d'ailleurs à Milan une vie très agréable; de son service dans la cavalerie, il avait gardé un vif amour du cheval et, les écuries de son maître étant bien fournies, Gabriel ne se fit pas faute d'en profiter. Ce séjour en Italie dura peu : en décembre 1797, Serbelloni était nommé ambassadeur en France et le jeune Mollevaut l'y suivit, demeurant à son service jusqu'en l'année 1800. Durant ce court passage en Italie, Gabriel-Etienne avait eu l'occasion d'approcher Bonaparte qui séjourna trois mois chez le prince de Serbelloni; le général se servit de sa main pour lui faire transcrire plusieurs dépêches, ce qui lui valut l'honneur d'être invité à dîner par Joséphine de Beauharnais : le malicieux jeune homme constata même qu' « en bonnet de nuit » le futur Empereur « lui parut être un bien petit personnage » (4).

(1) *Vie de M. Mollevaut, prêtre de Saint-Sulpice...* pages 16 sqq.

(2) Lamoureux (Jean-Baptiste-Justin), né le 19 septembre 1782, fils d'un médecin. Elève à l'Ecole centrale, il devint par la suite contrôleur principal des contributions indirectes à Bruxelles en 1814, puis substitut du procureur du roi près le tribunal de 1^{re} instance de Nancy en 1821. Auteur du *Mémoire pour servir à l'histoire littéraire du département de la Meurthe*, il collabora aux dictionnaires de Hœfer et de Michaud.

(3) Autographes du fonds lorrain, dossier Mollevaut Gabriel-Etienne.

(4) *Archives de Saint-Sulpice* : notes manuscrites, mémorial. Cf. aussi [GAMON], *Vie de M. Mollevaut...*, et *Ami de la Religion*, journal

Cette sollicitude du général pour le fils aurait-elle contribué à le rapprocher du père ? Cela est fort possible. En tous les cas, au coup d'Etat du 19 brumaire, Etienne Mollevaut se rallia à Bonaparte : peut-être vit-il en lui l'homme capable de mettre fin à l'anarchie dans laquelle sombrait la France ; peut-être aperçut-il en ce vainqueur le sauveur de la République démocratique, un second Washington qui établirait définitivement le régime en France en imposant silence aux factions ! Cette dictature dont il avait pourtant éprouvé les funestes effets, peut-être la sentit-il à ce moment nécessaire ! Bref, comme tant d'autres, Etienne ne discerna pas toute l'ambition qui se cachait derrière ce masque impénétrable, dans cette tête de Corse, et il ne fit aucune opposition aux desseins du général. D'ailleurs, en vain eût-il cherché chez ses commettants la moindre trace d'un sentiment de réprobation : Sarrebourg, ancien fief du jacobinisme meurthois, envoyait lui-même une adresse au gouvernement pour applaudir à la journée du 19 brumaire : « Après tant d'agitation et de calamités, tous les citoyens ont besoin de repos ; tous les hommes sages appellent la concorde, cette déesse bienfaisante, en l'absence de laquelle il n'est aucun bien pour les Mortels » (1).

Le soir du coup d'Etat, le Conseil des Anciens, puis vingt-cinq à trente membres des Cinq-Cents votèrent la création d'une commission consulaire exécutive et l'ajournement du Corps législatif : chaque Conseil allait être remplacé par une commission intermédiaire de vingt-cinq membres : Gabriel-Etienne Mollevaut fut nommé le 22 brumaire an VIII (13 novembre 1799) un des deux secrétaires-rédacteurs de la Commission législative intermédiaire des Cinq-Cents (2).

Ces deux Commissions devaient préparer la nouvelle Constitution ; en fait elles ne firent rien : décidées à adopter le plan de Sièyès, elles durent y renoncer

et revue, tome 164, pages 166 sqq. (Bibliothèque du Grand séminaire de Nancy).

(1) AN, C 472, commission législative du Conseil des Cinq-Cents.

(2) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, tome 29, page 907.

devant l'hostilité de Napoléon-Bonaparte et élaborèrent timidement un second projet que le général fit encore écarter pour en dicter finalement un selon ses vœux ; les membres des deux Commissions n'eurent plus qu'à y apposer leurs signatures.

Cette Constitution du 22 frimaire an VIII (13 décembre 1799). — première application du régime plébiscitaire où un homme se fait confier le pouvoir par la force — était un chef-d'œuvre de fourberie qui, tout en maintenant le suffrage universel, l'annihilait en fait : ces listes de notabilités qui semblaient sauvegarder le principe de souveraineté nationale étaient d'inspiration machiavélique.

De quatre assemblées qui partagent avec le Premier Consul le pouvoir législatif, l'une, le Conseil d'Etat, est nommée par ce dernier ; deux autres, le Tribunat et le Corps législatif sont composés de membres choisis par le Sénat ; quant à celui-ci, il se recrute lui-même ; mais sur les 80 premiers sénateurs, 31 sont nommés par les Consuls et nomment les 49 autres : ainsi, en fait, Napoléon-Bonaparte est le maître.

Copie de cette Constitution arriva le 26 frimaire an VIII (17 décembre 1799) à Nancy (1) ; elle fut bien accueillie : « La nouvelle Constitution, disait une adresse du département de la Meurthe, dont vous venez de faire présent à la France réalisera toutes les espérances de bonheur et de gloire que les vrais amis de la Liberté et de l'Egalité ont pu concevoir pour la République... Vous avez encore consolidé votre ouvrage en plaçant à la tête du gouvernement des citoyens aussi recommandables par leurs vertus que par leurs talents et un héros aussi redouté des ennemis de la République qu'estimé et chéri des Français. Recevez-en les témoignages de notre reconnaissance ; sans doute, dans peu, mille adresses d'adhésion au nouvel acte constitutionnel vous seront envoyées, mais il convient aux administra-

(1) Cf. à ce sujet l'étude de M. PFISTER : *Les élections à Nancy et dans le département de la Meurthe sous le Consulat et le Premier Empire* (1799-1815), Nancy, 1912.

teurs du département de la Meurthe qui ont la gloire de compter trois de leurs concitoyens dans le sein des Commissions législatives (1), d'être les premiers à satisfaire leur cœur en les remerciant d'avoir assuré le bonheur et la liberté publics » (2). Le résultat du plébiscite fut donc très favorable; comment en aurait-il pu être autrement, alors que les citoyens étaient obligés d'inscrire leur avis en présence des autorités ? De plus la Constitution n'était-elle pas déjà en vigueur ?

Le 4 nivôse (25 décembre 1799), le Sénat conservateur, étant constitué désigna les membres du Corps législatif : Etienne Mollevaut et Grégoire furent parmi les élus (3). Peu après, le 8 prairial (28 mai 1800), le Sénat nommait au Corps législatif, en remplacement d'un membre décédé, un autre Meurthois, Thiry, commissaire du gouvernement près des salines de Dieuze. Enfin en l'an X, Grégoire ayant été envoyé au Sénat, Mollevaut et Thiry furent seuls à représenter leur département au Corps législatif (4). Pour le renouvellement de celui-ci, les départements français étaient répartis en cinq séries : celle dont faisait partie la Meurthe devait être renouvelée en l'an XIV (1805-1806) : Mollevaut resta donc membre du Corps législatif jusqu'à cette époque où il ne fut pas réélu (5).

Au cours de cette législation, Mollevaut prit deux fois la parole : une première fois, le 24 pluviôse an IX (13 février 1801), à l'occasion de la signature de la paix de Lunéville : « Avec quels transports nous voyons cesser enfin cette lutte sanglante, la plus terrible que l'union des passions extrêmes et de moyens presque inépuisables ait suscitée à un peuple qui se trouvait dans une situation la plus difficile et la moins prévue ! Ses nombreux ennemis ne le croyaient pas en état de

(1) C'étaient Boulay, Jacqueminot et Régnier.

(2) AN, C 472, commission législative du Conseil des Cinq-Cents.

(3) AN, C 635 (C VB₁) et PV. de la Commission des Anciens.

(4) Plusieurs fois, Mollevaut recueilli des voix comme candidat à un poste de Sénateur : le 29 nivôse an VIII, le 25 pluviôse an VIII, les 19, 21 et 24 ventôse an VIII (AN, C 635 et 636, Corps législatif).

(5) Il était à ce moment proviseur du lycée de Nancy.

soutenir un premier choc, et lui-même ignorait le secret de sa puissance et de ses ressources. Le peuple français le soutient, ce premier choc, avec énergie et dans une attitude imposante... Et depuis dix années, la nation française s'illustre par des efforts sans cesse renaissants et des exploits de plus en plus admirables... O saint amour de la patrie, source féconde d'héroïsmes et de gloire ! O combien tes entreprises sont plus magnifiques et plus sûres que tant de systèmes, enfants de vaines prétentions et des calculs perfides de la cupidité, de la jalousie et de l'orgueil !... Gouvernement de la République française, illustres et sages consuls, et vous généraux, officiers, soldats, vous qui avez organisé la victoire ; vous tous qui, en moissonnant tant de lauriers, avez si bien mérité de la patrie, recevez mon hommage ! C'est l'estime, l'attachement et la reconnaissance qui vous l'offrent avec respect. O paix ! ô céleste paix ! Fixez à jamais votre séjour parmi nous ; et vous ne trouverez nulle part sur la terre des adorateurs plus passionnés et plus constants » (1). Un mois après, Mollevaut occupait de nouveau la tribune pour présenter à ses collègues un ouvrage consacré à l'instruction de la jeunesse et ayant pour auteur Michel, directeur du pensionnat établi près l'Ecole Centrale de la Meurthe. Ce fut pour Mollevaut l'occasion de faire de nouveau l'éloge de cette dernière : « ... Permettez, mes collègues, que j'ajoute un hommage solennel aux talents et aux vertus des professeurs de cette école distinguée où règnent le goût, l'érudition, l'honneur, une tendre affection pour les élèves, la plus saine morale. Le zèle éclairé, courageux de ces hommes respectables a élevé l'enseignement en peu d'années à un degré de perfection qui, bientôt, si je ne me trompe, laissera peu à désirer aux amis des lettres, des arts, des sciences et de la patrie » (2).

En même temps que les organismes législatifs

(1) *Archives parlementaires*, 2^e série, tome II, page 73 (séance du 24 pluviôse an IX).

(2) *Archives parlementaires*, 2^e série, tome II, page 261 (séance du 27 ventôse an IX).

prévus par la Constitution de l'an VIII s'installaient à Paris, les listes de notabilités s'établissaient dans la Meurthe : Mollevaut fut naturellement inscrit d'office dans les notabilités départementales et communales, comme membre « nécessaire », en raison de son titre de législateur ; il participa même de façon active aux élections : quand, par exemple, on procéda au vote pour les notabilités départementales de la Meurthe, l'arrondissement communal de Nancy fut divisé en quatre séries, dont la deuxième comprenait une partie de la ville avec ses faubourgs, les communes de Maxéville et de Pixérécourt, ainsi que celles des anciens cantons de Frouard, Custine et Amance. Pour chacune de ces séries, il y avait, désigné par les fonctionnaires publics de l'arrondissement, un directeur de scrutin, assisté de deux scrutateurs : Mollevaut, en cette qualité, et de concert avec Joseph-François Coster (1), prêta son concours à Nicolas aîné, notaire, place de la République (2), chez qui avait lieu le vote. D'ailleurs, après la création du Consulat à vie, ces listes de notabilités furent supprimées et remplacées par des collèges électoraux : assemblées de cantons, collèges d'arrondissements et de département, ces derniers étant nommés par les premières. En l'an XII, ces assemblées se réunirent pour élire des membres aux différents collèges, des juges de paix et des candidats aux conseils municipaux ; celle du canton Ouest de Nancy se tint le 2 frimaire an XII (24 novembre 1803) : un certain nombre de voix se portèrent sur le nom d'Etienne Mollevaut pour une place de membre du collège électoral du département.

Un fait important, dont la répercussion devait être grande dans la Meurthe, fut la signature du Concordat, car elle mit fin aux querelles qui divisaient en deux camps le clergé du département, et ce, grâce aux efforts pacificateurs de l'évêque d'Osmond et du préfet Mar-

(1) Ancien collaborateur de Necker, à ce moment professeur à l'Ecole Centrale.

(2) Actuellement place de la Carrière.

quis (1). Aux obsèques de son frère Gabriel, l'ancien curé des Trois-Maisons, décédé le 12 mars 1803, après être resté fidèle jusqu'au bout à l'ancien évêque de la Fare, Etienne Mollevaut prononça un discours qui reflétait la joie universelle de la paix religieuse rétablie.

Cependant Etienne regrettait sans doute, au Corps législatif, cette « assemblée de trois-cents muets », l'activité et les belles joutes oratoires d'antan; cette avocat, à l'éloquence facile, aux lèvres sans cesse impatientes de s'entr'ouvrir, devait être bien peiné de ne pouvoir dire que oui ou non; encore ne prononçait-il pas cette monosyllabe puisque le vote se faisait par bulletin ! De plus, sa santé n'était plus aussi parfaite que par le passé; à deux reprises, Mollevaut dut encore s'excuser pour raisons de santé, en germinal an VIII et en ventôse an XI (2).

Toutes ces raisons inclinèrent probablement le député de la Meurthe à abandonner cette carrière politique où son besoin d'action avait pu se donner libre cours depuis le début de la Révolution française, et à choisir un autre champ d'activité : il le trouva dans l'enseignement, que le Premier Consul s'efforçait d'organiser sur des bases nouvelles et durables.

(1) Pays Lorrain (1906), H. Poulet, *Les rapports du préfet et de l'évêque au lendemain du Concordat*, et *Annales de l'Est* (1909), *L'application du Concordat dans la Meurthe*.

(2) AN, C 637, 3 germinal an VIII (lettres d'excuses) et C 469, 25 ventôse an XI (lettres d'excuses) : « les suites d'une maladie grave me retiennent encore ici [à Nancy] pour 15 jours. Veuillez agréer et offrir à mes chers collègues mes regrets et mes excuses ».

TROISIÈME PARTIE

Retour en Lorraine 1803-1816

CHAPITRE I

Création du Lycée de Nancy Mollevaut premier proviseur 1803-1810.

A priori, il semble que la carrière d'Etienne Mollevaut ne l'avait pas préparé à occuper un poste dans l'Université et l'on « peut être surpris... que Mollevaut, sans apprentissage préalable, après une carrière d'avocat et d'homme politique, ait été jugé apte à la direction d'un établissement d'instruction » (1).

Cependant le député de la Meurthe s'était sans cesse intéressé aux questions d'enseignement, peut-être par goût personnel, peut-être aussi en raison de l'âge de ses enfants. En tous les cas, durant toute la législature précédente, Mollevaut avait été « le porte-parole attitré » de l'Ecole centrale de la Meurthe (2) : créée par la loi du 7 ventôse an III (25 février 1795), elle fut ouverte solennellement le 1^{er} messidor an IV (19 juin 1796) et subsista jusqu'à la veille de l'ouverture du lycée (30 germinal

(1) COLLIGNON, *Les premiers Recteurs de l'Académie de Nancy* (Pays Lorrain, 1914-1919, pages 418-419 et 465-471).

(2) Cf. sur cette école le remarquable ouvrage de M. GAIN (*Annales de l'Est*, 1922).

an XII — 20 avril 1804); elle avait des professeurs remarquables dont la plupart d'ailleurs entrèrent au lycée lors de sa création; elle forma des élèves brillants parmi lesquels nous citerons le fils cadet de Mollevaut, Charles-Louis, plusieurs fois lauréat dans les exercices publics, poète abondant et futur membre de l'Institut; tandis que ce dernier se perfectionnait sur les bancs de l'Ecole, son frère aîné, Gabriel-Etienne, y professait les langues anciennes (1), de concert avec son ami Lamoureux (2).

Ces circonstances et sa propension naturelle aux choses de l'esprit devaient faire d'Etienne Mollevaut le protecteur de l'Ecole Centrale et toute une collection de lettres écrites de sa main « aux citoyens professeurs » nous montre qu'il ne lui ménagea pas son appui (3) : lettre du 21 vendémiaire an V (12 octobre 1796) : « J'ai reçu votre pétition, je l'ai mise sous les yeux du ministre... Témoin de votre zèle, de vos succès, personne ne sent plus vivement que moi le prix des services que vous rendez à la République. A ce puissant motif est uni le sentiment de ma vive reconnaissance de vos bontés pour mon fils ». Lettre du 17 vendémiaire an VI (8 octobre 1797) où Mollevaut déclare que le compte des travaux de l'Ecole va être mis sous les yeux du Ministre : « Je l'avais ouï avec bien du plaisir; je le relis avec un plaisir nouveau. Toutes les occasions de faire connaître des travaux, un zèle et des succès aussi précieux à la république, je les saisirai avec empressement. Il est souvent présent à mon esprit, le

(1) Ce fut en cette qualité que Gabriel prononça le discours d'usage à l'occasion du 14 juillet an X (1801) : il y fit éloge du 18 brumaire et de la victoire de Marengo. Son frère, Charles-Louis, devait remplir le même office l'année suivante et célébrer l'œuvre du Premier Consul (SAL, Recueil n° 6 de la Révolution, f°s 12 et 13).

(2) Lamoureux (Jean-Baptiste-François-Xavier), né le 22 juin 1768. Fils d'un médecin, il songea d'abord à embrasser la carrière de son père, mais sa passion pour la langue grecque le mena aux fonctions universitaires. Professeur de langues anciennes à l'Ecole Centrale de la Meurthe, il enseigna ensuite la philosophie puis la rhétorique au lycée. Professeur de belles-lettres à la Faculté des Lettres de Nancy, il passa à l'Ecole forestière pour y occuper la chaire de sciences naturelles. Mort à Nancy le 25 mars 1852.

(3) BM, autographes du Fonds lorrain : dossier Etienne Mollevaut.

spectacle intéressant que vos exercices ont donné à l'ami des Lettres, des Arts, Sciences et des mœurs ». Du 12 vendémiaire an VII (3 octobre 1798), une nouvelle missive témoigne de la même cordiale sympathie : « J'ai lu avec bien de l'intérêt les programmes de vos travaux en l'an V... C'est un tableau précieux : il charme, il instruit. Vous surpassez, à mon avis, plusieurs de ceux qui courent la même carrière, et ne le cédez à aucuns... »

Aux remerciements que lui valent ses démarches, Mollevaut répond encore le 26 nivôse an VIII (16 janvier 1800) : « Ma recommandation de l'Ecole de la Meurthe au délégué des Consuls a été dictée par amour des Sciences, lettres et arts, par attachement à la Commune de Nancy et au département, par estime d'hommes éclairés et sages qui méritent bien de leur patrie et dont il m'a été bien agréable de célébrer tant au Conseil des Anciens qu'à celui des Cinq-Cents le dévouement et les succès... Je saisirai toutes les occasions d'appuyer un établissement distingué dont j'ai vu de près et la naissance et les progrès rapides ». Et quelle joie peut-on deviner dans son cœur quand Etienne Mollevaut écrivit ces quelques mots le 25 germinal an IX (15 avril 1801) : « Dans un entretien que je viens d'avoir avec le ministre de l'Intérieur [Chaptal], il a été question de l'Ecole centrale de la Meurthe. J'ai éprouvé une satisfaction douce et vive que je m'empresse de partager avec vous : « Je vous autorise, m'a-t-il dit, à dire aux professeurs de la Meurthe, que je regarde cette école comme une des meilleures, ou plutôt comme la meilleure de la République. J'ai examiné le plan de son travail... il mérite d'être proposé pour modèle à toutes les écoles ».

Tant de sollicitude pour l'instruction publique devait être récompensé : lors de la création des lycées, Etienne Mollevaut fut nommé proviseur de celui de Nancy.

Il y avait bien longtemps que notre cité réclamait un lycée; déjà en 1792-93, lorsque la Convention discutait de la création de neuf lycées en France, toutes les

autorités municipales ou départementales étaient intervenues à Paris, en s'efforçant de démontrer que Nancy était bien mieux placée que Strasbourg pour recevoir un de ces établissements (1) ; en vain d'ailleurs, puisque le Bas-Rhin l'emporta, mais ce fut en définitive une victoire sans effet : les lycées ne virent pas le jour. Lorsque Napoléon-Bonaparte reprit à son compte l'idée de la Convention, Nancy se prépara ardemment à recevoir une de ces écoles : les frais de premier établissement n'étant pas à la charge du Trésor et la ville ne disposant pas de ressources, la municipalité de l'époque, présidée par le maire Lallemand, décida de faire appel à la générosité des citoyens pour recueillir les 100.000 francs nécessaires : un emprunt fut émis, composé de cinq cents actions de 200 francs (2). Les Nancéiens se firent un peu tirer l'oreille, et le maire dut lancer un deuxième appel, « l'importance » de la souscription ne semblant pas « avoir été saisie » (3). Enfin, le 20 germinal an XI (10 avril 1803), Mollevaut put annoncer au Premier Consul que les fonds étaient réunis pour la création d'un lycée (4).

Il fallait maintenant pourvoir le futur établissement de ses maîtres : proviseur, censeur et professeurs. Pour la première place, les candidats ne manquèrent point : Etienne Mollevaut, désireux de regagner la Lorraine natale, multiplia les démarches pour obtenir le poste : de Nancy, le 13 vendémiaire an XI (5 octobre 1802), il avait écrit à son collègue Grégoire : « Votre lettre aimable et vos démarches singulièrement obligeantes me comblent de joye et ma famille (sic), nous pénètrent de la plus vive reconnaissance. Vous nous

(1) Voir à ce sujet une lettre du Procureur général syndic aux neuf districts (AD, L 159).

(2) Les bénéfices du pensionnat devaient être affectés au remboursement du capital et au paiement des intérêts ; l'amortissement commencerait au bout de trois ans, à raison de 10.000 francs par an. Ainsi le maire comptait en dix ans rembourser cet emprunt (BM, Fonds NOEL, tome I in-4° : proclamation du 18 thermidor an X — 6 août 1802).

(3) AD, T, lycées et collèges : personnel (20 pluviôse an XI — 9 février 1803).

(4) AN, F⁷⁵950, Mollevaut avait pris personnellement deux actions.

avez rendu (sic) tous bien joyeux. Un premier fruit de l'intérêt que vous avez pris à l'objet de mes vœux a été une lettre pleine de bienveillance du Conseiller d'Etat chargé de la direction et de la surveillance de l'Instruction publique. Je ne dois pas vous laisser ignorer que, dans cette affaire-ci, j'ai à me louer du citoyen Mallarmé, tribun, du général Sahue, aussi tribun, qui a une propriété à Nancy, du législateur Thiry, gendre du Grand-Juge... Un grand point, mon cher compatriote, c'est la compatibilité qui me paraît comme à vous incontestable, de mes fonctions actuelles (1) avec celles que je désire; elle sera utile et ne peut être onéreuse...» (2).

Ces hauts patronages ne pouvaient qu'aider Mollevaut, mais il faut ajouter en toute justice que la sympathie des milieux parisiens et meurthois lui était acquise et suffisait à lui faire obtenir entière satisfaction : en frimaire an XII en effet, la Commission chargée de l'organisation du lycée de Nancy écrivait qu'il jouissait à Nancy « d'une excellente réputation et de la confiance générale » (3). Aussi, sans plus attendre, un arrêté du Premier Consul, daté du 25 frimaire an XII (17 décembre 1803) nommait le citoyen Mollevaut « ex-législateur », proviseur du lycée de Nancy (4). Cette décision, transmise au préfet Marquis, était alors notifiée à Etienne, mais celui-ci étant absent, ce fut son fils aîné qui, le 13 nivôse an XII (4 janvier 1804), accusa réception de l'avis de nomination (5).

En germinal, les professeurs étaient à leur tour désignés : la plupart venaient de l'Ecole Centrale : une lettre de Fourcroy, Conseiller d'Etat chargé de l'Instruction publique, au préfet de la Meurthe, avait d'ailleurs, dès brumaire an XI, fait comprendre que le gouvernement comptait beaucoup sur les professeurs

(1) Celles de législateur. Mollevaut aurait désiré en effet conserver son titre, tout en devenant proviseur.

(2) BM, Manuscrit 958 (534) : *Recueil de pièces* de l'abbé Grégoire.

(3) AN, F¹⁷ 5590, 1 pièce.

(4) AN, F¹⁷ 5590, 1 pièce et AD, T, Instruction secondaire : pièces collectives.

(5) AD, T, lycées et collèges : personnel.

de l'Ecole Centrale agonisante : « C'est surtout aux écoles centrales à peupler les lycées de maîtres habiles et d'élèves distingués; c'est à elles à rendre sensible le passage de l'ancien mode d'instruction au nouveau, à entretenir le feu sacré, et à le rallumer s'il venait à s'éteindre » (1). Aussi les maîtres de ces établissements n'eurent-ils pas de mal à se faire agréer de la commission chargée d'examiner les postulants à une chaire de lycée : et un arrêté du 18 ventôse an XII (19 mars 1804) nommait les professeurs du lycée de Nancy (2) : Gabriel-Etienne Mollevaut recevait la chaire de Première, en attendant que son frère Charles-Louis vînt le rejoindre en 1805 (4).

Pourvu de son proviseur, de son censeur — le citoyen Durand de Grand-Pré (4), — et de ses professeurs, le lycée de Nancy était prêt à fonctionner le 28 germinal an XII (18 avril 1804), Etienne Mollevaut annonça donc officiellement l'ouverture de l'établissement :

« 1) Les classes du lycée s'ouvriront le lundi 3 floréal prochain dans le bâtiment des Minimes.

« 2) Les élèves externes se feront présenter au Proviseur par leurs parens ou répondans. Ils recevront une carte d'entrée et acquitteront la rétribution fixée par le gouvernement. Ils sont tenus à une mise décente et l'uniforme des élèves de l'intérieur leur est interdit.

« 3) Le Proviseur recevra les élèves et leurs parens ou répondans dans une des Salles de l'Ecole Centrale

(1) AD, T, Instruction secondaire : pièces collectives.

(2) AD, T, lycées et collèges : personnel. Etaient nommés : pour les trois places de professeur de latin, les citoyens Mollevaut aîné (1^{re} et 2^e), Mongin (3^e et 4^e) et Leguillez (5^e et 6^e) ; pour la classe de belles-lettres, le citoyen Lamoureux ; pour les trois places de professeur de mathématiques, les citoyens Gueneau-d'Aumont (1^{re} et 2^e), Caumont (3^e et 4^e), Antoine (5^e et 6^e) ; pour la classe de mathématiques transcendantes, le citoyen Spitz.

(3) Le 18 germinal an XII (18 avril 1804), Mollevaut publiait la liste des professeurs ; son fils aîné, en plus de son enseignement en classe de Première, devait donner des leçons gratuites de langue italienne.

(4) Il y avait eu aussi pour ces fonctions plusieurs postulants : le préfet de la Meurthe en particulier avait soumis au Conseiller d'Etat Fourcroy la candidature du citoyen Mongin, mais sa lettre était arrivée trop tard à Paris (AD, T, lycées et collèges : personnel).

le samedi 1^{er} floréal et le lundi suivant, depuis 9 heures du matin jusqu'à midi, et le soir depuis 5 heures jusqu'à 7.

« 4) L'ouverture solennelle du lycée est fixée au 15 floréal; la distribution des prix, au samedi 30 thermidor... » (1).

Dès lors, les classes fonctionnèrent régulièrement. Tout d'ailleurs avait été réglé d'une façon parfaite par trois arrêtés rendus successivement le 5 brumaire (27 octobre 1802), le 19 frimaire (10 décembre 1802) et le 21 prairial de l'an XI (10 juin 1803).

Le régime, qui était en vigueur au lycée, rappelait à la fois « le couvent et la caserne » (2).

Maîtres et élèves étaient astreints à porter un uniforme : le proviseur avait un complet noir, un manteau noir jeté en arrière avec collet et bordure de soie verte rehaussés d'une broderie noire, une cravate pendante en batiste blanche et un chapeau français. Le costume des professeurs était identique, mais avec un collet vert sans broderie. Enfin les élèves avaient l'uniforme des prytanées : habit, veste et culotte bleus, collets et parements bleu céleste, chapeau rond jusqu'à 14 ans, chapeau français ensuite, boutons de métal jaune portant le mot : « Lycée » au milieu et autour, en légende, le nom du lieu (3).

Pour la discipline, les élèves étaient menés comme des soldats (4); divisés en compagnies de 25,

(1) AM, R 1, enseignement secondaire (1802-1882). Cf. également le *Journal de la Meurthe*, tome I, n° 1018, 1^{er} floréal an XII.

(2) GAIN (A.) : l'Ecole Centrale de la Meurthe, page 585.

(3) AM, R 1, enseignement secondaire (1802-1882). Chose curieuse, le Blocus Continental eut des répercussions jusque dans l'uniforme des lycéens. En effet, à la date du 2 juillet 1808, Napoléon 1^{er} signait un décret à Bayonne interdisant l'emploi du drap bleu foncé pour les vêtements : « cette couleur sera remplacée par d'autres dans la composition desquelles il n'entre point de drogues teinturales provenant des colonies ». A la suite de cette décision, un arrêté du Ministre de l'Instruction publique, signé le 6 septembre 1808, fixait de nouveau l'uniforme des lycéens : « habit de drap gris de fer, veste et culottes pareilles; collet, revers et parements couleur ponceau, et taillé droit sans aucune découpe, comme pour l'infanterie de ligne, doublure de serge de même couleur que les revers, poches dans les plis de l'habit ».

(4) AM, R 1, enseignement secondaire (1802-1882): arrêté du 19 frimaire an XI (11 décembre 1802). Cf. l'étude d'AULARD, *Napoléon et l'Instruction publique* (Révolution française, tome 59, pages 243 sqq).

ils étaient encadrés par un sergent et quatre caporaux pris parmi les meilleurs d'entre eux; à la tête de toutes les compagnies était un sergent-major « choisi parmi les élèves qui réuniront à l'avantage de l'âge et de la taille ceux de l'instruction et de la bonne conduite », et en qui le chef d'établissement devait avoir toute confiance, puisque, en cas d'absence du maître d'exercice, c'était le sergent-major qui le remplaçait. Tout mouvement se faisait donc comme à la manœuvre, au roulement du tambour. Allait-on en promenade ? Les élèves sortaient par compagnies, ayant à leur tête le censeur, un maître de quartier (1) et l'officier instructeur chargé d'apprendre le maniement des armes et l'école de peloton aux élèves âgés de plus de 12 ans. De même, tout mouvement relatif aux repas ou aux récréations se faisait par compagnie. Enfin les punitions elles-mêmes rappelaient la caserne : prison, table de pénitence et arrêts (2).

Quant à l'enseignement, il portait « essentiellement » sur le latin et les mathématiques : celui-là surtout était en honneur (3) et nul ne pouvait entrer dans la classe de mathématiques s'il n'avait fait la Cinquième de latin.

Le cycle du cours de latin comprenait six classes (de la Sixième à la Première), mais l'élève de force moyenne faisait deux classes par an, de sorte qu'en trois ans « les cours de latinité » étaient terminés : à cet effet, il y avait chaque année deux examens : l'un au 1^{er} vendémiaire, et l'autre au 1^{er} germinal (4).

Chaque professeur avait donc deux cours par jour : un le matin, l'autre le soir, et, outre le latin, enseignait

(1) Il y avait pour chaque compagnie, au-dessus de l'âge de 14 ans, un maître de quartier ou d'étude, et, au-dessous de cet âge, il y en avait deux pour trois compagnies. Ces maîtres partageaient la vie des élèves, mangeaient et couchaient dans les mêmes locaux (A Nancy, il y en avait quatre).

(2) Un élève puni des arrêts devait se tenir à l'extrémité de la cour sans pouvoir sortir d'un cercle déterminé. La prison de jour était infligée par le proviseur; celle de nuit, seulement sur autorisation du Ministre de l'Intérieur.

(3) L'enseignement du grec était négligé, car il y avait trop peu de professeurs le connaissant.

(4) Tout nouvel élève subissait à son arrivée une sorte d'examen de passage, qui permettait de le mettre dans la classe correspondant à ses connaissances.

différents rudiments : en Sixième, il apprenait aux élèves à chiffrer; en Quatrième, il donnait quelques notions de géographie qui étaient complétées en Troisième et en Seconde, en même temps que l'on commençait les études d'histoire ancienne; enfin en Première, le professeur de latin apprenait à ses élèves l'histoire et la géographie de la France.

La matière des cours était soigneusement énoncée et le proviseur Mollevaut prit soin de dresser dès l'ouverture du lycée le programme des études à faire :

Classe de Sixième (le matin de 8 à 10 h.) : *grammaire française*, de Lhomond. — *Méthode latine*, de Guérout.

Classe de Cinquième (le soir de 3 à 5 h.) : *De Viris illustribus Romae*, de Lhomond. — *Phœdri fabuæ*.

Classe de Quatrième (le matin de 8 à 10 h.) : *Selectæ a profanis*. — *Métamorphoses*, d'Ovide. — *Eglogues*, de Virgile. — *Abrégé de la Sphère et de la Géographie*, de Crozat.

Classe de Troisième (le soir de 3 à 5 h.) : *Quintus Curce*. — *Cicéron : de Senectute*. — *Episodes des Géorgiques*, de Virgile. — *Prosodie latine*. — *Rudiments d'Histoire*, par Domairon. — *Histoire ancienne*, jusqu'à la fin de la République romaine.

Classe de Seconde (le matin de 8 à 10 h.) : II^e livre de l'*Enéide*, de Virgile. — *Conjuration de Catilina* (Salluste). — *Rudiments d'histoire*, par Domairon. — *Peuples modernes*, jusqu'à la France.

Classe de Première (le soir de 3 à 5 h.) : *Tite-Live : Guerres puniques*. — V^e livre de l'*Enéide*, de Virgile. — *Cicéron : Pro lege Manilia*. — *Rudiments d'histoire*, par Domairon. — *Histoire de la France*.

Dans les quatre dernières classes, les élèves devaient être exercés « à apprendre par cœur et à réciter avec soin les plus beaux endroits des auteurs qu'ils auront expliqués, ainsi que les passages des bons auteurs français qui auront traduit ou imité ces mêmes morceaux ».

Enfin, après les six classes d'études latines, les jeunes gens, se destinant à la carrière littéraire, suivaient à Nancy le cours de belles-lettres latines et françaises du citoyen Lamoureux dont la durée était de deux ans : le matin, de 8 à 10 heures, continuation des *Guerres Puniques*, de Tite-Live et traduction du VI^e livre de l'*Enéide*, de Virgile; le soir, de 3 à 5 heures, étude des *Conciones e veteribus poetis*, par Noël et Delaplace, et du *Pro Milone*, de Cicéron.

Pour les mathématiques, même cycle de six classes faites par trois professeurs chargés de deux classes par jour — même durée de trois ans —, avec la condition essentielle d'avoir suivi les cours de la Cinquième de latin. De même que le professeur de latin s'occupait de tout l'enseignement des lettres, le professeur de mathématiques apprenait à ses élèves :

en Sixième : les premières notions d'histoire naturelle ;

en Cinquième : les éléments de la sphère;

en Quatrième : les principaux phénomènes de physique;

en Troisième : les éléments d'astronomie;

en Seconde : les principes de la chimie;

en Première : les principes de la minéralogie.

Quant aux élèves qui voulaient faire leur carrière dans les études scientifiques, ils assistaient pendant deux ans aux cours de « mathématiques transcendantes » : la première année, ils étudiaient « l'application du calcul différentiel et intégral à la géométrie et aux courbes et l'application de la géométrie à la levée des plans et des cartes ». L'année suivante, c'était l'étude de « l'application du calcul différentiel à la mécanique et à la théorie des fluides » et des « principes généraux de la haute physique, surtout électricité et optique ».

Des leçons d'allemand enfin étaient données par un professeur (1), tandis que Gabriel-Etienne Mollevaut enseignait bénévolement la langue italienne.

A l'utile, on savait mêler l'agréable : chaque lycée

(1) Le citoyen Blau était chargé du cours d'allemand.

avait un maître d'écriture, mais aussi un maître de dessin et un maître de danse. Quant aux maîtres de musique, ils devaient être payés par les parents, à moins que leurs fils n'aient eu un prix, auquel cas les leçons de musique étaient gratuites.

En somme, ce qu'on cherchait à obtenir, c'était moins des érudits et des savants que des officiers et des fonctionnaires : des exercices militaires avaient lieu tous les jours sous la direction d'un officier instructeur; en prairial an XII (juin 1804), l'enseignement de la natation fut même ordonné dans les lycées (1) et le préfet de la Meurthe invita le proviseur Mollevaut à s'entendre avec le maire « pour la désignation annuelle de l'endroit convenable dans la rivière (sic) », et à faire choix d'un maître nageur (2). D'ailleurs comment s'étonner de l'esprit et du but de l'enseignement secondaire quand on songe que son créateur était un grand conquérant doué d'un prodigieux génie d'organisation !

Quant à l'emploi du temps, il était, lui aussi, sévèrement et minutieusement réglementé : au signal de leurs maîtres d'étude, les élèves se levaient à cinq heures et demie en semaine, à six les dimanches et jours de fête.

Pendant les cinq jours de classe, dès six heures, c'était la descente en étude où l'on disait en entrant la prière en commun; ensuite une heure et demie de travail que venaient interrompre les domestiques apportant le déjeuner servi dans la salle même. A huit heures, maîtres d'étude et officier instructeur conduisaient les lycéens dans les salles de classe où, pendant deux heures, ils écoutaient les leçons de leur professeur. A dix heures, étude durant une heure et demie, puis leçon d'écriture jusqu'à midi; alors avait lieu le dîner qui prenait trois quarts d'heure.

A une heure et quart de l'après-midi, récréation dans la cour — ou dans une salle en cas de pluie. — A

(1) AM : R 1, enseignement secondaire (1802-1812): arrêté du Ministre de l'Intérieur du 30 prairial an XII.

(2) AD, T, instruction secondaire: pièces collectives.

deux heures, étude pendant une heure, puis classe jusqu'à cinq heures moins le quart; après un goûter sommaire, les élèves allaient de nouveau en salle d'étude de cinq à sept. Ensuite venaient une petite récréation d'une demi-heure, puis le souper à sept heures et demie (1).

De huit heures et quart à neuf heures moins le quart, les élèves prenaient leurs ébats, dans la cour en été, ou dans des salles en hiver; enfin, la prière dite, tout le monde se couchait à neuf heures.

Le jeudi, après les études du matin et les exercices militaires qui avaient lieu de onze à douze heures et demie, l'après-midi était consacré à une promenade qui se prolongeait en été jusqu'au souper, mais qui finissait à cinq heures en hiver. Même emploi du temps le dimanche, avec, en plus, la présence aux deux offices de la messe et des vêpres (2).

Disons encore qu'en dehors des compositions qui se faisaient à raison d'une par mois (3), chaque fin de trimestre donnait lieu à un examen suivi de récompenses; enfin le départ en vacances (4) était précédé d'exercices littéraires : les élèves étaient interrogés en public, en présence des membres du bureau d'administration, sur l'enseignement de l'année, et des prix étaient distribués.

En face de l'organisation de l'enseignement, voyons celle de l'administration : à la tête du lycée se trouvait le proviseur qui avait à exercer sa surveillance sur toutes les parties du service; sous ses ordres, le

(1) Pendant les repas, les élèves devaient observer le plus grand silence, car on leur faisait des lectures. Exception était faite toutefois pour le déjeuner et le goûter : encore fallait-il parler « sans tumulte et sans confusion ».

(2) M. Rollin, chanoine de la cathédrale, était l'aumônier du lycée.

(3) L'élève classé premier allait porter au proviseur la liste des places.

(4) Les congés étaient ainsi fixés : le jour de l'an et le lendemain, les lundi et mardi gras, les trois derniers jours de la semaine sainte et le lundi de Pâques, le jour de la Saint-Charlemagne, les jours de fêtes extraordinaires ordonnées par le gouvernement. Quant aux grandes vacances, elle débutaient le 1^{er} fructidor pour finir le 15 vendémiaire (AD, T, instruction secondaire : pièces collectives).

censeur s'occupait de la conduite, des bonnes mœurs, du travail et du progrès des élèves; son champ d'action était pour ainsi dire illimité et rien ne devait lui échapper : chaque jour il présentait un compte rendu complet et sincère de l'état du lycée à son chef.

Un bureau d'administration dont le préfet du département était le président-né se chargeait de vérifier chaque trimestre les comptes du procureur-gérant — l'économe d'aujourd'hui — (1). De plus, un Conseil d'administration, plus restreint que l'organisme précédent, se réunissait le samedi de chaque semaine. Ainsi était assuré le contrôle du budget de ces lycées qui, sans avoir à manipuler les grosses sommes d'aujourd'hui, possédaient une comptabilité déjà importante : le procureur-gérant, en effet, d'une part payait les professeurs, d'autre part touchait le montant des pensions.

Les traitements des fonctionnaires des lycées différaient suivant les régions : la France était divisée en trois zones et Nancy figurait dans la dernière : le proviseur gagnait tout juste 3.000 francs et les professeurs touchaient de 1.000 à 1.500 francs suivant qu'ils étaient en troisième, deuxième ou première classe (2). Encore subissaient-ils une retenue d'un vingtième, destinée à leur assurer une retraite après vingt ans de service, proportionnellement à leur ancienneté (3). Il est vrai que pour augmenter un peu leur pécule, on retenait le dixième de la pension des élèves payants, et, avec cet argent, était constitué un fonds commun que l'on répartissait ensuite entre professeurs, censeur et proviseur, à raison de la portion fixe de leur traitement. De même, les deux tiers de la rétribution des examens étaient aussi

(1) Le procureur-gérant fournissait un cautionnement de 9.000 fr.; chaque semaine, il présentait le compte de ses recettes au proviseur. Tout ce qui concernait les achats de victuailles et le paiement du personnel lui incombait.

(2) AM, R 1, enseignement secondaire (1802 - 1882): règlement général du 21 prairial an XI (10 juin 1803).

(3) AD, T, lycées et collèges; personnel (lettre de Fourcroy au préfet de la Meurthe, 18 prairial an XII — 7 juin 1804).

distribués aux professeurs ayant ces élèves dans leurs classes.

Quant aux prix de pension, ils étaient déjà assez élevés et variaient suivant les régions : si à Lyon, Bordeaux, Marseille, ils atteignaient 750 francs, à Nancy ils étaient par contre au taux le plus bas, soit 600 francs par an. Il faut ajouter d'ailleurs que quantité d'élèves ne payaient pas : plus de six mille, fils de soldats ou de fonctionnaires, pour toute la France (1).

Telle était l'organisation générale du lycée de Nancy à laquelle Mollevaut avait présidé. De l'administration de ce dernier, nous ne savons que peu de choses; mais ce que nous pouvons dire d'après les quelques documents recueillis, c'est qu'avec l'aide de Marquis, préfet de la Meurthe, il sut organiser le nouvel enseignement et maintenir une stricte discipline. Déjà Mollevaut avait saisi, à cette époque où l'Empire français comprenait des peuples de civilisation et de culture diverses, l'utilité des langues vivantes et c'est en ces termes qu'il avait annoncé au préfet l'ouverture d'un cours d'allemand et d'italien : « L'importance de connaître les langues vivantes est généralement sentie. Nos liaisons avec l'Allemagne et l'Italie nous font un besoin de connaître celles que je me propose de faire enseigner au lycée » (2). De même, Mollevaut ne reculait devant aucun sacrifice quand il s'agissait du maintien de la discipline : c'est ainsi qu'en 1805, le censeur ayant été nommé à Moulins, le proviseur dut assurer les deux services : il le fit de la meilleure grâce : « Excellence, écrivait-il au Grand-Maître, surveiller la conduite, les mœurs, le travail et les progrès des élèves, ces fonctions-là me sont familières » (3).

Mollevaut n'eut d'ailleurs pas de chance avec ses censeurs et il connut à ce propos les petits ennuis de la carrière administrative : en avril 1808, de Bayonne,

(1) AM, R 1, enseignement secondaire (1802 - 1882) : règlement général du 21 prairial an XI (10 juin 1803).

(2) AD, T, lycées et collèges : personnel (lettre du 15 floréal an XII, 5 mai 1804).

(3) AN, F¹⁷ 5590 : lettre du 1^{er} frimaire an XIV (22 novembre 1805).

Napoléon I^{er} avait signé un décret nommant le sieur Simon, ex-bibliothécaire du Tribunat, censeur au lycée de Nancy (1). Or la mésentente ne tarda pas à régner entre ce dernier et le proviseur.

Simon avait en effet pris l'habitude de réunir les maîtres d'étude dans son bureau les jours de congé, ceux précisément où le service d'internat est le plus chargé par suite de l'absence de tout professeur. Cette manière de faire déplut au proviseur qui, le 27 janvier 1809, convoqua les surveillants dans son cabinet pour leur rappeler leurs devoirs : il leur enjoignit en particulier de ne pas quitter leurs élèves les jours de congé et de n'avoir de réunions chez le censeur ou ailleurs que les jours de classe. Simon prit mal la chose, et dès le lendemain, publia une note de service ordonnant aux maîtres de continuer à se réunir chez lui tous les dimanches (2); en même temps, il envoyait une plainte au préfet Marquis; « Entouré de sa famille et de ses concitoyens, M. Mollevaut doit trouver même au milieu des prétentions les plus injustes des soutiens et de l'appui... » Cependant le censeur avait confiance en la justice du préfet et continuait sa diatribe contre le proviseur : celui-ci l'avait au début reçu « avec l'extérieur le plus engageant » mais ces manières obligeantes avaient bientôt cessé. Pour finir, Simon exhalait sa colère contre « la rigueur d'un despotisme honteux » en même temps qu'il communiquait à Marquis copie de l'arrêté précité (3). En vain ce dernier essaya-t-il de tracer au censeur les limites de ses attributions; un beau jour, une rixe survint entre Simon et le fils Mollevaut : « Le scandale qui en est résulté pour le lycée est des plus fâcheux et l'emportement du sieur Mollevaut fils est non moins condamnable que la conduite de son adversaire ». Examinant les plaintes de Simon, le préfet constatait, dans un rapport aux autorités supérieures, qu'elles portaient : 1) sur les sévices et mauvais traite-

(1) AD, T, lycées et collèges : personnel (décret du 24 avril 1808).

(2) Ibidem.

(3) AD, T, lycées et collèges, personnel : lettre du 28 janvier 1809 au préfet de la Meurthe.

ments des maîtres d'étude, en général envers un élève. Or « la première accusation était calomnieuse et non fondée »; quant à la seconde, évidemment un maître avait frappé un élève avec une baguette, mais c'était « une vivacité rare, provoquée par l'attitude trop irrespectueuse de l'élève ». De plus, le censeur n'avait pas agi « avec la réserve et la prudence » nécessaires; les élèves ont cru trouver en lui un appui : de là leur intention « d'attenter aux jours » du maître d'étude Jacob que Simon ne pouvait sentir. Et le préfet de la Meurthe de s'étonner que les élèves grâciés par ce dernier fussent les plus mauvais sujets et que, de l'aveu des maîtres d'étude, les conférences chez le censeur dégénéraient en « diatribes violentes contre le proviseur ». En conséquence le préfet Marquis avait pris un certain nombre de mesures : punition de six élèves choisis parmi les plus mutins, invitation aux maîtres d'étude de ne recourir qu'aux punitions réglementaires, et au censeur de montrer plus de déférence au proviseur : « enfin je n'ai pas laissé ignorer à ce dernier qu'il devait mettre plus de fermeté dans sa conduite et punir avec plus de sévérité les mutins et les rebelles » (1).

Mollevaut d'ailleurs préparait un rapport circonstancié qu'il adressa au préfet le 25 juillet 1809 :

« 1) Je n'ai jamais rien dit de désagréable à M. le Censeur; jamais je ne parlai sur son compte; il ne peut alléguer un seul mauvais procédé de ma part.

« 2) Rien n'est donc plus inconcevable que l'acharnement que plus d'une fois il manifesta contre moi. Cette haine ne peut provenir que de l'inutilité de ses efforts pour me ravir l'attachement des maîtres d'étude, de l'opposition de mes principes à ses principes destructifs de l'ordre social, d'une éducation quelconque et du désir de me faire perdre ma place (je serais en état de prouver qu'il a dit : il faut qu'il saute ou moi) ... »

Et Mollevaut fait l'historique de l'affaire : des

(1) AD, T, lycées et collèges : personnel (rapport du Préfet au Grand Maître, Nancy, 10 juillet 1809). Le 15 juillet, le Grand-Maître, prévenu des « quelques troubles » survenus au lycée de Nancy, demandait au préfet un rapport. Mais les deux lettres s'étaient croisées.

élèves punis ont voulu exciter un soulèvement contre le meilleur des maîtres d'étude, M. Jacob; ils se sont rendus chez le censeur et en sont revenus plus audacieux et insolents. Le proviseur condamna alors les deux chefs du mouvement à la prison et les autres aux arrêts (Cailleteau, l'un des chefs, fréquentait souvent la maison du censeur). Mais les députations continuèrent chez celui-ci qui, le 9 avant la messe, traita Jacob de bourreau et invita en même temps l'élève Cailleteau à aller avec lui dîner à la campagne. Celui-ci ayant répondu que le proviseur ne le voulait pas, Simon s'emporta en s'écriant : « Nous verrons si son autorité [celle du proviseur] prévaudra sur la mienne ». Mollevaut dut alors éviter une discussion que le censeur entamait avec lui, au milieu de la cour, en présence des élèves. Mais pendant une courte absence du proviseur, les punitions furent levées : on cria : « Vive le Censeur ! »; on écrivit sur les murs : « A bas la tyrannie ! Vive l'autorité douce ! » La fermentation grandit et Simon, perdant toute retenue, fit ouvrir la porte de la prison à l'élève Cailleteau qui refusa d'en sortir; ensuite il s'en alla à la campagne.

Mollevaut, rentré, ramena le calme; mais quand le censeur revint au lycée, il se mit à prononcer les mots les plus insultants. Au souper, l'agitation continua et Simon partit, laissant le proviseur avec les factieux. Le lendemain au dîner, revirement complet : les élèves acclamèrent le proviseur et Simon s'écria : « Vous êtes des ingrats, des injustes... »

Une visite du préfet contribua alors à apaiser les esprits. Mais Simon continua ses menées : ainsi le 20, au souper, des élèves ayant murmuré au sujet d'une soupe au vermicelle qui n'avait pas réussi, Mollevaut dit aux mécontents : « C'est une faute, c'est un solécisme que le cuisinier a fait. Voilà le seul que vous ayez à lui reprocher depuis le commencement de l'année, et vous autres, vous avez commis des fautes et fait des solécismes par milliers ». Ces paroles pleines de bonhomie apaisèrent la mauvaise humeur et Mollevaut s'en alla. Vint alors le Censeur qui promit des pruneaux,

tout en sachant qu'il n'y en avait pas au lycée et en se gardant bien d'en faire chercher : d'où de nouvelles réclamations qui nécessitèrent une autre intervention du proviseur. Le 22 juillet, autre affaire : « un maître d'étude condamna à la table de pénitence un polisson fiéffé » : celui-ci se plaignit au Censeur qui lui donna gain de cause (1).

Mollevaut, le 26 juillet, envoyait un nouveau rapport récapitulatif au préfet de la Meurthe en le remerciant de son concours dévoué : « Depuis le départ du sieur Simon, nous avons de la sécurité, du calme, de l'ordre. Que ne vous est-il donné de pouvoir comparer l'état où nous étions avant son départ avec celui dont nous jouissons depuis son absence ! Quelle heureuse métamorphose ! » (2). Simon, en définitive, fut suspendu de ses fonctions à la fin de 1809, mais il trouva encore le moyen de faire parler de lui : Mollevaut ayant cessé de lui servir son traitement, l'ex-censeur écrivit au Grand-Maître pour faire valoir qu'un de ses fils servait comme général de brigade dans les armées de l'Empereur et y ajouta quelques dures paroles à l'adresse de son ancien proviseur de Nancy (3).

Malheureux avec son censeur, Mollevaut le fut aussi avec un de ses économes : le 19 prairial an XII (8 juin 1804), un décret de Napoléon avait nommé M. Blaise fils procureur-gérant du lycée de Nancy. Or le 21 fructidor an XIII (8 septembre 1805), le proviseur fut obligé de dénoncer les malversations de ce dernier qu'il traitait de « fripon » (4). Il semble d'ailleurs qu'Etienne Mollevaut eut plus d'un ennui avec les procureurs-gérants qui se succédèrent dans son établissement : aussi est-ce peut-être pour cette raison qu'en

(1) AD, T, lycées et collèges : personnel (rapport du 25 juillet 1809). Mollevaut y indiquait les noms de neuf élèves particulièrement compromis : l'un était le fils du procureur impérial de la cour d'appel de Colmar ; un autre, fils de notaire, un troisième, fils de colonel et un quatrième, fils d'un ancien capitaine de gendarmerie.

(2) AD, T, lycées et collèges : personnel (rapport du 26 juillet 1809).

(3) AN, F¹⁷ 5676, 1 pièce.

(4) AN, F¹⁷ 5590, lettre de Mollevaut du 21 fructidor an XIII.

mai 1810 il demanda la place pour son gendre Girardeau (1).

Ces incidents nous montrent que Mollevaut apporta dans ses fonctions l'énergie et la conscience dont il avait toujours témoigné, et pendant les six ans qu'il dirigea l'établissement, il n'y eut à son endroit aucune critique de ses chefs. Peu de temps avant qu'il ne quittât ses fonctions de proviseur, en septembre 1810, le Grand-Maître de l'université impériale écrivait en réponse à l'envoi du procès-verbal de la distribution des prix du lycée : « J'y vois avec satisfaction le résultat du bon état de l'enseignement dans cette maison » (2).

De fait, la renommée du lycée de Nancy passait même au-delà des frontières; et le 14 novembre 1809, le baron Dalvigk, conseiller intime et président de la Cour suprême d'appel du duché de Nassau et de la province de Fulda, écrivait à Mollevaut : « J'ai été informé de la célébrité du lycée qui se trouve sous votre sage direction... » et demandait que son fils y fût admis. Sur la proposition du proviseur, une exception fut faite par le Grand-Maître en faveur du fils de ce notable étranger, qui eut accès au lycée de Nancy (3).

Enfin, les Inspecteurs généraux, qui visitèrent l'établissement, ne cessèrent de louer dans leurs rapports « l'administration paternelle » du proviseur (4).

Ainsi, si des lycées, comme le dit Aulard, échouèrent parce que la bourgeoisie y voyait « des écoles d'irrégion » et des établissements à « former des soldats » (5), il faut reconnaître qu'il n'en fut pas

(1) Archives de l'Université de Nancy, registre de correspondance (1810-1811) et lettres de l'Université (1810) : le Recteur appuya la demande de Mollevaut et le Grand-Maître Fontanes assura celui-ci de toute sa bienveillance.

(2) Archives de l'Université de Nancy, lettres de l'Université (1810) : lettre de Fontanes au Recteur (24 septembre 1810). Voir au chapitre suivant à propos de la nomination de Mollevaut comme recteur provisoire.

(3) AN, F¹⁷ 5590, 1 pièce.

(4) Ibidem, 1 pièce.

(5) AULARD, *Napoléon et l'Instruction publique* (Révolution française tome 59, pages 243 sqq.).

ainsi à Nancy. Au contraire, rempli d'élèves, le lycée se trouva bientôt à l'étroit, et, le 15 mars 1810, Mollevaut écrivit au Grand-Maître pour obtenir des agrandissements (1).

Trois édifices avaient été, en principe, affectés à l'établissement du lycée : la Visitation à l'Est, les Minimes à l'Ouest et l'Université au Nord (2). C'est dans le premier bâtiment qu'avaient été placés les salles d'études, le réfectoire, la cuisine et les dortoirs ; mais ceux-ci, au nombre de 5, ne suffisaient plus : Mollevaut en demandait deux de plus et proposait de les établir au premier étage d'une partie de l'ancien monastère des Minimes ; aux dortoirs projetés, pourraient être annexées des salles d'études et des chambres pour les maîtres de quartier. Ces agrandissements permettraient de recevoir plus d'élèves au lycée, de mettre moins d'enfants dans chaque dortoir et plus d'espace entre chaque lit, enfin de séparer les grands des petits. A ces propositions du proviseur, Fontanes répondit qu'il incombait à la ville de faire ces travaux et que, seulement en cas de refus de cette dernière, l'Université pourrait s'en occuper.

Cette prospérité ne pouvait qu'attirer à Mollevaut la sympathie de ses chefs hiérarchiques avec qui il entretenait des relations confiantes et affables : il restait d'ailleurs fidèlement attaché à l'Empereur dont il avait salué en termes enthousiastes l'avènement : « La dignité impériale conférée à Napoléon Bonaparte, l'hérédité établie dans sa famille ! Cette mesure digne de la grande nation et du héros qui la gouverne me pénètre de joie et d'admiration. Veuillez être, citoyen conseiller d'Etat, le dépositaire et de mes principes et de mes sentiments... Veuillez en offrir le respectueux hommage au digne successeur de Charlemagne... » (3). Cette confiance dans le nouveau régime instauré par

(1) AN, F¹⁷ 5676, 1 pièce et F¹⁷ 5590, 1 pièce.

(2) L'Université est l'édifice occupé aujourd'hui par la Bibliothèque municipale.

(3) AN, F¹⁷ 5590 : Lettre à Fourcroy du 29 floréal an XII (18 mai 1804).

Napoléon I^{er} ne se démentit jamais et une note, sans doute rédigée par le préfet de la Meurthe à l'adresse du Ministre de la Police générale (1), nous en donne la preuve : « Les professeurs du lycée de Nancy ainsi que ceux des collèges du département de la Meurthe n'ont jamais cessé de prendre pour base de leur enseignement : 1°) les préceptes de la religion ; 2°) la fidélité à l'Empereur, à la Monarchie impériale, dépositaire du bonheur des peuples et à la Dynastie napoléonienne, conservatrice de l'unité de la France et de toutes les idées libérales proclamées par les constitutions. La collection des thèmes et versions, sur lesquels les élèves sont exercés, est composée : 1) d'un recueil des événements les plus mémorables de l'histoire glorieuse de la quatrième dynastie; 2) d'un abrégé de morale fondée en grande partie sur l'amour de la patrie et le dévouement au prince. Le sujet de l'amplification français, donnée en composition pour les prix aux élèves de Rhétorique du lycée de Nancy était l'éloge de Napoléon le Grand... »

Pas une fois, le proviseur Etienne Mollevaut ne négligea de faire l'éloge de l'Empereur, et en l'an XII, à la distribution des prix du 30 thermidor après un discours du censeur qui loua fort le proviseur (2), celui-ci prit la parole : « Lorsque, moins ébloui de brillantes théories qu'ardent à réaliser avec promptitude des projets utiles au peuple français, l'empereur Napoléon s'occupa du soin de créer des lycées, il porta bientôt sur la ville de Nancy ses regards bienfaisants, et quelle cité méritait de les fixer davantage ! Je ne parle pas de son heureuse position, de la magnificence de ses édifices, de l'air pur que l'on y respire, ni même de ce qu'elle possède de richesses en tous genres, pour la culture

(1) AD, T, instruction secondaire (12 octobre 1810).

(2) *Journal de la Meurthe*, tome II, n° 1080, 3 fructidor an XII « M. le Proviseur, jaloux de perpétuer un encouragement si nécessaire, si respectable dans son but, a cru devoir honorer de cet exemple nos premiers pas dans la carrière, et fonder sur un appui si saint nos communes espérances pour l'avenir... » et plus loin « M. le Proviseur, environné de la considération et du respect qui s'attachent à une longue vie passée dans l'exercice de toutes les vertus sociales... ».

des sciences et des lettres. Mais j'aime surtout à admirer le naturel heureux de ses habitants, leur amour de l'ordre, de la justice et des lois, les mœurs hospitalières et douces, et cette protection généreuse, que sont assurés de trouver, au milieu d'eux, les talents, les arts et les lettres, le malheur, la science et la vertu... Qui de vous ne doit s'écrier, chaque jour, au fond de son cœur : Si je puis cultiver, dans une azile paisible, les dons que j'ai reçus de la providence, ah ! je le dois à l'Empereur Napoléon, à son grand cœur, à ses travaux. Ah ! qu'il vive toujours heureux, toujours puissant et toujours invincible ! »

Aussi combien dut-il regretter de ne pouvoir, à cause de sa santé, accompagner ses élèves le 25 mars 1810 : Marie-Louise, qui allait épouser Napoléon I^{er}, passait à Nancy (1) et son arrivée fut marquée de joyeux vivats qui allaient autant à la princesse de la maison de Lorraine-Habsbourg qu'à la future impératrice des Français (2).

Quelques mois après, en octobre 1810, Etienne quittait le lycée de Nancy pour professer l'histoire à la Faculté des Lettres; son successeur, un nommé Henry, fut installé dans ses fonctions le 21 novembre suivant : il trouvait un établissement bien en train (3) et Mollevaut pouvait aller, la conscience tranquille, vers de nouveaux devoirs.

Pas un instant il n'avait cru déroger en descendant des gradins du Corps Législatif pour venir s'occuper de la jeunesse : après avoir contribué à diriger la France présente, il se penchait maintenant vers celle de l'avenir, qu'il voulait belle et aimante; et c'est pourquoi de législateur, il était devenu éducateur et consacrait à l'enseignement les derniers beaux jours d'une vie de travail et de probité.

(1) Riouffe, l'ancien compagnon de Mollevaut dans sa fuite en exil, était préfet de la Meurthe.

(2) Cf. SADOUL (Ch.), *L'impératrice Marie-Louise en Lorraine* (Pays lorrain, 1910).

(3) Archives de l'Université de Nancy, lettres de l'Université (1810) : nomination de Henry et accusé de réception de son installation. Ces pièces figurent également aux AN, F¹⁷ 5590.

CHAPITRE II

Mollevaut recteur provisoire de l'Académie de Nancy

Son rôle dans la vie intellectuelle de la Cité. 1809-1815.

Depuis l'Ancien Régime, il était établi que l'Instruction publique devait être le privilège de l'Etat; celui-ci étant personnifié par l'Empereur, c'était au service de ses conceptions propres que les établissements d'enseignement furent créés. Or Napoléon avait compris que l'organisation des lycées s'était heurtée, sinon à Nancy, du moins dans bien des endroits, à la méfiance des classes possédantes. C'est pourquoi il allait créer « l'Université impériale avec la religion à la base, afin d'ôter aux opposants leur principal grief, et avec le monopole, afin de peupler les lycées » (1).

Dès le mois de mai 1806 paraissait la loi qui lui donnait le jour; mais l'organisation définitive ne fut mise sur pied que par le décret du 17 mars 1808 : chaque région de Cour d'appel aurait une Académie qui, à côté des anciennes Facultés de Droit et de Médecine, en comprendrait trois nouvelles : Faculté de Théologie, Faculté des Sciences et Faculté des Lettres. A la tête de chaque Académie, un recteur nommé par le Grand-Maître, avec, sous ses ordres, deux inspecteurs; pour les questions d'administration, un Conseil Académique de dix membres; enfin, dans chaque Faculté, des Professeurs : en particulier, la Faculté des Lettres devait se composer du professeur de belles-lettres du lycée et de deux autres maîtres (2). De même était sévèrement

(1) AULARD, *Napoléon et l'Instruction publique* (Révolution française, tome 59, pages 243 sqq.).

(2) Le proviseur et le censeur du lycée pouvaient leur être adjoints.

réglémentée la nature des grades universitaires exigibles : pour être proviseur, il fallait être docteur ès-lettres et bachelier ès-sciences, et aucun professeur ne pouvait enseigner dans une Faculté sans le doctorat. Il est vrai que, comme le dit Aulard, « l'exigence de ces grades n'exista.. pendant l'Empire, que sur le papier » (1).

Cependant les difficultés financières ne permirent pas à Napoléon de passer tout de suite à l'exécution de ses décrets et un an s'écoula avant que les Académies fussent définitivement installées; encore, par mesure d'économie se résolut-on à donner les fonctions de recteurs aux proviseurs de lycées, sans augmentation de traitement (2).

Comme au moment de l'organisation des lycées, Nancy multiplia les démarches et des lettres pour solliciter l'octroi d'une Académie. Dès mars 1804, lors de la création de dix écoles de droit, le maire Lallemand avait demandé à Fourcroy, conseiller d'Etat chargé de l'Instruction publique, la fondation à Nancy d'un de ces établissements (3). A l'appui de sa requête, le maire rappelait la « grandeur du barreau de Nancy », la présence d'une ancienne Université, d'une Ecole libre de droit comptant quarante élèves, l'existence de bâtiments propres à abriter un grand établissement, la position de Nancy enfin, « placée au centre de dix à quinze départements » et parée de ses beautés artistiques (4).

Deux ans après, l'ancienne capitale de la Lorraine réclamait encore au gouvernement la translation dans son sein des Ecoles de Droit et de Médecine établies à Strasbourg; mais Fourcroy répondait que ce n'était pas le moment de s'occuper de cette affaire (5). Loin de se décourager, le Conseil municipal revenait à la charge le 10 mai 1808 en envoyant une adresse à l'Empereur pour

(1) AULARD, *Napoléon et l'Instruction publique*.

(2) Quand les recteurs définitifs seront nommés, ils devront être en même temps professeurs, afin de réduire les dépenses.

(3) AM, R1, enseignement supérieur (1804-55).

(4) Ibidem : le procureur général impérial en la Cour d'appel de Nancy joignait ses instances à celles de la municipalité.

(5) AD, T, instruction supérieure : lettre du 8 août 1806.

solliciter la création de quatre Facultés (1). Enfin, un an plus tard (30 avril 1809), la municipalité tentait une ultime démarche : en rappelant que Nancy était à la fois chef-lieu de Cour d'appel et de division militaire, elle invoquait : 1) « la surabondance des bâtimens » propres à abriter les Facultés; 2) la présence d'une bibliothèque publique, « une des plus riches et des plus considérables qui existent dans le département », d'un cabinet de physique, d'un laboratoire de chimie et d'un beau Jardin botanique; 3) l'ancienneté de l'Université lorraine « fondée par le duc Charles III et le cardinal de Lorraine, son oncle, dès 1572 »; 4) l'impulsion donnée par Stanislas aux sciences, lettres et arts; 5) la prospérité de l'Ecole centrale, puis du lycée. Ces raisons militaient en faveur de la création d'une Académie: « Rien, terminait la lettre, ne peut donc faire obstacle à son établissement. Tout est prêt pour le seconder : les hommes et les choses ».

Cet appel sembla produire, cette fois, de l'effet, car le Grand-Maître de l'Université impériale répondit le 29 mai que les « titres de la ville » seraient d'autant mieux appréciés que « Messieurs les Inspecteurs généraux, d'après les renseignements qu'ils ont pris sur les lieux, ont exprimé un vœu conforme à celui du Conseil municipal » (2). Cependant il faut croire que Nancy connut encore une certaine angoisse, à la suite de bruits plus ou moins fondés, car, le 21 août 1809, Grégoire, « ancien évêque de Blois et sénateur », écrivait à ses collègues de la Société des Sciences, Lettres et Arts : « Hier, j'ai reçu votre lettre du 16 courant; sur-le-champ, j'ai écrit au chancelier de l'Université pour savoir quel crédit mérite la nouvelle fâcheuse qu'on vous a donnée. Je lui ai exposé rapidement les raisons qui militent pour l'établissement d'une Académie dans une ville qui possédait une Université et qui, à travers les orages de la révolution conservans des savans distingués et sa réputation

(1) AM, R1, enseignement supérieur (1804-55).

(2) AM, R1, enseignement supérieur (1804-55) : le 5 juin 1809, le maire s'empressait de communiquer au préfet la réponse du Grand-Maître. AD, T, instruction supérieure),

littéraire, perpétue les bonnes études avec autant de zèle que de succès. Je reçois la réponse et je me hâte de vous l'envoyer... Soyez persuadés, Messieurs, que dans toutes les circonstances possibles je me ferai un devoir et un plaisir de prouver à mes compatriotes, à la Société académique et à vous en particulier mes sentiments d'estime et d'attachement » (1).

Enfin, par une lettre du 15 décembre 1809 (2), Son Excellence le Grand-Maître annonçait à M. Mollevaut, proviseur, que la ville de Nancy allait avoir une Académie; et « en considération des services de M. Mollevaut et de l'état florissant du lycée », Fontanes (3) le nommait « officier de l'Université impériale » et le revêtait « des pouvoirs de recteur dans tout l'arrondissement de l'Académie de Nancy » (4). Une semaine après, le proviseur du lycée accusait réception de cette nomination en remerciant le Grand-Maître avec effusion et transport » (5).

L'Académie était donc créée; il restait à l'organiser.

(1) BM, Manuscrit 958 (534): recueil de pièces de l'abbé Grégoire.

(2) Sur les débuts de l'Académie de Nancy, cf. COLLIGNON, *Les premiers recteurs de l'Académie de Nancy* (Pays Lorrain, 1914-19, pages 418-419 et 465-471); COURBE, *Promenades historiques dans les rues de Nancy*, pages 259 sqq.

(3) Quand Napoléon I^{er} organisa l'Université impériale d'une façon définitive, il préféra à Fourcroy, homme de la Révolution, Fontanes, catholique et modéré; c'est ce dernier qui fut nommé Grand-Maître.

(4) *Journal de la Meurthe*, tome II, n° 618, 22 décembre 1809, et AN : F¹⁷ 5590. Les candidats à la place de Recteur ne manquèrent point : Joseph-François Coster, l'ancien collaborateur de Necker, emprisonné sous la Terreur, puis professeur à l'Ecole centrale de la Meurthe avant d'être proviseur du lycée de Lyon, avait pris sa retraite en 1806; cependant il écrivait le 2 octobre 1808 à Grégoire : « Croiriez-vous, sénateur, qu'octogénaire je me place dans une position qui veut aussi des protecteurs. Retiré dans ma belle maison de Nancy, dans ma belle campagne de Gentilly avec une pension honorable de trois mille francs, je fuis l'ennui et les dégoûts de l'inutilité. J'ay promis de consacrer à l'instruction publique les restes de mon existence si ma santé se rétablissait; elle est rétablie et je demande la place de recteur de l'Académie qui va faire partie à Nancy de l'Université impériale. J'ay de légitimes espérances : le Grand-Maître paroît faire accueil à ma demande; j'ai près de lui le chancelier et le trésorier excités pour me les concilier par la reconnaissance touchante de deux de mes disciples. J'ay mes services littéraires, mes ouvrages et le vœu public. J'ay applaudi, dans l'Académie ancienne de Nancy, à vos premiers essais. Vous avez solidement secondé mes efforts à l'Ecole Centrale : un mot de vous serait le meilleur de mes titres ». (BM, Manuscrit 958 (534).

(5) AN, F¹⁷ 5590, lettre du 22 décembre 1809.

Cela ne fut fait que dans les premiers mois de 1810 : le 8 janvier, Fontanes annonçait à « M. Mollevaut, proviseur du lycée et recteur provisoire de l'Académie à Nancy » que son arrondissement académique se composait des départements de la Meurthe, Meuse et des Vosges (1) et qu'il aurait à exercer sa surveillance sur tous les établissements d'instruction de ces départements. Un mois après, le Grand-Maître nommait MM. Spitz et Delacour inspecteurs de l'Académie avec mission de visiter les écoles (2). Il s'agissait ensuite de pourvoir celles-ci de leurs maîtres : Fontanes, le 24 février 1810, pria Mollevaut de s'occuper des demandes de candidats aux postes d'instituteurs : il fallait, avant tout, s'inquiéter « de la capacité et des bonnes mœurs des candidats » (3). Enfin, par lettre du 29 mars 1810, le Grand-Maître prévenait Mollevaut que les Recteurs et Inspecteurs d'Académie « recevraient la garde de docteur dans la science où chacun a été employé » ; en conséquence, le Recteur provisoire était invité à envoyer les renseignements nécessaires à la rédaction des diplômes (4).

Tandis que Mollevaut était donc chargé de l'organisation de l'Académie et du règlement de mille petits détails inhérents à cette création, il aspirait à devenir, de recteur provisoire, recteur définitif : or il n'avait pas jusque-là le grade indispensable de docteur ès-lettres. Tous ses efforts tendirent à obtenir ce titre par collation. Dans une lettre en date du 3 avril 1810, dont l'objet était de proposer trois candidats au rectorat, le proviseur du lycée, en posant sa propre candidature, écrivait :

(1) Archives de l'Université de Nancy, lettres de l'Université (1810). Le ressort de l'Académie était sensiblement celui d'aujourd'hui, moins le Pays Haut et plus la partie désannexée de l'ancienne Meurthe.

(2) Ibidem. Spitz, ancien professeur de mathématiques à l'Ecole Centrale où il prépara Drouot à l'Ecole Polytechnique, était à cette époque professeur au lycée ; il finit sa vie comme maire de Varangéville. Il fut le seul à remplir ses fonctions. Delacour, dit un rapport du Préfet en 1812, était « un caractère doux et insouciant, s'occupant peu de la place et passant pour être étranger aux connaissances qu'elle exige ».

(3) Archives de l'Université de Nancy, lettres de l'Université (1810) : lettre de Fontanes du 24 février 1810.

(4) Archives de l'Université de Nancy, lettres de l'Université (1810) : lettre de Fontanes du 29 mars 1810.

« Mollevaut (Etienne), proviseur, né à Jouy-sous-les-Côtes, département de la Meuse, le 20 juillet 1744, aspire au grade de docteur ès-lettres. Il supplie Votre Excellence de vouloir bien lui en faire expédier le diplôme. Si, n'étant que recteur provisoire, il n'avait pas le droit d'y prétendre, alors, Monseigneur, il supplierait très instamment Votre Excellence de vouloir bien, au titre de recteur dont elle a daigné l'honorer, ne pas ajouter l'épithète de provisoire, laquelle jette des ombres sur le titre » (1).

Pour quelles raisons cette supplique fut-elle repoussée ? Nous l'ignorons complètement. En tout cas, le 30 juin 1810, Mollevaut sollicitait encore du Grand - Maître l'octroi des grades de docteur ès lettres et de licencié ès sciences, conformément à la loi qui exigeait ces titres de tout proviseur de lycée; il réclamait « le premier en vertu de sa place, le second en faveur de l'étude particulière qu'il a faite des sciences, et des preuves qu'il a données de sa capacité dans cette partie; depuis longtemps il est déjà pourvu du grade de bachelier dans cette même Faculté, et s'il en ambitionne un plus élevé, c'est pour montrer à l'Université le prix qu'il met aux rangs qu'elle accorde et pour avoir une preuve de la bienveillance de Votre Excellence, en obtenant un grade qu'il ne devra qu'à ses bontés » (2). A cette demande, Fontanes répondait le 19 juillet 1810 (3) qu'Etienne Mollevaut ne pouvait recevoir le diplôme de licencié ès-sciences » « à raison de ses fonctions actuelles; il ne pourrait avoir droit à ce grade que dans le cas où il aurait publié quelque ouvrage scientifique ou occupé une chaire de mathématiques ou de physique, soit dans l'une des écoles centrales supprimées, soit dans un ancien collège. Si M. Mollevaut

(1) Toutes les lettres, adressées de Paris à l'Académie de Nancy, sont intitulées ainsi : « M. le Proviseur « ou bien » M. le proviseur faisant fonctions de recteur « ou encore » M. le Recteur provisoire ». Souvent même, l'adjectif « provisoire » a été d'abord oublié, puis ajouté au-dessus.

(2) Archives de l'Université de Nancy, registre de correspondance (1810-1811) et AN, F¹⁷ 4675, 1 pièce.

(3) Archives de l'Université de Nancy, lettre de l'Université (1810).

pouvait produire un de ces titres, je m'empresserais à lui accorder le grade qu'il désire obtenir ».

Mollevaut ne put donc en définitive recevoir que le grade de docteur ès lettres qui s'ajouta à ses grades anciens de docteur en philosophie et de licencié en droit civil et canonique de l'Université de Pont-à-Mousson (1).

Au moment d'ailleurs où il reçut ce diplôme, l'Académie de Nancy était en possession d'un recteur définitif : en date du 4 avril 1810 en effet, M. D'Régel, professeur de philosophie au lycée d'Orléans, fut nommé recteur de l'Académie en même temps que professeur de philosophie à la Faculté des lettres qui allait être ouverte à Nancy; il vint s'installer en mai dans notre ville, où il eut d'ailleurs tous les maux du monde à se faire donner un logement par la municipalité (2).

Mollevaut, déçu dans ses espérances... et son ambition, se voua de nouveau tout entier à l'administration de son lycée qu'il ne tarda pas d'ailleurs à quitter.

Le 26 octobre 1810 en effet, le Grand-Maître de l'Université impériale adressait au recteur l'arrêté qui organisait la Faculté de Lettres à Nancy : « Je vous invite à délivrer à chacun des professeurs qui la composent un extrait de cet arrêté pour leur servir de titre en attendant l'expédition des diplômes d'emploi. Je désire que l'installation de cette Faculté ait lieu le 3 novembre prochain, afin qu'elle puisse ouvrir les cours en même temps que les Facultés du même ordre établies dans les autres Académies » (3). En réalité, l'ouverture solen-

(1) Archives de l'Université de Nancy, inscription des membres de l'Académie, années 1810 sqq.

(2) AM, R1, enseignement supérieur : lettre du Recteur du 26 mai 1810 : la municipalité avait voulu lui donner le logement du proviseur, mais D'Régel refusa en disant qu'on n'avait pas le droit d'enlever l'appartement à M. Mollevaut. Que les conseillers municipaux veillent « bien reconnaître surtout que le logement de M. le Proviseur du lycée n'est point vacant et se souvenir que le Recteur de leur Académie est à l'Auberge ».

(3) Archives de l'Université de Nancy, lettres de l'Université (1810). D'Régel était recteur, doyen et professeur de philosophie avec Jacquemin comme suppléant; Lamoureux enseignait la littérature latine et française. Enfin Mollevaut occupait la chaire d'histoire avec son fils comme adjoint.

nelle n'eut lieu que le 6 décembre 1810 : le recteur de l'Académie « y prononça, dit-on, un discours plein de force et de patriotisme » (1) ; c'était, des quatre Facultés qui avaient composé autrefois l'Université lorraine (Droit, Théologie, Médecine et Arts), la seule qui subsistât; encore était-elle annexée au lycée. Elle ne fut d'ailleurs que peu prospère, et, le 27 mai 1814, les députés de la Ville de Nancy présentaient une requête au roi où ils disaient en parlant de la Faculté des Lettres : « Composée des quatre facultés de théologie, de droit, de médecine et des Arts, l'Université a vu disparaître les trois premières; et si l'enseignement des Belles-Lettres a été maintenu dans un lycée, bien loin de suffire aux besoins de la province, ce faible établissement ne fait qu'exciter ses regrets et les réclamations de ses nombreux enfants, obligés de se rendre pour achever le cours de leurs études aux académies de Strasbourg ou de Dijon et même à celle de Paris » (2).

Mollevaut, remplacé par Henry à la tête du lycée, reçut, en compensation de son échec au Rectorat, une nomination à la chaire d'histoire de la Faculté des Lettres (3) avec son fils aîné comme professeur adjoint. Il y enseigna sans désespérer et conserva la direction de l'éducation historique de nos aînés jusqu'à la suppression de la Faculté. De ses cours, nous ne savons malheureusement rien; le temps en a effacé les traces. Tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'ils se faisaient les lundis, mercredis et vendredis de 3 heures à 4 heures et demie (4). Il y eut même à ce propos un petit incident entre Mollevaut et le Recteur qui adressait au premier, le 28 mars 1811, la lettre suivante : « Je suis instruit que vous aviez annoncé que c'était d'accord avec moi que vous borniez à deux par semaine le nombre des leçons

(1) COURBE, *Promenades historiques à travers les rues de Nancy*, pages 259 sqq.

(2) AM, R1, enseignement supérieur (1814).

(3) AN, F¹⁷ 5590 : nomination de Henry (27 octobre 1810). Cf. aussi : Archives de l'Université de Nancy, nominations (1810-1820), et *Almanachs de l'Université impériale*, années 1810, 1811 sqq.

(4) Archives de l'Université de Nancy, registre des procès-verbaux et arrêtés (1810-1817) : arrêté rectoral du 5 décembre 1810.

que vous vous proposiez de donner à la Faculté. En me faisant approuver un semblable arrangement, c'est me représenter à tout le monde comme ne connaissant point l'étendue de mes pouvoirs ; car ils ne vont sûrement pas jusque-là, vous ne m'avez pas plus consulté, Monsieur le Professeur, sur le nombre de vos leçons que sur l'époque à laquelle vous les avez commencées. Vous m'avez dit seulement que vous n'en pouviez pas faire plus de deux et j'ai eu l'honneur de vous répondre que je ne savais point si Son Excellence le Grand-Maître le trouverait bon, que pour moi je croyais qu'on chargerait votre suppléant de faire la troisième. Assurément, ce n'est pas là avoir consenti à ce que vous ne fissiez que deux leçons. Mais dans ce moment j'apprends quelque chose de plus extraordinaire : c'est que vous avez annoncé publiquement que l'intervalle du vendredi au lundi n'était pas suffisant pour que vous puissiez vous préparer à la leçon... Vous aviez résolu de faire alternativement vos leçons le lundi et vendredi d'une semaine et une seulement le mercredi de l'autre et à chaque leçon vous annonceriez quel jour vous donneriez la suivante ». Et D'Régel de rappeler que les Professeurs n'avaient pas le droit de fixer le nombre, les jours et heures des leçons ; c'est au Recteur qu'il appartient de le faire ; de plus « l'ordre de choses que vous avez voulu introduire, continuait-il, est non seulement irrégulier, mais il est intolérable », car un cours qui n'est pas à jour fixe devient une leçon particulière, bientôt abandonnée ; enfin trois leçons en quinze jours au lieu de trois par semaine, c'est peu. « Vous opposez, Monsieur, votre santé et votre âge ; l'Université ne peut recevoir ces raisons-là ; elle les connaissait lorsqu'elle vous a donné de tous les suppléants celui qu'elle croyait devoir vous être le plus agréable, et le plus empressé à vous remplacer toutes les fois qu'il vous serait trop pénible de faire votre leçon... » D'Régel avertissait Mollevaut qu'il allait faire afficher de nouveau les heures de cours : lundi, mercredi et vendredi de chaque semaine. Le recteur terminait en disant qu'il ne faisait que remplir son devoir et que travailler dans le propre intérêt de Mollevaut « car

si les choses s'arrangeaient comme vous le proposiez, la Faculté des Lettres de Nancy ne subsisterait pas une année » (1).

Ces observations faites, D'Régel eut d'ailleurs le bon esprit de ne pas insister et d'écarter toute trace de malentendu : quand en novembre 1811, le recteur eût reçu la liste des dix membres du Conseil Académique, il demanda la nomination de Mollevaut à la place d'un certain Laillet, non pas, disait-il, parce qu'il avait des raisons contre ce dernier, mais parce que l'ancien professeur était sur les lieux; de plus D'Régel faisait remarquer que Mollevaut était « un des premiers fonctionnaires de l'Académie » et qu'en l'écartant, on lui causerait « un véritable chagrin dont il ne manquerait pas de regarder le recteur comme la cause (2). Satisfaction fut donnée à D'Régel; Mollevaut fut nommé membre du Conseil Académique (3) et, quand celui-ci fut divisé en trois sections, il fit partie de la troisième dite du Contentieux (4).

A part ces légers incidents, provenant certainement d'une part de la désillusion éprouvée par Mollevaut de son échec au Rectorat, d'autre part de son âge — il avait à ce moment 67 ans — qui rendait sans doute son caractère moins souple, nous aimons à croire qu'il se dirigea toujours d'après les principes qui avaient rendu si fructueux son passage au lycée. En tous cas, la fiche confidentielle, que le préfet de la Meurthe rédigeait en 1812 sur les fonctionnaires de l'Université impériale, était en ce qui concernait Mollevaut, tout à fait élogieuse : « très instruit, recommandable par ses qualités morales, ses connaissances, son dévouement à la personne de l'Empereur » (5).

(1) Archives de l'Université de Nancy, registre de correspondance (1811).

(2) Archives de l'Université de Nancy, registre de correspondance (1811-1812) : lettre du Recteur au Grand-Maitre (30 novembre 1811).

(3) Archives de l'Université de Nancy, nominations (1810-1820) : arrêté du 12 décembre 1811.

(4) Archives de l'Université de Nancy, registre des procès-verbaux et arrêtés (1810-1827) : arrêté rectoral du 18 septembre 1812.

(5) AD, T, instruction supérieure : année 1812.

Dévouement intéressé et fragile certes, comme on peut le remarquer chez la plupart des contemporains de Mollevaut et même chez les collaborateurs immédiats de Napoléon, car Etienne, comme bien d'autres à l'époque de l'agonie de l'Aigle, s'empressa de se rallier à la Restauration; aussi ne fut-il plus apprécié avec la même bienveillance quand pendant les Cent jours, le Préfet envoya son rapport sur les « chefs de l'Académie et du Lycée de Nancy ». « Vieillard épuisé, lisait-on en face du nom de Mollevaut, il est devenu dèvôt et ne peut plus être autre chose » (1).

D'ailleurs, à ce moment, les fonctions de Mollevaut comme professeur à la Faculté des Lettres étaient sur le point de cesser. Par raison d'économie et par manque d'étudiants, l'établissement fut en effet supprimé en novembre 1815 (2) : malgré les démarches incessantes des autorités de la ville et du département, Nancy ne devait revoir cette Faculté des Lettres qu'en 1854.

En même temps qu'Etienne Mollevaut se faisait éducateur de la jeunesse lorraine, il manifestait d'une autre façon sa sollicitude pour l'instruction en tentant de réorganiser la Société littéraire devenue plus tard célèbre sous le nom d'Académie Stanislas.

Depuis en effet que l'Académie des Sciences et Belles-Lettres, dûe au génie bienfaisant du bon roi de Pologne, avait été dissoute en 1793, Nancy n'avait plus de société littéraire; cependant, profitant de la protection de Napoléon — à la manière de Richelieu, il est vrai —, des jeunes gens « amis des lettres », la plupart élèves distingués de l'Ecole Centrale, décidèrent de se réunir dès le 20 floréal an VIII (10 mai 1800). La Société se

(1) AN, F¹⁷ 5590 : rapport du préfet de la Meurthe pour l'année 1815. D'Régel, de son côté, était fâcheusement apprécié : « ... Bon administrateur, mais irascible et despote, sans cependant avoir le cœur dur et mauvais. Royaliste, mais trop personnel pour conspirer. Il a encensé et encenserait encore alternativement Napoléon et Louis XVIII ». Aussi le 8 juin 1815, était-il remercié.

(2) Le Recteur demanda à Mollevaut de lui dire s'il préférerait la pension de retraite (la moitié du traitement fixe des professeurs de Faculté) au traitement provisoire qui était accordé aux professeurs de l'établissement supprimé (Archives de l'Université de Nancy, correspondance (1813-1816) : lettre du 17 novembre 1815).

renforça en germinal an IX : pourvue d'un règlement, elle prit alors le nom de Société d'Emulation de Nancy (1). Le 3 floréal an XI (23 avril 1803), un arrêté du préfet mit à sa disposition la première des salles de l'Ecole de Médecine, hôtel de la Comédie : c'est là que désormais se tinrent les réunions où l'on pouvait voir comme membres assidus Lamoureux et Charles-Louis Mollevaut, le poète, qui récitait ses nombreuses poésies et traductions en vers (2). « C'était une autre petite académie, dit Courbe, qui aurait pu devenir grande si elle s'était uniquement recrutée dans la classe des vrais travailleurs » (3).

Mais elle ne tarda pas à s'éteindre, faute de flamme ! Pourtant elle ne faisait pas concurrence, ainsi que le montre Lamoureux, à la Société libre des Sciences, des Lettres et Arts de Nancy : celle-ci rassemblait tous les hommes instruits qui pouvaient enrichir les sciences de nouvelles découvertes, tandis que la première n'était ouverte qu'à la jeunesse : « elle voulait cultiver le domaine des lettres sans avoir la prétention d'en reculer les bornes » (4). Néanmoins l'une devait tuer l'autre, car beaucoup de membres de la Société d'Emulation étaient entrés dans la Société libre des Sciences, Lettres et Arts (5).

Celle-ci avait été instituée définitivement le 2 thermidor an X (21 juillet 1802) (6) : de toutes parts en effet, sous l'impulsion de Napoléon - Bonaparte, des sociétés savantes se formaient et Nancy en éprouvait aussi le besoin : « Les savants et les littérateurs de nos

(1) Sur la Société d'Emulation, cf. LAMOUREUX, *Notice sur la Société d'Emulation de Nancy*, an XII, et BM, Manuscrit 919 (414) : Procès-verbaux de la Société...

(2) Charles-Louis Mollevaut procéda à l'organisation de la Société et fut nommé lui-même président pour un mois en vendémiaire an XI.

(3) COURBE, *Promenades historiques...* page 199.

(4) LAMOUREUX, *op. cit.*

(5) Sur la Société libre, cf. BM, Manuscrit 920-921 (703) : Tableaux synoptiques et annuels des procès-verbaux de l'Académie de Stanislas de 1750 à 1880 — Favier, *Rapport sur l'établissement de la Société et précis analytique des travaux de la Société de 1802 à 1815*.

(6) LAMOUREUX, *Mémoire pour servir à l'histoire littéraire...*

contrées, dit Haldat (1) dans un rapport de l'an XI (2), gémissaient de l'absence de ce concert qui devrait toujours régner entre les membres de l'honorable famille qu'ils composent. Sans cesse de cultiver les objets chéris de leurs affections, ils soupiraient en secret après le moment de se réunir encore. Il est arrivé enfin ce moment heureux, grâce au 18 brumaire de l'an VIII, à la victoire, à la Paix, au retour de l'ordre, grâce à Napoléon-Bonaparte, Premier Consul et protecteur de notre société ».

Déjà Nancy possédait la Société de Médecine et celle d'Agriculture, de Commerce et des Arts; « mais aucune association ne s'était encore dévouée, parmi nous, au culte des sciences et des lettres, ces bienfaitrices du monde. Le même esprit qui en a rétabli un si grand nombre, s'est développé; un élan généreux et spontané a réuni les amis des sciences et des lettres qui habitent notre département. La nouvelle société a été formée des hommes chargés du soin ou de la surveillance des études, de ceux qui par état ou par goût se consacrent à la culture des lettres, de jurisconsultes, de magistrats possesseurs de la confiance publique et des anciens membres de l'Académie de Nancy, corps respectable et savant, créé par la bienfaisance éclairée de Stanislas, ce protecteur immortel des lettres et des arts, pour leur donner de l'émulation et des modèles ».

En réalité, c'est Mollevaut qui, avec l'aide d'Haldat et de Coster, avait réussi à former le noyau de la nouvelle société : le 13 vendémiaire an XI (5 octobre 1802), il écrivait de Nancy à Grégoire, « sénateur, rue du Pot de fer, à Paris », la lettre suivante : « Vous recevrez par ce courrier des imprimés relatifs à une société libre des Sciences, Lettres et Arts de Nancy qui vient de se former par mes soins et ceux de mes fils. Il y a ici des hommes instruits et qui ont de bonnes vues; mais l'isole-

(1) Haldat (Charles-Nicolas-Alexandre) était un docteur en médecine qui enseignait, comme professeur de chimie et de physique, à l'Ecole Centrale. Mort à Nancy le 27 novembre 1852 à l'âge de 82 ans.

(2) FAVIER, *Précis analytique des travaux de la société* : séance du 1^{er} nivôse an XI (22 décembre 1802),

ment était funeste; nous avons cru devoir le faire cesser; et tout nous promet quelques succès » (1).

Un règlement, daté du 1^{er} thermidor an X (20 juillet 1802); fut soumis le lendemain, dans ses grandes lignes, à l'approbation du préfet; le 4 fructidor, il était complètement rédigé : simple et « basé sur les principes de l'égalité qui doit régner entre les citoyens de la république des lettres » (2), il était fortement inspiré des statuts de l'ancienne académie, qui ont été, dit Haldat, « notre boussole »; la Société était dirigée par un Président, élu pour six mois et non rééligible immédiatement : ce fut Etienne Mollevaut qui en exerça le premier les fonctions (3). Chaque mois, les membres se réunissaient en séance générale et il y avait deux séances publiques par an. Sans doute était-ce trop présumer de l'assuidité des adhérents, car en 1804, ce règlement fut modifié : en même temps que la Société prenait le nom d'Académie des Sciences, Lettres et Arts de Nancy (4), il était prescrit qu'il n'y aurait plus qu'une séance publique par an, en thermidor ou en fructidor.

En ce qui concernait les membres de la Société, le règlement prévoyait trois catégories : des associés honoraires, des membres résidants et des associés correspondants; tous étaient « égaux en prérogatives », et la distinction ne provenait que du mode d'admission : « les premiers investis de la confiance du gouvernement sont appelés par l'effet de cette confiance; les seconds par le vœu de la société... Tandis que les uns y portent un tribut de leurs veilles, les autres y joignent encore une portion de la considération qui les entoure, sont appelés à la perpétuer et à devenir envers le gouvernement un gage durable de notre attachement et de la droiture de nos intentions ».

(1) AM, Manuscrit 958 (534) : Recueil des pièces de l'abbé Grégoire, page 17.

(2) *Mémoires de l'Académie de Stanislas*: rapport du 1^{er} nivôse an XI (22 décembre 1802).

(3) En cette qualité, Mollevaut signa le règlement. Charles-Alexandre Haldat et Joseph-François Coster étaient secrétaires.

(4) Son sceau conserva la légende ancienne.

Pourvue de son règlement, la Société s'organisa; désireuse de se placer sous les auspices du gouvernement, elle s'adressa au Ministre de l'Intérieur Chaptal et au Consul Lebrun qui l'assurèrent de leur bienveillance; Napoléon-Bonaparte, « Premier Consul et président de la République italienne », accepta lui-même le titre de « protecteur » de la Société.

Ensuite, tandis que le préfet Marquis, l'évêque d'Osmond et le maire Lallemand recevaient le titre d'associés honoraires, la Société s'efforçait de recruter des correspondants parmi toutes les célébrités du pays : « Pour atteindre ce but essentiel des associations littéraires qui doivent former des foyers où les lumières puissent s'activer et s'épurer, elle a voulu non seulement se mettre en relation avec les hommes de lettres de notre département, mais encore embrasser la France entière et même les pays étrangers, afin qu'ayant pour ainsi dire une sentinelle placée sur tous les points d'où part la lumière, aucune vérité nouvelle ne pût lui être inaccessible ». Paris, « ce centre antique et célèbre des premiers talents », fournit la plupart des correspondants de la Société qui eut l'honneur de comprendre des membres du Sénat, du Corps législatif, du Tribunat et de l'Institut : on y trouvait Fourcroy, conseiller d'Etat chargé de la direction de l'Instruction publique, d'Ansse de Villosion, membre de l'Institut, helléniste fameux, Lalande, doyen de l'astronomie française, La Porte du Theil, autre helléniste célèbre, Sage, minéralogiste érudit, Parmentier, « l'inventeur » de la pomme de terre, L'Evesque, hydrographe et mathématicien, Grégoire et François de Neufchâteau, tous deux Sénateurs et membres de l'Institut, etc...

Dans les membres résidants enfin figuraient tous les Lorrains amis des lettres : les deux Coster, l'un, ex-constituant et chanoine de Nancy, l'autre professeur d'histoire à l'Ecole Centrale, Fachot, homme de loi, Alexandre Haldat, médecin et professeur de physique à l'Ecole Centrale, Lamoureux, docteur en médecine et collègue du précédent, les trois Mollevaut, père et fils, Villemet,

doyen du collège de Pharmacie « membre de plusieurs sociétés savantes, nationales et étrangères », etc...

Les fondateurs s'étaient donc efforcés de n'oublier personne; mais comme il arrive toujours en pareil cas, il y eut cependant des mécontents, et Mollevaut l'apprit à ses dépens : en effet, Etienne Psaume (1), toujours plein de fiel, lui présenta, le 11 nivôse an XI (1^{er} janvier 1803), quelques observations sur la composition de la Société : il regrettait des omissions d'abord dans les membres résidants ; puis, à propos des membres associés il s'indignait « que les deux hommes les plus célèbres que la ville de Nancy ait jamais vu naître ne soient pas membres de la Société, quoiqu'ils le soient des premières Académies de l'Europe ». Il s'agissait de Palissot (2) et de Hugues d'Hancarville (3), « le premier, littérateur plein d'esprit et de goût, membre de l'ancienne Académie et le doyen des littérateurs français, le second, membre des Académies de Londres et de Berlin, antiquaire célèbre dans toute l'Europe ». Et Psaume de s'écrier : « Cet antique patriotisme lorrain serait-il tout à fait anéanti ?... Pour moi, quoique bon républicain, j'aurais bien de la peine à me délorrainiser sur ce point ». Même la création de membres honoraires subissait les critiques de l'ancien libraire, car, disait-il, il suffisait pour y figurer, d'être fonctionnaire : or il se pouvait que ces fonctionnaires fussent ignorants ! (4).

(1) Psaume (Etienne), né à Commercy en 1769, mort dans la même ville en 1828. Fils d'un tanneur il prétendait descendre de Nicolas Psaume, l'homme du Concile de Trente. Après avoir abandonné l'état ecclésiastique, il devint procureur syndic du district de Commercy, puis vint à Nancy où il fut tour à tour libraire, avocat et journaliste. Esprit toujours mécontent, il retourna dans sa ville natale où il fut assassiné à coups de bâton par ses deux gendres.

(2) Palissot (Charles), né à Nancy en 1730, mort à Paris en 1814. Esprit très précoce, il publia dès l'âge de neuf ans un poème épique en vers latins. Auteur de tragédies et de comédies, il engagea une lutte farouche contre les encyclopédistes ; cela ne l'empêcha pas à la Révolution d'embrasser les idées nouvelles ; membre du conseil des Anciens en 1798-99, pontife de la théophilanthropie.

(3) Nous ne connaissons qu'un d'Hancarville qui était mort en 1800 ; il était d'ailleurs né à Marseille et les dictionnaires le qualifient d' « aventurier » et d' « archéologue ».

(4) BM, n° 5357 du catalogue Favier ; lettre de Psaume au citoyen Mollevaut père, président de la Société.

Mollevaut se contenta de lire cette diatribe sans y répondre : mais Psaume se fâcha et rendit sa lettre publique. Peu après, Mollevaut proposa à ses collègues d'admettre Palissot comme associé et son contradicteur, cette fois, le félicita en ajoutant qu'il n'avait jamais douté de son zèle.

Dès lors, les réunions de la petite académie se poursuivirent sans arrêt, employées à toutes sortes de discussions portant sur l'astronomie, la morale, l'histoire, la physique ou la poésie.

Le 30 pluviôse an XI (19 février 1803), la Société créait un prix de mœurs, destiné à l'élève de l'Ecole centrale qui se sera le plus particulièrement distingué par la sagesse et la régularité de sa conduite. L'heureux bénéficiaire de ce prix composé d'une couronne de fleurs et d'un ouvrage de littérature serait désigné de la façon suivante : tout élève âgé de 14 ans aurait un bulletin sur lequel il inscrirait trois noms; les votes seraient ensuite dépouillés par un jury composé de professeurs de l'Ecole Centrale et de membres du Jury central de l'Instruction publique : on formerait de cette manière une liste de dix sujets ayant obtenu dans la totalité des scrutins la majorité relative des suffrages et, sur cette liste, le Jury choisirait l'élú.

Six mois après, à la séance du 25 août 1803, la Société définissait sa tâche : « Rechercher dans les sciences ce qu'elles peuvent procurer d'avantages à la société; dans les arts, ce qu'ils y répandent de douceurs et d'agréments; dans les lettres ce qu'elles ajoutent à son bonheur »; puis Gabriel-Etienne Mollevaut faisait une dissertation sur l'inscription en trois langues trouvée à Rosette en même temps qu'il décrivait : « les temps orageux de la tutelle du jeune Ptolémée Epiphane ». Son frère Charles-Louis analysait un ouvrage sur « l'appel à la justice des Rois et des Nations, tandis que le législateur Etienne Mollevaut faisait un rapport sur le dictionnaire des termes techniques de Botanique » et sur des « odes à la paix et à la religion ».

En l'an XII, à côté d'études sur l'astronomie et l'architecture, Mollevaut, proviseur du lycée, prononçait

un discours sur l'étude des lois naturelles, romaines et françaises; il y faisait l'éloge du Code civil et prouvait que l'étude de ce code était une partie essentielle de toute éducation libérale; il terminait enfin par un éloge enthousiaste du Barreau de Nancy qu'avaient illustré des talents dont s'enorgueillissait la France entière. Ensuite, après quelques communications sur des poteries antiques découvertes près de Saint-Nicolas, le jeune Charles-Louis lisait ses traductions des Odes d'Anacréon, « d'un tour léger et pittoresque ».

Chaque membre de la société suivait ainsi ses goûts et parlait selon ses connaissances; rien de ce qui intéressait le présent ou le passé de leur petite patrie ne laissait ces hommes indifférents : Coster, par exemple, en rappelant la bataille de Nancy de 1477, commentait la *Nancéide* et la *Rusticiade*; déplorant que ces œuvres fussent en latin, il demandait à un jeune poète d'écrire sur cet événement un poème épique : « le siège de Nancy vaudra en poésie le siège de Troie ». Ces considérations historiques étaient entrecoupées de l'éloge des *Elégies*, de Tibulle, traduction en vers français par Charles-Louis Mollevaut, ou d'une nouvelle édition du 3^e chant de l'*Iliade* par son frère Gabriel; ou bien Charles-Louis venait réciter un morceau de poésie sur la naissance des fleurs, où l'on remarquait « la fraîcheur du coloris et la variété des tableaux embellis par une riante imagination ». Enfin le père des deux jeunes gens continuait à prendre une part active aux travaux de la Société, et en 1806, il présentait un discours sur les récompenses dont il montrait « l'antiquité, les progrès, les avantages et l'influence particulière sur l'éducation de la jeunesse ».

L'année 1811 vit le dernier discours important d'Etienne Mollevaut : il prit cette fois la parole pour discuter « quelques objections des modernes contre les historiens anciens » : après avoir rappelé que la prééminence des modernes sur les anciens avait été proclamée par Charles Perrault en 1687 et 1690, il s'attaquait à « cette manière commune de critique, non moins facile qu'injuste, qui consiste à détacher d'un ouvrage quelques traits défectueux », « C'est d'après l'ensemble des

travaux qu'il faut prononcer sur les ouvrages et sur les auteurs ». Or que reprochait-on aux historiens anciens ? 1) L'ignorance de la physique et de l'astronomie ? Mais, à défaut de connaissances, ces savants de l'antiquité « avaient reçu de la nature une imagination riche et une tête forte, un cœur droit et une sensibilité exquise ». 2) Les harangues directes ? Mais c'était une habitude de l'antiquité : « voyez-y toutes les convenances ménagées avec délicatesse, fidèlement empreints les mœurs des peuples, le génie des armées, l'âme des chefs et le caractère de chaque orateur ! ». 3) l'invéraisemblance de plusieurs récits ? Mais ce n'est pas un motif pour nier un fait qui a pu se produire, tout en étant mal rapporté.

Telles furent les dernières paroles importantes prononcées par Etienne Mollevaut aux séances de la Société qu'il avait contribué à faire revivre : cinq ans après, le précis des travaux enregistrait la mort de cet homme « député à plusieurs assemblées législatives, doyen des avocats, jurisconsulte savant, professeur d'histoire à la Faculté des Lettres de Nancy, que ses talents et sa piété ont rendu également recommandable ».

Dans ce milieu érudit, Etienne avait continué la tradition de ces Lorrains épris d'un vif amour pour leur petite patrie qu'ils voulaient voir briller dans la grande. De plus, amoureux de tous « ces beaux discours pleins de nobles pensées, consciencieusement écrits dans le style pompeux de l'époque » (1), il avait parfait son rôle d'éducateur et s'était révélé jusqu'au crépuscule de sa vie un fidèle disciple de cette noble antiquité qui l'avait nourri de ses principes, suivant en cela la pure tradition des humanistes de la Renaissance et des classiques du dix-septième siècle.

(1) MENGIN (H.), *Discours à la distribution des prix du lycée de Nancy* (juillet 1899).

CHAPITRE III

Rentrée de Mollevaut au barreau de Nancy.

Sa mort (1816).

Tout en prenant part à la vie intellectuelle de sa cité d'adoption, Mollevaut avait repris sa place au barreau : avocat, il l'était d'ailleurs resté toute sa vie, et dans ses discours aux assemblées législatives comme dans ses exhortations aux élèves indisciplinés, l'ancien licencié en droit de l'Université de Pont-à-Mousson avait gardé le ton de la plaidoirie. Aussi, comme on revient à ses premières amours, Mollevaut avait repris le chemin du Palais : le 20 brumaire an XIV (11 novembre 1805), l'ancien avocat au ci-devant Parlement de Nancy s'était présenté à l'audience publique et avait prêté le serment prescrit par l'article 31 de la loi du 22 ventôse an XII relative aux écoles de Droit (1) : c'était, à quarante ans de distance le renouvellement du geste accompli sous le parrainage de Maury : que d'événements depuis cette époque, que de changements survenus !

Rentré au bercail, Mollevaut fut tout de suite honoré du respect de ses jeunes confrères : membre du Conseil de l'Ordre, il fut en outre, en raison de la sollicitude qu'il avait toujours témoignée aux pauvres, nommé en 1811 président du Bureau de consultation gratuite en faveur des indigents, organisme créé par la loi du 14 décembre 1810 et dont les réunions avaient lieu tous les samedis chez le Président (2), à 3 heures en hiver et à 5 en été ; il conserva ces fonctions jusqu'à sa mort, même quand, en 1815, ce bureau prit le nom de Bureau de

(1) Bibliothèque de l'Ordre des Avocats, tableau de l'Ordre.

(2) Mollevaut habitait de nouveau rue des Ponts, près de la paroisse Saint-Sébastien, n° 112.

miséricorde. Mollevaut était à ce moment le doyen (1) du corps des Avocats nancéiens, et malgré son âge, il ne manquait pas une séance du Conseil de l'Ordre où ses avis étaient toujours écoutés.

Quand, en août 1814, le corps des avocats fut réorganisé, de Rozières fut réélu bâtonnier, mais il mourut quelques jours après : Mollevaut fut alors appelé par le procureur général à le remplacer (27 août).

A cette date, de grands événements s'étaient produits; la victoire avait abandonné les Aigles et Napoléon, sur le chemin de l'exil, laissait Paris et la France aux Bourbons. A Nancy, comme ailleurs, les autorités qui hier encore s'inclinaient devant l'Empereur, ne savaient que faire pour saluer le retour des fleurs de lys et manifester bassement leur dévouement à la dynastie retrouvée. L'Ordre des Avocats de Nancy, réuni sous la présidence du bâtonnier, ne crut pas devoir agir autrement que les autres corps constitués : « Quoiqu'il ne soit pas dans l'usage de l'Ordre de manifester son opinion dans les événements publics, néanmoins celui du retour de Sa Majesté au trône de ses ancêtres qui pendant tant de siècles ont fait le bonheur de la France, lui paraissait... devoir faire exception » (2). En conséquence, l'Ordre décida d'envoyer à Paris une adresse de dévouement; Mollevaut avait jugé bon de préparer un texte qu'il lut et que les avocats présents adoptèrent d'enthousiasme :

« L'Ordre des avocats à la Cour royale de Nancy a l'honneur de déposer aux pieds de Votre Majesté l'expression des sentiments qui retentissent dans toute la France et dont il est vivement pénétré.

« Attachement invariable au gouvernement monarchique, sublime image du gouvernement paternel ; respect, reconnaissance, amour sans bornes pour un prince que l'éternelle providence, après l'avoir orné de ses dons les plus magnifiques, a pris soin d'amener elle-même au trône de ses aïeux.

(1) Un nommé Gauvain père était avec lui le plus ancien des avocats (Bibliothèque de l'Ordre des Avocats, Recueil des délibérations (1811-1816).

(2) Bibliothèque de l'Ordre des Avocats, registre des délibérations de l'Ordre (1811-1816) : séance du 24 mai 1814.

« Qu'il est heureux, Sire, de voir confier, en des mains si nobles et si pures, le dépôt de l'honneur d'une antique nation, si célèbre à jamais dans les fastes du monde !

« Oui, Sire, nuls de vos sujets ne sent mieux que nous l'inappréciable avantage de vivre sous l'autorité d'un monarque, dont la haute sagesse et les lumières supérieures donnent l'exemple de l'accomplissement de ses devoirs envers Dieu et de ses devoirs envers les hommes.

« Vous ne voulez, Sire, régner que par les lois ; elles auront leur racine dans cette constitution, solide appui du trône, et de laquelle Votre Majesté a tracé d'une main ferme les bases essentielles, digne d'un roi de France et de son peuple.

« Sire, tout ce qui émanera de votre Trône, nous l'accepterons avec joie, nous y obéirons avec fidélité, non par crainte, mais par devoir, et nous attendrons sans impatience la guérison des maux antérieurs, la jouissance des biens à venir ; sûrs que ce qui peut procurer les uns et réparer les autres, n'échappera à la sollicitude du père de la Patrie ».

Ce zèle intempestif pour la monarchie restaurée devait être récompensé : deux mois après l'envoi de cette adresse, Mollevaut était autorisé à porter la décoration du Lys « en signe de fidélité et de ralliement à la cause de notre légitime souverain » (14 juillet 1814) ; et peut-être l'emblème royal décora-t-il la toge de celui qui avait été si ardemment républicain !

Le bâtonnier Mollevaut eut-il à saluer, au nom de ses confrères, le comte d'Artois à son deuxième passage à Nancy (1) en novembre 1814 (2) ? Peut-être, par

(1) Cf. à ce propos : *Revue de Paris*, 15 novembre 1920 (LEFEBVRE DE BOHAINE, *Le comte d'Artois à Nancy*). — *Pays Lorrain*, 1913-1919, page 152. — (PERRIN R.), *Le séjour du comte d'Artois à Nancy*. — SAL, *Recueil* : complément 1798-1830 (Relation du voyage du comte d'Artois). Le futur Charles X eut l'occasion de passer deux fois à Nancy en 1814 : le 19 mars (Cf. *Journal de la Meurthe*, n° 1282, 22 mars 1814) et le 2 novembre ; lors du premier séjour correspondant à l'arrivée des Autrichiens et des Russes, le comte d'Artois venait préparer le retour de son frère ; des acclamations retentirent sur son passage.

(2) Nous sommes obligés de constater ici que, sans doute pour les besoins de la cause — l'ouvrage dont nous allons parler a été publié

devoir ou par faiblesse, se laissa-t-il aller à cette dernière turpitude !

Cependant la santé d'Etienne Mollevaut déclinait et, le 10 janvier 1816, à sept heures et demie du matin, il succombait à une hydropisie.

Son acte de décès (1) nous apprend que Joseph-Gaspard Biliard, ancien garde du Roi, chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, âgé de 70 ans, beau-frère du défunt, et Charles - Victor Anthoinet, conseiller de préfecture, âgé de 60 ans, cousin germain d'Etienne par la femme de ce dernier (2), sont venus déclarer le décès de « Monsieur Etienne Mollevaut, âgé de 71 ans, natif de Jouy-sous-les-Côtes, arrondissement de Commercy, département de la Meuse, bâtonnier de l'Ordre des Avocats exerçant à la Cour royale de Nancy, professeur d'histoire à l'Académie de la dite ville » (3).

en 1822 — Charles-Louis Mollevaut a commis une grave erreur dans la biographie qu'il donna de son père en tête de la traduction de la *Vie d'Agricola* (n° 11.069 du catalogue Favier) : on y lit en effet : « Le retour des Bourbons le trouva fidèle à la monarchie. A l'arrivée en France de S.A.R. Monsieur le Comte d'Artois, il eut l'honneur de le complimenter à la tête du corps des avocats, dont il était le bâtonnier vénérable ». Gamon, renchérissant, commet la même erreur dans ses notes des Archives de Saint-Sulpice : « A l'entrée du Comte d'Artois, Mollevaut complimenta celui-ci ; il accepta cette mission honorable avec un plaisir qui fit conjecturer quels avaient toujours été ses véritables sentiments et qui montra bien que ses anciennes sympathies avec les royalistes de Bretagne durant le séjour n'avaient point été un jeu de politique ». Or, en mars 1814, lors de la première entrée du futur Charles X à Nancy, Mollevaut n'était pas bâtonnier. De plus, une lettre du maire de Nancy à un député de la Meurthe, datée du 11 janvier 1821 (AM, D2, correspondance 1819-24) spécifie que c'est un Monsieur Châtillon, avocat et secrétaire de l'Ordre qui, en mars 1814, sollicita une démarche des autorités auprès de ce prince — n'oublions pas que Napoléon 1^{er} n'abdiqua que le 6 avril — et qui « se présentat (sic) effectivement chez Monsieur dans ce moment orageux, accompagné seulement de huit personnes attachées à différentes administrations ». Mollevaut n'est pas nommé, Aurait-on oublié de la faire quand il s'agissait du *doyen* des avocats nancéiens ?

(1) AM, Registre des décès (1816).

(2) Charles-Victor Anthoinet, ancien compagnon de lutte de Mollevaut aux temps héroïques de la Révolution, était le fils d'une demoiselle Housselot, sœur de la belle-mère d'Etienne Mollevaut ; il devait mourir l'année suivante.

(3) Le 18 janvier 1816, le Recteur écrivait à « M. Royer-Collard » : « J'ai l'honneur d'informer votre Excellence que Monsieur Mollevaut professeur à l'ancienne Faculté des Lettres de l'Académie de Nancy, est décédé le 10 courant, à l'âge de 72 ans. L'Académie perd en lui un fonctionnaire estimable (Archives de l'Université de Nancy, registre de correspondance, 1813-1816).

Madame Mollevaut devait encore vivre douze ans : elle mourut le 21 mars 1828, à l'âge de 83 ans, toujours dans la vieille demeure familiale de la rue des Ponts.

Tendrement unis jusqu'à leur mort, les deux époux avaient vu grandir autour d'eux une nombreuse famille : des dix enfants qu'ils avaient eus, deux seulement étaient encore en vie : six étaient morts des maladies de l'enfance ; une fille, Rosalie, mariée à l'avocat Girardeau, était décédée le 14 juillet 1812, à l'âge de 32 ans, en laissant trois petites filles que les grands-parents élevèrent. Enfin, on se rappelle qu'un fils, Joseph, était mort sous les drapeaux, à Nice, au moment de la Terreur. — Les deux enfants qui restaient étaient ceux que nous avons déjà maintes et maintes fois rencontrés : Gabriel-Etienne-Joseph et Charles-Louis.

Le premier, après avoir occupé avec distinction les chaires de première et de seconde au lycée de Nancy, avait été nommé au lycée de Metz où il enseigna l'italien et le grec. En 1814, il manifesta brusquement l'intention d'entrer dans les Ordres et demanda sa retraite ; en vain le recteur de l'Académie considérant que « M. Mollevaut... est un sujet distingué qu'on peut conserver à l'Université et dont les talents peuvent encore lui être utiles » proposa à Gabriel de lui donner un congé de trois ans pour lui permettre de faire des études théologiques ; en vain ses parents — sa mère surtout — essayèrent-ils de le faire renoncer à son idée : Gabriel-Etienne-Joseph finit par emporter la place ; et c'est ainsi, qu'après s'être montré presque athée, il entra à Saint-Sulpice le 31 octobre 1814, à l'âge de 40 ans ; diacre et prêtre deux ans après, il termina sa vie comme supérieur de la Solitude d'Issy où il mourut le 4 février 1854, à l'âge de 80 ans.

Son cadet de deux ans, Charles-Louis, après avoir été un brillant élève de l'Ecole Centrale, enseigna la rhétorique au lycée de Nancy de 1805 à 1811. Poète abondant, il traduisit, comme nous l'avons déjà dit, en vers et en prose, une quantité d'œuvres grecques ou latines ; en 1807, il fut nommé correspondant de l'Institut et trois ans après, le Grand-Maître lui conférait le

titre de docteur ès lettres (1). Cependant, en 1811, sa poitrine ne lui permettant plus de supporter la fatigue de l'enseignement, Charles-Louis obtint sa retraite (2). Fontanes lui accorda le titre et la pension de professeur émérite et le fils de Mollevaut vint se fixer à Paris, au numéro 99 de la rue Saint-Dominique, faubourg Saint-Germain.

Là, il continua à traduire les œuvres grecques ou latines et à faire des apologues ou de petites pièces en vers; sans cesse il écrivait; beaucoup de ses œuvres d'ailleurs sont peu intéressantes et plus d'une poésie est médiocre (3).

Au reste, Charles-Louis était, semble-t-il, légèrement orgueilleux et vaniteux; pour sa correspondance, il usait pompeusement d'un papier où il avait fait imprimer tous ses titres et la liste de ses œuvres, et la bibliothèque de Nancy a conservé dans ses autographes une lettre du

(1) En lui annonçant la nouvelle, le Recteur écrivait le 15 mai 1810 : « M. le Professeur, je suis chargé par Son Excellence le Grand-Maitre de vous remettre un diplôme qu'il n'a jamais accordé avec plus de plaisir parce qu'il n'y en eut jamais de plus mérité et qu'en vous conférant le titre de docteur ès-lettres, il n'a fait que rendre justice aux services distingués que vous avez rendus à la littérature aussi bien qu'à l'enseignement. » (Archives de l'Université de Nancy, registre de correspondance, 1810-1811).

(2) AN, F¹⁷c M 108 : dossier personnel Mollevaut. Le recteur D'Régal ne fut pas content de Charles-Louis. Une lettre du 14 janvier 1811 qu'il écrivit au Grand-Maitre contient ces mots : « Il y a 2 mois 1/2 que les classes sont rentrées dans notre lycée et j'ignore encore quelles raisons retiennent éloigné M. le Professeur de la seconde année d'humanités. L'enseignement autant que le bon ordre souffrent de cette conduite de M. Charles Mollevaut » (AN, F¹⁷ 5590).

(3) Voici un résumé de ses œuvres paru dans le *Dictionnaire encyclopédique de LE BAS*, tome 10, page 795 : Charles-Louis Mollevaut « entreprit ses traductions de Salluste, de Tacite (*Vie d'Agricola*) et de l'*Enéide*. Cette dernière traduction, en vers français, attira l'attention du gouvernement qui la mit au nombre des ouvrages élémentaires; il avait précédemment traduit du grec les Amours de Iléro et de Léandre de Musée le Grammairien; et plus tard, il concourut avec Millevoye pour l'éloge de Goffin (Goffin était un Liégeois qui avait sauvé des mineurs ensevelis par un éboulement). Nommé membre correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, il fit ensuite paraître des traductions en vers d'Ovide, de Tibulle, de Catulle et de Propertius. Cependant, ces traductions ne sont pas complètes; c'est plutôt la traduction de morceaux choisis et Mollevaut a sans doute été porté à agir ainsi, à cause des passages par trop libres qui s'y trouvent : d'Ovide il n'a traduit que les Amours. Ces traductions qui se recommandent par une grande élégance, par beaucoup de pureté, et par une connaissance profonde de la langue latine, resteront comme le monument le plus durable de la gloire de M. Mollevaut ».

23 mai 1843 dont on ignore le destinataire, mais qui semble avoir été adressée à l'Académie de Stanislas : Charles - Louis y annonçait l'envoi de sa biographie publiée par « la Renommée » : « elle fait, disait-il, une profonde sensation et l'on pense, comme l'ode de la Postérité (1), que Nancy élèvera peut-être un jour une statue *au premier de ses poètes classiques*, à l'exemple de toutes les nobles villes de France qui s'empressent aujourd'hui de couronner ainsi la gloire de leurs grands hommes » (2). Charles - Louis Mollevaut devint enfin membre de l'Institut en 1816 (3) et mourut à Paris le 13 novembre 1844.

(1) Une de ses œuvres, pour le moins immodeste ; voici les vers auxquels il est fait allusion :

« Nancy ! toi, son berceau, prépare ton hommage !
Le ciseau qui pour toi gravera son image,
Ne rendra pas vivant un marbre suborneur :
Quarante ans de succès, aux pompes de sa fête,
Placent sa statue à ton faite,
Où ton plus grand poète a ton plus grand honneur.

(2) BM, Autographes du Fonds Lorrain : Charles-Louis Mollevaut. Son ombre doit encore gémir de douleur de ne pas voir son image orner une de nos places publiques !

(3) Le tome XV, page 215, des *Mémoires* de l'Institut royal de France contient un *Mémoire de Charles-Louis Mollevaut sur la statue du Laocoon, mise en parallèle avec le Laocoon de Virgile*.

CONCLUSION

Quelques mois avant sa mort, le 26 mai 1815, Etienne Mollevaut remplissait le bulletin de renseignements que l'on demandait, comme aujourd'hui, aux fonctionnaires de l'enseignement; et après avoir indiqué, d'une main aussi ferme que jadis, son âge actuel : 71 ans, ainsi que son traitement annuel : « 2.880 francs au moyen de 120 francs de retenue », il ajoutait :

« Fonctions publiques :

Anciennes : avocat, maire de Nancy, électeur, administrateur du département, juge au tribunal de Cassation, membre des diverses assemblées nationales, du Conseil des Anciens qu'il présida, etc...

Actuelles : bâtonnier de l'Ordre des Avocats, et depuis 4 ans, président du Bureau des Consultations gratuites » (1).

C'était un abrégé de toute sa vie et nul ne peut le lire sans reconnaître la grandeur de cette carrière humaine.

.....

Et maintenant, arrivé au terme de cet ouvrage, nous voudrions, sans partialité aucune, définir la personnalité politique d'Etienne Mollevaut, ou, tout au moins, en dégager les traits essentiels.

Face à face, nous avons vécu de longues années; de lui, aucun portrait qui ait pu venir influencer notre

(1) AD, T ; enseignement secondaire,

pensée; ses seuls actes, ses seuls écrits, ses seules paroles sont là pour nous guider dans notre jugement; c'est par eux seuls que nous pouvons chercher l'image de son visage et celle de son cœur !

Le premier fait qui nous frappe, c'est qu'Etienne Mollevaut fut un partisan décidé de la Révolution et un sincère ami du peuple : « L'un des premiers, dit-il dans sa lettre à la Convention (1), je soutiens avec force, dans mon pays, les droits ignorés du peuple ». En écrivant ces mots, le député de la Meurthe ne péchait pas par orgueil et l'affirmation correspondait si bien à la vérité que Guilbert, qui n'avait pas pour lui une sympathie très tendre, mais qui était juste, rangeait Mollevaut parmi les « démocrates » et ne voyait en lui « qu'un homme préoccupé de son opinion, qui la croit bonne et utile pour la Nation »; il lui reprochait même de montrer « trop d'ardeur », remarque tout à l'honneur d'Etienne : de ce fait, ce fut celui-ci qui organisa à Nancy le club et la garde citoyenne, foyers où l'on venait chercher la vraie flamme révolutionnaire. Cela, ses adversaires ne le lui pardonnèrent pas : on l'éloigna de l'assemblée des Représentants, on tenta de l'écarter encore du Conseil général de la Commune, puis, quand les « aristocrates » crurent triompher lors de la sanglante répression de Bouillé, ils firent subir à Mollevaut les plus pénibles « persécutions » : insultes, inculpations, rien ne lui fut épargné, tant l'ancien avocat au Parlement de Lorraine apparaissait comme le chef du parti avancé de la ville de Nancy. Cependant, lavé de toute accusation, reconnu à la tribune de l'Assemblée comme « un des meilleurs citoyens de Nancy », Mollevaut devint maire de l'ancienne capitale ducal, à la grande joie des amis de la Révolution; élu des « *petites gens* » contre la volonté des ci-devant « *honnêtes gens* » que Sonnini raillait dans son journal du 2 décembre 1790, il se pencha aussitôt sur la misère et s'occupa de l'aumône publique; en retour, des humbles, le maire reçut les plus touchants témoigna-

(1) Lettre demandant son rappel (lue à la séance du 23 frimaire an III).

ges de sympathie. Et cette bienveillance pour ceux qui peinent et qui souffrent, Etienne la montrera jusqu'au crépuscule de sa vie où il trouvera encore la force de consacrer toute son âme à secourir les malheureux. Ce qu'il acclamait en effet, avant tout, dans cette Révolution qu'il avait proclamée « nécessaire au salut de la France » (1), c'était, en plus de l'unification du royaume, l'avènement de la liberté et de l'égalité. Certes, pour lui, ce dernier mot avait un sens précis : de la classe éclairée du Tiers-Etat, il pensait, comme la plupart des grands esprits de l'époque, que le peuple était trop ignorant pour pouvoir s'occuper du gouvernement; pas plus que beaucoup d'autres, il n'était partisan du suffrage universel; sa sollicitude pour le peuple était surtout d'ordre social et Etienne était plus voisin de Montesquieu dont il avait les œuvres dans sa bibliothèque que de Jean-Jacques Rousseau. Démocrate ? Non pas; disons plutôt démophile : Mollevaut aimait le peuple dont il avait compris l'âme inquiète et c'est pourquoi il fut toujours prêt à se faire le défenseur des aspirations raisonnables de la masse. « Ardent amour de la liberté et de l'égalité, haine profonde de la tyrannie et des factions, nulle autre ambition que celle d'être utile » : c'est ainsi qu'il définira ses idées politiques en 1794; pour garantir les droits du peuple et empêcher toute tyrannie, Etienne pensait qu'une seule chose suffisait : l'existence d'une Constitution. A cette idée maîtresse il restera constamment fidèle, puisqu'en 1814, dans son adresse au Roi, Mollevaut insistera encore sur la nécessité d'une Constitution, « solide appui du trône ».

Ami du peuple, partisan d'un gouvernement constitutionnel, le député de la Meurthe se révèle aussi comme un ami passionné de l'ordre et de l'égalité. C'est même là peut-être le trait saillant de son caractère : rien de plus naturel d'ailleurs chez un juriste attaché aux principes éternels du droit. Partisan « du respect de la sûreté des personnes et des propriétés » (2), Mollevaut inter-

(1) Discours d'installation à la mairie (30 novembre 1790).

(2) Discours du 2 novembre 1792 à la Convention.

vint sans cesse en faveur de ce principe dans les différentes assemblées qu'il fréquenta. C'est pour le respect de l'ordre et de l'égalité qu'il se rangea du côté de la Gironde, c'est pour lui qu'il travailla si fébrilement à la Commission des Douze et c'est au nom de la légalité et de l'ordre qu'il protesta contre son arrestation dans les mois qui suivirent le 2 juin 1793.

A ce respect de la justice s'alliait aussi un patriotisme d'une pureté remarquable : Mollevaut aimait la France comme les Lorrains ont toujours su le faire. Avec quelle grandeur écrivait-il, après sa proscription, dans sa lettre au Conseil municipal de Nancy : « Soyez assurés que l'on n'obtiendra rien du Représentant que vous avez choisi et que je ne ferai rien qui ne soit digne de vous et de moi ». Et de fait, nul geste, nulle parole contre son pays durant les mois d'exil ; au contraire, ses fils accomplissent leur devoir de soldat. Sans doute est-ce d'ailleurs ce patriotisme qui le rallia comme tant d'autres à la République, et ce n'est pas sans fierté que dans sa lettre pour le rappel à la Convention il écrivait ces lignes : « Mon patriotisme n'est pas récent ; mon patriotisme ne varia jamais depuis l'aurore de la Révolution jusqu'à ce jour ». Les journaux ne saluèrent-ils pas son élection à la mairie de Nancy « comme le triomphe du patriotisme » ? Donnons évidemment à ce mot tout son sens révolutionnaire avec tout ce qu'il comporte de dévouement au nouveau régime et à la patrie unifiée et menacée.

Autre trait qui nous frappe chez Etienne : l'amour de la paix, sentiment qui l'éloigne de ses collègues Girondins ; comme il n'était pas député au moment de la déclaration de guerre souhaitée par ceux-ci, nous ne pouvons connaître son opinion sur cet événement. Mais que de fois par la suite il eut l'occasion de parler de la paix ! Dans le procès du roi, il ne veut suivre, dit-il, « d'autre boussole que le salut du peuple » ; or, il craint que la mort de Louis XVI ne fasse relever la tête aux ennemis intérieurs et extérieurs de la Révolution ; il estime que celle-ci a besoin de se consolider ; loin de lui, la pensée de sauver le roi ; il veut au contraire le conserver en otage pour empêcher la guerre et cela est si vrai qu'il demande

le sursis, « à condition qu'il expirera à la première hostilité des ennemis sur le territoire de la République ». Mollevaut déteste la guerre, à cause des « arts qu'elle tue », de « l'agriculture qu'elle ruine », du « commerce qu'elle détruit », des « trésors de l'Etat qu'elle épuise », du « sang... qu'elle prodigue ». Cette haine de la guerre, nous la retrouvons dans son discours du 24 pluviôse an XI sur la paix de Lunéville : « O paix ! O céleste paix ! Fixez à jamais votre séjour parmi nous, et vous ne trouverez nulle part sur la terre des adorateurs plus passionnés et plus constants ! » Enfin, constatons que si Mollevaut vanta à plusieurs reprises l'œuvre de Napoléon, il laissa à d'autres le soin de chanter sa gloire militaire.

C'est qu'en effet, le conventionnel Meurthois était avant tout un ami du travail fécond et des sciences, deux choses dont le culte est en opposition avec celui de la guerre. Mollevaut aimait sa tâche comme Colbert se réjouissait devant un bureau encombré de dossiers : « A la Commission des Douze, dit-il dans sa lettre à la municipalité de Nancy, j'ai travaillé nuit et jour sans interruption. » Et de combien de rapports fut-il chargé aux Conseils des Cinq-Cents et des Anciens ! Ce travail des commissions — le plus fécond des assemblées parlementaires — avait pour lui un charme irrésistible. Ennemi de l'ostentation, il ne paraissait à la tribune, malgré ses talents oratoires, que pour faire œuvre utile, demandant peut-être aux dieux, comme Périclès, de ne pas lui laisser dire un seul mot contraire au but qu'il se proposait. Quant à son amour des sciences, l'existence de son abondante bibliothèque, sa passion de collectionneur, ses communications à la Société des Sciences, lettres et arts de Nancy sont là pour en témoigner.

Enfin Mollevaut fut un homme intègre ; il eut toujours une conscience pure et s'en flattait sans fausse modestie ni sottise exagération. Pour sa mission à Versailles en 1788, nul reproche, alors que Prugnon, son collègue, n'en revint pas les mains nettes. De sa députation à la Convention, il ne retira qu'une diminution de sa fortune ; il ne s'en serait pas vanté, dit-il, « si le patrio-

tisme qui augmente l'aisance n'était pas évidemment plus facile que celui qui la diminue ». Probe, Etienne le fut moralement ; tous ses avis, en particulier à la Commission des Douze, il ne les a émis que « de bonne foi, sans partialité, sans passion ». Sans doute est-ce cette intégrité qui lui valut de multiples honneurs, comme celui d'être placé à la tête de cette Commission, sans avoir été auparavant un des premiers rôles de l'Assemblée.

En face de ces qualités, il reste évidemment ces révérences faites aux régimes qui se succédèrent jusqu'en 1816 : oui, Mollevaut fut en politique un inconstant. Mais qui, parmi les révolutionnaires, ne mérita une place dans le « Dictionnaire des Girouettes » ? Et puis, le fut-il, somme toute, par désir de plaire ou par manque de caractère ?

Manque de caractère, l'homme du club et de la garde citoyenne, le président de la Commission des Douze ? Que non pas ! « Celui qui, à vingt ans, a dit Clemenceau dans une de ses boutades familières, n'a pas été un peu anarchiste n'a jamais été jeune, et celui qui, passé la quarantaine, n'est pas devenu un peu conservateur me donne des raisons sérieuses de douter de son intelligence ». Aphorisme certes un peu déconcertant, mais qui correspond cependant à un fait psychologique mille fois constaté !

Désir de plaire ? Qu'a donc désiré Etienne Mollevaut ? Une place honorifique ? Un titre de noblesse ? Non ; Mollevaut ne se vendit pas aux maîtres de la France, comme les Fouché ou les Talleyrand. Ce qu'il souhaita, ce fut simplement un poste d'éducateur de la jeunesse, tâche modeste et rude, mais combien grandiose ! Mettons donc sur un plateau d'une balance cette faveur un peu imprévue et même cette décoration du Lys qui fait tache — nous le reconnaissons — dans la carrière de l'homme, et entassons sur l'autre les ennuis de l'affaire de Nancy, les 22 mois d'exil, les dommages causés aux biens et aux bibliothèques lentement et patiemment constituées, et nous verrons facilement de quel côté s'inclinera le fléau.

Néanmoins le fait reste : certes nous concevons qu'Etienne Mollevaut, frappé par les désordres du Directoire et l'apathie des populations des départements, ait pu accueillir Napoléon-Bonaparte comme un sauveur ; le général de l'armée d'Italie, le vainqueur des Pyramides, né de la Révolution, grandi par sa politique guerrière, est apparu à plus d'un révolutionnaire ardent comme l'héritier et le défenseur du nouvel ordre de choses. Par contre, il nous semble étrange de voir cet ancien Jacobin, qui s'inclina avec dévotion devant le bonnet phrygien et les abeilles impériales, mourir à l'ombre bienveillante des fleurs de lys, après avoir effeuillé quelques roses sur le passage des Bourbons !

Mais cette versatilité, n'est-il pas vrai, est un travers bien souvent inhérent aux fonctions publiques ! Mille fois heureux ceux à qui la permanence bienfaisante du régime républicain n'inflige pas l'épreuve de la constance de leurs opinions ! Et puis, en définitive, il faut juger les gens en fonction de leur époque et non de la nôtre : or la psychologie nous enseigne que de grandes crises, comme celle qui jalonna la vie de Mollevaut, sont de nature à bouleverser non seulement les choses, mais encore les consciences.

Et en dehors de ces petites taches que nous ne dissimulons point, il reste cette chose unique, comme le dit M. Pfister, dans les annales de l'histoire de Lorraine de l'époque : dix ans passés de législation ininterrompue suivis de deux autres lustres consacrés à l'éducation de la jeunesse ! Il reste aussi une carrière abondamment remplie. Combien de gens, au couchant de leur vie, peuvent se dire qu'ils ont tout fait ce qu'ils devaient, qu'ils ont servi dans toute l'acception du terme ?

Mollevaut, croyons-nous, « au soir de la pensée », sur son lit de souffrance, face à la mort, dut, comme tout être humain en route pour le grand voyage, faire dans un éclair un retour sur lui-même ; sans doute entrevit-il ses fautes et en demanda-t-il sincèrement le pardon ? Mais certainement sa conscience, — ce tribunal, a dit Châteaubriand, que chaque homme a au milieu du corps —, ne

put que lui dire cette parole si douce aux derniers souffles d'un mourant : « Ta vie fut bien remplie ! »

Et sans passion, sans vénération démesurée, nous disons que cela suffisait à ne point laisser plus longtemps dans l'ombre la vie mouvementée et féconde du Lorrain Etienne Mollevaut, qui se classe parmi les bons Français sortis de nos marches de l'Est ! (1).

(1) Une pauvre petite rue porte timidement son nom à Nancy.

INDEX ALPHABÉTIQUE

des noms de personnes et des noms de lieux ⁽¹⁾

Abréviation : n. = note.

Les numéros renvoient aux pages.

— A —

ABRESCHVILLER, 168 n. 2.
AIGUES-VIVES, 285.
AIRVAUX, 32 n. 2.
AISNE, (dépt de l'), 90 n. 4,
270 n. 1.
AIX-LA-CHAPELLE, 245.
ALSACE, 11, 17, 18.
AMANCE, 292.
Amar, 218.
André, membre de la garde
et du club, 60, 61 n. 5, 90
n. 5, 112, 113, 225, 225
n. 1, 226 n. 3.
André - Thomassin (Pierre -
Joseph), avocat, 94 n. 2,
163, 262.
ANGLETERRE, 65.
Anse de Villoison (d'), 331.
Anthoine (abbé François-
Pascal-Marc), 49 n. 2, 50
n. 2, 54 n. 2, 79.
Anthoinet (Charles-Victor),
18, 77, 77 n. 2, 155 n. 2,
340, 340 n. 2.
Anthoinet (Jean-François),
18.
Anthoinet (Marie - Jeanne -
Françoise), 18.
Antoine, député de la Mosel-
le, Représentant en mis-
sion, 16 n. 2, 167 n. 2,
222, 240.

Antoine, professeur au lycée
de Nancy, 300 n. 2.
Antoine (Marie-Anne-Victoi-
re), 20.
Antoine de Vaudémont, 4.
APREMONT, 4.
ARDÈCHE (dépt de l'), 276.
Aristay de Châteaufort, 11,
11 n. 3, 13.
Arsant (Dominique), 233 n. 3
Artois (comte d'), 339, 339
n. 1, 339 n. 2.
Aubert (Nicolas-Rémy), 77,
77 n. 1, 78, 132, 132 n. 3,
135.
Aubertin (René), 226 n. 3,
262.
Autichamp (d'), 268.
AUTRICHE, 164, 165.
AUVERGNE, 22 n. 2.
AVESNES, 167 n. 1.
AVIGNON, 281 n. 3.
Ayet (Nicolas), 132.

— B —

Babœuf, 238 n. 3.
Bailleul, 251.
Bailly (Nicolas), 19.
BALE, 5.
Balison, 61 n. 5.
Bar, Représentant en mis-
sion, 14 n. 5.
Barbarin (de), 61, 62.

(1) Nous avons laissé de côté les noms d'auteurs, ainsi que d'autres
trop souvent répétés, comme Nancy, Lorraine, Meurthe, Paris, etc...

Barbaroux, conventionnel, 184, 201, 209, 210, 213.
 Barbey (Nicolas), 19.
 Barbier, membre du club, 61 n. 5.
 Barère, Conventionnel, 157, 189, 200, 201, 211.
 BARISEY-AU-PLAIN, 3.
 Barnave, Constituant, 111.
 BARROIS, 10 n. 3, 22 n. 2, 23, 27, 30 n. 1.
 BAS-RHIN (dépt du), 276 n. 1, 298.
 Bassompierre (marquis de), 60, 75 n. 2, 76, 79.
 Baudot, Conventionnel, 14 n. 5, 219.
 BAYONNE, 301 n. 3, 308.
 Beauharnais (Joséphine de), 287.
 Beauvau (prince de), 60, 60 n. 1.
 BELCHAMP, 38 n. 1.
 BELGIQUE, 58 n. 1, 167 n. 1.
 Bentabole, Conventionnel, 58 n. 1.
 Bergoeing, Conventionnel, 184, 190 n. 2, 191, 210, 213.
 BERLIN, 332.
 Bernard (François), 19.
 Bertinet, 13.
 Bertrand, Conventionnel, 190 n. 2, 191, 207 n. 1.
 Bicquille (Charles-François), 222, 222 n. 1, 239 n. 5.
 Bigelot (Jean-Baptiste-Nicolas), 76.
 Billaud - Varenne, Conventionnel, 211.
 Birotteau, Conventionnel, 183, 207 n. 1, 210.
 Blaise (Claude - François), docteur, 37 n. 1, 77, 94 n. 2, 109, 110, 118, 132 n. 1, 132 n. 3.
 Blaise fils, procureur-gérant du lycée de Nancy, 312.
 BLAMONT, 14 n. 5, 30, 41, 81, 170, 171 n. 2, 226 n. 3, 228.
 Blau, 304.
 BLÉNOD-LÈS-TOUL, 57.

Bliard (Louis-Charles), 17, 18.
 Bliard (Gaspard-Joseph), 19, 340.
 Bliard (Marie-Thérèse), 17.
 BLOIS, 37, 319.
 Boilleau, Conventionnel, 190 n. 2, 207 n. 1.
 BOIS-ROBERT, 74.
 Boissy d'Anglas, Conventionnel, 276.
 Bonaparte, 168 n. 1, 287, 288.
 Bonneval (Germain), Conventionnel, 167, 167 n. 3, 175, 176, 182, 276.
 Bontoux (Claude-Joseph), 19.
 BORDEAUX, 208 n. 2, 238 n. 3, 308.
 BOUCHES - DU - RHONE (dépt des), 276 n. 1.
 Bouchon (abbé), chapelain de la cathédrale, 142.
 Boufflers (Stanislas - Jean, chevalier de), 38, 38 n. 1.
 Bouillé (François - Claude - Amour, marquis de), 93, 96, 98, 99 n. 1, 100, 101, 102, 102 n. 3, 103, 103 n. 1, 104, 105, 106, 107, 107 n. 3, 108, 108 n. 1, 108 n. 2, 109, 110, 111 n. 3, 112, 117 n. 3, 120, 121 n. 3, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 128 n. 1, 129, 129 n. 1, 129 n. 5, 147 n. 1, 149, 268, 346.
 Boulay (Antoine - Jacques - Claude - Joseph), 277, 277 n. 5, 290 n. 1.
 BOULAY, 30.
 BOULOGNE-SUR-MER, 3, 6.
 Bouquoy, 183.
 Bourdon (de l'Oise), 198.
 BOURGES, 189.
 BOURGOGNE, 22 n. 3, 38 n. 3.
 Bourguignon, brigadier, 91.
 Boursault, Représentant en mission, 217 n. 1.
 Boyer-Fonfrède, Conventionnel, 190 n. 2, 195, 198.
 Bréard, Conventionnel, 242, 272.

BREST, 214, 216, 217 n. 1.
 BRETAGNE, 216, 339 n. 2.
 Breton (Cl.-Fr.), professeur, 9.
 Breton, secrétaire du Directoire du département de la Meurthe, 101.
 Brévillier (Stanislas - Jean), échevin, 25, 26, 50, 56.
 Bricbet, administrateur de police, 192.
 BRIE, 22 n. 2.
 BRIEY, 23, 30.
 Brissot, Conventionnel, 184, 201, 202.
 Broglie (Maréchal de), 34 n. 1.
 Brulart de Sillery, Constituant, 110, 111, 111 n. 3, 119, 121 n. 1.
 BRUXELLES, 58 n. 1, 287 n. 2.
 BRUYÈRES, 30, 34 n. 1.
 Buzot, Conventionnel, 184, 187, 201, 210, 213, 214.

— C —

Carbon (Marie-Anne), 19.
 Cardon de Vidampierre (comte de), 49 n. 2, 50 n. 2.
 Carez (Joseph), député à la Législative, 278, 279 n. 1.
 Carrier, 268.
 CAEN, 207, 208, 209, 209 n. 3, 213, 216, 219, 245.
 Cahier de Gerville, commissaire du Roi, 90 n. 2, 109, 110 n. 3, 120.
 Cailleateau, élève du lycée de Nancy, 311.
 CALVADOS (dépt du), 207, 208 n. 2.
 Canone, soldat, 107, 129.
 Crumont, professeur, 300.
 Cavelier, capitaine, 215.
 Cazalès, Constituant, 111.
 CELLES-SUR-PLAINE, 167 n. 4.
 CÉVENNES, 57 n. 1.
 Chabot, 268.
 Chaillon (Barthélemy), officier municipal, 112, 114, 132.
 Chambon, Conventionnel, 184.

CHAMPAGNE, 22 n. 2.
 CHAMPIGNEULLES, 103, 125.
 Chaptal, ministre, 297, 331.
 Charlemont, membre du club et de la garde, 61 n. 5, 115 n. 1.
 Charles (cardinal de Lorraine-Guise), 7.
 Charles III (duc de Lorraine), 7, 319.
 Charles X, roi de France, 339 n. 1, 339 n. 2.
 Charlot, capitaine de la garde, 60 n. 2.
 Charvet (de), avocat général au Parlement, Représentant de la commune, 53 n. 1, 57.
 Chateaubriand, 351.
 CHATEAU-SALINS, 167, 167 n. 4.
 Chatelin (abbé Pierre-François), évêque de la Meurthe, 84, 85, 147, 152, 153, 160, 161, 161 n. 1, 161 n. 2, 161 n. 3, 163, 163 n. 2.
 Châtillon, avocat, 339 n. 2.
 Chaumette, procureur de la commune de Paris, 189, 192, 197, 250, 268.
 Chaumont de la Galaizière, chancelier, 11, 11 n. 2, 11 n. 3.
 CHAUMOUSEY, 277 n. 5.
 Chavane (Fr.-X.), professeur, 9, 9 n. 1.
 Chénier (Marie-Joseph), Conventionnel, 262.
 CHERBOURG, 217 n. 1.
 Chevalier (Jean-Joseph), avocat, 54, 54 n. 2.
 Choiseul, ministre, 12.
 Choiseul La Baume (Claude-Antoine, marquis de), commandant de la province de Lorraine, 22, 22 n. 2, 56, 56 n. 2, 57.
 Clairon d'Haussonville (Joseph-Louis-Bernard, comte de), commandant en second de la province de Lorraine, 22 n. 2.

Clemenceau, 350.
 Clément XIII, pape, 7.
 Cléret (Dominique-Antoine),
 avocat, 78.
 COBLENCÉ, 268.
 Cœurderoy (Michel - Joseph
 de), 22, 22 n. 3.
 Cognel fils l'aîné, homme de
 loi, 77.
 Colbert, ministre, 349.
 Colin, capitaine de la garde,
 61 n. 5, 72, 73, 82.
 Coliny (Jean-Joseph), capitai-
 ne de la garde, 60, 61 n. 5,
 72, 73, 82, 99, 100, 101,
 123, 132 n. 1.
 Colle (Pierre-Clément), mem-
 du Directoire du départe-
 ment, 228, 228 n. 2.
 Collenel (Jean-Baptiste-Char-
 les de), président du Direc-
 toire du département, 85,
 85 n. 3, 86, 86 n. 1, 122,
 123, 152 n. 3.
 Collière (Louis), membre de
 l'administration du départe-
 ment, 42 n. 1, 226 n. 1.
 Collanbel (Pierre), suppléant
 à la Convention, 168, 168
 n. 1, 211, 225, 225 n. 1,
 280.
 Collot d'Herbois (Jean-Ma-
 rie), membre du Comité de
 Salut Public, 197.
 COLMAR, 141, 168 n. 2, 225,
 312 n. 1.
 COLOMBEY-LES-BELLES, 260.
 COMMERCEY, 3, 332 n. 1, 340.
 Condorcet (Antoine-Nicolas
 de Caritat, marquis de),
 267 n. 1.
 Contades (Louis - Georges -
 Erasme, marquis de), 22
 n. 2.
 Conteaux père (Claude-Jo-
 seph), 5, 18, 57, 118.
 Conteaux fils l'aîné, 61 n. 5,
 75, 75 n. 2, 76, 76 n. 1,
 77, 79, 118.
 Conteaux fils le jeune, 61
 n. 5.
 Conteaux (Etienne-Antoine),
 19.

Conteaux (Joséphine), 19, 20.
 Corday (Charlotte de), 184
 n. 1, 209.
 Cordier (Jean - Baptiste), 6
 n. 1.
 CORNIÉVILLE, 3, 6 n. 1.
 Coster, Constituant, chanoi-
 ne de Nancy, 331.
 Coster (Joseph-François), 25
 n. 2, 37 n. 1, 292, 320 n. 4,
 329, 330 n. 3, 331, 334.
 Couthon, Conventionnel, 250.
 Couturier, Représentant en
 mission, 220.
 Crépy (Nicolas-Joseph Doré
 de), président au Parle-
 ment, 14.
 Croix (Anne de la), 2.
 Cussy, Conventionnel, 213.
 Custine d'Auflance (Théodo-
 re-Charles, comte de), 30,
 30 n. 1, 31, 34, 35, 70, 70
 n. 4, 72, 131, 132.

— D —

Dalvigk (baron), 313.
 Damin, 206 n. 4.
 Danton, 171, 182 n. 2, 183,
 187, 188, 196, 201, 219.
 Daunou (Pierre-Claude-Fran-
 çois), 281, 286.
 Delacoste, 282.
 Delacour, 321, 321 n. 2.
 Delahaye, Conventionnel,
 216, 217, 217 n. 1, 263.
 De La Haye, gentilhomme
 breton, 216.
 Delessart, ministre, 152 n. 1.
 Delisle, soldat, 92.
 Delort, capitaine, 106.
 Demange, 226 n. 3.
 Demangeot (Louis), 61 n. 5,
 226 n. 3.
 Dennerly, directeur de théâ-
 tre, 146, 146 n. 2.
 Dentzel, Représentant en
 mission, 220.
 Desbourbes (Thomas), offi-
 cier municipal, 101, 106,
 132 n. 1.
 Desgnettes, 182 n. 2.

Désilles, lieutenant, 106, 107,
129 n. 5.
Desmottes, aide de camp de
- La Fayette, 96, 96 n. 2,
127, 127 n. 5.
Desmoulins (Camille), 267
n. 1.
Dhervilly, officier de paix,
205.
Didelin, 61 n. 5.
DIEPPE, 74.
DIEULOUARD, 166.
DIEUZE, 81, 228.
DIJON, 22 n. 3, 38 n. 3, 324.
DINAN, 215, 217, 217 n. 1,
217 n. 2.
Dobsen, président de la sec-
tion de la Cité à Paris,
194, 194 n. 2, 199.
Dodun (Mme), 182, 182 n. 3.
DOL, 214.
Dombasle (Charles-Louis du
Houx, abbé de), 32, 32
n. 2, 34 n. 1, 50 n. 2, 80,
80 n. 1, 82.
D'Régel, recteur, 323, 323
n. 2, 323 n. 3, 325, 326,
327 n. 1, 342 n. 2.
DROME (départ de la), 281 n. 3.
Duchâtel, Conventionnel,
213, 214.
Ducos, Conventionnel, 182.
Dufey (Ferry), sous-lieute-
nant, 123.
Dumas (René-François), pré-
sident du Tribunal Révo-
lutionnaire, 250, 268.
Dumat (P.-A.), professeur,
9.
Dumesnil, capitaine, 194,
n. 2.
Dumont (André), 183, 184,
262.
Dumouriez, général, 57 n. 1,
188.
Duperret, Conventionnel, 184.
Dupont de Nemours, 93 n. 1.
Duportail, ministre, 144, 160.
Duport (Adrien), Consti-
tuant, 158.
Duprat, Conventionnel, 184.
Duquesnoy (Adrien-Cyprien),
32, 35, 94 n. 2.

Durand de Grand-Pré, cen-
seur du lycée de Nancy,
300.
Duveyrier, commissaire du
Roi, 90 n. 2, 109, 112,
120.

— E —

EINVILLE, 22 n. 3.
ELBE (île d'), 277 n. 5.
EMBERMÉNIL, 39 n. 3.
EMBRUN, 142.
Emery, soldat, 92.
Emery, Constituant, 91, 126.
EPERNAV, 172.
EPINAL, 14 n. 4.
ESPAGNE, 60 n. 1.
ESSAI, 183.
EURE (départ de l'), 207, 210,
276 n. 1, 282.
EVREUX, 207.

— F —

Fachot (Claude), avocat bi-
bliothécaire, 9, 10 n. 2, 14,
14 n. 3, 105, 106 n. 1, 106
n. 3, 120, 121, 121 n. 1,
122, 331.
FALAISE, 214.
Fare (Anne - Louis - Henri,
Mgr de la), évêque de Nan-
cy, 5, 38, 38 n. 3, 39 n. 2,
50 n. 1, 84 n. 2, 141, 141
n. 2, 142, 150, 160, 293.
Fauchet, Conventionnel, 201.
FAULX, 13 n. 1.
Faure (Balthazard), Représen-
tant en mission, 233
n. 3, 238 n. 2, 238 n. 3,
239, 239 n. 1, 239 n. 2,
276.
Febvé (Jean-Baptiste), hom-
me de loi, 52, 132 n. 1,
225, 225 n. 1, 226 n. 3, 239
n. 2, 247.
Febvrel, procureur du Roi,
34 n. 1.
Fenaux, portier, 242.
FINISTÈRE (départ de), 213,
214, 215, 218.
Fisson du Montet (Jean -
Charles-Ferdinand de), 50
n. 2, 85, 85 n. 4, 101, 122.

FLANDRE, 22 n. 2.
 Fleuriot, 268.
 Fleury (Jeanne-Françoise de Lambinet de), 19.
 Foissac (Philippe - François de), membre du Directoire du département, 85, 87, 99, 100, 101, 163, 163 n. 2.
 Foissey (Joseph-Ignace), député à la Législative, 162, 162 n. 3, 163, 264.
 Fontanes, Grand-Maître de l'Université Impériale, 313 n. 1, 313 n. 2, 314, 320, 320 n. 3, 321, 322, 342.
 Fontanges (Mgr de), évêque de Nancy, 38 n. 3.
 Fontenoy (de), capitaine de la garde, 60, 61, 61 n. 5, 62.
 Fouché (Joseph, duc d'Ortrante), 350.
 FOUGÈRES, 214.
 Fouquier-Tinville, 26°.
 Fourcroy (Antoine-François, comte de), 299, 300 n. 4; 314 n. 3, 318, 320 n. 3, 331.
 François de Neufchâteau, 331.
 François III, duc de Lorraine, 2.
 Frimont, maréchal de camp, 103, 107.
 FROUARD, 99, 102, 106, 292.
 FULDA (province de), 313.

— G —

Galiard, gendarme, 205.
 Garat, ministre, 195, 199, 221.
 Gardin, Conventionnel, 190 n. 2, 196 n. 3, 207 n. 1.
 Garnier le jeune, avocat, 134, 135.
 Garran, Conventionnel, 172.
 Gatelet (François), 243.
 Gauthier, 197.
 Gauvain père, avocat, 338 n. 1.

Géhin (Nicolas), vicaire épiscopal, 225, 225 n. 1, 233 n. 3.
 Genaudet (Jean - Baptiste), avocat, 61 n. 5, 78, 78 n. 2, 96 n. 3, 98 n. 1, 132 n. 1.
 Génevois, Représentant en mission, 276, 279 n. 4.
 Gensonné, Conventionnel, 184, 201, 207 n. 1, 210, 219.
 GERS (dépt du), 281 n. 1.
 Girardeau, avocat, 313, 341.
 Girey-Dupré, 213.
 GIRONDE (dépt de la), 166 n. 2.
 Giroust, Conventionnel, 213.
 Giverne, 247.
 Glasson-Brissé, 233 n. 3, 239 n. 2, 247, 276.
 Gobel, évêque de Paris, 162, 163.
 Gobert (Catherine), 2.
 Gœury (Jean-Pierre), avocat, 90 n. 5, 101, 106.
 Goffin, 342 n. 3.
 Gomaire, Conventionnel, 190 n. 2, 191, 196, 196 n. 3, 207 n. 1.
 Gormand (Charles-Joseph), médecin, 226 n. 3.
 Gorsas, Conventionnel, 210, 213, 214.
 Goupil de Préfeln, Constituant, 157.
 Gouvion (Louis de), commandant de la garde nationale de Toul, 82, 100, 117.
 Grandjean de Bouzanville (Jean - François - Charles), avocat, 54 n. 2, 58 n. 2, 64 n. 1, 85, 161 n. 2.
 Grangeneuve, Conventionnel 201.
 Grégoire (abbé), 32, 32 n. 1, 39 n. 3, 110, 162, 163, 276, 290, 298, 319, 320 n. 4, 329, 331.
 Grégoire de Toulouse, 7.
 GUADELOUPE, 128 n. 1.

Guadet, Conventionnel, 182, 183, 184, 189, 201, 207 n. 1, 210, 213, 214, 215.
Gueneau d'Aumont, professeur, 300.
Guffroy, Conventionnel, 217 n. 3.
Guilbert (abbé), curé de Saint-Sébastien de Nancy, 28, 28 n. 2, 29, 31, 31 n. 1, 39, 39 n. 3, 40, 42, 48, 50 n. 2, 52 n. 1, 53 n. 3, 54, 54 n. 2, 59, 61, 61 n. 3, 64, 67, 67 n. 1, 69 n. 1, 79, 82, 82 n. 1, 84, 84 n. 2, 86 n. 2, 89, 89 n. 2, 90, 92 n. 1, 94 n. 2, 95, 95 n. 1, 97 n. 1, 98, 98 n. 1, 107, 110, 110 n. 2, 110 n. 4, 111, 116, 117, 117 n. 1, 118, 119 n. 1, 124, 127, 127 n. 5, 130 n. 1, 132, 150, 152 n. 2, 153 n. 1, 155, 155 n. 2, 160, 161 n. 1, 164, 164 n. 1, 346.
Guillot (citoyenne, veuve Maillart), 284.

— H —

Hadvige, 4.
Haener, capitaine de la garde nationale de Nancy, 94 n. 1.
Haldat (Charles - Nicolas - Alexandre), 329, 329 n. 1, 330, 330 n. 3, 331.
HAM, 16 n. 2.
Hanriot, commandant de la garde nationale de Paris, 58 n. 1, 200, 201, 250.
Hardy, Conventionnel, 184.
Harlaut (Nicolas-Jacques), procureur général syndic de la Meurthe, 226 n. 3, 232, 233.
Hassenfratz, 200.
HAUTE-MARNE (dépt de la), 276 n. 1.
HAUT-KENIGSBURG, 11.
Haye (de la, C^{te} de Plouer), 217 n. 2.

Hébert, substitut du procureur de la commune de Paris, 192, 193, 194, 196, 197, 203, 238 n. 3, 250, 268.
Henry, proviseur du lycée de Nancy, 316, 316 n. 3, 324, 324 n. 3.
Henry-Larivière, Conventionnel, 190 n. 2, 191, 196, 196 n. 3, 213, 214, 215 n. 2, 276.
Henry le jeune (Joseph-Arnould), avocat, 15, 15 n. 3, 32 n. 3, 36, 50 n. 2, 54 n. 2, 86, 86 n. 1.
Henry (Pierre - François), homme de loi, 94 n. 2, 163.
Henry (Timothée-Arnould), professeur, 15 n. 3.
Hérault-Séchelles, 196, 201.
Housselot (Gaspard-François), 19.
Housselot (Marie-Angélique), 19.
Housselot (Marie-Jeanne), 17, 18.
Housselot (Marie - Jeanne - Victoire), 18.
Hugues d'Hancarville, 332, 332 n. 3.
Humbert, portier, 107.
Hurel, gendarme, 205, 206.
Hussenot, procureur de la Commune de Nancy, 134, 135, 155, 155 n. 2, 162, 162 n. 4, 163 n. 4.

— I —

I LE-ET-VILAINE (dépt de l'), 213, 214, 217, 217 n. 2, 276, 276 n. 1.
INDRE (dépt de l'), 16 n. 1.
ISÈRE (dépt de l'), 276.
Isnard, Conventionnel, 182, 190, 201, 276.
ISSY, 1 n. 1, 341.
ITALIE, 22 n. 2, 164, 283, 287, 351.
IXELLES, 167 n. 2.

— J —

- Jacob, maître d'étude au lycée de Nancy, 310, 311.
 Jacob (Dominique), suppléant à la Convention, 168, 168 n. 2, 168 n. 3, 211.
 Jacquemin (Jean-François), avocat, 32 n. 3, 36, 37, 61 n. 5.
 Jacquemin (abbé Jacques-Alexis), professeur à la Faculté des Lettres de Nancy, 50, 50 n. 1, 54, 54 n. 2, 54 n. 4, 59 n. 3, 323 n. 3.
 Jacqueminot (Jean-Jacques-Ignace), 16, 16 n. 2, 25, 32 n. 3, 36, 277, 290 n. 1.
 Jadelot (Dominique-Fidel), avocat, 94 n. 2.
 JARVILLE, 13 n. 1.
 JASSY (Roumanie), 133 n. 2.
 Jeandel, 42 n. 1.
 JEMMAPES, 171.
 Jobart (Hyacinthe de), major de la garde nationale de Nancy, 57, 60, 72, 76, 86, 90 n. 5, 93, 94 n. 1, 110, 132 n. 1.
 JOINVILLE, 7 n. 1.
 Jouy (baronne de), 3, 6.
 JOUY-SOUS-LES-CÔTES, 2, 3, 5, 5 n. 1, 6, 6 n. 1, 8, 9, 322, 340.
 JUVELIZE, 167 n. 3.

— K —

- Krantz, plombier, 56.
 Kervélégan, Conventionnel, 190 n. 2, 196 n. 3, 207 n. 1, 213, 214.

— L —

- Lacaze, Conventionnel, 184.
 Lacoste, Représentant en mission, 14 n. 5, 288 n. 3.
 Lacretelle, avocat, 32 n. 3, 36.
 Lacroix, Conventionnel, 196, 210.

- La Fayette (marquis de), 91 n. 3, 93, 96, 96 n. 2, 109, 126, 126 n. 3, 127, 127 n. 1, 128, 129, 130.
 Laillet, 326.
 Lalande, astronome, 331.
 Lalande (Luc-François), évêque de la Meurthe, Conventionnel, 162, 162 n. 1, 163, 163 n. 2, 164, 166, 167, 175, 175 n. 2, 264, 277, 286 n. 3.
 Lallemand (François-Antoine), médecin, maire de Nancy, 50 n. 2, 78 n. 2, 233 n. 3, 279, 279 n. 4, 298, 318, 331.
 Laloy, Conventionnel, 242.
 Lambert (Brigeot de), 19.
 Lamoureux (Jean-Baptiste-François-Xavier), professeur à l'école centrale de la Meurthe, puis à l'Université de Nancy, 296, 296 n. 2, 300, 323 n. 3, 328, 331.
 Lamoureux (Jean-Baptiste-Justin), 287, 287 n. 2.
 LANDAVILLE, 57 n. 1.
 LANEUVEVILLE, 13 n. 1.
 Lanjuinais, Conventionnel, 196, 201, 207 n. 1, 209 n. 5, 210, 276.
 Lanthenas, Conventionnel, 201.
 LAON, 32 n. 2.
 Laplaigne, 281.
 La Porte du Theil, 331.
 La Tour du Pin, 83, 91, 93.
 Lattier (marquis de), 32.
 Lasource, Conventionnel, 187.
 Laugier, électeur, 165.
 LAVAL, 214.
 Lavalette (comte de), 56, 58, 58 n. 1, 58 n. 2, 59, 59 n. 1, 60 n. 2, 74 n. 4, 240.
 La Valette (Louise de), 123.
 Le Bas, Conventionnel, 133 n. 2, 167 n. 1.
 Lebrun, Consul, 331.
 Le Brun, gendarme, 206.

Lechapelier, président de la Société des Amis de la Constitution de Paris, 66.
 Le Deist de Botidoux, 213, 214, 214 n. 3, 217 n. 1.
 Legrand (René), 271.
 Leguiliez, professeur, 300.
 Le Hardy, Conventionnel, 207 n. 1.
 Le Lorrain (François), procureur général syndic de la Meurthe, 83, 83 n. 1, 85, 86 n. 1, 153, 161 n. 2, 161 n. 3, 169, 170, 220 n. 1.
 Lemonier, 247.
 Léonard, 109, 110, 112, 116, 117, 118, 119 n. 1.
 Léopold, duc de Lorraine, 4, 7.
 Lesage, Conventionnel, 184, 213, 267.
 Levasseur (Antoine - Louis), député de la Meurthe, 16 n. 2, 167, 167 n. 2, 175, 176, 182, 222, 227 n. 2, 240.
 Levasseur (de la Sarthe), Conventionnel, 190 n. 2.
 L'Evesque, 331.
 Lhermite (Christophe), 18.
 Lhermite (Joseph), 19.
 Lidon, Conventionnel, 184.
 LIGNY-EN-BARROIS, 2, 2 n. 2, 4, 5, 19.
 LILLE, 58 n. 1.
 Linget (Marie-Barbe), 19.
 LISIEUX, 216.
 LIXHEIM, 279 n. 4.
 Lodoïska (Mme Louvet), 214, 214 n. 2.
 LOIR-ET-CHER (départ^t du), 32 n. 1.
 LONDRES, 74 n. 4, 332.
 LONGEVILLE, 38 n. 1.
 LONGUYON, 134.
 LONGWY, 165.
 LORIENT, 172, 216.
 Lorraine (cardinal de), 319.
 Louis XV, roi de France, 12.

Louis XVI, roi de France, 164, 165, 166, 174, 174 n. 4, 175, 176, 177, 178, 181, 348.
 Louis XVIII, roi de France, 34 n. 1, 327 n. 1.
 Louvet, Conventionnel, 210, 213, 214, 214 n. 3.
 LUÇON, 38 n. 3.
 LUNÉVILLE, 14 n. 4, 41, 55, 57 n. 1, 81, 82 n. 2, 96 n. 2, 97, 98, 101 n. 1, 102 n. 1, 107, 129, 133 n. 2, 166, 166 n. 1, 167 n. 3, 167 n. 4, 286, 286 n. 3, 290, 349.
 LUXEMBOURG, 128.
 Luxer (Nicolas - François), officier municipal, 53, 54 n. 2, 61 n. 2, 112, 114.
 LYON, 308, 320 n. 4.

— M —

Maillard, 198.
 MAIZIÈS-LES-TOUL, 5.
 Malgaive (Claude), 90 n. 5, 132.
 Mallarmé (Claude-Joseph), maire de Nancy, député, 16, 16 n. 1, 263, 275, 276, 277, 280, 299.
 Mallarmé (François - René - Auguste), Conventionnel, 153 n. 2, 167, 167 n. 1, 169, 175, 176, 182, 210, 227 n. 2, 230, 238 n. 3, 276.
 Malseigne (de), maréchal de camp, 94 n. 3, 95, 95 n. 3, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 104, 104 n. 2, 104 n. 3, 105, 107, 121 n. 3, 124, 129.
 MALZÉVILLE, 105.
 Mandel (Sigisbert-François), officier municipal, 132.
 Manésy (Charles - François de), maire royal de Nancy, 23, 50.
 Mangeot, secrétaire du Cabinet Littéraire de Nancy, 66.

- MANONCOURT - EN - VERMOIS, 133 n. 2.
 Marat, 166 n. 2, 182 n. 2, 184, 187, 188, 192 n. 2, 194, 200.
 Marcel, 265.
 Marchenna, 213, 215.
 Marcol (Pascal-Joseph de), procureur général au Parlement, 22.
 MARENGO, 296 n. 1.
 Marie-Louise, impératrice, 316, 316 n. 2.
 Marino, administrateur de police, 192.
 MARMOuset, 162.
 Marquis, préfet de la Meurthe, 45, 77 n. 2, 292, 299, 308, 309, 310, 331.
 MARSEILLE 198, 308, 332 n. 3.
 Masson, membre du club, 61 n. 5, 225, 225 n. 1, 226 n. 3.
 Massuyer, Conventionnel, 204 n. 1.
 Mathieu, membre du club, 61 n. 5.
 Mauger (P.-A.), 233 n. 3, 238, 238 n. 2, 239 n. 2, 247, 276, 279 n. 4.
 Maulevaut, 217 n. 3.
 Maury (Jean-Baptiste-Dominique), avocat, 5, 9, 10, 10 n. 1, 14, 14 n. 3, 18, 337.
 MAXÉVILLE, 104 n. 2, 292.
 MAYENNE (dépt de la), 213.
 Meaule, Conventionnel, 190 n. 2.
 Meillan, Conventionnel, 184, 196, 201, 202, 207, 213, 214 n. 3, 218.
 Mengeot (Marie-Anne), 4, 6.
 Mengin (Jean-Baptiste), 13, 13 n. 1.
 Merlin (de Douai), Conventionnel, 250, 262, 263.
 Messin, 118.
 METZ, 7 n. 1, 11 n. 2, 12, 17, 18, 98, 102 n. 3, 103, 117, 118, 125, 128, 148, 162 n. 3, 166, 341.
 MEUDON, 206 n. 4.
 MEUSE (dépt de la), 322, 340.
 Michaud, Représentant en mission, 243.
 Michel, directeur de pensionnat, 291.
 Michel (Pierre), Conventionnel, 167, 167 n. 4, 276.
 Michelant (Nicolas-Henry), avocat, 50 n. 2.
 MILAN, 287.
 Millevoye, 342 n. 3.
 MINDEN, 22 n. 2.
 Mirabeau, 126, 183 n. 2.
 MIRECOURT, 162 n. 3.
 Mirouffle, caporal de la garde nationale, 76.
 Mollevaut (Antoine), 3, 3 n. 1, 4, 6, 9.
 Mollevaut (Catherine-Charlotte), 19.
 Mollevaut (Charles-Louis), 18, 20 n. 1, 245, 287, 296, 296 n. 1, 300, 328, 328 n. 2, 331, 333, 334, 339 n. 2, 341, 342, 342 n. 1, 342 n. 2, 342 n. 3, 343, 343 n. 2, 343 n. 3.
 Mollevaut (Elisabeth-Agathe), 18.
 Mollevaut (Etienne - Augustin), 19.
 Mollevaut (Gabriel - François), 3.
 Mollevaut (Gabriel-Etienne), curé de St-Vincent-St-Fiacre, 1 n. 1, 4, 5, 18, 19, 28, 31, 39, 39 n. 3, 40, 50 n. 1, 293.
 Mollevaut (Gabriel-Etienne-Joseph), 1 n. 1, 18, 19, 20, 20 n. 1, 182 n. 2, 191 n. 1, 206, 207, 209, 215 n. 2, 216, 244, 245 n. 1, 286, 287, 287 n. 3, 287 n. 4, 288, 296, 296 n. 1, 300, 304, 331, 333, 334, 341.
 Mollevaut (Guillaume), 2.
 Mollevaut (Joseph-Antoine-Louis), 18, 20 n. 1, 243, 245.
 Mollevaut (Mme), 241, 242, 243, 243 n. 2, 244, 341.

Mollevaut (Marie - Anne -
Françoise), 19.
Mollevaut (Marie-Eléonore-
Victoire), 19.
Mollevaut (Marie-Joséphine),
19.
Mollevaut (Marie-Thérèse),
18, 19, 57 n. 2.
Mollevaut (Marie-Thérèse-
Angélique), 19.
Mollevaut (Marie-Thérèse-
Louise), 18.
Mollevaut (Thérèse-François-
se-Rosalie), 19, 20 n. 1,
287, 341.
Mollevaut (Tite-Vincent), 19.
Mongin, professeur, 300.
MONTENOTTE, 168 n. 2.
Montesquieu, 347.
MONTMÉDY, 128.
Morin, membre du club, 61
n. 5.
MORLAIX, 216.
MORTAIN, 214.
Mougin, 300.
MOULINS, 308.
Moulins de la Porte (Jean-
Baptiste-François), inten-
dant de Lorraine, 22 n. 2.
Moulon (Antoine - Mathieu
de), Représentant de la
commune de Nancy, 50
n. 2, 54 n. 2.
Mourer (Victor - Nicolas),
procureur général syndic
de la Meurthe, 168, 168
n. 2, 211 n. 1, 220, 220
n. 1, 221, 223, 224,
225, 226, 226 n. 2, 226
n. 3, 227, 227 n. 2, 228,
231, 232, 233, 279, 289.
Mourot, ancien lieutenant
particulier, procureur de la
commune de Nancy, 71,
71 n. 2, 90 n. 5, 101.
MOUTROT, 255, 256, 257.
Mulot (abbé), 152.
MUNSTER, 5.

— N —

NAIVES - DEVANT - BAR, 16
n. 2.

Napoléon-Bonaparte, 14 n.
5, 289, 298, 314, 328,
329, 331, 351.
Napoléon I^{er}, 16 n. 1, 16
n. 2, 32 n. 1, 301 n. 3,
315, 316, 317, 317 n. 1,
318, 318 n. 1, 327, 327
n. 1, 338, 349.
NASSAU (duché de), 313.
Necker, 13, 22, 25 n. 2, 28,
37 n. 1, 292 n. 1, 320 n. 4.
NEUFCHATEAU, 5, 20, 57 n. 1,
258, 261.
NICE, 243.
Nicéville (de), avocat, 12.
Nicolas (Pierre - François),
professeur, 54 n. 2, 101,
106.
Nicolas l'aîné (Jean-Fran-
çois), notaire, 292.
Noailles (Louis - Marie, vi-
comte de), 111.
NOMENY, 41.
NORMANDIE, 1 n. 1, 166 n. 2,
207.
Noë de Malmaison (Anne-
Armand Bidal de la Gran-
che, comte de), 86, 90, 90
n. 4, 90 n. 5, 91, 92, 93,
97, 100, 101, 102, 104,
104 n. 2, 105, 112, 114,
129, 147, 148, 148 n. 1,
149 n. 1.

— O —

OGÉVILLER, 167 n. 3.
Oldéric, 3.
Olivier-Gérente, Convention-
nel, 281.
Olry de Lisle (Louis), mem-
bre de l'administration de
district, 163.
Olry (Gérard), 255.
ORNE (dépt de l'), 183.
Osmond (Mgr d'), 5, 292,
331.
Osselin, 192, 196.
Oudinot, membre de l'ad-
ministration de district,
265.

— P —

Pache, ministre, 173, 195.
 Palissot (Charles), 332, 332 n. 2, 333.
 Parmentier, 331.
 PAS - DE - CALAIS (dépt du), 152.
 Pastoret, procureur général syndic du département de la Seine, 158.
 Périclès, 349.
 Perrault (Charles), 334.
 Perrin (Grégoire), 42 n. 1.
 Perrin, Représentant en mission, 222.
 Pescheloché, capitaine de la garde nationale de Paris, 94, 99.
 Pétion, Conventionnel, 110, 201, 204 n. 1, 207 n. 1, 210, 213, 214.
 Petitjean, électeur, 100.
 Pflieger (Jean-Adam), 276.
 Phelippes, lieutenant du Roi, 127.
 Philip (Pierre), maire de Nancy, 45, 238, 238 n. 3, 239, 239 n. 2.
 Pierre (Etienne de Conty de la), 3, 6.
 Piroux (Augustin), architecte, 14, 14 n. 4.
 PIXÉRÉCOURT, 292.
 Plassiart (Jean), conseiller au bailliage, 42 n. 1.
 Poincaré (Aimé - François), commandant de la garde nationale de Nancy, 57, 57 n. 1, 59, 60, 60 n. 1, 60 n. 2, 75 n. 2, 125, 132 n. 1, 148, 163.
 Poincaré (Nicolas), 57 n. 1.
 Poincaré (Raymond), 57 n. 1.
 Poincloux (Nicolas), membre de l'administration du district de Toul, 256, 257.
 Poirot de Scelliers, 99.
 Poirson (Jean-François), officier municipal, 54 n. 2, 72.
 POLOGNE, 30 n. 1, 57 n. 1.

PONT-A-MOUSSON, 3, 4, 5, 7, 7 n. 1, 10, 11 n. 3, 15 n. 1, 25 n. 2, 30, 32 n. 1, 51, 55, 81, 82 n. 2, 83, 83 n. 1, 102 n. 3, 133 n. 2, 167 n. 1, 168 n. 1, 211, 225 n. 1, 227, 229, 230, 280, 323, 337.
 Poulain-Grandpré, membre des Anciens, 282.
 Prottier de Vulmont (Léopold-Henri), conseiller au Parlement, 120.
 Prugneaux (Hubert), procureur syndic du district de Toul, 255, 256, 257.
 Prugnon (Louis-Pierre-Joseph), Constituant, 25, 25 n. 2, 26, 27, 29, 30, 31, 32 n. 3, 34 n. 1, 37 n. 1, 40 n. 1, 41 n. 1, 42, 42 n. 1, 93 n. 1, 108 n. 2, 108 n. 3, 111, 111 n. 2, 158, 349.
 Psaume (Etienne), 332, 332 n. 1, 332 n. 4, 333.
 Psaume (Nicolas), 332 n. 1.
 Puiseur (Claude-Louis), échevin, 24.
 PUY (Le), 239 n. 1.
 Puyperoux, secrétaire du club, 61 n. 5.

— Q —

QUIMPER, 214, 215, 215 n. 2, 216.

— R —

Rabaud Saint-Etienne, Conventionnel, 190 n. 2, 191, 195, 197.
 Raigecourt - Gournay (marquis de), 34 n. 1.
 RANGÉVAL, 3, 3 n. 1, 6 n. 1.
 Ravinel (abbé François-Rémy de), 16, 17.
 Raybois, juge de paix, 242.
 Regneault (Charles), Constituant, 226 n. 5.
 Regneault (Jean-Baptiste), avocat, 41 n. 1, 66.

Régnier (Claude-Ambroise, duc de Massa), 14, 14 n. 5, 16 n. 2, 25, 32 n. 3, 36, 37, 40 n. 1, 41 n. 1, 42 n. 1, 85 n. 3, 93 n. 1, 111, 111 n. 2, 162, 226 n. 3, 262, 276, 277, 280, 283, 290 n. 1.
 REIMS, 7 n. 1, 38 n. 3.
 Rémy (Nicolas), 10.
 Renaud ou Renault (Jean-François), homme de loi, 225, 225 n. 1, 226 n. 5.
 Renault d'Ubexi, conseiller au Parlement, 50 n. 2, 118.
 René d'Anjou, 4.
 RENNES, 214, 216, 217 n. 1, 244, 245.
 Reubell, Conventionnel, 251.
 RHIN (fleuve), 22 n. 2, 51, 121, 277.
 Rhül, Représentant en mission, 220.
 Riouffe, préfet de la Meurthe, 213, 316 n. 1.
 Robespierre (Maximilien), Conventionnel, 58 n. 1, 94 n. 2, 126, 157, 166 n. 2, 167 n. 1, 167 n. 2, 167 n. 4, 182 n. 2, 188, 200, 222, 226 n. 3, 233 n. 3, 247, 250, 262, 268, 276.
 Rogéville (Pierre-Dominique Guillaume de), 15, 15 n. 1.
 Roland (Mme), 183, 184.
 Rollin, substitut du procureur de la commune de Nancy, 71, 71 n. 2.
 Rollin (abbé), chanoine de la cathédrale, 306 n. 2.
 ROME, 15, 15 n. 1.
 Romme, Conventionnel, 208 n. 2.
 Ronsin, 268.
 ROSIÈRES-AUX-SALINES, 41, 165.
 Rousseau, membre des Anciens, 282.
 Rousseau (Jean - Jacques), 347.
 Roussière, soldat, 89.
 ROYAUMEIX, 4.

Royer-Collard, 340 n. 3.
 Rozières (del), bâtonnier, 338.
 RUPPES, 4, 255, 258.

— S —

Sage, 331.
 Sahue (général), 299.
 SAINT-CLÉMENT, 2 n. 1.
 SAINT-CLOUD, 183.
 SAINT-DIÉ, 50 n. 1, 51.
 SAINT-DOMINGUE, 272.
 SAINT-ÉMILION, 166 n. 2, 267 n. 1.
 SAINT-JEAN DE LOSNE, 239 n. 1.
 Saint-Just, Conventionnel, 133 n. 2, 167 n. 1, 210.
 SAINT-LO, 162 n. 1.
 SAINT-MALO, 214, 217, 217 n. 2.
 SAINT - MARTIN - D'ABLOIS, 172.
 Saint-Martin-Valegne, Conventionnel, 190 n. 2, 198.
 SAINT-MAX, 16 n. 1.
 SAINT-MIHIEL, 17, 18, 19, 154.
 SAINT-NICOLAS, 133 n. 2.
 SAINT-SERVAN, 217.
 Saladin (Charles - Antoine), avocat, 16, 16 n. 3, 86, 90 n. 5, 92, 99, 100, 101, 163.
 Salle (Jean - Baptiste), Conventionnel, 41 n. 1, 94 n. 2, 111, 126, 166, 166 n. 2, 168 n. 1, 174, 174 n. 1, 176, 180, 181, 184, 184 n. 2, 187, 188, 201, 209, 210, 211, 213, 214, 218, 218 n. 1, 220, 222, 223, 223 n. 2, 229, 237, 239, 239 n. 5, 240, 244 n. 1, 265, 266, 280.
 Santhonax, 272.
 SARREBOURG, 81, 167 n. 2, 168 n. 2, 225, 227, 227 n. 2, 228, 228 n. 2, 229.
 SARREGUEMINES, 30.
 SARRELOUIS, 95, 97.
 SARTHE (dépt de la), 32 n. 1.

SAULXURES - LES - VANNES,
255, 258.
Saurine, 163.
SAVONE, 168 n. 2.
SEINE (dépt de la), 276 n. 1.
SEINE (fleuve), 193.
SEINE-INFÉRIEURE (dépt de
la), 216.
SÉNÉGAL, 38 n. 1.
SENS, 141.
Serbelloni (prince de), 287.
Sicard (abbé), 206, 206 n. 4.
Siéyès, Conventionnel, 263.
Simon, censeur du lycée de
Nancy, 309, 310, 311, 312.
SOISSONS, 11 n. 2.
Sonnini (Charles-Nicolas-Si-
gisbert), suppléant à la
Législative, 119, 133 n. 2,
134, 149, 149 n. 1, 154,
155 n. 2, 246.
Souchotte, électeur, 151.
Spitz, professeur, 300, 321,
321 n. 2.
Stanislas (roi), 4, 7, 11, 11
n. 2, 12, 22 n. 3, 45, 329.
STRASBOURG, 14 n. 5, 133
n. 2, 141, 225, 238 n. 3,
298, 318, 324.
SUISSE, 46.

— T —

Talleyrand, 350.
Tallien, 267 n. 1.
Thiériet (Charles-François-
Xavier de), maire de Nan-
cy, 155, 155 n. 1, 155 n. 2
163, 247, 264, 274, 279
n. 4.
Thibaudeau, Conventionnel,
262, 267 n. 1.
THIBERVILLE, 282.
Thierry, notaire, 260.
Thiéry, maire, 144.
THIONVILLE, 207.
Thiry (François-Mansuy), lé-
gislateur, 290, 299.
Thouret (Jacques-Guillaume),
Constituant, 158.
Thouvenin, aide-major de la
garde, membre du club,
57, 61 n. 5.

Thouvenin père, 61 n. 5.
Thouvenin le jeune, 61 n. 5.
Thuillier (Claude - Louis),
juge de paix, 242.
Thuriot, Conventionnel, 194,
210.
TOSCANE, 57 n. 1.
TOUL, 4, 81, 82 n. 2, 84, 96
n. 2, 98, 99, 100, 101, 102
n. 3, 117, 121 n. 1, 152,
168 n. 3, 211, 222 n. 1,
225 n. 1, 239 n. 1, 255,
256, 257, 260, 270.
TOULOUSE, 168 n. 1.
Tour (colonel de la), 103.
Tour-Taxis (Henriette-Eli-
sabeth de la), 58 n. 1.
Toussaint (Marguerite), 19.
TRENTE, 332 n. 1.
TRÈVES, 5, 142.
TROIE, 334.
TROUSSEY, 11 n. 3.

— V —

Valady, Conventionnel, 213,
214.
Valazé (Charles-Eléonor Du-
friche de), Conventionnel,
183, 183 n. 4, 184, 184
n. 2, 185, 192 n. 2, 199,
207 n. 1, 219.
Vallée (de la), président du
club de Nancy, 74, 74 n. 2,
75, 79, 119.
VALMY, 277 n. 5.
VANDŒUVRE, 59 n. 1.
VARANGÉVILLE, 321 n. 2.
VARENNES, 85 n. 3, 174 n. 4.
Varinot (Pantaléon-Antoine),
procureur de la commune,
24.
Varlet, 188, 191, 192, 192
n. 3, 197, 203.
VAUDÉMONT, 27.
Vaultier, 208.
Vauthier, membre du club,
61 n. 5.
VÉHO, 33 n. 1.
VELAINE (la poste de), 99.
VENDÉE, 192 n. 3.
VENTRON, 225 n. 1.

Verdet (abbé), Constituant,
48 n. 2, 52 n. 1, 84, 89,
89 n. 1, 98 n. 1, 107 n. 4,
110 n. 4, 111 n. 4, 116, 132
n. 1, 161 n. 1, 164 n. 1.
VERDUN, 3 n. 2, 22 n. 2,
127, 165, 166.
Vergniaud, Conventionnel,
182, 182 n. 2, 183, 200,
201, 202, 207 n. 1, 210,
219, 267 n. 1.
VERMENTON, 172.
VERNON, 210.
VERSAILLES, 2 n. 1, 11, 13,
22, 23, 24, 27, 28, 30, 34,
35, 37, 41, 43, 191, 349.
VÉZELISE, 41, 51, 81, 86
n. 2, 96 n. 2, 166 n. 2, 226,
230.
VIC - SUR - SEILLE, 81, 167
n. 4.
VIENNE (Autriche), 12, 24,
85 n. 4.
VIENNE (France), 133 n. 2.
VIENNE (dépt de la), 16 n. 1.
Viger, Conventionnel, 190
n. 2, 191, 192, 196 n. 3,
200 n. 1.
Vigneulle (de), commandant
de la garde nationale de
Metz, 117.

VILLERS - EN - PRAYÈRE, 90
n. 4.
Vimcat, 183.
Vincent, 268.
VINTRANGE, 48 n. 2.
VIRE, 214.
VOGE, 23, 27.
Voidel, (Jean-Georges-Char-
les), Constituant, 135, 135
n. 1.
VOSGES (dépt des), 14 n. 4,
75, 225 n. 1, 258, 276 n. 1,
277 n. 5.

— W —

WESTPHALIE, 22 n. 2.
Willemet (Remy), doyen des
apothicaires, 331.
Wimpfen (général), 207, 209
n. 1, 210.
Woëvre, 27.

— Z —

Zangiacomi père (Joseph),
rentier, 132 n. 1.
Zangiacomi fils (Joseph),
avocat, Conventionnel, 16,
16 n. 4, 61 n. 5, 66, 168,
170, 171 n. 1, 176 n. 2,
221, 221 n. 3, 226 n. 1,
264 n. 2, 264 n. 3, 265,
276, 277, 286 n. 3.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Avant-propos	VII
Bibliographie	IX

PREMIERE PARTIE

Les débuts d'Etienne Mollevaut Son rôle à Nancy de 1788 à 1791

Chapitre I : Les origines d'Etienne Mollevaut (1744-1763)	I
Chapitre II : Les études du jeune Mollevaut et son entrée au barreau (1763-1788).....	7
Chapitre III : Mollevaut et les élections aux Etats Généraux (1788-1789)	21
Chapitre IV : Le Comité permanent et l'Assemblée des Représentants de la Commune. La Garde nationale et le Club. Rôle de Mollevaut (1789-1790).....	45
Chapitre V : Mollevaut notable de la ville et membre du Directoire du département. L'Affaire de Nancy (1790)	69
Chapitre VI : Mollevaut maire de Nancy (1790-1791)...	131

DEUXIEME PARTIE

Mollevaut à Paris 1791-1803

Chapitre I : Mollevaut membre du tribunal de Cassation et député à la Convention (1791-1792)	157
Chapitre II : Gironde et Commune de Paris. Mollevaut président de la Commission des Douze. Son arrestation et sa fuite (Fin de 1792-juillet 1793).....	187
Chapitre III : Gironde et Commune de Paris. Mollevaut en exil. Etat d'esprit de la Meurthe (juillet 1793-1795)	213

Chapitre IV : Mollevaut de retour à la Convention (1795)	247
Chapitre V : Mollevaut membre des Anciens, des Cinq- Cents et du Corps législatif (1795-1803).....	273

TROISIEME PARTIE

Retour en Lorraine

1803-1816

Chapitre I : Création du lycée de Nancy : Mollevaut pre- mier proviseur (1803-1810).....	295
Chapitre II : Mollevaut recteur provisoire de l'Académie de Nancy. Son rôle dans la vie intellectuelle de la cité (1809-1815)	317
Chapitre III : Rentrée de Mollevaut au barreau de Nancy. Sa mort (1816).....	337
Conclusion :.....	345
Index alphabétique des noms de personnes et des noms de lieux	353

ERRATA

- P. 15, n. 3, lire : Henry (Joseph-Armand) surnommé le jeune.
 P. 16, n. 2, ligne 7, lire : *Antoine*.
 P. 19, ligne 5, lire : *Tite-Vincent*.
 P. 19, ligne 22, lire : Gaspard-Joseph *Bliard*.
 P. 42, n. 1, ligne 22, lire : *qu'il recueillit*.
 P. 46, ligne 5, supprimer la virgule entre *magistrats* et *Parlement*.
 P. 53, ligne 19, lire : *et âgés sans doute*.
 P. 60, ligne 26, lire : *Coliny*.
 P. 74, n. 4, ligne 9, lire : *Renauld*.
 P. 84, ligne 17, lire : *aujourd'hui*.
 P. 94, n. 1, lire : Le 19 août, Jobart, appelé par la municipalité, lui déclara qu'il avait été forcé d'admettre les deux Suisses dans la garde nationale. Haener, commandant de la compagnie où avaient été incorporés les deux hommes, fut à son tour convoqué; mais absent, il fut remplacé par son lieutenant; celui-ci, interrogé, répondit qu'il avait dû accepter les deux anciens soldats etc...
 P. 96, n. 2, ligne 2, supprimer la virgule après *rassemblées*.
 P. 102, n. 3, supprimer les lignes 7 et 8.
 P. 109, ligne 4, lire : *cocarde*.
 P. 111, n. 3, ligne 2, lire : *fatal*.
 P. 114, n. 1, lire : 10 septembre 1790.
 P. 153, ligne 4, lire : *vraie*.
 P. 196, lire : note 3 au lieu de 1.
 P. 197, ligne 6, lire : *Rabaut*.
 P. 204, dernière ligne, lire : *c'est là que les...*
 P. 252, ligne 32, ajouter un *s* à circonstance.
 P. 254, ligne 20, supprimer : *tard*.
 P. 283, ligne 28, lire : *acquiescement*.
 P. 290, n. 3, lire : *C 635 (C VII^B I)*.
 P. 293, ligne 8, lire : *cet*.
 P. 300, ligne 10, lire : *professeurs*.
 P. 325, ligne 5, mettre un point et virgule après : *jusque-là*,
 P. 331, dernière ligne, lire : *Willemet*.
 P. 339, n. 1, ligne 2, lire : *de Behaine*.
 P. 340, ligne 7, lire : *Bliard*.
 P. 346, ligne 18, lire : *de fait*.

Vu :

Nancy, le 29 mars 1933.

*Le Doyen
de la Faculté des Lettres,*

J. LAURENT.

Vu et permis d'imprimer,

Nancy, le 30 mars 1933.

Pour le Recteur de l'Académie,

*Le Vice-Président
du Conseil de l'Université,*

M. SPILLMANN.

IMP. ANDRÉ FOURNIER — CLAMECY
